

Jacques Grandjonc

---

**Communisme/  
Kommunismus/Communism**

Origine et développement international  
de la terminologie communautaire prémarxiste  
des utopistes aux néo-babouvistes

1785-1842

---

Schriften aus dem Karl-Marx-Haus  
Trier

39/1

*En hommage amical  
à Jean Maitron et à Georges Mounin*

Copyright by Karl-Marx-Haus  
D-5500 Trier, Brückenstraße 10  
Alle Rechte vorbehalten  
Nachdruck – auch auszugsweise –  
nur mit Genehmigung des  
Karl-Marx-Hauses.  
Printed in Germany 1989  
ISBN 3-926132-09-4

## Historique

Une langue qui disparaît exprime qu'une forme sociale a disparu ;  
une langue qui se fait annonce l'avènement de quelque forme sociale  
nouvelle ; un mot même, un seul mot, révèle quelquefois la chute ou  
le triomphe de quelque nouvel élément social.

Eugène DUCLERC, in *Dictionnaire politique* (1842), p. 717/l.

## Avant-propos

La langue est le ciment des actes ; non seulement elle les rend explicites, mais elle en conserve l'empreinte... Le contenu des faits culturels et le contenu de la langue ressortissent à des domaines d'exploitation scientifique différents, mais comme les deux faces d'un même objet ; il est impossible de pénétrer l'une sans aboutir à l'autre.

André LEROI-GOURHAN

Cette étude sur les origines du vocabulaire communautaire, révolutionnaire et international n'est, malgré un aspect lexicographique indéniable, ni une nouvelle "Encyclopédie socialiste" ni un autre "Dictionnaire du marxisme". Il s'agit d'un essai qui vise à saisir l'émergence d'un champ du vocabulaire social en même temps qu'est retracée ou mise à jour l'action d'individus ou de groupes, parfois infimes mais décidés à transformer la société et résolument hostiles à certaines formes d'individualisme et de propriété privée. A la fois une réponse – différée – à la question maintes fois posée de la première date d'emploi de "communiste/communisme" et une réponse – préalable – à la question de la transformation des mentalités sociales en Europe occidentale en cours d'industrialisation dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; question qui s'est imposée au cours d'une série de recherches, entreprises de façon isolée d'abord, puis en collaboration, sur la naissance concomitante du mouvement ouvrier allemand (hors les frontières de l'Allemagne) et de l'internationalisme dès avant 1848, ainsi que sur la genèse du marxisme en exil. Un essai qui ressortit autant et plus à l'histoire qu'à la lexicographie, l'une et l'autre traitées sur la longue durée et décloisonnées des frontières nationales, avec le souci constant de fournir au lecteur dans leur contexte les documents originaux rassemblés. Un essai historique et critique qui a également l'ambition de fournir à ceux que l'enjeu des discussions actuelles sur l'avenir du

socialisme ne laisse pas indifférents un outil d'appréhension intellectuelle des débats du socialisme dans ses origines.

Les deux premiers volumes de ce travail ont été présentés à Metz en octobre 1979 comme thèse d'Etat ; leur parution, dix ans plus tard, m'a permis de corriger erreurs ou approximations de la version initiale et de la compléter du résultat des lectures intervenues depuis.

Etude sur les hommes et la terminologie de la communauté, ce livre est aussi en quelque sorte le résultat d'un travail communautaire, et je tiens à remercier ici celles et ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre à son élaboration, en premier lieu Monique et Bert, dont les lectures ont orienté de façon décisive la recherche ; à *Aix-en-Provence* Mme Sauze, Georges Dumarchez, Jean Vivian ; à *Amsterdam* Tristan Haan, Maria Hunink, Götz Langkau, Jürgen Rojahn ; à *Berlin* Joachim Höppner et Waltraud Seidel-Höppner ; à *Cologne* Alfred Körner ; à *Cracovie* Marian Plezi ; à *Genève* Bert Andréas, malheureusement disparu entre-temps, et Jacques Freymond ; Günther Mühlpfordt à *Halle* ; Klaus Bochmann et Johannes Thiele à *Leipzig* ; Dorothea Kuhn à *Marbach a. N.* ; Th. Payr et Hans-Joachim Ruckhäberle à *Munich* ; à *Paris* Françoise Dumas et Edith Lançon, Angelika Hechenblaickner, Françoise Lagier, Sophie Lutz et Ginette Vargin-Orru ; Léon Centner, Jacques Droz, Michel Espagne, Pierre Grappin, Guy Putfin, Mondher Sfar, Michael Werner ; à *Tel-Aviv* Walter Grab ; Jean-Pierre Lassalle à *Toulouse* ; à *Trèves* Wolfgang Schieder ; à *Washington* James Billington.

Une mention particulière revient enfin à la Karl-Marx-Haus à Trèves, dont j'ai largement mis les collaborateurs à contribution, entre autres Karl-Ludwig König et Karl Salm à la bibliothèque, Marion Barzen, Margret Dietzen, Helmut Elsner, Silvia Götzen, Heribert Lambert et Elisabeth Neu ; sans oublier le directeur, Hans Pelger, qui d'emblée s'est proposé à publier le résultat de cette recherche, dans la meilleure tradition internationaliste de 1840.

Aix-en-Provence, janvier 1977  
Trèves, septembre 1989

## Abréviations

AD	Archives départementales
AGSA	<i>Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung</i> (Leipzig)
AHRF	<i>Annales historiques de la Révolution française</i> (Paris)
AIT	Association internationale des travailleurs
AM	Archives municipales
AN	Archives nationales (Paris)
APP	Archives de la préfecture de police (Paris)
AZ	<i>Allgemeine Zeitung</i> (Augsbourg)
BdK 1	<i>Der Bund der Kommunisten</i> , vol. 1 (Berlin 1970)
BHVP	Bibliothèque historique de la Ville de Paris
BM	Bibliothèque municipale
BN	Bibliothèque nationale (Paris)
BPU	Bibliothèque publique et universitaire (Genève)
BzG	<i>Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung</i> (Berlin-RDA)
CABV	Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein (Londres)
DFJ	<i>Deutsch-Französische Jahrbücher</i> (Paris 1844)
DBZ	<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i>
d	allemand
e	anglais

f	français
IISG	Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam)
IML	Institut du marxisme-Léninisme (Berlin-RDA ou Moscou)
IRSH	<i>International Review for</i> (puis : <i>of</i> ) <i>Social History</i> (Amsterdam)
IWK	<i>Internationale wissenschaftliche Korrespondenz</i> (Berlin-Ouest)
lat	latin
MEGA <sup>1</sup>	<i>Marx-Engels Gesamtausgabe</i> (1927-1935)
MEGA <sup>2</sup>	<i>Marx-Engels Gesamtausgabe</i> (1975 sq.)
MEW	<i>Marx-Engels Werke</i> (Berlin-RDA)
NMW	<i>The New Moral World</i> (Londres, puis Manchester)
RDM	<i>Revue des deux mondes</i> (Paris)
SDF	Société démocratique française (Londres)
SDH	Société des droits de l'homme (Paris)
ZfG	<i>Zeitschrift für Geschichtswissenschaft</i> (Berlin-RDA)

Afin de ne pas surcharger les notes, les ouvrages cités en référence le sont sous forme abrégée, sauf quand le titre est significatif dans le contexte. L'abréviation courante comporte le seul nom de l'auteur en petites capitales ; ce dernier est suivi de la date de publication lorsque celle-ci est utile à la compréhension ; quand plusieurs ouvrages d'un même auteur sont utilisés ou dans le cas d'homonymes, j'indique à la suite du nom de l'auteur le premier terme significatif du titre. On trouvera au troisième volume les indications bibliographiques complètes.

## Introduction

Le communisme, de Nicolas-Edmé Restif (dit de La Bretonne) aux Humanitaires ou aux Justes de 1841-1842. Voilà aussi comment aurait pu s'intituler cet essai sur l'origine et le développement des termes "communiste", "communisme", et d'un certain nombre d'autres apparentés, entre le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle et les années quarante du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec le risque que le lecteur, ne sachant pas très bien où situer ces inconnus que sont les "Humanitaires", lyonnais et parisiens, ou les "Justes", internationalistes de toutes origines à Paris, Genève, Londres ou Bruxelles, ne me soupçonne un peu vite, au seul nom apparemment trop connu de Restif, de confondre érotisme et libertinage avec révolution sociale. Et cependant c'est bien à Restif, jusqu'à plus ample informé, qu'on doit "communiste" au sens moderne et "communisme" tout court.

### Restif, un réformateur quasi méconnu

Étrange destin que celui de Restif, "le peuple-auteur",<sup>1</sup> plus réputé comme écrivain licencieux que comme réformateur social. Et cependant, sans même parler de son célèbre roman utopique en quatre volumes, *La Découverte australe par un Homme-volant, ou le Dédale français* (1781), une large partie de son œuvre présente un aspect résolument social. Il s'agit d'abord de la série des "Graphes" ou "Idées singulières"<sup>2</sup> à laquelle il faut ajouter *Le Paysan perversi* (1776), *Le Plus Fort des*

<sup>1</sup> La formule est de MONSELET (1854), cité d'après RIVES CHILDS, p. 67. A ce livre indispensable sur Restif, on ajoutera LACROIX, *Bibliographie* (1875), et TESTUD (1977).

<sup>2</sup> Dans l'ordre chronologique la production restifienne des "Idées singulières" est la suivante : *Le Pornographe* (1769), *La Mimographe* (1770), *L'Educographe* également appelé par l'auteur *Le Nouvel-Émile* (1770-1774), *Les Gynographes* (1777),

*Pamphlets*, paru anonymement en 1789, ainsi que *Monsieur-Nicolas, ou le Cœur-Humain dévoilé* (1794-1797). Cet homme, Monsieur Nicolas, Restif lui-même, un des grands écrivains de son siècle, fut de son vivant et reste auprès de la postérité victime en premier lieu de lui-même sans doute, mais aussi et surtout de toutes les calomnies, de tous les sous-entendus bien-pensants et de la conspiration du silence sur une partie de son œuvre, méconnu en un mot même par bon nombre de ceux qui, à un titre ou à un autre, font profession de parler de lui. On peut trouver dans l'ouvrage de James Rives Childs, parmi d'autres jugements plus fondés heureusement, l'essentiel des accusations colportées de La Harpe à Brunetière et au-delà sur "le Rousseau du ruisseau", sur cet "auteur vulgaire", "au mauvais style et au mauvais goût", au "libertinage effrené", sur cet "aventurier du naturalisme" et sur ses lecteurs, "rars amateurs de gravures" graveleuses cela s'entend.<sup>3</sup> Voilà qui n'est pas pour surprendre si on considère que durant le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis que la bourgeoisie révolutionnaire s'emparait du pouvoir politique et consacrait en droit son pouvoir économique de fait, tandis que sous le nom de liberté (du commerce et de l'industrie) elle asservissait à son tour la population laborieuse à ses desseins et que, thermidorienne et installée, elle envoyait Robespierre puis Babeuf à la guillotine, Restif avait l'audace ou la naïveté – "le mauvais goût" – de proposer, depuis son *Paysan perverti* jusqu'à *Monsieur-Nicolas*, un idéal de vie fondé sur la communauté des biens et des jouissances, en même temps qu'il demandait en 1789 avant l'ouverture des États généraux, outre la suppression de l'ordre du clergé, qui se dissoudrait dans la nation et "n'aurait rien à dire", la représentation politique de la partie la plus nombreuse de la population française, "la classe des Cultivateurs qui nous recruta tous" et "l'Ordre des Femmes" ou "Ordre des Mères, en nombre égal aux quatre autres", mesures assorties "de la délibération par tête",<sup>4</sup> autant dire le suffrage universel réel, acquis en France en 1945 seulement, au sortir de la Résistance.

On comprend mieux pourquoi la France bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle, "la France savante et lettrée, la France de l'Institut, la France qui n'a jamais cessé de porter du

*L'Andrographe* appelé aussi *L'Anthropographe* (1782), *Le Thesmographe* (1790), *Le Glossographe* inachevé (1797 dans *Mr-Nicolas*). On se reportera à RIVES CHILDS pour ces titres.

<sup>3</sup> Ces jugements sont rassemblés dans RIVES CHILDS, p. 15-196.

<sup>4</sup> NOILLIAC [i.e. RESTIF], *Le Plus Fort des Pamphlets*, p. 9-10, 13, 42, 65, 67. Cette brochure est inconnue de Lacroix comme de Rives Childs, mais l'attribution à Restif ne pose pas de problème particulier. Le contenu en est en quelque sorte signé : ainsi RESTIF, *Le Thesmographe*, p. 7, propose-t-il la représentation politique des femmes dans une adresse aux États généraux rédigée en des termes identiques à ceux du *Pamphlet* ; il prône la communauté des biens et des travaux à l'exemple des Othomacos et des Allibamons tant dans le *Pamphlet* (p. 12) que dans *Le Paysan perverti*, *L'Andrographe*, *Le Thesmographe*, *Mr-Nicolas*, etc. ; il avoue enfin son pamphlet paysan en faisant à son accoutumée (p. 8) de la publicité pour ses propres œuvres et en donnant son identité à mots couverts (p. 69). Cf. COURBIN.

linge blanc sous sa carmagnole, cette France-là n'a jamais eu pour lui que surprise ou dédain",<sup>5</sup> au point de les faire partager à ceux-là mêmes qui auraient pu se réclamer de l'idéal de Restif. Je n'en citerai ici que quelques exemples qui suffiront à illustrer la parfaite réussite du dénigrement systématique effectué à l'encontre de Restif. Ainsi François Villegardelle, un de ceux qui firent le plus pour la diffusion des œuvres du socialisme utopique ancien, qui avait publié en 1840 le *Code de la nature* de Morelly et la première traduction française de Tomaso Campanella, *La Cité du soleil*, consacre-t-il en 1845 dans une note de son *Histoire des idées sociales avant la Révolution* deux lignes au total à Restif, propres à détourner de le lire.<sup>6</sup> Un demi-siècle plus tard le directeur de la *Revue socialiste*, Benoît Malon, écrit en introduction à un article qu'il rédige sur Restif :

Avec Rétif de la Bretonne, nous n'avons pas affaire à un grand philosophe inconnu, mais à un fécond et incorrect romancier oublié et à un réformateur un peu confusionnaire qui fit grand bruit en son temps et dont on ne parle plus.

Et après avoir résumé quelques pages du *Paysan perverti* et de *La Découverte australe*, cité le titre de *Monsieur-Nicolas*, qu'il n'a pas lu de toute évidence, Malon conclut :

Sa communauté tyrannique et répressive est un bain intolérable ; sa prétendue conception novatrice, le cauchemar écrit d'un rétrograde en délire, d'un débauché repentant et dépassant toute borne dans la voie réactionnaire ; c'est, pour tout dire, une blâmable défaillance intellectuelle. C'est donc avec raison [...] qu'il n'est pas compté parmi les grands précurseurs socialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>7</sup>

Conclusion qui mériterait à elle seule un long commentaire : d'abord sur l'ignorance feinte ou réelle de Malon de ce que le genre littéraire de l'utopie achevée, que ce soit celle de Platon, de Morus, Campanella, Restif, Goethe ou Weitling, donne nécessairement une vision close de l'avenir, à caractère autoritaire, voire dictatorial ou totalitaire, à la différence de l'utopie ouverte proposée par un François Rabelais, un Charles Fourier ou un Gêbé ; ensuite sur les critères moraux petits-bourgeois de Malon, sans parler de l'absence radicale de repentir chez Restif. De son côté enfin, André Lichtenberger, historien du socialisme utopique au temps de la Révolution française, consacre bien dans un de ses ouvrages un chapitre à Restif, mis en compagnie de l'abbé Raynal et de Sébastien Mercier. Il a raison sans doute de le classer parmi les réformateurs moralistes, mais on peut s'étonner de le voir en conclusion ranger Restif parmi les auteurs partisans de "la monarchie, de la religion et même du catholicisme",<sup>8</sup> ou d'affirmer ailleurs de Charles Gosselin et de Restif, curieusement rassemblés, qu'ils "ne sont pas dans la vraie voie du socialisme, se montrant plus égalitaires que communistes, et faisant preuve de sentiment chrétien plus que de velléités révolutionnaires".<sup>9</sup>

<sup>5</sup> MONSELET, cité par RIVES CHILDS, p. 67.

<sup>6</sup> VILLEGARDELLE, *Histoire*, p. 193.

<sup>7</sup> MALON, "Rétif" (1889), p. 661 et 671.

<sup>8</sup> LICHTENBERGER, *Le Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 206-220.

Etrange destin que celui de ce néologue, un des plus féconds sans doute de son époque, comparable seulement à un Luther, un Rabelais ou un Shakespeare pour la richesse de la langue, qui a inventé ou diffusé parmi des dizaines d'autres termes qui se sont ou ne se sont pas imposés : "éditer" (1784), "mutualité" (1784), "communiste" (adj., 1785), "communiste" (subst., 1797), "anarchisme" et "communisme" (1797) ; termes que chacun, dans le domaine de la lexicographie, s'en va datant d'autres temps, d'autres auteurs.<sup>10</sup> "Anarchisme", employé simultanément par Babeuf (autre important néologue) et Restif en 1797, est ordinairement daté de 1840 ou de 1842 et attribué à Proudhon ; quant à "communiste" et "communisme", le premier passe pour une création de 1840 due à Cabet, quand ce n'est pas Lamennais qui l'aurait créé en 1834 ou Chateaubriand en 1836 ; et le second, daté de 1841, 1842 ou 1843 selon les cas, passe pour être de Lamennais, de Cabet, voire même de Heinrich Heine.

Il faut avouer à la décharge de la postérité que Restif ne lui a pas facilité la tâche dans ses quelques deux cents volumes, riches aussi d'innombrables répétitions, contradictions et paradoxes, dont le moindre ici n'est pas que ce créateur de langue française la considère comme "un jargon informe, dégénéré du latin, plus mobile que le sable, parce qu'il n'est pas fait, qu'il n'est pas une langue et peut-être ne le deviendra jamais"<sup>11</sup> ! Il n'en reste pas moins vrai que si James Rives Childs a pu dénombraer de 1797 à 1949 plus de vingt-cinq rééditions et traductions partielles de *Monsieur-Nicolas*, ou le *Cœur-Humain dévoilé*, cette curieuse chronique en seize parties et plus de cinq mille pages de la vie de Restif et du Paris révolutionnaire, aucune d'entre elles n'en reproduit les trois parties capitales, *Ma morale*, *Ma religion* et *Ma politique*, qui contiennent l'ultime profession de foi de Restif : morale naturelle, athéisme et communisme. Seules en effet ont tenté les éditeurs les treize premières parties auxquelles pourrait très partiellement s'appliquer cette épigraphe du sophiste Restif :

Si, quand j'eus toutes ces aventures, dont je rougis, j'avais été Républicain, je ne les aurais pas eues, et j'aurais été vertueux.<sup>12</sup>

## Les hommes de la liberté

Mais *suum cuique*, à chacun son dû, pour parler latin avec Restif. L'orientation de la recherche et le départ de cette mise au point d'histoire de la langue et de théorie

9 LICHTENBERGER, *Le Socialisme et la Révolution*, p. 46. LICHTENBERGER, *Le Socialisme utopique*, n'apporte aucun élément nouveau.

10 Pour la richesse de la langue de Restif, cf. BRUNOT, VI/2, p. 1145, qui note entre autres créations *théocratie*, *intellectualité*, etc. Les datations d'*éditer* et de *mutualité* sont empruntées à BRUNOT, VI/2, p. 1145 ; celles de *communiste*, *communisme* et *anarchisme* sont inédites.

11 RESTIF, *Les Françaises*, vol. 1, p. 184.

politique reviennent à Claude Manceron, dont une remarque, au premier tome des *Hommes de la liberté*, allait à l'encontre des connaissances apparemment les mieux établies en ce domaine ; en effet, à propos de la parution du *Paysan pervers* qui contient le premier plan de communauté de Restif, les "Statuts du Bourg d'Oudun, composé de la famille R\*\*, vivant en-commun",<sup>13</sup> Manceron écrit :

Le terme de "communisme" n'est pas employé dans le *Paysan pervers* ; il le sera, fréquemment, vingt ans plus tard, dans le dernier volume de *Monsieur-Nicolas*, dont Restif voudra faire la somme de sa vie et sa pensée.<sup>14</sup>

Or, toutes les études existantes sur ce terme, des articles de Gabriel Deville ou Carl Grünberg à l'ouvrage fondamental de Hans Müller sur l'apparition et l'usage de "socialisme" et des termes apparentés,<sup>15</sup> datent "communiste" au plus tôt de 1840 et "communisme" de 1841. Un examen semblait donc s'imposer.

Il s'imposait de façon d'autant plus impérieuse que je me heurtais au problème "langagier" de l'impact du vocabulaire social, socialiste et communiste français et anglais sur l'allemand dans l'étude des organisations politiques et des associations de culture ouvrière au sein de l'émigration allemande en Suisse, en France, en Belgique et à Londres de 1832 à 1847-1848 : Deutscher Volksverein (Association patriotique allemande), Bund der Geächteten (Ligue des bannis), Junges Deutschland (Jeune-Allemagne), Bund der Gerechten (Ligue des justes), Bund der Kommunisten (Ligue des communistes) ; problème qui demandait à être résolu pour permettre de préciser les courants d'influence anglais et français sur le mouvement ouvrier allemand naissant avant et pendant le débat avec la philosophie néo-hégélienne, le degré des changements de mentalité intervenus chez ces Allemands de l'étranger et les moyens de propagande mis en œuvre par leurs organisations en direction de l'Allemagne. En outre, au cours de travaux entrepris en collaboration avec Bert Andréas et Hans Pelger sur les origines de l'internationalisme démocratique et sur les échanges intellectuels entre socialistes français et néo-hégéliens allemands, il nous était apparu nécessaire de nous assurer des racines historiques, théoriques et linguistiques du courant socialiste et communiste des années 1840 sur lequel se greffent les premières manifestations de cet internationalisme démocratique. Ainsi une recherche effectuée sur l'emploi du terme "congress/congrès/Kongreß" par les socialistes anglais, puis français, puis par les communistes allemands et sur son évolution sémantique entre 1830 et 1847 venait de me convaincre de l'insuffisance des outils lexicographiques en ce domaine, étant donné l'absence de dépouillement

12 RESTIF, *Mr-Nicolas*, épigraphe de la 13<sup>e</sup> partie, p. 3603.

13 RESTIF, *Le Paysan*, vol. 4, p. 192-208.

14 MANCERON, vol. 1, p. 276.

15 Cf. GRÜNBERG, "Der Ursprung" (1906 et 1912) ; DEVILLE, "Origine" (1908) ; GRÜNBERG, "L'origine" (1909) ; BESTOR, "The Evolution" (1948) ; DESROCHES, "A propos de l'origine" (1955) ; MÜLLER, *Ursprung* (1967) ; SCHRÖDER, "Utopischer Sozialismus" (1969 et 1974).



systématique ou même de consultation pure et simple par leurs auteurs de la presse et des brochures politiques.<sup>16</sup> Et, comme l'écrit un orfèvre en la matière :

Pour divers motifs, dont les impératifs commerciaux ne doivent pas être les moindres, les dictionnaires étymologiques les plus utilisés ne citent qu'exceptionnellement leurs sources, et – plus grave encore – omettent de préciser la signification exacte qu'ils datent. Ainsi présentées, les datations brutes, dépouillées de tout contexte, restent pratiquement sans valeur [...]. On notera aussi à diverses reprises l'absence de référence précise pour des datations communément admises dans tous les répertoires.<sup>17</sup>

D'un autre côté enfin, les publications récentes de Franzjoseph Schuh et d'Alfred Körner sur le jacobinisme allemand venaient de mettre à jour l'emploi, dès 1794, du terme "Kommunismus" à Vienne au cours de l'interrogatoire du réformateur et jacobin Andreas Riedel.<sup>18</sup>

L'examen devait se révéler instructif à bien des égards, ou, pour le dire avec Lucien Febvre, "faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine",<sup>19</sup> surtout si on peut par là déboucher sur un plus vaste champ de langage et d'activité humaine. Il apparaît en premier lieu que l'emploi de "communiste" et "communisme" par Restif n'était pas entièrement inconnu, sauf des lexicographes, des historiens de la langue et de ceux du communisme, ou du moins que jamais le lien n'avait été fait des études restiviennes (bibliographiques, historiques ou littéraires) à celles de linguistique et de civilisation. La tendance communautaire de Restif est notée pour la première fois sans doute par Xavier de Montépin en 1849 dans un article auquel personne ne prêta attention. L'année suivante, Pierre Leroux montre ce que Fourier et les autres utopistes français doivent, sans le dire, à Restif, et Gérard de Nerval, qui a lu *Monsieur-Nicolas*, grâce sans doute à son ami le bibliophile démocrate Paul Lacroix, déclare sans ambage et à très juste titre : "En politique et en morale Restif est tout simplement communiste";<sup>20</sup> cependant, qui irait croire ce "farfelu" de Leroux et le poète "à la tour abolie", cet irresponsable de Nerval ! La meilleure

16 Un travail exhaustif de ce type a été effectué par DUBOIS, *Le Vocabulaire politique* (1962), pour la période restreinte autour de la Commune de Paris, de 1869 à 1872. Il n'existe malheureusement rien de semblable pour celle de la conjuration babouviste (encore qu'on dispose d'ouvrages importants pour l'ensemble de la période révolutionnaire, FREY, BRUNOT, etc.), ni pour le renouveau néo-babouviste. Les deux documentations évoquées ci-dessus : ANDRÉAS/GRANDJONC/PELGER, *Anfänge*, et *Das Scheitern*, sont consacrées aux problèmes organisationnels et théoriques de l'internationalisme des années 1840.

17 QUEMADA, vol. 1, p. 6.

18 Cf. KÖRNER, "Andreas Riedel"; KÖRNER, *Die Wiener Jakobiner*; SCHUH, *Franz Hebenstreit*.

19 FEBVRE, "Civilisation", p. 1 ; in FEBVRE, *Pour une histoire*, p. 481.

20 NERVAL, "Les confidences de Nicolas" (1850), p. 585 ; Nerval intitule un de ses chapitres : "Restif communiste" (p. 1087). Cf. MONTÉPIN, "Les communistes en 1780" ; LEROUX, "Lettres sur le fouriérisme" (1850).

étude ancienne sur les idées communautaires de Restif est celle de Lindemann : mais, analysant les passages de *Monsieur-Nicolas* qui se rapportent au communisme, il ne fait pas apparaître l'usage du terme par Restif.<sup>21</sup>

Le premier à noter expressément l'emploi de "communiste" adjectif par Restif, ou plutôt dans une lettre de Victor d'Hupay adressée à Restif et que publia ce dernier, est Paul Lacroix dans sa *Bibliographie rétive* de 1875 ;<sup>22</sup> et le premier à ma connaissance à avoir relevé l'usage de "communisme" dans *Monsieur-Nicolas* est Pringault en 1913 dans un article des plus médiocres : datant les derniers livres de *Monsieur-Nicolas* de 1794 (comme les premiers), l'auteur en fait une sorte de prophétie de la conjuration des Egaux, alors que Restif y parle expressément de l'exécution de Babeuf et de Darthé. Une de ses remarques cependant reste valable : "Dans les histoires et dictionnaires socialistes où il est parlé abondamment de Morus, Campanella et autres utopistes, Restif n'est jamais mentionné."<sup>23</sup> Vient ensuite Ioannissian qui publie une traduction russe de *La Découverte australe* et un certain nombre d'études sur le communisme utopique de Restif.<sup>24</sup> Cependant, et malgré ces diverses approches, il faut croire que le champ "Restif et le communisme" n'avait pas encore été suffisamment travaillé puisque rien jusque-là n'y avait été moissonné pour l'histoire de la langue et des doctrines.<sup>25</sup>

En revanche il faut signaler un certain nombre de fausses pistes ou d'anachronismes flagrants à propos desquels Bestor écrit par exemple :

The word *communism* appears in the indexes of certain modern editions of 17th-century writings, but in every instance the word does not appear in the passages referred to.<sup>26</sup>

21 LINDEMANN, "Restif de la Bretonne" (1913).

22 LACROIX, *Bibliographie*, p. 209-210. C'est chez Lacroix que l'ont relevé LICHTENBERGER, *Le Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 341, et NETTLAU, *Der Vorfrühling*, p. 18. Ce dernier donne d'ailleurs une date arbitraire (1782 au lieu de 1785) qui provient sans doute du fait qu'il confond les dates de parution du second volume des *Contemporains*, dans la première et la deuxième édition.

23 PRINGAULT, p. 738.

24 Cf. IOANNISSIAN à l'index bibliographique. Le dernier ouvrage de VOLGUINE sur le communisme utopique en France (Moscou 1979, en russe) fait état, p. 74-76, de l'emploi de *communisme* par Restif et renvoie aux volumes 15 et 16 de *Mr-Nicolas*.

25 Ainsi le communisme de Restif manque-t-il dans les ouvrages de VILLEGARDELLE (1845), de LAFARGUE (1894), de même que dans la meilleure introduction et anthologie existante du mouvement babouviste et néo-babouviste, HÖPPNER/SEIDEL-HÖPPNER (1975). Malgré son titre, POSTER, *The Utopian Thought of Restif de la Bretonne* (1971), effleure à peine le problème. TESTUD (1977), p. 190, annonce deux études à paraître, de David COWARD, *The Political and Social Thought of Restif de la Bretonne*, et de Pierre BOURGUET, *La Pensée de Restif*, qui devraient traiter de cette question et justifier peut-être, avec un demi-siècle de retard, la formule osée de BÉGUÉ, p. 246 : "Le communisme de Restif a déjà été étudié."

26 BESTOR, "The Evolution", p. 260, note 6.

On pourrait ajouter qu'il en va de même pour des œuvres du XVIII<sup>e</sup> ou du début du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>27</sup> Ainsi dans l'introduction en français du *Code de la nature* de Morelly, Volguine semble attribuer à Babeuf un premier usage du terme "communisme". En 1797, écrit-il, "Babeuf dans son plaidoyer, se réfère à Diderot comme à l'auteur du Code, l'appelant 'le maître du communisme'".<sup>28</sup> L'examen de la *Défense générale* de Babeuf, où ce dernier se réfère effectivement à Morelly qu'il nomme Diderot, révèle bien l'emploi d'un certain nombre de superlatifs à l'adresse de l'auteur des "pages immortelles" ou des "oracles saints" du Code : il est, selon Babeuf, "le plus déterminé, le plus intrépide, j'ai presque dit le plus fougueux athlète du système", c'est-à-dire du système du "bonheur commun", de la "communauté des biens";<sup>29</sup> mais à aucun moment n'apparaît le mot "communisme" dû sans doute chez Volguine à un effet de contamination par la traduction en russe et le retour en français. Babeuf pour sa part utilisait en 1795-1797 le terme de "plébéianisme".

Il est courant également de voir projeter sur le passé une terminologie plus ou moins adéquate : c'est le cas par exemple de Wilhelm Schulz dans son long article "Communismus" (1846), dont l'information est extrêmement riche mais la méthode et la formulation défectueuses dans la mesure où toute tendance égalitaire, toute amorce de justice sociale, de la haute Antiquité au XVIII<sup>e</sup> siècle, est qualifiée de "communistisch" et les théories les plus diverses qui les sous-tendent de "Communismus".<sup>30</sup>

La recherche de ce vocabulaire dans les textes imprimés et les archives, depuis Restif, Babeuf et leurs maîtres philosophes utopistes jusqu'aux communistes humanitaires, unitaires, icariens, weiltingiens, owenistes et autres des années quarante, m'a permis non seulement de proposer des datations plus précises de "communiste" et "communisme" en français, en allemand et en anglais, de suivre

27 C'est le cas de Billington qui date l'emploi de *communauté* de 1779 (alors que le terme est d'usage courant depuis le XII<sup>e</sup> siècle) et *communisme* de 1793 qu'il prétend avoir trouvé chez Restif dans un texte qui ne comporte que le terme "communauté".

28 MORELLY, *Code*, p. 7.

29 Cf. ADVIELLE, vol. 2, p. 42, 53. Deux connaisseurs du babouvisme aussi compétents que Dommanget et Daline ont déjà souligné l'absence d'emploi de "communisme/communisme" par Babeuf. Ainsi Daline : "Comme le remarque M. Dommanget, il existait quatre ou cinq formules qui signifiaient le communisme à cette époque où ce mot n'existait pas encore. Une de ces formules, la plus souvent employée par Babeuf en 1795-1796, était 'le bonheur commun.'" (DALINE, *G. Babeuf*, p. 404).

30 Cf. SCHULZ, "Communismus". Dès 1847 E.O. Weller, éditeur et auteur proche des milieux communistes, faisait la critique de la méthode (ou plutôt de l'absence de méthode) de Schulz : "In seiner geschichtlichen ziemlich dürftigen Darstellung der communistischen Entwicklung wendet Herr Schulz die neuen Begriffe auf die alten Gebräuche an und bezeichnet die jüdische Sabbathfeier sowie die griechischen gemeinschaftlichen Mahlzeiten als communistisch. Er spricht von asketischem, kirchlichem, krassem, wiederläuferischem Communismus." (WELLER, "Unpolitische Bemerkungen", p. 155).

leur évolution sémantique et de faire apparaître l'existence de doublets oubliés comme "communautiste", "communismal", "communionisme", "communaliste", etc., mais elle a surtout présenté l'avantage de ramener à la surface, en même temps que ces termes, les premières amorces d'un certain nombre d'autres qui les accompagnent pour ainsi dire naturellement – "prolétaire", "prolétariat", "classe ouvrière", "classe bourgeoise", "révolution bourgeoise", etc. – et qui délimitent avec les premiers le champ de tension sociale, les luttes de classes, dans lequel naissent tous ces vocables. L'utopie communautaire de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la *Maison de réunion* de Victor d'Hupay au *Manifeste des Egaux* de Maréchal ou au *Projet de décret économique* de Buonarroti, en passant par *Homo hominibus*, le poème latin de Hebenstreit, a, dans des circonstances variables et à des moments différents, une commune origine, la survivance de communautés et de coutumes rurales archaïques dans lesquelles vit encore la conscience rebelle des "communautés bourgeoises" des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, et sur lesquelles vient se greffer une réflexion née du *Contrat social*, de l'*Emile* et du *Code de la nature*. Et en 1794/1797 les néologismes "Kommunismus/communisme" sont en relation directe avec l'actualité politique : la Commune de Paris, les sans-culottes, puis la conjuration babouviste ; ce qui en explique pour une part sans doute la disparition du langage (ou seulement du langage écrit ?) plus de quarante ans durant avec les organisations et les hommes qui les véhiculaient, jusqu'à ce que le mouvement néo-babouviste vienne leur donner une seconde naissance.

L'analyse amène à constater aussi dans cette période intermédiaire un véritable foisonnement de vocables neufs ou rénovés, de "sociétaire" à "industrialisme", de "mutual" et "mutualisme" à "co-operation" et "coopération", destinés chez leurs auteurs (Fourier, Saint-Simon, Owen, etc.) à définir une approche nouvelle, non plus révolutionnaire le plus souvent mais réformiste, du phénomène social. Cet examen a également permis de mettre à jour, comme en la personne de Marc-Antoine Jullien (de Paris), d'Emile Babeuf, d'Hésine père et fils, de Joseph Rey (de Grenoble), des frères Charavay et tant d'autres, l'existence de liens possibles et tangibles (autres que le seul Buonarroti dont l'importance reste indéniable) entre babouvisme et néo-babouvisme, entre owenisme et fouriérisme, et de dévoiler ainsi pour une part le cheminement souterrain du vocable et de la chose communautaires entre 1793/1797 et 1840. Intéressant enfin du point de vue linguistique et hautement significatif du point de vue social et politique est le phénomène de l'extension internationale immédiate des termes "communiste" et "communisme" lors du renouveau de 1840 en "communist" et "communism" pour l'anglais, en "Kommunist", "kommunistisch" et "Kommunismus" pour l'allemand. Dès la fin des années quarante d'ailleurs le phénomène d'échanges réciproques dans le domaine du vocabulaire social et politique entre l'anglais et le français, et d'emprunts à sens unique de l'allemand à ces deux langues, commencera à s'inverser partiellement : la terminologie des socialistes et des marxistes allemands va alors se mettre à passer dans le français et l'anglais. Mais ce processus, dont j'ai noté à l'occasion certains

exemples, dépasse les bornes de ce travail et ouvre une perspective sur un autre champ de recherche.

### La triarchie européenne<sup>31</sup>

Étant donné le point de départ internationaliste de cette recherche, étant donné aussi et surtout que les théories communautaires, tout aussi peu que les autres aspects de la vie sociale et de ce qu'on appelle l'histoire des idées, ne se sont jamais renfermées dans les frontières politiques de tel ou tel pays, il allait de soi que l'analyse ne pouvait porter sur une seule langue. L'extension – et la limitation – à trois langues principales, le français, l'anglais et l'allemand, assortie d'un certain nombre de termes latins, ne découle pas d'un quelconque *a priori* mais de la matière historique elle-même. La documentation rassemblée avec Bert Andréas et Hans Pelger sur les organisations internationalistes, démocratiques et communistes de 1840 à 1848 y fait apparaître la présence quasi exclusive d'anglophones, de francophones et de germanophones. Et quand des nationalités autres que l'allemande, la suisse, la belge, la française ou l'anglaise y étaient représentées, par des Polonais, des Scandinaves, quelques Russes, un Turc, ces hommes s'exprimaient en public – condition nécessaire pour que leurs propos nous aient été transmis – dans l'une ou l'autre de ces trois langues. La transcription attestée par écrit en danois, en espagnol, en italien, en néerlandais, en polonais, en portugais, en roumain, en russe ou en suédois du vocabulaire communiste constitué n'est pas antérieure à la période 1843-1848, à en juger d'après les dictionnaires historiques, étymologiques ou encyclopédiques de ces différentes langues, comme d'après quelques sondages dans la presse. On en trouve trace par exemple en espagnol à partir de 1843,<sup>32</sup> en italien par le biais de l'agitation sociale toscane en 1846-1847, qualifiée de communiste, dans laquelle la "Società dei progressisti italiani" joue un rôle important ; mais il est caractéristique qu'en 1847 encore Andrea Luigi Mazzini publie à Paris et en français ses deux tomes de théorie communiste destinée "aux peuples qui sont devenus incapables de progresser [...] par des idées et des intérêts qui ne touchent pas à l'existence matérielle et sociale de chacun".<sup>33</sup> En russe on trouve trace de "kommunist", "kommunism", etc. à partir de 1844 environ lorsque voyageurs libéraux ou exilés socialisants commencent à fréquenter les opposants d'Europe occidentale

<sup>31</sup> La formule est empruntée à [HESS], *Die europäische Triarchie*, Leipzig 1841.

<sup>32</sup> Pour l'apparition de *comunismo* et de *comunista* en espagnol, la date de 1843 est celle fournie par COROMINAS, vol. 1 (1954). En portugais les mêmes termes sont répertoriés pour la première fois dans VIEIRA (1871). En ce qui concerne le roumain, *comunism* et *comunisti* n'apparaissent pas avant 1848, en même temps d'ailleurs que *socialism* et *socialisti*, cf. BOCHMANN, p. 143-144.

<sup>33</sup> A.L. MAZZINI, *De l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation moderne*, 2 vol., Paris 1847. Cf. BRAVO, *Les Socialistes*, vol. 3, p. 190-200.

en Suisse, à Paris, à Londres ou à Bruxelles et qu'ils écrivent en russe plutôt qu'en allemand ou en français,<sup>34</sup> en danois le vocabulaire social, socialiste et communiste fait son entrée vers 1843 grâce au *Kjöbenhavnsposten*, organe de la démocratie radicale, contre lequel polémique la presse libérale et conservatrice ;<sup>35</sup> en polonais, sans doute pas avant le soulèvement de Cracovie en février 1846 ; en suédois par la traduction d'extraits de Cabet en 1846 puis, l'année suivante, des *Garantien* de Weitling ainsi que de divers documents de la Ligue des communistes, le tout suscitant une assez vive polémique dans la presse.<sup>36</sup> Mais il s'agit là d'une diffusion de langage constitué, intéressante naturellement pour la propagation des doctrines communistes, mais pas pour leur genèse.

En ce qui concerne celle-ci, à l'exception d'une forme polonaise "comunist" et d'une néerlandaise "communist" signifiant toutes deux partisan de la communauté des biens et dérivées du latin, la première dans un manuscrit du XVI<sup>e</sup> siècle qui fut publié en 1887 seulement par Jan Karłowicz, la seconde dans un ouvrage théologique paru à Rotterdam en 1649 et exhumée en juillet 1981 pour cette étude, tout se passe au sein de la "triarchie européenne" – France, Allemagne et Angleterre – avec usage naturellement de formes latines diverses pour les périodes plus anciennes. Même les inventions verbales du XVIII<sup>e</sup> siècle italien, "socialista", "socialismo" et "antisocialismo" semblent, comme l'a montré Hans Müller, devoir être considérées comme des créations déviantes plutôt que comme des jalons dans la tradition socialiste et communautaire. Enfin les contacts de Buonarroti, Marc-Antoine Jullien ou Babeuf avec des jacobins italiens et hollandais pendant la Révolution, des deux premiers avec des démocrates hongrois, polonais et italiens dans les années vingt et trente du XIX<sup>e</sup> siècle ne permettent d'enregistrer aucun résultat lexicographique pour les théories communautaires. En ce qui concerne les

<sup>34</sup> Cf. par exemple la correspondance de Bakounine, Annenkov, etc., in *Annenkov i iego drugia*, Saint-Petersbourg 1892.

<sup>35</sup> Ainsi le journal *Fædrelandet* publie en 1843 une série d'articles consacrés au mouvement social en France : en février "De socialistiske Theorier i Frankrig" (Les théories socialistes en France), en mai "De communistiske Bevægelser i Frankrig" (Les mouvements communistes en France) et il traite en novembre la presse démocratique de "cosmopolitisk Donquixote" qui va sur sa rossinante tourner autour des "communistiskrepublikanske Veirmøller" (les moulins à vent communistico-républicains) ! Cité d'après STENDER-PETERSEN, p. 39.

<sup>36</sup> Au cours de l'été 1846 paraît un petit volume d'extraits des œuvres de Cabet sous le titre *Upplysningar om kommunismen* (Instructions sur le communisme) chez Hierta à Stockholm. La traduction de WEITLING, *Garantier for harmonien og friheden*, par Peter Rasmussen Andresen paraît début 1847 à Christiania (Oslo). Et à l'automne de la même année la commune de la Ligue des communistes à Stockholm publie sous le titre *Om proletariatet och dess befrielse genom den sanna kommunismen* (Du prolétariat et de son émancipation par le vrai communisme) un document composite emprunté au compte rendu du premier Congrès de la Ligue des communistes (juin 1847), à la *Kommunistische Zeitschrift* de septembre 1847 et à Cabet. Cf. GAMBY, *Per Göttræk*, p. 108-120, 133-212.

trois quarts de siècle d'histoire sociale qui nous intéressent ici, on ne peut donc guère mieux faire que reprendre cette formule à l'emporte-pièce du jeune Engels écrivant en 1844 :

Daß Deutschland, Frankreich und England die drei leitenden Länder der gegenwärtigen Geschichte sind, darf ich wohl als zugegeben annehmen.<sup>37</sup>

## Présentation

Pour ce qui est de la présentation de ce travail en trois parties nettement distinctes encore que complémentaires et imbriquées – *Historique*, *Pièces justificatives*, *Lexique* –, elle tient plus à la matière traitée qu'à un choix *a priori*. Des raisons de commodité pour l'utilisateur nous ont en outre amenés à consacrer un volume séparé à chaque partie.

### Lexique

Le Lexique, pour commencer. Étant donné le nombre relativement élevé de termes du vocabulaire politique et social à caractère communautaire, démocratique-révolutionnaire, égalitaire et humanitaire dont la (ou les) signification(s), la datation et l'évolution sémantique sont relevées au cours de l'analyse, leur classement alphabétique dans chacune des trois langues envisagées allait de soi. Toute autre solution aurait présenté l'inconvénient de surcharger le texte d'exkursus et de notes. Ce dernier volume comprend également l'appareil de sources (archives, organes de presse et ouvrages imprimés) des deux premières parties et du Lexique, ainsi qu'un index thématique.

### Pièces justificatives

Les documents annotés qui constituent la seconde partie s'étalent dans le temps de juillet 1706 à septembre 1842 et sont destinés à illustrer la naissance et l'évolution d'un certain nombre de ces vocables communautaires, égalitaires, etc. jusqu'à l'aube du grand débat théorique et de la création des organisations d'où naîtront socialisme, communisme et internationalisme modernes ; ils sont destinés aussi et surtout à mettre ces vocables en situation, à faire apparaître par la simple chronologie les temps forts comme les temps morts de la pensée et des organisations à tendance communautaire. Mieux que le simple appareil lexicographique, ils permettent de saisir l'émergence d'un langage nouveau à la frontière du non-dit, de la langue parlée et de la langue écrite : si les inventions verbales d'un Restif ou d'un Leroux

<sup>37</sup> [ENGELS], "Die Lage Englands", in *Vorwärts* 1, Paris, 31 août 1844, n° 70, p. 2/n ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 541.

semblent bien dès l'origine avoir une vocation culturelle immédiate, voulue par leurs auteurs, celles des brouillons, interrogatoires, réquisitoires, lettres ou comptes rendus de Babeuf, de Riedel, de Poinot, des Travailleurs égalitaires, des Humanitaires, de Barmby, de Weitling, de Savary, etc. ont été arrachées pour ainsi dire à l'oral éphémère qui les créait, par des concours de circonstances plus ou moins fortuits qui seuls désormais permettent de déterminer les phases de conception ou de conceptualisation, d'avancée et de régression, d'enrichissement et extension de sens, de disparition apparente, cheminements souterrains et résurgences de ce langage nouveau, sans qu'on puisse pour autant prétendre à l'exhaustivité, car il reste toujours possible au détour d'une lecture ou d'une recherche de corriger telle datation, de découvrir tel terme nouveau ou tel emploi inédit. Ils permettent aussi, s'il en était besoin, de constater que tout langage humain, fondamentalement et sous peine de devenir rite ou langue de bois, "paroles gelées" comme dit Rabelais, n'est ni un donné éternel ni une structure abstraite, mais un outil d'appréhension et de transformation du réel, continuellement transformé lui-même, abandonné, repris, diversifié, recréé par des hommes.

Il va de soi, étant donné la nature des sources retenues au terme de l'investigation, que les documents ainsi rassemblés sont d'origine et de valeur fort variables, comme de longueur fort inégale. Textes théoriques perdus dans une chronique ou un roman, articles de presse ne valant que par la date d'emploi d'un terme, lettres personnelles, pièces de police ou de justice, polémiques par tracts, journaux ou brochures, presse clandestine, etc. constituent en effet la source littérairement hétérogène où il a fallu puiser l'information sur les vocables en question, et on ne pouvait attendre de leurs auteurs qu'ils calibrent à l'avance leur contribution parfois bien involontaire. Certains documents ne dépassent donc pas quelques lignes tandis que d'autres courent sur des pages.

### Historique

Dans l'analyse elle-même et l'introduction aux différents documents j'ai été amené enfin à aborder tour à tour des problèmes aussi divers que ceux posés par l'ethnographie rurale, les luttes politiques de la Révolution, les débats sur la théorie communautaire, les interférences de la politique et de la lexicographie, passant de la biographie de tel ou tel créateur ou porteur de langage neuf à l'historique d'un groupe de partisans de la communauté, de la datation d'une brochure, d'une lettre ou d'un article de journal à une mise au point sur une grève, une prison, un procès politique. Ce qui s'explique à la fois par la diversité déjà soulignée des documents et, selon le cas, par l'existence ou l'absence de recherches antérieures auxquelles se référer ; c'est-à-dire en définitive par la diversité des problèmes posés à l'analyse du phénomène historique variable de la création, de la diffusion (synchronique) et de la transmission (diachronique) de ce langage communautaire par des hommes souvent obscurs ou inconnus mais très concrets, dans des situations et sous des

régimes aussi divers que ceux qui, des Lumières ou du josphisme à la monarchie bourgeoise, couvrent trois quarts de siècle de révolution industrielle et politique en Europe.

Il me faut encore signaler – le but de la présente recherche étant de dater l'apparition des vocables communautaires en français, en anglais et en allemand et de les présenter en situation – qu'il était exclu de procéder à une traduction des termes eux-mêmes, des citations ou des documents, "traduction" qui non seulement aurait été plus que jamais peut-être une "trahison", mais surtout aurait tourné aussi sûrement qu'à Babel à la "confusion des langues".

## Chapitre I

### Des communautés et des coutumes rurales archaïques à l'utopie communautaire de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle

Dans les vingt années qui précèdent la Révolution française, le terme "communiste" (ou ses équivalents en toscan et en polonais) apparaît au moins en cinq ou six significations différentes à travers l'Europe. En 1769 le marquis Victor de Mirabeau, "l'Ami des Hommes" comme il s'intitulait lui-même, traite brièvement dans l'un de ses traités d'économie agricole des "communistes" au sens de membres des communautés de main-morte.<sup>38</sup> Quelques années plus tard, en 1778, le naturaliste et polygraphe Giovanni Targioni Tozzetti utilise la forme italienne "comunisti" pour désigner les habitants de communes rurales dans les vallées de la Mulpeda et de la Valderna en Toscane, reprenant sans doute le terme employé par les intéressés eux-mêmes.<sup>39</sup> En 1781 c'est au tour de l'écrivain polonais Ignacy Krasicki d'user de

<sup>38</sup> MIRABEAU, *Les Economiques*, p. 309-310 ; document 1B. BRUNOT, VI/1, p. 280-281, à qui on doit la référence, n'a pas rencontré le terme *communiste* avant cette date dans ses dépouillements : il est absent par exemple de LA POIX DE FRÉMINVILLE, *Traité des biens et affaires des communautés*, Paris 1760 ; comme il n'est pas non plus attesté dans DIDEROT/D'ALEMBERT, *Encyclopédie*, Paris 1751-1780, où j'ai également vérifié les articles se rapportant aux anabaptistes, aux frères moraves, aux sociniens, etc.

<sup>39</sup> TARGIONI TOZZETTI, *Relazioni*, vol. 11, p. 303, fait état de contestations à propos d'une forêt entre les habitants ("comunisti") des villages de deux vallées de montagne : "fra i comunisti della valle di Mulpeda e quelli della Valderna [...] incominciarono in dette anno le contese per il bosco di Taccherio". C'est la plus ancienne référence d'emploi du terme *comunista* datée que connaissent BATTISTI/ALESSIO, ainsi que BATTAGLIA, vol. 3, qui cite le passage ci-dessus. Cependant les références de Battaglia, empruntées en particulier à UGOLINI (1860), attestent sans doute possible divers usages plus anciens mais non datés du terme : UGOLINI, p. 98, condamne en effet l'usage de *comunista* au sens d'habitant d'une commune et au sens de représentant ou de député. BATTAGLIA enfin donne une citation de Cavour où les "comunisti" sont des copropriétaires. Il existe une traduction française partielle des *Relazioni* de Targioni Tozzetti sous le titre *Voyage minéralogique*,

"komunista", mais au sens très particulier de "barthélemite", c'est-à-dire de prêtre séculier vivant dans une communauté.<sup>40</sup> Lors de la rédaction des cahiers de doléances en 1789 le terme est de nouveau utilisé par écrit en français dans la locution "être communiste avec", chez les habitants du bourg de Guillemestre dans les Alpes du Sud pour signifier que leur commune a des intérêts communs avec ceux des villages voisins.<sup>41</sup> Et trois ans plus tard, sous la Convention, le terme apparaîtra pour désigner dans l'Isère les habitants d'une commune ayant droit d'usage sur les biens communaux.<sup>42</sup> Mais dès avant la Révolution "communiste" avait pris dans une lettre de Victor d'Hupay à Restif de La Bretonne, qui la publie en 1785, le sens de partisan de la communauté des biens et de l'éducation communautaire,<sup>43</sup> du futur "communisme" tel que le définira Restif en 1797. Et si on se donne la peine de consulter le supplément que le bénédictin Pierre Carpentier publia en 1766 au dictionnaire du latin médiéval de Ducange, on a la surprise de trouver le terme de langue vulgaire "communiste" (mais non le latin "communista") en un autre sens encore, celui d'officier de commune, dès le XII<sup>e</sup> ou le XIV<sup>e</sup> siècle. On en trouve d'ailleurs trace écrite en 1706 – au sens de membre actif ou responsable de la communauté – dans un manuscrit de la petite cité de Pourrières près Aix-en-Provence.<sup>44</sup> Pour faire bonne mesure enfin, une forme latine "communista" et une polonaise "komunista" sont attestées dès 1569, en un sens proche de celui de 1797 ou de 1839, dans un pamphlet anabaptiste en polonais macaronique ; puis, une génération plus tard, dans une chronique arienne en latin ; et du latin on passe plus tard encore à une forme néerlandaise "communisten"... Si on tient compte du fait que l'italien "comunista" a eu à une date indéterminée antérieure au XIX<sup>e</sup> siècle le sens de représentant ou député et, sur le modèle du français à partir de 1830 environ, la signification de copropriétaire, on avouera qu'on a là un bel exemple d'extension de sens par métaphore, c'est-à-dire, le signe étant conservé, par une stratification d'apports de sens. Les différentes significations rapportées plus haut se rangent même sans peine dans la définition du phénomène métaphorique donnée jadis par Aristote qui écrivait que "la métaphore est le transfert à une chose d'un nom qui en désigne une autre, transfert ou du genre à l'espèce, ou de l'espèce au

*philosophique et historique en Toscane*, 2 volumes, Paris 1792, mais où n'apparaît pas le passage en question.

40 KRASICKI, vol. 1, p. 147. Dans ce passage l'auteur parle des "barthélemites", clercs allemands et autrichiens appartenant à l'institution fondée en 1640 par Bartholomäus Holzhauser (1613-1658) dans le but de rénover la formation des prêtres catholiques. C'est à LINDE, vol. 2 (1855), qu'on doit d'avoir relevé dans son dictionnaire polonais cet emploi d'autant plus curieux qu'à la date où Krasicki fait ainsi allusion aux "barthélemites", leur institution venait de disparaître.

41 Cf. GUILLAUME, *Recueil*, p. 211 ; document 1C. C'est également à BRUNOT, VI/1, p. 280-281, qu'on doit cette référence.

42 Cf. DANTHON, *Opinion*, où le terme est utilisé à plusieurs reprises ; document 1D.

43 RESTIF, *Les Contemporains* ; document 2.

44 Document 1A.

genre, ou de l'espèce à l'espèce, ou d'après le rapport d'analogie".<sup>45</sup> Mais laissant à d'autres cette question de rhétorique, je poserai plutôt la question historique de la naissance du terme au Moyen Age classique et de sa diffusion plus tardive (du moins par écrit) sur une aire apparemment disparate qui regroupe les pays du sud-est de la France, du nord de l'Italie et de la Petite Pologne.

## Un peu de préhistoire sociale et religieuse

### *Les communes médiévales*

Dans son supplément de 1766 au dictionnaire de Ducange, Pierre Carpentier fait donc état du terme "communiste", équivalent français des formes latines "communalis", "communerius" ou "comunarius" et désignant une personne qui exerce un emploi ou office municipal.<sup>46</sup> Malheureusement il néglige de donner sa source pour "communiste", ce qui a pour conséquence qu'on ne peut ni dater exactement le terme ni situer son aire d'emploi. S'il est contemporain de "communalis", il daterait du XII<sup>e</sup> siècle ; si par contre il est employé concurremment au latin "communerius/comunarius" et au français "communier", il daterait du XIII<sup>e</sup> ou du XIV<sup>e</sup> siècle.<sup>47</sup> La fourchette de datation, XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle, n'est sans doute pas très satisfaisante, elle permet cependant de situer l'apparition du terme dans le courant

45 ARISTOTE, *Poétique*, 1457b, 6-9. Sur cette question de rhétorique et de linguistique qui déborde mon propos on se reportera par exemple à RICOEUR.

46 Le dictionnaire de Ducange, paru en 3 volumes à Paris en 1678, réimprimé à plusieurs reprises, fut complété et réédité en 6 volumes par un groupe de bénédictins, Paris 1733 ; puis complété à nouveau de 4 volumes de suppléments par dom Carpentier, Paris 1766. L'ensemble, refondu et complété de nouveaux dépouillements par Henschel, fut publié chez Firmin Didot en 7 volumes, Paris 1840-1850. Une nouvelle édition est actuellement en préparation. Je cite d'après l'édition Henschel dans laquelle les différentes strates de DUCANGE sont signalées au lecteur. DUCANGE, *Glossarium* (1678), note "Communalis, municipes, civis [...] 1178", CARPENTIER, *Glossarium novum*, vol. 1, col. 1047, ajoute : "Is praesertim apud Provinciales Communalis, et vulgo Communiste, dicitur, qui aliquod municipale officium exercet. Vide infra Communerius et Comunarius." (DUCANGE, vol. 2, p. 481/II). Le terme est également reporté au *Glossaire français* de CARPENTIER, vol. 4, col. 155 (DUCANGE, vol. 7, p. 101/I). Il faut noter que cet usage de communiste enregistré par Carpentier n'a jamais été relevé dans les ouvrages de lexicographie française.

47 Les formes lat *communerius* et f *communier* sont datées par CARPENTIER, vol. 1, col. 1050, d'après un édit municipal bilingue français-latin de la ville de Beauvais pris en 1364 (DUCANGE, vol. 2, p. 485/I). C'est également aux dépouillements de CARPENTIER, vol. 1, col. 1065, qu'on doit la connaissance de la forme *comunarius* antérieure à *communerius* puisque datant de 1221 (DUCANGE, vol. 2, p. 506/II). Pour ces formes et autres dérivées de *communis* on se reportera à PRINZ/SCHNEIDER, vol. 2, p. 994 sq.

révolutionnaire communal amorcé au dernier quart du XI<sup>e</sup> siècle et qui représente un des moments forts de la vie sociale médiévale, celui de la genèse de la bourgeoisie. Ainsi, outre "communier" et "communisme", le français populaire possédait depuis les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles une quantité de termes issus de l'adjectif plus ancien "commun" et de ses dérivés "commune" et "communal", pour désigner dans la vie sociale, économique et religieuse tout ce qui avait trait à un usage ou à un droit collectif : entre autres "communable", "communage", "communaille", "communalier", "communalité", "communance", "communier", "communiquer", "communité/communauté", "communauté", etc. Or, à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, par la multiplicité des relations entre la France et l'Angleterre (Aquitaine, Anjou, Normandie), au nombre desquelles il ne faut pas négliger la guerre de Cent Ans (1339-1453), la presque totalité des termes de la racine "commun" passe du français à la langue anglaise, pour laquelle dépouillements de textes et datations ont été effectués dans une large mesure, comme en français d'ailleurs, d'assez longue date.<sup>48</sup> Les délais mis à cette transposition, après l'apparition en français, sont d'ordinaire de quelques décennies, parfois de quelques années seulement. On voit ainsi fleurir : "common", "commonable", "commonage", "commonality", "commoner", "commonness", "communance", "commonly/communialty/community", "commune", "communier", "communion", "communionist", etc. Il en va de même pour l'allemand où un nombre considérable de ces mêmes termes – ou de leurs correspondants formés sur "gemein", lui-même dérivé aussi de la racine latine "communis" – ont été introduits à partir du français (parfois de l'italien ou de l'anglais) : aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles par le biais des adaptations littéraires ou des courants sociaux ; plus tard, en particulier aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, sous l'influence alors prédominante de la culture française dans les cours allemandes ; enfin aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans la langue politique et administrative. Mais en ce qui concerne l'allemand, contrairement au français et à l'anglais, on ne peut à l'heure actuelle dater l'usage de la plupart de ces termes au moyen des ouvrages de référence courants car, s'ils sont répertoriés dans les encyclopédies et grands dictionnaires des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ils n'y sont pas datés, et ils n'apparaissent pas dans les instruments lexicographiques antérieurs parus de la fin du XVII<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>49</sup>

48 Pour ce qui est du français on se reportera aux ouvrages de LITTRÉ (1863-1872), GODEFROY (1881-1902), BRUNOT (1932-1937), WARTBURG (1946), utilisés et complétés dans cette étude.

Les renseignements lexicographiques se rapportant à la langue anglaise ancienne (et partiellement à la langue moderne) sont empruntés à MURRAY *et alii* (1888-1919), réédité et complété sous le titre *The Oxford English Dictionary* (1961) ; un nouveau complément en a été publié par BURCHFIELD (1972-1986). Malgré son titre, STEDMAN JONES, *Languages of Class* (1983), dont un chapitre s'intitulait primitivement "The Language of Chartism" (1982), traite du discours ou de la rhétorique politique et non des vocables utilisés.

49 Le dictionnaire de la langue allemande des frères GRIMM (1854-1971) ne relève pas (à quelques exceptions près, dont certains termes de la famille de *gemein*-) le vocabulaire social traité dans cette étude, même lorsqu'il est attesté depuis le Moyen Âge

### Les frères moraves

Or il faut constater que le terme "communisme", malgré les dépouillements de Murray, de Bestor et de Burchfield, n'a pu être répertorié sous sa forme anglaise avant la date de 1840 et qu'au lieu de cette extension pour ainsi dire attendue en direction du Nord-Ouest britannique, c'est à l'Est en latin et en polonais qu'on la trouve en 1569 à Racovie, une bourgade des environs de Cracovie. Le terme latin "communista", au sens de partisan de la communauté des biens, est alors attesté de façon non équivoque, encore qu'assorti de terminaisons slaves, en compagnie d'un autre néologisme latin, "oeconomista", dans un manuscrit anonyme anticommunautaire rédigé par un anabaptiste ou unitaire polonais, à la suite de la rencontre de quatre envoyés de son église avec les frères moraves (autres anabaptistes) à Cracovie en septembre 1569 :<sup>50</sup> il s'agit là, en ce qui concerne les frères moraves, de groupes importants organisés en communauté des biens à partir de 1527/1528 par Jacob Hutter, puis par Peter Riedemann.<sup>51</sup> Le pamphlet anticommunautaire porte le titre suivant (en

dans les ouvrages dépouillés pour sa confection. Il faut attendre sa refonte complète effectuée à partir de dépouillements systématiques sérieux (tels qu'ils ont été entrepris depuis 1948 par la maison d'édition Hirzel de Leipzig et l'Académie des sciences de Berlin) pour qu'on puisse enfin disposer d'un instrument de travail sur la langue allemande comparable à ce qui existe en anglais et en français.

50 Le manuscrit en question, "Tractat [...]" (cf. note 52), est postérieur à la rencontre de septembre 1569 entre les représentants des différents courants anabaptistes, rencontre à laquelle il est fait expressément référence dans le texte ; et il est antérieur à novembre 1570 (cf. KOT, *Socinianism*, p. 41).

51 Sur cette question extrêmement complexe des anabaptistes de Zurich, de Zwickau, du Tirol, etc., combattus par les catholiques naturellement, mais aussi par les réformés ; continuateurs des anciens ariens ou nicolaïtes, des cathares et des vaudois ; sur leur exil en Moravie (d'où le nom de frères moraves que portèrent certains) et en Pologne dès le XVI<sup>e</sup> siècle, renforcés d'opposants sociaux et religieux venus de toute l'Europe ; sur leurs émigrations postérieures en Russie et en Amérique (aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles) ; sur leurs divisions, les dénominations sous lesquelles ils sont connus dans leur ensemble : ariens, crypto-ariens, sociniens, antitrinitaires (voire trinitaires chez le "sieur Louis Maimbourg, ex-jésuite") ; sur les dénominations de certaines de leurs sectes, comme frères moraves ou Hutterer (hutterites en français, du nom de Jacob Hutter, i.e. Huttmacher = le chapelier, ce qui deux siècles durant les a fait confondre en Europe occidentale avec la secte piétiste postérieure de Zinzendorf, les Herrnhuter), mennonites, Habaner (comme les appellèrent les Tchèques et les Slovaques de Moravie, du nom de leurs fondations, les "Haus-haben"), etc. ; et sur les théories communautaires d'une de ces sectes (les frères moraves, Hutterer ou Habaner), on se reportera pour orientation à l'article "Habaner" du BROCKHAUS (1928) et, pour une compréhension de détail, aux études fondamentales de LOSERTH sur l'anabaptisme (1891), sur Hubmaier (1893), sur les Moraves communautaires (1894) ; de Lydia MÜLLER (1927) ; de KOT sur le mouvement social chez les antitrinitaires (en polonais 1932, en français 1937, en anglais 1956 et 1957) ; de FRIEDMANN (1955) ; de MÜHLPFORDT (1956, 1957 et 1961). On aura également recours aux chroniques des frères moraves, les *Geschicht-Bücher* publiés successivement par BECK (1883), WOLKAN (1923) et ZIEGLSCHMID

transcription française du polonais) : *Traité non point contre la communauté apostolique telle qu'elle exista autrefois à Jérusalem, telle que le Nouveau Testament la rappelle en mémoire et la recommande avec force aux disciples de Jésus-Christ et que ceux-ci doivent établir entre eux. Mais bien contre celle que voudrait recommander l'une de ces sectes qui, depuis l'ascension de Jésus, se sont multipliées dans le monde à partir de son enseignement : on leur donne le nom de Communistes en Moravie. Extra quam, affirment-ils, non est salus.*<sup>52</sup> Le terme "com[m]unista" apparaît quatre fois au total dans le texte et il est redoublé du terme "oeconomista" – "cette secte de communistes, on devrait plutôt dire d'économistes" –<sup>53</sup> qui est employé également quatre fois, dont deux sous la forme latine sans finale polonaise, ce qui tendrait assez à prouver l'emprunt des deux termes à un débat sociothéologique mené en latin.<sup>54</sup> Tandis que la forme polonaise semble bien n'être qu'un hapax perdu pour l'usage avant les années quarante du XIX<sup>e</sup> siècle,<sup>55</sup> la forme

(1943). Cf. également les publications, polonaise et latine, de KARLOWICZ et de DOBROWOLSKI.

52 "Tractat [...]". Cf. le titre complet à la bibliographie. Le manuscrit, emporté aux Pays-Bas sans doute par un membre de la communauté anabaptiste de Raków (Racovie) lorsque cette dernière dut se disperser en 1638, est désormais conservé à la bibliothèque universitaire de Leyde, ms. Voss, lat. F 27, fol. 164v.-171r. Il a été publié en polonais normalisé (avec une page en orthographe originale) en 1887 seulement par Jan Karłowicz : titre complet du pamphlet in KARLOWICZ, p. 63 (en orthographe originale p. 79). On notera dès le titre le mélange de polonais et de latin, courant dans les écrits polonais jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle inclusivement. La formule polonaise correspondant à "on leur donne le nom de Communistes en Moravie" est : "Zową ie Komunistami na Morawie" (fol. 164v.). Ainsi que les citations suivantes, elle a été collationnée sur l'original.

53 KARLOWICZ, p. 70 (ms., fol. 167r.) : "secta Communistorum, albo radszy Oeconomistorum nie ma".

54 Outre deux emplois de *communista* comme substantif pluriel, à l'accusatif (cf. note 52) et au génitif (note 53), on en trouve deux emplois sous forme d'adjectif : "dom ani Komuniste gospodarza" (p. 76, génitif-accusatif slave : "ni une maison ni un hôte communiste[s]"); "w domu Komunisti gospodarza" (p. 76, génitif : "dans la maison d'un hôte communiste"). Quant au terme *oeconomista*, il est employé deux fois dans le pamphlet avec des terminaisons slaves : "oeconomistów" (p. 70, génitif pluriel, cf. note 53) et "oeconomistami" (p. 72, accusatif pluriel), et deux fois avec la finale du nominatif pluriel latin, "oeconomistae" (p. 71 et 72).

Le terme latin *communista* est d'ailleurs attesté quelques années plus tard, en 1575, dans un tout autre contexte social et religieux, comme me le signale Marian Plezi de Cracovie. L'évêque Georges Radziwill, dans sa relation d'un voyage en Autriche et en Italie, fait mention d'une "domus communistarum" à Vienne, qui semble avoir été une simple maison d'étudiants (cf. PLEZI, vol. 2, col. 699). L'emploi simultané, mais éloigné dans l'espace, du latin *communista* au sens de partisan de la communauté d'une part, de colocataire de l'autre, montre assez que si le terme était facilement utilisable, ni un sens univoque ni même l'usage n'en étaient répandus. Ainsi, dans une lettre en latin du 1<sup>er</sup> avril 1570 adressée de Heidelberg à Théodore de Bèze à Genève, Johannes Lasicki, parlant des ariens de Pologne et de leurs "erreurs", déclare que ce sont gens du peuple acouinés avec les anabaptistes de Moravie et

latine est attestée de façon sporadique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : d'abord dans une chronique arienne manuscrite rédigée vers 1610<sup>56</sup> et dans la somme antitrinitaire de Johannes Volkel rédigée vers la même date, publiée en 1630 à Racovie ;<sup>57</sup> puis dans la bibliographie antitrinitaire latine de Christoph Sand publiée à Amsterdam en 1684,<sup>58</sup> dans l'*Historia Crypto-Soci[nia]nismi* de Zeltner<sup>59</sup> en 1729, comme dans quelques notes en latin empruntées à ces deux derniers ouvrages par les ré-

vivant en "communauté des biens", sans autre précision linguistique : "Condunt jam isti mali oppidum prope Cracoviam, in quo sint omnes hujus sectae habitaturi, ut eo facilius suorum suorum communitatem exerceant, et alia faciant omnia, de quibus legunt in sacris litteris." (THÉODORE, p. 104-105).

55 L'usage de *komunista* par Krasicki en 1781 (cf. note 40) au sens de prêtre barthélemitte – c'est-à-dire artisan de la Contre-Réforme – prouve assez que la forme polonaise, créée à partir du latin par l'auteur anonyme du "Tractat" pour désigner les plus révolutionnaires des partisans de la Réforme, ne s'est pas répandue.

56 La chronique arienne des années 1539 à 1605, "Nomina illorum [...]", conservée à la bibliothèque archiépiscopale de Londres, Lambeth Palace, Ms. Gibbon n° 935, liasse 12, a été partiellement publiée par Dobrowolski en 1926. Sous la date de 1569, faisant expressément référence à la rencontre qui fut l'occasion du "Tractat" (note 52), l'auteur anonyme écrit : "Quidam nostrorum se contulerunt in Moraviam ad illos, qui Communionem bonorum instituerunt [...]. Sed cum illi Deum Trinum profiterentur, nostri in Poloniam redierunt. Rechenschaft. Liber Communistarum. Obluda." (DOBROWOLSKI, p. 166 ; collationné sur le manuscrit). Malgré les erreurs manifestes du chroniqueur (ainsi les frères moraves étaient tout aussi antitrinitaires que les anabaptistes polonais ; et la rencontre ne se produisit pas en Moravie mais à Cracovie), ce passage situe le débat d'ensemble, à condition toutefois de lui apporter quelques éclaircissements. Le terme allemand "Rechenschaft" vise le livre de référence des Moraves composé en 1540 par Peter RIEDEMANN, *Rechenschaft unserer Religion, Leer und Glauben, von den Brüdern so man die Hutterischen nennt*, qui, entre autres points de doctrine, prône la "Gemeinschaft der Güetter" (cf. LOSERTH, "Der Communismus", p. 230 ; Lydia MÜLLER, dont le premier chapitre est consacré à la théorie communautaire de Jacob Hutter et de Peter Riedemann). Dans ces conditions la formule "Liber Communistarum" est une simple épithète de la *Rechenschaft* qui est également qualifiée de tromperie ("obluda") par le chroniqueur anticommunautaire polonais.

57 VOLKEL, *De vera religione libri quinque*, Racovie 1630. L'ouvrage, édité après la mort de l'auteur (1628), fut réédité à Amsterdam où il fut brûlé publiquement en janvier 1642 (cf. SAND, *Bibliotheca anti-trinitariorum*, p. 96 et 116, et à sa suite BAYLE, *Dictionnaire*, à l'article "Volkel"). Le terme *communista* y est employé à deux reprises au livre 4, chapitre XX ("quidam [...], qui ea de causa Communistae appellatur", p. 288 ; et "ii, qui communistae dicuntur", p. 292). Ce chapitre est consacré au dixième commandement du décalogue ("tu ne convoitiera pas la maison de ton voisin, ni sa femme, ni son serviteur, ni sa servante, ni son âne, ni son bœuf, etc.") d'où Volkel tire la conclusion que la communauté des biens n'a pas été voulue par Dieu. Sur la traduction néerlandaise du livre de Volkel cf. note 80.

58 SAND, *Bibliotheca anti-trinitariorum* (1684), où le terme apparaît trois fois, p. 91, 101-102, 156. L'ouvrage, publié après la mort de l'auteur survenue en 1680 fut recensé dès sa parution par Pierre Bayle dans sa *Nouvelle République des lettres*, 1<sup>re</sup> année, Amsterdam 1784, p. 74-75. On n'y trouve aucune trace de *communiste*.

59 Le terme apparaît trois fois chez ZELTNER, p. 154, 187 et 250.



dacteurs de la grande encyclopédie allemande de Zedler, parue de 1732 à 1754,<sup>60</sup> à propos des débats entre anabaptistes communautaires et anticommunautaires ; enfin dans le grand ouvrage latin de Friedrich Samuel Bock<sup>61</sup> sur les sociniens polonais et les antitrinitaires.

Deux séries de questions s'imposent devant ce fait de langue : premièrement, comment se fait-il qu'il faille aller chercher la première attestation du latin "communista" et son unique référence chez les adversaires anabaptistes des frères moraves alors établis dans la région de Cracovie ; deuxièmement, le terme a-t-il connu de ce fait une extension : en allemand, langue majoritaire parmi les frères moraves ; en polonais, langue de leur environnement immédiat lorsque naît le terme ; en néerlandais ou en anglais, puisque les anabaptistes durent à nouveau s'exiler au XVII<sup>e</sup> siècle vers les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord où leurs descendants ont encore des communautés aux Etats-Unis et au Canada ; en italien ou en français, d'où le terme semble tirer son origine ?

### Vaudois et cathares

Pour répondre à la première question, il faut d'abord remarquer que le latin médiéval possédait déjà d'autres termes de la racine "commun-" pour désigner les partisans

60 Dans les 68 volumes in-folio de ZEDLER de nombreux articles sont consacrés aux anabaptistes, à leurs adversaires et à leurs historiens, ainsi : "Crell" (vol. 6, 1733), "Schmalz" (vol. 38, 1743), "Volkel" (vol. 50, 1746), "Wiedertäufer" (vol. 55, 1748), "Zeltner" (vol. 61, 1749), "Zwicker" (vol. 64, 1750), etc. Mais dans les centaines de colonnes consacrées à cette question, le terme latin *communista*, emprunté à Sand ou à Zeltner (qui le tient de Sand), apparaît à ma connaissance deux fois en tout et pour tout (vol. 38, col. 73 et vol. 64, col. 1609) et le terme allemand jamais : sur les communautés anabaptistes de Moravie, à l'article "Wiedertäufer", l'auteur parle de leurs "Bruder-Höfe" et dit simplement en allemand "sie haben alles gemein, die Weiber allein ausgenommen" (vol. 55, col. 2309).

61 Cf. BOCK, *Historia* : dans le premier volume en deux tomes (1774 et 1776) de cet ouvrage le terme *communista* apparaît à l'index aux rubriques "Communistae Moravienses", "Hutheriani" [sic] et "Moravi fratres". Les ouvrages de référence de Bock sont SAND et ZELTNER et les documents proposés sont les titres des pamphlets non conservés de Christoff Ostorodt (p. 579), de Valentin Schmalz (p. 847) et de Daniel Zwicker (p. 1068). Il faut y ajouter la correspondance de Martin Ruarus avec Zwicker à laquelle Bock fait référence chaque fois qu'il est question des frères moraves. Vérification faite in RUARUS, p. 304-376, le terme *communista* n'y est pas employé mais exclusivement les formules "Moravi fratres", "Moravi homines" ou simplement "fratres", et "communio bonorum". En ce qui concerne l'ouvrage de Bock lui-même, à la première mention des "Communistae Moravienses" il croit devoir en donner cette définition : "qui bonorum communionem commendarunt ipsique observarunt" (p. 579), ce qui suppose que si l'usage du terme technique était possible, le sens de l'appellation n'était pas nécessairement perçu, même de lecteurs spécialisés, à la date où il écrit.

de la communauté des biens, qualifiés au milieu de XIII<sup>e</sup> siècle de "comminelli" dans un acte de l'empereur Frédéric II dirigé contre les vaudois et les cathares, les ancêtres directs des anabaptistes.<sup>62</sup> Et au début du XVI<sup>e</sup> siècle un évêque du nom de Gautier de Lille formait sur le verbe "communicare" le substantif "communicantes" qui fut appliqué par la suite aux anabaptistes communautaires comme en témoigne Ducange<sup>63</sup> et dont on tira le français "communicants" à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.<sup>64</sup> Cette situation linguistique ne rendait donc pas la création d'un terme nouveau indispensable, d'autant moins qu'on se servait aussi des termes ou locutions "Hutheriani", "Fratres Moravienses", "Fratres Polonienses", etc.<sup>65</sup> pour désigner les uns ou les autres de ces dissidents, quand on ne les traitait pas tout simplement d'hérétiques ("haeretici"). Il faut en outre considérer qui sont ces anabaptistes (ou unitaires, ariens, sociniens) en général et ces frères moraves (ou hutterites) en particulier qui se recrutent en Bohême, en Moravie, en Pologne, en Ukraine, mais viennent aussi d'Allemagne et de toute l'Europe du Nord et du Sud, se déplaçant avec leurs communautés purement religieuses ou leurs fermes et ateliers communautaires (les "Haushaben") à travers les régions de tolérance religieuse plus ou moins changeantes dans l'Europe centrale et orientale au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Jacob Hutter, qui fut brûlé comme hérétique à Innsbruck en 1536, était originaire du Tirol et la majorité des frères moraves étaient alors d'origine allemande ; mais à partir de 1540-1545, sous l'influence de la persécution des unitaires ou ariens en Italie du Nord, des descendants des vaudois, des cathares et des albigeois en Provence sur ordre de François I<sup>er</sup>, ce sont aussi des Italiens et des Français ainsi que des Suisses de Bâle et de Zurich qui rejoignent leurs frères en Moravie et en Pologne. C'est ainsi que Lelio Sozzi (ou Socin) et son neveu Fausto se joignirent aux anabaptistes de Pologne et que Fausto Sozzi donna passagèrement

62 DUCANGE, vol. 2, p. 478/t-II : "Comminelli, communelli, Haeretici Valdenses sectarii, sic forte dicti quod omnia sibi invicem communia essent : nam *Communitalis* idem valet ac *Communis*. Horum mentio est in Constitutione Friderici II. Imp. contra Catharos et Patrenos. [...] ann. 1254 [...]. Vide *Communitalis*."

63 DUCANGE, vol. 2, p. 486/t : "Communicantes. Inter Anabaptistas ii dicuntur, qui more veterum Nicolaitarum omnia habent communia. Gualterius in saec. 16." La référence Gualterius (ou Gualterus) doit se lire : Philippe GAUTIER [de Lille, dit de Châtillon], *Alexandri Magni, regis Macedonum, vita*, Strasbourg 1513. A propos des nicolaïtes, DIDEROT/D'ALEMBERT, les donnent comme une des plus anciennes sectes du christianisme, prêchant, selon les historiens ecclésiastiques, la communauté des biens et des femmes.

64 Cf. WARTBURG, 2/II, p. 959-960, à la rubrique "communicare" : "communicants, secte d'anabaptistes du 16<sup>e</sup> siècle qui prênaient la communauté des femmes et des enfants". On est de toute évidence chez les frères moraves, vus par leurs adversaires. On notera qu'à partir de cas isolés (comme celui de Münster en Westphalie où pour des raisons d'équilibre social dans la ville assiégée, Jan van Leyden avait institué la polygamie) toutes les communautés furent accusées par leurs adversaires de "promiscuité", "communauté des femmes", etc. (cf. document 28).

65 Cf. les nombreux titres de pamphlets répertoriés in SAND ou LOSERTH (1894).

son nom au mouvement.<sup>66</sup> Il est caractéristique que la chronique arienne dont il a été question plus haut fasse expressément référence dans son titre à cet exil italien et français.<sup>67</sup> Or ces Italiens et ces Français, ou pour être plus exact, ces Toscans, ces Lombards et ces Provençaux, viennent de la seule région d'Europe où à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le terme "communiste/comunista" soit encore attesté.<sup>68</sup> Il est donc possible que la forme latine présente à partir de 1569 (et l'unique forme polonaise de la même date) soit de provenance vaudoise-socinienne, encore qu'une polygenèse du terme ne soit pas exclue.

En ce qui concerne la diffusion du terme dans les langues populaires, j'ai déjà répondu par la négative en ce qui concerne le polonais ; de même pour l'anglais lorsque j'ai fait état de l'absence du terme "communist" avant 1840, malgré la présence d'exilés et de manuscrits ariens à Londres dès le XVII<sup>e</sup> siècle. En français, et malgré la présence simultanée en Hollande à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle de la dernière génération des émigrés de Pologne et Moravie et de Pierre Bayle qui leur a consacré divers articles de sa *Nouvelle République des lettres* et de son *Dictionnaire*, le terme "communiste" n'a pas été employé au sens de partisan de la communauté des biens avant la date de 1785 déjà citée.<sup>69</sup> En italien, le terme "comunista", d'usage ancien

66 Sur les vagues d'immigration suisse (on appela aussi les frères moraves "Schweizer") et italienne, on se reportera à la littérature indiquée en note 51. Fausto Sozzi (Socin, Socinius) est répertorié dans les encyclopédies déjà citées de BAYLE, ZEDLER, etc. ainsi que dans les grandes encyclopédies religieuses catholiques, protestantes, mennonites. En ce qui concerne le renouveau de la persécution des vaudois en Provence au XVI<sup>e</sup> siècle (Lubéron, vallée de la Durance, Diois) on se reportera aux articles "Vaudois" ("Waldenser") des encyclopédies et surtout à AUBÉRY et à AUDISIO.

67 "Nomina illorum, qui ab initio relicto Papatu per regnum Poloniae et Magnum Ducatum Lithuaniae puriorem religionem profiteri coep[er]unt. Et illorum quo[que], qui ex Italia, Gallia, Germania etc. propter religionem exules, in Poloniam venerunt" (cf. DOBROWOLSKI, p. 159 ; collationné sur l'original).

68 Pour l'usage toscan cf. note 39. En ce qui concerne le français, ou plutôt le provençal, français sans doute : Silvy père et fils (document 1A, 1706) sont de Pourrières près Aix-en-Provence, Mirabeau (document 1B, 1769) est d'Aix-en-Provence, d'Hupay de Fuveau (document 2, 1785) de la campagne aixoise, le village de Guillemestre (document 1C, 1789) est un bourg des Alpes du Sud proche de l'Italie, et Danthon (document 1D, 1792) est le représentant du département de l'Isère qui jouxte l'Italie et Provence. Seul Restif, qui publia la lettre de D'Hupay en 1785 (document 2) et étend la signification du terme *communists* par son livre de 1797 (documents 6 à 8) n'est pas originaire du sud-est de la France (ou du nord de l'Italie), mais c'est de là qu'il reçoit l'impulsion. On serait donc en droit de traduire la formule de Carpentier "apud Provinciales" (cf. note 46) plutôt par "chez les Provençaux" que par la formule plus courante de "chez les provinciaux".

69 Dans l'anabaptisme ce n'est pas tant l'aspect social qui intéresse les hommes des Lumières, les Bayle, Diderot, Lessing, etc., représentants de la bourgeoisie intellectuelle, que l'aspect dogmatique dont ils se servent dans leur combat rationaliste contre la papauté et le luthéranisme. Ainsi les articles consacrés par BAYLE, *Dictionnaire*, à Martin Schmiegel ("Smiglelius, Martin"), à Fausto Sozzi ("Socin,

assurément, ne connaît cependant pas d'extension de sens en direction de la communauté des biens avant les années quarante du XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite de la diffusion généralisée du français "communiste" en son sens moderne.

### Kommunist ?

Restent une forme allemande "Communist" ou "Kommunist" et une néerlandaise "comunist" dont Mühlpfordt affirme, sans l'étayer toutefois de preuves, qu'elles sont en usage dès le XVI<sup>e</sup> ou le XVII<sup>e</sup> siècle à partir du latin "communista" de Cracovie ou de Racovie. Etant donné que Mühlpfordt a insisté sur ce point dans plusieurs publications,<sup>70</sup> il me semble nécessaire d'examiner son argumentation.

Die Gütergemeinschaft gehörte zu den wichtigsten "Artikeln", d. h. zu den Hauptlehren der Hutterischen Brüder. Man nannte sie bei ihnen oft einfach "die Gemeinschaft". [...] Entsprechend hatten sich [...] die Anhänger der Gütergemeinschaft unter den Täuferexulanten in Mähren schon in der zweiten Hälfte der 20er Jahre des 16. Jahrhunderts als "Gemeinschaftler", "Gemeinschaftler" oder "Gemeinschaftler" bezeichnet. [...] Die ihnen abgeneigten Verfechter des Privateigentums bei den Arianern in Polen übersetzten diese Bezeichnung ins Lateinische als *Communistae* [...].

[In den polemischen Schriften, u. a. von Ostorodt und Schmalz] wurden die Hutterer wegen ihrer Gütergemeinschaft als "Kommunisten" angegriffen. Da diese Schriften deutsch, polnisch oder lateinisch geschrieben waren und z. T. auch ins Niederländische übersetzt wurden, hat der Begriff "Kommunist", zunächst als lateinischer Ausdruck, alsbald aber auch mit nationalsprachlichen Endungen, im 16. und 17. Jahrhundert bereits in vier Sprachen Eingang gefunden. Im deutschen Schrifttum zur Geschichte der Arianer kommt er bis ins ausgehende 18. Jahrhundert als Benennung der Hutterischen Brüder vor.<sup>71</sup>

Il faut tout d'abord remarquer qu'aucune citation ni indication de source ne vient étayer les différentes affirmations qui précèdent et que le lecteur est obligé d'avoir recours aux sources elles-mêmes et aux études documentées sur l'arianisme pour s'assurer du fait. Ainsi est-il tout à fait plausible que le substantif "die Gemeinschaft" ait servi à désigner la communauté des biens, de même que l'expression "la communauté" sera utilisée dans le même sens par les utopistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle ou les néo-babouvistes du XIX<sup>e</sup> ; le fait est même attesté au plus tard

Fauste"), à Johannes Volkel ("Volkel, Jean"), etc. ne retiennent de leurs polémiques que l'aspect philosophico-théologique. Il en va de même chez ZEDLER ou chez DIDEROT/D'ALEMBERT, à l'exception de FAIGUET, "Moraves" (vol. 10, 1765) ; l'auteur, haut fonctionnaire des finances, bien que confondant Herrnhuter et Hutterer, y décrit un plan de communauté sans doute inspiré des relations sur les Indiens Guarani du Paraguay, de Morelly et des frères d'Auvergne.

70 MÜHLPFORDT, "Deutsche und polnische Arianer" (1956) ; "O rabote" (1957) ; "Deutsche Täufer" (1961) ; "Karl Hagen" (1980).

71 MÜHLPFORDT, "Deutsche Täufer", dans l'ordre des citations, p. 269, 260 et 278. Cf. également MÜHLPFORDT, "Deutsche und polnische Arianer", p. 93, où apparaissent les mêmes affirmations sous une forme légèrement différente.

à partir des années trente du XVI<sup>e</sup> siècle, encore en faut-il fournir la preuve.<sup>72</sup> Pour ce qui est des formes "Gemeinschaftler/Gemeinschaftler/Gemeinschaftler" (c'est-à-dire communautiste ou communautaire), Loserth indique sans préciser sa source que dès 1527/1528 les frères moraves, pacifistes et communautaires, furent nommés par leurs adversaires "Stübler" (parce que refusant de porter toute autre arme qu'un "bâton") ou "Gemeinschaftler".<sup>73</sup> Mais il est possible que Loserth, se fondant sur les chroniques moraves dont la rédaction est postérieure à 1565, rapporte ici un usage de langue nettement ultérieur.<sup>74</sup> "Gemeinschaftler"<sup>75</sup> semble donc, jusqu'à preuve du contraire, hypothétique avant 1570 et de toute façon d'emploi rare même à cette date. Les intéressés eux-mêmes semblent bien s'être appelés tout simplement "Brüder", puis avoir adopté les appellations de "Hutterische Brüder", "Hutterer", "Mährische Brüder" que leur avaient accolées leurs adversaires.<sup>76</sup> Par conséquent la proposition suivante de Mühlpfordt, à savoir la traduction du terme "Gemeinschaftler" en latin "communista" est également hypothétique, même si ce dernier terme est attesté, mais par d'autres voies, comme on l'a vu. Quant à l'alle-

72 L'emploi de *Gemeinschaft* au sens de *Gütergemeinschaft* est attesté dès 1537 dans une lettre de Peter Riedemann reproduite dans le *Geschicht-Buch* : "In der Wahrheit ist ein gewiss Anzeigen denen so die Gemeinschaft verlassen und sich widerumb dem Eigenthumb begeben daß es ein Abschreiten ist von Gott und Verlassung der ersten Liebe." (in ZIEGLSCHMID, p. 180 ; en allemand modernisé in Lydia MÜLLER, p. 57). On en trouve de nombreux exemples dans les années cinquante et soixante du XVI<sup>e</sup> siècle in LOSERTH, "Der Communismus" (p. 141 sq., 225, 226, etc.), et Lydia MÜLLER, p. 53 sq. Le terme *Gemeinschaft* est donné au sens de "communauté des biens" par GRIMM, IV, 1/2, col. 3267 : "allgemeine gemeinschaft der güter, von der z. b. im bauernkrieg viel die rede war". Ce qui est un peu court. C'est naturellement le terme utilisé dans la traduction de la Bible par Luther dès les années vingt pour qualifier la communauté apostolique de Jérusalem, source théorique de tout le communautarisme chrétien (cf. *Apostelgeschichte*, 2, 42-47 et 4, 32-35).

73 LOSERTH, "Der Communismus", p. 141.

74 La première et la plus importante chronique des frères moraves, commencée par Kaspar Braitmichael sur la fin de sa vie, sans doute entre 1570 et 1573 (cf. ZIEGLSCHMID, p. XXIII), utilise le terme à propos des affrontements de 1527/1528 à Nikolsburg et en attribue d'ailleurs l'usage aux frères moraves eux-mêmes : "die so sich Gemeinschaftler nennen" (ZIEGLSCHMID, p. 53). Mais rien ne prouve que Braitmichael n'emploie pas un terme récent, plutôt que celui ou ceux utilisés un demi-siècle auparavant. En ce qui concerne les chroniques moraves on aura recours aux éditions de BOCK (1883), WOLKAN (1923) et surtout ZIEGLSCHMID (1943) qui le premier a publié le texte original accompagné d'un glossaire et de notes (le manuscrit a été conservé à travers quatre siècles de persécutions et d'émigration par une communauté désormais établie à Tabor, South Dakota).

75 L'absence de *Gemeinschaftler* dans GRIMM, IV, 1/2 (1897), qui donne *gemeinschaften* à tous les sens du latin *communicare*, ne signifie rien étant donné le manque de rigueur des dépouillements faits pour les anciens volumes de cet ouvrage.

76 Cf. la formule dans le titre du livre de Peter Riedemann (note 56) : "von den Brüdern so man die Hutterischen nennt" (1540), formule couramment reprise par les frères moraves.

mand "Kommunist", dont il prétend qu'il fut employé simultanément au latin et au polonais,<sup>77</sup> il n'est attesté jusqu'ici par aucun document : il s'agit là en réalité de la transcription effectuée par Mühlpfordt lui-même à partir de 1956 du terme latin connu en un terme allemand supposé, à la place duquel les anabaptistes de langue allemande ont pu utiliser des termes variés qui ne nous sont pas nécessairement connus. En effet, les pamphlets restés à l'état de manuscrits, non conservés<sup>78</sup> et dont Mühlpfordt donne les titres *en allemand*, ne sont attestés que sous leur *titre latin* fourni par le seul témoignage, parfois incertain, de Christoph Sand qui rapporte que tel ou tel de ces documents *aurait été rédigé en allemand*.<sup>79</sup> On n'en connaît pas non plus de traduction en néerlandais, sauf en ce qui concerne la somme théologique de Volkel, où le terme "communista" est effectivement rendu par "Communisten"<sup>80</sup> qui n'a pas dépassé cet usage unique de clercs et ne s'est pas répandu alors dans la langue courante. Enfin, en ce qui concerne l'usage prétendu de l'allemand "Kommunist" par les historiens allemands de l'arianisme jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'agit en fait et jusqu'à plus ample informé de l'usage, relativement rare comme on l'a vu plus haut, du *terme latin* "communista" dans la première moitié du siècle chez Zeltner et Zedler, repris en 1774 par Friedrich Samuel Bock.

Et si on doit à Andreas Riedel en 1794 à Vienne un "Kommunismus" resté lettre morte jusqu'il y a quelques années,<sup>81</sup> il faut bien constater que le terme "Communist" apparaît seulement en allemand, par transcription du français, au

77 Mühlpfordt ne donne aucune référence au "Tractat" de 1569 qui atteste les formes latine et polonaise de *communista*, ni à la chronique arienne de 1610/1612.

78 Je tiens à remercier Maria Hunink qui a effectué la recherche de tels documents dans les fonds manuscrits des bibliothèques d'Amsterdam, de Leyde et de Rotterdam, recherche qui s'est révélée négative.

79 Sand fournit trois titres latins où apparaît le terme "communista". Dans la dernière décennie du XVI<sup>e</sup> siècle Christoff Ostorodt aurait écrit "Contra Hutterianos, seu Moravienses Communistas libellus. Ms. Post obitum ipsius a Johanne Franco possidebatur." (SAND, p. 91 ; repris in BOCK, p. 579). L'existence d'un tel libelle – et en conséquence la valeur de l'information de Sand – est d'autant plus problématique, malgré les précisions apparentes, que Ch. Ostorodt est connu comme partisan convaincu (et non comme adversaire) de la communauté des biens, et que le terme allemand *Kommunist* ne se rencontre pas dans son *Unterrichtung* de 1604, volumineux catéchisme arien en allemand plusieurs fois réédité. En août 1606 un adversaire déclaré des communautaires cette fois, Valentin Schmalz de Racovie, aurait rédigé en allemand un pamphlet "Adversus Hutterianos seu Moravienses communistas, scriptum, in gratiam Georgi Hoffmani civis Smiglensis. Racoviae a[nn]o 1606, 28 Augusti. MS. Germ." (SAND, p. 101-102 ; repris in ZEDLER, vol. 38, col. 73 ; in BOCK, p. 847 ; KOT, *Socinianism*, p. 151, qualifie ce document de manuscrit perdu). Enfin l'anabaptiste communautaire Daniel Zwicker (1612-1678) aurait laissé à sa mort un manuscrit intitulé "Refutatio tractatus Valentini Smalcii, quem scripsit adversus Hutterianos seu Moravienses Communistas. MS. Germ." (SAND, p. 156 ; repris in ZEDLER, vol. 64, col. 1609 ; in BOCK, p. 1068). Rien n'indique que ces auteurs, et d'autres, aient utilisé la forme *Communisten*

mois de juillet 1840 à la suite du premier banquet communiste tenu dans la proche banlieue parisienne.<sup>82</sup> Les assertions précédemment rapportées en ce qui concerne l'allemand relèvent donc pour une part de conclusions hâtives, pour une autre de la supercherie littéraire. Cela n'enlève rien d'ailleurs à la pertinence de l'analyse sociale de l'anabaptisme par Mühlpfordt qui fait apparaître de façon tout à fait convaincante à partir des sources et des études antérieures la composition socio-professionnelle des divers groupes plus ou moins radicaux d'opposants anabaptistes aux pouvoirs établis catholiques ou réformés et le soubassement économique de leurs débats théoriques qui, dès l'origine sans doute mais encore plus par la suite, ont une fâcheuse tendance à se perdre dans un byzantinisme abscons. Ainsi, lors de la rédaction au début du XVII<sup>e</sup> siècle de la chronique arienne déjà mentionnée, son

plutôt que *Gemeinschaftler* ou tout autre terme de la racine latine ou germanique ou encore une quelconque formule courante en allemand comme "Mährische Brüder". C'est même le contraire qui est vraisemblable quand on constate l'absence du terme allemand dans l'encyclopédie de Zedler (cf. note 60) et que Bock doit expliquer le sens du terme latin (cf. note 61). Il faut noter également que les trois formules en latin pourraient bien n'être, dans leur aspect stéréotype, que des résumés de la thèse contenue dans chacun de ces pamphlets et non des titres au sens où nous l'entendons. Quoi qu'il en soit, le terme allemand *Kommunist* n'apparaît dans aucun des textes cités ni dans ceux qui leur font suite, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais seulement en juillet 1840. Si j'insiste sur ce point, c'est que les affirmations de Mühlpfordt, récemment encore réitérées et simplifiées donnent pour acquise l'existence du terme allemand dès le XVI<sup>e</sup> siècle : "Das Wort 'Kommunist' wurde, wie ich nachgewiesen habe [je souligne - J.G.] schon im 16. Jh. von Radikalen der Reformation geprägt, als Übersetzung von deutsch 'Gemeinschaftler', Anhänger der Gütergemeinschaft. Antitrinitarier in Polen nannten die in Gütergemeinschaft lebenden täuferischen Hutterer Mährens und der Slowakei sowie deren Anhänger 'Kommunisten' [...]" (MÜHLPFORDT, "Karl Hagen", Berlin, p. 76 ; dans une formulation légèrement différente in "Karl Hagen", Tel-Aviv, p. 236). Or comme l'a reconnu G. Mühlpfordt lui-même au cours d'une conversation que j'ai eue avec lui le 6 mars 1981 à Halle en présence de Klaus Bochmann, linguiste et lexicologue à l'université de Leipzig, le terme allemand n'est attesté dans aucun des documents du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle auxquels il fait allusion dans ses études, mais il a conclu à son existence par analogie ("per Analogieschluss") ; et l'emploi attesté du néerlandais (cf. note 80) ne lui a été fourni, par mes soins, qu'en juillet 1981. Le raisonnement analogique peut sans doute se révéler fructueux, il peut être un stimulant de la recherche, encore faut-il passer au stade de l'expérimentation, c'est-à-dire à l'examen du réel.

80 L'ouvrage latin de Volkelt fut traduit par un anonyme en néerlandais : Johannes VOLKEL, *Vyf Boeckken van de ware Religie*, Rotterdam 1649. Au livre 4, chapitre XX les passages cités à la note 57 ci-dessus sont rendus par "die [...] welke men daerom *Communisten* noemt" (p. 291) et "de gene die men *Communisten* noemt" (p. 296) ; à la même page le traducteur rend également la formule latine "istos, contra quos disputamus" par "*Communisten*", le terme étant chaque fois imprimé en caractères latins, comme les citations bibliques, et non en gothique, ce qui en souligne l'aspect étranger à la langue.

81 Document 4.

82 Documents 18 et 20.

auteur attribue-t-il l'échec de la rencontre de 1569 entre anabaptistes polonais et moraves à une opposition dogmatique sur la trinité ou l'unicité divine, alors que le clivage réel s'était fait sur la question de la communauté des biens et de la propriété privée. Ou encore, lorsqu'en 1604 le pasteur Andreas Fischer de Feldsberg en Moravie appelle à l'expulsion (ou à l'extermination, on ne sait trop) des anabaptistes en raison des horreurs pronées par leur croyance dépravée, il finit par avouer en conclusion que même si leur présence n'était pas un danger pour l'âme des fidèles, la concurrence économique qu'ils font aux habitants du pays justifie les mesures proposées.<sup>83</sup> On est assez loin des querelles dogmatiques prétendues.

Cela n'enlève rien non plus à l'impact qu'a laissé dans la mémoire collective (par-delà les erreurs sur les personnes, les groupes ou les théories) l'expérience communautaire des frères moraves. A preuve, entre autres, Nicolas-Edmé Restif qui évoque leur existence chaque fois qu'il veut montrer que la communauté des biens est possible dans le présent et dans l'avenir puisqu'elle a existé dans le passé ;<sup>84</sup> à preuve aussi Wilhelm Weitling qui compose un poème en l'honneur de Jacob Hutter, "fondateur de l'Etat-modèle" – qu'il confond d'ailleurs avec Ulrich von Hutten –<sup>85</sup> et qui par un curieux renversement de la perspective historique déclare des communistes allemands du XVI<sup>e</sup> siècle, comme il les appelle, qu'ils furent improprement appelés anabaptistes.<sup>86</sup> Cependant le même Weitling atteste qu'en 1838, au moment où il rédigeait le premier manifeste du mouvement ouvrier allemand à Paris, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte*, le terme "Kommunismus" (et a fortiori "Kommunist") était encore inconnu.<sup>87</sup>

### Les Indiens Guaranis

En 1610, alors que les groupes anabaptistes – parmi lesquels les communautés des frères moraves – étaient en Europe centrale l'objet de persécutions redoublées de la part des pouvoirs, catholiques en particulier, et qu'ils allaient bientôt devoir émigrer en Ukraine et en Amérique du Nord, les jésuites fondaient au Paraguay la plus vaste

83 Cf. LOSERTH, "Der Communismus", p. 198-199 ; en particulier ce passage de Fischer : "Und da gleich keine Seelengefahr zu fürchten wäre, so soll doch allein das zu Herzen genommen werden, daß die Wiedertäufer in politischen Sachen einem ganzen Land nachtheilig sind, indem sie den Landeseinwohnern, Handwerkern, auch hantierenden christlichen Bürgerschaften ihren Gewinn und Nahrung mit sonderm listigen Vortheil und Besuch entziehen etc..." (p. 199).

84 RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 3978 ; document 6.

85 [WEITLING], "Jakob von Hutten" [sic], in *Volkstümliche Klänge*, Paris 1841, p. 21-23. Cf. SCHIEDER, "Wilhelm Weitling", p. 276-277, qui reproduit le poème p. 289-290. Weitling nomme Hutter "des Musterstaates Stifter", constatant que ceux qui se sont chargés de l'éducation du peuple ont tout fait pour supprimer de la mémoire collective le nom de ce réformateur (à preuve l'erreur de Weitling lui-même !).

86 [WEITLING], "Die Lehren der deutschen Communisten zur Zeit des großen Bauernkrieges". Weitling y parle entre autres des frères moraves, "die Kommunisten, die man unpassend Wiedertäufer genannt hatte" (p. 82).

et la plus durable entreprise communautaire qui ait jamais vu le jour avant la révolution d'Octobre, les "Réductions Guaraniens", supérieures en étendue à la France actuelle et qui se maintinrent plus de cent cinquante ans avant de devenir une colonie espagnole pure et simple en 1768.<sup>88</sup> Cet Etat ou Territoire guarani, fondé en pratique sur les traditions communautaires des Indiens de cette région d'Amérique du Sud,<sup>89</sup> était justifié en théorie par les pères jésuites à partir des mêmes passages sur la communauté apostolique de Jérusalem qu'invoquaient les frères moraves à l'appui de leur propre mode de vie :

Tous les croyants ensemble mettaient tout en commun ; ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et en partageaient le prix entre tous selon les besoins de chacun. [...] Aussi nul parmi eux n'était dans le besoin.<sup>90</sup>

Clovis Lugon, qui cite ces versets dans l'introduction à son histoire de "la République communiste chrétienne des Guaraniens", commente : "A la recherche d'une

87 Dans la préface aux *Garaniens*, Weitling écrit en 1849 : "Nachdem die deutsche republikanische Partei in Paris vom Jahre 1837 an aus ihrer Mitte durch mündliche und autographische Propaganda für das Prinzip der Gütergemeinschaft bearbeitet und teilweise dafür gewonnen worden war, wurde an eine Kommission derselben von mehreren Seiten das Verlangen gestellt, man möge etwas drucken lassen, das die Möglichkeit der Gütergemeinschaft beweise. Die Benennung 'Kommunismus' war damals unter dem Volke noch nicht bekannt, auch gab es kein französisches Werk über den Kommunismus, man müsse denn 'La conspiration de Babeuf' [sic] ein solches nennen." (WEITLING, *Garaniens*, éd. KAUFHOLD, p. 292).

88 Sur la fondation et l'histoire des "Réductions" du Paraguay cf. SEPP (1710) ; FLORENTIN DE BOURGES (1716) ; CHARLEVOIX (1756) ; MARTIN DE MOUSSY (1864) ; HERNANDEZ (1913) ; LUGON (1949) ; CARAMAN (1975).

89 La tradition communautaire des grandes cités de l'Amérique du Sud précolombienne est attestée tant par les récits et les débats sur les "Réductions Guaraniens" que par la littérature sur les coutumes anciennes redécouvertes par le mouvement de libération indienne. Même Hernandez, qui dans son anticommunisme primaire a pris le parti de nier en bloc l'aspect communautaire des réductions, distingue cependant (vol. 1, p. 207-211) entre "upambaé" (propriété collective) et "abambaé" (propriété individuelle), ce dernier terme ayant été forgé sur des racines indiennes préexistantes par les pères missionnaires lorsqu'ils introduisirent partiellement chez les Guaraniens la propriété privée à la fin du XVII<sup>e</sup> ou au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (cf. CARAMAN, éd. allemande, p. 120). Et parmi ses pièces justificatives HERNANDEZ, vol. 2, p. 514-614, publie la *Breve relación de las Misiones del Paraguay* du père José Cardiel, qui, au chapitre V, "Su gobierno político y económico" (p. 522-547), parle longuement de "los bienes comunes", de "los bienes de comunidad", des "huertas comunes", de la "vaquería común", etc. En ce qui concerne les œuvres et les coutumes indiennes anciennes, en particulier le *Pop Vuj* (c'est-à-dire la "Chronique" dont GIRARD, p. 16, déclare : "l'importance de cette œuvre du génie Maya ne le cède pas en valeur philosophique aux rares grands livres qui ont servi de guide à la conscience humaine"), on se reportera aux indications bibliographiques et aux extraits de REYNAGA, "Le communisme cosmique" et de ROEL PINEDA, "Les fondements de l'indianité. L'indianisme est un communitarisme".

90 Actes des Apôtres, 2, 44-45 et 3, 34 ; cf. note 72. C'est encore la référence de MESLIER, *Testament*, vol. 2, p. 234.

société fraternelle, l'esprit remonte, d'un trait, à travers le Moyen Age, aux premières communautés chrétiennes.<sup>91</sup> Sans doute est-ce bien là qu'il faut chercher la justification théorique chrétienne de l'entreprise guaranie. Autre chose cependant serait de savoir pourquoi l'esprit (des missionnaires jésuites) pouvait remonter aux premières communautés chrétiennes lorsqu'il était en Amérique du Sud et s'en montrait incapable lorsqu'il était conseiller des princes en Autriche, en Lituanie ou en Pologne. Preuve que le recours à "l'esprit" seul est une explication un peu courte, mais peu importe ici. C'est bien sur ces passages que se fondent les revendications sociales égalitaires et communautaires d'origine chrétienne, de même que la réflexion qui va des pères de l'Eglise à Pierre Leroux ou à Wilhelm Weitling contre le droit de propriété privée et l'usure.<sup>92</sup> Ce caractère communautaire du christianisme primitif, réalisé sur une vaste échelle, peut expliquer que les réductions du Paraguay aient pu être dites "République Guaranie", et cette république elle-même qualifiée de "communiste chrétienne" (Lugon) ou de "réalisation du communisme",<sup>93</sup> etc.

### Communisme ou communautarisme

Mais quelle peut être la pertinence historique de ces appellations et de ces jugements, d'abord du point de vue du langage de l'époque ? Les débats politiques ou les décrets pontificaux et royaux concernant cette entreprise, que combattirent à mort les gouverneurs successifs des colonies espagnoles parce qu'elle entravait la mise en servage des Indiens et l'exploitation sauvage du pays, se déroulèrent ou furent consignés en latin, en espagnol et en portugais, ils furent également transcrits en italien, en français, en allemand et en anglais, du fait entre autres de l'internationalité de la Compagnie de Jésus. De l'expulsion des jésuites qui s'opposaient à la couronne d'Espagne et de l'annexion du pays guarani à la colonie sud-américaine, un historien du Paraguay, apparemment doué pour la litote, écrit expressément un siècle plus tard :

La cour de Madrid fit quelques représentations au sujet du régime communiste suivi dans les réductions et objecta qu'au bout d'un siècle et demi d'expérience, les Indiens devaient être assez avancés en civilisation pour qu'on pût les laisser un peu à eux-mêmes et leur permettre au moins la propriété<sup>94</sup>...

c'est-à-dire donner la faculté aux compagnies coloniales de s'approprier la quasi-totalité des terres indiennes. Il serait utile dans le contexte qui nous préoccupe de savoir si les représentations de la cour de Madrid parlaient expressément de "régime communiste", de savoir si les termes "communisme", "communisme" ou d'autres de même valeur furent effectivement utilisés par les parties intéressées entre 1610

91 LUGON, p. 12.

92 Cf. note 123 et WEITLING, *Das Evangelium des armen Sünders*.

93 COURCELLE-SENEUIL, "Propriété" (1841), in DUCLERC/PAGNERRE, p. 777/II.

94 MARTIN DE MOUSSY (1864), vol. 3, p. 666. Je souligne dans le texte.

et 1768 ou si leur usage est largement postérieur. Or un large sondage effectué à partir des récits contemporains de Sepp (en allemand), de Florentin de Bourges (en français), à partir de l'histoire de Charlevoix (en français, mais comportant de nombreux documents en latin et en espagnol), à partir des pièces justificatives latines, espagnoles ou portugaises publiées par Hernandez dans son étude de 1913, ne fait apparaître à aucun moment l'emploi des termes en question dans aucune des langues considérées. Les seuls mots et locutions qu'on y peut relever sont ceux de "commun", "en commun", "biens communs", "communauté" et leurs correspondants latins, espagnols, etc. On y trouve également, lorsqu'il est question de l'insurrection de la ville d'Assomption contre le gouverneur espagnol en 1730, les termes quasi obligés de "Commune", de "factieux de la Commune" ou "Comuneros",<sup>95</sup> termes qui visent tout autre chose que la communauté des biens, cela va de soi. Le premier à ma connaissance à mettre en relation l'entreprise des jésuites au Paraguay avec la notion de "communisme" est Restif, auteur du terme en 1797, qui préfère cependant donner en exemple les Alibamons de Louisiane et les Othomacos de l'Orénoque, car, dit-il, si "les Jésuites l'avaient entrepris pour leurs Paraguayens [...], ce n'était pas ici le Communisme; c'était le Despotismopaternalisme-théocratisme".<sup>96</sup> La formule n'est pas des plus légères, mais elle a pour elle la précision et l'exactitude. Et après que "communiste" et "communisme" se soient répandus en 1840, c'est sans doute à Courcelle-Seneuil que revient l'année suivante dans le *Dictionnaire politique* l'attribution du qualificatif de "communiste" à "l'établissement des Jésuites au Paraguay",<sup>97</sup> bientôt suivi par Wilhelm Schulz dans le *Staats-Lexikon*,<sup>97</sup> par Henri Baudrillart dans le *Dictionnaire de l'économie politique*,<sup>98</sup> etc. Depuis cette époque l'emploi des deux termes "communiste" et "communisme" pour qualifier cette entreprise communautaire à caractère rural, paternaliste et théocratique relève, même chez ceux qui comme Hernandez vont jusqu'à nier la communauté des Guaranis, de l'épithète obligée ou du lieu commun, ce qui ne le justifie pas pour autant.

Quant à la pertinence de l'appellation de "communiste/communisme" pour désigner encore à l'heure actuelle les Guaranis ou les frères moraves, je ferai une remarque et une suggestion. A propos de l'analyse des communautés moraves, Mühlpfordt reprochait à juste titre à ses devanciers, Loserth, Lydia Müller ou Kot, d'employer le terme "communisme" de façon anachronique<sup>99</sup> et, j'ajouterais,

95 Cf. CHARLEVOIX, vol. 5, p. 147.

96 RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4251; document 6.

97 SCHULZ, "Communismus" (1846).

98 BAUDRILLART, "Communisme", in COQUELIN/GUILLAUMIN, vol. 1 (1852), p. 421/427/II. Baudrillart, journaliste et économiste libéral qui part en guerre contre socialisme et communisme, se croit également tenu d'examiner le christianisme primitif pour conclure que "l'exemple de la petite famille chrétienne de Jérusalem après la mort du Christ [...] est nul comme argument" en faveur de la communauté.

99 MÜHLPFORDT (1961), p. 287.

de devoir en conséquence le qualifier de "primitif", "chrétien", "rural", "artisanal", "guarani", etc. pour le distinguer du communisme proprement dit des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. En effet la notion de "communisme", qui se définit par étapes de 1840 à 1880 environ comme système d'appropriation et de gestion collectives des moyens de production de la société industrielle, est inadéquate à rendre compte des amorces communautaires rurales et artisanales du monde antique, de la féodalité ou du mercantilisme des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Mais Mühlpfordt commet un anachronisme symétrique du précédent en qualifiant les théories des frères moraves de "kommunistisch", adjectif qui renvoie cette fois au fonctionnement de la commune médiévale des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, lieu de naissance de la bourgeoisie, et non au principe ou à la réalisation de la communauté des biens.

La terminologie adéquate à désigner de tels systèmes communautaires me semble fournie en français, en anglais et en allemand par certains vocables déjà existants qu'il suffirait de compléter de trois néologismes seulement pour éviter toute équivoque. Les termes anglais, formés sur le français "communautaire", existent depuis 1840 : "communitarian" et "communitarianism"; on dispose en français de "communautaire" (1839) et de "communitaire" (1840), sur lesquels on peut former "communautarisme" ou "communitarisme";<sup>100</sup> l'allemand dispose depuis peu de "kommunitarisch" (1977)<sup>101</sup> expressément calqué sur le modèle anglais/français pour désigner le mode de fonctionnement des communautés rurales utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle aux Etats-Unis auquel "kommunistisch" ne convenait pas plus qu'il ne convient aux frères moraves ou aux Guaranis; il suffirait de le compléter désormais par "Kommunitarier" et "Kommunitarismus" pour disposer d'une série complète dans les trois langues.

### La main-morte doit disparaître (Voltaire)

Lorsque le mot "communiste" réapparaît en 1769 sous la plume de Mirabeau l'Ami des hommes, la notion qu'il recouvre a une histoire qui remonte aux origines de la

100 Cette étude était largement avancée lorsque j'ai pris connaissance du bulletin dactylographié *Informations et Commentaires* consacré au mouvement de libération indienne où le terme français *communitarisme* est utilisé par Herbert pour rendre l'espagnol *comunitarismo* de l'auteur péruvien Roel Pineda. Ce dernier terme, absent des dictionnaires espagnols, est sans doute un emprunt au portugais *comunitarismo* attesté avec *comunitário* depuis fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle (cf. MORAIS SILVA, vol. 3) ou à l'anglais *communitarianism* attesté depuis 1840 et employé par les Indiens d'Amérique du Nord; emprunt justifié étant donné l'inadéquation de *comunismo* à qualifier le contenu de la philosophie maya ancienne: à preuve, la nécessité ressentie par Reynaga par exemple de qualifier ce *communisme* indien de *cosmique* (cf. note 89). Le néologisme *communitarisme* (ou *communautarisme*) que je propose ci-dessus est donc attesté en français depuis 1978 au plus tard.

101 Cf. STEINMETZ, *Kommunitarische Experimente*.

féodalité, voire au-delà sans doute. Ainsi le juriste Jean-Baptiste-Victor Proudhon, interprète du Code civil, consacre-t-il une large part de ses chapitres sur les biens communaux à un historique qui remonte à la fin de l'Empire romain ; selon ses sources médiévales,

avant la conquête des Francs, les villes, bourgs et villages qui étaient répandus dans la Gaule et que nous désignons aujourd'hui sous la dénomination générale de communes, avaient chacun leur propriété foncière ; car les fonds ont été communs avant d'être partagés.<sup>102</sup>

En cette seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, "communisme" a deux significations distinctes, que confond d'ailleurs Brunot qui a exhumé le terme : l'une se rattache à l'existence, dans la société d'Ancien Régime, de gens et de biens dits de main-morte constituant des communautés ; l'autre se rapporte à des coutumes de pâture du bétail ou de défrichage sur des terrains communs ou d'usage saisonnier commun.

Dans sa première signification, attestée par Mirabeau, il a même une double acception, selon qu'il s'agit de gens ou de biens de main-morte. Les gens de main-morte étaient à l'origine une catégorie de serfs privés de certains droits, dont celui de disposer de leurs biens quand ils n'avaient pas d'enfants : c'est le seigneur qui était leur héritier ; cette situation juridique de haute féodalité, en régression depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, limitée par Louis XIV, combattue par les philosophes des Lumières, subsistait au XVIII<sup>e</sup> siècle, surtout sous forme de communautés rurales dont les membres n'avaient pas de biens propres, dans certains districts de l'Orléanais, du Nivernais, de Franche-Comté,<sup>103</sup> etc. Conformément au vœu de la bourgeoisie éclairée, d'un Voltaire qui écrivait par exemple : "Les lémures et le sabbat fuyaient à l'apparition du jour ; la main-morte doit disparaître devant la raison, la religion, la justice et la politique",<sup>104</sup> la main-morte personnelle sera abolie par la Constituante en 1790 en même temps qu'était rapportée la législation régissant les biens de main-morte. Quant à ceux-ci, ce sont des biens possédés à l'état d'indivision par des collectivités autres que la couronne et les communes, c'est-à-dire par des

102 J.-B.-V. PROUDHON, vol. 6, p. 462. On se reportera sur ce sujet à la bibliographie rassemblée par POULAT, vol. 1, p. 183-188, sous les rubriques "Propriété collective de la terre" et "Communautés familiales" ; et à la bibliographie internationale de HARSTICK, p. 233-263 ; cf. également la synthèse de PERRY ANDERSON. De son côté ANGRAND (1948) souligne à juste titre l'aspect ancien du terme *commun* au sens de peuple, et de *communier*, *communalier*, *communiste* au sens d'usager de terres communes, même s'il en tire des conclusions abusives quant à la prééminence de *communiste* et *communisme* sur *socialiste* et *socialisme*.

103 Sur ces communautés cf. SCHULZ, "Communismus" ; LICHTENBERGER, *Le Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 338-344 ; HUGO, "Der Sozialismus", p. 765-792 ; DOMMANGET, *Sylvain Maréchal*, p. 243-245 ; POULAT, vol. 1, p. 186-188. Pour le passage du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> cf. SOBOUL, "Problèmes de la communauté rurale".

104 VOLTAIRE, *Coutume de Franche-Comté*, p. 498.

collections de particuliers incessamment renouvelées et qui par suite ne meurent pas. [...] Etaient biens de main-morte avant 1789 : les biens du clergé [...] ; des universités et collèges ; ceux des corporations d'arts et métiers ; ceux enfin des établissements de bienfaisance et des fondations charitables.<sup>105</sup>

Ce sont principalement les propriétaires de cette catégorie de biens fonds que Mirabeau qualifie de "communistes". Cette situation de gens et de biens de main-morte souvent confondus subsistera dans certaines communautés d'Europe centrale et orientale jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>106</sup>

Le phénomène est suffisamment important pour que dans leur analyse des divers modes de production, Marx et Engels s'y soient longuement intéressés, ainsi qu'en témoignent notes de lecture, extraits, correspondance et quelques passages du *Capital*.<sup>107</sup> Dans un brouillon de réponse en français à Vera Sassoulitch, Marx écrivait en 1881 :

Les communautés primitives ne sont pas toutes taillées sur le même patron. Leur ensemble forme au contraire une série de groupements sociaux qui diffèrent de type et d'âge et qui marquent des phases d'évolution successives. Un de ces types qu'on est convenu d'appeler *la commune agricole* est aussi celui de *la commune russe*. Son équivalent à l'Occident, c'est la *communauté germanique*, qui est de date très récente [par rapport à l'Orient]. Elle n'existait pas encore au temps de Jules César et elle n'existait plus quand les tribus germaniques venaient conquérir l'Italie, la Gaule, l'Espagne etc. A l'époque de Jules César il y avait déjà une répartition annuelle de la terre labourable entre des groupes, les *gentes* et les *tribus*, mais pas encore entre les familles individuelles d'une commune ; probablement la culture se fit aussi par groupes, en commun. Sur le sol germanique même cette communauté du type plus archaïque s'est transformée par un développement naturel en *commune agricole*, telle que l'a décrite Tacite. Depuis son temps nous la perdons de vue. Elle périclita obscurément au milieu des guerres et migrations incessantes ; elle mourut peut-être de mort violente. Mais sa vitalité naturelle est prouvée par deux faits incontestables. Quelques exemplaires épars de ce modèle ont survécu à toutes les péripéties du moyen âge et se sont conservés jusqu'à nos jours, par exemple dans mon pays, le district de Trèves. Mais ce qu'il y a de plus important, nous trouvons l'empreinte de cette "commune agricole" si bien tracée sur la nouvelle commune qui en sortit, que Maurer, en déchiffrant celle-ci, put reconstruire celle-là. La nouvelle commune, où la terre labourable appartient en *propriété privée* aux cultivateurs, en même temps que forêts, pâtures, terres vagues etc. restent encore *propriété commune*, fut introduite par les Germains dans tous les pays conquis. Grâce au caractère emprunté à son prototype, elle devenait pendant tout le moyen âge le seul foyer de liberté et de vie populaires.

On rencontre la "commune rurale" aussi en Asie, chez les Afghans etc., mais elle se présente partout comme le *type le plus récent* et, pour ainsi dire, comme le dernier mot de la *formation archaïque* des sociétés.

105 SAY/CHAILEY, vol. 2, p. 207-208.

106 Cf. SAY/CHAILEY, vol. 2, p. 207-212.

107 On se reportera sur ce point à [MARX], *Karl Marx über Formen vorkapitalistischer Produktion*, et à KOVALEVSKY, *Obchtchinnoe zemlevladienie*, annoté par Marx.

Et poursuivant son analyse sur la transformation de la commune rurale en propriété privée individuelle, il note :

Mais est-ce dire que la carrière historique de la commune agricole doit fatalement aboutir à cette issue ? Point du tout. Son dualisme inné admet une alternative : son élément de propriété l'emportera sur son élément collectif, ou celui-ci l'emportera sur celui-là. Tout dépend du milieu historique où elle se trouve placée.<sup>108</sup>

La seconde signification de "communiste" relevée par Brunot dans les cahiers de 1788/1789 établis avant la réunion des Etats généraux et surtout dans les débats de 1791-1793 à l'occasion du partage des biens communaux,<sup>109</sup> signification qui correspond selon Marx à la dernière phase d'évolution de la "commune rurale avant sa transformation en propriété privée", a trait à d'anciens droits de pâture et de parcours du bétail ainsi que de défruitage et de bûchage : sont dits "communistes" des individus ou des communautés qui "communient", c'est-à-dire qui ont un droit de jouissance sur un terrain commun.

Dès l'épi coupé, dès le fruit essentiel du travail recueilli, le champ revenait à la communauté. Il était interdit au possédant ou propriétaire de couper la paille ; l'usage de la faucille était en beaucoup d'endroits obligatoire et celui de la faux interdit, à plus forte raison celui d'engins mécaniques, qui coupent au ras du sol. La paille appartenait à la collectivité ; bien qu'elle manquât aux cultivateurs pour la litière des bêtes et la production de fumier [...] elle servait à chauffer les fours, à couvrir les toits, à fabriquer des sièges ou paillasons pour tous les habitants du village. Dès l'épi coupé, ceux-ci se répandaient dans les champs et ramassaient, sous les pieds des moissonneurs, les épis tombés (droit de glavage), puis la paille (droit de chaumage). [...] Les champs dépouillés étaient alors abandonnés au bétail dans toute l'étendue de la communauté (droit de parcours, vaine pâture). Dans les prairies, seule la première herbe appartenait de droit aux "laboureurs", c'est-à-dire aux paysans aisés, possesseurs du sol ; d'où l'interdiction de clore champ ou prairie.<sup>110</sup>

Ces droits, qui ont fait l'objet de contestations séculaires dans les campagnes,<sup>111</sup> ont subsisté sous le nom de "commune pâture" ou "vaine pâture" dans certaines régions jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle et au-delà, le terme de "communiste", cela va de soi, n'y étant plus attaché depuis le milieu du siècle dernier.

<sup>108</sup> Karl Marx à Vera Sassoulitch, 3<sup>e</sup> brouillon de sa lettre du 8 mars 1881, in MEGA<sup>2</sup> I/25, p. 236 et 238. L'année suivante Marx et Engels résumaient ainsi dans leur préface à la deuxième édition russe du *Manifeste* leur analyse de la communauté agricole eu égard à la situation russe : "Wird die russische Revolution das Signal einer proletarischen Revolution im Westen, so daß beide einander ergänzen, so kann das jetzige russische Gemeineigentum am Boden zum Ausgangspunkt einer kommunistischen Entwicklung dienen." (MEW 19, p. 296).

<sup>109</sup> Documents 1C et 1D. C'est la seule signification que connaisse Brunot bien qu'il cite Mirabeau comme sa première source.

<sup>110</sup> LEFEBVRE, *Didot*, p. 18-19.

<sup>111</sup> Cf. document 1F et AGULHON, en particulier p. 42-106.

J'en donnerai ici un témoignage – sans doute un des derniers – qui prouve que, deux siècles après la mort de Voltaire et un siècle après celle de Marx, combien pour être déjà archaïque à leur époque cette forme de production et de société a cependant laissé des traces jusque de nos jours. Autant que je le connaisse encore d'expérience pour avoir "gardé les vaches" dans ma Franche-Comté natale, l'usage de la vaine pâture était devenu le suivant : le bétail était conduit après la moisson sur les terres cultivées en céréales et après la seconde fenaison (regain) sur les prairies naturelles. La propriété individuelle de chaque parcelle était ainsi remise à l'usage commun de façon saisonnière, ce qui suppose naturellement un minimum de concertation dans le choix des cultures. Cet usage a reculé : devant la transformation des prés et prairies en pâtures permanentes closes ; devant l'extension des prairies artificielles ; et devant l'emploi des herbicides dans les cultures céréalières qui rendent sans objet la dépaissance sur les chaumes nus. Ce recul de l'usage communautaire, amorcé au début du XX<sup>e</sup> siècle, seulement, et qui a naturellement été accompagné de débats passionnés entre partisans et adversaires du fil de fer barbelé, plus récemment des clôtures électriques, a cependant été arrêté pour un temps par les guerres mondiales qui ont à deux reprises freiné la tendance individualiste et concurrentielle à la fermeture définitive de la propriété privée et ranimé la tendance collective du pacage commun. Un rôle analogue jouent d'ailleurs encore périodiquement, quoique de façon non durable, les catastrophes naturelles, telle la sécheresse de 1976.

### La propriété particulière source du mal absolu (Morelly)

Devant l'écart grandissant entre l'opulence aristocratique ou bourgeoise et la misère populaire, la critique sociale au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle se radicalise et, ce faisant, théorise les constatations empiriques éparses des observateurs de la société. Dès 1846 Wilhelm Schulz en faisait la remarque :

Vom 18. Jahrhundert an trat die communistische Lehre theils nur in einzelnen Andeutungen, theils schon etwas vollständiger ausgebildet und in mehr wissenschaftlicher Fassung auf ; immer jedoch im Zusammenhang mit einer religiösen oder philosophischen Weltanschauung, ob diese nun christlich hieß, oder deistisch, theistisch oder atheistisch-materialistisch war.<sup>112</sup>

<sup>112</sup> SCHULZ, "Communismus", p. 315. Sur les hommes et les idéologies de la critique sociale au XVIII<sup>e</sup> siècle on consultera les études anciennes de LAFARGUE ; HUGO ; LICHTENBERGER ; l'ouvrage récent de RIHS, *Les Philosophes utopistes*, présente une bonne bibliographie à compléter par HARTIG/SOBOUL et Lew GORDON ; SCHRÖDER, "Utopischer Sozialismus", donne sous forme d'un résumé succinct les principaux courants de l'utopisme socialisant et communautaire.



Cette critique est confiée tantôt au secret, mal gardé, d'un testament intellectuel, comme c'est le cas de celui du curé Meslier;<sup>113</sup> tantôt elle se fait jour dans un ouvrage manuscrit diffusé à la main et sous le manteau : Diderot laissa ainsi circuler des copies non signées de son *Supplément au Voyage de Bougainville*, se gardant bien de le faire imprimer en raison des risques d'embastillement;<sup>114</sup> dans d'autres cas il s'agit de publications anonymes comme celles du bénédictin dom Deschamps<sup>115</sup> ou de Morelly, dont le *Code de la nature, ou le Véritable Esprit de ses loix, de tout tems négligé ou méconnu* parut à Amsterdam en 1755 et fut attribué à Diderot jusqu'en plein XIX<sup>e</sup> siècle; enfin de publications avouées par leurs auteurs mais paraissant hors d'atteinte de la censure à La Haye, Londres ou Amsterdam, je pense en particulier à deux œuvres au retentissement énorme, signées du "citoyen de Genève" Jean-Jacques Rousseau : *Discours sur l'origine et les fondemens de l'inégalité parmi les hommes* et *Du contract social, ou Principes du droit politique* parues à Amsterdam respectivement en 1755 et 1762.

Quelles qu'elles soient, ces critiques pourraient porter en exergue cette formule de Morelly :

« Pose ici conclure qu'il est presque mathématiquement démontré que tout partage, égal ou inégal, de biens, toute propriété particulière de ces portions, sont, dans toute société, ce qu'Horace appelle *summi materiam mali* [source du mal absolu] »<sup>116</sup>

ou celle de Rousseau, de la même année 1755 :

Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisait de dire, *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreur, n'eût point épargnés au Genre-humain celui qui arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; Vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la Terre n'est à personne.<sup>117</sup>

113 Ainsi le testament de Jean Meslier (1664-1792) circule-t-il après sa mort en un certain nombre de copies manuscrites ; Voltaire en fit une publication partielle en 1762 (*Extraits des sentimens du curé Meslier*) ; d'Holbach en 1772 (*Bon Sens du curé Meslier*) ; par contre, le *Catéchisme du curé Meslier*, paru en 1790, est entièrement de la plume de Sylvain Maréchal. Mais il fallut attendre encore près d'un siècle pour que Rudolf Charles en fasse une publication complète : *Le Testament de Jean Meslier*, Amsterdam 1864. Cf. DOMMANGET, *Le Curé Meslier*.

114 [DIDEROT], *Supplément au Voyage de Bougainville*, rédigé en 1772 (un an après le compte rendu de Bougainville), ne parut qu'en 1796.

115 DESCHAMPS (1716-1774) avait publié sous l'anonymat des *Lettres sur l'esprit du siècle*, Londres [i.e. Paris] 1769, et *La Voix de la raison contre la raison du temps*, Bruxelles 1770 ; il laissait à sa mort un conyoluit de manuscrits dont une partie fut exhumée et publiée en 1864, une autre en 1963 seulement.

116 MORELLY, *Code*, p. 72. Sur Morelly, dont l'identité fut révélée au public par l'édition que fit du *Code François* Villegardelle en 1840, on se reportera à l'introduction de Volguine in MORELLY, *Code* (1953), p. 9-30 ; sur son importance dans la pensée de Babeuf, cf. COB.

On oublie trop souvent de cette dernière phrase qu'elle est de Rousseau, à qui la doivent les égalitaires et communautaires de la fin du siècle.<sup>118</sup> Mais ces derniers l'actualisent dans le contexte de la Révolution ; à Antonelle par exemple qui, reprenant le mythe rousseauiste des origines, écrivait à Babeuf dans *L'Orateur plébéien*, "nous parûmes un peu tard au monde l'un et l'autre, si nous y vinmes avec la mission de désabuser les hommes sur le droit de propriété",<sup>119</sup> Babeuf répond par un essai d'analyse historique :<sup>120</sup>

Je conteste l'opinion qu'il nous eût été plus avantageux d'être venus moins tard au monde pour accomplir la mission de désabuser les hommes, par rapport au prétendu droit de propriété. Qui me désabusera, moi, de l'idée que l'époque actuelle est précisément la plus favorable [...] ? D'abord, est-ce d'ordinaire avant que le mal d'un abus se fasse sentir qu'on songe à le détruire ? Or, les hommes, toujours imprévoyants, quand ils ont laissé introduire le droit de propriété particulière, n'ont pas pressenti tous les inconvéniens qui alloient en résulter. [...] Et lors même qu'on leur eût crié : Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et la terre à personne, je doute qu'ils eussent rien écouté, ou bien ils ne l'auroient pas voulu croire. [...] Ensuite, quand le mal s'est bien fait sentir, il s'étoit glissé imperceptiblement, on en étoit arrivé à devoir le juger tout naturel, on ne savoit plus trop d'où il venoit ; il résulloit de toutes circonstances qu'on étoit accoutumé à voir, que l'on prenoit pour l'ordre immuable et fatal : l'ignorance, la superstition et l'autorité s'étoient liguées pour empêcher qu'on en démêlât la vraie cause, ou qu'on ne se mit en puissance de l'attaquer. [...] Mais aujourd'hui [...] la révolution française nous a donné preuves sur preuves que des abus, pour être anciens, n'étoient point indéracinables.

Quoi qu'il en soit de ce débat plus tardif sur les origines et de l'évacuation du mythe au profit de l'histoire, la problématique générale reste la même : la propriété individuelle (des moyens de production, dirions-nous aujourd'hui après Saint-Simon et Marx ; de la terre, du fer et du blé, disait Rousseau<sup>121</sup>) entraînant le mal moral source de l'injustice économique (il faudra un siècle encore avant que la pensée économique révolutionnaire sorte du cercle vicieux moralisant), la tâche à laquelle les moralistes réformateurs sociaux se trouvent affrontés est, toujours selon Morelly, de "trouver une situation dans laquelle il soit presque impossible que l'homme soit dépravé, ou méchant, ou, du moins, minima de malis [le moins possible]".<sup>122</sup>

117 ROUSSEAU, *Discours*, p. 164. RESTIF, *L'Andrographe* (1782), attribue à Rousseau en épigraphe de son livre cette formule, dérivée de la précédente : "Maudit soit Celui, qui le premier entourant un champ d'un fossé, dit, Ce champ est à moi !"

118 Cf. par exemple MARÉCHAL, *Manifeste des Egaux* (document 5A), ou encore GOSSELIN (1787) qui hésite d'ailleurs entre la loi agraire qu'il n'ose proposer (p. 23) et le système communautaire qui l'effraye (p. 35).

119 Cité d'après le *Le Tribun du peuple*, vol. 2, n° 37, p. 133.

120 *Le Tribun du peuple*, vol. 2, n° 37, p. 134-135.

121 ROUSSEAU, *Discours*, p. 171 : "Pour le Poëte, c'est l'or et l'argent, mais pour le Philosophe ce sont le fer et le bled qui ont civilisé les hommes, et perdu le Genre-humain."

122 MORELLY, *Code*, p. 40. La formule est reprise de mémoire par BABEUF, *Réponse à une lettre signée M. V.*, in BUONARROTI, vol. 2, p. 149 : "Dans ce plan [de com-

C'est là un écho laïcisé, lointain dans le temps mais direct si on considère la formation théologique de la plupart des utopistes et réformateurs sociaux de cette époque, des condamnations sans ambiguïté de la propriété privée formulées par les pères de l'Église du IV<sup>e</sup> siècle en particulier. Pour ne citer qu'un exemple, saint Ambroise écrit :

La terre a été créée pour être commune à tous, riches et pauvres. Pourquoi, riches, vous arrosez-vous le droit de propriété ? La nature ne reconnaît pas de riches. [...] La terre ayant été donnée en commun à tous les hommes, personne ne peut se dire propriétaire que de la portion qui suffit à ses besoins parmi les choses qu'il a ravies au fonds commun, et qu'il n'a obtenus que par la violence. [...] La nature fournit en commun tous les biens à tous les hommes. Dieu a créé toutes choses afin que la jouissance en fût commune à tous, et que la terre devint la possession commune de tous. La nature a donc engendré le droit de communauté ; c'est l'usurpation qui a fait la propriété privée.<sup>123</sup>

Les frères moraves – hérétiques – ne raisonnent pas autrement.

Pour le dire brièvement, du curé Meslier à dom Deschamps, de Morelly à Sylvain Maréchal, de Restif à Babeuf, tous estiment que la communauté des biens, des travaux et des jouissances représente cette situation optimale qui permettra de faire disparaître à jamais jalousie, envie, concurrence, inégalité, etc. Ainsi Babeuf écrit-il en décembre 1795 à Antonelle qui objectait le danger de guerre civile lors de l'établissement de la communauté des biens :

La guerre civile ! Je te demanderois s'il en est une plus horrible que celle qui existe perpétuellement depuis l'établissement de la propriété, par le moyen de laquelle chaque famille est une république à part, qui, par la crainte d'être dépouillée, et l'inquiétude constante de manquer elle ou les siens, conspire sans cesse pour dépouiller les autres. Diderot [i.e. Morelly] que tu te complais à citer, dit précisément dans son ouvrage du *Code de la Nature* [...] que "l'esprit de propriété et d'intérêt dispose chaque individu à immoler à son bonheur l'espèce entière. [...] En privant la moitié des hommes des biens de la nature, ces prétendus sages que notre imbécillité admire, ont ouvert la porte à tous les crimes." [...] Diderot [Morelly] étoit un peu plus consolant que toi : "Il ne s'agiroit, dit-il, que de parvenir à faire bien entendre à la majorité lésée, que cet ordre entretiendroit parmi nous une réciprocité de secours si parfaite, que jamais aucun ne pourroit manquer, non seulement du nécessaire et de l'utile, mais même de l'agréable." Ce qui se rencontre positivement avec ce que j'ai dit ; qu'il ne faudroit que pouvoir convaincre la masse dépouillée, comme tu parois être convaincu toi-même, que l'état de communauté est le seul bon, le seul juste, le seul conforme aux purs sentimens de la nature [...], celui hors duquel il ne peut exister de sociétés paisibles et vraiment heureuses.<sup>124</sup>

munauté] on trouvera la solution du problème : Trouver un Etat où chaque individu, avec la moindre peine, puisse jouir de la vie la plus commode."

123 Cité d'après la traduction de Constantin Pecqueur, qui présente un certain nombre d'extraits empruntés à saint Clément, saint Jérôme, saint Grégoire de Nysse, saint Basile, saint Jean Chrysostome, saint Augustin, saint Grégoire le Grand, in *Le Salut du peuple*, 10 février 1850, n° 3, p. 23-24.

124 BABEUF, *Pages choisies*, p. 288-289.

Même des réformateurs très prudents tels Gosselin ou Brissot en viennent à des formulations verbales extrêmes sur le droit de propriété ; ainsi Brissot, s'adressant à l'homme propriétaire, déclare-t-il : "tout prouve ta tyrannie, & rien ta propriété", cette dernière étant qualifiée de "délit", de "spoliation",<sup>125</sup> etc. Le titre même de l'opuscule de Brissot, *Recherches philosophiques sur la propriété et le vol* (1780), induisait que "la propriété, c'est le vol", selon la formule que Proudhon,<sup>126</sup> soixante ans plus tard, voudra neuve et fracassante et qui, sous une forme ou sous une autre, se rencontre des pères de l'Église du IV<sup>e</sup> siècle aux athées Morelly ou Babeuf à la fin du XVIII<sup>e</sup>. On notera cependant que ni Brissot, ni Gosselin, ni Proudhon ne proposent l'abolition de la propriété privée ou l'établissement de la communauté des biens, ce à quoi travaillent de manière soit utopique soit révolutionnaire Morelly ou Babeuf par exemple.

## Les utopies communautaires

Dans la mesure où certains de ces réformateurs sont soucieux de montrer la possibilité de réalisation de leur projet, ils ont recours dans leur démonstration à des modèles préexistants. Le régime de communauté jadis encore serve de Franche-Comté comme les Jault du Jura, celui des Pinon d'Auvergne, le régime de communauté par nécessité économique des paysans misérables ou sortant à peine de la misère,<sup>127</sup> ou encore celui des premiers chrétiens, des frères moraves ou des Indiens du Paraguay leur semblent offrir deux garanties fondamentales, à caractère moral et économique à la fois : l'égalité et la fraternité. Il n'y faut ajouter que la liberté qu'on va chercher soit dans l'Antiquité, soit dans la peinture ordinairement idyllique des communautés primitives des bons sauvages de Tahiti, des Alibamons d'Amérique du Nord ou des Othomacos des bords de l'Orénoque qui ont toute la faveur de Restif dans le dernier quart du siècle. Les exemples abondent, de la république de Sparte à celle de Rome, de Lycurgue aux Gracques, utilisés dans la littérature comme machines de guerre contre la monarchie et la féodalité, que ce soit dans l'*Encyclopédie* ou dans les drames "in tyrannos" de la période prérévolutionnaire ; ou encore les emprunts au langage et au costume antiques pendant la Révolution : bonnet phrygien, changement de prénom (François-Noël devenant Gracchus Babeuf, Tribun du peuple), etc. De même sont légion depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle les récits de voyages extra-européens – réels ou fictifs – utilisés à des fins de critique sociale et proposant une nouvelle organisation de la société ; parmi ceux qui eurent non seulement un succès de librairie immédiat et retentissant, mais aussi qui inci-

125 BRISSOT, p. 289, 329, 334.

126 P.-J. PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), p. 1 ; (1966), p. 57.

127 Cf. ce que dit LE ROY LADURIE, p. 215 et 235, des "suintiers", ces petits paysans qui s'associaient par familles pour former une charrue de deux ou trois chevaux, chacune d'entre elles étant incapable de constituer une unité de travail agricole rentable.

tèrent à une réflexion philosophique et sociale, qu'il suffise de citer le *Voyage autour du monde* de Bougainville.<sup>128</sup> Parmi les fictions, il faut évidemment relever celle du bon et libre sauvage émise par Rousseau dans le *Discours sur l'inégalité* et qui sous-tend tout le *Contrat social* : "L'HOMME est né libre, et par-tout il est dans les fers."<sup>129</sup> Enfin, c'est à la frontière des récits de voyage et de l'imaginaire rousseauiste que se situe le Tahiti des philosophes, ce Tahiti où Diderot présente son *Supplément au Voyage de Bougainville*, ce même Tahiti dont Andreas Riedel et Franz Hebenstreit débattent vingt ans plus tard à Vienne à propos de l'homme naturel, du meilleur système social et de la communauté des biens.<sup>130</sup>

Il est sans doute vrai, comme le dit Henri Lefebvre, que certaines de ces utopies communautaires sont plus tournées vers le passé que vers l'avenir et qu'elles sont au sens propre "réactionnaires".<sup>131</sup> Cela serait sans doute le cas pour celles de Restif avant 1780 : je pense principalement à la communauté du Bourg d'Oudun,<sup>132</sup> dont Le Roy Ladurie dit qu'elle

constitue en beaucoup plus austère la Thélème de Nicolas, [et] n'est en fait qu'une pérennisation de la famille du Patriarche [Edmé Restif, le père de Nicolas], élargie à l'espace de son expansion démographique ; et congelée pour l'éternité sur le modèle des frêches de l'Auvergne et du Morvan.<sup>133</sup>

Cela est également le cas pour les constructions utopiques de Victor d'Hupay après la même date : son premier projet, de 1776 ou 1779, a encore un réel aspect communautaire qui fait défaut par la suite à ses fantaisies d'éducation et de mariage complexes publiées pendant la Révolution et l'Empire.<sup>134</sup> Encore ne faut-il pas confondre utopies communautaires qui visent une nouvelle société, pour lesquelles le plus souvent "l'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, [mais] au devant, [...] dans la perfection de l'ordre social",<sup>135</sup> et robinsonnades individuelles qui tournent le dos à la société.<sup>136</sup> Les auteurs d'utopies communautaires tournées

128 BOUGAINVILLE, *Voyage autour du monde*, Paris 1771, aussitôt traduit en allemand : *Reise um die Welt*, Leipzig 1772.

129 ROUSSEAU, *Du contrat*, p. 351. Sur cette littérature cf. RIHS, p. 331-369.

130 Cf. KÖRNER, *Wiener Jakobiner*, p. 124.

131 LEFEBVRE, *Diderot*, p. 20.

132 RESTIF, *Le Paysan perverti*, vol. 4, p. 192-208.

133 LE ROY LADURIE, p. 241.

134 Cf. l'introduction au document 2.

135 SAINT-SIMON, *De la réorganisation de la société européenne* (1814), in *Œuvres*, vol. 1, première pagination, p. 247-248. La formule, légèrement modifiée, sert d'exergue au premier organe des saint-simoniens, *Le Producteur* (1825-1826).

136 Cf. SCHRÖDER, "Utopischer Sozialismus", p. 27 : "Da es nicht nur kommunistische Utopien gibt, sondern sich die Schilderung utopischer Idealzustände auch als ein geeignetes ideologisches Kampfmittel der aufstrebenden Bourgeoisie erweisen, müssen die kommunistischen Utopien von den bürgerlichen Robinsonaden unterschieden werden. Der Unterschied zwischen der kommunistischen Utopie und der bürgerlichen Robinsonade besteht darin, daß in der Utopie das Glück des einzelnen in einem harmonischen Kollektiv seine Erfüllung findet, während in der Robinsonade

vers l'avenir – qu'il suffise de rappeler Restif dans *Le Plus Fort des Pamphlets* qui prend prétexte des Alibamons, Othomacos et autres étranges "sauvages" pour proposer la transformation des Etats généraux en Assemblée nationale assortie du suffrage universel – ont recours à l'exemple des communautés préexistantes au sein du monde féodal dans un but polémique d'une part, pour prouver "à ceux qui [les] accusent ou seulement [les] plaignent de vouloir l'impossible"<sup>137</sup> que la communauté des biens est justement possible dans le présent et le futur parce qu'elle a déjà existé dans le passé ; d'autre part ces exemples, qui inscrivent leur propre projet dans une histoire, donnent à ces auteurs les racines indispensables à toute entreprise humaine, à toute conscience comme à toute culture : une origine et une identité.

### Communiste chez d'Hupay et Restif

C'est dans ce contexte, et par rapport aux utopies de ses prédécesseurs, que dans une lettre non datée adressée à Restif et publiée par ce dernier en 1785 lors de la réédition de ses *Contemporaines*, Joseph-Alexandre-Victor d'Hupay (à moins que ce ne soit Restif lui-même retouchant la lettre de son correspondant) détourne le terme "communiste" de sa signification communale et l'utilise pour la première fois en français en un sens étranger à l'économie rurale, à savoir partisan de la communauté des biens et de l'éducation communautaire.<sup>138</sup> Non que d'Hupay, paradoxalement, ait été partisan de la communauté des biens, loin de là. Il semble bien que le vocable "communiste" l'ait trahi au moment même où il lui forgeait un sens nouveau, si c'est bien lui qui en est responsable. En effet le seul but poursuivi alors par d'Hupay est d'ordre éducatif, éventuellement sexuel, et la communauté qu'il préconise, par groupes de six couples libres, comme il prétend l'avoir organisée dans sa "Maison champêtre", ne va pas jusqu'à la confusion des fortunes.<sup>139</sup> Il l'indique d'ailleurs dans sa lettre à Restif et y revient dans un texte postérieur :

[...] ce qui donnerait les avantages & les agréments de la vie commune sans l'apathie de la communauté des biens, & les charmes de l'intimité sans les désagréments de la dépendance d'une famille : le bonheur en un mot d'être libre.<sup>140</sup>

das isolierte Individuum durch 'ein phantastisches Arrangement' zur Entwicklung seiner gesellschaftlichen Fähigkeiten gelangt."

137 Cf. document 11A. C'est à partir d'un raisonnement similaire qu'Engels rédige en 1844 un article sur "les colonies communistes" aux Etats-Unis, dont il est loin de partager l'idéologie religieuse (cf. ENGELS, "Beschreibung").

138 Document 2 et introduction à ce document. L'original de la lettre de D'Hupay ayant disparu, il est vain de chercher à savoir si c'est ce dernier qui a effectué le transfert de sens de *communiste* (et à partir de quel emploi antérieur ?) ou si Restif, de lui-même et/ou par contamination du latin *communista* appliqué aux frères moraves, est l'auteur du sens nouveau.

139 Cf. D'HUPAY, *Règlement et Maison*, p. 66-75.

140 D'HUPAY, *Au citoyen Quinette*, p. 8 en note.

Et si "commun", "communauté", "communauté des biens" reviennent fréquemment dans ses brochures,<sup>141</sup> l'emploi de "communiste" est, autant qu'on en puisse juger, un cas unique ; le terme n'a d'ailleurs tout son sens et son importance que dans l'œuvre de Restif où on le trouve imprimé. Mais ce détournement de sens de "communiste" (plus ou moins involontaire s'il est le fait de D'Hupay) était riche d'avenir, à considérer le développement que lui donnera Restif lui-même et la reprise qui en sera faite à partir de 1839-1840 par les néo-babouvistes ; si on considère aussi que le Viennois Andreas Riedel, alors en Toscane, tient peut-être de ce texte la notion de "Kommunismus" qu'il utilisera en 1794.<sup>142</sup>

<sup>141</sup> Dans son étude sur la pensée communautaire et révolutionnaire, BILLINGTON, p. 534, note 194, en référence à une citation de la *Maison de réunion* de D'Hupay (1779), affirme un peu légèrement : "This is the earliest use of the phrase *communauté des biens*", formule en usage depuis le XIV<sup>e</sup> siècle !

<sup>142</sup> Document 4.

## Chapitre II

### De l'utopie communautaire à la révolution sans-culotte

#### L'événement révolutionnaire

Entre le rêve utopique, la réflexion philosophique sur la communauté, les essais de communauté économique à base religieuse ou de communauté éducative à base philosophique et la lutte politique pour la réalisation de la communauté des biens par "l'égalité réelle" à Vienne chez les jacobins autrichiens ou de façon plus concrète à Paris par la Commune ou la conjuration babouviste<sup>143</sup> – lutte avortée sans doute mais riche d'avenir – l'événement décisif est naturellement la Révolution, ouverte en 1789 par le premier soulèvement populaire du 14 juillet.

Il y a loin désormais du *Code de la nature* de Morelly au pamphlet de Maréchal, *Dame Nature à la barre de l'Assemblée nationale*, même s'il s'agit en 1755 comme en 1791 de la même "nature", athée, libertaire et communautaire, celle-là qu'invoquent encore Babeuf et Restif en 1796-1797 : il y a justement, entre ces deux prosopopées de la nature, l'existence politique d'une Assemblée nationale issue de la Révolution, celle-ci n'étant elle-même, entre autres, qu'une conséquence tangible de l'idée philosophique de Nature. Cette notion de nature, en effet, particulièrement ambiguë en général, est employée au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle dans trois grandes acceptions et fonctions différentes. La première est toute de combat contre les religions révélées, le christianisme en particulier, et tend à justifier un humanisme dégagé des liens de la morale religieuse. La seconde acception, de caractère rousseauiste, sert à fonder l'égalité des droits et des besoins entre les hommes et n'est autre que la notion laïcisée de la création (au lieu de "Dieu créa les hommes à son image, il les créa tous égaux", on a la nouvelle formule "La Nature

<sup>143</sup> Dès janvier 1795 Babeuf, évoquant pour lui-même la possibilité de finir sur l'échafaud dans sa lutte contre la Convention thermidorienne, concluait ainsi le numéro 30 de son journal : "[...] & le souvenir des circonstances de ma mort suffirait, quand même la liberté viendrait à être ancantie, pour la réveiller dans tous les temps, & pour la ressusciter." (*Le Tribun*, vol. 1, p. 310).

a créé tous les hommes égaux"). La troisième enfin, purement matérielle, sert à désigner les matériaux et les produits fournis "naturellement" à l'homme par la nature extérieure, et rejoint les deux premières dans leur visée philosophique et politique. Même si cette notion a rapidement eu tendance, sous le nom de droit naturel, de dons naturels, etc., à justifier comme "naturelle" toute situation de fait dans une société donnée, elle est alors encore fortement destructrice et on comprend que de Morelly à Babeuf et aux néo-babouvistes, les utopistes et les révolutionnaires y aient eu recours, l'employant comme arme philosophique, puis politique, parfois les deux à la fois.<sup>144</sup>

Comme aussi il y a loin des "Statuts du Bourg d'Oudun" de Restif en 1776 au "Projet de communauté générale du genre-humain" du même Restif en 1797 car, s'il avait donné jadis à réfléchir sur la communauté à des hommes comme Maréchal ou Babeuf, ces derniers le lui ont bien rendu : s'il ressort en effet des mémoires de Restif qu'il était lié de longue date avec Maréchal<sup>145</sup> et si ce dernier tenait en haute estime les ouvrages de Restif à tendance sociale bien avant la Révolution – il en recommandait la lecture autant à ses correspondants qu'aux lecteurs de son ouvrage monumental des *Antiquités d'Herculanum* –<sup>146</sup>, on est frappé, à lire les derniers livres de *Monsieur-Nicolas*, de la similitude de leur structure avec *Le Tribun du peuple* de Babeuf ; dans l'un comme dans l'autre alternent revue des événements révolutionnaires et prises de position théoriques à valeur de manifeste, souvent proches, voire identiques. Un connaisseur subtil de cette fin de siècle écrit :<sup>147</sup>

Dépassant Rousseau, Bernardin et Laslos, Rétif, que la Révolution épouvante et enthousiasme à la fois, Rétif, monarchiste sous l'Ancien Régime, se rallie, quinze ans plus tard, à Babeuf et préconise le système communiste.

Comme il y a loin aussi du "Modèle de législation conforme aux intentions de la Nature",<sup>148</sup> par lequel Morelly clôt le *Code*, au "Projet de décret de police" et au "Projet de décret économique" rédigés par Babeuf et Buonarroti en 1796, avec lesquels ce dernier conclut la *Conspiration pour l'Égalité*,<sup>149</sup> même si l'inspiration, et parfois la disposition, en sont identiques. Morelly fait encore précéder son "Modèle de législation" d'un avant-propos dans lequel il le qualifie de hors-d'œuvre, "puisque'il n'est malheureusement que trop vrai qu'il serait comme impossible, de

144 Cf. documents 6 à 8. On ne saurait trop insister sur l'importance de l'anonyme Morelly dans la formation de la pensée communautaire tant de Restif que de Hebenstreit, Riedel, Buonarroti, Babeuf (cf. COE), etc. C'est lui qu'ils nomment "LE philosophe" ou "Diderot" ou "Mably" (cf. *Le Tribun*, vol. 2, p. 105, 170).

145 Cf. RESTIF, *Mes inscriptions*, p. 81, 123, 309 ; ces mémoires de Restif couvrent la période pré-révolutionnaire de 1780 à 1789.

146 Cf. DOMMANGET, *Sylvain Maréchal*, p. 135, 147 (note 36), 447.

147 TRAHARD, vol. 4, p. 39. Pour la justesse du jugement on se reportera ci-dessous à l'analyse du plébéianisme de Babeuf et du communisme de Restif.

148 MORELLY, *Code*, p. 127-155.

149 BUONARROTI, vol. 2, p. 201-214.

nos jours, de former une pareille république".<sup>150</sup> Buonarroti et Babeuf par contre rédigent des "Projets" destinés à être mis en application au lendemain d'une insurrection sans-culotte victorieuse qu'ils préparent activement, et cela au terme de six années de participation à la Révolution et de réflexion sur celle-ci.

Il s'est produit entre-temps un phénomène nouveau : la mort théorique de la façon ancienne d'être "communiste" et la naissance virtuelle d'une nouvelle manière de l'être dans les revendications sociales des sans-culottes de l'an II auxquelles donnent voix des hommes tels Hébert, Roux, Riedel, Babeuf ou Restif. On peut dater ce phénomène de 1790 à 1793, c'est-à-dire de la période qui va de l'abolition du droit de main-morte à la promulgation de la loi sur le maximum : débats du printemps 1792 sur le partage des biens communaux à l'Assemblée législative, décrets d'application du printemps 1793 et débats sur les biens séquestrés des émigrés et du clergé, déclarés biens nationaux.<sup>151</sup>

## Les biens communaux

L'enjeu initial était d'attacher le monde paysan, en particulier les plus pauvres, à la Révolution en les faisant accéder à la propriété ; le résultat en fut principalement une spéculation sans précédent et la constitution de fortunes scandaleuses au prix de la misère accrue des plus pauvres. Quelles étaient les solutions possibles ? L'exploitation en commun, le partage gratuit ou la vente onéreuse. La première solution fut rejetée comme "barbare", contraire à la liberté et économiquement rétrograde ;<sup>152</sup> la seconde avait un relent de "loi agraire"<sup>153</sup> mais, assortie de fortes restrictions qui lui enlevaient ce haut goût, elle fut décidée en principe et appliquée à une partie des communaux sous la Terreur ;<sup>154</sup> la troisième enfin fut appliquée en grand après Thermidor. L'argumentation de la bourgeoisie triomphante qui veut acheter de la terre, souvent obscurcie de raisons qui ne servent qu'à cacher les véritables, est particulièrement apparente dans une brochure de Charles Danthon, député de l'Isère, publiée en 1792. La difficulté principale sur le plan social, et par

150 MORELLY, *Code*, p. 127.

151 Cf. BOURGIN, *Le Partage*, qui rassemble les documents préparatoires, les comptes rendus de débats (dans la mesure où ils ont été conservés) et les textes officiels concernant le partage des biens nationaux.

152 Cf. DANTHON, *Opinion*, au document 1D.

153 Le partage radical des biens fonciers, dit *loi agraire* ou *système agraire*, est un des thèmes majeurs de la Révolution, que ce soit sous forme de promesses d'attribution de terres aux volontaires de 1792, voire aux soldats de Bonaparte en 1797, ou sous forme du décret de mars 1793 qui prévoyait la peine de mort pour quiconque proposerait la loi agraire.

154 Le décret d'application, du 10 juin 1793, est pris sous la pression de la journée révolutionnaire du 31 mai.

conséquent sur le plan de la décision politique, était de masquer la double injustice faite aux habitants pauvres (les sans-culottes ruraux) en leur retirant avec l'usage des communaux une source souvent indispensable de subsistance autre que leurs bras et en les excluant du partage qui allait devenir vente, à laquelle ils ne pourraient prendre part. La difficulté est résolue en déclarant tous les habitants des communes rurales, les "communistes", égaux en droit :

Un communiste ne peut aliéner sa jouissance, ni la louer, ni l'hypothéquer ; il l'étend autant que ses besoins le commandent, ou que ses facultés le permettent. [...] L'inégalité qui règne entre les facultés des communistes, n'en règle pas la mesure, puisque le domicilié le plus pauvre l'exerce ou peut l'exercer avec autant d'étendue que le plus riche propriétaire.<sup>155</sup>

Sur le plan juridique, et en ce qui concerne les communaux seulement, la difficulté consistait à tourner leur caractère inaliénable ; Danthon y parvient par une double distinction boiteuse entre le droit des communes et le droit d'usage d'une part, entre le partage gratuit (réputé aliénation injuste) et la vente (censée fournir à la commune la contrepartie du sol aliéné) de l'autre :

Les communes ne peuvent ni aliéner, ni affermer leurs domaines indivis [...] ; elles ont été assimilées aux gens de main-morte, et leur jouissance est bien restreinte encore par la manière d'en user ;<sup>156</sup> [cependant] gardons-nous [...] de confondre le droit des communes à la propriété de leurs domaines indivis, et le droit d'usage exercé par les communistes ; de convertir l'un dans l'autre, et d'aliéner un fonds de subsistance inaliénable par une concession gratuite, par un partage injuste, inconséquent et désastreux, dans quelque proportion qu'on l'effectue.<sup>157</sup>

Vient alors la proposition concrète :

Que faut-il donc faire de ces domaines immenses ? Faut-il les laisser encore sous le régime destructeur qui les a si complètement dégradés ? faut-il souffrir que cette précieuse propriété qui, si elle étoit mise en valeur, pourroit nourrir des millions d'hommes, soit abandonnée aux déprédations des communistes, qui, actifs, industriels sur leurs propriétés particulières, usent de ces biens communs comme des barbares ? Non, il faut en disposer avec sagesse, avec justice ; il faut [...] les vendre, [...] en appliquer le prix à des entreprises, à des établissements utiles aux communes où ils sont situés, à fournir du travail et des salaires à ceux des usagers qui ne manquent si souvent de pain que parce qu'ils n'ont pas toujours de l'ouvrage.<sup>158</sup>

On voit là, sous couvert de la devise "Liberté-Egalité", se créer le nouveau droit de propriété correspondant à un nouveau type de société, et mieux adapté que l'ancien

155 DANTHON, *Opinion*, p. 9 et 10 (in BOURGIN, *Le Partage*, p. 379). A cette façon de raisonner, le Conventionnel Harmand (de la Meuse) répliquait le 26 avril 1793 : "On a beau dire que le pauvre jouit, comme le riche, d'une égalité commune aux yeux de la loi, ce n'est là qu'une séduction politique." (cité d'après *Le Tribun du peuple*, vol. 2, n° 35, p. 95).

156 DANTHON, p. 9 (BOURGIN, p. 379).

157 DANTHON, p. 13 (BOURGIN, p. 381-382).

158 DANTHON, p. 22 (BOURGIN, p. 387). Sur la question des "barbares" entre 1789 et 1848 cf. MICHEL, *Un mythe*.

à exploiter les "barbares" que lègue la société féodale comme ceux que crée la société bourgeoise.

### Loi sur le maximum. Communautiste. Kommunismus

Cependant la guerre contre l'étranger et dans l'Ouest ainsi que la pénurie des denrées obligent la Convention à instaurer, à partir du printemps 1793, la dictature d'un gouvernement révolutionnaire et de décréter un certain nombre de lois restrictives du droit de propriété, englobées dans la langue courante sous le nom générique de "maximum" (première loi sur le maximum, 4 mai ; sur l'accaparement, 27 juillet ; emprunt forcé d'un milliard sur les riches, 3 septembre ; maximum général, 29 septembre ; commission des subsistances, 22 octobre). Ces mesures donnent espoir à des hommes aussi divers que le Genevois Grenus, le Picard Babeuf ou les Viennois Riedel et Hebenstreit de l'emporter dans la lutte contre les partisans de la nouvelle propriété bourgeoise et de parvenir à un état de communauté des biens par la poursuite de la Révolution jusqu'à son achèvement, qu'ils situent dans la satisfaction de tous les besoins de la partie la plus nombreuse et la plus défavorisée du peuple, les "sans-culottes".<sup>159</sup> Tandis que Jacques Grenus pense (ou que ses relations du moment pensent pour lui) que "les principes [révolutionnaires] & le *Maximum* nous mènent à la communauté, qui est peut-être le seul moyen conservateur du Republicanisme",<sup>160</sup> Babeuf, qui avait été tenté au début de la Révolution par la loi agraire, songe à organiser une "Société de l'Egalité parfaite" ou encore un "Club des Egaux et des Communautistes" pour lequel, de toute évidence, il donne à l'adjectif substantivé "égal" un sens nouveau, un "Egal" étant un sans-culotte partisan de la communauté des biens ; et il crée le terme de "communautiste" pour désigner ces mêmes partisans de la communauté, terme qu'il ne reprendra pas par la suite, tandis qu'il diffusera largement "Egal/Egaux" quelques années plus tard dans *Le Tribun du peuple*.<sup>161</sup>

159 Les termes de *sans-culotte* et de *sans-culottisme* sont attestés à partir du printemps 1793. *Sans-culotte* apparaît en avril : "c'est quand le parti montagnard eut triomphé qu'en général les républicains ardents, militants, s'intitulèrent 'sans-culottes'." (Aulard, cité in BRUNOT, IX/2, p. 715). Pétion en rend ainsi compte à la Convention : "Il faut bien se servir d'un terme intelligible, car en parlant de *sans-culottes*, on n'entend pas tous les citoyens [...], mais on entend les hommes qui n'ont pas, pour les distinguer de ceux qui ont." (*ibidem*, p. 716). La notion de *sans-culottisme* suit bientôt : par exemple dans le rapport de Rousseville à la Convention, le 18 septembre 1793, dans lequel il est question de "ceux qui n'ont pas un bon certificat de sans-culottisme" (*ibidem*, p. 717).

160 Document 3B ; sur les variations politiques de Grenus, cf. l'introduction à ce document.

161 Sur ces vocables et les circonstances de leur emploi cf. les introductions aux documents 3A et 5A.

Andreas Riedel de son côté, réformateur social, pédagogue et conseiller de l'empereur Léopold II (1790-1792), devenu jacobin et théoricien convaincu de la révolution sans-culotte en compagnie du lieutenant Franz Hebenstreit et de quelques autres, avec lesquels il suivait attentivement depuis Vienne le déroulement des événements révolutionnaires en France, utilise en 1794, au cours de l'interrogatoire que lui fait subir un juge d'instruction, les formules de "Hebenstreitische Theorie", "Hebenstreitismus" et "Kommunismus" pour désigner la théorie de la communauté des biens.<sup>162</sup> La création du terme "Kommunismus" par Riedel en pleine réaction antijacobine à Vienne près d'un demi-siècle avant sa (re)création sur le modèle français en 1841, fait d'ailleurs problème : comment en effet Riedel fut-il amené à employer le terme nouveau "Kommunismus" qui recouvre une notion qui lui vient sans doute des théoriciens français de la communauté, à une date où ceux-ci, pour autant qu'on le sache, n'ont pas encore créé le vocable "communisme" ? Bien que ce dernier ne soit attesté pour la première fois qu'en 1797 dans *Monsieur-Nicolas*, il reste possible que "communisme" ait été créé et utilisé quelques années auparavant en français et que Riedel en ait été informé soit par ses lectures soit par des connaissances revenues de Paris. D'une part, nul ne peut prétendre avoir lu toute la production de feuilles volantes ou d'ouvrages publiés pendant la Révolution et qui peuvent comporter le terme : on notera par exemple que la création de "communautiste" par Babeuf, restée ignorée jusqu'ici, n'est connue qu'au hasard de la conservation d'une feuille de brouillon. D'autre part, le cas de Mesmer (avec qui Riedel était lié) rentrant de Paris à Vienne en 1791 suffit à attester l'existence d'un canal de transmission orale des faits et du langage révolutionnaires français quasi impossible à cerner désormais. Ainsi que me l'écrivait Wolfgang Schieder au terme d'une discussion tenue à Trèves et poursuivie par correspondance : "Je continue à penser que Riedel n'a pas inventé le terme. Il doit simplement l'avoir déjà entendu ou lu quelque part, et pour cela il ne reste que Paris."<sup>163</sup>

Cependant l'hypothèse de la création de "Kommunismus" – demeuré lettre morte d'ailleurs jusqu'à ce que Körner l'exhume il y a quelques années seulement – par le cosmopolite polyglotte qu'était Riedel n'est pas à écarter : ce fin lettré et néologue conscient, qui adapte immédiatement à l'allemand les termes de "sans-culotte" et de "sans-culottisme", qui parle de "Sansculottismus" tout au long de ses interrogatoires de 1794, et ne recule pas devant la création de "Hebenstreitismus", peut avoir créé "Kommunismus" à partir de la racine "communis" et de la donnée latine ou française préexistante de "communista" ou "communiste", pour qualifier d'un terme adéquat la notion abstraite du système de la communauté des biens.<sup>164</sup> C'est ce que fera Restif en français lorsqu'il aura besoin d'un mot destiné à désigner

<sup>162</sup> Sur Riedel et Hebenstreit ainsi que sur l'emploi des termes ci-dessus cf. document 4 et l'introduction à ce document.

<sup>163</sup> "Ich nehme aber weiterhin nicht an, daß Andreas Riedel den Begriff selbst geprägt hat. Er muß ihn einfach schon irgendwo gehört bzw. gelesen haben, und da bleibt nur Paris übrig." (lettre du 20 juillet 1977).

le mode de gouvernement correspondant au système de la communauté ("communisme") ou à l'absence de gouvernement ("anarchisme"), etc. ; de même Babeuf, dans sa *Défense devant la Haute Cour*, crée-t-il "anarchisme" simultanément à Restif, pour qualifier le système de ceux qui veulent abattre le régime du Directoire et "grisélisme" (du nom du traître Grisel) pour qualifier le système d'infiltration, de mouchardage et de provocation des organisations démocratiques par la police.<sup>165</sup>

### Théorie révolutionnaire de la communauté

Quel est le contenu de cette théorie nouvelle aux racines anciennes qui prend ou à qui l'on donne dès 1793 le nom de "parfaite égalité" ou de "sans-culottisme", que Riedel nomme en 1794 de sa lointaine Vienne "Sansculottismus", "Hebenstreitismus" ou "Kommunismus", que Babeuf appelait encore "sans-culottisme" en 1793-1794, qu'il nomme "plébéianisme" à partir de novembre 1795 et Restif "communisme" un an plus tard ? Dans *Le Tribun du peuple* du 15 brumaire an IV (6 novembre 1795) Babeuf, remis en liberté après un nouveau séjour en prison, résume ainsi le résultat des réflexions échangées avec ses compagnons au cours de neuf à dix mois de détention sous la réaction thermidorienne.<sup>166</sup>

Ne nous dissimulons pas l'exacte vérité. Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la révolution Française ?

<sup>164</sup> Je dois signaler deux fausses pistes allemandes datant de 1792 ou 1793 les vocables qui nous intéressent ici. D'une part, Eduard BERNSTEIN (1901) donne des extraits d'une brochure de 1792, *Ueber den Menschen* [...], qu'il intitule "eine deutsche kommunistische Schrift". S'il est vrai que ce texte anonyme fait l'apologie de la communauté des biens, cela ne dépasse pas, du point de vue langagier, l'emploi de *Gemeinschaft*, *gemeinschaftlich*, *allgemeines Gut* ou *Aufhebung des Privateigentums*. Il existe d'autre part un texte non daté (approximativement de 1793) dans HÖLDERLIN, *Sämliche Werke*, vol. 3, Berlin 1943, Nachträge, p. 617-620, intitulé "Communismus der Geister", que Pigenot attribue à Hölderlin tandis que Hellingrath penche pour Schelling. Or le texte en question – une esquisse d'une demi-page suivie de deux pages rédigées, de la main de Hegel qui plus est ! (information de Jacques D'Hondt) et avec un titre d'une autre main – nous est parvenu dans les documents rassemblés par Christoph Schwab en 1845/1846 lors de la préparation de l'édition des œuvres de Hölderlin parue (1846), pour laquelle le passage n'a pas été retenu. La formule "Communismus der Geister" n'est pas dans le texte ; on est en droit de supposer que c'est Schwab lui-même qui a ainsi intitulé un fragment ne comportant pas de titre, à la place de "Communion der Geister" qui conviendrait mieux. A la suite de la publication de Pigenot ce texte a été traduit en français in LEONHARD, *Hölderlin*, Seghers (1963), p. 81. Les éditions critiques actuelles de Hölderlin, comme le nouveau volume de la collection Seghers, ne retiennent pas ce fragment, dont le titre à tout le moins ne peut être considéré comme authentique.

<sup>165</sup> Cf. ADVIELLE, vol. 2, p. 244, et 291 pour *grisélisme*.

<sup>166</sup> *Le Tribun*, vol. 2, n° 34, p. 11-14.

Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres.<sup>167</sup>

Voilà donc la grande question abordée. Suivons-en quelques-uns des développemens.

Quand les institutions mauvaises et abusives d'une nation ont produit l'effet que sa masse est ruinée, avilie, chargée de chaînes insupportables ; quand l'existence de la majorité est devenue tellement pénible qu'elle ne peut plus y tenir, c'est ordinairement alors qu'éclate une insurrection des opprimés contre les oppresseurs.<sup>168</sup> C'est la gêne qu'on éprouve dans cette position qui devient la cause pour laquelle on se meut, on s'ébranle, pour chercher à se mettre mieux. Il vient naturellement à l'esprit de réfléchir sur les droits primitifs des hommes. On les discute, on examine quels ils sont dans l'état naturel, quels ils doivent être au passage à l'état social. On reconnoît facilement que la nature a fait naître chaque homme égal en droits et en besoins avec tous ses frères ;<sup>169</sup> que cette égalité doit être imprescriptible et inattaquable ; que le sort de chaque individu ne doit éprouver aucune altération en arrivant à la sociabilité ; que les établissemens civils, loin de porter atteinte au bonheur commun, qui ne peut résulter que du maintien de cette égalité, ne doivent qu'en garantir l'inviolabilité.

Après avoir ainsi examiné ce qui doit être, on examine ce qui est.

On découvre que le plus grand nombre des associés<sup>170</sup> est dépouillé de ses droits et manque du nécessaire. On ne cherche pas long-temps pour apercevoir que ce que la plus saine, la plus laborieuse, la plus nombreuse portion du peuple a de moins que ce nécessaire, ne lui a point été refusé par la nature. Elle n'est jamais ingrate, elle n'est jamais en retard de pourvoir complètement à l'entretien de tous ses enfans... Ce n'est pas sa faute s'ils font entre eux une mauvaise répartition de ses dons ; ce n'est pas sa faute si les uns sont assez coupables, assez audacieux pour dépouiller, et les autres assez foibles et assez dupes pour se laisser dépouiller. On reconnoît donc clairement que ce qui manque au grand nombre, existe dans le *trop*, dans le superflu du petit nombre. Ce petit nombre forme donc dans l'état une caste d'accapareurs, d'usurpateurs. Les membres de cette caste vous disent que c'est légitimement qu'ils sont parvenus à dépouiller la majorité de leurs frères. Mais on a bientôt scruté que ce n'est qu'à l'aide d'horribles institutions consacrées par les gouvernemens. Alors se fait aussi le procès des gouvernemens.<sup>171</sup> On ne reconnoît entre eux et les patriciens-accapareurs que des complices. Sans doute on voit bientôt que le dépouillement de la multitude n'a pu être opéré que par le résultat combiné de lois institutives ; ce sont elles qui ont mis une poignée de la société à portée de

<sup>167</sup> Cf. note 197 ci-dessous.

<sup>168</sup> Babeuf néglige ou ignore ici le rôle de la bourgeoisie dans le processus révolutionnaire, pour ne considérer que la situation de la population flottante des grandes villes et des campagnes, c'est-à-dire la masse de manœuvre de la bourgeoisie dans les premières années de la Révolution.

<sup>169</sup> Ce passage résume bien les débats des Lumières puis de la Révolution sur l'égalité des droits de l'homme et du citoyen. BRUNOT, VI/1, p. 130, écrit à ce propos : "L'idée générale d'égalité donna lieu à des analyses nombreuses. On distinguait 'égalité naturelle', 'égalité légale', 'égalité sociale'. La première n'avait jamais fait contestation ; les autres devinrent l'objet de revendications sans fin."

<sup>170</sup> Sur le terme *associé* au sens de citoyen, membre de la société, cf. note 303.

<sup>171</sup> Après l'impératif moral de justice et après l'analyse économique, Babeuf passe à la critique politique.

tout envahir : mais ainsi elles ne forment qu'un affreux code de brigandage, elles ne légitiment point la possession des richesses communes entre les mains de la compagnie d'envahisseurs qui en dispose exclusivement.<sup>172</sup> Sans remonter aux sources, il suffiroit d'envisager les effets. Il est toujours certain, que lorsque la partie la plus utile d'une nation se trouve expropriée, cet état de choses n'a pu s'opérer que par une suite de combinaisons, dont la faculté d'application tire sa source des lois favorables à la cupidité et à l'ambition. Or, ces lois sont homicides : elles sont destructives du contrat social primitif qui a nécessairement garanti le maintien, perpétuellement inaltérable, de la suffisance des besoins de tous et de chaque associé. Donc, il faut revendiquer cette garantie du premier contrat. Il est deux choses contre lesquelles il faut se révolter, contre les lois qui ont consacré la violation du pacte originel, et contre les effets de la même violation.

Voilà, n'en doutons pas, l'analyse exacte du manifeste de guerre publié en France dès 1789. Voilà la déclaration solennelle des plébéiens aux patriciens, et le prologue sérieux de l'insurrection et de la révolution.

Cette guerre des plébéiens et des patriciens, ou des pauvres et des riches, n'existe pas seulement du moment où elle est déclarée. Elle est perpétuelle, elle commence dès que les institutions tendent à ce que les uns prennent tout et à ce qu'il ne reste rien aux autres ;<sup>173</sup> et tant que le manifeste n'est pas promuigué, le patriciat ne semble guère se mettre en garde contre la révolte plébéienne. [...] Mais quand le déclaratoire insurrectionnel est proclamé, alors la lutte s'engage vivement, et chacun des deux partis emploie tous ses moyens pour faire triompher le sien.

La plèbe met en réquisition toutes les vertus : la justice, la philanthropie, le désintéressement.

Le patriciat appelle à son secours tous les crimes : l'astuce, la duplicité, la perfidie, la cupidité, l'orgueil, l'ambition. [...]

Effectivement, si la somme des vertus excède dans les représentans celle de la corruption, la justice doit triompher. L'inverse a lieu si c'est la force du crime qui l'emporte sur celle de l'équité.

Appliquant ces réflexions à la révolution française, j'y trouve une parfaite analogie historique. Dans toutes les Déclarations des Droits, excepté dans celle de 1795,<sup>174</sup> on a débuté par consacrer cette première, cette plus importante maxime de justice éternelle : *Le but de la société est le bonheur commun*. On a ensuite consacré dans mille endroits, comme conséquence nécessaire, cet autre axiome : *Le but de la révolution, étant de ramener au but de la société, est également le bonheur commun*. On a marché à grands pas et à grands et rapides progrès vers ce but, jusqu'à une époque ; depuis, on a marché en sens rétrograde, on a marché contre le but de la société, contre le but de la révolution, pour le *malheur commun*, et pour le *bonheur* seulement du *petit nombre*. Précisons cette époque. Osons dire que la révolution,

<sup>172</sup> Ce sont ces *accapareurs* et *agioteurs* que dénoncent Babeuf, Maréchal (cf. documents 5A et 5B) et Restif (cf. documents 6 à 8).

<sup>173</sup> Babeuf précise ici la notion (nouvelle) de violence de fait, à la fois cachée et garantie par les institutions, et antérieure à l'explosion violente qu'est la révolte, le terrorisme ou la révolution.

<sup>174</sup> Il s'agit des préambules aux trois Constitutions de 1791, 1793 et 1795 dont la plus démocratique est celle de 1793 (in BUONARROTI, vol. 2, p. 47-70) et la moins celle de 1795 qui instituait au lieu du suffrage universel de 1793 un suffrage censitaire et rendait caduques les conquêtes populaires des années précédentes.



malgré tous les obstacles et toutes les oppositions, a avancé jusqu'au 9 Thermidor, et qu'elle a reculé depuis.<sup>175</sup>

Cette analyse de Babeuf, que j'ai tenu à citer longuement, me semble tout à fait propre non seulement à une meilleure compréhension de la conspiration babouviste elle-même, mais encore à définir la doctrine de la révolution (sans-culotte ou prolétarienne) dans la révolution (bourgeoise), qui s'ébauche au cours du phénomène plus vaste et indifférencié que représente trop souvent la "Révolution française" vue comme un bloc ; doctrine que diffuseront en particulier les néo-babouvistes et les blanquistes sous la monarchie de Juillet et qui inspirera encore Marx et Engels, puis Lénine qui la qualifiera de "démocratie révolutionnaire". Ce sans-culottisme, plébéianisme ou communisme repose sur trois bases : une première, morale (et religieuse ou plutôt antireligieuse), une seconde, économique et sociale, et une troisième, politique.

### Athéisme

Le principe fondamental de cette doctrine de la révolution, consacré à l'article premier de la Constitution de 1793, est le *bonheur commun*. L'article sert d'exergue au *Tribun du peuple* qui paraît à partir de la fin septembre 1794 ; deux semaines plus tôt Babeuf déclarait dans son *Journal de la liberté de la presse* qu'il était nécessaire de "changer en réalité la plus belle des maximes qui ne fut jusqu'ici qu'une illusion". Et l'année suivante, il lance le défi : "le bonheur commun ou la mort", auquel ses lecteurs du Var répondent : "Vive le bonheur commun et la République démocratique à venir." Enfin en février 1796 Maréchal écrivait : "C'est un beau crime que de conspirer pour le bonheur commun."<sup>176</sup> Formule qu'il faut entendre par bonheur commun *terrestre*, en opposition à l'hypothétique béatitude *céleste* promise par les représentants de la religion officielle, qui sont aussi les garants de l'oppression politique et économique.

*Hommes, soyez bienfaisants, Dieu le veut, Dieu l'ordonne.* Beau début, plaisante exhortation ! Apprenez-leur ce que c'est qu'être bienfaisant, les moyens d'y réussir, les avantages qui leur en reviennent ; laissez là l'idée de la divinité.

175 Du 9 thermidor an II (27 juillet 1794) date en effet l'arrêt du mouvement révolutionnaire, au profit des forces conservatrices qui triomphent avec le coup d'Etat de Bonaparte en brumaire (novembre 1799). Il faut signaler que Babeuf s'était montré violemment antirobespierriste jusqu'à son incarcération en pluviôse an III (début février 1795) et que son jugement s'est modifié du tout au tout au contact des robespierristes, en particulier de Buonarroti, emprisonnés en même temps que les babouvistes et qui l'ont convaincu que Robespierre était sur la voie menant au "bonheur commun" et à "l'égalité réelle" (cf. *Le Tribun*, vol. 2, p. 73-75, 136 : "hommes vertueux victimés aux jours horribles de Thermidor" ; p. 168, 226, etc.).

176 *Le Tribun*, vol. 1, *Journal*, n° 4, p. 2 ; *Journal*, n° 19, p. 1 ; *Le Tribun*, vol. 2, n° 38, p. 175 ; n° 39, p. 210 ; n° 40, p. 257.

C'est Morelly qui parle. Et faisant référence à ce passage, il prévoit dans son "Modèle de législation" que "toute métaphysique se réduira à ce qui a été précédemment dit de la divinité", ou encore qu'"il n'y aura absolument point d'autre philosophie morale que sur le plan et le système des lois".<sup>177</sup> Cette théorie d'une religion et d'une morale exclusivement sociales est à l'origine du culte de l'Être suprême instauré par la Convention mais aussi de l'athéisme militant de Maréchal et de Babeuf qui dit de lui-même avoir "l'entêtement des vieux incrédules dont les prêtres se plaignoient tant, parce qu'ils résistoient au dogme : soumetts ta foi" ; le même Babeuf qui, s'en prenant aux "charlatans politiques", les traite de "prêtres en républicanisme", et dont on possède au moins cette profession de foi :

[...] le républicain n'est pas l'homme de l'éternité, il est l'homme du temps ; son paradis est cette terre, il veut y jouir de la liberté, du bonheur, et en jouir durant qu'il y est, sans attendre, ou toutefois le moins possible.<sup>178</sup>

Cette théorie est aussi la source de la religion "naturelle" qui "repousse la superstition", telle que la prônent Restif dans son projet communiste de *Monsieur-Nicolas* et Hebenstreit dans *Homo hominibus*. Il s'agit là d'une religion sans dieu et d'une morale utilitaire, fondées sur l'égalité et la réciprocité, que professent aussi bien Robespierre que Babeuf.<sup>179</sup>

### Éducation et politique

Cette "morale démocratique" et cette religion sociale ont pour corollaire nécessaire une théorie de l'éducation – tout le XVIII<sup>e</sup> siècle est consciemment et passionnément pédagogue –<sup>180</sup> qui doit servir à former les citoyens, à combattre "l'anticivisme",<sup>181</sup> à faire sortir le peuple de son isolement, à le "moraliser"<sup>182</sup> afin qu'il comprenne, selon le mot de Saint-Just souvent cité par Babeuf, que "les malheureux sont les puissances de la terre, [qu'ils ont droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent]."<sup>183</sup>

177 MORELLY, *Code*, p. 124, 150.

178 *Le Tribun*, vol. 1, *Journal*, n° 4, p. 3, et n° 5, p. 2.

179 *Le Tribun*, vol. 2, n° 35, p. 93.

180 En ce qui concerne les problèmes éducatifs tels que les entend Restif, cf. documents 6 à 8. Pour les babouvistes, cf. DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 107-144 ; il note que "la Conjurat[i]on ralliait à elle des éducateurs éminents tels Valentin Haüy, le célèbre instituteur des aveugles [...] et Marc-Antoine Jullien, le fils du Conventionnel de la Drôme, ancien adjoint de la Commission exécutive de l'Instruction Publique en l'an II, qui devait se faire remarquer par tant d'ouvrages pédagogiques, notamment sur Pestalozzi et surtout par la vision saisissante qu'il donna en 1817 de la technique du travail international dans le domaine éducatif." (p. 108).

181 *Le Tribun*, vol. 1, n° 32, p. 328 en note.

182 Cf. *Le Tribun*, vol. 2, n° 36, p. 110, où il est question de la "démoralisation du peuple" par le gouvernement issu de Thermidor, et de la nécessité de le "remoraliser" (p. 112) politiquement.

183 *Le Tribun*, vol. 2, n° 35, p. 97.

L'instruction républicaine, écrit Babeuf, nous avait déjà avancés fort loin dans la connoissance des principes qui conservent la dignité du lien social. Mais cette instruction, par l'effet des corrompueurs que nous avons laissés prendre pied au milieu de nous, a rétrogradé de tout le chemin qu'elle avait franchi. Ils sont parvenus à pervertir entièrement la morale démocratique.<sup>184</sup>

Et il poursuit dans *Le Tribun* après sa sortie de prison :

[...] l'éducation est une monstruosité, lorsqu'elle est inégale, lorsqu'elle est le patrimoine exclusif d'une portion de l'association ; puisqu'alors elle devient, dans les mains de cette portion, un amas de machines, une provision d'armes de toutes sortes, à l'aide desquelles cette première portion combat contre l'autre qui est désarmée, parvient facilement en conséquence à la juguler, à la tromper, à la dépouiller, à l'asservir sous les plus honteuses chaînes.<sup>185</sup>

Jugement auquel fait écho et que justifie *a contrario* quarante ans plus tard l'ancien saint-simonien Michel Chevalier dans une page programmatique (depuis les dispositions prises en matière d'éducation par la Convention thermidorienne et Napoléon) de la bourgeoisie industrielle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles :

L'intérêt le plus immédiat de la bourgeoisie lui fait une loi de constituer pour elle-même l'enseignement industriel, en même temps que l'on organisera l'apprentissage sur de meilleures bases pour les classes ouvrières, y compris les paysans [...]. C'est pour la bourgeoisie une question de conservation ; il y va de son existence ; il s'agit pour elle d'être ou de n'être pas [...]. Dans notre siècle de révolutions, la bourgeoisie encourrait la déchéance, si elle ne s'assurait les moyens de diriger les masses populaires dans la vie réelle et pratique. Pour que les bourgeois conservent leur prééminence, il est indispensable qu'ils soient et demeurent de plus en plus les chefs des travaux de la classe la plus nombreuse. Pour qu'une classe maintienne sa supériorité politique et sociale, il faut qu'elle reste supérieure, c'est-à-dire qu'il faut qu'elle sache et puisse présider, et qu'elle préside de fait aux mouvements de la société, à ses actes, à ses œuvres.<sup>186</sup>

### Egalité réelle

Quant aux malheureux qui, selon Saint-Just et Babeuf, "ont droit de parler en maîtres", leur revendication fondamentale tient en ces mots : "égalité de fait" ou "égalité réelle"<sup>187</sup> et non pas seulement l'égalité de droit, qui est "injustice révoltante" et "séduction politique"<sup>188</sup> de la part des nantis. Cette égalité réelle, appelée "égalité absolue" par les adversaires qui veulent ainsi en souligner le caractère

<sup>184</sup> *Le Tribun*, vol. 1, *Journal*, n° 2, p. 3.

<sup>185</sup> *Le Tribun*, vol. 2, p. 104-105.

<sup>186</sup> CHEVALIER, *Des intérêts matériels*, p. 14. Sur cette question cf. l'analyse de "l'illuminisme" intellectuel faite en janvier 1832 par Louis-Auguste BLANQUI, *Le Procès des Quinze*, in *Textes choisis*, p. 75 (*Œuvres*, vol. 1, p. 79) ; et naturellement la brochure de Wilhelm LIEBKNECHT, *Wissen ist Macht* (1873), dont le titre réactualise la devise du *Poor Man's Guardian* (1831), "Knowledge is Power".

<sup>187</sup> Cf. par exemple *Le Tribun*, vol. 2, p. 55, 94, 97, 168, etc.

<sup>188</sup> *Le Tribun*, vol. 2, p. 94, 95.

irréalisable, Babeuf la nomme aussi, depuis 1793, "égalité parfaite", annonçant par exemple à mots couverts la conspiration à laquelle il travaille avec les autres membres du directoire secret comme la "retraite du Tribun pour organiser le mode-pratique du système de la parfaite Egalité".<sup>189</sup> Il s'agit là d'une revendication fondée sur l'impératif moral de justice et la volonté sociale d'abolir non seulement les "signes" ou les "accessoires" de la misère, ce qui ne dure qu'un temps, mais de façon radicale la réalité de la misère,<sup>190</sup> c'est-à-dire en termes modernes de maîtriser l'économie, Babeuf disait "enchaîner le sort".<sup>191</sup> On constate ici, sur le plan opérationnel, combien était nécessaire l'athéisme, c'est-à-dire la rupture avec une théorie sociale d'origine religieuse (Dieu fait l'histoire), qui supposait une répartition providentielle des biens de la terre ; et on comprend en outre l'accusation d'immoralité (qu'il faut entendre comme sociale et non personnelle) jetée par Restif aux économistes de son temps qui cherchaient à mettre en équation les données économiques, non pour parvenir à plus de justice, mais pour justifier la situation de fait, car on pouvait déjà craindre ou même déceler, sous le masque de la science, la genèse d'une nouvelle pensée fataliste à l'usage des "plébéiens", d'origine non plus religieuse mais scientifique désormais.<sup>192</sup>

### Lutte des classes

La constatation de Babeuf, de la révolution politique comme "guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres", constatation socio-économique qui contraste avec tant de tirades moralisantes du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant et des premières décennies du XIX<sup>e</sup>, contient en germe les notions complémentaires de constitution et de luttes des classes. En effet, si la formule de "lutte des classes" n'est pas employée sous la Révolution, la réalité de la chose est fort bien perçue des plus clairvoyants. Robespierre par exemple écrit le 2 juin 1793 : "Les dan-

<sup>189</sup> Cf. *Le Tribun*, vol. 2, n° 39, p. 206, 209, pour *égalité absolue*/*égalité parfaite* ; vol. 2, n° 40, p. 215-216 : "la retraite du Tribun".

<sup>190</sup> *Le Tribun*, vol. 2, p. 100-101.

<sup>191</sup> *Le Tribun*, vol. 2, p. 105.

<sup>192</sup> Cf. document 6. C'est encore le reproche que feront dans les années 1840 la plupart des socialistes français (L. Blanc, Vidal, Considerant, Villegardelle, etc.) aux économistes dont toute la science et la mathématique tendaient à montrer qu'il était impossible que les choses ne soient ce qu'elles sont ; la faiblesse de l'attaque des socialistes résidait dans le fait que leur argumentation était purement morale et, à ce titre, inopérante. C'est là où Proudhon tenta une percée à caractère économique et s'enlisa dans la métaphysique ; percée que devaient réaliser de 1844 à 1847 Engels et Marx, l'un avec ses "Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie", l'autre avec *Misère de la philosophie*. D'où l'importance décisive, tant chez Babeuf de façon encore intuitive, que chez Marx et Engels de façon raisonnée, de la distinction entre la volonté de justice au niveau du mobile de l'action politique (qui précède et suit l'analyse) et la nécessaire analyse scientifique du réel, où l'opinion, la morale, la foi, etc. n'ont – provisoirement – plus que faire.

gers intérieurs viennent des bourgeois ; pour vaincre les bourgeois il faut rallier le peuple” ; et en décembre de la même année il emploie, pour la première fois sans doute, la formule de “parti des bourgeois”.<sup>193</sup> L'analyse sociale s'affine ensuite au cours des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle : ainsi par-delà le foisonnement de classes et de sous-classes, de castes et de sous-castes que distinguent dans la société post-révolutionnaire maints observateurs, parmi lesquels Fourier et Saint-Simon, c'est à ce dernier que revient d'avoir précisé la division globale de la société en deux grandes classes antagonistes, même si Saint-Simon déplore cette situation. En 1818 dans son essai intitulé *Les Communes*, réfléchissant aux rapports entre noblesse et tiers état, il écrit :<sup>194</sup>

Il existe donc dans le moment une lutte entre les deux classes qui composent la société et cette lutte est nécessairement très nuisible aux intérêts communs. Son résultat n'est pas difficile à prévoir ; il est évident que la classe qui s'est formée la dernière [la bourgeoisie] et qui a toujours gagné sur l'autre [l'aristocratie], doit finir par l'absorber et par s'identifier à la totalité. Celle qui a toujours perdu de ses forces depuis l'origine de la lutte dans laquelle elle s'est trouvée engagée en sortira vaincue ; il est également clair que les communes doivent finir par posséder tous les pouvoirs politiques et par donner leurs principes pour base unique à l'organisation sociale.

Or il s'aperçoit bientôt, au vu de l'essor industriel des premières années de la Restauration, que l'ancienne césure de la société s'est déplacée et dans le *Catéchisme des industriels* en 1823, il rectifie et complète le jugement précédent de la manière suivante :<sup>195</sup>

Avant la Révolution, la nation était partagée en trois classes, savoir : les nobles, les bourgeois et les industriels. [...] Aujourd'hui, la nation n'est plus partagée qu'en deux classes : les bourgeois, qui ont fait la révolution et qui l'ont dirigée dans leur intérêt, ont anéanti le privilège exclusif des nobles d'exploiter la fortune publique.

Enfin dans *Le Nouveau Christianisme*, deux ans plus tard, il note que déjà dans l'Empire romain : “La société était partagée en deux grandes classes ; celle des maîtres et celle des esclaves.”<sup>196</sup>

<sup>193</sup> Cité d'après BRUNOT, IX/2, p. 711.

<sup>194</sup> SAINT-SIMON, *Œuvres* (1966), vol. 6, p. 386-387.

<sup>195</sup> SAINT-SIMON, *Œuvres* (1966), vol. 4, p. 8. Dès 1820, un anonyme, examinant la situation politique et sociale anglaise, constatait la séparation de l'ancien tiers état (“le plébéat” comme il le nomme) “en deux communautés divisées par la nature et l'opposition de leurs intérêts”, l'une qui vend et l'autre qui achète. “C'est ainsi [...] qu'il s'est formé une démocratie d'élite dans la nation”, qu'il appelle aussi “aristocratie plébéienne”. Et il conclut cette analyse de la façon suivante : “La conservation est donc le mobile de la démocratie d'élite, et ce principe a suffi pour lui imprimer un caractère aristocratique. Cette classe de la nation participe ainsi aux deux natures politiques opposées. Elle est aristocratique par ses intérêts, et démocratique par les droits qu'elle exerce et le régime qu'elle a reçu de la constitution.” (“Cause de l'état actuel de l'Angleterre”, in *Aperçus historiques*, Paris, avril 1820, p. 3-5). On voit là se profiler les formules d'*aristocratie bourgeoise* et *aristocratie de l'argent* qui apparaissent peu de temps après, cf. note 198.

Alors que la notion de “classe ouvrière” avait été forgée par Babeuf au plus tard en 1794 et était passée dans l'usage,<sup>197</sup> il faut attendre la fin de 1831 pour que la formule complémentaire et antithétique de “classe bourgeoise”, créée en 1823 par Saint-Simon,<sup>198</sup> devienne d'emploi courant, d'abord dans le microcosme socialiste et révolutionnaire constitué au sein des sociétés républicaines par certains de leurs membres, formés d'abord à l'école saint-simonienne mais acquis désormais au néo-babouvisme, comme Louis-Auguste Blanqui ou Albert Laponneraye. Ainsi dans son *Cours public d'histoire de la Révolution française*, ouvert pour les ouvriers le 6 novembre 1831, Laponneraye déclare-t-il lors de la séance inaugurale qu'en 1789 “le peuple n'échappait à l'oppression de la classe privilégiée, que pour se mettre sous le joug de la classe bourgeoise” ;<sup>199</sup> et trois mois plus tard, le 2 février 1832, Blanqui, déclarant à la Société des amis du peuple : “Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la nation”, emploie à son tour dans son exposé la formule “classe bourgeoise”,<sup>200</sup> là où depuis l'époque révolutionnaire des hommes très divers, comme Lemontey, Fourier, etc. utilisaient celle, plus floue, de “classe(s) moyenne(s)”. Mais c'est à Mignet dans son *Histoire de la Révolution française* parue en 1824 que revient sans doute le premier usage de la formule “lutte de classes”, appliquée justement à la Convention montagnarde et thermidorienne. Au chapitre consacré à la période qui va de l'automne 1795 à l'été 1797 Mignet écrit :

Au moment où le directoire succède à la convention, les luttes de classes se trouvent extrêmement ralenties. Le haut de chacune d'elles formait un parti qui combattait encore pour la possession et pour la forme du gouvernement, mais la

<sup>196</sup> SAINT-SIMON, *Œuvres* (1966), vol. 3, seconde numérotation, p. 144.

<sup>197</sup> La formule *classe ouvrière* apparaît dans *Le Tribun*, vol. 1, n° 29, fin décembre 1794. Babeuf distingue nettement entre deux classes : d'une part “les plébéiens”, “la partie la plus nombreuse et la plus utile des citoyens” (vol. 2, p. 94), “le peuple sans-culotte” (1, p. 287), “peuple laborieux”, “peuple ouvrier” (2, p. 272), “classe ouvrière” (1, p. 258, 269), “classe sans-culotte” (1, p. 285), “classe plébéienne” (2, p. 235, 266), etc. ; d'autre part “les patriciens”, “patriciens-accapareurs”, “le peuple d'honnêtes-gens” (1, p. 287), “peuple d'agioteurs”, “peuple de fripons” (2, p. 272), “peuple culotté” (1, p. 259, 270), etc.

<sup>198</sup> La formule *classe bourgeoise* apparaît chez Saint-Simon dans le premier “Cahier” du *Catéchisme des industriels* en 1823. Cf. SAINT-SIMON, *Œuvres* (1966), vol. 4, première pagination, p. 39. Et en 1826, dans *Le Producteur*, un de ses disciples consacre deux longs articles à la *classe ouvrière*, cf. ROUEN. C'est dans ce contexte d'une approche nouvelle d'une situation sociale nouvelle que naissent en 1824 deux formules appelées à un beau succès dans les années trente : *aristocratie bourgeoise* chez BARANTE, vol. 1, p. lxxij, et *aristocratie de l'argent* chez Stendhal, dans une correspondance de décembre pour le *London Magazine*, cf. STENDHAL, p. 47. Cf. également GOBLOT, p. 23-24, qui en donne une série d'exemples de 1829 à 1832.

<sup>199</sup> LAPONNERAYE, *Cours public*, p. 13 ; cf. également p. 101 ; ou encore LAPONNERAYE, *Défense* (21 avril 1832), p. 2, où il emploie le couple antagoniste “classe ouvrière” et “classe bourgeoise”.

<sup>200</sup> BLANQUI, “Rapport”, in *Textes choisis*, p. 85 (*Œuvres*, vol. 1, p. 92).

masse de la nation [...] aspirait à s'asseoir et à s'arranger d'après le nouvel ordre des choses.<sup>201</sup>

Et c'est juste avant la révolution de 1848 que Marx donne à la théorie de la lutte des classes sa formulation classique :

Dans la lutte [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.<sup>202</sup>

Analyse reprise et condensée dans la phrase initiale de la première section du *Manifeste du parti communiste* : "Die Geschichte aller bisherigen Gesellschaft ist die Geschichte von Klassenkämpfen."<sup>203</sup>

Quant à Babeuf, il démonte très consciemment dans son "Manifeste" de novembre 1795, même si les termes ne sont pas encore employés, le mécanisme de la constitution simultanée de la bourgeoisie et du prolétariat.<sup>204</sup> Nous prouverons, écrit-il :

Que la supériorité de talents et d'industrie n'est qu'une chimère et un leurre spécieux, qui a toujours inducement servi aux complots des conspirateurs contre l'égalité.

Que la différence de valeur et de mérite dans le produit du travail des hommes, ne repose que sur l'opinion que certains d'entr'eux y ont attachée, et qu'ils ont su faire prévaloir.

Que c'est sans doute à tort que cette opinion a apprécié la journée de celui qui fait une montre, vingt fois plus que la journée de celui qui trace des sillons.

Que c'est cependant à l'aide de cette fausse estimation, que le gain de l'ouvrier horloger l'a mis à portée d'acquiescer le patrimoine de vingt ouvriers de charrue, qu'il a, par ce moyen, expropriés.

<sup>201</sup> MIGNET, *Histoire*, vol. 2, p. 553. C'est dans ce contexte qu'il analyse rapidement ce qu'il nomme au sommaire, p. 552, "conspiration de Babeuf; dernière défaite du parti démocratique". La formule *luttes de classes* reste inchangée dans les éditions suivantes, y compris la septième où Mignet transforme la "dernière défaite du parti démocratique" en "dernière défaite du parti démagogique".

Quant à l'allemand *Kampf der Klassen*, il apparaît dès 1825 dans la traduction anonyme publiée à Wiesbaden, MIGNET, *Geschichte*, vol. 2, p. 437 : "Als das Directorium auf den Konvent folgte, hatte der Kampf der Klassen gar sehr nachgelassen." La traduction d'Adolf Wagner, parue à Léna la même année en un volume, donne le texte sous la forme suivante : "Als das Directorium statt des Convents eintrat, hatten die Kämpfe der Klassen außerordentlich nachgelassen." (p. 477). Ces deux premières traductions sont suivies de cinq autres au minimum entre 1826 et 1841. Celle de Burckhardt, de 1836, vol. 2, p. 157, rend la phrase par : "Als das Directorium auf den Konvent folgte, hatte der Kampf der Classen bedeutend nachgelassen."

<sup>202</sup> MARX, *Misère de la philosophie* (1847), p. 176.

<sup>203</sup> MARX/ENGELS, *Manifest*, édition bilingue, Paris 1971, p. 74-75.

<sup>204</sup> *Le Tribun*, vol. 2, n° 35, 30 novembre 1795, p. 102-103. Le terme *prolétariat* n'apparaît qu'en 1832 (cf. document 10B).

Que tous les prolétaires ne le sont devenus que par le résultat de la même combinaison dans tous autres rapports de proportion, mais partant tous de l'unique base de la différence de valeur établie entre les choses par la seule autorité de l'opinion.

### La communauté

Etant donné la constatation, couramment admise depuis Morelly dans le milieu sans-culotte plébéien, du caractère absolument mauvais de la propriété particulière, la solution envisagée pour parvenir au bonheur commun est naturellement la communauté, l'administration commune des produits de la nature et du travail. Nous prouverons, poursuit Babeuf dans son "Manifeste" :<sup>205</sup>

Qu'il n'est pas de vérité plus importante que celle que nous avons déjà citée, et qu'un philosophe a proclamée en ces termes : *Discourez tant qu'il vous plaira sur la meilleure forme du gouvernement, vous n'aurez rien fait, tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition.*<sup>206</sup>

Qu'il faut donc que les institutions sociales mènent à ce point, qu'elles ôtent à tout individu l'espoir de devenir jamais ni plus riche, ni plus puissant, ni plus distingué par ses lumières, qu'aucun de ses égaux.

Qu'il faut, pour préciser davantage ceci, parvenir à *enchaîner le sort* ; à rendre celui de chaque co-associé<sup>207</sup> indépendant des chances et des circonstances heureuses et malheureuses ; à *assurer à chacun et à sa postérité, telle nombreuse qu'elle soit, la suffisance, mais rien que la suffisance* ; et à fermer, à tous, toutes les voies possibles, pour obtenir jamais au-delà de la côte-part individuelle dans les produits de la nature et du travail.

Que le seul moyen d'arriver là, est d'établir l'*administration commune* ; de supprimer la propriété particulière ; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connoît ; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun ; et d'établir une simple administration de distribution, une administration des subsistances, qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité, et les fera déposer dans le domicile de chaque citoyen.<sup>208</sup>

### Révolutionner

Comment parvenir à ce but souhaité, caractéristique d'ailleurs d'une situation de pénurie ? Par la révolution, qui ne sera pas achevée "tant que tous les hommes ne

<sup>205</sup> *Le Tribun*, vol. 2, n° 35, p. 105.

<sup>206</sup> Il s'agit de Morelly, cité approximativement par Babeuf. MORELLY, *Code*, p. 84-85, écrit : "Discourez tant qu'il vous plaira, sur la meilleure forme de gouvernement ; trouvez les moyens de fonder la plus sage république ; [...] vous n'avez point coupé racine à la propriété, vous n'avez rien fait ; votre république tombera un jour dans l'état le plus déplorable. C'est en vain que vous attribuerez ces tristes révolutions au hasard, à une aveugle fatalité qui cause l'instabilité des empires, comme celle de la fortune des particuliers ; ce sont des mots vides de sens."

<sup>207</sup> Outre "co-associé" on trouve encore chez Babeuf "co-athlète" et "co-défenseur" (*Le Tribun*, vol. 2, n° 37, p. 130), "co-propriétaire" (n° 35, p. 100) et "coopérateur" (n° 40, p. 233).

partageront pas les fruits de la terre, comme ils partagent les rayons du soleil"<sup>209</sup> ; et si on objecte aux Egaux "que la révolution est finie" et qu'ils sont "*des anarchistes et des hommes qui voudroient révolutionner toujours*", Babeuf de répondre :

Révolutionner, nous avons déjà dit plusieurs fois ce que c'est. C'est conspirer contre un état de choses qui ne convient pas ; c'est tendre à le désorganiser et à mettre en place quelque chose qui vaille mieux. Or, tant que tout ce qui ne vaut rien n'est pas renversé et que ce qui seroit bon n'est pas stabilisé, je ne reconnois point que l'on ait assez révolutionné pour le peuple. [...] Donc il faut la continuer, cette révolution, jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du peuple.<sup>210</sup>

Ce n'est pas encore la notion de révolution permanente sans doute, encore qu'on en soit proche chez Maréchal ou dans certains textes de Babeuf sur la nécessaire dénonciation permanente du pouvoir par la presse,<sup>211</sup> mais c'est déjà celle de "révolution démocratique" au sein de la révolution (française) en général, celle de "république populaire et démocratique" s'opposant à la "république bourgeoise et aristocratique", celle de la constitution d'un "parti populaire" ou "parti plébéien" qui, au "grand jour du peuple", l'emportera dans la lutte contre le "parti patricien".<sup>212</sup> Pour ce faire, Babeuf, qui s'est moralement investi du "Tribunat du Peuple"<sup>213</sup> et qui veut "substituer au langage de la flagornerie rampante l'idiome libre du démocratisme",<sup>214</sup> pense pouvoir renouer avec la marche interrompue de la révolution en préparant une insurrection populaire sur la base politique de la "constitution démocratique de 93"<sup>215</sup> et par la publication d'un manifeste contenant, "comme tous les Manifestes", "d'une part, l'acte d'accusation de la puissance qu'on attaque ; de l'autre,

<sup>208</sup> MORELLE, *La Basiliade*, faisait dès 1753 une proposition concrète de ce type (cf. l'écho de ce texte dans une lettre de Grenus en novembre 1793, document 3B).

<sup>209</sup> MARÉCHAL, "L'opinion d'un homme", in *Le Tribun*, vol. 2, p. 255. Cf. également le jugement de Riedel sur évolution et révolution dans la société au document 4.

<sup>210</sup> *Le Tribun*, vol. 2, n° 36, p. 115-116.

<sup>211</sup> Cf. *Le Tribun*, vol. 1, n° 30, p. 290-291 ; vol. 2, n° 35, p. 74-75.

<sup>212</sup> L'antagonisme de classe décelé par Babeuf entre plébéiens et patriciens (cf. note 197) se traduit dans son langage politique principalement par une série d'oppositions termes à termes. Ainsi distingue-t-il un "parti populaire" (vol. 1, p. 257), "parti de la démocratie" (vol. 2, p. 215), "parti plébéien" (1, p. 258) s'opposant au "parti patricien" (1, p. 255) ; au sein même de la Convention Babeuf reconnaît des "députés plébéiens" (1, p. 273), une "Convention plébéienne" (1, p. 281) dont le but est "la République populaire et démocratique" (1, p. 258) par le moyen de "la révolution démocratique" (1, p. 267) et d'"institutions plébéiennes" (2, p. 55) ; celui de leurs adversaires étant "la république bourgeoise et aristocratique" (1, p. 258), appelée aussi "aristocratie constitutionnelle" (2, p. 162), "régime aristocratique" (2, p. 261) et leurs moyens "la contre-révolution" (1, p. 116) ou la "dérévolution" (2, p. 3).

<sup>213</sup> A partir du 5 octobre 1794 François-Noël Babeuf, changeant son premier prénom révolutionnaire de Camille en Gracchus, déclare prendre la succession des Gracques, tribuns du peuple à Rome, cf. *Le Tribun*, vol. 1, n° 23, note p. 1-5.

<sup>214</sup> *Le Tribun*, vol. 1, n° 25, p. 3.

<sup>215</sup> *Le Tribun*, vol. 1, n° 31, p. 315 et 316 en note.

l'exposition du meilleur ordre qu'on se propose, et des moyens pris et à prendre pour réussir à le fonder".<sup>216</sup>

### Les derniers livres de Mr-Nicolas. Marc-Antoine Jullien

C'est dans ce contexte que Restif rédige en 1797 les derniers livres de *Monsieur-Nicolas*,<sup>217</sup> et on ne s'étonnera guère que ce partisan depuis toujours de la communauté, qui assiste désormais aux réunions de la Société du Panthéon, donne voix au "communisme" dans son ouvrage, à la fois chronique des événements et autobiographie entrecoupée de réflexions théoriques :

On vit dans la Section du *Panthéon*, un citoyen demander le rejet de la Constitution, et l'établissement du *Communisme* : mais il s'expliqua si mal d'abord, que moi-même je fus contre lui. Les préjugés s'indignèrent : l'orateur descendit honni de la chaire d'Etienne-du-Mont, qui lui avait servi de tribune : on voulait le battre, tant l'aristocratie était déjà puissante ! Nous nous y opposâmes, le président Delavigne et moi... Nous sûmes ensuite que cet homme avait été secrétaire de Robespierre : nous en conjecturâmes que Robespierre s'occupait d'un projet analogue. Je n'eus bientôt plus de doute là-dessus... Mais je ne m'expliquerai pas davantage.<sup>218</sup>

<sup>216</sup> *Le Tribun*, vol. 2, n° 40, p. 230.

<sup>217</sup> A propos de RESTIF, *Mr-Nicolas*, Carl Friedrich Cramer qui séjourne à Paris sous le Directoire écrit à son frère à Kiel le 25 novembre 1796 : "[Louis-Sébastien] Mercier, der [das Buch] gelesen, hat in einem hiesigen Blatte eine Art Programm nur von ein paar Zeilen geschrieben, in dem er ihm das Zeugniß giebt, daß es (ipsisima verba von M[ercier]) le plus étonnant ouvrage du dixhuitième siècle sey." Publié dans le périodique *Frankreich* (1796), vol. 3, p. 325.

<sup>218</sup> RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4370 ; cf. document 8 (où le passage est donné dans l'orthographe originale) et l'introduction à ce document. Il me faut préciser ici à l'encontre de ce qu'écrit James Billington que, jusqu'à preuve du contraire, le premier emploi du français *communisme* date chez Restif des trois derniers livres de *Mr-Nicolas* composés et publiés en 1797. BILLINGTON, p. 82 et 534, prétend en effet que Restif utilise le terme *communisme* dans *Les Nuits de Paris* sous la date des 26/27 février 1793 : "In February 1793, Restif used the term *communism* as his own for the first time to describe the fundamental change in ownership that would obviate the need for any further redistribution of goods and property." (p. 82). "Usage of Feb 26-7, in *Les Nuits de Paris, ou le spectateur nocturne*, his diary of the revolution, part 8-17 [sic], 1794, 460-1, discussed by Ioannissian, 'Iz istorii', 116, who does not, however, discuss the origin of the term." (p. 534, note 208). Le passage référencié, mais non cité par Billington, est le suivant : "XX ou CDIX Nuit. 26, au 27 février [1793]. Pillage des Epicieris. [...] Je ne connais qu'un remède au mal, dans un pays où la Populace commande, c'est non le partage égal des fortunes, cela est impossible, & il faudrait recommencer tous les jours ; mais la communauté, telle que je la proposais, en 1782, dans mon *Anthropographe*." (RESTIF, *Les Nuits de Paris, ou le Spectateur nocturne*, tome huitième/seizième partie, Paris 1794, p. 460-461). Etant donné que les *Nuits de Paris* (aussi appelées *Nuits révolutionnaires*), et en

Le passage est particulièrement significatif et important, tant comme complément aux données dont on dispose déjà sur l'activité des robespierristes et des babouvistes au cours de l'hiver 1795/1796, que comme témoignage sur Restif lui-même qui semble avoir eu à cette époque une connaissance intime du milieu des opposants (sans doute par Maréchal) et qui a le courage encore au printemps 1797 d'écrire en faveur de Robespierre et des Egaux. Il serait particulièrement intéressant de connaître en outre le nom de ce citoyen qui demandait alors "l'établissement du communisme" : l'indication "secrétaire de Robespierre" (qu'il faut entendre naturellement au sens de collaborateur proche et non de secrétaire administratif à la Convention ou au Comité de salut public), jointe au contexte de jacobinisme communautaire qui fait dériver directement le babouisme du robespierrisme, permet à mon avis trois hypothèses tout au plus quant à l'identité de l'orateur : il peut s'agir soit de Simon Duplay, dont on sait positivement qu'il remplit ce rôle auprès de Robespierre ; soit de Marc-Antoine Jullien (dont la qualité de "secrétaire de Robespierre" est encore évoquée par le jeune médecin nantais Ange Guépin en 1832, par l'ancien jacobin Jean-Jacques Delorme dans une lettre à Buonarroti en 1836, et quatre ans plus tard par le socialiste anglais John Goodwyn Barmby) ; soit enfin de Philippe Buonarroti.

En ce qui concerne Buonarroti, qui se lia à Robespierre au cours de son séjour à Paris au printemps 1793<sup>219</sup> et le fréquenta chez les Duplay à l'époque où, après la journée révolutionnaire du 31 mai, la Convention débattait de la nouvelle Consti-

particulier le tome 8/16, ont été remaniées par Restif lui-même et que tous les exemplaires ne sont pas identiques (cf. RIVES CHILDS, p. 304), j'ai vérifié le passage en question sur les deux exemplaires de la BN (Rés. p.Y<sup>2</sup> 229/VIII-2 et Smith-Lesouff Rés. 1518), sur celui de la BM Troyes (Des Guerriers 10131) et celui de la British Library (Tab. 605.c.6) : il est identique dans tous ; les études de IOANNISSIAN, "Restif", p. 92, et *Kommunisticheskie idei*, p. 229-230, où est cité ce passage en français et en russe d'après un exemplaire conservé à Moscou donnent également le terme "communauté" ou l'équivalent "obchtchnost'e". Ce n'est qu'en traduction dans son article "Iz istorii" que Ioannissian utilise le terme "kommunism" ou dans ses commentaires qu'il parle de "l'idéal du communisme" de Restif ("Restif", p. 92), de son désir "d'une réorganisation communiste de la communauté" (*Kommunisticheskie idei*, p. 230 *in fine*). On comprend que Ioannissian ne commente pas le terme *communisme* qui n'est pas employé dans ce texte. BILLINGTON, p. 82, poursuit : "His [Restif's] detailed exposition of communism (and regular use of the word) began the following year [1794] with a 'Regulation... for the establishment of a general Community of the Human Race' in his *Monsieur Nicolas*"; or il s'agit là du "Projet et Règlement" qui date de 1797 et non de 1794 (cf. document 8).

219 Robespierre fit alors accélérer la procédure de naturalisation de Buonarroti, ce républicain de toujours, que le Comité de salut public voulait en outre charger de mission en Piémont ; la naturalisation fut accordée par décret du 27 mai 1793 (Buonarroti ne remplissait pas alors la condition de cinq années de résidence en France aux termes de la loi des 30 avril et 2 mai 1790 sur la citoyenneté française, la première loi en ce domaine). Cf. DIETRICH-CHÉNEL/VARNIER, p. 33-45.

tution, il fut alors suffisamment proche de Robespierre pour rendre compte plus tard des raisons profondes qui, selon lui, amenèrent ce dernier à proposer, contre son propre sentiment, un projet de Constitution.<sup>220</sup> On peut même se demander si Buonarroti n'a pas participé aux discussions préliminaires ou à la rédaction de ce texte dont il loue "la définition du droit de propriété, qui cesse d'être au nombre des droits principaux, pour faire place à celui de pourvoir à la conservation de l'existence".<sup>221</sup> Ses relations avec Robespierre et la concordance de ses opinions avec celles du citoyen inconnu pourraient faire passer Buonarroti, tout aussi bien que Jullien, pour un des "secrétaires" de Robespierre. Cependant aucune tradition ne l'atteste et il est peu vraisemblable que cet habile juriste, publiciste, organisateur et orateur de premier plan, qui présidait à tour de rôle aux séances de la Société du Panthéon, d'une part se soit si mal expliqué, selon le dire de Restif, et d'autre part lui ait été inconnu. Restent Duplay et Jullien.

Simon Duplay,<sup>222</sup> volontaire de 1792, avait eu une jambe emportée à Valmy (20 septembre) et depuis la fin de la même année vivait chez son oncle Maurice Duplay. Il se lia à Robespierre dont il devint secrétaire bénévole jusqu'à Thermidor ; emprisonnés au Plessis, entre autres avec Buonarroti leur ancien commensal, l'oncle et le neveu devaient participer à la conjuration des Egaux et se retrouver devant la Haute Cour de Vendôme, après que Simon Duplay ait publié avec Babeuf une petite feuille pour "les classes laborieuses".<sup>223</sup> Il est peu vraisemblable, à nouveau, que le citoyen inconnu de Restif, et que certains voulaient battre, ait été Simon Duplay, vétéran de 1792, amputé, et que chacun devait connaître dans le milieu jacobin et sans-culotte. Reste donc Jullien.

Marc-Antoine Jullien, né en 1775, est un destin exceptionnel, à la mesure de la culture des Lumières à laquelle il fut formé et des événements révolutionnaires auxquels il participa à moins de vingt ans.<sup>224</sup> Membre du Club des jacobins en 1791, envoyé en Angleterre l'année suivante, commissaire aux Guerres dans les

220 Cf. BUONARROTI, vol. 1, p. 38-39.

221 BUONARROTI, vol. 1, p. 39 en note.

222 Le destin de la famille Duplay est, comme on sait, lié depuis 1791 à celui de Robespierre, et après Thermidor à celui de Babeuf et des Egaux. Dans la nuit du 15 juillet 1791, après le mouvement populaire du Champ-de-Mars qui devait donner l'impulsion républicaine à la Révolution, le jacobin Maurice Duplay, entrepreneur en menuiserie qui habitait auprès du Club des jacobins, rue Saint-Honoré, proposa son toit à Robespierre. Ce dernier devait y rester jusqu'à son arrestation, le 9 thermidor, qui entraîna parmi des centaines d'autres celle de Maurice Duplay, de sa femme Françoise (qu'on découvrit pendue dans sa cellule le 11 thermidor) et de leur neveu Simon Duplay. En 1828 Buonarroti demandait encore des nouvelles des Duplay à Emile Babeuf (cf. DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 337). Sur les Duplay cf. BUONARROTI, vol. 1, p. 59, 98, 107 ; vol. 2, p. 21 ; MATHIEZ, *Autour de Robespierre*, p. 257-258 ; et surtout la mise au point de WALTER, *Robespierre*, p. 180, 455, 672, 692.

223 Cf. BUONARROTI, vol. 1, p. 107. Il s'agit de *L'Eclairer du peuple, ou le Défenseur de 24 millions d'opprimés* qui parut du 29 février au 27 avril 1796.

Pyrénées à 18 ans en 1793, il attire sur lui l'attention de Robespierre qui note alors : "JULLIEN fils : Homme énergique et probe, capable des fonctions les plus importantes" ;<sup>225</sup> Robespierre le fait effectivement rappeler en août 1793 à Paris et nommer en septembre agent du Comité de salut public pour un voyage d'inspection avec pleins pouvoirs dans l'Ouest et le Sud-Ouest. A l'occasion de ce voyage il s'affronte violemment avec Carrier à Nantes, qui tente de le faire fusiller et dont il obtient le rappel à Paris.<sup>226</sup> Lors du 9 thermidor il est à Bordeaux en lutte avec les Girondins ; les membres des Comités de la Convention qui venaient d'abattre Robespierre et qui faisaient revenir les Conventionnels girondins proscrits firent en sorte de rejeter sur des comparses (absents) leur part de responsabilité au gouvernement de salut public. C'est ainsi que Tallien dénonça Jullien fils dès le 10 thermidor comme un des plus zélés "terroristes" et agents de Robespierre. Arrêté à son retour à Paris, Jullien se trouvait en 1795 à la prison du Plessis où il rencontra Buonarroti en avril-mai et Babeuf en septembre. C'est ce dernier qui rédigea en partie le prospectus de *L'Orateur plébéien* que devait fonder Jullien à leur sortie de prison, tandis que Babeuf reprenait *Le Tribun du peuple* et Antonelle *Le Journal des hommes libres*.<sup>227</sup> Naturellement impliqué dans la conspiration des Egaux (même

<sup>224</sup> Marc-Antoine Jullien (Paris, 10 mars 1775 - 4 novembre 1848), dit Jullien de la Drôme fils ou Jullien de Paris, pour le distinguer de son père Marc-Antoine Jullien (1744-1821), dit Jullien de la Drôme, pour le distinguer de son collègue à la Convention, Julien de Toulouse.

Sur Jullien on consultera SARRUT/SAINT-EDMÉ qui contient une bibliographie arrêtée à 1841 ; *La Grande Encyclopédie*, vol. 21 ; GOETZ, *Marc-Antoine Jullien*, qui traite surtout de la période après la Révolution, et la critique qu'en fait GODECHOT, in AHRF, 1958, n° 151, p. 82-84 ; GODECHOT, "Les jacobins italiens". L'étude fondamentale pour la période révolutionnaire est celle de DALINE, "Marc-Antoine Jullien après le 9 Thermidor", qui utilise les nombreux documents de Jullien conservés à l'IML Moscou ; il faut y ajouter JULLIEN, *Une mission en Vendée 1793*, éditée par son petit-fils et dont le manuscrit fut remis à Rjazanov pour l'IML par la famille Lockroy, parmi d'autres papiers de Jullien, dans les années vingt de ce siècle. Voir aussi GASCAR, *L'Ombre de Robespierre*, qui utilise la correspondance de Rosalie Jullien, la mère de Marc-Antoine, pendant la Révolution.

<sup>225</sup> WALTER, *Robespierre*, p. 618.

<sup>226</sup> A propos des exécutions sommaires ordonnées à Nantes par Carrier, le médecin socialiste Ange Guépin (1805-1873) écrit en 1832 : "Heureusement, vers la fin de janvier [1794], un jeune homme, alors ami et secrétaire de Robespierre, [...] Jullien, de Paris, passa dans nos murs ; on lui peignit vivement le malheur de notre ville [...], il promit de solliciter vivement son rappel et partit. Le 1<sup>er</sup> février, Carrier avait quitté Nantes sur ordre du Comité de salut public." (GUÉPIN, *Essais historiques*, p. 205).

<sup>227</sup> En ce qui concerne la fondation de *L'Orateur plébéien* qui parut du 21 brumaire au 30 germinal an IV (12 novembre 1795 - 19 avril 1796) cf. *Le Tribun*, vol. 2, p. 67 et 75. Sur le *Journal des hommes libres de tous les pays*, qui compte parmi ses collaborateurs Félix Lepeletier, Duval, Antonelle, et qui avait racheté *L'Anti-Fédéraliste* (1793) de Jullien, Payan, etc. voir FAJN. On trouvera dans SAITTA, "Autour de la conjuration", une très bonne mise au point sur la tactique adoptée

s'il ne partageait pas ou plus toutes les vues de Babeuf),<sup>228</sup> Jullien échappe à la police en se cachant à la campagne, puis rejoint l'armée d'Italie.<sup>229</sup> Même si les convictions communautaires ou communistes de Jullien devaient être de courte

entre *Le Tribun du peuple* et le *Journal des hommes libres*. Dans la mesure où Jullien ouvrit les colonnes de *L'Orateur plébéien* à Antonelle (ce qui lui coûta la subvention du Directoire qui avait essayé de l'acheter), on peut considérer qu'il participa lui aussi dans une certaine mesure au débat tactique sur la communauté en cette fin 1795, apportant à Babeuf des arguments à réfuter dans son *Tribun du peuple*.

<sup>228</sup> Sur les raisons de l'opposition entre Jullien et Babeuf cf. *Le Tribun*, vol. 2, p. 75-78, 92, 122, 142-144. En ce qui concerne l'opposition entre Jullien et Buonarroti, le seul témoignage connu, doublement indirect en ce qui concerne Jullien, est celui rapporté par BOUIS. A l'occasion du Congrès scientifique de Blois en 1836, Jullien aurait déclaré en privé, d'après Jean-Jacques Delorme qui le tient lui-même d'un tiers, "que Buonarroti était un fou qui toute sa vie avait aimé travailler dans l'ombre, que les associations étaient maintenant désertes et en grande défaillance", et à propos de Voyer d'Argenson que c'était "un autre fou avec lequel on ne pouvait se compromettre". Delorme (1778-1856), ancien jacobin et correspondant de Buonarroti, demande à ce dernier : "Quel est donc ce Jullien ? Est-ce le même qui rédigeait la Revue Encyclopédique, l'ancien fondateur de la Société Aide-toi, le fils de Jullien de la Drôme enfin ? Ne fut-il pas secrétaire de Robespierre ?" Et Buonarroti de répondre : "Les propos de Jullien ne m'étonnent pas, il y a longtemps que je connais la faiblesse de ses pensées et l'excès de sa vanité. C'est bien l'ancien habitant de la Drôme et l'admirateur de Maximilien que probablement il n'a jamais compris. Je suis outré de ce qu'il dit sur le compte de d'Argenson à qui il prodigue en apparence les témoignages d'estime et d'amitié." Le propos est surtout intéressant par la référence à une tradition qui fait de Jullien un "secrétaire de Robespierre", par l'attestation de sa qualité de membre fondateur en juillet 1827 de la société républicaine Aide-toi, de l'estime où est tenue chez les jacobins et néo-babouvistes la *Revue encyclopédique* et des relations poursuivies de Jullien avec Voyer d'Argenson, chez qui justement habite Buonarroti depuis 1830 ; et si le jugement politique de ce dernier sur "la faiblesse de ses pensées" est justifié, les propos qu'on fait tenir à Jullien peuvent n'être que prudence vis-à-vis d'un inconnu qui a recherché sa compagnie (c'est Delorme qui le précise) et en qui il peut voir un mouchard éventuel, les Congrès scientifiques étant suspects sous la monarchie de Juillet.

<sup>229</sup> SARRUT/SAINT-EDMÉ, p. 30, signalent que Jullien put entrer avec le grade de capitaine à l'état-major de la légion lombarde (amalgamée peu de temps après à l'armée d'Italie sous le commandement de Bonaparte) grâce à un Jacobin piémontais, le capitaine Cerise, qu'il avait accueilli à Paris lorsque ce dernier s'était réfugié en France. Or Guglielmo Cerise se révèle être à Paris, où il réside jusqu'à l'arrestation des conjurés babouvistes, le plus proche collaborateur de Buonarroti en ce qui concerne les affaires d'Italie. Les deux hommes tentent alors de préparer avec leurs correspondants à Nice et à Milan "une insurrection dans Turin ou dans quelques autres provinces avant que l'armée française y pénètre pour que [...] il y ait déjà un noyau de Gouvernement révolutionnaire provisoire à fin que le pays ne soit pas en proie à des lois militaires qui souvent ne sont pas selon les intérêts des peuples." Cerise et Buonarroti à Maurizio Pelliseri, Paris, 15 pluviôse an IV (4 février 1796), in SAITTA, *F. Buonarroti*, vol. 2, p. 2. Et le 4 floréal an IV (23 avril 1796), soit deux semaines environ avant l'arrestation des babouvistes, Cerise et Buonarroti écrivent encore dans le même sens au ministre des Affaires étrangères (*ibidem*, p. 19-20).

durée comme le montrent ses hésitations ultérieures entre bonapartisme et libéralisme politique, il garda toute sa vie une attitude d'opposant en matière sociale et éducative. Après avoir été rédacteur du *Courrier de l'armée d'Italie* (1797-1798) sous la direction de Bonaparte avec qui il se brouille, secrétaire général du gouvernement provisoire de la république de Naples (1799), puis de nouveau emprisonné sur ordre du Directoire, Jullien travaille plusieurs années au ministère de la Guerre dans un emploi subalterne ; il s'intéresse dès cette époque aux problèmes d'éducation – prenant contact avec Pestalozzi<sup>230</sup> et aux questions scientifiques : il fondera à cet effet en 1819 la *Revue encyclopédique* qu'il dirigera jusqu'à la fin 1831, revue conçue à l'image de l'*Encyclopédie* jadis, comme machine de guerre contre le trône et l'autel ; il en cédera d'ailleurs la direction à partir de 1832 aux saint-simoniens dissidents Pierre Leroux, Hippolyte Carnot et Jean Reynaud, tandis que ses anciens collaborateurs se disputent les places sous la monarchie nouvelle. Jullien ne se désintéresse pas pour autant des affaires politiques ni ne perd le contact avec la tradition révolutionnaire, comme en témoignent un certain nombre de brochures.<sup>231</sup>

Cependant son intérêt principal va aux questions scientifiques, communautaires et éducatives. Dès l'Empire et la Restauration il entretient des relations scientifiques internationales non seulement avec des correspondants en Suisse, en Italie et en Angleterre mais encore en Allemagne et en Russie<sup>232</sup> (ce qui lui vaut un bref emprisonnement en 1815) ; et il participera avec Alexander von Humboldt et Arcis de Caumont à la création des Congrès scientifiques (à partir de 1828 en Allemagne, depuis 1833 en France). En septembre 1822 il était allé rendre visite à Robert Owen et avait publié à son retour sur les problèmes de la communauté une "Notice sur la colonie industrielle de New-Lanark, en Ecosse, fondée par M. Robert Owen".<sup>233</sup> Sous la Restauration il est des membres fondateurs de la société républi-

<sup>230</sup> Cf. JULLIEN, *Esprit de la méthode de Pestalozzi*.

<sup>231</sup> Cf. [JULLIEN], *Entretien politique* [...], Paris, frimaire an VIII (novembre 1799), où il se distancie de Bonaparte et de son coup d'Etat. Après les Cent-Jours, c'est à la librairie d'Emile Babeuf, le fils du condamné, qu'il fait paraître la brochure : *Les élections qui vont avoir lieu* [...], Paris 1815. Il publiera encore de 1830 à 1848 diverses brochures ou tracts comme *Le Bon Sens national*, le 6 août 1830, veille de l'intronisation officielle de Louis-Philippe, etc. (cf. SARRUT/SAINT-EDMÉ et le *Catalogue général des livres imprimés de la BN*).

<sup>232</sup> En 1844 François Duquesne, ouvrier imprimeur et rédacteur de *La Ruche populaire*, délivrait à Jullien ce certificat de civisme international : "on devra beaucoup à M. Jullien de Paris, président de la Société de l'*Union*, lequel [...] aura conservé et soutenu longtemps cette association utile à tous les hommes. Elle a commencé d'exister en 1803, sous le nom de *Société philosophique* ; en 1819 elle quitta ce nom pour prendre celui de *Société encyclopédique*, qu'elle échangea encore en 1830 contre celui qu'elle porte aujourd'hui, *Société de l'union des nations*." (DUQUESNE, "Société française de l'union des nations", p. 26).

<sup>233</sup> In *Revue encyclopédique*, avril 1823. La *Revue encyclopédique* est alors un des périodiques régulièrement lus par Fourier (cf. POULAT, *Les Cahiers manuscrits de Fourier*, p. 67) ; elle est aussi semble-t-il à l'origine d'une correspondance, inédite

caine Aide-toi et en juillet 1830 il est à l'Hôtel de Ville avec Audry de Puyraveau et Lafayette. Pendant la monarchie de Juillet on le voit fréquenter non seulement les milieux littéraires et scientifiques, mais encore des réfugiés politiques allemands, polonais, hongrois,<sup>234</sup> non seulement certains dirigeants néo-babouvistes comme de Puyraveau et d'Argenson, non seulement les saint-simoniens de renom mais encore de simples militants comme Jules Gay et sa femme Désirée Véret, qui furent tour à tour fouriéristes, owenistes et communistes matérialistes. C'est à Jullien en effet que Gay s'adresse en 1831 pour s'informer sur Owen dont les idées "sapaient la religion, la famille et la propriété".<sup>235</sup> Jullien lui remet alors le livre de Joseph Rey, *Lettres sur le système de la coopération mutuelle et de la communauté de tous les biens d'après le plan de M. Owen*, paru à Paris en 1828, qui est une révélation pour Gay et dont Buonarroti, écrivant à Emile Babeuf, disait :

Rey, dont tu trouves l'ouvrage pâle, a touché une corde fort délicate, mais ce qu'il dit est de toute vérité, quiconque sait un peu raisonner peut en déduire les conséquences de la plus haute importance. Si les principes qu'il ose émettre trouvaient beaucoup de défenseurs c'en serait fait du principal appui de toutes les tyrannies.<sup>236</sup>

Or c'est dans l'établissement d'éducation communautaire de Désirée et Jules Gay aux environs de Paris que le socialiste anglais John Goodwyn Barmby devait rencontrer Jullien en juin et juillet 1840, prendre connaissance à cette occasion du vocabulaire communiste français et créer les termes anglais "communist", "communism" ainsi que "communitarian" et "communitarianism" dont il qualifie Jullien et ses idées en conclusion de son rapport.<sup>237</sup>

à ma connaissance, entre Jullien et Saint-Simon (collection Jean-Guy Deschamps).

<sup>234</sup> Cf. la lettre de Börne à Jullien du 12 mars 1832, dans laquelle Börne annonce qu'il participera à un dîner organisé par Jullien et amènera quatre de ses amis, dont un émigré allemand (Joseph Savoye), un polonais et un hongrois (BÖRNE, *Sämtliche Schriften*, vol. 5, p. 912). Dans ce même esprit international qui marque toute son activité, Jullien essaya en vain en 1833 de lancer une *Revue cosmopolite, ou Tableau statistique et progressif du monde civilisé* (cf. JULLIEN, *Lettre à la nation anglaise*, p. 3, 5).

<sup>235</sup> GAY, *Le Socialisme rationnel*, p. 13 ; cf. FOURIER, *Le Nouveau Monde*, p. 199. Lorsque Gay, converti à l'owenisme, s'emploiera de 1833 à 1837 à faire venir Owen à Paris, il sera aidé par Jullien et Joseph Rey ; cf. GANS, "Robert Owen à Paris" ; GANS, "Les relations" (à consulter avec précaution), et DESROCHE/LON/ROCHER, p. 41-58 et 167-171.

<sup>236</sup> Lettre du 30 juillet 1828, in DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 376. En ce qui concerne Rey on se reportera à RUDE, "Un socialiste". C'est grâce aux articles de Jullien et de Rey sur Owen que BUONARROTI, vol. 1, p. 213-215, put consacrer une longue note aux systèmes comparés de Babeuf et d'Owen. GANS, "Les relations", p. 106, prétend qu'en raison de "l'échec des expériences owenistes" cette note ne fut pas reproduite dans l'édition de BUONARROTI, *La Conspiration*, de 1845. Or, Buonarroti étant mort en 1837, cela exclut toute modification de son fait après cette date – et il n'existe pas d'édition de 1845... Erreur reproduite, avec des variantes, par DESROCHE/LON/ROCHER, p. 29 (cf. introduction au document 9).



Voilà qui constitue à mon avis un ensemble d'indices convergents suffisant pour avancer l'hypothèse plausible selon laquelle Jullien fils put être ce citoyen inconnu de Restif qui proposa du haut de la chaire de Saint-Etienne-du-Mont dans l'hiver 1795/1796 l'établissement du communisme. Jullien, après tout, fut plus longtemps et plus sérieusement partisan de la communauté sous des formes diverses que Grenus qui la prêcha quelques semaines seulement et dont le témoignage est cependant précieux.

### Réaction thermidorienne et nouveau recours à l'utopie

Il est caractéristique qu'en 1797, après l'échec de la conspiration "babouviste"<sup>238</sup> et le procès de Vendôme dont Babeuf déclarait avec une remarquable lucidité : "Ce procès est celui de la Révolution française ; de sa décision dépendra le sort de la République",<sup>239</sup> Restif, qui cependant est convaincu que "le communisme serait le meilleur gouvernement", le déclare irréalisable et doit recourir une fois encore pour présenter son "Projet de communauté générale du genre-humain" au mode romanesque de l'époque, mi-philosophique, mi-utopique ;<sup>240</sup> il n'en demeure pas moins qu'il donne du communisme, qu'il est, si on excepte le malheureux Riedel au fond de son cachot, le premier à désigner ainsi, la triple définition morale, économique et politique que Babeuf et ses compagnons donnaient du plébétianisme.<sup>241</sup> Outre "communisme" et "communisme" au sens moderne (plus exactement à l'émergence du sens moderne) on y trouve toute la famille des dérivés de "commun" : le terme même "commun", "en-commun", celui de "communauté" y sont d'un emploi extrêmement fréquent ; "commune" au sens de communauté de base (dans la communauté des biens générale) est sans doute un premier emploi,<sup>242</sup> différent de celui de la commune bourgeoise médiévale et de la commune administrative issue de la Révolution ; l'adjectif "commun" au sens de communiste est employé soit seul soit en composition : "commun-républicain", avec un doublet "républicain-communal" qui marque sans doute la date limite d'emploi de communal au sens primitif ;<sup>243</sup> enfin Restif tente un "communisme"<sup>244</sup> qui restera sans écho. Il

<sup>237</sup> Cf. document 21 et l'introduction à ce document.

<sup>238</sup> Le terme *babouviste* fait son apparition dès 1795 en compagnie de quelques autres formés sur la racine latine de "Babeuf" ; *babouvisme* n'apparaîtra qu'en 1839.

<sup>239</sup> BABEUF, *Défense générale*, in ADVIELLE, vol. 2, p. 15. Qu'il suffise de rappeler que c'est à Bonaparte que le Directoire avait fait appel pour fermer le Club du Panthéon le 9 ventôse an IV (28 février 1796), cf. BUONARROTI, vol. 1, p. 94.

<sup>240</sup> On comparera par exemple le recours utopique du "Projet de communauté générale du genre-humain" de Restif à l'utopie sociale, éducative et industrielle habillée de façon romanesque dans GOTTIE, *Wilhelm Meisters Wanderjahre*, paru en 1821 et 1828. Cf. GRANDJONC, "Literarisches Echo".

<sup>241</sup> Pour la définition du *communisme* chez Restif cf. documents 6 à 8.

<sup>242</sup> RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4346 (document 8). Le terme sera d'emploi courant chez Fourier et ses disciples.

reprend d'autre part, non sans courage au printemps 1797, un des mots clefs du babouvisme : "Egaut",<sup>245</sup> ainsi que "association" en un sens à mi-chemin entre celui de Babeuf et celui que lui donnera Fourier.<sup>246</sup> Si on ajoute à cela "anarchisme" et la notion nouvelle de consensus social ou de communauté d'idées (non religieuse) qu'il appelle "coordonance sociale",<sup>247</sup> on avouera que les derniers livres de *Monsieur-Nicolas* méritaient d'être tirés d'un oubli ou d'une méconnaissance parfaitement injustifiés : c'est la raison principale de l'importance des extraits qu'on en trouvera parmi les documents rassemblés dans cette étude ; je n'ai pas voulu non plus, en les réduisant à l'excès, mutiler une pensée et une sensibilité où le bon sens et le sens politique vont aussi de pair avec l'extravagance, la contradiction, la poésie et la pensée magique,<sup>248</sup> et fabriquer ainsi un Restif de circonstance qui n'a jamais existé.

### Mr-Nicolas et la conjuration babouviste à l'étranger

J'ai déjà noté l'absence totale de traduction des derniers livres de *Monsieur-Nicolas*, ce qui exclut par conséquent la transcription et l'usage en anglais, en allemand, en italien, etc. du vocabulaire communiste qu'ils contiennent.<sup>249</sup>

<sup>243</sup> Pour ces deux termes cf. RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4332 et 4333 (document 8). Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, et à l'exception de l'emploi pour la Commune de Paris (1871), le terme *communal* est employé exclusivement au sens administratif.

<sup>244</sup> RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4330 (document 8).

<sup>245</sup> RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 3956 (document 6) et p. 4334 (document 8).

<sup>246</sup> Cf. par exemple RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 3964, 3978, etc. (document 6). De ce terme Regnault dit avec une belle assurance en 1839 : "Il y a bien peu d'années que le mot Association est entré dans le langage politique." (DUCLERC/PAGNERRE, p. 113).

<sup>247</sup> RESTIF, *Mr-Nicolas*, p. 4252 (document 8).

<sup>248</sup> Pour l'extravagance, voir ce que Restif imagine en fait de mœurs sous la rubrique "Emploi du Mobile de l'Amour" (p. 4339-4340 ; document 8) et qui, à son avis, se distingue radicalement de la prostitution ; il en va de même pour la monnaie de métal ou de papier remplacée par un autre signe monétaire (p. 4931 sq. ; document 8), mais en cela Restif aura de nombreux émules en utopie, des Labour Exchange-Markets de Josiah Warren et Robert Owen à John Francis Bray et à Wilhelm Weitling, sans parler de la Banque d'échange de P.-J. Proudhon.

En ce qui concerne les contradictions : la censure est radicalement exclue de son utopie... sauf exception (cf. p. 4330 ; document 8) ; l'éducation doit former à la liberté... sous surveillance constante (cf. p. 4335-4337 ; document 8) ; mais dans combien de systèmes dits libéraux (avancés ou non), socialistes ou communistes, ces contradictions ne sont-elles pas la règle ?

Enfin la cosmogonie de *Mr-Nicolas* (p. 4106-4107 ; document 7 et introduction à ce document) entre tout à fait dans le cadre de la pensée pré-scientifique telle que l'a analysée Gaston Bachelard.

<sup>249</sup> Carl Friedrich Cramer devait traduire *Mr-Nicolas* (lettre à son frère du 25 novembre 1796, cf. note 217), mais il n'en fut rien ; la première traduction allemande, partielle et abrégée, faite d'après l'édition incomplète de Liseux, est de 1905-1906.

Walter Markov a fait pour la presse allemande l'analyse de l'écho suscité par la conjuration babouviste en 1796-1797,<sup>250</sup> entièrement considérée d'ailleurs du point de vue du Directoire ; ainsi, le seul périodique qui lui consacre une large part, la *Minerva* de Hambourg,<sup>251</sup> prend pour référence (outre la traduction de deux interrogatoires, de l'Acte insurrecteur et d'une ou deux lettres de Babeuf) les articles de thermidoriens d'extrême droite comme Lacretelle et Courtois sur les principaux conjurés, Antonelle, Babeuf, Drouet, etc. En fait de termes typiques de la conjuration babouviste ("Baboeufische Verschwörung")<sup>252</sup> la moisson est maigre ; ce qu'on trouve ne va guère au-delà du vocabulaire révolutionnaire ou contre-révolutionnaire courant déjà adapté du français à l'allemand au cours des années antérieures : outre les qualificatifs attendus de "Terroristen", "Räuber", "Bösewichter",<sup>253</sup> etc. accolés aux conjurés, sont particulièrement représentés les termes "Parthey", "Patriot", "Demokrat" et son dérivé "demokratisch", "Anarchie" et les deux dérivés "Anarchist" et "anarchisch" ;<sup>254</sup> "bonheur commun", en tête de l'Acte insurrecteur, est rendu par "gemeinschaftliches Glück"<sup>255</sup> et "communauté des biens" naturellement par "Gemeinschaft der Güter" ;<sup>256</sup> les conjurés réunis constituent des "Associationen" ;<sup>257</sup> l'égalité est représentée par "Gleichheit",<sup>258</sup> les conjurés sont des "Gleichmacher" (nivelleurs) et l'inévitable loi agraire est rendue par "Acker-gesetz".<sup>259</sup> "Volk" (peuple) est assez courant,<sup>260</sup> accompagné des plus rares

En ce qui concerne l'anglais, la première traduction est de 1930 et s'arrête à la 12<sup>e</sup> partie "excluant seulement [!] le *Calendrier, la Morale, la Religion, la Politique* et *Mes Ouvrages*" (RIVES CHILDS, p. 338), soit un tiers du texte.

Une traduction hollandaise de 1926 — du type "digest" — condense en un volume les seules aventures amoureuses de Nicolas (cf. RIVES CHILDS, p. 337).

<sup>250</sup> MARKOV, "Babeuf, le babouvisme et les intellectuels allemands (1796-1797)".

<sup>251</sup> La douzaine d'articles consacrés à la conjuration, et qui représentent environ cent cinquante pages de la *Minerva*, sont faits presque exclusivement d'adaptations du français par J.S. ERSCH qui signe \*\*ch. (identification d'après RUIZ, p. 185-186).

<sup>252</sup> *Minerva*, 1796, vol. 4, p. 546.

<sup>253</sup> On trouve "Terroristen" en de nombreux exemplaires, cf. par exemple *Minerva*, 1796, vol. 4, p. 547 ; 1797, vol. 1, p. 518 : "Faction der Terroristen" ; "terroristisch", 1797, vol. 1, p. 515 ; "Räuber" et "Bösewichter", 1796, vol. 3, p. 3 et 11.

<sup>254</sup> On notera à propos de *Patriot* la formule "die geächteten Patrioten" dans la traduction de l'Acte insurrecteur (in BUONARROTI, vol. 2, p. 169 : "les patriotes proscrits"). C'est sans doute du texte de Buonarroti que devaient s'inspirer en 1834 les fondateurs de la Ligue des proscrits ou des bannis (Bund der Geächteten) qui se disent "patriotes proscrits".

<sup>255</sup> *Minerva*, 1796, vol. 3, p. 168.

<sup>256</sup> *Minerva*, 1796, vol. 3, p. 113, 121. De la même racine on trouve "Commune" (1796, vol. 3, p. 132) pour la Commune de Paris ; et le partage des biens communaux est appelé "Theilung der Gemein[-]Güter" (1796, vol. 3, p. 319).

<sup>257</sup> *Minerva*, 1796, vol. 4, p. 125.

<sup>258</sup> Par exemple in *Minerva*, 1796, vol. 2, p. 518.

<sup>259</sup> Ces deux derniers termes in *Minerva*, 1796, vol. 3, p. 106.

<sup>260</sup> Cf. en particulier in *Minerva*, 1796, vol. 3, juillet, p. 105, la traduction d'un article de Courtois paru en français en mai de la même année, où se trouve la distinction

"populaire/unpopulaire"<sup>261</sup> ; on notera également un emploi unique de "Pantheons-Brüder"<sup>262</sup> pour le terme alors courant de "Panthéonistes", c'est-à-dire membres de la Société du Panthéon décrite par Restif et Buonarroti.

De son côté Samuel Bernstein a effectué pour la presse britannique et surtout nord-américaine un sondage<sup>263</sup> d'où il ressort que les mêmes pièces approximativement et la même presse officielle ou semi-officielle française furent utilisées par les journalistes anglo-saxons pour rendre compte de l'insurrection avortée.<sup>264</sup> Le résultat en anglais est comparable à celui esquissé pour l'allemand : l'essentiel du vocabulaire révolutionnaire était passé dès les premières années de la Révolution, et au fur et à mesure de sa création, du français en anglais à travers l'œuvre antirévolutionnaire de l'ambassadeur Burke, celle du Conventionnel révolutionnaire Paine (*The Rights of Man*) et à travers la presse qui, dès 1790, rendait ainsi compte de la situation : "All is in a flame between the Aristocratic and Democratic parties [in France]."<sup>265</sup> Je relèverai ici seulement la formule de "conspiracy of Babeuf", les qualificatifs de "terrorists", "anarchists", "royalists" attribués aux Egaux, accusés par la presse américaine de vouloir réaliser à la fois "royalism" et "anarchism", de tendre à "the agrarian law", "the conter-revolution", "the overthrow of the Constitution",<sup>266</sup> etc. Le vocabulaire babouviste lui-même n'est représenté que par quelques formules de l'Acte insurrecteur et de l'Analyse de la doctrine de Babeuf présentées aux lecteurs américains à titre de curiosité et de repoussoir : "equal rights", "common labours and enjoyments",<sup>267</sup> etc.

Il faudra attendre dans le cas de l'anglais comme de l'allemand (à l'instar du français d'ailleurs) la diffusion de l'ouvrage de Buonarroti et sa traduction ou les adaptations qui en seront faites après 1830 pour que le vocabulaire communautaire babouviste s'impose dans la langue politique. Il est à noter cependant que tandis que l'anglais, qui possède de longue date une tradition démocratique et révolutionnaire, développe au cours des trois premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle son propre langage social et communautaire avec la naissance du mouvement ouvrier et les expériences d'Owen et de son école, l'allemand demeure encore dans les années trente et quarante entièrement tributaire en ce domaine des modèles français et anglais.

entre peuple travailleur (c'est-à-dire pour Courtois "qui obéit") et peuple oisif ("terroriste" au dire de Courtois) sous la forme de l'apologue des abeilles et des frelons, que Saint-Simon rendra célèbre mais dans une tout autre perspective.

<sup>261</sup> *Minerva*, 1796, vol. 3, p. 297, 298.

<sup>262</sup> *Minerva*, 1796, vol. 3, p. 109.

<sup>263</sup> Cf. BERNSTEIN, "Babeuf's Conspiracy".

<sup>264</sup> Ainsi furent traduits en anglais comme en allemand certains interrogatoires de Babeuf, l'Acte insurrecteur, l'Analyse de la doctrine de Babeuf (cf. document 5B) ou encore la lettre de Babeuf au Directoire exécutif, toutes pièces destinées à prouver la folie criminelle des conjurés (cf. BERNSTEIN, p. 92, 100, 102, 103).

<sup>265</sup> Cité d'après MURRAY *et alii*, vol. 3, article "Democratic".

<sup>266</sup> Cf. BERNSTEIN, "Babeuf's Conspiracy", p. 92, 93, 95, 98, 99.

<sup>267</sup> Cf. *ibidem*, p. 101.

### Chapitre III

## Cheminevements souterrains, résurgences et sources nouvelles

Avec la fin du Directoire, le coup d'Etat bonapartiste, l'Empire et la Restauration on passe, en ce qui concerne le plébétianisme ou communisme, par une phase de profond silence, au cours de laquelle il est très difficile de suivre tant le progrès de la pensée, qui ne peut s'exprimer, que le destin particulier des démocrates survivants, qui entrent dans l'anonymat ou la clandestinité et qui se cherchent une activité de couverture ; la chape de silence – sur le continent du moins – est si épaisse que se perd jusqu'au vocabulaire de l'idéal communautaire, pour devoir être réinventé quarante ans plus tard. A la fin de la Restauration par exemple, Buonarroti, qui fit plus que tout autre pour cette résurrection, constate dans l'avant-propos de son livre que "les doctrines politiques actuelles sont à une distance infinie de celles que professaient les démocrates de l'an IV".<sup>268</sup> Le silence et l'oubli apparent – avec le cheminement souterrain qui va de pair – sont confirmés tant par les observations de contemporains au cours des années trente et quarante que par des faits symboliques, comme la disparition du drapeau rouge révolutionnaire.

Sous l'Empire, la tradition du drapeau rouge semble perdue complètement. C'est si vrai que Napoléon I<sup>er</sup> donne comme emblème à sa garde à pied un drapeau rouge avec diverses figurines. [...] Le drapeau rouge est plongé dans l'oubli ; cependant l'oubli n'est pas total. A la faveur des journées révolutionnaires de 1830, on le voit réapparaître.<sup>269</sup>

A cette constatation d'un historien, Maurice Dommanget, fait écho la remarque suivante de Theodor Oelckers, écrivain réformateur allemand proche des socialistes, qui écrit en 1844 :

Der Kommunismus, wie ihn Babeuf angeregt hatte, sollte erst in der neuesten Zeit nach der Julirevolution wieder zahlreiche Bekenner und Vertreter finden. Schon unter dem Konsulat war Babeuf und seine Lehre so gut wie verschollen.<sup>270</sup>

<sup>268</sup> BUONARROTI, vol. 1, p. 19 ; document 9.

<sup>269</sup> DOMMANGET, *Histoire du drapeau rouge*, p. 39-40.

<sup>270</sup> OELCKERS, p. 20.

Disparu sans doute de la surface des choses, mais non pas rayé de la réalité. Il y a continuité souterraine de 1796/1797 à la monarchie bourgeoise, continuité représentée non seulement par Buonarroti en exil, mais encore par Hésine père et fils à Rouen, par Emile Babeuf à Lyon puis à Paris, Charles Teste en Belgique et à Paris, Joseph Rey à Grenoble et en Grande-Bretagne, les frères Charavay à Lyon, à Paris, puis de nouveau à Lyon, et par des dizaines d'autres. Un observateur de la Restauration et de la monarchie de Juillet notait avec beaucoup de lucidité dans ses mémoires :

Depuis Babeuf et depuis les conspirations d'associations royalistes, un monde souterrain en révolte contre le monde réel et officiel a toujours vécu en France. Le tableau de ses agitations, de ses évolutions et de ses gouvernements serait une véritable révélation et expliquerait bien des événements qui paraissent presque sans cause.<sup>271</sup>

En même temps se développent depuis le début du siècle divers courants de pensée qui reprennent le problème de la société et de sa transformation communautaire sous un autre angle que celui de la prise du pouvoir au cours d'une révolution violente. La perspective en est la transformation progressive de l'humanité tout entière selon un projet présenté chaque fois par son auteur comme le seul valable, étayé d'une philosophie morale et/ou d'un savoir encyclopédique plus ou moins rationnel : perspective nécessairement utopique de ce fait même, ainsi qu'en raison de l'absence de toute réflexion sur l'exercice et le devenir du pouvoir. Utopie surtout pratique de Robert Owen en Angleterre, qui donnera naissance au mouvement coopératif et associationniste ; utopies surtout théoriques de Charles Fourier et de Claude Henri de Saint-Simon en France, qui engendreront les différentes écoles du socialisme (école *socialiste* saint-simonienne, école *sociétaire* fouriériste, etc.) et du communisme, par influences et contaminations réciproques avec l'owenisme et le néo-babouvisme.

L'analyse des systèmes de chacun des trois grands philosophes utopiques du début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'étude de l'activité clandestine de Buonarroti et de ses compagnons,<sup>272</sup> celle du développement et de l'écho de la pensée socialiste utopique ou encore celle du vocabulaire afférent, au cours des trois premières décennies du siècle, représenteraient autant d'études spécialisées, qui existent en partie – la dernière par exemple a été amorcée par Hans Müller dans son ouvrage sur la famille des termes "social/socialisme"<sup>273</sup> et qui sont ici hors de question, pour cette raison entre autres que le mouvement populaire communautaire et le langage social

271 Paul-François Dubois, l'un des fondateurs du *Globe* avec Pierre Leroux, cité par RUDE, *L'Insurrection lyonnaise*, p. 728.

272 En ce qui concerne le rôle d'intermédiaire internationaliste de Buonarroti cf. les études de GARRONE, de KUYPERS et de SAIITA consacrées à ce dernier, ainsi que ANDRÉAS/GRANDJONC/PELGER, *Anfänge*. Sur les contacts internationaux de la Charbonnerie dans les années vingt cf. ISAMBERT ; sur les relations de Joseph Rey, Jules Gay, des fouriéristes et des owenistes dans les années vingt et trente cf. DESROCHE/LON/ROCHER.

qui s'y rattache – objets de cette étude –, renaissent de l'histoire écrite du babouvisme, avec les interférences notées ci-dessus, postérieurement à la publication par Buonarroti en 1828 à Bruxelles de la *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*.<sup>274</sup> Cela ne signifie pas qu'il ne se passe rien au cours de ces décennies dans le domaine du langage social, loin de là, mais ce qui advient relève de registres différents ou parallèles. Ainsi trouve-t-on sans doute un certain nombre de néologismes ou d'emplois nouveaux du français "libéral/libéralisme", de l'anglais "mutual", "co-operation", etc. qui ne tardent pas à passer d'une langue à l'autre et de là aux autres langues européennes ; cependant, après les créations verbales de la période pré-révolutionnaire et révolutionnaire à partir de la racine "commun" – et si on excepte deux tentatives sans lendemain de "communional" et "communionist" en 1827 –, il faut attendre 1839/1840 pour voir naître et se développer "communautaire/communitarian", "communiste/communist/Kommunist", etc. Si "socialiste" émerge en 1797 ce n'est qu'en 1833/1834 après l'apparition de "socialisme" qu'il entre dans l'usage ; si "prolétaire" au sens moderne est fort répandu sous la Révolution, il n'accède au collectif "prolétariat" qu'en 1832, et ainsi de suite. Je me contenterai donc de marquer dans ce chapitre quelques jalons obligés, d'indiquer quelques lignes de continuité peu connues, inexplorées ou contestées, de signaler quelques indices de contacts et d'échanges internationaux qui permettent de repérer l'existence de ce "monde souterrain en révolte" qui va des babouvistes de l'an IV aux révoltés de Peterloo en août 1819, aux canuts de novembre 1831 et aux "communautaires" ou "communistes" qui, à la fin de 1839, prennent le relais du grand parlement ouvrier anglais réuni à Manchester et du soulèvement républicain manqué de mai à Paris.

### La querelle du droit naturel dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle : les "socialistae" et leurs adversaires

Cependant, et avant d'examiner ces créations et leur suite, il faut signaler l'apparition entre 1753 et 1803 d'un certain nombre de néologismes latins, italiens et allemands sur la racine "social" : "socialist-", "socialism-" et leurs composés "anti-socialist-", "antisocialism-", dans le cadre restreint et spécialisé du langage juridique appliqué à la théorie du droit naturel ; néologismes qui ne se retrouvent d'ailleurs à aucun moment en anglais, et en français seulement dans des ouvrages techniques postérieurs où, à une exception près, ils font déjà figure de curiosité linguistique.<sup>275</sup>

273 Cf. MÜLLER, *Ursprung*, qui complète et synthétise certaines recherches antérieures, ainsi que SCHIEDER, "Sozialismus".

274 Ainsi lorsque Cabet établit en 1842 une bibliographie "du Communisme moderne", le premier ouvrage mentionné est celui de Buonarroti (CABET, *Le Démocrate*, p. 2).

275 Sur ce point cf. GECK, p. 19-24, et surtout MÜLLER, *Ursprung*, p. 23-46, complété et corrigé par SCHIEDER, "Sozialismus", p. 924-934, qui font le tour de la question concernant ces emplois latins, italiens et allemands.

Dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle, contre le principe du droit traditionnellement dérivé de la théologie depuis les pères de l'Eglise, le Hollandais Hugo de Groot, dit Grotius (1583-1645), puis l'Allemand Samuel Pufendorf (1632-1694) avaient développé – entre 1625 et 1675 environ – une théorie du droit, c'est-à-dire pour eux de la *vie sociale*, dans laquelle la raison humaine venait peu à peu prendre le rôle jusque-là dévolu à la révélation divine, le "*ius naturale sociale*". Pour qualifier ce lien intellectuel et social, ils utilisèrent dans leurs œuvres rédigées en latin la notion, préexistante mais d'emploi rare, de "*socialitas*" ou "*sociabilitas*", qui existait également sous sa forme française de "*socialité*" depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Reprise et portée à sa forme désormais classique par un disciple de Leibniz, le juriste et philosophe des Lumières Christian Wolff (1679-1754), la théorie du droit naturel n'avait pas manqué de susciter adversaires et détracteurs, en particulier parmi les clercs représentant l'orthodoxie catholique. C'est ainsi qu'en 1753 le bénédictin Anselm Desing, de Passau, qualifie pour la première fois dans un pamphlet latin publié à Munich les tenants du droit naturel de "*sociales*" ou de "*socialistae*", qu'il met dans le même sac que les "*naturalistae*", c'est-à-dire les partisans de la religion naturelle.<sup>276</sup> suivi en cela par l'Italien Finetti qui lui emprunte les "*socialistae*" dans un pamphlet latin de son cru, paru à Venise en 1764 et dirigé contre Hobbes, Pufendorf, Thomasius, Wolff, etc.<sup>277</sup> L'année suivante, un bénédictin italien, Ferdinando Facchini, utilise la forme vernaculaire "*socialisti*" contre l'ensemble des théoriciens des Lumières qui veulent ériger sur terre "*una società perfetta che sia stata formata originariamente dal consenso espresso e determinato di uomini liberi*",<sup>278</sup> et en 1789 Appiano Buonafede complète les "*socialisti*" d'un "*socialismo*" recouvrant selon lui les "*sistemi discordi, immaginari, sterili, irreligiosi*" de Rousseau et des tenants du droit naturel.<sup>279</sup>

En allemand par contre, et sans référence aux polémiques latines de Desing et de ses émules italiens, la terminologie nouvelle entre à partir de 1790 dans le langage technique de la théorie du droit naturel. Le premier à user ainsi de la forme allemande "*Socialist*" est Gottlieb Hufeland dans ses *Lehrsätze des Naturrechts* (Iéna 1790) où, après avoir qualifié Pufendorf dans son introduction historique de "*wahrer Vater des Naturrechts*", il poursuit : "*Er und viele seiner Nachfolger gründen das Naturrecht auf Geselligkeit und können Socialisten genannt werden.*"<sup>280</sup> Sa formulation prudente montre assez qu'il s'agit sans doute d'un néologisme de sa part, rapidement admis d'ailleurs dans la littérature spécialisée, ainsi par Schumann, Hoffbauer, Klein, Buhle qui publient entre 1792 et 1798 un certain nombre

276 DESING, p. 87-89, 93, 96, 101, etc. utilise d'ailleurs *socialistas* de préférence à *sociales*; cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 31; SCHIEDER, "*Sozialismus*", p. 926-927.

277 FINETTI, vol. 2, p. 46; MÜLLER, p. 35; SCHIEDER, p. 928.

278 FACCHINI, in BECCARIA, vol. 4, p. 13; MÜLLER, p. 35-36; SCHIEDER, p. 928.

279 BUONAFEDE, vol. 3, p. 256; SCHIEDER, p. 929. Buonafede utilise même le terme abstrait au pluriel, parlant des "*contraddizioni de' socialismi e delle salvatichezza*".

280 HUFELAND, p. 16; MÜLLER, p. 44; SCHIEDER, p. 930.

d'études ou de manuels de droit naturel.<sup>281</sup> Hoffbauer comme Buhle donnent l'appellation comme un fait acquis; les partisans de Pufendorf "*wurden [...] Socialisten genannt*", écrit le premier,<sup>282</sup> tandis que Buhle généralise : "*Seine Anhänger werden gewöhnlich Socialisten genannt.*"<sup>283</sup> Formule définitive qu'on retrouve en français dans le *Grand Dictionnaire universel* de Larousse en 1875 et qui a fait croire à certains qu'elle datait du temps de Grotius et Pufendorf... J'y reviendrai.

À la suite de "*Socialist*", l'abstrait "*Socialism*" avait presque naturellement fait son apparition, dans le *System des Naturrechts* de Heydenreich (Leipzig 1794), qui notait à propos de Thomasius qu'il avait été "*anfangs dem Puffendorfschen Socialism zugehan*".<sup>284</sup> il est suivi par un certain Anton Thomas qui déclare de Pufendorf dans son *Lehrbuch der natürlichen Rechtswissenschaft* (Francfort 1803), "*daß durch ihn eine der wichtigsten Epochen, die des Socialism, begründet wurde*".<sup>285</sup> Et non moins naturellement était né l'adjectif "*socialistisch*" dans la formule composée "*socialistisches System*" qu'utilisent Karl Heinrich Gros (1802) ou Anton Bauer (1808), toujours à propos de Pufendorf et de son école.<sup>286</sup> On rencontre en outre chez Bauer les formes "*Socialgesetz*", "*Socialverhältniß*", "*Socialfreiheit*" et "*Social-Gleichheit*",<sup>287</sup> qui resteront d'ailleurs lettre morte jusqu'à leur récréation au sens socialiste moderne dans les années trente, sur le modèle anglais ou français. Il existe enfin dans cette série un "*socialisch*" de Schmitthener (1832) qui ne s'est pas imposé et dont on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une coquille typographique, l'auteur utilisant aussi la forme "*socialistisch*".<sup>288</sup>

Ces néologismes latins, italiens et allemands de 1753 à 1803 ne poseraient pas de problème particulier en soi, si deux créations, indépendantes l'une de l'autre et antinomiques, ne venaient remettre en cause définition première et évolution sémantique des termes existant à cette date. En 1803 en effet, un franciscain italien du nom de Giacomo Giuliani et le philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich Hegel définissent, le premier la théorie du droit naturel, le second les théories adverses, comme antisocialistes ! Hegel pour sa part, qui traite des rapports du

281 SCHAUMANN, *Wissenschaftliches Naturrecht*, Halle 1792, p. 49; HOFFBAUER, *Naturrecht aus dem Begriffe des Rechts entwickelt*, Halle 1793, p. 329; KLEIN, *Grundsätze der natürlichen Rechtswissenschaft [...]*, Halle 1797, p. 356; BUHLE, *Lehrbuch des Naturrechts*, Göttingen 1798, p. 40. Cf. MÜLLER, p. 44; SCHIEDER, p. 930-931.

282 HOFFBAUER, p. 329; cf. MÜLLER, p. 44; SCHIEDER, p. 931.

283 BUHLE, p. 40; cf. SCHIEDER, p. 931.

284 HEYDENREICH, p. 68; cf. SCHIEDER, p. 931.

285 A. THOMAS, p. 14; cf. SCHIEDER, p. 931.

286 GROS, *Lehrbuch der philosophischen Rechtswissenschaft [...]*, Tübingen 1802, p. 32; BAUER, *Lehrbuch des Naturrechts*, Marburg 1808, p. 24; cf. MÜLLER, p. 44; SCHIEDER, p. 930.

287 BAUER, p. 25, 49-52; cf. MÜLLER, p. 44.

288 *Socialistisch* est attesté chez SCHMITTHENER, p. 104, *socialisch*, p. 219; cf. MÜLLER, p. 44.

droit naturel pratique à l'absolu de l'abstraction philosophique, ne s'embarasse de considérations ni linguistiques ni historiques et affirme, péremptoire, des systèmes opposés à la théorie du bonheur en général et à celle du droit naturel en particulier qu'on les appelle "antisocialistisch" parce qu'ils mettent l'individu au-dessus de tout :

In einer niedrigeren Abstraktion ist die Unendlichkeit zwar auch als Absolutheit des Subjekts in der Glückseligkeitslehre überhaupt, und im Naturrecht ins Besondere von den Systemen, welche antisocialistisch heißen und das Seyn des Einzelnen als das Erste und Höchste setzen, herausgehoben, aber nicht in die reine Abstraktion, welche sie in dem Kantischen oder Fichteschen Idealismus erhalten hat.<sup>289</sup>

Ce n'est pas ici le lieu de discuter le bien-fondé de l'affirmation, qui se situe d'ailleurs dans la droite ligne de la "socialitas" posée par Grotius et Pufendorf comme fondement du droit naturel ; qu'il suffise de constater un usage auquel semble se référer Hegel, mais dont personne n'a encore trouvé trace avant lui, si bien qu'on est en droit de penser qu'il en est lui-même l'auteur. Giuliani par contre, dans son livre *L'Antisocialismo confutato*, partant du point de vue que l'homme est un être-voulu-par-Dieu-pour-vivre-en-société, revendique pour la théorie de la "società civile" dérivée du droit canonique l'appellation de "socialismo" et, cela posé, qualifie de son antonyme "antisocialismo" les théories de la "società incivilita" selon Grotius, Hobbes, Rousseau, etc.<sup>290</sup> Les "socialisti" sont donc les tenants de l'Église catholique, les "antisocialisti" les philosophes des Lumières !

Et c'est encore une signification voisine, même si elle est plutôt issue de l'usage attesté par Hegel que de l'inconnu Giuliani, qu'on trouve à l'article "Antisocialismus" du supplément au grand dictionnaire philosophique de Wilhelm Traugott Krug en 1838 :

Antisocialismus ist ein neu gebildetes Zwitterwort, durch welches ein Streben gegen (anti) die Gesellschaft (societas) oder vielmehr die Geselligkeit (socialitas) wie sie der Zweck der Menschheit im Ganzen und Großen fordert, bezeichnet werden soll.<sup>291</sup>

Mais Krug n'indique pas où ni par qui le terme a été utilisé, dont il affirme cependant à l'article "social" du même ouvrage qu'on en a parfois abusé.<sup>292</sup>

<sup>289</sup> HEGEL, "Über die wissenschaftlichen Behandlungsarten des Naturrechts [...]", in *Kritisches Journal der Philosophie*, Iéna 1802/1803, réédition 1981, p. 347-348 ; HEGEL, *Sämtliche Werke*, vol. 1, p. 457-458.

<sup>290</sup> GIULIANI, p. 9 ; cf. MÜLLER, p. 37 ; SCHIEDER, p. 929-930.

<sup>291</sup> KRUG, *Allgemeines Handwörterbuch der philosophischen Wissenschaften*, vol. 5/I, Leipzig 1838, p. 87.

<sup>292</sup> KRUG, p. 307 : "Unter dem Antisocialismus ist zu verstehen das Streben gegen das gesellige Leben entweder überhaupt oder insonderheit gegen das bürgerliche. Es werden daher sowohl Menschen, in welchen ein solches Streben sichtbar ist, als Lehren [...] welche dieselbe Tendenz verrathen, antisocial genannt. Indessen ist man auch oft mit dem Vorwurfe des Antisocialismus zu freigebig gewesen."

Pareille incertitude sur le sens de cette série de termes issus de la racine "social" montre assez que les néologismes de l'école du droit naturel ou de ses adversaires étaient loin d'être d'usage courant, et encore moins univoque. Or la polémique d'avant 1789 semble bien n'avoir laissé, dans la langue française, d'autres traces que les termes préexistants de "social", "socialité" et "sociabilité", bien que la controverse ait été sans doute aussi vive en France qu'en Italie et en Allemagne ; il en va de même pour l'Angleterre et pour la langue anglaise. Quant aux emplois allemands de la décennie qui suit – de 1790 à 1803 –, ils ne pénétrèrent pas non plus chez les voisins occidentaux, apparemment occupés à d'autres tâches... Ce n'est qu'en pleine Restauration que Joseph Droz, empruntant à Buhle sans doute une de ses formulations, emploie en 1823 pour la première fois en français l'attribut de "socialiste" appliqué à Pufendorf et à son école. Dans sa compilation éclectique *De la philosophie morale, ou Des différents systèmes sur la science de la vie*, qui lui valut dès l'année suivante son élection à l'Académie française, Joseph Droz écrit au chapitre "Sociabilité" :

Un philosophe très peu lu de nos jours, mais dont les écrits ont avancé en Europe la civilisation, Pufendorf, pense que l'homme n'est un être moral que parce qu'il est un être sociable [...]. La direction de cette sage doctrine fit désigner sous le nom de *socialistes* les disciples de son auteur.<sup>293</sup>

On rencontre encore le terme à quelques reprises au cours du siècle dans le jargon technique de l'école, alors que "socialiste" au sens moderne était devenu d'usage courant : ainsi en 1838 dans le *Cours de droit naturel* de l'émigré allemand Heinrich Ahrens,<sup>294</sup> en 1844 dans celui de William Bélième,<sup>295</sup> en 1867 dans l'introduction de Pradier-Fodéré à son édition française du *Droit de la guerre et de la paix* de Grotius,<sup>296</sup> et jusque dans le grand *Dictionnaire universel* de Pierre Larousse en

<sup>293</sup> DROZ, *De la philosophie morale* (1823), p. 38 ; in DROZ, *Œuvres* (1826), vol. 2, p. 33-34. Sur cet usage français cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 34, 44, 46 ; SCHIEDER, "Sozialismus", p. 932, 940.

<sup>294</sup> AHRENS, *Cours de droit naturel* (1838), p. 67 : "Puffendorf (1632-1694) n'a fait que développer le principe de Grotius d'une manière plus savante et plus rigoureuse. L'école que ces deux hommes célèbres fondèrent en Droit naturel était l'école sociale, dont les partisans furent appelés socialistes." Passage repris dans les éditions françaises de 1846 et 1868, ainsi que dans la version allemande de l'ouvrage : "Die von Grotius und Puffendorf gegründete Schule wird nach ihrem Grundprinzip häufig als die socialistische Schule bezeichnet." (AHRENS, *Das Naturrecht*, 1846, p. 400) ; formulation atténuée en : "Die von Grotius gegründete naturrechtliche Schule nannte man die sociale, ihre Anhänger Socialisten." (AHRENS, *Naturrecht*, 1870, vol. 1, p. 97).

<sup>295</sup> BÉLIME, *Philosophie du droit*, vol. 1 (1844), p. 185 : "Pour ce philosophe [Grotius], le principe du droit est dans la sociabilité de l'homme ; est juste tout ce qui n'est pas contraire à la nature de la société, est injuste tout ce qui lui est contraire. De là le nom de socialiste qu'on a donné à cette école." Ainsi qu'il ressort d'une note à la page 11 du même volume, Bélième tient l'appellation de *socialiste* en ce sens de DROZ (cf. note 293 ci-dessus).

1875 à l'article "Pufendorf", où l'auteur a l'honnêteté de citer sa source, à savoir l'ouvrage de Buhle de 1789 :

Comme Grotius, dit Buhle, Pufendorf admet que la sociabilité est le principe naturel des droits et des devoirs ; ainsi donne-t-on le nom de *socialistes* à ses sectateurs.<sup>297</sup>

Contrairement à l'italien et à l'allemand, qui ont connu passagèrement l'abstrait "socialismo" et "Socialismus" pour qualifier cette école, "socialisme" n'a jamais été utilisé en français en ce sens ; quant à un emploi aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles – antérieur donc à 1823 – de "socialiste" dans ce même contexte, emploi qui a eu l'honneur des histoires de la langue française et des dictionnaires étymologiques de Brunot, de Bloch et de Wartburg, il repose sur des lectures approximatives et des conclusions hâtives de Gurvitch, dont Hans Müller et Wolfgang Schieder ont fait justice depuis longtemps déjà.<sup>298</sup>

### De "socialiste" à "socialisme" et de leur transcription en anglais et en allemand

Et d'abord, concernant le vocabulaire du socialisme moderne, deux points de langage qui sont aussi des points d'histoire qu'il est nécessaire d'évoquer ici brièvement parce que deux des termes en question, "sociétaire" et "socialiste", vont connaître un usage considérable dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle et qu'ils prennent leur source dans la mouvance de la Révolution, voir même du babouvisme : "sociétaire", cas

<sup>296</sup> GROTIUS, *Du droit de la guerre et de la paix* [...], introduction par PRADIER-FODÉRÉ (1867), vol. 1, p. 63 : "Suivant lui [Grotius], le principe du droit est dans la sociabilité de l'homme ; tout ce qui n'est pas contraire à la nature de la société est juste, tout ce qui lui est contraire est injuste. De là le nom de *socialiste* qu'on a donné à cette école." Et Pradier renvoie en cet endroit à BÉLIME (cf. note précédente).

<sup>297</sup> LAROUSSE, vol. 13 (1875), p. 399. Pour BUHLE, cf. note 283.

<sup>298</sup> Dans une première étude sur la philosophie du droit de Grotius, parue dans la *Revue de métaphysique et de morale* en 1927, GURVITCH, p. 377, affirmait, sans indication de source et pour cause, que *socialisme* "était d'usage fréquent depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle parmi les théoriciens du droit social naturel" et que "le XVIII<sup>e</sup> siècle employait le terme *socialiste* seulement pour Grotius", ou encore : "Ils appellent textuellement Grotius le premier 'socialiste', *socialistus*." Affirmation reprise en 1931 dans sa thèse sur *L'idée du droit social*, p. 177 : "Ce n'est pas en vain qu'on a textuellement appelé Grotius au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles un *socialiste*, *socialistus*." La forme *socialistus*, qui présente la double performance d'être un barbarisme et de n'être pas attestée, sinon chez Gurvitch, passe dès 1930 dans BRUNOT, VI/1, p. 103, note 10, avec un certain nombre de réserves sur la lecture et les conclusions de Gurvitch ; de même dans BLOCH/WARTBURG (<sup>4</sup>1964), p. 594 ; par contre WARTBURG (1966), vol. 12, p. 17, mis en garde par Hans Müller, ne donne plus, de façon encore discutée puisque la forme française n'est pas attestée, qu'un "*socialiste* [...]" dans le latin savant du 18<sup>e</sup> s., *socialista*". Aucun d'entre eux n'a d'ailleurs pris en compte le prétendu *socialisme* du XVII<sup>e</sup> siècle selon Gurvitch.

classique d'évolution sémantique selon les locuteurs, puis de régression partielle ; "socialiste", cas mal éclairci parce qu'apparemment ambigu dans son origine.

### Sociétaire

C'est à Babeuf, jusqu'à preuve du contraire, que revient, au début de l'année 1795, le premier emploi de "sociétaire" au sens de membre de la collectivité sociale. A cette date le terme est d'ailleurs fort récent puisqu'on ne le trouve pas avant 1787, date où il apparaît au sens de membre d'une société commerciale, et quelques années plus tard au sens de membre d'un club ou d'une société révolutionnaires.<sup>299</sup> Développant le thème de la minorité d'exploiteurs au pouvoir qu'il reprendra dans *Le Tribun du peuple*, Babeuf écrit alors dans son livre *Du système de dépopulation* :

[...] je dis que, quand dans un état la minorité des sociétaires est parvenue à accaparer de ses mains les richesses foncières et industrielles, et qu'à ce moyen elle [...] use du pouvoir qu'elle a de faire languir dans le besoin la majorité, on doit reconnaître que cet envahissement n'a pu se faire qu'à l'abri des mauvaises institutions du gouvernement.<sup>300</sup>

Et Charles Fourier (dans l'œuvre duquel, à partir de la publication en 1808 de la *Théorie des quatre mouvements*, le terme revient de façon innombrable) l'utilise pour la première fois semble-t-il comme adjectif, et au sens de socialement ou collectivement harmonieux, dans une lettre de décembre 1803. Commentant ses premiers travaux, il dit s'être "arrêté spécialement au calcul le plus urgent, celui du mouvement social et de la destinée sociétaire des nations industrieuses".<sup>301</sup> Si le terme a désormais disparu en ce sens – sauf pour l'historien –, il fut d'un emploi courant et parfois abusif dans l'œuvre de Fourier et de ses disciples puis dans les débats du socialisme des années trente et quarante du siècle dernier : ainsi Léon Faucher qualifie-t-il en 1840 de "théories sociétaires", à rejeter en bloc, l'ensemble des idées et des doctrines à tendance socialiste et communiste.<sup>302</sup> Sa création comme son emploi vont d'ailleurs quasiment de soi : l'origine babouviste du terme

<sup>299</sup> WARTBURG, vol. 13, p. 20, relève *sociétaire* au sens de membre d'une société commerciale en 1787 ; BRUNOT, IX/2, p. 812, au sens de membre de club ou société politiques sous la Révolution, sans autre indication de date ; BRUNOT, X, p. 903, au sens de membre d'une compagnie d'acteurs (Comédie française) depuis 1792. WARTBURG, vol. 12, p. 20, signale sans indication de source un emploi de *sociétaire* adjectif en 1792 au sens relatif à la collectivité, à la société humaine, mais il semble bien qu'il y ait là confusion de sens avec les emplois répertoriés par BRUNOT, IX/2, p. 812 et 1138.

<sup>300</sup> BABEUF, *Du système de dépopulation*, p. 32 en note ; in BABEUF, *Pages choisies*, p. 186. On retrouve le terme, au sens où l'entend Babeuf, chez Saint-Simon dans un manuscrit non daté : "pour qu'il puisse, sans inconvénient, s'établir un système d'organisation qui les admette [les prolétaires] comme sociétaires". (SAINT-SIMON, *De l'organisation sociale*, in *Œuvres*, 1966, vol. 5, première pagination, p. 116).

<sup>301</sup> FOURIER, *Lettre au Grand Juge*, p. 16.

<sup>302</sup> Document 19A.

en son acception la plus générale et son développement fouriériste sont tout à fait dans la ligne de l'utilisation par Babeuf et d'autres, à la suite de Mably, Morelly, Rousseau, etc., d'un vocabulaire diversifié adapté à l'analyse de la société : "social", "anti-social", "associé", "co-associé", "agrégé social", "état d'association", "sociétaire", etc.<sup>303</sup>

### Socialist/Socialist

En revanche le premier emploi attesté de "socialiste" par le Jacobin montagnard Jean-Baptiste Drouet fait problème, en ce sens qu'il paraît désigner les royalistes, ennemis de la Révolution et de la République. Ainsi, après la publication du texte de Drouet par Gustave Laurent, Brunot déclare-t-il sans ambages que "*socialiste* est pris dans le sens d'adversaire de la Révolution, d'allié des royalistes".<sup>304</sup> Hans Müller de son côté aboutit, à l'issue d'une assez longue démonstration dans laquelle il fait intervenir la possibilité d'une influence des théories du droit naturel sur Drouet, à la conclusion qu'on ne peut savoir comment ce dernier entendait le terme qu'il emploie ; démonstration qui serait convaincante si Müller tenait compte du contexte politique français de l'époque post-thermidorienne et de l'effervescence linguistique de toute la période révolutionnaire.<sup>305</sup> Etant donné la complexité de la situation politique sous le Directoire,<sup>306</sup> il est nécessaire à mon avis, avant de se prononcer, de poser deux questions préliminaires : Qui est Drouet ? Dans quelles conditions emploie-t-il le terme "socialiste" ? Jean-Baptiste Drouet est un personnage haut en couleur et quelque peu hors du commun, militaire de profession mais aussi de formation intellectuelle typique des Lumières, ce qui peut déjà aider à situer l'utilisation qu'il fait d'un terme dérivé de "social".<sup>307</sup> Il emploie le terme

<sup>303</sup> On trouve "social" et "anti-social" par exemple dans *Le Tribun*, vol. 2, p. 169, 193, 244, etc. ; "associé" et "co-associé", p. 104, 105 ; le citoyen est défini comme "agrégé social", p. 174 ; la communauté des biens comme "l'état d'association", p. 135.

<sup>304</sup> Cf. LAURENT, p. 412-416 ; BRUNOT, IX/2, p. 834.

<sup>305</sup> MÜLLER, *Ursprung*, p. 84-86.

<sup>306</sup> A ce propos cf. LEFEBVRE, *La France sous le Directoire*, avec la mise à jour bibliographique et l'état des questions établis par SURATTEAU, p. 737-891.

<sup>307</sup> Jean-Baptiste Drouet (1763-1824), qui lisait Rousseau, Mably, Raynal, etc. à l'âge de 16 ans (cf. sa lettre ouverte au Directoire après son évvasion de prison en août 1796, reproduite dans la presse française, allemande et américaine), est tour à tour militaire, maître de poste (c'est en cette qualité qu'il fit arrêter Louis XVI à Varennes), Conventionnel montagnard, prisonnier de guerre des émigrés et des Autrichiens à Bruxelles et au Spielberg, membre du comité montagnard de 1795 puis du directoire secret de la conspiration babouviste, arrêté pour ce fait, évadé sur ordre de Barras sans doute car le Directoire ne pouvait se permettre de déférer à un tribunal d'exception celui qu'on appelait volontiers alors "le premier Jacobin de France" (cf. LAURENT, p. 413), et, bien que théoriquement recherché par la police, participant au combat naval de Ténériffe contre la marine anglaise après être passé par la Suisse et les Indes pour rejoindre les Canaries, acquitté entre-temps et, après

"socialiste" dans une lettre adressée au Directoire à son retour dans la Marne, fin 1797, après des mois, voire des années hors de France et d'Europe. La lettre en question<sup>308</sup> a pour objet de demander au Directoire le poste de commandant de gendarmerie du département de la Marne, occupé par un fonctionnaire réputé réactionnaire. L'extrait conservé se termine ainsi :

Tous les républicains de la Marne ont le désir de me voir occuper le poste de commandant en chef de la gendarmerie. Celui qui occupe cette place est désigné comme un socialiste.

Et dix-huit mois plus tard, le 30 thermidor an VII (17 août 1799), Drouet, qui occupe désormais le poste en question depuis quelques semaines, enjoint à l'administration municipale de Reims de "surveiller les intrigues des socialistes fanatiques et émigrés qui abondent dans cette commune."<sup>309</sup> On pourrait sans doute penser avec Laurent que le "naïf" Drouet,<sup>310</sup> prisonnier en Autriche de septembre 1793 à novembre 1795, puis évadé à travers le monde d'août 1796 à septembre 1797, a quelque peine à se retrouver dans l'échiquier et le vocabulaire politiques post-thermidoriens lors de son second retour. Ne traitait-on pas dans les journaux proches du pouvoir ou directement inspirés par lui en 1796/1797 Marat, Robespierre ou Babeuf alternativement voir simultanément de terroristes et de royalistes ?<sup>311</sup> Mais ce fait doit justement inciter à la prudence dans l'interprétation de la formule utilisée par Drouet. En effet, de novembre 1795 à son arrestation en avril 1796, Drouet est membre du Club du Panthéon, il est lié tant avec les conjurés montagnards (Amar, Robert Lindet, etc.) qu'avec Darthé, Babeuf, Buonarroti, il est membre du directoire secret babouviste qui se réunit d'ordinaire à son domicile.<sup>312</sup> Voilà qui permet de conclure d'une part, me semble-t-il, que même sans que Drouet ait été une tête politique de premier plan, il était cependant bien placé pour porter un jugement motivé sur l'orientation générale de la politique du Directoire et de s'exprimer en conséquence lorsqu'il s'adresse à ce dernier ; d'autre part son engagement politique et sa formation intellectuelle le mettaient à même de créer ou

son retour en France en vendémiaire an VI (octobre 1797), nommé commissaire près l'administration centrale du département de la Marne (c'est-à-dire commandant de la gendarmerie du département), etc. Sur Drouet cf. MATRON, *Dictionnaire*.

<sup>308</sup> Il s'agit en fait d'un fragment de lettre de l'an VI, conservé au hasard d'un catalogue de vente et reproduit par LAURENT, p. 412. La date peut se déduire de celle du retour de Drouet en France : novembre-décembre 1797.

<sup>309</sup> LAURENT, p. 416.

<sup>310</sup> LAURENT, p. 415. Par l'usage intempestif qu'il fait des guillemets, Laurent ne facilite pas la compréhension linguistique et historique et oblige à reprendre ses sources, souvent difficiles d'accès, pour vérifier s'il s'agit de citations, ce qui n'est pas toujours le cas, en particulier pour *socialisme* qui n'apparaît pas dans le *Journal de la Marne*, comme tendrait à le faire croire son article.

<sup>311</sup> Cf. *Le Tribun*, vol. 1, p. 304 ; vol. 2, p. 54.

<sup>312</sup> Sur cette question des liens multiples entre ces hommes on se reportera au *Tribun*, vol. 2, p. 241, dans lequel Babeuf fait une longue invocation à Drouet, et à l'histoire de BUONARROTI, vol. 1, p. 92, 132, 138-139, etc.



d'utiliser un terme entendu et allant de soi chez les partisans sans compromis du contrat *social*.<sup>313</sup>

Que peut donc signifier l'épithète de "socialiste" sous la plume de Drouet en 1797 et 1799 ? Le terme sort de toute évidence de l'école jacobine et babouviste à laquelle appartient Drouet, mais dans la lutte à mort (au sens propre) pour le pouvoir que se livrent alors les républicains de toutes couleurs, le terme (comme tant d'autres, "anarchiste", "royaliste", "terroriste", etc.) ne sert pas tant à *qualifier* avec précision les opinions de l'adversaire qu'à le *disqualifier* radicalement aux yeux du Directoire en entrant apparemment dans les vues de ce dernier.<sup>314</sup> Et le 3 janvier 1798 le commandant de gendarmerie Luce était destitué, pour être remplacé avec quelque retard il est vrai par Drouet, en juillet 1799. Voilà pour la filiation jacobine et babouviste – puis fouriériste – de "sociétaire" et de "socialiste". Pour ce qui est de l'apparition et de l'emploi de "social" avant cette période, le point de la recherche a été fait par Hans Müller ; je reviendrai sur son emploi au sens de "socialiste" dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

Après "socialiste" en français en 1797, il faut attendre 1822 pour qu'apparaisse par écrit le terme correspondant anglais dans une lettre d'Edward Cooper à Robert Owen, où il est question d'une "Mrs. Jones [who] seems well adapted to become what my friend Jo. Applegath calls a Socialist".<sup>315</sup> Depuis quand, par quels cheminements inconnus de création ou d'imitation, Applegath, avec Cooper un des intimes d'Owen, utilisait-il le terme dans le cercle de ce dernier, c'est ce que nous ne saurons sans doute jamais. Toujours est-il que, comme en français d'ailleurs, "socialist" ne devient d'usage courant qu'entre 1833 et 1838. Depuis son emploi par Applegath et Cooper on le trouve en effet une fois seulement dans une remarque rédactionnelle de la revue oweniste *The Co-operative Magazine* en novembre 1827 et une autre dans le *Poor Man's Guardian* de Bronterre O'Brien en août 1833.<sup>316</sup> De

313 C'est par cette omission historique d'importance à mon sens que pèchent et la démonstration de Müller et l'affirmation de Brunot rapportées ci-dessus. Il faut ajouter que depuis 1789 le terme *anti-social* (créé sous la forme *anti-sociable* par Mirabeau père en 1771, cf. BRUNOT, VI/1, p. 105) est d'emploi courant pour désigner tout ce qui s'oppose à la marche de la Révolution : ainsi en 1789 est-il utilisé pour qualifier l'activité des jésuites et la barbarie germanique ! (BRUNOT, IX/2, p. 705). Drouet aurait donc pu l'utiliser s'il avait voulu parler des royalistes.

314 On comparera la formule que Drouet utilise en 1799 : "socialistes fanatiques et émigrés" aux formules stéréotypées antithétiques courantes de Thermidor à Brumaire (1794-1799) : "terroristes et royalistes", "plébéiens et patriciens", "babouvistes et monarchistes", "sans-culottes et culottés" ou "furoristes et nobilistes", etc., créées dans une atmosphère de combat et autour d'un pouvoir conservateur qui, tout en préparant le lit de Bonaparte, voulait passer pour impartial et républicain en se posant comme l'ennemi des factions extrémistes de droite et de gauche.

315 Lettre du 2 novembre 1822, citée d'après GANS, "L'origine", p. 80 (qui a découvert cette lettre à Manchester), et MÜLLER, *Ursprung*, p. 66.

316 "Co-operation", in *The Co-operative Magazine*, Londres, novembre 1827, p. 509 en note, où il est dit que la possession individuelle ou commune du capital est "the

même, en français, "socialiste" ne réapparaît qu'en avril 1833 dans l'organe officiel de l'École sociétaire, *La Réforme industrielle, ou le Phalanstère*, sous la plume de Charles Pellarin, ancien saint-simonien et fouriériste rallié.<sup>317</sup> A partir de 1835 le terme s'implante peu à peu dans les deux langues.

### Socialisme/Socialism

En ce qui concerne l'abstrait français "socialisme", je ferai appel aux témoignages de deux propagandistes et théoriciens socialistes de l'époque, Victor Considerant et Pierre Leroux. Le premier, dans une rétrospective écrite peu après la révolution de Février, date de 1830 la naissance du socialisme mais se hâte de préciser que le terme n'existait pas encore :

Le SOCIALISME, qui ne portait pas encore de nom collectif et général, parce qu'il ne pouvait être encore aperçu comme l'évolution légitime de l'histoire, comme la

chief question [...] between the modern (or Mill and Malthus) Political Economists, and the Communionists or Socialists".

*The Poor Man's Guardian*, Londres, 24 août 1833, p. 275 : bref article en forme de lettre adressée à O'Brien et signée A SOCIALIST (cf. BESTOR, "The Evolution", p. 277 ; texte reproduit in PLUMMER, p. 47). A propos de cette lente diffusion GANS, "L'origine", p. 81, remarque : "Ainsi le mot *socialist*, créé en 1822, devait sans doute vivre d'une vie latente, employé sans doute de temps à autre dans les milieux owenistes concurremment à certains autres termes, sans qu'aucun ne prenne décidément le dessus." Un emploi de 1829-1830, dans la presse non oweniste, rapporté par GANS, p. 81, d'après les souvenirs de HOLYOAKE (1875) est fort douteux comme le note MÜLLER, p. 67-68.

317 PELLARIN, "Presse départementale", in *La Réforme industrielle*, Paris, 12 avril 1833, n° 15, p. 173/II.

De 1836 à 1838 Louis Reybaud publia dans la *Revue des deux mondes* une série d'articles sur "Les socialistes modernes" (saint-simoniens, fouriéristes, owenistes) rassemblés en un volume sous le titre *Etudes sur les réformateurs contemporains ou socialistes modernes*, 1840 (la parution en est enregistrée dans *Bibliographie de la France*, 25 juillet, n° 30, p. 416). Dans l'avant-propos de cet ouvrage Reybaud écrit : "Les hommes que nous avons nommés *socialistes*, en empruntant ce mot à l'Angleterre pour en user avec discrétion, ces hommes ont un cachet particulier." (p. VI ; édition de 1864, p. II). Il réitère et précise dans COQUELIN/GUILLAUMIN, vol. 2 (1853), p. 629/1 : "L'auteur de cet article croit être certain qu'avant 1835, époque à laquelle il commença [...] l'étude de quelques utopies alors toutes nouvelles, le mot de *socialiste* n'existait pas encore, et qu'il eut le triste honneur de l'introduire dans notre langue." DEVILLE, "Origine", p. 387, a déjà fait remarquer que "l'écrivain si puérilement attristé se vantait" et qu'on voyait mal pourquoi il aurait emprunté le terme à l'anglais en 1835 pour traiter d'abord de Saint-Simon et de Fourier. Il faut ajouter, pour juger du sérieux des affirmations et des analyses de Reybaud que son information lui fut fournie entre autres par Marc-Antoine Jullien et les socialistes Pellarin, Evrat, Gay (cf. GAY, *Le Socialisme*, p. 18) et qu'il brocarde à de nombreuses reprises le socialiste Leroux (jusque dans son article de 1853, p. 636/II). Balzac, qui était hostile par principe aux socialistes et aux communistes, mais qui s'y connaissait en hommes et en écrits, remarque dans la *Revue parisienne*

seconde phase naturelle de la période d'affranchissement inaugurée en 89 [...], le SOCIALISME était éclo. En 1830, le Socialisme n'était RIEN. [...] Aujourd'hui le Socialisme est TOUT.<sup>318</sup>

Quant à Pierre Leroux, liant à juste titre "socialisme" et "solidarité", il écrit en 1858 dans un texte nettement postérieur et partiellement erroné :

J'ai le premier emprunté aux légistes le terme de SOLIDARITÉ, pour l'introduire dans la Philosophie, c'est-à-dire suivant moi, dans la Religion. J'ai voulu remplacer la charité du Christianisme par la solidarité humaine, et j'ai donné de cela mes raisons dans un gros livre [*De l'humanité*, 1840]. C'est moi aussi qui, le premier, me suis servi du mot de SOCIALISME. C'était un néologisme alors, un néologisme nécessaire. Je forgeai ce mot par opposition à *individualisme*, qui commençait à avoir cours. Il y a de cela environ vingt-cinq ans.<sup>319</sup>

De fait Leroux utilise le terme pour la première fois en son sens actuel dans un de ses articles d'économie politique prévu pour paraître dans le numéro d'octobre 1833 de la *Revue encyclopédique*, qui fut retardé jusqu'en août de l'année suivante. S'en prenant aux tenants du libéralisme politique absolu comme à ceux du fouriérisme et à l'embrigadement dans la caserne phalanstérienne, il écrit :

Nous sommes [...] aujourd'hui la proie de ces deux systèmes exclusifs de l'individualisme et du socialisme, repoussés que nous sommes de la liberté par celui qui prétend la faire régner, et de l'association par celui qui la prêche.<sup>320</sup>

à la date du 20 août 1840 à propos de la platitude des propos de Reybaud sur Fourier : "Quand Fourier n'aurait que sa théorie sur les passions, il est digne d'être un peu mieux analysé." ([BALZAC], "Lettres", p. 234). Et il exécute ainsi l'ensemble de la publication de Reybaud, prix Montyon 1841 : "L'ouvrage est en partie composé de biographies de Saint-Simon, de Charles Fourier, d'Owen qui sont, non seulement au-dessous de ces hommes, mais encore au-dessous de la littérature courante achetée par les libraires qui entreprennent des Biographies universelles." (p. 230).

<sup>318</sup> CONSIDERANT, *Le Socialisme devant le vieux monde*, p. 17-18 et 19.

<sup>319</sup> LEROUX, *La Grève*, vol. 1, p. 254-255. Cf. également LEROUX, *Œuvres* (1851), vol. 1, p. 161. A propos de *solidarité* : s'il est vrai que Leroux a développé une théorie socio-religieuse de la solidarité des hommes (passés, présents et à venir) entre eux, avec la nature et la divinité dans ses grands articles "Égalité" et "Eclectisme" de l'*Encyclopédie nouvelle* (1838) et surtout dans son livre *De l'humanité* (1840), il est loin d'être le premier à avoir utilisé le terme *solidarité* dans un sens nouveau. C'est Fourier qui, entre 1808 et 1822, a effectué le transfert de sens de *solidaire*, *solidairement*, *solidarité* du domaine juridique et commercial au domaine moral, social et politique : amorcé dans la *Théorie des quatre mouvements* de 1808 (cf. en particulier p. 222-223), le sens nouveau est assuré dans le *Traité* de 1822 ; dès 1821 d'ailleurs Saint-Simon utilisait le terme au sens politique dans son *Adresse aux philanthropes*. Simultanément Fourier crée les termes *insolidarité* (1822, in *Théorie de l'unité universelle*, vol. 2, p. 219) et *insolidaire* (1823, *ibidem*, vol. 1, p. xj), termes attribués par LITTRÉ à Proudhon et à Pellarin sous des dates très postérieures. *Solidaire* et *solidarité* sont d'usage très courant chez les républicains et les socialistes des années trente.

<sup>320</sup> LEROUX, "Economie politique", p. 106. Il s'agit d'une longue introduction de Pierre Leroux à un article de son frère Jules sur le salaire. Le terme de *socialisme* appa-

Mais le terme apparaît deux fois auparavant, au sens assez différent toutefois et qui ne s'est pas imposé, de communauté sociale ou religieuse (et non de théorie de la transformation de la société), en novembre 1831 et en février 1832, chez deux hommes proches du saint-simonisme et de Leroux lui-même, Alexandre Vinet et Xavier Joncières.<sup>321</sup>

Le premier emploi connu du terme est d'Alexandre Vinet, théologien réformé de Lausanne, dans un article curieux sur "Catholicisme et Protestantisme" pour une revue parisienne proche des saint-simoniens ou inspirée par eux, *Le Semeur*, en novembre 1831 :

raît une dizaine de fois dans le texte et s'oppose à *individualisme* employé au sens de libéralisme économique. *Socialiste* n'apparaît que deux fois seulement dans l'article. Leroux réédita cet article sous le titre "De la recherche des biens matériels. De l'individualisme et du socialisme" dans la *Revue sociale* à partir de novembre 1845, avec une note sur l'évolution du terme *socialisme* (p. 21 en note) ; puis dans *Œuvres* (1851), passage cité p. 375. MOUGIN, p. 22-23 et 130, sans indication de source et pour cause, date le "lancement" de *socialiste* par Leroux "entre 1824 et 1827" et le premier emploi de *socialisme* par le même dans *Le Globe* de 1826 ; repris par D'HONDT, "Hegel et les socialistes", p. 10. Cf. la mise au point de GOBLOT, p. 11-12 : "on serait bien en peine de l'y trouver."

<sup>321</sup> Un ouvrage récent affirme l'existence d'un emploi de *socialisme* fort antérieur à ceux de Leroux, Vinet et Joncières, en particulier par le Genevois Jacques Mallet, dit Mallet Du Pan (1749-1800), adversaire irréductible de la Révolution. ALEXANDRIAN (1979), p. 8, écrit : "on retrouve [*sic*] le mot socialisme chez quelques publicistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme Mallet du Pan, qui l'emploie dans ses commentaires sur la Révolution française". L'information, sans référence précise, ne peut viser que la brochure de MALLET DU PAN, *Considérations sur la nature de la Révolution de France*, Londres/Bruxelles 1793 (trois éditions françaises en 1793 ; une en allemand, Berlin 1794 ; une en anglais, New York 1795 ; et une en italien, Cosmopolis [*i.e.* Londres] 1797). Si l'information était exacte le terme *socialisme* au sens moderne aurait donc des chances d'apparaître dans les quatre langues avant 1800. Or si la brochure contient bien des analyses économiques et sociales intéressantes, des remarques pertinentes sur déplacement de pouvoir et déplacement de propriété, ainsi que les premiers principes de la guerre subversive contre-révolutionnaire, à aucun moment n'y apparaît *socialisme* (ou *socialiste*), pas plus que dans les autres ouvrages de Mallet consacrés à la Révolution. C'est seulement depuis 1851, à l'occasion de la publication de MALLET DU PAN, *Mémoires et Correspondance*, que le terme de *socialisme* est plus ou moins accolé à son nom. Dans le *Journal des débats*, Paris, 4 octobre 1851, p. 1/1-II, SAINT-MARC GIRARDIN écrit : "L'expérience du socialisme a été faite en 1793, et il a été prouvé que le socialisme n'avait que la terre pour moyen. [...] Un des hommes qui ont le mieux signalé ce caractère anti-social de la révolution dès 1792 [...] c'est Mallet du Pan." Puis vient l'article du LAROUSSE, vol. 10, p. 1022/II, consacré à Mallet, qui aurait poursuivi de sa haine "dans la Révolution, non l'affranchissement spontané d'un peuple, mais ce que l'on a appelé plus tard le socialisme" ; - si la datation est plus correcte, le jugement est franchement inexact sur Mallet qui depuis 1789 se montre absolument hostile à tout mouvement populaire, qualifié d'anarchie (cf. GODECHOT, *La Contre-Révolution*, p. 75-92).

Le protestantisme, en politique, en religion, en littérature, est le droit de s'isoler de la communauté des croyances, pour voir si l'on pourra s'y rattacher, et jusqu'à quel point. C'est le droit de séparer sa fortune intellectuelle de la fortune indivise et des croyances publiques, pour la compter de nouveau et se rengager de nouveau, mais avec connaissance de cause, dans l'association. Le protestantisme, c'est l'individualisme dans la pensée. Le protestantisme, c'est une forme de la liberté. Or, la liberté n'étant qu'un *moyen*, [...] le protestantisme non plus n'est qu'un *moyen*. On ne se sépare pas pour [se] séparer [...]. On se sépare pour se réunir ; l'individualisme doit ramener au socialisme ; le protestantisme au vrai catholicisme ; la liberté à l'unité.<sup>322</sup>

Il est caractéristique que le pasteur lausannois emploie ou crée dans cette revue le terme "socialisme" (au sens de communauté sociale et religieuse supérieure à l'individu) pour l'opposer à "individualisme", qui est lui-même une création de l'école saint-simonienne.<sup>323</sup> Le terme est repris en février 1832, au sens social seulement et sans référence religieuse, dans une critique littéraire du journaliste

322 [VINET], "Catholicisme et Protestantisme", p. 94/II. Sur l'identité de l'auteur de l'article anonyme cf. DEVILLE, "Origine", p. 391-392. Cette revue hebdomadaire, qui parut de septembre 1831 à août 1850, est incomplète à la Bibliothèque nationale ; j'ai dû utiliser l'exemplaire de la bibliothèque de l'Institut, les citations de Deville manquant de précision et étant trop parcellaires pour permettre des conclusions assurées sur le sens de l'article. Or cet article ne se comprend réellement que par rapport à SAINT-SIMON, *Nouveau Christianisme* (1825) et en particulier à sa conclusion (*Œuvres*, 1966, vol. 3, troisième pagination, p. 182-187) qui oppose à "la dissolution du pouvoir spirituel européen, résultat de l'insurrection de Luther", aux "spécialités", aux "intérêts privés des différentes classes de la société" (p. 183) "la coordination des sentiments généraux [de l'humanité], l'établissement d'un principe universel et unique, [la soumission] des intérêts particuliers à l'intérêt général" (p. 182), grâce au christianisme renouvelé par un retour aux origines. L'emploi de *socialisme* par Vinet semble bien rendre publique un usage du terme amorcé dans les discussions internes de l'école saint-simonienne à l'automne 1831. En témoignerait une lettre non datée, mais classée dans un dossier de cette période, adressée par Charles Emmanuel à Enfantin. Précisant sa conception des rapports entre l'individu et la société, Emmanuel écrit en effet : "N'oublions pas que si des hommes en sont venus au drapeau du *chacun pour soi*, c'est parce que d'autres hommes avaient pris pour devise : *l'état, c'est un seul*. Il faut en finir. Place enfin, place au *socialisme* et à l'*individualisme* réconciliés." (cit. in RÉGNIER, *Les Idées*, p. 285). Vinet (1797-1847) pour sa part restera fidèle jusqu'à la fin de ses jours à cet emploi de *socialisme* en un sens socio-religieux, ainsi qu'en témoigne sa brochure *Le Socialisme considéré dans son principe* (1846), traduite peu après en allemand ; cf. la critique de HASSE (1849).

323 Selon BOUGLÉ/HALÉVY, p. 377-378, le terme *individualisme* apparaît en 1829 dans les conférences de la *Doctrine de Saint-Simon. Exposition*. Il est cependant attesté dès 1826 dans [ENFANTIN], "Conversion morale d'un rentier", in *Le Producteur*, vol. 4, p. 241. Le premier emploi anglais date de 1834 (CLAEYS, "Individualism", p. 82). Le terme nouveau correspond à ce que Saint-Simon appelait encore "égoïsme" (social) en 1825 : "le sentiment d'égoïsme, qui est devenu dominant dans toutes les classes et dans tous les individus". (SAINT-SIMON, *Œuvres*, 1966, vol. 3, p. 184).

Xavier Joncières consacrée aux *Feuilles d'automne* de Victor Hugo et parue dans *Le Globe*, alors l'organe officiel des saint-simoniens dirigé par Pierre Leroux :

Dans cette poésie tout *individuelle* éclate souvent un sentiment profond des maux de l'humanité, dans cette poésie toute *d'intérieur* il y a une lame pour les souffrances du monde [...]. Honneur donc au poète qui, tout en *s'individualisant*, garde pour les douleurs du monde un baume consolateur ! [...] Au reste, si nous jetons ces observations ce n'est pas pour blâmer le genre de poésie que publie en ce moment M. V. Hugo. Nous ne voulons pas sacrifier la *personnalité* au *socialisme*, pas plus que ce dernier à la personnalité. L'harmonisation de ces deux faces de la vie de l'homme est le but de tous nos efforts.<sup>324</sup>

La leçon de Joncières en cet hiver 1832, pas plus que celle des mutuellistes lyonnais un peu plus tôt ou celle de Leroux en août 1834, ne sera perdue pour un poète et écrivain qu'on pourrait imaginer à cent lieues de telles préoccupations, Alphonse de Lamartine, de l'Académie française, qui écrit en conclusion de son *Voyage en Orient* au printemps 1835 :

Les prolétaires : - classe nombreuse, inaperçue dans les gouvernements théocratiques, despotiques et aristocratiques, où ils vivent à l'abri d'une des puissances qui possèdent le sol, et ont leurs garanties d'existence au moins dans leur patronage ; classe qui, aujourd'hui, livrée à elle-même par la suppression de ses patrons et par l'individualisme, est dans une condition pire qu'elle n'a jamais été, a reconquis des droits stériles, sans avoir le nécessaire, et rendra la société jusqu'à ce que le *socialisme* ait succédé à l'odieux individualisme.

C'est de la situation des prolétaires qu'est née la question de propriété qui se traite partout aujourd'hui ; question qui se résoudrait par le combat et le partage si elle n'était résolue bientôt par la raison, la politique et la *charité sociale*. La charité, c'est le socialisme ; - l'égoïsme, c'est l'individualisme. La charité, comme la politique, commande à l'homme de ne pas abandonner l'homme à lui-même, mais de venir à son aide, de former une sorte d'assurance mutuelle à des conditions équitables entre la société possédante et la société non possédante [...].<sup>325</sup>

Pour en revenir à Pierre Leroux, et même s'il n'est peut-être pas à proprement parler le créateur du terme "socialisme", le récit qu'il donne de sa genèse est conforme au processus historique tel qu'on peut le reconstituer, et Leroux est à tout le moins le créateur du sens sous lequel "socialisme" s'est imposé depuis 1833-1834 : théorie de l'association et de la transformation communautaire et

324 JONCIÈRES, p. 176/II-II.

325 LAMARTINE, *Souvenirs*, tome 4 (vol. 2), p. 241-242. Le passage en question est extrait de la conclusion de l'ouvrage intitulée "Résumé politique du voyage en Orient". Ces souvenirs du voyage de 1832-1833 ont paru en 4 tomes, formant 2 volumes dans la plupart des éditions. Les trois premiers, début avril 1835, le quatrième vers le 20 mai (cf. *Bibliographie de la France*, 11 avril 1835, n° 15, p. 235, et 23 mai, n° 21, p. 331). Simultanément d'ailleurs paraissait en mai une deuxième édition originale en 2 volumes chez le même éditeur parisien, ainsi qu'une édition pirate à Bruxelles. En outre le passage ci-dessus est partiellement reproduit par BUCHEZ dans le premier numéro de sa revue, *L'Européen*, octobre 1835, p. 23/II, avec les deux occurrences de *socialisme*.

humanitaire de la société. En outre, sa qualité de rédacteur du *Globe* et d'animateur du groupe rassemblé autour du journal, comme son attention portée aux problèmes à la fois sociaux et spirituels, incitent à penser qu'il ne fut sans doute pas étranger aux premiers emplois du terme dès 1831 et 1832. La situation d'échange et de création verbale de Vinet et de Joncières par rapport à Leroux n'est assurément pas sans analogie avec celle d'Applegath et de Cooper vis-à-vis d'Owen ou encore avec celle de Victor d'Hupay par rapport à Restif.

L'anglais "socialism" à son tour fait d'abord une timide apparition en avril 1835 à peu près de la même manière que le français "socialisme" en 1831. On doit ce premier emploi à un certain J.E. Smith, pasteur d'une paroisse londonienne, Oxford-Market, et éditeur d'un bulletin hebdomadaire intitulé *The Shepherd*. Dans un article de quatre colonnes et filandreux à souhait, dans lequel se mêlent des réminiscences de Saint-Simon, sans doute par l'intermédiaire d'Alexandre Vinet, et des références à l'Ancien Testament comme à l'histoire romaine, le révérend Smith pose ainsi le problème dont il veut traiter :

If we could possibly invent a system of society in which the selfish and the social spirit would so intimately combine, that the expression or exercise of the one would be tantamount to the exercise of the other, we might with strict propriety be said to have invented a system of political perfection. This is the "beau idéal" – individualism and universalism in one.<sup>326</sup>

Après avoir proposé à cet effet un recensement policier de toute la population (du Royaume-Uni, de l'Europe ou du globe, on ne sait), ce qu'il nomme "political universalism" et nécessaire "moral inquisition" pour combattre le triomphe actuel de l'égoïsme et de l'individualisme, il conclut provisoirement :

But even such a system as this, which we have described, is only a step in the graduated scale of ascent to the *beau idéal* of perfect socialism; a state to which we must for ever be advancing, and for ever discovering a new horizon in the distance.<sup>327</sup>

Il est assez clair que socialistes owenistes ou futurs chartistes de la London Working Men's Association ne risquaient pas de reconnaître leurs propres théories dans ces vues coupées de toute réalité sociale ; en ce sens le terme "socialism" reste apparemment sans écho et sans autre emploi. Il est vraisemblable par contre que c'est à partir du "socialist" oweniste préexistant et peut-être de quelques lectures françaises que "socialism" commence réellement sa carrière dans la seconde moitié de l'année 1837. Il apparaît pour la première fois au sens où nous l'entendons désormais (ou du moins à l'origine de ce sens) dans un bref article que publie *The Leeds Times* du 12 août 1837, reproduit dans le grand journal oweniste *The New Moral World* du 2 septembre : dans les deux journaux, à la rubrique destinée à rendre compte de l'activité des socialistes, la manchette "SOCIALISM" remplace la

<sup>326</sup> [SMITH], "System of Nature", in *The Shepherd*, Londres, 18 avril 1835, n° 34, p. 265ff.

<sup>327</sup> *Ibidem*, p. 266ff.

formule habituelle jusque-là de "PROGRESS OF SOCIAL REFORM", qui sera d'ailleurs longtemps encore employée concurremment au terme nouveau.<sup>328</sup>

### Science sociale/Social science

On touche là un point qui explique pour une part sans doute la tardive apparition de "socialisme/socialism" comme la tardive diffusion de "socialiste/socialist" dans les deux langues, et l'emploi plus tardif encore de "socialistic" : l'existence de termes ou de formules qui durant deux décennies au moins en tiennent lieu. "Science sociale/doctrine sociale" en français, "social system/social science" en anglais remplissent en effet dans les écrits de Fourier et de Saint-Simon d'une part, dans ceux d'Owen de l'autre – et de leurs disciples respectifs – la fonction de l'abstrait "socialisme/socialism", tandis que "social" connaît dès le début du siècle en français, à partir des années vingt en anglais une évolution sémantique qui l'amène à signifier "socialiste/socialistic". Müller a montré comment l'acception de "social" évolue dans l'emploi de cet adjectif par les owenistes : alors qu'en 1820 le terme sert encore exclusivement à qualifier tout système de société, les formules "social science" (1824)<sup>329</sup> et "social system" (1827) tendent de plus en plus à ne signifier que le système de société préconisé par Owen et ses disciples. Dans *The Co-operative Magazine* de décembre 1827 par exemple il est question "of the Co-operative, or Communional, or as accurately as either, of the *social* (for it is the only *truly social*) system"<sup>330</sup> – on ne saurait espérer plus de précision ! Ainsi l'usage de "social" au sens de "socialistic" que le *New English Dictionary* (désormais *Oxford English Dictionary*) date de 1841, remonte au plus tard au milieu des années vingt et se rencontre dans la presse oweniste en d'innombrables exemples dans la décennie suivante : "social reform", "social reformer", "social mission",<sup>331</sup> etc. Et si le substantif "socialist" perce au début des années trente, il faut attendre 1844 pour trouver en anglais le premier emploi de l'adjectif "socialistic".<sup>332</sup>

<sup>328</sup> *The Leeds Times*, 12 août 1837, n° 232, p. 5ff, et *The New Moral World*, Londres, 2 septembre 1837, n° 149, p. 364ff : "SOCIALISM. – Messrs. Fleming and Rigby." La notice reprise textuellement par le *New Moral World* du *Leeds Times* rend compte de la réunion oweniste organisée en cette ville par les deux conférenciers cités dans le titre.

<sup>329</sup> THOMPSON, *An Inquiry* (1824), p. VIII ; cf. CLAEYS, "Individualism", p. 83-84.

<sup>330</sup> "Co-operation", in *The Co-operative Magazine*, Londres, décembre 1827, p. 533. Cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 60-63.

<sup>331</sup> Cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 63-64 ; cf. le compte rendu de voyage de BARMBY, "Social Mission to France", document 21.

<sup>332</sup> BESTOR, "The Evolution", n'en a pas trouvé d'exemple antérieur à celui de 1848 rapporté par MURRAY *et alii*. Le terme *socialistic* est cependant attesté en 1844 au plus tard dans un article de RYALL, "Continental Communism", paru dans le *New Moral World*, 19 octobre 1844, n° 17, p. 136, à propos de la présence à Londres de Weitling et d'autres communistes du continent : "The advance of social science, its identity with, or the variations it exhibits from, the same class of opinions prevailing

Une démonstration similaire – absente des analyses de Müller – peut être aisément faite pour le français. Dès les premières années du siècle, Saint-Simon comme Fourier font un usage extrêmement fréquent de l'adjectif "social" qui, d'une part se distingue nettement de l'usage antérieur exclusivement politique ou presque, d'autre part tend de plus en plus à désigner chez eux le mode unique de réalisation de leur propre conception sociale, le futur "socialisme". Auparavant, de Rousseau à Babeuf par exemple, le terme est presque toujours pris au sens strictement politique. Qu'il suffise pour s'en convaincre de citer Rousseau écrivant au livre II du *Contrat social* : "par le pacte social nous avons donné l'existence et la vie au corps politique", et plus loin : "des lumières publiques résulte l'union de l'entendement et de la volonté dans le corps social"<sup>333</sup> ou Babeuf définissant le citoyen comme "aggrégé social"<sup>334</sup> ou encore Wieland qui, condamnant en février 1794 les visées des Jacobins, définit avec toute la précision souhaitable ce qu'il entend, sans doute avec Mallet Du Pan, par la formule française "révolution sociale" : "ihre [der Jakobiner] Absicht sey, aus der französischen Revolution eine *Revolution sociale*, das ist, eine Umkehrung aller jetzt bestehenden Staaten zu machen"<sup>335</sup> Il ne s'agit donc en fait que de révolutionner la forme des Etats européens, c'est-à-dire abolir la monarchie. Cependant l'évolution de "social" vers son sens moderne est amorcée de façon nette dès le printemps 1792 dans le *Rapport et Projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique*, présenté à la Convention les 20 et 21 avril par Condorcet au nom du Comité d'instruction publique.<sup>336</sup> On y voit en effet l'adjectif "social" passer par degré du *politique* au *social* en fonction de l'exigence d'égalité : le Comité entend par l'instruction "établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité reconnue par la loi"<sup>337</sup> Parmi les mesures d'ensemble envisagées : la gratuité de l'instruction, qui "doit être considérée surtout dans son rapport avec l'égalité sociale", car "il est important, pour le maintien

in our country – the fierce prosecutions of its adherents – the immense spread of socialistic sentiments – the tendency of political and other democratic reforms towards societarian changes – the gathering together of extreme reformers of all nations in our metropolis [...] afford particular inducements to a more intimate acquaintance with the views and conditions of our brethren abroad [...]."

<sup>333</sup> ROUSSEAU, *Du contrat*, p. 378 et 380. On notera que la formule "corps social", rare chez Rousseau, désigne en fait ce qu'il nomme plus couramment "corps politique" ou "état politique".

<sup>334</sup> Cf. note 303 ci-dessus.

<sup>335</sup> [WIELAND], "Zusatz des Herausgebers", in *Der Neue Teutsche Merkur*, février 1794, n° 2, p. 141. Cf. MALLET DU PAN, *Considérations*, p. 5 : "la révolution sociale qui menace de terminer le dix-huitième siècle".

<sup>336</sup> CONDORCET, *Œuvres*, vol. 7, p. 449-573. Le projet de décret pour une instruction totale de la nation, avec quatre niveaux correspondant à l'enseignement élémentaire, secondaire, supérieur et de recherche, est fortement rationnel, anticlérical, cosmopolite et socialement d'avant-garde. Il ne fut pas adopté tel quel, encore moins mis en application.

<sup>337</sup> CONDORCET, p. 449.

de l'égalité réelle, que la langue cesse de séparer les hommes en deux classes"<sup>338</sup> Parmi les innovations scientifiques et pédagogiques proposées, de l'école élémentaire à l'Académie : l'introduction non seulement des "sciences morales et politiques" (nous dirions l'instruction civique pour les premiers niveaux), mais aussi de la "science sociale" que Condorcet range dans les instituts nationaux (c'est-à-dire les lycées) avec l'économie politique, les finances et le commerce, et à l'Académie avec le "droit naturel" et le "droit des gens" (droit international).<sup>339</sup> Il est évident que la formule de "science sociale", utilisée ici pour la première fois en français, est à comprendre selon sa plus grande extension, à savoir : connaissance du mode de fonctionnement général de la société et pas encore au sens d'une théorie des rapports économiques et sociaux et de leur réforme. Cependant quelques années vont suffire pour que Fourier et Saint-Simon infléchissent les termes et fassent prévaloir ce dernier sens dans "social" et "science sociale".

Ainsi lorsque Fourier rédige à Lyon dans les premières années du siècle sa *Théorie des quatre mouvements* parue en 1808 et qu'il y parle de "l'Homme social", de "la propriété sociale", du "Bonheur social", lorsqu'il y dénonce les "spoliations du Corps Social" par l'accaparement, le parasitisme commercial, l'agiotage et la banqueroute, "la guerre du Pauvre contre le Riche", lorsqu'il réclame "le Droit au travail [...] sans lequel tous les autres sont inutiles", lorsqu'il analyse la société de son temps il fait apparaître l'existence d'une "basse bourgeoisie" ou de "classes moyennes, les petits bourgeois",<sup>340</sup> il est évident qu'il rompt avec l'usage ancien

<sup>338</sup> CONDORCET, p. 494 et 461.

<sup>339</sup> CONDORCET, p. 540, 545. *Science sociale* apparaît à cinq reprises dans le texte du projet et du décret, p. 455, 461, 534, 540 et 545. La volonté *scientifique* d'approche de la société est marquée, au niveau universitaire, par un enseignement d'"Application du calcul aux sciences morales et politiques" (p. 539), formule que reprend Condorcet l'année suivante dans son "Tableau général de la Science" in *Journal d'instruction sociale* du 29 juin 1793, dans lequel il tente une définition de la "mathématique sociale" (p. 106-107, 119, 128).

<sup>340</sup> FOURIER, *Théorie des quatre mouvements* (réédition 1846) : dans l'ordre des citations on trouve "l'Homme social", p. 284 ; "la propriété sociale", p. 287 ; "le Bonheur social", p. 323 ; les diverses "spoliations du Corps social", p. 228-254 (la banqueroute étant qualifiée de "crime social" p. 231) ; "la guerre des pauvres", p. 199, 280 ; "le Droit au travail", p. 193 (citation) et p. 265 ; "la basse bourgeoisie" et "les classes moyennes", p. 198-199. Les principaux thèmes sociaux évoqués ici se trouvent esquissés dans la lettre déjà citée de Fourier à Régnier, ministre de la Justice, du 26 décembre 1803 : "La pauvreté est la principale cause des désordres sociaux. [...] De là les troubles, les crimes et les gibets, triste appui de l'ordre civilisé. Il est aisé de prouver que tous les crimes sociaux commis par l'ambition proviennent de la pauvreté du peuple, des efforts qu'il fait pour s'y soustraire, de l'inquiétude que répand dans le corps social l'aspect de cette pauvreté, la crainte d'y tomber et la répugnance des mœurs odieuses qu'elle traîne à sa suite. Il n'y a donc dans la science sociale qu'un problème à résoudre, celui de la métamorphose graduée [...], l'art d'élever chacune des classes de la civilisation au sort de la classe supérieure." (FOURIER, *Lettre au Grand Juge*, p. 19).

purement politique pour donner au terme "social" son sens moderne : tout ce qui concerne la répartition et les rapports des individus dans la société envisagée du point de vue de son fondement économique, de la division du travail, des effets de cette dernière sur la vie individuelle et collective, bref de ce qu'on appelle depuis 1830 environ "la question sociale".<sup>341</sup> Et lorsque Fourier écrit au ministre de la Justice en décembre 1803 pour lui faire part des buts poursuivis par la "science sociale" ; lorsque Saint-Simon annonce en 1804 que "la science de l'organisation sociale deviendra une science positive", lorsque, s'adressant en 1808 aux responsables du Bureau des longitudes, il leur dit : "Vous n'êtes, messieurs, que des savants anarchistes ; vous niez l'existence, la suprématie de la théorie générale" ;<sup>342</sup> lorsque la même année Fourier annonce de "science certaine" l'amélioration de la société, de l'humanité toute entière, grâce à sa "théorie du mouvement social", ou à sa "science sociale",<sup>343</sup> les jalons sont déjà posés pour "théorie sociale" ou "science sociale" au sens de "socialisme", et pour "social" au sens de "socialiste", usage qui s'imposera dans le langage des saint-simoniens et des fouriéristes au cours des années vingt, et qui se répandra dans le grand public après 1830.

Cependant cet emploi de "science sociale" pour "socialisme" disparaîtra vers le milieu du siècle en raison de son ambiguïté, la "science sociale" de l'Angleterre victorienne, de la France impériale ou de la Prusse bismarckienne n'ayant que peu de points communs avec le "socialisme".<sup>344</sup>

### *Sozial, Sozialist, Sozialismus, sozialistisch*

Les adaptations allemandes de ce vocabulaire social voient le jour entre 1830 et 1840, de façon assez lente et, sauf en ce qui concerne "sozial", indépendamment semble-t-il des créations antérieures attestées au cours de la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le débat sur le droit naturel.

<sup>341</sup> La formule *question(s) sociale(s)* est datée par le *Petit Robert* : "vers 1830". Effectivement on trouve *problème social* dès 1828-1829 dans les premières séances d'exposition de la *Doctrin de Saint-Simon* (publiée en volume en 1830, p. 105-106) ; *question sociale* suit : au plus tard dans une réplique anonyme de LAMENNAIS, in *L'Avenir*, 7 mai 1831, p. 2/II, puis dans *Le Globe saint-simonien* en décembre. Cf. note 95, vol. 2 de la présente étude.

<sup>342</sup> SAINT-SIMON, *Essai sur l'organisation sociale* (rédigé en 1804), inédit à cette date, publié in *Lettres d'un habitant de Genève*, Paris 1925, p. 93 ; *Lettres au Bureau des longitudes* (1808), in *Œuvres* (1966), vol. 6, p. 277.

<sup>343</sup> FOURIER, *Lettre au Grand Juge* : "mouvement social", p. 16, "science sociale", p. 19 ; FOURIER, *Théorie des quatre mouvements* : "science sociale", p. 3 ; "science certaine", p. 12 ; "mouvement social" ou "Théorie du mouvement social", p. 12, 29, 32, etc.

<sup>344</sup> On trouve à l'inverse, de 1840 à 1870 environ, chez P.-J. Proudhon et Jules Gay le terme *socialisme* au sens indéterminé de système social en général. Cf. GAY, *Le Socialisme rationnel et le socialisme autoritaire* (1868), où "socialisme ration-

Pour ce qui est du terme "sozial", qui apparaît au plus tard en 1791 chez Justus Möser sous la forme "Socialcontract" directement inspirée de Rousseau<sup>345</sup> et qui est répertorié en 1801 dans le dictionnaire des mots étrangers de Johann Heinrich Campe, il reste d'emploi rare<sup>346</sup> – principalement attesté dans les ouvrages de droit – et ne s'implante réellement dans la langue qu'à partir de la monarchie de Juillet, sous influence française et anglaise.<sup>347</sup> De la période révolutionnaire au début des années trente, le français "social" embarrasse fort les traducteurs allemands. Ainsi Gentz, traduisant Mallet Du Pan, rend-il le terme par "gesellschaftlich" ou par des composés de "Gesellschafts-", ou encore ne le traduit-il pas du tout !<sup>348</sup> Dans la première introduction allemande à l'œuvre et à la pensée de Saint-Simon, parue fin 1826-début 1827 dans la *Neue Monatsschrift* de Buchholz à Berlin, l'auteur anonyme n'utilise jamais l'adjectif allemand "sozial" ou ses composés, mais "gesellschaftlich" pour le français "social", "Vergesellschaftung" pour "association", "vergesellschaften" pour "associer" et "Vergesellschafteter" pour "associé".<sup>349</sup> Warnkönig à son tour, qui ignore cette introduction importante et qui pense en 1832 être le premier à traiter de Saint-Simon en Allemagne, rend le français "social" par "gesellig" (sociable) et "association" par "Geselligkeit" (sociabilité).<sup>350</sup> Avec le fouriériste Schneider, qui présente en 1834 l'expérience du phalanstère de Condé-sur-Vègre, on assiste à une curieuse situation langagière : "social", "antisocial" et "Association" sont chez lui désormais d'emploi courant, concurremment à "gesellschaftlich" et à "Gesellschaft", avec cette particularité que "social" et "gesellschaftlich" sont utilisés également au sens de "sociétaire".<sup>351</sup> Et en janvier 1835, un des rédacteurs de la revue socialisante *Das Nordlicht*, publiée

nel" désigne le socialisme proprement dit et "socialisme autoritaire" les divers systèmes sociaux de l'Antiquité, de la féodalité et du capitalisme. Emploi aberrant qui n'a pas dépassé l'ouvrage de Gay. En ce qui concerne PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), et ses œuvres ultérieures, les formules *science*, *science sociale* (indéterminée), *socialisme* et *socialisme scientifique* sont interchangeable, ce qui n'est pas fait pour clarifier ses prises de position.

<sup>345</sup> Cf. MÖSER, "Wann und wie", in *Berlinische Monatsschrift*, décembre 1791, p. 398 et 399.

<sup>346</sup> Ainsi trouve-t-on le terme une fois chez Goethe, dans une lettre à Zelter du 17 janvier 1820 : "[...] dabey mag ich mich mehr als billig angegriffen haben, sonst hätte vielleicht eine Verkältung, die ich mir aus gutmüthiger socialer Nachgiebigkeit zugezogen hatte, nicht so bedeutend geschadet." ([GOETHE], *Sophienausgabe*, IV/32, p. 159).

<sup>347</sup> Cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 111-117, qui se fonde sur les études de GECK. Müller critique toutefois à juste titre l'absence de précision chez Geck sur l'évolution sémantique de *sozial*, pourtant sensible dès les débuts de son emploi en allemand et qui se répercute sur *gesellschaftlich*.

<sup>348</sup> Cf. MALLET DU PAN, *Considérations* (1793), p. 5, 9, 36, 47, 72, et les passages correspondants in MALLET/GENTZ (1794), p. 19, 29, 105, 134, 193.

<sup>349</sup> Cf. S..., "Ueber den Grafen von St. Simon", in *Neue Monatsschrift*, 1826, p. 154, 165, 174, 178, 272, 279 ; 1827, p. 44, 59, 72, 280.

<sup>350</sup> Cf. WARNKÖNIG, p. 89, 91, 100, etc.

par des exilés pour les artisans allemands de Zurich, redouble l'adjectif "sozial" de la curieuse transcription "humangesellschaftlich".<sup>352</sup>

Grâce aux textes de l'émigration allemande, de la surveillance à laquelle elle fut soumise ainsi qu'aux articles de presse consacrés en Allemagne à la situation anglaise et française,<sup>353</sup> il est possible de suivre la rapide évolution de sens de "sozial/gesellschaftlich" au cours des dix premières années de la monarchie de Juillet. On trouve naturellement dans ces documents un usage qu'on pourrait qualifier de neutre, comme "soziale/gesellschaftliche Zustände", "soziale/gesellschaftliche Einrichtungen", "soziale/gesellschaftliche Verhältnisse", etc.,<sup>354</sup> si l'accent ne portait aussitôt sur la remise en cause politique et sociale que véhicule le terme sous sa forme latine ou germanique : ainsi la formule qui revient le plus souvent sous la plume des observateurs extérieurs en complément des précédentes est-elle celle de "soziale Frage(n)".<sup>355</sup> Si n'apparaissent pas aussi immédiatement, par une sorte d'opposition antithétique, de toutes autres connotations : "soziale/gesellschaftliche Stellung", "soziale Einrichtungen" alternent de façon quasi automatique dans les analyses sociales des Allemands de l'émigration avec la dénonciation des "soziale Vorrechte" et l'exigence de "soziale Befreiung", "soziale Emanzipation".<sup>356</sup> La conclusion de ces réflexions sociales va de soi pour ainsi dire, tantôt laborieuse, tantôt vive et cinglante, mais sans ambiguïté, que ce soit Theodor Schuster

<sup>351</sup> SCHNEIDER, *Das Problem der Zeit*, p. 26, 44, 45, 56, 79, 95, 99. Dans cet ouvrage les formules *théorie sociétaire* et *colonie sociétaire* sont rendues par "Gesellschaftstheorie" (p. 83, 88) et "Gesellschaftskolonie" (p. 79).

<sup>352</sup> "Briefe", in *Das Nordlicht*, n° 1, janvier 1835, p. 7 : "Diese nicht zu verkennende Wahrheit, daß das Volk hauptsächlich um des Genusses eines naturgemäßen Lebens Willen, d. h. um als Menschen an den von Natur und Geist vereinigten gebotenen Gütern Antheil zu nehmen, die Umwälzung wolle und sie dann auch bewachen und vorwärts führen werde, soll und muß uns leiten in den kommenden Tagen ; nur dann wird die Revolution allgemein und humangesellschaftlich (sozial) sein." In KOWALSKI, *Zeitschriften*, p. 104 ; RUCKHÄBERLE, *Bildung und Organisation*, p. 6.

<sup>353</sup> Cf. le chapitre V ci-dessous : "Amorces internationales 1832-1839".

<sup>354</sup> MÜLLER, *Ursprung*, p. 111-112. On trouve ainsi en 1835 "soziale Einrichtungen" dans [SCHUSTER], *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 185 ; "soziale Verhältnisse" dans un rapport de mouchard de janvier 1837, in GLOSSY, vol. 1, p. 95 ; "gesellschaftlicher Zustand" dans [WEITLING], *Die Menschheit* (1838), p. 32 (in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 223).

<sup>355</sup> Cf. les rapports de novembre 1835 dans GLOSSY, vol. 1, p. 28-38, consacrés aux dernières œuvres parues de Gutzkow et à la Jeune-Allemagne littéraire qui ont calqué sur le français la formule "soziale Frage(n)", employée à de nombreuses reprises. Voir aussi la remarque acerbe de Bismarck en 1881 : "Seit fünfzig Jahren sprechen wir von einer sozialen Frage." (in KLUGE/MITZKA, p. 718).

<sup>356</sup> Cf. [SCHUSTER], *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 182, "soziale Stellung" et "soziale Befreiung" ; p. 185, "soziale Reform", "radikal soziale und politische Emanzipation der arbeitenden Klassen". Dans l'adresse de la London Working Men's Association (1836) en version allemande : "soziale Emanzipation" (in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 210).

écrivain en 1835 au nom de la Ligue des bannis : "Ihr wollt nichts wissen von der sozialen Reform ? so beugt Euch denn unter die soziale Revolution" ;<sup>357</sup> ou Wilhelm Weitling, en exergue au manifeste de la Ligue des justes, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte*, paru fin 1838 :

Die Namen Republik und Constitution  
So schön sie sind, genügen nicht allein ;  
Das arme Volk hat nichts im Magen,  
Nichts auf den [sic] Leib, und niuß sich immer plagen ;  
Drum muß die nächste Revolution  
Soll sie verbessern, eine soziale sein.<sup>358</sup>

Point n'est d'ailleurs besoin que l'adjectif "sozial/gesellschaftlich" soit accouplé à "Befreiung", "Emanzipation", "Reform" ou "Revolution" pour signifier rapidement "sozialistisch", à l'exemple de l'évolution sémantique déjà réalisée en français et en anglais. Ainsi dès 1835 le facteur de piano Wolfgang Strahl exprime la revendication, qui est celle de ses compagnons du faubourg Saint-Antoine, de définir en commun une "Politik des gesellschaftlichen Lebens",<sup>359</sup> tandis que les observateurs hostiles au mouvement blâment les "gesellschaftliche Bestrebungen der Partheien",<sup>360</sup> et en 1840 au plus tard était née en Allemagne, pour désigner l'ensemble des socialistes, la formule "die soziale Parthey"<sup>361</sup> qui devait rester d'emploi courant jusqu'à la Première Guerre mondiale.

On notera que dans les années trente les Allemands de l'étranger – partisans ou adversaires du socialisme et de la communauté des biens – n'emploient pas dans leurs écrits, non plus que les journaux d'Allemagne, les termes de "Sozialist", "sozialistisch" et "Sozialismus" qui apparaissent seulement dans les premiers mois de 1840 : ces termes ne se trouvent en effet dans aucun des textes allemands connus d'organisations ou d'individus en Suisse, en France ou en Angleterre de 1832 à 1839 utilisés pour cette étude ; il est vrai de surcroît que la période entre la fin 1838 et l'automne 1841 est fort mal représentée en documents socialistes et communistes allemands précis et datés.<sup>362</sup> Mais en 1840 encore par exemple, la

<sup>357</sup> [SCHUSTER], *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 177.

<sup>358</sup> [WEITLING], *Die Menschheit*, p. 2 (in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 210).

<sup>359</sup> Cf. STRÄHL, *Briefe*, p. 249.

<sup>360</sup> Rapport de mouchard de janvier 1837, in GLOSSY, vol. 1, p. 94.

<sup>361</sup> La formule est employée par un certain SCH., "Das Trauerspiel in Frankreich", in *Vossische Zeitung*, n° 281, Berlin, 30 novembre 1840. Cf. ROLLKA, p. 139.

<sup>362</sup> Ainsi le recueil *Der Bund der Kommunisten* ne présente-t-il entre le document 8 (Weitling, 1838) et le document 14 (Weitling, septembre 1841) qu'une seule pièce datée, le document 13 ("Aufruf an die edlen Mitbürger", Ligue des justes, juillet 1840). Encore cette lettre circulaire, en français et en allemand, s'adressant à un large public pour une collecte en France et en Allemagne, évite-t-elle naturellement toute terminologie socialement et politiquement marquée. Les autres documents intermédiaires, extraits d'interrogatoires ou de mémoires ultérieurs, s'ils sont historiquement irremplaçables, ne peuvent servir à dater précisément l'emploi de tel ou tel terme.

brochure de Wilhelm Obermüller, *Das Gütergleichgewicht*, qui se présente entre autre comme une réplique aux propositions sociales communautaires de Weitling, *Die Menschheit*, et qui traite avec beaucoup de désinvolture, parmi divers sujets, de Babeuf, de Buonarroti, Fourier, Owen, "und alle, die ihnen nachbeten", qualifie en bloc ces réformateurs ou révolutionnaires, ces socialistes ou communistes, du terme générique, péjoratif et indéterminé de "Gütergemeinschaftler".<sup>363</sup>

Le terme "social", que ce soit en français, en anglais ou en allemand, employé au sens de "socialiste" et concurremment à ce dernier, s'est longtemps maintenu : par exemple dans la formule quarante-huitarde de "République/Révolution démocratique et sociale", "Demokratische und soziale/sozialistische Republik/Revolution", qui donne naissance dès cette époque à l'adjectif composé français "démocrate-socialiste" souvent abrégé alors en "démoc-soc" et aux formes allemandes "Sozial-demokrat", "sozial-demokratisch" et "demokratisch-sozialistisch".<sup>364</sup> en 1917 encore, la III<sup>e</sup> Conférence de Zimmerwald, tenue à Stockholm, bien que s'intitulant "Conférence internationale socialiste", propose dans ses résolutions "la réalisation de la république sociale".<sup>365</sup>

C'est en 1839 seulement que "societär" est attesté en allemand dans des adaptations du français ou des comptes rendus sur le mouvement fouriéristes ;<sup>366</sup> suivent ensemble, à partir de mars 1840 au plus tard, "Socialismus", "Socialist" et "socialistisch" dans une série intitulée "Robert Owen und der Socialismus" que publie le rédacteur de la *Mainzer Zeitung*, quotidien mayençais (6, 7 et 8 mars), et dans un article de l'hebdomadaire hambourgeois *Der Pilot*, "Robert Owen und die arbeitenden Volksclassen" (19 mars) ; publications toutes deux plus ou moins librement adaptées d'une brève étude de Philarète Chasles qui venait de paraître à la fin février de la même année dans le *Journal des débats*.<sup>367</sup> Les termes deviennent

363 OBERMÜLLER, p. 72-73. La formule "Der volksthümliche Handwerker ist Reformist, Socialist und Gemeinschaftler" de Simon Schmidt dans le journal manuscrit de l'Association ouvrière allemande de Lausanne, que MÜLLER, *Ursprung*, p. 129 (à la note 884), date de 1840, n'est pas probante d'un usage original pour la bonne raison que le journal en question parut seulement à l'automne 1842 ; cf. *Die junge Generation*, janvier 1843, p. 12-13 ; GRANDJONC, "Deutsche Emigrationspresse", p. 39-40.

364 Quant aux termes anglais *socialdemocrat* et *socialdemocratic*, ils n'apparaissent respectivement, selon MURRAY et alii, qu'en 1877 et 1893.

365 Cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 128.

366 MÜLLER, *Ursprung*, p. 127, relève *societär* en 1839 chez Franz Joseph Buß qui fit paraître l'année suivante une traduction d'Adolphe BLANQUI, *Histoire de l'économie politique*, où le terme français apparaît à plusieurs reprises. Je ne l'ai pas trouvé non plus avant cette date.

367 Document 17A pour le français, 17B et 17C pour l'allemand. La version de la *Mainzer Zeitung* fait apparaître le terme *Socialismus* trois fois dans le titre et six fois dans le texte contre une fois seulement pour *Socialist* et *socialistisch* ; *social* en est absent. L'emploi des termes nouveaux est plus équilibré dans *Der Pilot* où l'on relève *Socialismus* à cinq reprises, *social*, *Socialist*, *socialistisch* deux fois

immédiatement d'emploi courant, à l'exception peut-être de "Socialismus" qu'on ne retrouve guère par écrit qu'en novembre 1841 dans l'*Allgemeine Zeitung*<sup>368</sup> parallèlement à "Communismus". Il est vraisemblable d'ailleurs que "Socialismus" était d'usage oral aussi courant que "Socialist" et "socialistisch" chez les socialistes ou communistes allemands résidant à Londres et à Paris en raison de l'agitation sociale et des débats théoriques qui l'accompagnaient, agitation et débats auxquels ces Allemands prirent part, mais, comme je l'ai déjà fait observer, on ne possède pas suffisamment de témoignages écrits de cette période.

### Vrai et faux libéralisme, mutualisme, collectisme et co-operation 1815-1828

Il apparaît donc dans la genèse et l'évolution des dérivés de "social" ou de "com-  
mun" – si on excepte l'emploi de "sociétaire" par Fourier et les tardifs et éphémères "communional" et "communionist" des owenistes – que les premières décennies du siècle sont plus une période de gestation prolongée que de véritable création et diffusion de ces termes. Des tentatives eurent lieu cependant pour forger des vocables neufs adaptés à la réalité sociale nouvelle qu'entrevoient ces novateurs visionnaires que furent Saint-Simon, Owen et Fourier, mais à partir d'autres racines verbales, tentatives entreprises par eux-mêmes ou par des proches. A lui seul l'océan de cosmogonie fantaisiste, d'utopie sociale, de poésie et de langage neuf de Fourier mériterait mieux qu'une plongée isolée ; une exploitation systématique ramènerait sans doute une belle moisson de trouvailles.<sup>369</sup> Laissant à d'autres le

chacun. Ces emplois de mars 1840 sont de dix-huit mois antérieurs à celui de *Socialismus* relevé par MÜLLER, *Ursprung*, p. 131-132, qui date le terme de novembre 1841 seulement. Il sont antérieurs également à celui de *socialistisch* dans la préface de Buß à la traduction de Blanqui (cf. MÜLLER, *Ursprung*, p. 127-130) ou à l'emploi par la *Deutsche Vierteljahrs Schrift*, n° 3, [septembre] 1840, p. 3 et 52, dans un article anonyme "Die Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft der politischen Oekonomie". Quant à *Socialist*, après ces premiers emplois, il apparaît régulièrement dans les correspondances parisiennes de l'*Allgemeine Zeitung* et dans le volume de [ROCHAU], *Kritische Darstellung der Socialtheorie Fouriers* (1840), Rochau étant d'ailleurs un des correspondants de l'AZ à Paris. Les termes *socialistisch* et *Socialist* se trouvent aussi dans la *Vossische Zeitung*, Berlin, respectivement au n° 277 du 25 novembre 1840 et au n° 281 du 30 novembre 1840. ROLLKA, p. 138 et 139 (cf. ci-dessus note 361).

368 Document 30A.

369 Ainsi trouve-t-on dès 1808 dans FOURIER, *Théorie des quatre mouvements* (édition de 1846, p. 282), l'emploi qui deviendra courant dans le *Traité* de 1822 de l'adjectif *unitaire* au sens politique et social, emploi daté de 1830 seulement par le *Petit Robert*. On trouve au *Traité de l'association domestique-agricole* de 1822 des termes qui seront courants dans les milieux socialistes et communistes des années quarante comme *famil(i)isme* (vol. 1, p. 383), *perfectibiliseur* (vol. 1, p. XV) qui donnera



soin d'élaborer ce dictionnaire fouriériste des séries passionnelles bicomposées simples ou pivotales, depuis le "Groupisme contemporain" jusqu'à l'"Harmonisme futur" en passant par le "Garantisme intermédiaire",<sup>370</sup> je me contenterai de considérer ici quelques termes ou séries de termes développés concurremment aux néologismes issus de "social" et de "commun" pour désigner un mode de société rationnelle et communautaire et qui ont été intégrés à la langue usuelle, parfois en un sens assez différent.

D'abord une tentative manquée de Fourier pour donner une coloration sociale au terme "libéralisme" qui émergeait à peine et un essai réussi du docteur Amard, "collectisme"; puis deux créations complémentaires bien que sans lien apparent, "mutualisme" et "mutuellisme", l'une sous influence de l'école mutuelle lancastérienne, l'autre des associations ouvrières lyonnaises; enfin l'emploi nouveau de l'anglais "co-operation" et "co-operative" par les owenistes, puis du français "coopération" et "coopératif" par Joseph Rey.

### Libéralisme

La libéralité est un caractère. Le nom de libéral peut convenir à un homme riche, bienfaisant, généreux; et le nom de libéraux, à une société d'hommes opulents, qui répandraient beaucoup d'aumônes, feraient des constructions et fondations utiles à la classe indigente. Mais le mot de libéralisme n'est applicable qu'à une théorie sur l'emploi général de l'esprit libéral, sur son extension à des mesures qui puissent embrasser la masse du peuple. Or, que veut cette masse? Elle veut, le plein exercice des douze passions; Les sept droits naturels et le minimum [vital].<sup>371</sup> Ces deux volontés sont la même, en différentes expressions. Pour être libéral envers la masse du peuple, il faudrait lui garantir ces divers biens; et le libéralisme est la théorie qui les lui garantira en tout ou en partie. Le libéralisme comprend donc deux sciences encore inconnues. 1<sup>o</sup> Celle de l'Association, qui garantit le plein exercice des facultés précitées. 2<sup>o</sup> Celle du Garantisme [...] qui ne procure que le demi-exercice de ces facultés.<sup>372</sup>

*perfectibilisme*. Il en va de même des termes *simpliste* et *simplisme* (*Traité*, vol. 2, p. 221 sq.; *Théorie de l'unité universelle*, vol. 4, p. 322 sq.), *immobiliste* et *immobilisme* (*Théorie*, vol. 1, p. 98; vol. 3, p. 192, 207) datés de 1829/1830 par le *Petit Robert*. L'œuvre de Saint-Simon par contre, qui transmet des idées neuves dans une langue au dépouillement très classique, est infiniment moins riche de néologismes que celle de Fourier; cf. cependant ci-dessus *classe bourgeoise*, et plus loin *industrialiste* et *industrialisme*.

<sup>370</sup> Il existe un ouvrage de ce type, mais limité dans son objet: SILBERLING, *Dictionnaire de sociologie phalanstérienne*.

<sup>371</sup> Le qualificatif de *vital* se justifie par la définition que Fourier donne du terme "minimum": "minimum ou nécessaire en aliments, vêtements et logemens". (FOURIER, *Traité de l'association domestique-agricole*, vol. 1, p. 130; *Théorie de l'unité universelle*, vol. 2, p. 169).

<sup>372</sup> FOURIER, *Traité de l'association domestique-agricole*, vol. 1, p. 294; *Théorie de l'unité universelle*, vol. 2, p. 386. Le *Traité*, de 1822, présente la particularité d'avoir été réédité de 1841 à 1843 en 4 volumes par Considérant sous le titre de

Cette curieuse page du *Traité de l'association domestique-agricole* de Fourier, entrepris dès 1815/1816 et publié en 1822, donne ainsi du "libéralisme" une définition tout à fait originale qui équivaut au futur "socialisme", de type fouriériste cela va de soi: l'auteur y distingue même une phase intermédiaire, le garantisme, que nous nommerions phase de transition ou de passage au socialisme, et une phase finale, l'association réalisée ou socialisme proprement dit. Définition si peu conforme à l'usage déjà établi de "libéralisme"<sup>373</sup> que Fourier est aussitôt obligé de préciser: son propre "libéralisme" étant le "vrai libéralisme", celui des libéraux est déclaré "faux libéralisme" et sur cette lancée les opinions conservatrices et réactionnaires deviennent chez lui "illibéralisme" ou "anti-libéralisme".<sup>374</sup> Peu après la publication de l'ouvrage de Fourier, Saint-Simon reprend dans le *Caté-*

*Théorie* [...] choisi par Fourier. Etant donné les ajouts et remaniements de Fourier lui-même et les coupures de l'éditeur, il est nécessaire ici – puisqu'il s'agit de dater certains emplois – de citer l'édition originale, malheureusement quasi inaccessible; c'est pourquoi je donne également les références par rapport à l'édition de 1841-1843, reproduite aux Editions Anthropos.

<sup>373</sup> En effet, parlant des libéraux opposés tour à tour à la dictature napoléonienne et à la réaction royaliste sous Louis XVIII, Fourier lui-même écrit: "Tel est le vice où tombe l'opposition française, en donnant à son esprit de corps le nom de libéralisme." (FOURIER, *Traité*, vol. 1, p. 294; *Théorie*, vol. 2, p. 386).

L'abstrait *libéralisme* est daté de 1821 par le *Petit Robert*, de 1819 par VIERHAUS, p. 751, d'après BERTIER DE SAUVIGNY, p. 153-154, qui cite une brochure anonyme parue cette année-là à Paris: *Examen du libéralisme par un libéral*. Or le terme est employé dès 1818 au plus tard par *Le Conservateur*, plus tôt peut-être si on considère sa fréquence d'emploi par Fourier au premier volume de son *Traité* rédigé à partir de 1815/1816. Cf. SAINT-MARCELLIN qui ironise dans *Le Conservateur* de la mi-décembre 1818, p. 518: "j'ai une trop haute idée du caractère de ces apôtres du libéralisme, pour penser que leurs opinions changent ainsi avec les circonstances"; cf. également du même, livraison de la fin décembre, p. 614. L'adjectif *libéral* était utilisé au sens politique depuis 1750 (ROBERT) et comme substantif depuis le Consulat (cf. BRUNOT, IX/2, p. 660-661, concernant l'emploi du terme par l'usurpateur et dictateur Bonaparte).

L'emploi de l'anglais *liberal* adjectif date de 1801 et substantif de 1816 (MURRAY *et alii*) ou 1817 (VIERHAUS); *liberalism* est daté par MURRAY *et alii* de 1819 comme une transcription du français.

En allemand, le terme *Liberalismus* (non répertorié par GRIMM, 1885, ni par KLUGE/MITZKA, 1963) apparaît en 1822, introduit par Görres, alors en exil à Paris (cf. LADENDORF).

Selon LADENDORF, p. 193-195, et VIERHAUS, p. 751, l'origine de *libéralisme* pour désigner une tendance politique viendrait de l'emploi de *liberal* en espagnol en 1812 par les Cortes, qui s'opposaient à Napoléon. Ce qu'il y a de certain c'est que la Constitution libérale espagnole de 1812 a provoqué des discussions dont on trouve encore la trace dans les associations démocratiques et ouvrières françaises et allemandes à Paris au milieu des années trente (cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 205-211, et STRÄHL, *Briefe*, Anhang 4); ainsi qu'au début des années quarante en Allemagne, dans des discussions de démocrates sur la "libérale Souveraineté" (cf. les formulations de février 1843 à l'assemblée générale des actionnaires de la *Rheinische Zeitung*, "Protokoll", in MEGA<sup>2</sup> I/1, p. 436 et 1179).

*chisme des industriels* (1823-1824) le terme et l'idée de Fourier et, plutôt que de recourir à une définition en opposition à l'usage, il crée le terme "industrialisme" et son complémentaire "industrialiste" pour qualifier sa propre vision de la société nouvelle :

La dénomination d'*industrialisme* fixe l'attention sur des intérêts, et elle est par conséquent très-préférable à celle de *libéralisme*, ou toute désignation qui n'indique que des sentiments ; car les intérêts sont beaucoup moins variables que les sentiments.<sup>375</sup>

### Collectisme

C'est encore entre les deux pôles de la pensée de Saint-Simon et de Fourier qu'on voit se préciser l'emploi politique et d'économie politique du terme "collectif" et naître la première amorce de "collectivisme" sous la forme plus brève de "collectisme". Dans ses *Lettres d'un habitant de Genève*, en 1802, Saint-Simon fait un usage fréquent et voulu de l'adverbe "collectivement" pour qualifier le mode d'action de l'humanité telle qu'il la souhaite. Ainsi écrit-il que, désirant le bonheur de l'humanité, il y travaille effectivement et adresse à celle-ci "ce projet directement [...] parce qu'il l'intéresse *collectivement*"; pour mettre un frein aux passions particulières, pour réorganiser "socialement" l'humanité, il "l'engage à agir *collectivement*".<sup>376</sup> Peu importe ici que l'objet de cette action collective soit encore assez flou dans l'esprit de Saint-Simon, l'idée et le mot font leur chemin, conjointement à "association" dont Fourier note en 1823 que c'est "un des sujets en vogue".<sup>377</sup> C'est justement dans un ouvrage intitulé *Association intellectuelle. Méthode progressive et d'association*, paru en 1821, que le docteur Frédéric Amard développe la notion de "collectisme". Il écrit à propos de l'association :

Cette méthode, effectivement, comprime et contient la personnalité, passion subversive de l'ordre, et par laquelle l'individu tourne sans cesse vers ses intérêts ou sa vanité [...]. Et au lieu de la personnalité, qu'elle réprime, chez l'individu, elle y développe au contraire le *collectisme* : passion toute relative à l'espèce, plus véhémente qu'aucune de celles qui regardent l'individu, que les idéologues n'ont pas

<sup>374</sup> On trouve par exemple les formules "vrai libéralisme" et "faux libéralisme" dans FOURIER, *Traité*, vol. 1, p. 293 (*Théorie*, vol. 2, p. 385) ; "illibéralisme" p. 300 (*Théorie*, vol. 2, p. 395) ; "anti-libéralisme" p. 333 (*Théorie*, vol. 2, p. 438).

<sup>375</sup> SAINT-SIMON, *Catéchisme des industriels*, in *Œuvres* (1966), vol. 4, première pagination, p. 196.

<sup>376</sup> SAINT-SIMON, *Lettres d'un habitant de Genève*, in *Œuvres* (1966), vol. 1, première pagination, p. 13, 25, 31 ; cf. également p. 18, 43, 46.

<sup>377</sup> FOURIER, *Sommaires et Annonce*, p. 1431 (*Théorie*, vol. 1, p. 206). Les deux publications de FOURIER, *Sommaires de la Théorie d'association domestique-agricole, ou Attraction industrielle*, VIII p., Paris [1823], et *Sommaires et Annonce du Traité de l'association domestique-agricole, ou Attraction industrielle*, p. 1329-1448, Paris [1823], furent reprises en 1842, selon les indications de Fourier, comme premier volume de la *Théorie de l'unité universelle*.

même entrevue, et par conséquent qu'ils n'ont pu nommer ; passion ordonnatrice, pivot de l'industrie humaine, âme et principe de la sociabilité ; source d'émulation et de vertu, d'amour réciproque et de philanthropie, du futur bonheur des hommes, et, dans les sciences, de cette généreuse abnégation de soi-même pour leur gloire et leur plus prompt avancement. Cet admirable effet de la méthode progressive ou d'association, d'amortir la personnalité pour exalter le collectisme, vient de ce qu'elle oppose sans cesse l'espèce à l'individu dans le travail commun.<sup>378</sup>

On comprend à lire ces lignes que Fourier soit entré en relation avec l'auteur dès décembre 1821 et qu'il ait intégré dans ses *Sommaires* de 1823, destinés à faire connaître le *Traité*, deux pages de considérations sur le livre de Frédéric Amard, dans lesquelles il souligne l'intérêt que présente à ses yeux cette théorie

de la passion dite collectisme [...], qui amènerait les êtres pensants de tous les siècles à opérer comme un seul homme, fortifierait la faiblesse individuelle de toute la puissance collective de l'espèce.<sup>379</sup>

Alors que "collectisme" s'était répandu chez les saint-simoniens et les fouriéristes et que "collectif" était devenu d'emploi fréquent dans les milieux populaires socialistes puis communistes des années trente et quarante, Constantin Pecqueur forgeait en 1839 le terme "collectivisme"<sup>380</sup> opposé à "individualisme", comme

<sup>378</sup> AMARD, vol. 1, p. 248 ; cf. BOURGIN, *Etude*, p. 68, et surtout RÉGNIER, *Les Idées*, p. 272-276. Amard était alors "docteur en médecine, ex-chef du service médico-chirurgical de l'hôpital général de la Charité de Lyon, président de la Société de médecine et du Cercle littéraire de la même ville, et membre correspondant de plusieurs sociétés savantes, nationales et étrangères". Son ouvrage fut remarqué non seulement par Fourier, mais aussi par Saint-Simon et ses disciples, entre autres J. Allier et P.-J.-B. Buchez dans *Le Producteur*, au point que RÉGNIER, p. 276, peut écrire que "la notion et le mot de 'collectisme', à en juger par certaines lettres d'Enfantin, semblent effectivement avoir été d'usage courant parmi les idéologues du groupe". Amard leur fera d'ailleurs dans un ouvrage postérieur, publié en 1844, le reproche de plagiat (RÉGNIER, p. 274-275). Le terme de *collectisme* connaîtra un certain succès, au sens de *consensus social* (et/ou religieux) ou de *socialisme* chez les saint-simoniens et les fouriéristes jusque vers 1848.

<sup>379</sup> FOURIER, *Sommaires et Annonce*, p. 1432 (*Théorie*, vol. 1, p. 208). Sur les rapports entre Amard et Fourier cf. BOURGIN, *Etude*, p. 68-69. Début décembre 1821 Fourier n'avait pas encore vu les deux volumes de l'ouvrage d'Amard, mais en avait lu divers comptes rendus dans la presse : *La Quotidienne*, *Le Constitutionnel*, *Le Miroir* et la *Revue encyclopédique*. Ces lectures et la correspondance qu'il amorça lui-même avec Amard lui donnèrent l'occasion d'insérer dans son ouvrage en cours quelques paragraphes sur cette théorie de l'association et sur l'inconséquence de ses adversaires qui applaudissaient aux propositions d'Amard et ignoraient celles de Fourier (*Sommaires et Annonce*, p. 1431-1433 ; *Théorie*, vol. 1, p. 206-209).

<sup>380</sup> Cf. PECQUEUR, *Economie sociale* (1839), vol. 2, p. 490, et *Le Salut du peuple*, février 1850, n° 3, p. 16 (datation légèrement inexacte de ce dernier emploi dans le *Petit Robert* d'après *Le Français moderne*, 1960, p. 41). On a attribué la paternité de *collectivisme* tantôt à journaliste économique François Vidal – ce qui est pour le moins étonnant – tantôt, et de façon plus plausible, à Jean-Guillaume Colins, le théoricien du "socialisme rationnel" dont le caractère collectiviste est indéniable. Cependant le spécialiste de Colins, Ivo Rens, qui fait le point sur cette question de

I'avaient fait quelques années plus tôt Vinet, Joncières et Leroux pour "socialisme". C'est encore Pecqueur qui reprendra le terme en février 1850 au sens où nous l'entendons désormais après qu'il ait été utilisé une autre fois en 1845 par Jules Michelet – mais pour son usage privé et au sens de collection et non d'action commune et concertée de socialisation. Les formes allemande et anglaise du terme, "Kollektivismus" et "collectivism", n'apparaîtront que plus tard, en même temps d'ailleurs que sera réellement diffusé le terme français "collectivisme" et créé "collectiviste",<sup>381</sup> c'est-à-dire à partir du congrès de l'Internationale tenu à Bâle en septembre 1869 et des débats qu'il provoqua dans les diverses sections nationales sur les thèses développées par Bakounine.<sup>382</sup>

### Mutualisme

Au début de l'été 1815, dans la dernière semaine de la péripétie napoléonienne des Cent-Jours, un certain nombre de libéraux et d'industriels fondaient la Société pour l'amélioration de l'instruction élémentaire. Cette association allait d'une part ouvrir (concurrentes des écoles des frères de la doctrine chrétienne) des écoles primaires organisées sur le modèle préconisé par Andrew Bell et Joseph Lancaster en Grande-Bretagne<sup>383</sup> en vue d'une formation rudimentaire de masse, d'autre part publier à partir d'octobre de la même année une revue, le *Journal d'éducation*, destinée à dif-

terminologie, constate : "En dépit des recherches que nous avons effectuées dans les ouvrages, les articles et les manuscrits de Collins, nous n'avons pas pu vérifier cette assertion qui nous paraît erronée." (RENS, p. 11-12). Il est inutile de s'attarder sur les affirmations péremptives de ZÉVAËS, "Ursprung", p. 195, qui entre autres inexactitudes date l'emploi de *collectivisme* de 1843 dans COLLINS, *Qu'est-ce que la science sociale ?*, qui parut en 1853-1854.

<sup>381</sup> Cf. DUBOIS, qui ne relève aucun emploi de *collectivisme* avant 1869.

<sup>382</sup> Les formes allemandes *Kollektivismus*, *Kollektivist* et *kollektivistisch* qui apparaissent sans doute dans les années septante, ne sont pas datées par les dictionnaires. Il existe bien quelques composés de *Kollektiv* dès avant la Première Guerre mondiale (cf. SACHS/VILLATTE, 1911), mais l'emploi courant de la forme simple *Kollektiv* et de la plupart de ses composés est vraisemblablement postérieur à la révolution de novembre 1918. L'anglais *collectivism* est daté par MURRAY et alii de 1880 seulement, et *collectivist*, adjectif et substantif, de 1882. Seul un dépouillement de la presse ouvrière et des brochures socialistes consacrées aux propositions de Bakounine faites au Congrès de Bâle pourrait, tant en anglais qu'en allemand, permettre de préciser les dates d'emploi.

<sup>383</sup> Andrew Bell (1753-1832), ministre du culte et éducateur britannique, avait déjà travaillé aux États-Unis quand il fut amené à diriger un orphelinat à Madras où la pénurie de maîtres lui inspira l'idée d'un système d'enseignement mutuel par les élèves eux-mêmes. BELL, *An Experiment in Education*, Londres 1797, passa totalement inaperçu, sauf de Joseph Lancaster (1778-1838). Ce dernier, qui organisa son école dans un faubourg de Londres selon ce système, prétend y avoir fait l'éducation simultanée d'un millier d'enfants : cf. LANCASTER, *Improvement in Education* [...], Londres 1803 ; trad. française, *Système anglais d'instruction* [...], Paris 1815.

fuser des théories dérivées de celles de Bell et Lancaster, dites de "l'école mutuelle". Il n'est pas inutile de préciser ici quels étaient les fondateurs de la Société et de la revue : outre l'abbé Gaultier, éducateur et ancien émigré retour de Londres, on y rencontre principalement Joseph-Marie de Gérando, antijacobin lyonnais, baron d'Empire, membre de l'Institut, futur pair de France, Jean-Baptiste Say, l'industriel et fondateur bien connu de l'économie politique libérale en France, le comte Charles de Lasteyrie, agronome, publiciste et philanthrope, Alexandre de Laborde, fils de banquier, émigré, officier dans les troupes autrichiennes de Kinski, comte d'Empire, Edmé-François Jomard, archéologue, géographe, membre de l'Institut, et le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, qui publiait dès 1815 la traduction du livre de Lancaster.<sup>384</sup> Il s'agit donc là d'un groupe de "libéraux" tels que les dépeint Fourier, de fait les représentants intellectuels de la nouvelle classe bourgeoise analysée par Saint-Simon. Et il est nécessaire en outre de ne pas se méprendre sur le terme anglais "mutual", français "mutuel", dans la théorie de l'école mutuelle : la méthode de Bell et Lancaster, applicable selon ses auteurs jusqu'à mille élèves simultanément (1), est une transposition – à l'apprentissage élémentaire de la lecture et de l'écriture chez les enfants des classes pauvres et qui doivent le rester – des mouvements d'ensemble empruntés aux systèmes de la caserne et de la fabrique, les élèves les plus avancés servant de relais (contremaîtres ou sous-officiers) dans la transmission des ordres donnés au sifflet et au télégraphe à bras par l'entrepreneur d'éducation.<sup>385</sup>

Fourier, à l'affût de tout ce qui paraissait en quelque domaine scientifique que ce soit et se rapportant de près ou de loin au problème social, prend aussitôt connaissance de l'idée lancastérienne et des débats passionnés auxquels elle donne alors lieu ; et dans le même mouvement il crée au plus tard en 1822 les termes de "mutualiste" et "mutualisme"<sup>386</sup> qui, par-delà la critique qu'il fait du mutualisme lancastérien, lui paraissent tout à fait propres à qualifier le système d'éducation sociétaire – c'est-à-dire communautaire, gradué et réciproque – qu'il a lui-même en vue. "Nous traiterons, écrit-il dans le *Traité* de 1822, de l'éducation attrayante dont les philosophes, nommés *Lancastriens* et mieux *Mutualistes*, paraissent avoir eu quelque légère idée" ; ou encore : "il me paraît que les mutualistes ont entrevu partie du procédé de la nature, la distribution progressive de l'enseignement". Et il évoque avec enthousiasme cette éducation attrayante, infiniment supérieure "aux faibles appâts de quelques méthodes actuelles, dont la plus vantée, le *mutualisme*, n'atteint pas au véhicule composé, encore moins au bicomposé", autrement dit au

<sup>384</sup> Sur ces différents personnages cf. COQUELIN/GUILLAUMIN et LAROUSSE. En ce qui concerne Jomard cf. également le *Catalogue général des livres imprimés* de la BN.

<sup>385</sup> Cf. BRANCA ; également QUERIEN, p. 53-69, qui met tout particulièrement en relief le caractère de discipline militaire de cet enseignement dit mutuel.

<sup>386</sup> *Mutualiste* est ordinairement daté de 1834 et *mutualisme* de 1840 (cf. *Petit Robert*). L'invention des termes par Fourier semble d'autant plus assurée qu'ils ne sont pas employés dans le *Journal d'éducation*, sa principale source en ce domaine.

"mutualisme composé convergent, bien différent du mutualisme simple, récemment introduit dans les écoles civilisées".<sup>387</sup>

### Mutuellisme

Contrairement au cas précédemment analysé de "libéral" et "libéralisme" dont l'usage était déjà fixé, les formes "mutualiste" et "mutualisme" forgées par Fourier vont connaître une extension de sens social, voire socialiste. Les deux termes sont chez Fourier de formation savante par alternance vocalique e/a, "mutuel" donnant "mutualiste", "mutualisme",<sup>388</sup> et n'ont encore qu'un sens limité au domaine scolaire ou éducatif ; mais susceptible d'extension à tout le tissu social, étant donné le mode même de pensée et d'écriture de Fourier, par analogies et glissements de sens ou de fonction. Cependant l'enrichissement des deux termes, qui se fixeront dans leur sens économique et social moderne au cours des années trente, est sans aucun doute lié à l'apparition de doublets d'origine populaire, "mutuelliste" et "mutuellisme" attestés par écrit en 1828 dans l'usage de maîtres artisans et d'ouvriers lyonnais associés. En préparation depuis 1826, les statuts de leur association, adoptés le 29 juin 1828, déclaraient en des formules que n'auraient pas désavouées Rousseau, Morelly ou Restif :

L'association prend le nom de mutuellisme, qui signifie faire mutuuellement comme l'on voudrait qu'il fût fait à soi-même. [...] Chaque associé prend le nom de mutueliste, qui signifie qui fait toujours comme il voudrait qu'il fût fait à lui-même.<sup>389</sup>

Le mouvement d'interaction entre les deux langues, qui avait fait naître en français "mutualiste", "mutualisme" de l'emploi lancastérien de "mutual", se clôt plus tard par l'adoption en anglais de "mutualist" puis de "mutualism" après la diffusion des termes français dans leur signification nouvelle.<sup>390</sup> Et si les formes

<sup>387</sup> Dans l'ordre, les extraits ci-dessus in FOURIER, *Traité*, vol. 1, p. 454 (*Théorie*, vol. 3, p. 155) ; *Traité*, vol. 2, p. 351 (*Théorie*, vol. 4, p. 294) ; *Traité*, vol. 2, p. 233 (*Théorie*, vol. 4, p. 119) ; *Traité*, vol. 2, p. 349 (*Théorie*, vol. 4, p. 291). Fourier n'est d'ailleurs pas le seul à s'intéresser aux idées diffusées par le *Journal d'éducation* : dès 1816, Marc-Antoine Jullien essaie d'y greffer une réflexion plus large sur la fonction éducative mutuelle, qu'il développe à partir de l'enseignement de Pestalozzi (cf. le chap. "La grammaire de l'abbé Gaultier" in BRANCA). Or les théories du réformateur zurichois visaient à développer l'initiative des enfants et à former des citoyens libres et responsables, ce qui allait à l'encontre des vues du *Journal d'éducation*. La rédaction tourna la difficulté en assortissant les articles de Jullien de réponses et commentaires qui faisaient de Pestalozzi un partisan avant la lettre de "l'école mutuelle" ; Jullien, échaudé, ne réitéra pas sa collaboration.

<sup>388</sup> Le terme *mutualité* existant depuis 1784 chez Restif (cf. note 10), il est possible aussi que Fourier forme *mutualiste*, *mutualisme* sur ce modèle ou encore qu'il utilise directement la forme anglaise *mutual* comme racine.

<sup>389</sup> Ces statuts furent publiés par Louis BLANC, *Histoire de dix ans*, vol. 4 (1843), p. 516-523 ; ils sont partiellement reproduits dans LAROUSSE à l'article "mutuellisme". Sur cette question cf. RUDE, *L'Insurrection*, p. 124-148.

allemandes "mutual/mutuell", "Mutualismus" et "Mutualität", non datées par les dictionnaires, semblent d'emploi relativement rare,<sup>391</sup> l'usage de la forme germanique correspondante, "gegenseitig" – déjà utilisée pour qualifier l'enseignement mutuel –,<sup>392</sup> se développe dans les associations ouvrières de l'étranger à partir de 1840 sans doute, comme en témoigne l'appellation de Bildungs- und gegenseitige Unterstützungs-Gesellschaft für Arbeiter utilisée au milieu des années quarante pour désigner le Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein de Londres (l'Association communiste de formation ouvrière).<sup>393</sup>

### Ecole mutuelle et mouvement ouvrier

Il est hors de propos de traiter ici de la pratique de l'école mutuelle en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en France – où le nombre des élèves dépassa rarement cent élèves par classe, semble-t-il.<sup>394</sup> Mais, citant le cas bien connu de Proudhon et de certains anarchistes de la fédération jurassienne de l'Internationale, on a souvent affirmé de l'école mutuelle en France qu'elle avait été "la pépinière de la première génération d'ouvriers révolutionnaires".<sup>395</sup> Affirmation gratuite ou du moins non pertinente, pour plusieurs raisons. Que dire d'abord de la formation des révolutionnaires sans-culottes, bien avant l'existence de l'école mutuelle ? A supposer qu'on les écarte comme non-ouvriers, il faudrait noter en second lieu que quelques exemples épars ne constituent pas une preuve statistique. Enfin et surtout, tous les cadres et les militants révolutionnaires et syndicaux formés avant 1850 – et parfois bien au-delà – n'ont connu en fait d'école en Europe (lorsqu'ils en ont fréquenté une) que l'école des frères, l'école mutuelle ou toute autre équivalente, qui ont naturellement fourni chacune leur contingent de "rebelles" pour parler avec Hobsbawm. Autant vaudrait attribuer à tel type d'école royale biblique anglaise la formation

<sup>390</sup> Il est à noter que la nuance Bell/Lancaster de *mutual* n'est pas répertoriée dans MURRAY et alii ; *mutualist* apparaît en 1848 et *mutualism* en 1863 en provenance du français avec le double sens de *mutualiste/mutualisme* et *mutuelliste/mutuellisme*.

<sup>391</sup> Cf. *Der Große Duden*, vol. 5, *Fremdwörterbuch*. On trouve cependant en 1838 au plus tard l'allemand *Mutuellisten* pour qualifier les mutuellistes lyonnais dans le *Conversations-Lexikon der Gegenwart* (vol. 1, p. 248, SCHULZ, "Associationen").

<sup>392</sup> L'adaptation allemande du livre de Lancaster par J. v. Hamel porte le titre *Der gegenseitige Unterricht* [...], 1818. La méthode, spécifique de l'ère industrielle, ne connut aucun écho en Allemagne rurale, cf. par exemple SCHULZ, "Lancaster'sche Schulen", in ROTTECK/WELCKER, où le terme *mutual* est d'ailleurs traduit par *wechselseitig*.

<sup>393</sup> On trouvera un bref historique de l'association à l'article "Londoner Arbeiterbildungsverein" du *Sachwörterbuch der Geschichte* ; pour plus de détails, cf. GRANDJONC/KÖNIG/ROY-JACQUEMART. Les principaux documents sur les débuts du CABV sont reproduits in BdK.

<sup>394</sup> Sur l'école mutuelle en France cf. BRANCA et QUERIEN.

<sup>395</sup> QUERIEN, p. 62, qui résume ainsi diverses informations empruntées à DUVEAU.

athée et antimonarchiste d'un grand nombre de chartistes du XIX<sup>e</sup> siècle,<sup>396</sup> ou aux collèges jésuites la paternité de la Révolution française. De même ce n'est pas grâce à l'enseignement religieux et borné du grand-duché de Weimar que le futur ouvrier tailleur Friedrich Leßner devint membre du Conseil général de l'Internationale et le resta de 1864 à 1872, mais bien à l'Association ouvrière de Hambourg puis à l'Association communiste de formation ouvrière allemande de Londres,<sup>397</sup> cette première université populaire internationale qui tenait de l'auberge compagnonnique ancienne, de la société clandestine néo-babouviste française et des centres de formation ouvrière britanniques ("Rational Halls" ou "Halls of Science" des owenistes, "Chartist Halls" des associations chartistes). Le problème n'est pas prioritairement de savoir de quel type d'école – biblique, mutuelle, des frères, etc. – sortent ces hommes, mais de constater qu'ils en sont sortis ; de déterminer ensuite le lieu et les moyens de leur culture nouvelle.

### Co-operative/coopératif

Alors que Robert Owen avait quitté la Grande-Bretagne à l'automne 1824 pour se rendre aux États-Unis afin d'y fonder en toute liberté, pensait-il, une colonie communautaire expérimentale – ce sera New Harmony dans l'Indiana, où il engloutit sa fortune –<sup>398</sup>, un groupe actif de ses partisans londoniens, dont William Thompson, Benjamin Warden, William Lovett, profitant de l'absence du maître, organisait le mouvement oweniste britannique sur une base réellement démocratique assez étrangère aux vues autoritaires d'Owen. Sous leur impulsion se créent dès 1824 des

<sup>396</sup> Cf. par exemple VINCENT, *The Growth*, qui montre que tous les futurs chartistes, athées ou non, ont été formés à la lecture de la Bible. On peut mesurer ce qu'il en restait quelques années plus tard à consulter la publicité pour des ouvrages anti-religieux ou franchement athées dans les colonnes du *Northern Star* (à partir de 1837) ou du *Movement* (1844-1845) aux rubriques : "Atheistical Library" et "Alphabet of Materialism".

<sup>397</sup> Dans ses mémoires, Friedrich Leßner rapporte que, jeune orphelin, il lui fallut travailler et qu'il ne put en conséquence fréquenter régulièrement l'école, "was übrigens kein großer Verlust für mich war. Noch lebhaft in Erinnerung ist mir eine Lektion aus der Naturlehre ; sie ist charakteristisch für den ganzen Unterricht. 'Warum', fragte der Schulmeister, 'läßt der liebe Gott nur langsam Tag und Nacht werden?' – 'Damit die Menschen nicht erblinden', mußten wir zur Antwort geben [...]. Die Erklärung der Naturerscheinungen war nur eine Fortsetzung des Katechismus. [...] Meine ersten Erfahrungen in der Welt brachten mich bald in einen Zwiespalt zwischen Glauben und Wissen, der erst durch meine später gewonnene kommunistische Ueberzeugung beseitigt wurde ; [...] ich wurde und blieb ein konsequenter Materialist." (LESSNER, p. 98-99 ; réédition 1975, p. 46).

<sup>398</sup> Cf. HARRISON, *Robert Owen and the Owenites* (1969), avec une importante bibliographie des ouvrages d'Owen et de son école ; JOHNSON, *Robert Owen in the United States* (1970) ; en français DOLLÉANS, *Robert Owen* (1907), est largement dépassé ; on lui préférera MORTON, *The Life and Ideas of Robert Owen* (1963), traduit en introduction à OWEN, *Textes choisis* (1963).

organisations de base, les "Co-operative Societies", avec la perspective développée à partir de 1826 de se fédérer ultérieurement : "to join to Co-operative Association or Community".<sup>399</sup> Comme le note Morton, un des historiens du mouvement ouvrier britannique :

Ces sociétés coopératives, constituées surtout par des groupes d'artisans qualifiés [...], étaient fort différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Elles étaient nettement owenistes en ce sens que leur objectif final était la constitution d'une communauté des biens à base coopérative.<sup>400</sup>

En même temps Thompson, Lovett, Warden et leur collaborateurs lançaient dès janvier 1826 une revue mensuelle destinée à diffuser la théorie de la "co-operation" ou "co-operative system", *The Co-operative Magazine and Monthly Herald* (1826-1829) continué sous le titre de *London Co-operative Magazine* (1830). C'est ainsi qu'à partir des derniers mois de 1825 au plus tard ces hommes, reprenant les termes anciens de "co-operation", "co-operator" (adjectif) et "co-operate" (verbe), qui ne désignaient jusqu'alors que l'activité en commun et ceux qui l'exercent,<sup>401</sup> leur donnent le sens social et économique que nous leur connaissons, et même au-delà car pendant quelques années l'adjectif "co-operative" (employé comme substantif à partir de 1829) va devenir synonyme de "social" en son sens oweniste, c'est-à-dire "socialist" qui n'avait pas encore cours réellement, tandis que "co-operation" ou "co-operative system" préfigurent "socialism".<sup>402</sup> Owen, de retour des États-Unis en 1829, reprendra le mouvement en main et le modifiera assez profondément, entre autres par la tenue de "Co-operative Meetings" (1830) puis de "Co-operative Congresses" (à partir de 1831) auxquels il fera avaliser son projet de banque d'échange du travail, "Equitable Labour Exchange".

La diffusion française de ces vocables renouvelés se fait pour ainsi dire sur-le-champ grâce au républicain et socialiste Joseph Rey, alors exilé en Grande-

<sup>399</sup> Ainsi l'article "Co-operation", in *The Co-operative Magazine*, novembre 1827, p. 510.

<sup>400</sup> In OWEN, *Textes choisis*, p. 33 ; cf. les débats sur cette question in *The Co-operative Magazine*.

<sup>401</sup> Selon MURRAY et alii la famille de termes apparaît entre les dernières années du XIV<sup>e</sup> siècle et les premières du XVII<sup>e</sup> : *co-operation* (1398), *co-operant* (1532), *co-operator* (1600), *co-operative* (1603), *to co-operate* (1604). L'adjectif *co-operative* connaît une extension de sens au domaine économique à partir de 1808, mais d'usage peu courant, à preuve son redoublement par *economical* en 1821 lors de la création par l'oweniste George Mudie d'une association d'artisans imprimeurs où il est déclaré : "That a Society, to be denominated *The Co-operative and Economical Society*, be now founded." (*The Economist*, Londres, janvier 1821, n° 1, p. 15 ; cf. également p. 11 et 16).

<sup>402</sup> Cf. "Basis of Co-operation", in *The Co-operative Magazine*, décembre 1827, p. 533 : "Of Mr. Owen, we have often said, and we now say again, that we never considered him either as the author, the infallible highpriest or the prophet of the Co-operative, or Communal, – or as accurately as either, the *social* (for it is the only truly social) system."

Bretagne, qui fait parvenir dès septembre et octobre 1826 deux "Lettres au rédacteur du *Producteur*, sur le Système de la coopération mutuelle et de la communauté de tous les biens selon le plan de M. Owen"; augmentées d'une troisième lettre sous forme d'objections et réponses, elles seront publiées deux ans plus tard en un volume qui retiendra l'attention des anciens babouvistes, entre autres de Buonarroti.<sup>403</sup> A propos de ce transfert d'idées et de langage, on notera en premier lieu l'intérêt immédiat porté à l'expérience oweniste par la revue officielle des saint-simoniens, *Le Producteur*, et grâce à elle par les différentes tendances du socialisme français naissant; ensuite, d'un point de vue lexicographique, l'emploi redondant ("coopération mutuelle") qui dénote le début d'un usage nouveau du terme ancien "coopération"; enfin la création de l'adjectif "coopératif" par Rey dans un passage où il souligne la différence entre le but final poursuivi par les owenistes et l'entreprise industrielle patriarcale de New Lanark, "que beaucoup de personnes confondent avec les communautés complètement coopératives".<sup>404</sup>

## Histoire des Egaux et exploitation de l'homme par l'homme

### Buonarroti

Contrairement à l'œuvre de Fourier, d'Owen et de leurs disciples ou aux mutualistes lyonnais, ce n'est pas à sa puissance de création verbale que doit être soulignée ici l'importance de la *Conspiration pour l'Egalité* de Buonarroti, qui transmet dans une langue très dépouillée – pauvre pourrait-on dire – une mince partie seulement du vocabulaire neuf des Egaux de l'an IV. Mais c'est au contenu historique et politique de l'ouvrage qui sert, à partir de la fin de la Restauration et tout particulièrement sous la monarchie de Juillet, de référence intellectuelle à la fraction révolutionnaire des "plébéiens" ou "prolétaires" décidés à changer leur sort.<sup>405</sup> De Buonarroti, Alexandre Delhasse, un de ses disciples belges, note dans l'article nécrologique qu'il lui consacre en 1837 qu'il "publia son livre admirable dans les premiers mois de 1828" – en fait le 1<sup>er</sup> août –<sup>406</sup> à la Librairie romantique

<sup>403</sup> REY, *Lettres sur le Système de la coopération mutuelle* (1828). Il est question de ce texte dans la correspondance entre Emile Babeuf et Buonarroti en juillet-août 1828 (cf. DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 376).

<sup>404</sup> REY, *Lettres*, p. 72. En ce qui concerne la famille des termes français, elle apparaît selon le *Petit Robert* de la fin du xv<sup>e</sup> au début du xvi<sup>e</sup> siècle : *coopération* (1488), *coopérateur* (1516), *coopérer* (1525). Le premier emploi de *coopératif* par Rey devance de près de vingt ans la datation (1845) fournie par le *Petit Robert*.

<sup>405</sup> Cf. l'introduction au document 9.

<sup>406</sup> Delhasse, cité in KUYPERS, p. 9, confond la date de fin de rédaction et celle de parution du livre. La date du 1<sup>er</sup> août est fournie par Buonarroti lui-même dans sa lettre du 30 juillet 1828 à Emile Babeuf (cf. DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 376).

à Bruxelles. L'entreprise avait été fondée peu de temps auparavant par un Français exilé, Auguste Feuillet (qui se faisait appeler Feuillet Dumus), futur éditeur-imprimeur, puis gérant du *Libéral* à Bruxelles, journal "patriotique" – c'est-à-dire révolutionnaire – des années trente qui, sous sa gérance, passa aux mains des néo-babouvistes locaux, Pierre Gillo, les frères Delhasse,<sup>407</sup> etc. Quant à Maurice Dommanget, il conclut dans une de ses dernières études sur Babeuf et la conspiration :

L'apparition de ce livre est un événement qui ne le cédera vingt ans plus tard qu'à l'apparition du *Manifeste communiste* de Karl Marx et [Friedrich] Engels. La sensation est grande dans le monde démocratique. L'ouvrage devient en quelque sorte le bréviaire de la plupart des socialistes du temps. On y trouve avec le récit minutieux de la conspiration un remarquable aperçu synthétique de la Révolution française.<sup>408</sup>

L'année 1828 marque en effet avec ce livre la fin du tunnel pour les démocrates révolutionnaires et le point de départ d'un véritable renouveau de la pensée et de l'action communautaire à visée *politique*. Caractéristique de l'immense déception qui avait succédé en Europe à l'enthousiasme suscité par le mouvement révolutionnaire, quand celui-ci avait tourné au profit de Bonaparte, est le fait que les grands réformateurs du début du siècle, Saint-Simon, Owen et Fourier, aient cru pouvoir proposer au problème social des solutions faisant totalement abstraction du politique – et en 1847 encore Considerant proposait dans son *Manifeste fouriériste* l'établissement du socialisme dans le cadre de la monarchie bourgeoise.<sup>409</sup> Or à partir de 1828 la pensée démocratique révolutionnaire reprend rang et fonction aux côtés de la pensée sociétairiste-utopiste de Fourier, mutualiste-coopérative d'Owen et industrialiste-mystique de Saint-Simon : il en résulte un échange et des débats d'où naîtront toutes les théories des diverses écoles du socialisme et du communisme anglais et français, qui se perpétueront d'ailleurs bien au-delà de leur rencontre avec la pensée néo-hégélienne vers le milieu des années quarante.

### Exploitation de l'homme par l'homme

Outre les exemples précédemment cités de "mutualisme", "coopération", "socialiste", "lutte de classes", etc., un des cas les plus notoires d'analyse sociale et de création verbale concomitante, effectuées par un individu ou un groupe et qui devient immédiatement le bien commun de la pensée socialiste naissante est fourni, quelques mois après la parution du livre de Buonarroti, par Saint-Amand Bazard

<sup>407</sup> Cf. KUYPERS, p. 39-40.

<sup>408</sup> DOMMANGET, *Sur Babeuf*, p. 296.

<sup>409</sup> Cf. CONSIDERANT, *Principes du socialisme*, p. 69 : "La forme Constitutionnelle avec un Monarque héréditaire et une Chambre élective nous paraît plus avancée, plus parfaite et plus solide que toutes les autres formes de Gouvernement – y compris la forme républicaine." Ce document de 1847 est une reprise textuelle de [CONSIDERANT], "Manifeste", in *La Démocratie pacifique*, 1<sup>er</sup> août 1843 (ici p. 8/1).

dans les conférences d'exposition de la doctrine saint-simonienne.<sup>410</sup> Bazard en effet, systématisant et radicalisant souvent les analyses antérieures de Saint-Simon, diffuse dès la première séance publique du 17 décembre 1828 un certain nombre de conclusions élaborées au sein de l'école depuis les articles du *Producteur* de 1825-1826. Là où les babouvistes – et encore Buonarroti – à la suite des utopistes du XVIII<sup>e</sup> siècle parlaient de riches et de pauvres sans autre précision, Bazard fait intervenir la distinction opératoire entre producteurs et possesseurs des instruments de production, créant à cette occasion la notion d'"exploitation de l'homme par l'homme", corollaire obligé de celle de "lutte des classes", telle que l'avait définie Saint-Simon au *Catéchisme des industriels*. Dans l'*Exposition de la doctrine*, Bazard déclare entre autres :

[...] un rapport sous lequel on peut envisager l'industrie est la relation entre les travailleurs et les possesseurs des instruments de travail ou des capitaux. Mais cette question se rattache à la constitution même de la propriété ;

et plus loin, développant cette double idée dialectique des rapports de classes et d'évolution de la nature et de la forme de la propriété, il note à propos des communes bourgeoises du Moyen Age :

[...] les laïques, s'emparant peu à peu de la science et de la richesse, renversèrent, avec ces armes puissantes, la coalition impie [du clergé et de la noblesse] qui croyait à l'éternité de l'exploitation de l'homme par l'homme.<sup>411</sup>

Or la formule, d'origine saint-simonienne indéniable comme le reconnaît Louis Reybaud lui-même, et que Prosper Enfantin complète en 1830 par "l'exploitation de la femme par l'homme", est qualifiée en 1842 par Jacques-Charles Bailleul dans son *Dictionnaire critique du langage politique* de "locution ou découverte qui appartient à l'argot révolutionnaire".<sup>412</sup> Sans doute, à condition toutefois de ne pas la rapporter à la période révolutionnaire proprement dite, mais à la nouvelle génération de révolutionnaires ; la formule redoublée dès 1829 dans un exposé d'Ollivier de Rodrigues par le couple antagoniste "exploitant/exploité",<sup>413</sup> avait en effet été aussitôt adoptée par Louis-Auguste Blanqui, par Albert Laponneraye et tant d'autres démocrates et républicains socialistes qui en font un usage courant et public à partir des années trente. Ainsi dans son *Cours public d'histoire de France* à l'usage des ouvriers, Laponneraye écrit fin 1831 :

<sup>410</sup> Sur cette question cf. l'introduction au document 10A.

<sup>411</sup> *Doctrine de Saint-Simon*, p. 92 et 96-97 (réédition 1924, p. 142 et 145). Babeuf parlait déjà de "la minorité de sociétaires" qui était "parvenue à accaparer [...] les richesses foncières et industrielles". (Cf. ci-dessus p. 95).

<sup>412</sup> Cf. REYBAUD, *Études* (1840), p. 104, et BAILLEUL, *Dictionnaire* (1842), p. 196, à l'article "Coalition d'ouvriers". Ancien Conventionnel girondin puis thermidorien, membre du Conseil des Cinq-Cents et du Tribunal, Bailleul (1762-1843) est alors un vieillard ultra et acrimonieux pour qui Thiers, Guizot et les économistes catholiques, tel Villeneuve-Bargemont, sont de dangereux libéraux.

<sup>413</sup> *Doctrine de Saint-Simon*, 5<sup>e</sup> séance, 11 février 1829, p. 163 : "Les hommes sont partagés en deux classes, les exploitants et les exploités." (éd. 1924, p. 225).

Je partage la nation en deux classes bien distinctes, l'une qui jouit des droits politiques, et l'autre qui n'en jouit pas ; je considère la première comme exploitante, la seconde comme exploitée ; la première comme oppressive, et la seconde comme opprimée. Ceux donc qui, faisant partie de la classe exploitée, se font les champions, les gendarmes de la classe exploitante, sont des dupes.<sup>414</sup>

Alors qu'il utilise encore les mêmes antithèses fondées sur l'opposition "exploitant/exploité" dans son *Histoire de la Révolution française* de 1838, Laponneraye, révisant son texte pour la réédition de 1844, les remplace par le couple désormais classique "exploiteur/exploité", qui est attesté depuis 1837 dans *Le Moniteur républicain*.<sup>415</sup> Un complément quasi obligé de ces formules est l'usage, au sens social et politique, du terme médical et philosophique plus ancien "antagonisme", courant chez les saint-simoniens à partir de 1829, après un premier emploi chez Charles de Villers en 1798 et dans *Le Producteur* en 1826.<sup>416</sup>

Tous ces termes allaient bientôt être repris en allemand et en anglais : ainsi "Antagonismus" est employé dès 1832 dans des présentations ou des critiques de la théorie saint-simonienne, tandis que la formule "antagonism of the classes" apparaît comme une évidence dans une revue populaire britannique en janvier 1846.<sup>417</sup> "Exploitation" en allemand (1832) et en anglais (1837), "exploiteur" en anglais (1836) sont attestés sous leur forme française,<sup>418</sup> et après quelques hésitations l'allemand va développer parallèlement les formes dérivées des verbes synonymes "exploitieren" et "ausbeuten". Un bon exemple d'emploi simultané des formes latines et germaniques est fourni par cette déclaration de Marx à Londres le 29 novembre 1847 à propos des projets d'entente internationale avancés par les économistes et les industriels britanniques de la Peoples' International League :

<sup>414</sup> LAPONNERAYE, *Cours public* (7<sup>e</sup> leçon), p. 107.

<sup>415</sup> La formule antagoniste *exploiteur/exploité* se trouve expressément dans le programme du *Moniteur républicain*, 3 frimaire an XLVI (24 novembre 1837), "A nos concitoyens", n° 1, p. 1/h ; elle est reprise ensuite par PILLOT, *Ni châteaux* (1840), p. 42. Mais le néologisme *exploiteur* (daté du XX<sup>e</sup> siècle dans le *Petit Robert*) était déjà apparu sans doute sous la plume de [Jean REYNAUD], "Grâces en soit rendues", in *Le Globe*, 15 décembre 1831, p. 1/II, à la place d'*exploitant*, terme ambigu car il servait déjà, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à désigner un entrepreneur agricole.

<sup>416</sup> DE VILLERS dans *Le Spectateur du Nord* (avril 1798) tenait lui-même cet emploi d'*antagonisme* de Kant (novembre 1784). Pour l'emploi du terme par Victor Cousin et Enfantin dans *Le Producteur*, cf. BOUGLÉ/HALÉVY, note 93. Cf. GRANDJONC, "Remarques sur la notion d'*antagonisme*", et document 10A.

<sup>417</sup> Pour l'allemand *Antagonismus*, cf. WARNKÖNIG (1832), p. 90, et BRETSCHNEIDER (1832), p. 194, 195, 206, qui rend aussi le terme par *Widerstreit* (p. 13, 110). En ce qui concerne l'anglais, cf. GILLIES, "Antagonism of the Classes", in *The People's Journal*, vol. 1, 1846, p. 53.

<sup>418</sup> L'allemand *Exploitation* est utilisé par WARNKÖNIG, p. 93 ; "exploiteurs of the people" apparaît dans l'adresse de novembre 1836 de la London Working Men's Association (in LEHNING, "The International Association", p. 240) ; *exploitation* en anglais in [SMITH], "Charles Fourier's Theory of Society", entraîne une longue note explicative (*The Shepherd*, 14 octobre 1837, n° 16, p. 123).

Diese Verbrüderung der Nationen heißt im Grunde nichts anderes als eine Verbindung der Exploiteurs aller Völker gegen die Exploitierten aller Völker, eine Verbindung, deren Zweck die Ausbeutung ist, eine Verbrüderung, die aufhört, sobald die Interessen der Exploiteurs miteinander in Widerspruch geraten.<sup>419</sup>

### Révolution industrielle

“La vapeur est, à elle seule, une révolution mémorable”, écrit Constantin Pecqueur en exergue de ses deux volumes d'*Economie sociale* rédigés en 1837 et publiés deux ans plus tard.<sup>420</sup> A cette date, la formule de “révolution industrielle”, forgée quarante ans plus tôt mais rarement attestée jusqu'à la fin de la Restauration, est en passe de devenir d'emploi courant, grâce à sa reprise par les saint-simoniens au début des années trente, puis par Adolphe Blanqui dans son *Histoire de l'économie politique*, dont la première édition voit le jour en 1837 précisément.<sup>421</sup>

C'est en 1797 que l'économiste Jacques Augustin Mourgue, réfléchissant à la direction nouvelle à donner à la révolution (politique) française pour permettre à la nation de s'imposer face à ses deux grands adversaires, l'Angleterre et la maison d'Autriche, crée le terme et le concept de “révolution industrielle” appliqués à l'introduction des machines dans l'industrie, telle qu'elle s'est réalisée en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Après avoir constaté dès la première phrase de son livre que “les efforts combinés des nombreux ennemis de la révolution ont fait connaître à la nation française, quel pouvoit être le développement de ses forces”, il part du principe que la France doit vaincre ses adversaires sur leur propre terrain, l'Autriche dans sa puissance militaire, son extension territoriale et ses alliances continentales, l'Angleterre sur ce qui fonde sa puissance maritime : “Le commerce et l'industrie sont la base de la prospérité anglaise : attaquons-la, minons-la dans son commerce et dans son industrie.”<sup>422</sup> Or, d'une part : “L'Angleterre doit ce grand développement de l'industrie à l'usage des machines mécaniques introduites dans toutes sortes de manufactures” ; d'autre part, si l'Angleterre ne succombe pas sous la dette publique énorme qui l'accable, c'est que, par son commerce international et son

419 D'après le compte rendu de la célébration de la révolution polonaise publié par SCHABELITZ in *Deutsche Londoner Zeitung*, 3 décembre 1847, n° 140, p. 1155/m-III.

420 Cf. PECQUEUR, *Economie sociale* (1839), “ouvrage couronné en 1838 par l'Institut de France (Académie des Sciences morales et politiques)”.

421 Je complète ici les études partielles existant sur cette question : BEZANSON, “The Early Use of the Term Industrial Revolution” (1922) ; CLARK, *The Idea of the Industrial Revolution* (1953) ; KOSELLECK, “Revolution” (1984). Le chapitre introductif, “Le cheminement d'une expression”, in FOHLEN, *Qu'est-ce que la révolution industrielle ?* (1971), est à peu près inutilisable pour le XIX<sup>e</sup> siècle.

422 MOURGUE, *De la France* (1797), p. 3 et 8. Jacques Augustin Mourgue (1734-1818) était directeur des travaux du port de Cherbourg alors que Dumouriez commandait la place. Cela lui valut de devenir quelques jours ministre de l'Intérieur, en juin 1792. Dès cette époque il s'intéressait aux relations “de navigation et de commerce” entre la France et la Grande-Bretagne. Cf. SCHNUR.

industrie, elle en fait porter le poids aux “autres nations, même les plus éloignées. [...] C'est un tribut qu'elles paient à son industrie.”<sup>423</sup> Le moyen de “miner et ruiner la puissance anglaise” serait de lui faire porter à elle seule ce poids :

La nation française peut, plus qu'aucune autre, opérer cette révolution industrielle qui, en concourant avec les Anglais dans tous les marchés, diminuera la quantité de leurs ventes et les privera d'autant de ressources pour l'allègement du fardeau de leurs impositions.<sup>424</sup>

Et il revient quelques pages plus loin à cette notion de “révolution” d'un type nouveau : “aussi la France doit trouver dans le génie et dans l'industrie de ses habitants, l'espoir d'égalier bientôt les efforts de l'Angleterre en ce genre et d'opérer une révolution qui abaissera sa rivale.”

Ainsi, c'est en référence explicite à la révolution politique française que Mourgue en vient à qualifier “le grand développement de l'industrie” britannique de “révolution industrielle”. Et même si les présupposés thématiques et idéologiques sont radicalement autres, c'est de la même manière que procédera Adolphe Blanqui quarante ans plus tard dans son chapitre portant sur les influences réciproques de ce qu'il appelle les trois grandes révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Blanqui ouvre ainsi ce chapitre :<sup>425</sup>

De la révolution économique opérée en Angleterre par les découvertes de Watt et d'Arkwright. – Conséquences économiques de l'indépendance des Etats-Unis. – Réaction de la révolution française sur le système financier de l'Angleterre. Tandis que la révolution française faisait ses grandes expériences sociales sur un volcan, l'Angleterre commençait les siennes sur le terrain de l'industrie.

Et après la formule de “révolution économique” du sommaire – apparemment un premier emploi –, tombe celle de “révolution industrielle” :<sup>426</sup>

Cependant, à peine éclos du cerveau de ces deux hommes de génie, Watt et Arkwright, la révolution industrielle se mit en possession de l'Angleterre. [...] Aucun siècle n'a vu s'accomplir en aussi peu de temps de telles révolutions économiques.

La formule ainsi lancée est reprise deux ans plus tard par l'économiste belge Natalis Briavoine qui lui consacre dans son ouvrage *De l'industrie en Belgique* un chapitre entier intitulé tout simplement “Révolution industrielle”.<sup>427</sup> Il y passe en revue les causes et les composantes de cette “grande révolution industrielle”, distinguant parmi les premières “la révolution scientifique”, parmi les secondes “la révolution

423 MOURGUE, p. 16 (en note) et p. 10.

424 MOURGUE, p. 11, et p. 17-18 pour la citation suivante.

425 BLANQUI, *Histoire de l'économie politique* (1837), vol. 2, chapitre 38, p. 207, sommaire et première phrase.

426 BLANQUI, p. 209 et 211.

427 BRIAVOINE, *De l'industrie en Belgique*, vol. 1, p. 185-219. La formule *révolution industrielle* apparaît 24 fois dans ce chapitre, 35 fois en titre courant, plus ça et là dans l'ouvrage. Les formules qui suivent sont attestées, dans l'ordre, p. 219, 189, 191, 186, 192 et 198.



des procédés de fabrication", "la révolution des arts chimiques", "la révolution en mécanique" et "la révolution qui s'est faite dans les moyens de communication".

On pourrait, entre 1797 et 1837, relever l'emploi de "révolution" associé, par une sorte d'inflation du langage, à "industrie" ou à "commerce", et tenant lieu de termes moins ronflants tels "transformation", "changement", "modification", "crise" ou "développement soudain", etc. Ainsi le titre de ce volume anonyme paru en 1803, qui utilise d'ailleurs ces différents termes en parallèle : *Histoire abrégée des révolutions du commerce, ou Précis historique et raisonné des changemens que le commerce a éprouvés à l'occasion des transmigrations, des conquêtes, des nouvelles découvertes et des révolutions politiques, depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours*,<sup>428</sup> l'intérêt de la publication semble d'ailleurs s'épuiser avec le titre ! Ou encore en 1819, sous la plume de Chaptal analysant le déclin de la culture et de l'industrie linéaires en France consécutif à l'importation de tissus anglais, cette formule : "D'autres causes peuvent encore produire des révolutions dans l'industrie."<sup>429</sup> De même en 1827, dans un article anonyme du *Journal des artistes* reproduit dans *Le Moniteur universel*, peut-on lire à propos de l'influence du goût sur l'industrie de l'ameublement et de la décoration qui a conduit à l'abandon du style Empire au profit d'un art de vivre plus intime : "Examinons maintenant jusqu'à quel point les arts ont pu exercer leur influence dans cette grande révolution industrielle"<sup>430</sup> — la "grande révolution industrielle" en question touchant exclusivement l'industrie du meuble de luxe, des tentures, des bronzes, des marbres de cheminée et des fleurs artificielles... C'est encore un emploi très circonscrit de "révolution industrielle" — au sens de remplacement de la toile par le coton — qu'on trouve dans la bouche de Prosper Delaunay, député du département de la Mayenne, lors du débat sur les droits de douane en juin 1829, même si ce dont il parle est une conséquence directe de la "révolution industrielle".<sup>431</sup> On retrouve le lien entre révolution politique et révolution industrielle, perdu depuis Mourgue, et son impact sur la vie sociale dans *Le Globe* où Michel Chevalier écrit en février 1832 dans un article anonyme : "L'introduction, sur une grande échelle, des chemins de

<sup>428</sup> Titre cité in BLANQUI, *Histoire de l'économie*, vol. 2, p. 458.

<sup>429</sup> CHAPTAL, *De l'industrie française* (1819), vol. 2, p. 231.

<sup>430</sup> *Le Moniteur universel*, 15 août 1827, n° 227, p. 1202/I-II, "De l'influence des arts du dessin sur les produits de l'industrie." Citation, colonne II dans le corps du texte. La présentation qu'en fait BEZANSON, p. 344, est surfaite et donne à penser que "Grande Révolution Industrielle" occupe une place centrale dans la page.

<sup>431</sup> DELAUNAY, in *Le Moniteur universel*, 22 juin 1829, n° 173, p. 1090/II ; dans le débat du 20 juin qui occupe 4 pleines pages du journal, Delaunay, négociant et député de Laval, parle du "remplacement de la toile par le coton" en ces termes : "Le département que j'ai l'honneur de représenter a été plus qu'aucun autre victime de cette révolution industrielle ; sa fabrication considérable il y a vingt ans, n'existe plus aujourd'hui ; tous les établissemens de blanchisserie sont détruits, et pourquoi ? Parce que les toiles de Laval, Mayenne et Château-Gontier se rapprochant le plus des toiles de coton, ces dernières les ont plus facilement remplacées dans la consommation. La lutte étant impossible, les toiles de fil ont dû succomber."

fer sur les continents, et des bateaux à vapeur sur les mers, sera une révolution non seulement industrielle, mais politique."<sup>432</sup> Cependant, c'est à Adolphe Blanqui qu'il reviendra en 1837 de renouer avec l'emploi de Mourgue — ou de recréer la formule —, lui qui dans ses écrits antérieurs sur le même thème ne connaissait d'autres révolutions que politique ou morale.<sup>433</sup>

Grâce à la traduction de Buß, les formules de Blanqui commencent leur carrière en Allemagne à partir de 1841, la "révolution économique" étant rendue par "wirthschaftliche Revolution" ou "wirthschaftliche Umwälzung" et la "révolution industrielle" par "gewerbliche Revolution".<sup>434</sup> C'est cependant au jeune Friedrich Engels que revient apparemment le premier emploi allemand de "industrielle Revolution" en septembre 1844. Dans ses "Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie" parus en février, il écrivait : "Das achtzehnte Jahrhundert, das Jahrhundert der Revolution, revolutionirte auch die Oekonomie" et il employait déjà la formule "ökonomische Revolution".<sup>435</sup> Il revient sur cette question et en des termes similaires dans sa série d'articles "Die Lage Englands" publiée dans le *Vorwärts* ! parisien fin août et début septembre :

Dem Anscheine nach ist das Jahrhundert der Revolution an England ohne viel Veränderung vorübergegangen. [...] Und doch hat England seit der Mitte des vergangenen Jahrhunderts eine größere Umwälzung durchgemacht, als irgend ein anderes Land, — eine Umwälzung, die um so folgenreicher ist, je stiller sie bewerkstelligt wurde, und die deshalb aller Wahrscheinlichkeit nach ihr Ziel eher in der Praxis erreichen wird, als die französische politische oder die deutsche philosophische Revolution. Die Revolution Englands ist eine sociale [...]. Die sociale Revolution ist erst die wahre Revolution, in der die politische und philosophische einmünden müssen.<sup>436</sup>

<sup>432</sup> [CHEVALIER], "La paix est aujourd'hui la condition de l'émancipation des peuples. Système de la Méditerranée", in *Le Globe*, 12 février 1832, n° 43, p. 169/III.

<sup>433</sup> Cf. BLANQUI, *Résumé de l'histoire du commerce et de l'industrie* (1826), et son "Essai sur les progrès de la civilisation industrielle" dans la *Revue encyclopédique* (1828) où on chercherait en vain trace de *révolution industrielle*.

<sup>434</sup> BLANQUI, *Geschichte der politischen Oekonomie*, vol. 2 (1841), p. 144-147. Les passages de Blanqui cités plus haut sont ainsi rendus : "Von der wirthschaftlichen Revolution, welche in England durch die Entdeckungen Watt's und Arkwright's bewirkt wurde." — "Während die französische Revolution ihre großen socialen Versuche auf einem Vulkane machte, begann England die seinigen auf dem Boden der Industrie." (p. 144). "Gleichwohl war die gewerbliche Revolution kaum dem Gehirn zweier genialer Menschen, Watt's und Arkwright's, aufgegangen, so setzte sie sich in den Besitz Englands." (p. 145). "Kein Zeitalter hat in so kurzer Zeit solche wirthschaftlichen Umwälzungen verlaufen gesehen, und es darf nicht überraschen, daß so ungewohnte Verwandlungen alle Systeme verwirrt haben." (p. 147).

<sup>435</sup> ENGELS, "Umriss", in DFF, Paris 1844, p. 87 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 468.

<sup>436</sup> ENGELS, "Die Lage Englands. Das achtzehnte Jahrhundert", in *Vorwärts* I, Paris, 31 août 1844, n° 70 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 537. On aura remarqué dans la citation d'Engels la notion nouvelle de "philosophische Revolution" appliquée à l'Allemagne et faisant pendant aux deux autres types de révolution de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Et tandis que le troisième article se clôt en ces termes : "Diese Revolutionirung der englischen Industrie ist die Basis aller modernen englischen Verhältnisse, die treibende Kraft der ganzen socialen Bewegung", le quatrième et dernier commence pour ainsi dire avec "die industrielle Revolution" :

Die Herrschaft des Eigenthums mußte sich notwendig zuerst gegen den Staat wenden und diesen auflösen, oder wenigstens [...] aushöhlen. Adam Smith begann diese Aushöhlung gleichzeitig mit der industriellen Revolution, indem er 1776 seine Untersuchung über das Wesen und die Ursachen des Nationalreichthums herausgab.<sup>437</sup>

Pour clore ce chapitre de la révolution industrielle anglaise, qu'il suffise de signaler que les Anglais eux-mêmes n'emploient couramment la formule que depuis 1884, date de parution (posthume) des *Lectures on the Industrial Revolution of the Eighteenth Century in England* par Arnold Toynbee,<sup>438</sup> même si la formule apparaît pour la première fois en 1848 chez John Stuart Mill qui écrit dans ses *Principles of Political Economy* :

The opening of a foreign trade [...] sometimes works a complete industrial revolution in a country whose resources were previously undeveloped for want of energy and ambition in the people.<sup>439</sup>

Le sens en est d'ailleurs aussi restreint que dans les formules françaises attestées de 1827 à 1832 et n'a pas encore atteint l'extension que nous lui connaissons à la suite de Mourgue, Blanqui ou Toynbee, à preuve la correction ultérieure de Mill qui réduit "a complete industrial revolution" à n'être plus que "a sort of industrial revolution".<sup>440</sup>

La paternité en revient à HEINE, *Zur Geschichte der Religion und Philosophie in Deutschland*, en français *De l'Allemagne depuis Luther* (1834), qui met en relation terme à terme la révolution politique française et la "révolution intellectuelle de mon pays" (préface à l'édition française de 1835, *Säkularausgabe*, vol. 16, p. 17). L'origine de cette révolution philosophique est traitée dans le célèbre parallèle entre Kant et Robespierre au Livre II, ses développements avec Fichte, Schelling, etc. et son achèvement avec Hegel au Livre III : "Unsere philosophische Revolution ist beendet" (*Säkularausgabe*, vol. 8, p. 226) ; "Notre révolution philosophique est terminée" (vol. 16, p. 105). La présentation de Heine s'impose immédiatement, au point qu'on y recourt bientôt comme à une évidence, naturellement sans référence à Heine. Ainsi cette remarque dans la polémique de Marx contre Gustav Hugo et l'École historique du droit au cours de l'été 1842 : "Ist daher Kant's Philosophie mit Recht als die deutsche Theorie der französischen Revolution zu betrachten, so Hugo's Naturrecht als die deutsche Theorie des französischen ancien régime." (MEGA<sup>2</sup> I/1, p. 193-194).

437 ENGELS, "Die Lage Englands", in *Vorwärts* I, Paris, 4 et 11 septembre 1844, n° 72 et 73 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 554 et 555.

438 Arnold Toynbee (1852-1883), oncle du diplomate et théoricien de l'histoire du même nom (1889-1975) plus connu que le réformateur social du XIX<sup>e</sup> siècle.

439 Cf. CLARK, *The Idea*, p. 12. MILL, *Principles*, vol. 2, Livre III, ch. XVII, § 5, première édition (1848), p. 119 ; deuxième édition (1849), p. 121.

440 MILL, *Principles*, People's edition (1868), p. 351 ; réédition 1917, p. 581.

## Chapitre IV

### Les mouvements républicain et socialiste des années trente

La révolution de Juillet avec ses répercussions en Allemagne, en Italie, en Pologne représente sans doute une véritable césure dans l'histoire politique du continent ; cependant, si elle permet aux mouvements des républicains et des ouvriers français et allemands en France de s'exprimer et de se développer malgré diverses formes de répression, elle est sans implication pratique pour la Grande-Bretagne d'une part et, d'autre part, les insurgés de Juillet ayant été volés de leur révolution au profit de la monarchie bourgeoise, l'événement social décisif en France n'est pas la révolution de 1830 mais le soulèvement des canuts lyonnais de novembre 1831. Or il est significatif que le phénomène socialiste coopératif amorcé par les owenistes, poursuivi entre autres par la British Association for the Promotion of Co-operative Knowledge de William King et William Bryan, plus généralement par le mouvement coopératif trade-unioniste, prend à partir de 1831 une ampleur qu'il n'avait pas connue jusque-là. C'est ainsi que se tient à Birmingham du 4 au 6 octobre 1831 – quelques semaines avant que n'éclate l'insurrection de Lyon – le second en titre des "Co-operative Congresses" au cours duquel le futur leader chartiste Bronterre O'Brien fait l'analyse suivante de la situation des ouvriers anglais "as a class" :

If it be true that working Englishmen are now deprived by existing institutions of four-fifths of their earnings, and if it be equally true that they have no share or consent in the formation of such institutions, it follows that they are as effectually robbed in this way, as they could be by a highway robber. [...] What, then, is the remedy for these evils ? My opinion is, Co-operation. By Co-operation they can do collectively what it is impossible for them to do individually. They can become capitalists, and thus intercept the profits of trade in addition to the wages of labour. [...] Without capital they must continue slaves. [...] The law will but protect them as individuals from one another [...], but there is no protection for them as a class, to save them from being the prey of all other classes. The legislature excludes them from all share in the government on the ground that they are too ignorant to vote wisely, and too poor to vote independently, whilst at the same time it takes especial care to keep them both poor and ignorant. [...] Between Church and State they contrive to make useful machines of us, letting us use our

fect freely [and] our hands, but not our minds, because these we could not exercise freely without reaping the benefit ourselves.<sup>441</sup>

Il n'est pas question, cela va de soi, de chercher une explication de cause à effet entre le congrès de Birmingham et le soulèvement lyonnais, il s'agit seulement de constater, à partir d'une situation comparable de révolution industrielle sauvage, la convergence des analyses du phénomène plus général appelé deux ans auparavant par Bazard "exploitation de l'homme par l'homme" : en mai et en octobre 1831 se réunissent justement des exploités pour la première fois en "congrès", réagissant "as a class" à la situation qui leur est faite ; en novembre les ouvriers lyonnais organisent une commune insurrectionnelle écrasée par les troupes de leurs exploités ; dans les mois qui suivent, William Benbow à Londres appelle à la réunion d'un grand "Congress of the productive Classes" tandis qu'apparaissent en France les termes de "socialisme", de "prolétariat" et que se répand "classe bourgeoise" en complément de "classe ouvrière", etc. Et un an ou deux plus tard tout le vocabulaire communautaire révolutionnaire français et anglais accumulé depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle commence, en plus des échanges réciproques entre les deux langues, à passer en allemand grâce à la présence d'intellectuels émigrés, d'artisans et d'ouvriers qui se sont établis principalement à Paris ou en Suisse à cette époque, mais aussi à Londres ; autant dire l'importance de ces premières années trente pour l'objet qui nous intéresse ici.

### Le mouvement en Grande-Bretagne : Congress

Le mouvement ouvrier britannique des années trente du siècle dernier — owenisme, coopératisme, chartisme — est connu.<sup>442</sup> Je n'en parlerai ici que pour situer le nouvel emploi de "congrès" au sens politique moderne qui dans son origine appartient tout entier à l'usage du mouvement ouvrier international, socialiste puis communiste. Le terme ancien "congrès/congrès/Congreß" était utilisé en français, en anglais et en allemand depuis le XVII<sup>e</sup> siècle au sens diplomatique et depuis 1774 pour désigner le corps législatif des Etats-Unis insurgés contre les Anglais ; à partir de 1828 l'usage en est étendu aux réunions scientifiques internationales fondées à l'initiative d'Alexander von Humboldt et d'Arcis de Caumont. Sens caractéristiques l'un et l'autre d'un nouvel ordre de choses : de l'insurrection démocratique contre le colonisateur, de l'insurrection de l'esprit contre l'obscurantisme. Opposant les congrès scientifiques aux conciles de l'Eglise et aux réunions diplomatiques qu'ils auraient dépassés et rendus inutiles, l'auteur de l'article "Congrès" dans le *Diction-*

<sup>441</sup> *Proceedings of the Second Co-operative Congress*, cité in PLUMMER, p. 39.

<sup>442</sup> Qu'il suffise de renvoyer à la riche littérature de COLE, DOLLÉANS, HOBBSBAWM, JONES, MORTON, PLUMMER, E. THOMPSON, VESTER, WEISSER, etc. et à leurs indications bibliographiques.

naire universel de Larousse note fièrement en 1869 : "Les congrès scientifiques datent du XIX<sup>e</sup> siècle", la science étant la "seule direction de l'esprit que l'homme accepte aujourd'hui".<sup>443</sup> Voire... Entre-temps, au cours des années trente et quarante, grâce aux owenistes relayés par les libéraux belges puis par les socialistes et communistes internationalistes, le terme de "congrès" s'était imposé dans les trois grandes langues européennes en son sens politique nouveau. Or là encore, avant l'application pratique, il est intéressant de constater que l'idée en était déjà présente chez Fourier, sous une forme encore fantastique sans doute et préfigurant plus d'ailleurs l'Organisation des Nations unies que le simple congrès de parti ; mais les partis en formation allaient justement pouvoir la puiser à cette source quand ils en auront besoin. Le terme apparaît dès 1808 en un sens nouveau dans la *Théorie des quatre mouvements* comme mode de fédération et il est développé dans le *Traité d'association domestique-agricole* de 1822 comme système d'organisation sociale et politique sous les formes de "congrès provincial" et de "congrès universel", également appelé "congrès d'unité sphérique".<sup>444</sup>

Dans la pratique, le sens nouveau de "congrès", organe souverain constitué de délégués élus, se réunissant à intervalles réguliers pour définir la politique d'un parti ou d'un syndicat et procéder à l'élection en son sein d'un groupe de personnes responsables devant lui et chargées de l'application de cette politique, se fixe peu à peu entre le "Co-operative Congress" d'octobre 1831 à Birmingham et le "Kommunistenkongreß" de juin 1847 à Londres.<sup>445</sup> Les premiers "congresses" tenus par les délégués des coopératives de consommation ouvrières britanniques en 1831 et 1832 sont encore de simples assemblées d'information et de discussion sans pouvoir de décision, et ils sont surtout intéressants ici par l'usage du terme ainsi que par la composition socio-politique de ces réunions.<sup>446</sup> Le terme de "congrès" lancé dans

<sup>443</sup> LAROUSSE, vol. 4 (1869), p. 930/III.

<sup>444</sup> Dans l'ordre des citations : FOURIER, *Théorie des quatre mouvements*, p. 61 ; *Traité* (1822), in *Théorie de l'unité universelle*, vol. 3, p. 452, vol. 4, p. 83, vol. 2, p. 375. L'idée fouriériste du congrès sera reprise tant par WEITLING, *Die Menschheit* (cf. note 453) que par DEZAMY, *Code* (cf. note 455), etc.

<sup>445</sup> Aussi étonnant que cela puisse paraître, ce sens de *congrès* manque dans de nombreux dictionnaires : LITTRÉ, GRIMM, *Petit Robert*, etc.

<sup>446</sup> Dans la littérature les indications varient sur ces premiers congrès coopératifs. PLUMMER, p. 39 et 280, donne par exemple des indications bibliographiques non concordantes, incluant ou non l'année 1830 dans les *Proceedings of Co-operative Congresses*. Même imprécision dans un article du *New Moral World*, 4 juillet 1840, n° 1, p. 1/1-3/II, qui, dans une revue rétrospective, fait l'amalgame de tous les congrès coopératifs de 1830 à 1832. Or des brochures et des comptes rendus conservés à la Goldsmiths' Library, University of London, il apparaît que les réunions antérieures à 1831 portent le titre de "meetings" (cf. *British Association for Promoting Co-operative Knowledge. Report of the Proceedings at the Third Quarterly Meeting [...], January 7, 1830 ; [...] at the Fourth Quarterly Meeting [...], April 8, 1830*, in *Catalogue of the Goldsmiths' Library*, vol. 2, p. 360). A partir de 1831 par contre il est question de "congrès" (cf. *Co-operative Congress*,

le public est aussitôt repris, par exemple par le cordonnier, cafetier et publiciste londonien William Benbow qui l'utilise à de nombreuses reprises dans sa brochure rédigée fin 1831 et parue sans doute début janvier 1832, *Grand National Holiday and Congress of the Productive Classes*, dans laquelle, ayant dénoncé l'exploitation éhontée des classes ouvrières et leur misère, il propose d'une part un mois de grève générale en guise de fête, d'autre part la tenue d'un grand congrès des travailleurs destiné à réformer l'organisation de la société.<sup>447</sup> La brochure contenait en germe l'idée du parlement ouvrier qui se tiendra à Manchester en 1839 et qui avait entre autres à son ordre du jour la prise du pouvoir par des moyens légaux ou par la violence : on comprend qu'elle ait été encore longuement discutée de 1838 à 1842 dans les débats du chartisme naissant.

Or si la proposition de Benbow n'est pas immédiatement suivie d'effet, l'idée de congrès progresse puisque les owenistes, qui se constituent le 1<sup>er</sup> mai 1835 en Association of all Classes of all Nations, prévoient dans leurs statuts la tenue annuelle d'un congrès, dont la durée est fixée – deux semaines ! – mais dont ni le but ni le fonctionnement ne sont précisés :

A congress to be held annually in London on the 1st of May, consisting of the government of the Parent Association, and two or more members of each provincial district : the congress to continue its sitting to the 14th of the same month which to be the Jubilee Day and Social Festival of the Association.<sup>448</sup>

On notera au passage que ces statuts de l'association oweniste, qui remplissent dix colonnes du *New Moral World*, démentent l'idée couramment admise selon laquelle seules les associations du continent – où la tradition est de droit écrit – auraient eu recours à des statuts et règlements, les associations britanniques – de droit oral et coutumier – en étant dépourvues. Les statuts des organisations internationales ultérieures, où les continentaux sont largement représentés, Fraternal Democrats (1845), Association internationale des travailleurs (1864), ne sont donc nullement à considérer comme une importation germanique ou française, mais comme le résultat d'une interaction de longue date. Les statuts de l'association oweniste furent d'ailleurs régulièrement modifiés par les congrès successifs et les nouvelles versions portées à la connaissance du public : le premier congrès suivant la fon-

May, 1831 ; [...] October, 1831, in *Catalogue of the Goldsmiths' Library*, vol. 2, p. 383). On notera d'ailleurs que c'est de 1831 que date la fondation du Congrès scientifique britannique qui tient sa première session en 1832.

<sup>447</sup> Pour Benbow la grève générale tient à la fois de la fête des travailleurs (holy day) et du jubilé hébraïque destiné en principe à empêcher la constitution définitive de la propriété privée du sol ; elle doit précluser à la prise du pouvoir par le congrès des travailleurs. Idée hautement subversive de la fête ! Pour l'impact de la brochure, cf. VESTER, p. 319-324.

<sup>448</sup> Cf. "Association of all Classes of all Nations", in *The New Moral World*, Londres, 23 mai 1835, n° 30, p. 233/i-236/i, où sont reproduits les premiers statuts de l'organisation (citation ci-dessus : section V, article 8). Un projet de statuts était paru dans le *New Moral World* du 7 mars 1835, cf. "Association of all Nations".

dation, en 1836, précisa qu'il pourrait se tenir ailleurs qu'à Londres et que le lieu en serait déterminé par le congrès précédent.<sup>449</sup> En 1837 une fonction précise fut assignée au congrès, "who shall transact all the general business of the association, and appoint the officers for the following year".<sup>450</sup> En fait, étant donné la dictature paternelle exercée par le père-fondateur, Robert Owen, le congrès fit de la gestion, en particulier lors de la liquidation de l'association en 1845, mais n'exerça jamais de réelles fonctions politiques.

### Congrès/Kongreß

En français et en allemand le terme "congrès/Kongreß" est également utilisé dans les années trente, d'abord en un sens dérivé de l'usage américain : ainsi après la révolution belge en septembre 1830 procède-t-on en novembre dans le nouveau royaume à l'élection d'un "Congrès National" ;<sup>451</sup> et on trouve chez les Allemands de l'émigration à Paris le terme "Kongreß" utilisé au sens de "die versammelten Vertreter des Volkes" à partir de 1835 ;<sup>452</sup> chez Weitling le terme, d'origine fouriériste, sert à désigner en 1838 l'assemblée représentative de l'humanité toute entière organisée selon les principes de la communauté.<sup>453</sup> A la fin des années trente, sans doute en relation avec la venue d'Owen à Paris en 1837 et la préparation de l'envoi d'un délégué de France au congrès oweniste de 1840, le terme commence à être utilisé en son sens nouveau en France.<sup>454</sup> On le trouve ensuite régulièrement dans

<sup>449</sup> *The New Moral World*, 4 juin 1836, n° 84, p. 251/ii-254/i, section V, article 9.

<sup>450</sup> *The New Moral World*, Manchester, 10 juin 1837, n° 137, p. 351/ii-353/ii (en réalité p. 261-263, en raison d'une erreur de pagination lors du transfert du journal de Londres à Manchester), section II, article 15.

<sup>451</sup> Sur ce point cf. par exemple DU BUS DE WARNAFFE/BEYAERT.

<sup>452</sup> RAUCH, *Die spanische Constitution*, in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 210.

<sup>453</sup> [WEITLING], *Die Menschheit*, p. 34 et 44 (in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 224, 228).

<sup>454</sup> Sur ces questions cf. GANS, "Robert Owen à Paris" ; DESROCHE/LON/ROCHER, p. 56-66. Il faut noter, parmi les organisateurs de la venue d'Owen à Paris, M.-A. Jullien, qui avait participé à l'organisation des Congrès scientifiques en France à partir de 1833. Et en 1841, au Congrès scientifique de Lyon, les organisateurs faisaient appel à Considérant pour exposer officiellement le système fouriériste ; cf. CONSIDÉRANT, *Théorie générale de Fourier*. Présentation poursuivie et amplifiée au Congrès scientifique de Strasbourg en 1842.

Dès 1840 [CABET], *Voyage*, vol. 2, p. 199, prévoit dans son utopie icarienne la tenue annuelle d'un congrès, à mi-chemin entre le congrès diplomatique et la réunion politique : "Ce premier Congrès organisa même une *Confédération* et un *Congrès fédéral annuel*, pour discuter les intérêts communs des Confédérés." En 1841, Désirée GAY, "Le communisme en Angleterre", où elle rend compte du rassemblement annuel des owenistes tenu cette année-là à Manchester (*Le Populaire*, 20 et 25 juin 1841, n° 4 et 5, p. 4/iii), utilise pour la première fois la formule de "Congrès communiste" (n° 5, p. 4/iii). L'idée de *congrès* était suffisamment dans l'air pour que BAILLEUL, *Dictionnaire* (1842), p. 201-202, lui consacre une rubrique où il

la presse d'opposition, *La Réforme*, *La Démocratie pacifique*, dans les brochures de Cabet, chez Louis Blanc, dans le *Code de la communauté* de Dezamy, etc.<sup>455</sup> Dans son article sur les communautés socialistes et communistes rédigé à l'automne 1844 et paru dans le *Deutsches Bürgerbuch für 1845* Engels à son tour utilise le terme en son sens oweniste pour décrire le fonctionnement – théorique – de la colonie de Harmony dans le Hampshire en Grande-Bretagne :

Die Ansiedlung steht, wie gesagt, unter der Leitung des Präsidenten [Owen] und der Direktion der Gesellschaft der Socialisten; diese Direktion wird alljährlich vom Kongreß, zu dem jede Zweiggemeinschaft ein Mitglied schickt, erwählt und hat unumschränkte Vollmachten innerhalb der Statuten der Gesellschaft und mit Verantwortlichkeit gegen den Kongreß.<sup>456</sup>

Ainsi lorsqu'il fut question à partir de la mi-juin 1846 entre les divers Kommunistische Korrespondenz-Komitees de Bruxelles (Marx, Engels, Gigot), d'Elberfeld (Kötgen) et de Londres (Schapper, Bauer, Moll) d'organiser une rencontre qui devrait entre autre statuer sur un type d'organisation et d'action, sur un programme, etc., c'est tout naturellement que le terme de "Kongreß" vint sous la plume des correspondants bruxellois, d'autant plus naturellement qu'à cette date se tenait à Bruxelles une assemblée des libéraux belges appelée "Congrès libéral". Après diverses tergiversations et péripéties, ce furent les dirigeants londoniens du Bund der Gerechten (Ligue des justes) qui furent chargés de la préparation du congrès qui se tint du 2 au 8 juin 1847 à Londres.<sup>457</sup> Ces circonstances entraînent deux conséquences importantes tant du point de vue historique que linguistique. D'une part, l'emploi du terme en son sens nouveau est de prime abord, au sein de la Ligue des justes dans laquelle se fondent les Comités de correspondance communistes au début de l'année 1847, un emploi international, l'organisation comptant non seulement une majorité de communistes allemands, mais aussi des Anglais,

souhaite la réunion d'un congrès "d'hommes sages [...] pris dans chaque nation" pour faire cesser la diffusion "des doctrines subversives sur l'organisation sociale".

<sup>455</sup> Cf. CABET, *Douze Lettres* (1841), p. 93 ; *Ma ligne droite* (1841), p. 54 ; *Les Masques arrachés* (1844), p. 138 ; *Salut* (1845), p. 17, 22-25, 31, etc. ; DEZAMY, *Code* (1842), parle de "Congrès national" et de "Congrès humanitaire", p. 256 ; TRISTAN, *Union ouvrière* (1843), de "congrès national", p. 32 ; le prospectus de *La Réforme* du 23 juillet 1843 annonce la tenue d'un "grand Congrès patriotique" ; cf. également "On nous écrit d'Allemagne", in *La Démocratie pacifique* du 4 octobre 1843, p. 1/III, où le terme apparaît six fois dans une brève correspondance. BLANC, *Histoire de dix ans*, vol. 2, p. 767/II, utilise rétrospectivement en 1843 le terme pour désigner la réunion des défenseurs des accusés d'Avril en 1835 à Paris : "les membres du congrès convoqué par les accusés dans la capitale, y étaient accourus de toutes parts". Le mot n'avait pas été utilisé en 1835.

<sup>456</sup> [ENGELS], "Beschreibung", p. 339 (MEW 2, p. 534). L'année suivante une correspondance allemande de Londres annonce le départ de R. Owen pour New York où il doit participer à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1845 au "Congrès der Socialisten und Kommunisten der vereinigten Staaten" ("London, den 12. August", in *Das Westphälische Dampfboot*, octobre 1845, vol. 1, p. 431).

<sup>457</sup> Ces divers documents préparatoires sont reproduits in BdK 1.

des Belges francophones et flamingants, des Français, des Danois, des Suédois, des Suisses, etc. D'autre part, les statuts adoptés en juin 1847 au Congrès de la Ligue des justes, qui prend dès lors l'appellation de Bund der Kommunisten (Ligue des communistes), instituent – pour la première fois dans l'histoire – le congrès comme organe législatif souverain de l'organisation.<sup>458</sup>

Ses statuts donnent ainsi à la Ligue des communistes les caractéristiques d'un parti (ou d'un syndicat) démocratique moderne, à savoir : l'appartenance volontaire des membres à l'organisation, l'élection et le renouvellement régulier des responsables à tous les niveaux, la responsabilité des élus devant leurs mandants, la définition de la ligne politique de l'organisation en un congrès de délégués mandatés qui se réunit à intervalles réguliers (chaque année en règle générale). Ainsi s'achevait, par l'emprunt de l'institution du congrès aux socialistes anglais, une évolution commencée une quinzaine d'années auparavant à Paris par la constitution d'associations politiques tolérées (Deutscher Vaterlandsverein, Deutscher Volksverein), puis clandestines (Bund der Geächteten, Bund der Gerechten) qui avaient d'abord emprunté aux anciennes organisations plus ou moins secrètes (franc-maçonnerie et charbonnerie) leur système d'adhésion-initiation et d'obéissance absolue ; évolution poursuivie ensuite de façon décisive du point de vue démocratique par l'introduction dans les statuts de la Ligue des justes en 1838 du système d'élection et de responsabilité emprunté aux textes babouvistes ou néo-babouvistes.<sup>459</sup>

<sup>458</sup> Cf. ANDRÉAS, *Gründungsdokumente*, p. 48 : "Abschnitt V. Der Kongreß. Art. 17. Der Kongreß ist die gesetzgebende Behörde des Bundes. Art. 18. Jeder Kreis sendet einen Abgeordneten. Art. 19. Im Monat August jeden Jahres findet ein Kongreß statt. Die Centralbehörde hat das Recht, in wichtigen Fällen einen außerordentlichen Kongreß zu berufen. Art. 20. Der jedesmalige Kongreß bestimmt den Ort, an welchem die Centralbehörde für das laufende Jahr ihren Sitz haben soll. Art. 21. Alle gesetzgebenden Beschlüsse des Kongresses werden den Gemeinden zur Annahme oder Verwerfung vorgelegt. Art. 22. Als vollziehende Gewalt des Bundes ist die Centralbehörde dem Kongreß Rechenschaft über ihre Amtsführung schuldig und hat darum in demselben Sitz aber keine entscheidende Stimme." Ces statuts provisoires furent modifiés au congrès de décembre 1847, en particulier l'article 21, contradictoire avec la définition du congrès comme pouvoir législatif et exécutif de la Ligue (cf. WERMUTH/STIEBER, vol. 1, p. 241-242, *Abschnitt VII. Der Kongreß*). Les statuts de juin et de décembre sont reproduits in BdK 1, p. 466-469 et 626-630. On trouvera le texte de juin en français in ANDRÉAS, *Documents constitutifs*, p. 110-121.

<sup>459</sup> *Statuten des Bundes der Gerechtigkeit. Art. 36* : "Alle Behörden der Verbindung sind nur auf ein Jahr gewählt, und die Erneuerung der Wahlen geschieht jedes Jahr im Monat Mai. Außerdem haben die Wähler das Recht, ihren Gewählten zu jeder Zeit zurück zu berufen, wenn er dem in ihn gesetzten Vertrauen nicht entspricht." L'original, une brochure de 8 pages in-8°, est conservé dans les papiers Schapper, AN : CC 739, dossier 182 ; les statuts sont reproduits in BdK 1, p. 92-98, d'après une copie de la police, avec une erreur minime à l'article 14 ; d'après l'original in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 228-233, qui donne le chiffre exact de 3 membres au minimum pour constituer une "commune" (art. 14). On notera

Cette institution d'élections à tous les niveaux par la Ligue des justes en 1838 puis d'un congrès en 1847 par la Ligue des communistes est d'autant plus remarquable que partout en Europe, sauf en Grande-Bretagne et en Belgique, les associations politiques étaient interdites et que la clandestinité qui leur était ainsi imposée s'accommodait mal – pour simple raison de sûreté – de débats démocratiques nécessairement publics par définition. Dès 1847<sup>460</sup> et plus encore avec la révolution de 1848, qui voit la tenue de divers congrès démocratiques et ouvriers, le terme de "congrès/Kongress" devient d'usage courant.<sup>461</sup>

### Le mouvement républicain et néo-babouviste en France

L'histoire du mouvement néo-babouviste en France sous la monarchie de Juillet reste à écrire,<sup>462</sup> pour cette raison entre autres que les documents qui constituent

le choix du mois de mai, symbole solaire de renouveau, pris ici sans lien apparent avec les congrès owenistes, pour la date de renouvellement des fonctions électives à l'intérieur de la Ligue des justes.

<sup>460</sup> On trouve par exemple pour la seule ville de Bruxelles en septembre 1847 un congrès des économistes libre-échangistes, un congrès pénitentiaire et un congrès agricole ; en septembre 1848 les membres des deux premiers congrès cités organisent également à Bruxelles un congrès de la paix, qui se réunit à nouveau à Paris en août 1849 à l'initiative de l'économiste Joseph Garnier sous la présidence de Victor Hugo (cf. COQUELIN/GUILLAUMIN). La même année se tient aussi, par exemple, une assemblée d'évangélisation sous le titre de "Congress für innere Mission" à Wittenberg (cf. *Fliegende Blätter aus dem Rauhen Hause*, VI. Serie, No. 129, Anfang Oktober 1849, p. 309).

<sup>461</sup> Qu'il suffise de citer pour 1848 le "Norddeutscher Gewerbe-Kongress" tenu à Hambourg début juin, le "Slawen-Kongress" tenu à Prague du 2 au 12 juin, le "Kongress der Arbeiter-, demokratischen und Turn-Vereine" à Francfort-sur-le-Main du 14 au 16 juin, le "Kongress der Handwerker- und Arbeitervereine" à Berlin les 18 et 19 juin, etc., dont rend compte toute la presse européenne. Caractéristique est le fait que si COQUELIN/GUILLAUMIN (1852-1853) ne connaissent encore que les congrès scientifiques, d'agriculture, des économistes et de la paix, LAROUSSE (1869) consacre deux colonnes aux "Congrès d'ouvriers" (vol. 4, p. 931/II-IV).

<sup>462</sup> Outre les ouvrages qui ont une valeur de source – à vérifier naturellement – comme BLANC, *Histoire de dix ans*, suivi de REGNAULT, *Histoire de huit ans*, ceux des mouchards souvent peu crédibles, surtout lorsqu'ils se fondent sur leurs souvenirs, comme DELANODDE, *Histoire des sociétés secrètes*, CHENU, *Les Conspirateurs*, BOUTON, *Profils révolutionnaires*, etc., on trouve des éléments d'une telle étude dans des ouvrages anciens pour la plupart : WEILL, *Histoire du parti républicain*, TCHERNOFF, *Le Parti républicain*, TCHERNOFF, *Associations et sociétés secrètes*, MORANGE, *Les Idées communistes* (dont le contenu est loin de répondre au titre), G. et H. BOURGIN, *Le Socialisme français*, SENCIER, *Le Babouvisme après Babeuf* (d'un point de vue non critique envers les sources et hostile au mouvement), PERREUX, *La Propagande républicaine*. Parmi les études plus récentes, il faut noter en premier lieu les ouvrages consacrés par Maurice Dommanget à Blanqui et au babou-

la source principale de sa connaissance possible, les actes des procès politiques devant la Cour des pairs, ceux des procès de presse et la presse elle-même avec les brochures de propagande n'ont jamais été systématiquement dépouillés ;<sup>463</sup> et pour cette autre raison que dans l'histoire existante des soulèvements populaires de 1830, 1831, 1834 et 1839 qui jalonnent non seulement l'idéologie républicaine mais aussi l'idéologie néo-babouviste, comme dans l'histoire des sociétés populaires du début de la monarchie de Juillet, la différenciation entre les républicains proprement dits, héritiers de 1789 ou de 1793, et les "républicains communistes",<sup>464</sup> héritiers de l'an IV, n'a pas encore été suffisamment approfondie.<sup>465</sup> Il est possible cependant de dégager les quelques lignes de force indispensables à la reconstitution du contexte dans lequel naît le communisme : le point de départ obligé de tout le néo-babouvisme est la publication de Buonarroti et la formation en exil ou à Paris de groupes actifs de partisans de la communauté ;<sup>466</sup> il faut citer parmi ces derniers Marc-René Voyer d'Argenson, Charles-Antoine Teste, Pierre-François Audry de Puyraveau, René de Kersausie, Xavier Sauriac, Napoléon Lebon, Jean-Jacques Vignerte, Joseph Villain, etc., ainsi que de façon peut-être plus marginale à cette époque Louis-Auguste Blanqui. Il faut y ajouter naturellement l'existence d'autres groupes à caractère socialiste ou sociétaire, comme celui

visme : cf. en particulier DOMMANGET, *Sur Babeuf* ; également VOLGUINE, "Idées socialistes et communistes", ainsi que deux ouvrages collectifs, l'un sur *Babeuf et les problèmes du babouvisme*, l'autre sur *1848. Les Utopismes sociaux*. La meilleure introduction à partir des textes connus reste sans doute HÖPPNER/SEIDEL-HÖPPNER, *Von Babeuf bis Blanqui*. Cf. également LATTA, *Martin Bernard*.

<sup>463</sup> Un dépouillement systématique des documents conservés dans les séries BB<sup>18</sup>, BB<sup>24</sup>, BB<sup>30</sup>, CC et F<sup>7</sup> des Archives nationales (dépouillement commencé par Perreux pour 1832-1834), complété de la série M des archives départementales et accompagné de la lecture de la presse démocratique, ouvrière et des tribunaux pour la période permettrait enfin d'avoir une idée précise du personnel sectionnaire républicain et néo-babouviste qui fait encore défaut à l'histoire du mouvement ouvrier, même après la publication de l'indispensable MAITRON, *Dictionnaire* (1<sup>re</sup> partie en trois volumes). L'essentiel des brochures de la période 1830-1848 a été réédité en 24 volumes par Léon Centner dans ses deux séries *Les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle 1830-1834* et *Les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle 1834-1848*.

<sup>464</sup> La formule est celle des communistes de 1839 (document 14A), proche de celle de Restif en 1797 (cf. document 6).

<sup>465</sup> Ainsi GARRONE, *Ph. Buonarroti*, p. 164, note-t-il : "En somme, tout le monde ne pensait pas la même chose dans la grande famille des républicains", et il constate que la plupart des études sur ce point ont "justement le défaut de ne pas avoir suffisamment différencié les différentes tendances de ce parti, dans leurs sources idéologiques puisées à la grande Révolution, et dans leurs profondes significations sociales". Parmi les exceptions, outre PERREUX, on trouve surtout des historiens italiens, soviétiques et allemands : SAITTA, *F. Buonarroti* ; GARRONE, *Ph. Buonarroti* ; VOLGUINE, "Idées socialistes et communistes" ; SEIDEL-HÖPPNER, "Zur Jakobinismusrezeption", etc. Mais le défaut de dépouillement des archives demeure.

<sup>466</sup> En ce qui concerne le travail de propagande et d'organisation de Buonarroti à Bruxelles et à Paris cf. KUYPERS ; GARRONE ; SAITTA.

de l'école saint-simonienne, dont le plus solide représentant reste le dissident Pierre Leroux, alors rédacteur au *Globe* et à la *Revue encyclopédique*.

C'est au carrefour de l'activité de la Société des droits de l'homme, de la Société des amis du peuple, du Comité d'action ou Comité de propagande, de l'activité insurrectionnelle républicaine (novembre 1831, juin 1832, avril 1834, mai 1839), du socialisme saint-simonien, fouriériste, puis oweniste en France, ainsi que de la propagande buonarrotiste à l'usage des ouvriers que se poursuit de façon accélérée dès lors, de 1830 à 1839, l'émergence définitive d'une pensée et d'une terminologie nouvelles, non plus limitées seulement au cercle étroit de quelques penseurs et de leurs disciples, mais répandues de plus en plus largement dans les couches populaires auxquelles elles étaient destinées.

Si, comme je l'ai noté, à lui seul le langage de Fourier de 1803 à 1837 mérite une exploitation systématique encore à faire, il en va de même à partir de 1830 du flot de tracts et de brochures républicaines et socialisantes de la Société des droits de l'homme et de ses filiales ; cela éviterait par exemple d'attribuer à Musset dans la très conservatrice *Revue des deux mondes* en 1836 la création du terme "humanitaire", employé dès décembre 1831 dans l'enseignement oral de Prosper Enfantin puis par écrit dans des articles de Jean Reynaud et d'Abel Transon parus en janvier et février suivants, respectivement consacrés aux systèmes de Saint-Simon et de Charles Fourier.<sup>467</sup> C'est l'époque, 1831/1832, où naissent "socialisme", "prolétariat", "prolétarisme" ;

<sup>467</sup> Cf. SAINT-SIMON/ENFANTIN, *Œuvres*, vol. 14, p. 170 ; vol. 16, p. 16, 54-55, 192, en ce qui concerne les cours d'Enfantin en décembre 1831 ; REYNAUD, "De la société saint-simonienne", et TRANSON, "Doctrine d'association de M. Charles Fourier", in *Revue encyclopédique*, janvier et février 1832, vol. 53, p. 34 et 280.

Le terme *humanitaire* joue d'ailleurs avec celui d'*humanité* un rôle de tout premier plan dans le mouvement démocratique, social, socialiste et communiste : cela va des Lumières (cf. le "genre humain" de Rousseau, Lessing, Morelly ou Restif) à la Révolution française, à Pierre LEROUX, *De l'humanité* (1840), à la fondation du journal *L'humanité* par Jean Jaurès, Lucien Herr, Charles Péguy, etc.

En ce qui concerne le vocabulaire politique de cette époque, et plus particulièrement la terminologie *humanitaire* et *communautaire*, on ne trouvera pas dans la présente étude de références au livre de MATORÉ, ordinairement cité dans les ouvrages lexicographiques, car il est, dans le domaine précis de l'apparition des termes socio-politiques, parfaitement inutilisable pour des raisons dont l'auteur s'explique clairement : son étude porte en fait sur le vocabulaire de la prose de Théophile Gautier de 1833 à 1846 (Avertissement, p. 9). Pour la publication, Matoré a ajouté à cette analyse deux brefs chapitres allusifs, concernant d'une part le vocabulaire de la vie pratique, industrie, commerce, publicité (chapitre I, p. 29-34), d'autre part, celui de la vie politique et sociale (chapitre II, p. 35-42), qui ne prétendent qu'à situer très généralement la langue de Gautier dans son époque. On en jugera par exemple à la page 41 où, après avoir donné d'une seule haleine et sans date comme exemples de vocabulaire neuf créé par les *humanitaires* (?) : *individualité*, *individualisme*, *antagonisme*, *paupérisme*, etc. (qui apparaissent en fait entre 1760 et 1826, sans rapport avec *humanitaire*), il poursuit au paragraphe suivant : "Socialiste et socialisme naissent, semble-t-il, vers 1830, *prolétariat*, *communiste*, *communitariste*,

riat", "prolétarisme" ; et tandis que dès 1833 des termes comme "associé" et "association" sont largement diffusés en milieu populaire,<sup>468</sup> "égalitaire" est forgé, au plus tard en avril 1835, de la fabrique de Sainte-Pélagie. C'est en 1835 aussi que dans la procédure instruite contre divers "républicains radicaux" est employé, pour la première fois depuis 1797 et à deux reprises dans le même document juridique à usage interne et resté inédit, le terme de "communiste" au sens de républicain partisan de la communauté des biens : mais à cette date le mot a encore besoin d'être expliqué, le magistrat instructeur qui l'emploie à la suite des interrogatoires qu'il a fait subir aux accusés, utilisant chaque fois la formule "communistes ou radicaux". Quelques années encore, et font successivement leur apparition en 1839 : "babouvisme" – à l'occasion du procès de Barbès et des autres insurgés du mois de mai – puis, dans les sociétés secrètes ou en exil, respectivement "communiste", "communautaire" et le plus rare "communitaire" ; autant de termes que diffuseront à partir de 1840 des communistes tels Richard Lahautière, Théodore Dezamy, Etienne Cabet, Jean-Jacques Pillot, André-Marie Savary, des démocrates comme Théophile Thoré, puis toute la presse politique.

### Après le soulèvement lyonnais : classe bourgeoise, prolétariat, prolétarisme et socialisme

L'événement social marquant des deux premières années de la monarchie de Juillet n'est pas, comme je l'ai déjà noté, la révolution parisienne de 1830 mais le soulèvement lyonnais de novembre 1831, daté symboliquement de frimaire an XL.<sup>469</sup> Or il est significatif que c'est dans le même mois et dans ceux qui suivent que se précise le vocabulaire moderne de l'analyse de la lutte des classes, latent depuis la Révolution. "Classe bourgeoise", formule attestée depuis 1823 chez Saint-Simon, est reprise dans son cours public par Laponneraye le 6 novembre 1831 et par Blanqui le 2 février 1832 devant les Amis du peuple, en pendant à "classe ouvrière" utilisée par Babeuf dès 1795 ou à "classe prolétaire" qu'on trouve dans les conférences de Bazard en 1829. "Prolétariat" est formé sous le choc direct de l'événement,

*communautiste*, *communitaire* ou *icarien* sont probablement postérieurs de quelques années : le *communisme* prêché par Buonarroti [sic] et Ch.-A. Teste n'apparaît que vers 1836, *gréviste*, *salariat*, *collectivisme*, *collectivité*, *paupérisme*, sont de la même époque." En fait l'apparition de ces différents termes s'étale sur quarante à cinquante ans.

<sup>468</sup> A propos de l'emploi d'*associé* et *association* par Babeuf cf. note 303 ; les deux termes deviennent ensuite des mots clefs du langage de Fourier et des saint-simoniens, avant de passer aux ouvriers sous la monarchie de Juillet : en 1833 le Comité de propagande au sein de la Société des droits de l'homme projetait un journal ouvrier, *L'Associé*, dont on ne connaît qu'un fragment rédigé par Buonarroti (cf. SAITTA, *F. Buonarroti*, vol. 1, p. 134, et GARRONE, *Ph. Buonarroti*, p. 178).

<sup>469</sup> Sur cet événement on se reportera à RUDE, *L'Insurrection*.

puisque Pierre Leroux l'utilise dans un article de la *Revue encyclopédique* paru début janvier 1832. Puis Jean Reynaud, collaborateur de Leroux, reprend les termes de "classe bourgeoise", "classe prolétaire" et "prolétariat" dans un article de la même revue paru en avril où il réaffirme la distinction faite par Bazard en 1829 : "Je dis que le peuple se compose de deux classes distinctes de conditions et distinctes d'intérêts : les prolétaires et les bourgeois."<sup>470</sup> C'est en même temps aussi, par opposition à l'"individualisme" économique bourgeois, qu'est créé le terme de "socialisme".<sup>471</sup> Quelques mois plus tard d'ailleurs apparaît à Lyon, dans un article d'une rare vigueur de *L'Echo de la fabrique*, le terme oublié de "prolétarisme".

Je ne crois pas à la cruauté des aristocrates d'argent. Mais je crois à la nature des choses ; je crois à la vitalité des principes ; je crois qu'un principe aristocratique ne se suicide pas plus qu'un principe démocratique ; je crois à la logique des intérêts ; je crois surtout à l'énergie des intérêts de caste ; je crois qu'il est naïfs de demander à une classe d'abdiquer ses avantages sociaux ; je crois qu'il faut l'y forcer, qu'il faut, par la discussion, gagner peu à peu du terrain sur elle et l'obliger à laisser le champ libre aux intérêts, aux principes nouveaux [...]. Il n'y a point d'affection, il n'y a que des antipathies de classe à classe ; il n'y a qu'une hostilité de fait et de raison ; il n'y a que le combat, que la lutte, qu'un antagonisme qui est le fait lui-même, et sans lequel il n'y aurait plus de classes. Dès qu'il a été constaté que des intérêts classés dans la société sont distincts, il faut qu'ils soient hostiles ; dès qu'ils sont hostiles, il doivent se combattre jusqu'à ce que l'un ou l'autre succombe ; et celui qui doit succomber, c'est celui du petit nombre, c'est le principe d'exception et de privilège que l'histoire nous montre déclinant toujours, depuis l'esclavage antique et le servage féodal jusqu'au prolétariat contemporain. Mais ne demandez pas à une aristocratie de s'abdiquer elle-même et de se suicider par peur du combat. Ce serait lui demander plus qu'elle ne peut faire, car elle n'existerait déjà plus si elle était ainsi résignée d'avance à mourir. Il faut qu'un principe, c'est-à-dire une classe, croie à son éternité, et qu'il agisse en conséquence. C'est là toute l'histoire, c'est là tout le progrès politique, et il ne faut ni s'en étonner ni s'en plaindre, car c'est une loi de conservation providentielle.<sup>472</sup>

### Humanitaire et progressiste

C'est de 1831 ou 1832 au plus tard que date le terme "humanitaire" qui, s'il fut diffusé par des socialistes néo-babouvistes au sein de la Société des droits de l'homme, vient lui aussi de l'école saint-simonienne.<sup>473</sup> Lorsque Napoléon Lebon

<sup>470</sup> Cf. le paragraphe "Lutte des classes" au chapitre II et les documents 10A, 10B et 10C.

<sup>471</sup> Cf. le paragraphe "De 'socialiste' à 'socialisme'" au chapitre III.

<sup>472</sup> PETETIN, "Des machines dans l'industrie", in *L'Echo de la fabrique*, Lyon, 21 octobre 1832, p. 6/n. La vigueur – et la rigueur – de ce texte le firent reprendre *in extenso* dans le rapport de la *Cour des pairs* sur les événements de 1834 (vol. 4, p. 109-117).

<sup>473</sup> Selon WARTBURG, vol. 4 (1952), p. 508, le premier emploi d'*humanitaire* et *humanitarisme* daterait de 1836 et serait de Musset – ce qui n'est vrai que du second

emploie la formule de "la loi humanitaire" dans son tract *De la communauté* au début de 1834, il le fait d'une manière qui présuppose sans ambiguïté que ses lecteurs ouvriers de la Société des droits de l'homme connaissent et utilisent déjà le terme.<sup>474</sup> Et en décembre 1836 Musset, dans "Les Humanitaires", écrit : "voilà bien quelques cinq ans qu'il est cruellement question de ce grand verbe humanitaire", renvoyant par la formule qui suit ("section humanitaire") de façon quasi explicite à la Société des droits de l'homme.<sup>475</sup> Or le terme est attesté de façon assurée et en deux sens légèrement différents dans les livraisons de janvier et février 1832 de la *Revue encyclopédique* sous la plume de deux des principaux propagandistes saint-simoniens, Jean Reynaud et Abel Transon ; le premier y annonce "la solution générale de tous les termes de la grande série humanitaire" (c'est-à-dire la décroissance de l'exploitation de l'homme par l'homme et la tendance vers l'association universelle) dans les œuvres à paraître de Saint-Amand Bazard ; le second présente un résumé des "quatre phases de l'enfance humanitaire" (c'est-à-dire de l'évolution de l'humanité selon Charles Fourier, à savoir sauvagerie, patriarcat, barbarie et civilisation).<sup>476</sup>

La connotation socialiste du terme à son origine, disparue depuis, est fort bien mise en évidence par la charge anonyme et assez malveillante que fait Musset en 1836 du terme et de la chose humanitaires, sous la plume supposée de deux bourgeois de province, Dupuis et Cottonet. A ces deux bourgeois à la fois imaginaires et bien réels qui n'avaient pas compris le sens du terme, voici l'explication fournie par un "humanitaire" de la capitale :<sup>477</sup>

*Humanitaire*, en style de préface, veut dire : homme croyant à la perfectibilité du genre humain, et travaillant de son mieux, pour sa quote part, au perfectionnement dudit genre humain.

terme. Il faut y ajouter *humanitariste* de Balzac en 1837 (BLOCH/WARTBURG, <sup>6</sup>1975) et en 1838 *humanitarisme* (WARTBURG, vol. 4, p. 508).

<sup>474</sup> LEBON, *De la communauté*, p. 3 (document 11B *in fine*). Dès la mi-avril 1834 Giuseppe Mazzini, réfugié à Berne, utilisait également le terme dans la version française de l'*Acte de fraternité* de la Jeune-Europe.

<sup>475</sup> [MUSSET], "Les Humanitaires", p. 598 et 607.

<sup>476</sup> REYNAUD, "De la société saint-simonienne", p. 34 ; TRANSON, "Doctrine d'association", p. 280. Le terme *humanitaire* ne se trouve pas dans FOURIER, *Traité* (1822), vol. 1, p. XXIV, etc., auquel fait ici référence Transon. L'œuvre annoncée de Bazard ne put être réalisée du fait de sa mort prématurée le 19 juillet 1832.

<sup>477</sup> Dans l'ordre des citations, [MUSSET], "Les Humanitaires", p. 596, 595, 597. Cf. également [MUSSET], "Sur l'abus", p. 664. Le portrait tracé de cet "humanitaire" correspond à celui des jeunes républicains de 1830-1832 ; Heine décrit ainsi son voisin dans une assemblée de la Société des amis du peuple en février 1832 : "Es war ein junger Brausekopf [...] und er trug den niedrigen breitrandigen Hut von schwarzem Wachsleinen, der die Republikaner auszeichnet." (HEINE, *Französische Zustände*, p. 56 ; *Säkularausgabe*, vol. 7, p. 99). Et Nerval, arrêté à peu près à même date dans une rafle, remarque : "on extrayait [de la foule] les plus barbus et les plus chevelus" pour les envoyer à Sainte-Pélagie (NERVAL, "Mes prisons", p. 51).



Et Musset de gloser, d'une part sur

celui qui nous a démontré la chose [...], un muscadin de Paris. C'est un gaillard qui en dégoise ; il porte une barbe longue d'une aune, des pantalons collans, un habit à larges revers, et un bolivar sur la tête, si bien qu'on ne sait, quand on le regarde, si on voit Ponce-Pilate, ou un traand du moyen-âge, ou un quaker, ou Robespierre ;

d'autre part sur l'inventeur supposé du terme "un étudiant affligé de marasme", ignorant le français, qui "voulut parler d'un philanthrope, [et] *humanitaire* fut fabriqué". Quant au sens du terme, et malgré la référence faussement naïve à "philanthrope", Musset le situe sans ambiguïté dans la tradition utopique et socialiste :

D'après les renseignements qui nous sont parvenus, on distingue au premier abord, des humanitaires de deux sortes. Les uns ont un système tout fait, complet, relié, coulé en bronze, comme qui dirait une utopie. [...] Mais, depuis que la terre tourne, jamais utopie n'a servi de rien, ni fait aucun mal, que l'on sache, pas plus Thomas Morus que Platon, Owen et autres. [...] L'autre sorte d'humanitaires est celle dont nous deviserons. Ceux-ci n'ont point de système réglé, écrivent peu, lisent encore moins, et ne créent rien, sinon quelque bruit. [...] Que parmi eux il en soit d'honnêtes, de braves même, il le faut noter ; c'est le meilleur de la jeunesse : et qui réverrait sinon les grands cœurs ? pauvres jeunes gens qu'un follet emmène, comme Faust au Brocken [...]. Celui-là demande le divorce, celui-ci veut l'abolition de l'hérédité, qu'il n'y ait plus ni nobles ni riches ; un tiers réclame les biens en commun, la polygamie [...]. Que veut ce quatrième ? il prie pour les pauvres, et qu'on traite les gens selon leur capacité [...]. En voilà un, là-bas, dans un coin, qui a trouvé une façon nouvelle d'envisager l'histoire ; il la divise en faits nécessaires et faits transitoires.<sup>478</sup>

On reconnaît là, sous la charge de bonne société bourgeoise Louis-Philippe, toutes les tendances du jacobinisme républicain et du socialisme naissant, de Cavaignac à l'école de Charles Teste, des saint-simoniens aux fouriéristes, de Leroux à Lamennais, de Blanqui à Lebon et aux futurs Humanitaires de 1841.

Quant à "progressiste", adjectif et substantif, qui se démarque de l'ancien "progressif" encore utilisé dans les années trente et quarante pour désigner les partisans ou la théorie du progrès, et auquel pourraient également s'appliquer sarcasmes et définitions de Musset, il fait son apparition entre 1830 et 1836, sous le double patronage des saint-simoniens et des fouriéristes, les uns qui s'en réclament, les autres qui s'en distancient. C'est à Claire Bazard que revient apparemment le premier emploi écrit de l'adjectif nouveau dans une lettre à Philippe Buchez de la fin avril 1830. Essayant de ramener son correspondant dans le sein du "collège" saint-simonien dont il s'écartait depuis plusieurs mois, elle lui écrit :

<sup>478</sup> [MUSSET], "Les Humanitaires" (1836), p. 598-599. Dans sa conclusion, p. 608, il raille "Messieurs (et mesdames) de l'avenir et de l'humanitarerie". Et après avoir daubé les condamnés d'Avril non grâciés en 1837 (RDM, 17 mars 1837, vol. 9, p. 756-757), il réédite sa critique, en vers cette fois, en 1838 : "Le monde sera propre et net comme une écuelle ; / L'Humanitarerie en fera sa gamelle." ([MUSSET], "Dupont et Durand", p. 249-250).

Et puis, mon cher monsieur, il faut bien que je vous le dise ; des citations puisées dans le texte même de Saint-Simon, ne sont pas toujours sans réplique et montrent assurément que celui qui les fait, s'en tenant à la lettre n'a pas compris le progrès ; Saint-Simon bienfaiteur de l'humanité, Saint-Simon tout entier n'est pas seulement dans le passé, n'est pas dans quelques feuilles écrites, mais dans le *collège* actuel, dans les bienfaits de l'avenir. [...]

Ah ! si Saint-Simon vivait encore aujourd'hui, ce ne serait plus dans les temps arriérés de la guerre qu'il irait chercher ses images pour les offrir aux enfants progressistes de la paix. Il aurait marché avec le temps comme le *collège* a marché [...].<sup>479</sup>

Les "enfants progressistes de la paix" étant bien entendu les disciples des Pères Bazard et Infantin qui marchent en tête de la civilisation. C'est d'un tout autre point de vue que se place le fouriériste Just Muiron dans une recension anonyme du livre d'Adolphe Quételet intitulé *Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou Essai de physique sociale*, paru en 1835. Fidèle à Fourier et à sa condamnation de l'époque civilisée, Muiron remarque :

Non, l'espèce humaine n'est pas indéfiniment perfectible, et nous aimons à penser que l'auteur, habitué à la rigueur des sciences exactes, n'a pas voulu faire ici une profession de foi en faveur de cette naïve croyance au progrès indéfini, croyance démentie par tous les faits connus et cependant si fort en vogue de nos jours, croyance qui n'a pas même le mérite de la nouveauté, puisqu'elle n'est, quant aux conséquences, que le fatalisme badigeonné aux couleurs du dix-neuvième siècle ; le *progressiste*, aussi bien que le fataliste, devant, s'il est conséquent à son dogme, attendre les événements les bras croisés, il faut même qu'il se réjouisse de tout ce qui arrive, puisque tout est un progrès, tandis que le fataliste, moins absurde, peut rire ou pleurer suivant les circonstances.<sup>480</sup>

En 1841, dans le *Manifeste de l'Ecole sociétaire*, Victor Considerant et son groupe, après avoir défini les rapports de la "Doctrine Sociétaire" au pouvoir en place ("la Stabilité") et à l'opposition ("le Progrès") et après avoir proposé que le gouvernement, quel qu'il soit, crée un "MINISTÈRE DES PROGRÈS INDUSTRIELS ET DES AMÉLIORATIONS SOCIALES", déclarent avec une belle assurance :

Il suit incontestablement de là que la Doctrine Sociétaire est placée :

<sup>479</sup> Claire Bazard à Philippe Buchez, lettre non datée, in CUVILLIER (1956), p. 39. Les lettres de Claire Bazard, publiées par Cuvillier en 1920, ne se trouvaient plus à la BHVP lors de la réédition de sa contribution en 1956 (cf. *ibidem*, p. 31 en note). Des recherches de ma part, en vue de vérification sur les originaux, dans les divers fonds d'archives saint-simonienne et buchésiennes sont restées vaines.

Si l'adjectif *progressiste* est employé ici en relation exclusive avec la secte saint-simonienne, on trouve quelques années plus tard sous la plume du saint-simonien Paul-Mathieu Laurent le substantif au sens le plus général de démocrate ou de républicain. LAURENT (1844), p. 66, ne doute pas en effet que la Toison d'or accordée par la reine d'Espagne à Guizot "ait pu avoir pour cause des services rendus contre les progressistes espagnols." On notera que Laurent, fondateur et directeur de *L'Organisateur* en 1829, éditeur des *Œuvres de Saint-Simon et d'Infantin* de 1865 à 1878, fut dans les années trente rédacteur au *Progressif du Gard*.

<sup>480</sup> [MUIRON], "Variétés", in *La Phalange*, Paris, 20 décembre 1836, n° 17, col. 553.

Dans la sphère des Intérêts et de la Science de la Stabilité, fort au-dessus de tous les Partis Conservateurs et des Gouvernements eux-mêmes ;

Et dans la sphère des Intérêts et de la Science du Progrès, fort au-dessus de tous les Partis progressistes.

D'où il suit que l'École qui professe cette Doctrine, loin de relever de l'Opinion et de l'Autorité d'aucun Gouvernement, d'aucun Parti conservateur, ou d'aucun Parti progressiste, aborde au contraire d'Autorité supérieure ces Gouvernements et ces Partis.<sup>481</sup>

Ne pouvant s'opposer indéfiniment à l'idéologie dominante du progrès d'une part, désirant d'autre part se distinguer des partis ou des courants démocratiques et communistes en formation au cours des années 1840-1841, l'École sociétaire croyait ainsi se mettre au-dessus des partis et de leurs luttes contre le pouvoir de la monarchie bourgeoise.

#### D'avril 1834 à mai 1839 : une société nouvelle de Communautaires ou Communistes

Sur la naissance des organisations communistes proprement dites on peut faire appel au témoignage à la fois plus sympathique et plus précis de Théophile Thoré, témoignage que confirme d'ailleurs Girod de l'Ain, rapporteur à la Cour des pairs. Thoré, démocrate critique envers le babouvisme, le néo-babouvisme et le communisme, mais observateur fidèle, après avoir rappelé le rôle joué par les ouvrages de Buonarroti et de certains de ses disciples, écrit en 1840 :

Il faut ajouter aussi la propagation orale qui n'a point cessé depuis quelques années, et dont la source fut à Sainte-Pélagie, avant et pendant le procès d'avril. Les hommes qui sont au courant du parti républicain, se rappellent qu'il y avait alors parmi les détenus, deux systèmes qui se heurtèrent dans de vives discussions. La jeunesse militante n'était point d'accord avec les principaux chefs de la démocratie. Ceux-ci ne s'en émurent guère, traitant ces idées d'utopie et de divagation. Ce sont cependant ces idées étranges qui ont été semées dans le Peuple, qui ont germé lentement, et dont le communisme actuel est le fruit.<sup>482</sup>

481 [CONSIDERANT], *Bases de la politique positive* (1842), p. 74 et 76. Le *Manifeste de l'École sociétaire* avait été arrêté en conseil de rédaction de *La Phalange* le 10 février 1841 pour sa première édition, et le 7 novembre de la même année pour la seconde édition, datée de 1842 (cf. *ibidem*, p. 193). Le terme *progressiste*, adj. et subst., est alors régulièrement employé par les fouriéristes : cf. CANTAGREL (1842), p. 35 ; CONSIDERANT, *De la politique nouvelle* (1843), p. 28 ; FONTARIVE (1848), p. 100.

Et dès 1842 *progressisme* fait son apparition dans le *Dictionnaire de mots nouveaux*, avec cette définition déjà insuffisante : "système de progrès, continuels progrès" (RICHARD, p. 354).

Pour suivre cette "propagation orale", toujours difficile à cerner, et ces "idées étranges" que les chefs républicains, c'est-à-dire les Jacques-Charles Dupont (de l'Eure), Armand Marrast, Godefroy Cavaignac, etc. traitaient "d'utopie et de divagation", il faut remonter en particulier à l'activité politique et intellectuelle à la fois trop et trop peu connue d'un proche disciple et collaborateur du vieux Buonarroti, Napoléon Lebon.<sup>483</sup> Garrone est le premier à avoir mis en évidence la profonde communauté de vue de Lebon avec Buonarroti, Charles Teste et Voyer d'Argenson, et à avoir analysé l'organisation et le rôle d'une nouvelle formation à l'intérieur de la Société des droits de l'homme, appelée Comité d'action ou Comité de propagande, dans laquelle entraient Lebon, Vignerte, Buonarroti, Voyer d'Argenson, Camille-Louis Berrier-Fontaine, Félix Mathé, des ouvriers tels le cordonnier Zael Efrahem, le tailleur Grignon, et qui fut fondée en septembre-octobre 1833 pour l'instruction et l'organisation ouvrières.<sup>484</sup> Mais on ignore généralement que Lebon, Berrier-Fontaine et Mathé étaient incarcérés dès le 8 décembre 1833 en compagnie d'une dizaine d'ouvriers (dont Grignon et Efrahem, ce dernier arrêté un mois plus tôt) "comme instigateurs des Coalitions d'ouvriers", ce pour quoi ils furent condamnés en avril et octobre 1834 à des peines de trois à cinq ans de prison.<sup>485</sup> A propos de ce renouveau du courant babouviste après la révolution de Juillet, Victor Considerant, le chef de file des fouriéristes, écrivait en 1848 :

Je croyais cette école entièrement éteinte, quand j'en ai rencontré, avec étonnement, un retentissement dans quelques esprits en 1833. Nous l'avons décrite et combattue dans la *Phalange* en 1836. Il se retrouve, à un état plus vague, dans la variété de Communistes qui prirent, il y a quelques années, le nom de *matérialistes*, et à un état inculte, haineux et sauvage dans une variété actuelle du Communisme allemand.<sup>486</sup>

On ne saurait dire de la conclusion de ce jugement qui situe, à juste titre en partie, le communisme allemand dans la lignée du babouvisme, s'il vise les réflexions de Weitling sur la propriété et le vol ou le matérialisme de Marx et Engels, théories qui lui étaient connues soit par la presse soit par l'intermédiaire d'hommes comme Hermann Ewerbeck ou Sebastian Seiler. Quoi qu'il en soit de

482 THORÉ, *La Vérité* (1840), p. 22 (document 24) ; sur Thoré cf. l'introduction aux documents 15 et 24. En 1840 également, sous le titre "Sainte-Pélagie en 1832", Nerval écrit : "Il y avait plusieurs chambrées de républicains, parmi lesquels on distinguait rigoureusement les unitaires, les fédéralistes, et même les socialistes, peu nombreux encore." (NERVAL, "Mes prisons", p. 53).

483 Sur Napoléon Lebon cf. l'introduction au document 11.

484 C'est à l'initiative de ce comité que fut prévue la création du journal ouvrier *L'Association* dont on ne connaît qu'un fragment d'article, cf. note 468.

485 La formule juridique est reprise de CABET, *Toute la vérité*, p. 90. La date de l'incarcération des uns et des autres à Sainte-Pélagie est fournie d'après [CAUSSIDIÈRE], *Tableau synoptique*, les peines de prison d'après MAITRON, *Dictionnaire*, sous les noms des divers inculpés.

486 CONSIDERANT, *Le Socialisme devant le vieux monde*, p. 32.

ce point particulier, les notes de Considerant, qui précisent celles de Thoré, fixent bien à 1833 la renaissance visible du mouvement babouviste sous la forme du Comité d'action.

### Les Aphorismes de Lebon et la querelle Cabet-Dezamy

Dans les premiers mois de 1834 Lebon rédigeait et faisait diffuser depuis sa prison de brèves brochures anonymes lithographiées, destinées à la formation théorique des ouvriers, les *Aphorismes*, dont seul jusqu'ici Jules Prudhommeaux a relevé l'existence en raison de la lecture qu'en fit Cabet.<sup>487</sup> Toute la connaissance qu'on en avait provient d'ailleurs de la polémique publique entre Cabet et Dezamy en 1842, qui apporte des renseignements intéressants sur la formation de la pensée communiste. Dezamy écrit en effet :

[...] il paraîtrait que la réapparition de la doctrine communautaire ne vous serait pas aussi personnelle que vous le répétez si souvent ; il paraîtrait que, même avant votre exil, on était tout au moins aussi avancé à Paris que vous le devîntes plus tard en Angleterre, où vous vous trouvâtes en contact et fûtes impulsé par quelques communistes. Vous eûtes connaissance des idées de Lebon et vous lûtes ses aphorismes, ainsi que le livre de Buonarroti ; comment se fait-il donc que vous soyez si froid et si laconique à l'égard du livre de Buonarroti et ne disiez jamais un mot des *Aphorismes de Lebon*, ouvrage que je n'ai encore pu me procurer, mais dont tous ceux qui le connaissent font un très bel éloge ?<sup>488</sup>

Sans doute Dezamy tient-il ces renseignements de l'un ou l'autre des membres du groupe de Charles Teste – Savary, Stévenot, les frères Dufraisse ou Teste lui-même, avec lesquels il était lié –, Cabet ayant fréquenté Teste, Voyer d'Argenson, etc. jusqu'à son départ en exil en 1834. A cette accusation directe, Cabet répond de façon assez embarrassée :

La vérité est que j'avais reçu et lu l'ouvrage de Buonarroti<sup>489</sup> dès 1830 ; que ses idées de Communauté ne me repoussèrent nullement, mais que je ne m'en occupai qu'un instant et que je n'entendis aucunement parler de Communauté avant mon départ ; que ce furent les prisonniers de Sainte-Pélagie qui s'en occupèrent les pre-

<sup>487</sup> Parmi les ouvrages consacrés à la propagande républicaine du début de la monarchie de Juillet, aucun ne connaît les *Aphorismes de Lebon*. Seul PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur*, p. 62-63, 132-133 et 140, en relève l'existence en raison de leur importance dans la littérature communautaire des années trente, attestée en 1842 seulement par Cabet et Dezamy. Prudhommeaux lui-même ne les a jamais vus.

<sup>488</sup> DEZAMY, *Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 32-33. Tout ce passage de Dezamy se rapporte à la propagande et aux brevets d'autosatisfaction de Cabet qui fait généralement coïncider les origines du mouvement communautaire et communiste – français puis international – avec les étapes de sa propre biographie : tantôt 1834, date de ce qu'il considère comme sa conversion aux théories communautaires (cf. note 502) ; tantôt 1840, date de la publication du *Voyage en Icarie* (janvier) et de sa brochure *Comment je suis communiste* (novembre).

<sup>489</sup> Cabet orthographe toujours "Buonarroti", comme la plupart des contemporains d'ailleurs, et parfois encore certains historiens de nos jours.

miers à Paris, seulement en avril, je crois, après mon départ en mars ; que ce ne fut que longtemps après que les Communistes Parisiens s'évadèrent de leur prison et se réfugièrent à Londres où j'étais ; que je ne parlai de Communauté qu'avec un seul, très légèrement ; que ce que j'en appris me refroidit au lieu de m'échauffer pour le Communisme. Ce fut l'UTOPIE de *Thomas Morus* que je voulus lire en anglais, qui me détermina à étudier le système Communautaire. Ce système me frappa tellement dès les premières lignes que je fermai le livre pour m'enfoncer dans mes propres méditations, qui me conduisirent à la conviction la plus complète. J'adoptai mon plan et commençai la rédaction. Ce ne fut qu'alors que je lus tous les ouvrages, en remontant à l'origine et en suivant l'ordre des temps. Dans ce travail immense qui me procura tant de richesses en matériaux, les écrits de Babeuf et même de Buonarroti ne me parurent que des points et ne m'apprirent rien de nouveau ; tous deux me parurent ne pas avoir étudié et ne connaître qu'imparfaitement la science concernant l'histoire et l'organisation de la Communauté. Je ne parlai pas de ce qu'on appelle les *Aphorismes de Lebon*, lithographiés sur des demi-feuilles volantes, parce que je ne les eus que très tard et pas tous et parce que, quoiqu'il y eût du bon comme dans presque tous les ouvrages, je n'y trouvai rien à analyser et à en extraire. Je crois même que j'ignorais alors l'auteur des feuilles lithographiées, et je pensai, en les lisant, qu'elles étaient l'œuvre d'un homme âgé plutôt que d'un jeune homme.<sup>490</sup>

Cette page, dans ses réticences, ses aveux, ses demi-vérités, ses franches inexac- titudes et ses invraisemblances, est tout à fait révélatrice : elle atteste de façon irréfutable l'existence des *Aphorismes*, et de façon vraisemblable que Cabet les a lus avant son départ de France, car qui les lui aurait envoyés et qui lui aurait fourni à leur propos les précisions qu'il apporte ?

Laissant de côté la question de la composition du *Voyage* – où la rédaction aurait précédé les vastes lectures qui lui procurèrent "tant de richesses en maté- riaux" ! – je me contenterai ici de quelques remarques, utiles non seulement à situer Lebon et ses *Aphorismes* mais aussi à mieux comprendre les extraits de Cabet proposés aux pièces justificatives.<sup>491</sup> En ce qui concerne les lectures de Cabet, Prudhommeaux, son premier et principal biographe, en a donné une liste quasi exhaustive, d'où il ressort qu'une large portion de ses connaissances sur la litté- rature communautaire ancienne lui vient de compilations du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce que personne ne songerait à lui reprocher s'il ne prétendait à tout prix à l'originalité d'une part, à l'exhaustivité de ses lectures d'autre part ; Prudhommeaux note en outre que Cabet ignorait l'anglais : ses contacts avec Owen par exemple eurent lieu en français.<sup>492</sup> En ce qui concerne Babeuf et Buonarroti, Prudhommeaux constate que ce sont eux qui ont gagné Cabet au communisme<sup>493</sup> et signale ailleurs que "Cabet ne pouvait se défendre d'une secrète jalousie à l'égard du Tribun [i.e. Babeuf]", auquel il avait beaucoup emprunté, mais "dont la popularité renaiss- ante parmi les travailleurs les plus exaltés compromettrait son espoir de voir se constituer en France un vaste parti communiste légalitaire qu'il avait espéré un

<sup>490</sup> CABET, *Toute la vérité*, p. 93-94.

<sup>491</sup> Cf. documents 16A, 22 et 25.

<sup>492</sup> PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur*, p. 140-141 et 137.

<sup>493</sup> PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur*, p. 139.

moment rallier autour de lui".<sup>494</sup> Cabet n'est donc pas crédible quand il dit n'avoir pas entendu parler de communauté avant son départ en exil, lui qui fréquenta Buonarroti, Teste, Voyer d'Argenson de 1831 à 1833 et qui faisait adopter en novembre 1833 avec d'Argenson le principe d'une enquête industrielle de la Société des droits de l'homme destinée à permettre l'organisation d'associations ouvrières.<sup>495</sup> On comprend que le rappel de Dezamy lui ait été désagréable, d'autant plus que Lebon faisait partie, avec Vignerte, Villain, Berrier-Fontaine, Grignon, Efrahem, etc. de ces "jeunes gens" et de ces "simples ouvriers" pour qui, s'ils n'étaient pas à sa dévotion, le républicain puis le communiste Cabet, très gérontocrate et bourgeois, nourrissait un solide mépris ;<sup>496</sup> jeunes gens et simples ouvriers qui dès 1832 faisaient opposition à la ligne modérée ou droitiste de Cavaignac et Cabet au sein des sociétés républicaines et à qui ce dernier fait allusion quand il écrit :

[...] je n'étais pas, au moment de mon exil, maudit par la masse des vrais démocrates et des vrais républicains, à moins qu'on ne considère comme seuls vrais démocrates et seuls vrais républicains une douzaine de jeunes gens qui se trouvaient alors détenus à Sainte-Pélagie comme instigateurs des Coalitions d'ouvriers.<sup>497</sup>

En outre, l'importance des *Aphorismes*, reconnue de mauvaise grâce dans la brochure de juillet 1842 contre Dezamy, est soulignée par Cabet lui-même en septembre de la même année dans une réplique à une brochure de Thoré cette fois ; Cabet, dressant une bibliographie "du Communisme moderne", assigne en effet la seconde place au *Aphorismes*, après le livre de Buonarroti et avant les publications de Laponneraye :

Quelques pages lithographiées, rédigées par *Lebon*, répandues en très petit nombre parmi les prisonniers de Sainte-Pélagie, en 1834, très peu connues, très rares, et contenant seulement quelques principes.<sup>498</sup>

Les informations, tant techniques que de contenu ou d'origine supposée,<sup>499</sup> données par Cabet dans ces deux passages permettent d'identifier deux pièces anonymes saisies en mai 1835 chez le typographe Henri Stévenot comme faisant

494 PRUDHOMMEAUX, "Babeuf jugé par un communiste", p. 130.

495 PERREUX, p. 293-294.

496 CABET, *Réfutation des doctrines de l'Atelier*, p. 23, 25. La réponse de Cabet, du 25 août 1840, aux critiques de Savary sur l'appréciation de Babeuf et des babouvistes par Cabet (cf. document 25), est symptomatique des rapports entretenus par ce dernier avec les ouvriers non cabélistes : "Vous me dites que vous êtes un prolétaire non littéraire, inculte, inhabile. Je n'en accueillerais qu'avec plus de bienveillance vos observations si vous les présentiez avec la réserve qu'exige un pareil aveu." (in PRUDHOMMEAUX, "Babeuf jugé par un communiste", p. 140).

497 CABET, *Toute la vérité*, p. 90.

498 CABET, *Le Démocrate*, p. 2.

499 A savoir qu'il s'agit d'un ouvrage : 1) par livraisons, sous forme de tracts anonymes lithographiés, sur demi-feuilles ; 2) à caractère exclusivement théorique ; 3) attribué à "un homme âgé" plutôt qu'à "un jeune homme" (Lebon avait alors vingt-six ans). Sur la rédaction, la datation et la transmission des *Aphorismes* cf. l'introduction au document 11.

partie des *Aphorismes* de Lebon, pièces qui sont dans la droite ligne des considérations théoriques contenues dans la *Conspiration* de Buonarroti ou dans la *Boutade* de Voyer d'Argenson.<sup>500</sup> En outre, les indications approximatives de Cabet sur la date de parution, jointes à ce qu'on sait de l'emprisonnement de Lebon et à l'absence dans ces textes de toute allusion au soulèvement républicain d'avril, permettent une datation approximative à janvier-mars 1834. Il s'agit là de documents particulièrement remarquables dans le développement de la pensée néo-babouviste, qui sont à considérer comme un support de cette "propagation orale" dont parle Thoré, et dont on peut penser qu'ils ne sont pas étrangers aux réflexions théoriques de Theodor Schuster dans ses *Gedanken eines Republikaners*. Lebon y traite du salaire, des rapports de la nature et de l'industrie humaine, des valeurs créées par le travail,<sup>501</sup> de la terre, de l'industrie et de la culture intellectuelle considérées comme "capital social", etc. ; idées qui font date, même si elles ne permettent pas d'affirmer comme on le trouve si souvent écrit – et sans référence aux réflexions de Lebon – que 1834 marque la naissance du néo-babouvisme.<sup>502</sup> Etant donné la qualité de ces pièces et leur rareté, déjà soulignée en 1842, on les trouvera reproduites *in extenso* dans le second volume de cette étude.<sup>503</sup>

### Egalitaire

En ce qui concerne la naissance du mouvement communiste en tant qu'organisation, le baron Girod de l'Ain, rapporteur à la Cour des pairs lors de l'attentat de Marius Darmès contre Louis-Philippe (15 octobre 1840), en fait l'historique suivant :

A la suite de l'insurrection de mai 1839, provoquée par la société *des Saisons*, cette société, qui avait succédé à celle *des Droits de l'homme* [et à celle *des Familles*] se trouva désorganisée par la condamnation ou la fuite de ses principaux chefs ; mais les sectionnaires dispersés ne tardèrent pas à se rallier et à s'occuper de reconstruire une société nouvelle avec les débris de l'ancienne, sous le nom de société *Communautaire* ou *Communiste*. Cette forme fut choisie pour se rapprocher davantage de

500 VOYER D'ARGENSON, *Boutade* (1833). Une traduction en parut en allemand dès 1834 à Strasbourg sous le titre *Unwille eines von volksthümlichem Geiste beseelten Reichen* (in RÜCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 240-244), traduction qui avec celles d'autres pièces de la Société des droits de l'homme est un des signes de l'activité de l'importante section strasbourgeoise de cette société. Petit-fils et petit-neveu de ministres de Louis XV, préfet, puis en disgrâce sous Napoléon comme sous Louis XVIII qui essayèrent sans succès de s'attacher à la fois un nom prestigieux et un excellent serviteur de l'Etat, Voyer d'Argenson (1771-1842) hébergea le vieux Buonarroti d'août 1830 à sa mort en 1837. Cf. "Mort de Voyer d'Argenson", in *La Fraternité*, Paris, août 1842, n° 16, p. 82 : "La France et le parti Communiste viennent de faire une perte immense : Voyer d'Argenson est mort le 1<sup>er</sup> de ce mois." *L'Almanach icarien pour 1843* lui consacre également un assez long article, de BONNIAS.

501 Ce sont les thèmes de VOYER D'ARGENSON, *Boutade*.

la classe ouvrière, et exercer sur elle une action plus énergique en la séduisant par l'appât d'un partage égal et immédiat des biens et de toutes les jouissances sociales [...].<sup>504</sup> L'idée de ce plan semble remonter à une époque antérieure. Déjà en 1835, des écrits communistes avaient été saisis par suite d'information judiciaire.<sup>505</sup> et, dans le quatrième numéro de *L'Homme libre*, faisant suite au *Moniteur républicain*,<sup>506</sup> et saisi le 29 septembre 1838, on lisait : "Nous demandons enfin la com-

502 C'est à Cabet, qui l'a répété inlassablement de 1840 à 1847 (ainsi CABET, *Ma ligne droite*, p. 41 ; *Toute la vérité*, p. 40-41 ; *Salut*, p. 10, etc.), qu'on doit cette datation arbitraire de l'apparition du néo-babouvisme à 1834. Les raisons en sont vraisemblablement d'une part que 1834 représente personnellement pour Cabet une date charnière, celle de son exil et de sa conversion à l'idée communiste ; d'autre part son opposition ultérieure aux sociétés secrètes, aux organisations ouvrières non "icariennes" comme aux soulèvements armés, lui fait "oublier" l'existence et l'importance de la Charbonnerie (dont il avait jadis fait partie), de la propagande égalitaire à la Société des amis du peuple dès 1830, puis à celle des Droits de l'homme, le soulèvement lyonnais de novembre 1831, les organisations ouvrières de 1832-1833, etc. Un rapport de la préfecture de police sur le communisme, du 5 juin 1845, constate à l'encontre de ce que dit Cabet : "Dès l'année 1831, l'école communiste comptait en France des adhérents, sorte d'hommes qui cherchaient à compléter les idées républicaines par le Saint-Simonisme et qui rencontraient le Babouvisme." ("Renseignements", in GRANDJONC, "Les émigrés", p. 171 ; cf. également note 482). C'est cette légende cabétiste de la naissance du néo-babouvisme en 1834 (ou 1835) que colporte STEIN, *Der Socialismus*, p. 398, 402, etc. ; puis à sa suite WERMUTH/STIEBER, vol. 1, p. 7, qui augmentent la confusion en faisant arriver Buonarroti à Paris en 1835, en faisant paraître la *Conspiration pour l'Égalité* en 1837 et qui enrôlent le journal officiel de la monarchie, le *Moniteur universel*, dans les rangs des périodiques communistes, etc. ; galimatias qu'il arrive encore de trouver chez des historiens actuels, ainsi RIHS, *L'École des jeunes hégéliens*, p. 361.

503 Documents 11A et 11B. Après leur identification au cours de cette étude, ces pièces ont été rééditées dans la série *Les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle 1834-1848*, vol. 12.

504 Tout ce qui précède est extrait d'un rapport du préfet de police au procureur général en date du 19 octobre 1840 et intitulé "Note sur l'organisation de la société secrète qui prend le titre de *Société des Communistes*" (AN : CC 772). Girod de l'Ain l'utilise sans préciser sa source.

505 Les documents auxquels Girod fait allusion, saisis le 25 mai 1835 au domicile du typographe Henri Stévenot, ont été joints en 1840 aux pièces du procès Darmès (AN : CC 772), où ils figurent accompagnés de la notice suivante : "Cette cote contient deux réquisitoires extraits de la procédure suivie en juin 1835 contre les n[omm]és Stévenot et autres poursuivis dès cette époque comme faisant partie d'une société communiste." Le qualificatif de *communiste* n'apparaît en 1835 ni dans les documents saisis ni dans les interrogatoires, mais seulement dans la procédure (cf. document 13).

506 Sur *L'Homme libre* et *Le Moniteur républicain* et sur leur intérêt politique cf. POZZI. Du *Moniteur républicain*, dont le premier numéro portait la date du 3 frimaire an XLVI (24 novembre 1837), il parut huit numéros, approximativement un par mois jusqu'en juillet 1838. Seuls les numéros 1, 3, 6 et 8 sont conservés dans l'unique collection connue (BN), désormais reproduits in *Les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle 1834-1848*, vol. 12. *L'Homme libre* faisait suite au *Moniteur républicain* : il en parut quatre numéros en août-septembre 1838, les trois premiers clandestinement, le quatrième saisi au domicile de Fombertaux (ou Fombertaut). Malgré les recher-

munauté telle ou à peu près telle que l'a comprise Babeuf... Nous remplirons un devoir en détruisant de fond en comble l'édifice social pour l'élever ensuite sur de nouvelles bases... Le temps approche où le peuple exigera, les armes à la main, que ses biens lui soient restitués, car la plus grande partie de ce que le riche possède n'est que le fruit de la rapine... La terre doit appartenir à tout le monde... ceux qui ne possèdent rien ont été volés par ceux qui possèdent"...<sup>507</sup>

Or en 1834-1835, alors qu'ils étaient encore à Sainte-Pélagie, un certain nombre de dirigeants de la Société des droits de l'homme dissoute, Vignerte, Berrier-Fontaine, Lebon, François Delente, Jacques Chilmann d'une part, Xavier Sauriac, Arthur-James Beaumont<sup>508</sup> de l'autre (à supposer qu'il n'aient pas agi de concert) avaient jeté les bases d'une ou plusieurs nouvelles sociétés républicaines, secrètes cela va de soi, ayant ou non une couverture légale anodine, et qui prirent ou à qui on donna le nom soit de Phalanges démocratiques soit de Légions révolutionnaires.<sup>509</sup> Il reste de ces projets une trace imprimée, inconnue jusqu'ici, qui atteste en outre l'usage du terme "égalitaire" chez les républicains et néo-babouvistes dès le milieu des années trente : il s'agit du prospectus pour un périodique, *L'Égalitaire. Journal des mécontents*,<sup>510</sup> prospectus publié depuis Sainte-Pélagie par Sauriac et Beaumont en avril 1835 et saisi le mois suivant avec les *Aphorismes* de Lebon au domicile de Stévenot. Cet emploi d'"égalitaire" est anté-

ches indépendantes les unes des autres, de Regina Pozzi, de Léon Centner, de Waltraud Seidel-Höppner et de moi-même, aucun numéro n'a pu en être retrouvé. A ma connaissance toutes les citations de *L'Homme libre* utilisées dans la littérature sont empruntées aux rapports de MÉRILHOU et de GIROD, au *Moniteur universel* et à la *Gazette des tribunaux*. Cinq personnes - Boudin, Fombertaut, Guillemain, Le Comte et Joigneau - furent poursuivies pour les deux publications à la fois et condamnées chacune à cinq ans de prison et cinq ans de surveillance, cf. *Arrêt rendu par la cour d'assises de la Seine*.

Outre les accusés dans l'affaire des deux journaux, comparurent le 29 novembre 1839 au titre du seul *Moniteur républicain* trois autres accusés, Vilcoq, Joseph Béchet et Jules Allard, devant les assises de la Seine : le dernier fut acquitté, Béchet condamné à cinq ans de prison et autant de surveillance, Vilcoq à neuf ans de détention et 10 000 francs d'amende (cf. *La Propagande*, [n° 2], novembre 1839, p. 4/III). En octobre 1841 un autre inculpé, Zéphir-Zacharie Seigneurgens, était encore poursuivi (et acquitté) pour sa participation à la publication du journal (qu'il nie farouchement), ce qui lui donne d'ailleurs l'occasion de faire une longue profession de foi communiste (cf. SEIGNEURGENS).

507 GIROD, p. 54-55.

508 La plupart de ces hommes sont répertoriés dans MAITRON, *Dictionnaire*. Sur Arthur-James (dit Jacques) Beaumont, médecin anglo-américain toujours considéré comme Français dans la littérature sur la Société des droits de l'homme, dont il fut membre directeur, et qui avait choisi O'Connell comme défenseur devant la Cour des pairs, cf. l'introduction au document 12.

509 L'appellation de "Phalanges démocratiques" est tout à fait dans la tradition buonarrotienne (cf. KUYPERS) ; celle de "Légions révolutionnaires" est transmise selon le témoignage du préfet de police Gisquet (cf. PERREUX, p. 357-359).

510 Cf. document 12. Après identification pour cette étude, réédité in *Les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle 1834-1848*, vol. 12.

rieur de cinq ans à la date couramment admise de 1840 par référence à un autre périodique, de Théodore Dezamy cette fois, *L'Égalitaire. Journal de l'organisation sociale*,<sup>511</sup> le terme est d'ailleurs d'usage écrit courant chez les néo-babouvistes dès 1838 comme en témoigne *l'Histoire de la Révolution française* de Laponneraye.<sup>512</sup> Mais cet emploi de 1835, s'il date l'usage du terme, n'est pas le premier : on trouve en effet "égalitaire" dès 1796 dans une brochure de Mallet Du Pan publiée à Hambourg, où la Révolution française dans son ensemble est qualifiée d'"insurrection d'égalitaires",<sup>513</sup> cependant à cette date, la publication de Mallet ne pouvant entrer en France républicaine, les royalistes émigrés honnissent Mallet et ses propositions sur la nécessaire application des méthodes révolutionnaires à la guerre contre-révolutionnaire, le terme ne fut pas reçu, pas plus, pour d'autres raisons, que "communiste/communisme" de Restif l'année suivante.

Pour revenir au prospectus de *L'Égalitaire* de 1835 : après avoir constaté comme loi de tendance la division de la société en deux classes antagonistes qu'ils nomment "Contens" et "Mécontens", Sauriac et Beaumont présentent un projet d'organisation et de cotisations pour la publication de *L'Égalitaire* qui semble bien n'être que la reconstitution clandestine sous une couverture encore légale (avant les lois de septembre 1835 sur la presse) de la Société des droits de l'homme. En effet, le but de "la chaîne d'actionnaires et d'abonnés"<sup>514</sup> théoriquement prévue pour soutenir le journal est l'éducation des prolétaires, avec comme visée plus lointaine une "réforme sociale" ou "réforme radicale" et non une simple "mutation de pouvoir",<sup>515</sup> en fait donc une révolution sociale. Pour ce faire Sauriac et Beaumont proposent que "les mécontens [...] établissent entre eux une sorte de hiérarchie" comportant un administrateur général à Paris, un receveur général par département, un receveur particulier par arrondissement, un percepteur par canton et un collecteur par commune, ajoutant "qu'on ne s'effraie point surtout de l'idée d'association ! Ce que nous proposons ne saurait être envisagé comme tel."<sup>516</sup> Il ne faut pas cependant s'y tromper, car il suffit de changer les appellations proposées en celles de Familles, Saisons ou Ateliers pour situer politiquement le projet de Sauriac et

511 Pour la datation à 1840 cf. le *Petit Robert* ; en ce qui concerne Dezamy et ses publications, cf. les introductions aux documents 16B et 18.

512 LAPONNERAYE, *Histoire* (1838), vol. 1, p. 7, où il est question d'une "révolution profonde, radicale, égalitaire". Les passages similaires ou directement correspondants de son *Cours public* (1831-1833) ou de ses *Mélanges* (1835) portent encore des formules comme "substituer l'égalité à l'aristocratie et à l'exploitation".

513 MALLET DU PAN, *Correspondance politique*, p. XLIII : le passage est extrait de l'introduction, datée du 10 mars 1796 (à quelques semaines près les véritables égalitaires de la Révolution étaient arrêtés par le Directoire !). L'absence d'usage du terme entre 1796 et 1835 semble bien totale, du moins ne l'ai-je rencontré dans aucun des écrits de la période dépouillés pour cette étude ; et la contre-épreuve est fournie par Laponneraye qui n'use du terme qu'en 1838, après sa sortie de prison.

514 *L'Égalitaire* (1835), p. 4/l.

515 Dans l'ordre des citations, *L'Égalitaire*, p. 3/l et 2/l.

516 *L'Égalitaire*, p. 3/II-4/l.

de Beaumont. Il y a plus : étant donné la situation particulière des deux fondateurs, incarcérés à Sainte-Pélagie, les receveurs élus sont "priés de s'adresser au citoyen J.-B. BONNEFOND, rue Bergère, n° 7 bis, qui est chargé par nous de recevoir, et qui se trouve muni de nos quittances"<sup>517</sup> or, Jean-Baptiste Bonnefond, traiteur rue Bergère, était recherché par la police en 1839, puis condamné pour avoir reçu chez lui les dirigeants des Saisons avant le coup de main des 12 et 13 mai :<sup>518</sup> dans ces conditions l'hypothèse d'une société secrète sous le couvert du journal *L'Égalitaire* approche de la certitude. Ce fut d'ailleurs l'avis de la justice : l'instruction ouverte contre Stévenot, Quignot, Beaufour, etc. montre que le parquet considérait ces diverses entreprises comme autant d'essais de reconstitution des sociétés républicaines ; mais comme le notait le substitut Poinsoot dans son réquisitoire du 24 juillet 1835, si "les interrogatoires dans ce qu'ils expriment et dans ce qu'ils cachent" fournissaient la preuve morale de l'existence de pareilles sociétés, "la preuve juridique" n'en put être fournie par l'instruction.<sup>519</sup>

La filière de sortie des manuscrits républicains et néo-babouvistes de Sainte-Pélagie ayant été désorganisée une fois de plus par l'arrestation de Stévenot, le journal ne parut pas ; mais l'instruction consécutive nous vaut en 1835 l'emploi inattendu de "communiste" en son sens moderne par le substitut Poinsoot. Emploi inattendu du fait que le terme n'apparaît pas dans les documents saisis : on ne trouve en effet dans ces pièces que les formules courantes de "communauté", "égalité" ou "égalité réelle", "réforme/révolution sociale".<sup>520</sup> On peut donc penser que Poinsoot connaissait de par ses études le terme "communiste" en ses sens juridiques divers — tel que l'employait le Conseil d'Etat en 1834, tel que l'enseignait et le publiait Troplong en 1835 même —<sup>521</sup> et qu'il lui aurait fait subir le même glissement de sens que d'Hupay et Restif en 1785, à moins que le substitut Poinsoot n'ait été lecteur assidu de *Monsieur-Nicolas !* Le caractère de néologisme du présent emploi ressort du fait que dans les deux cas où il use du terme, Poinsoot se sent tenu de redoubler "communistes" par "radicaux", terme alors courant tant chez les intéressés que chez leurs adversaires pour désigner les partisans d'un bouleversement politique et social *radical*. En outre, et pour conclure sur ce point, l'usage de "communiste" par Poinsoot reste privé ou confidentiel, le réquisitoire où il apparaît étant destiné à l'usage interne du parquet. On peut voir une preuve que le terme ne connut alors aucune diffusion dans le fait que "communiste" n'apparaît en 1839 ni dans les pièces saisies chez les inculpés (dont ceux de 1835 à nouveau compromis), ni dans l'instruction, ni dans le procès consécutif à l'insurrection manquée du mois

517 *L'Égalitaire*, p. 4/II.

518 Cf. MAITRON, *Dictionnaire*. Bonnefond fut par la suite amnistié, en compagnie d'une soixantaine de condamnés politiques, par ordonnance du 4 octobre 1844 (cf. "L'amnistie", in *La Démocratie pacifique*, 8 octobre 1844, p. 2/m).

519 Cf. document 13 *in fine* et l'introduction à ce document.

520 Sur ces pièces cf. note 505.

521 Cf. documents 1F et 1G.

de mai, mais postérieurement à cette date seulement, pour être repris en 1840 par Girod de l'Ain alors que les communistes l'avaient déjà largement fait connaître par leurs écrits.

Quant aux divers projets d'organisation de Sauriac, Lebon, etc. il devait en résulter : premièrement, à Paris, la Société des familles puis la Société des saisons de Louis-Auguste Blanqui et d'Armand Barbès ; deuxièmement, à Londres, la Société démocratique française.

### Travailleurs égalitaires ou Communistes

Après la défaite de la Société des saisons en mai 1839, tandis que faisait son apparition le terme "babouvisme" pour caractériser la théorie des participants à ce soulèvement malheureux, l'organisation se reconstituait à Paris et en province, sans doute dès la fin de l'été ou au début de l'automne 1839 et ses membres se qualifiaient alors eux-mêmes de "communistes".

En ce qui concerne "babouvisme", encore absent en 1836 et 1839 aux articles "Babeuf" et "Egalité" de l'*Encyclopédie nouvelle* de Pierre Leroux et Jean Reynaud,<sup>522</sup> il n'apparaît à ma connaissance qu'en juillet 1839 où il est employé par Jacques-François Dupont dans sa défense de Barbès devant la Cour des pairs.<sup>523</sup> Le terme est repris et popularisé en novembre de la même année par Thoré à l'article "Babouvisme" qu'il rédige pour le *Dictionnaire politique* (où il apparaît une douzaine de fois), article qui est également publié dans le *Journal du peuple*.<sup>524</sup> Lahautière l'emploie à son tour en janvier 1840 dans sa brochure en réponse à Thoré.<sup>525</sup> À partir de cette date le terme fait partie du vocabulaire politique français.<sup>526</sup>

522 REYNAUD, "Babeuf", in LEROUX/REYNAUD, vol. 2 (livraisons de 1835, volume de 1836), p. 525-530 ; LEROUX, "Egalité", in LEROUX/REYNAUD, vol. 4 (deuxième édition, livraisons de 1839, volume de 1840), p. 609-656.

523 CABET, *Toute la vérité*, p. 40-41 : "dans le procès du 12 mai à la Cour des pairs, le défenseur de Barbès appela la doctrine de celui-ci et de ses co-accusés le *Babouvisme*". Le procès, ouvert les 11 et 12 juin par le rapport de Mévilhou, fut plaidé à partir du 28 par François Arago, Jacques-François Dupont, etc. pour Barbès, Martin Bernard et les autres inculpés (sur le déroulement du procès cf. ZÉVARS, *Une révolution manquée*). La *Gazette des tribunaux* du 9 juillet, n° 4316, p. 922/III, donne seulement un bref résumé de la plaidoirie de J.-F. Dupont dans laquelle ce dernier définit la position de Barbès comme découlant de "la doctrine de Babeuf". L'avocat Dupont, principal rédacteur de la *Revue républicaine* (1834-1835), puis éditeur avec Armand Marrast des *Fastes de la Révolution française* (1836), est, comme Th. Thoré ou Henry Celliez, un socialiste proche des néo-babouvistes. Il essayait dès 1834 de fonder scientifiquement le socialisme sur l'économie politique (cf. *Revue républicaine*, vol. 1, p. 1-52, 159-202 ; vol. 2, p. 30-55, 372-398).

524 Cf. document 15 et introduction à ce document.

525 Cf. document 16B.

526 LAROUSSE (1867) lui consacre une rubrique, démarquée de l'article de Thoré (à moins que ce dernier n'en soit l'auteur). FREY (1925), p. 167, qui traite en principe

Parallèlement se reconstituait l'organisation néo-babouviste en associations distinctes, semble-t-il, dont la plus importante (qui existait peut-être dès 1838 et aurait ainsi servi de lieu de ralliement) fut l'Association ou la Société des travailleurs égalitaires, dont la composition et la direction restent encore fort mal connues,<sup>527</sup> mais dont on possède les statuts. On peut supposer que des hommes comme Alexandre Martin (dit Albert ou l'ouvrier Albert), Savary, Stévenot, Wahry, Charavay,<sup>528</sup> etc. qui connaissaient bien leurs classiques du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution et firent par la suite partie des dirigeants communistes ouvriers, ne furent pas étrangers à ces nouvelles sociétés, que ce soit à leur création, à leur direction ou à la formation de leurs membres. En effet un homme aussi fruste que Marius Darmès était en mesure de déclarer fin 1840 lors d'un interrogatoire sur son emploi du temps le jour de l'attentat contre Louis-Philippe :

J'ai convoqué pour quatre heures mon tribunal révolutionnaire, composé de Rousseau, Mably et moi. Après avoir examiné la position de la France, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, je me suis décidé, armé et je suis parti.<sup>529</sup>

La Société des travailleurs égalitaires avait adopté (ou conservé) la structure des Saisons (c'est-à-dire de la Charbonnerie), en modifiant seulement le vocabulaire mais dans un sens remarquable : les anciennes dénominations de "semaines", "mois", "saisons", etc. avaient été remplacées par celles de "métiers", "ateliers", "fabriques", etc., ce qui soulignait le caractère ouvrier de la nouvelle société.<sup>530</sup> Il était précisé dans une profession de foi qui précédait les statuts : "le but auquel nous tendons est l'égalité réelle, réalisée au moyen de la communauté des biens",<sup>531</sup> et dans le formulaire de réception des nouveaux membres à la société apparaissait à deux reprises le terme "communiste", adjectif et substantif.<sup>532</sup> D'après Girod de l'Ain cette pièce non datée est de la seconde moitié de 1839 et a pour origine les sociétés secrètes néo-babouvistes. Ce dernier point étant évident au vu des documents, la datation pour sa part est doublement confirmée tant par l'absence du terme dans la langue écrite publiée jusque fin 1839 que par sa présence à partir de janvier 1840. En effet : l'absence de "communiste" des pièces et des débats du procès du soulèvement manqué de mai<sup>533</sup> comme des premiers articles de Thoré et

du vocabulaire français de 1789 à 1800, cite *babouvisme*, mais sans datation et seulement d'après LITTRÉ (1877).

527 Sur les problèmes posés par la connaissance de ces organisations, cf. le paragraphe "Le mouvement républicain et néo-babouviste en France" ci-dessus.

528 Cf. ces noms in MAITRON, *Dictionnaire*, et aux documents 13, 18, 24, 26, 27.

529 GIROD, p. 21. Il va de soi que les paroles de Darmès ont été reformulées ; peut seulement être considérée comme authentique la référence à Mably, Rousseau et au tribunal révolutionnaire, qui seule importe ici.

530 Les statuts en sont reproduits in GIROD, p. 63-69.

531 GIROD, p. 70. La formule est directement tirée du *Tribun du peuple* ou du *Manifeste des Egaux* reproduit par Buonarroti.

532 GIROD, p. 71 ; document 14A.

533 Si les pièces saisies sont antérieures au 12 mai, les réquisitoires, débats et comptes rendus vont de juin 1839 à janvier 1840.

Regnault pour le *Dictionnaire politique*, publié en livraisons à partir de l'automne 1839 par Duclerc et Pagnerre,<sup>534</sup> exclut son usage par les néo-babouvistes eux-mêmes jusqu'à l'été 1839 ainsi que par les publicistes démocrates, le parquet et toute la presse jusqu'à la fin de l'année ; en revanche, le premier usage – public, écrit et daté – de “communiste” par Cabet et Lahautière en janvier 1840<sup>535</sup> atteste l'emploi du terme, adjectif et substantif, antérieurement à cette date par les partisans de la communauté, mais dans un milieu suffisamment fermé ou secret pour que même un publiciste consciencieux, proche et bien informé comme Thoré (ou à un degré moindre Regnault) n'en ait pas encore eu connaissance. Ainsi, après les apparitions sporadiques et isolées de “communiste” au sens moderne en 1785, 1797 et 1835, la profession de foi des Travaillleurs égalitaires permet donc de dater du second semestre 1839 l'implantation définitive du terme en français.<sup>536</sup>

### Communiste et lexicographie

Cependant, les tribulations de “communiste”, commencées en ses sens anciens dès le XII<sup>e</sup> ou le XIII<sup>e</sup> siècle, ne sont pas terminées pour autant. Il faut distinguer ici le sort lexicographique fait au terme avant et après 1840, date charnière dans la diffusion du mot en son sens moderne.

534 DUCLERC/PAGNERRE, daté ordinairement de 1842 d'après sa parution en volume, commença à paraître en livraisons à partir de l'automne 1839. En ce qui concerne la période (fin 1839) et la terminologie qui nous intéressent ici, sont à considérer les dix premières livraisons, qui paraissent de la mi-septembre 1839 à janvier 1840 (cf. *Bibliographie de la France*, 14 septembre 1839, n° 37, p. 435 ; *Journal du peuple*, 15 septembre 1839, p. 2/III-IV). Elles contiennent les articles suivants : REGNAULT, “Association” (5<sup>e</sup> livraison, 5 novembre 1839), THORÉ, “Babouvisme” (6<sup>e</sup> livraison, 20 novembre 1839), REGNAULT, “Communauté” (10<sup>e</sup> livraison, 20 janvier 1840), où ne sont employés ni *communiste*, ni *communisme*, ni *communautaire*, et aucun de ces trois termes n'est représenté par une rubrique spéciale du *Dictionnaire politique*. Les deux premiers seront employés seulement in COURCELLE-SENEUIL, “Propriétés”, dans une livraison de 1841, à une date où ils étaient devenus d'usage courant.

535 [CABET], *Voyage et aventures*, vol. 2, p. 504 ; et LAHAUTIÈRE, *Réponse philosophique*, p. 8 ; documents 16A et 16B.

536 C'est par erreur que G. et H. BOURGIN, p. 83, sans référence, font naître les termes *communiate* et *communisme* en 1838 à Londres parmi les émigrés français de la Société démocratique française et les ouvriers allemands du Communistscher Arbeiter-Bildungs-Verein (qui n'existait pas encore) ; confusion analogue et datation inexacte de [MAYTRON, Note rédactionnelle], p. 32, qui de plus fait dériver le français *communiste* de l'allemand *Kommunist* non encore attesté. Autre source d'erreur : dans une lettre à son ami Pauthier, datée “1839” sans autre précision par l'éditeur J.-A. Langlois, P.-J. Proudhon écrit : “Les phalanstériens viennent à moi, les communistes enragent toujours, et je vais siffler notre Académie.” (PROUDHON, *Correspondance*, vol. 1, p. 81). Or il s'agit en fait d'un billet de juillet 1841, comme il apparaît des lettres du même volume, p. 341, 345, 352 sq.

Malgré l'existence de “communiste” en ses diverses variétés de sens dès avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ni Boiste et Bastien dans leur *Dictionnaire universel de la langue française* (1800) ni Louis-Sébastien Mercier dans son ouvrage qui aurait dû le recevoir, *Néologie ou Vocabulaire de mots nouveaux* (1801), ne relèvent le terme. Plus généralement, le premier à enregistrer le mot dans le plus récent de ses sens anciens, le sens juridique dérivé du Code civil, est Napoléon Landais avec son *Dictionnaire général* (1834) : “*communiste*, subst. et adj. des deux genres, terme de jurisprudence, celui, celle qui possède en *commun*, et qui par conséquent est copropriétaire”.<sup>537</sup> La notion de copropriété, qui date de 1750 environ et qui – si on fait abstraction de l'ancienne communauté de biens entre époux – découle à partir du XIX<sup>e</sup> siècle de la mise en forme juridique de la propriété bourgeoise, est inadéquate à définir “communiste” en ses premiers sens issus du mouvement communal médiéval et du système féodal en milieu rural.<sup>538</sup> La définition de Landais ayant été adoptée par Littré et même par les auteurs de dictionnaires qui, à la suite de Brunot, datent le terme de 1769,<sup>539</sup> on peut affirmer que jamais les sens originaux de “communiste”, qui sont d'une importance particulière pour son évolution historique et sémantique à partir de 1785, n'ont fait l'objet d'un relevé lexicographique.<sup>540</sup> Cependant les diverses significations anciennes du terme (ou la notion qu'il recouvre) étaient encore parfaitement présentes aux juristes du XIX<sup>e</sup> siècle qui avaient à traiter des litiges concernant les anciens droits de pacage, de défrutage, de bûcherage, etc. Ainsi l'arrêté du Conseil d'Etat de 1834 sur les droits coutumiers des habitants de Latude distingue-t-il entre “la qualité de communistes” et celle de “propriétaires, à titre personnel et privé”.<sup>541</sup> Ou plus nettement encore, Heinrich Marx (le père de Karl Marx), plaidant en 1828 contre l'Etat de Prusse pour les communautés rurales de la Marche de Thalfang dans le Hunsrück près Trèves, à propos de leur ancien droit de bûcherage, précise que, s'agissant de “droits antérieurs à la propriété”,<sup>542</sup> les dispositions du Code civil prussien, dérivé du Code Napoléon, ne leur sont pas applicables.

Avec la diffusion généralisée de “communiste” à partir de 1840 en son sens socio-politique moderne de partisan de la propriété commune des instruments de

537 Le terme *communier* (cf. note 47) au sens de copropriétaire est attesté dans TRÉVOUX (1771) et il est encore utilisé par VAUDORÉ, *Le Droit rural français* (1823), et par J.-B.-V. PROUDHON, *Traité des droits d'usufruit* (1824). *Communiste* en ce sens est d'ailleurs employé concurremment à *communier* par VAUDORÉ (cf. document 1E) ; après son enregistrement par LANDAIS en 1834 on le trouve couramment dans le commentaire de TROPLONG en 1835 (cf. documents 1F, 1G et 13).

538 Pour ces divers sens cf. chapitre I.

539 Ainsi WARTBURG ; BLOCH/WARTBURG ; DAUZAT/DUBOIS/MITTERAND.

540 Il faut en excepter BRUNOT lui-même, avec les réserves faites ci-dessus, et DUCANGE où le terme est resté lettre morte (cf. note 46).

541 Cf. document 1F.

542 L'expression utilisée par l'avocat est précise et forte : “Voreigentumsrechte” ; in MONZ, “Der Waldprozeß”, p. 409. Sur cette question, cf. plus généralement LAIS.



travail et de la gestion collective de la production, le terme devient partie intégrante du vocabulaire politique français – et allemand et anglais.<sup>543</sup> Pour ne citer que les grands dictionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, s'il manque encore dans la première édition de Richard (1842), il est présent dans la seconde (1845) et, tour à tour, Bescherelle (1845), Littré (1863), Larousse (1869), le dictionnaire de l'Académie (1878), Hatzfeld et Darmesteter (1900) l'enregistrent, les plus détaillés ou les plus prudents le qualifiant encore de néologisme. Le dictionnaire étymologique de la langue française de Gamillscheg par contre, tant dans sa première édition (1928) que dans la seconde (1969), publiées toutes deux à Heidelberg, ignore le terme sous toutes ses significations.

Dans son monumental dictionnaire étymologique de la langue française, Walter von Wartburg (1946) date "communiste" de 1840 et l'attribue à Cabet avec la brochure *Comment je suis communiste* ; Bestor (1948), ayant situé le terme dans le courant néo-babouviste, note simplement : "in 1840, finally, the new term was born".<sup>544</sup> Bloch et Wartburg (1950) le datent également de 1840. Les différentes éditions du Robert (1951 à 1977)<sup>545</sup> le donnent sans précision pour un terme de 1841, ainsi que Gason (1954) qui l'attribue, avec "communisme", à Lamennais. Malgré la mise au point de Desroche (1954) qui situe l'œuvre de Lamennais par rapport à "communiste" et "communisme" et fait table rase de l'article de Gason, les choses se compliquent par l'intervention de Dauzat (1954) qui, dans son supplément chronologique,<sup>546</sup> attribue sans référence exacte le premier usage de "communiste" aux *Paroles d'un croyant* de Lamennais, datant ainsi le terme de 1834. Dubois (1962), citant Dauzat, ajoute un emploi par Chateaubriand en 1836. L'une ou l'autre de ces datations et attributions font désormais partie des références couramment admises et citées.<sup>547</sup>

Que Cabet, qui fut un propagandiste communiste – ô combien ! – soit considéré comme le créateur du terme, voilà qui n'est pas pour surprendre, mais situer l'origine de "communiste" dans les *Paroles d'un croyant* ou dans les *Mémoires d'outre-tombe*, "voilà une étrange généalogie", comme dit Candide à son maître Pangloss... Le dépouillement de l'édition critique du manuscrit conservé des *Paroles d'un croyant*, accompagnée des variantes des vingt-trois éditions de l'ouvrage

<sup>543</sup> Pour l'allemand et l'anglais cf. les paragraphes correspondants au chapitre VI.

<sup>544</sup> BESTOR, "The Evolution", p. 279.

<sup>545</sup> Je fais référence pour certaines datations au dictionnaire abrégé dit le *Petit Robert* et non au ROBERT en six volumes et supplément (1951-1970). Cela tient à ce que c'est aux différentes éditions du *Petit Robert* (1957, 21973, 31977) que sont reportées les datations correspondant aux recherches les plus récentes (lettre de M<sup>me</sup> Edith Lançon, de la rédaction du dictionnaire "Le Robert", du 7 juin 1978).

<sup>546</sup> DAUZAT (1954), p. 793.

<sup>547</sup> BLOCH/WARTBURG (1954) donnent désormais 1834 (Lamennais) comme premier emploi de *communiste* ; de même DAUZAT/DUBOIS/MITTERAND (1964) ; mais DUBOIS (1962), JOURNET/PETIT/ROBERT (1965) et QUEMADA (1965), qui signalent cette date, prennent soin de souligner l'absence de référence chez DAUZAT.

parues du vivant de l'auteur,<sup>548</sup> permet seulement d'y constater l'absence du terme "communiste", qui n'est employé chez Lamennais qu'en 1841, postérieurement à "communisme", utilisé par lui dès octobre 1840 dans *Le Pays et le gouvernement*.<sup>549</sup> Il s'agit donc là d'un pur effet de contamination, soit dans la lecture des œuvres de Lamennais, soit même entre Landais et Lamennais. Quant à Chateaubriand et aux *Mémoires d'outre-tombe*, qu'il suffise de constater, en premier lieu, qu'il n'existe pas de manuscrit de 1836 ; ensuite, que cet ouvrage considérable parut en 1849 seulement, après mainte révision du manuscrit ; par conséquent que la citation, empruntée à la rédaction définitive publiée, n'est pas probante quant à l'état du manuscrit une douzaine d'années auparavant.<sup>550</sup>

### Communautaire et communitaire

Parallèlement à l'activité politique sourde, mais linguistique retentissante des Travailleurs égalitaires à Paris et en province, on doit à la Société démocratique française à Londres en novembre de la même année 1839 le premier emploi connu du terme "communautaire" et deux mois plus tard à Etienne Cabet celui de "communitaire", un doublet qui ne s'est pas maintenu.

Lors de l'évasion du 12 juillet 1835, les vingt-cinq accusés du procès d'Avril en fuite (24 Parisiens et le Marseillais Jacques Imbert) gagnèrent d'abord la Belgique où un certain nombre put s'établir ; d'autres, jugés indésirables, tels Berrier-Fontaine, Cavaignac, Chilmann, Jacques Fourmier, Auguste Guinard, François

<sup>548</sup> Cf. LE HIR, *Les Paroles d'un croyant de Lamennais* (1949). L'examen était d'autant plus nécessaire que, la brochure de Lamennais ayant été traduite en allemand dans les semaines qui suivirent sa publication originale, on aurait dû trouver le terme allemand sous la plume de Börne dès le mois de juin 1834. Il n'en est rien naturellement.

<sup>549</sup> Cf. note 772.

<sup>550</sup> S'il est possible selon Levailant, dans son édition critique de CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, vol. 1, p. XL, que le chapitre XIX, 9 ait été mis en chantier en 1836, la description qu'il donne (vol. 1, p. LXXVII sq.) des quatre manuscrits existants des *Mémoires* (1834, 1840-1841, 1847 et 1847-1848) interdit toute conclusion sur l'emploi ou le non-emploi d'un terme quelconque pour 1836. *Communiste*, absent du manuscrit de 1834, pourrait éventuellement apparaître dans celui de 1840-1841, mais n'y serait déjà plus probant. Le passage en question est d'ailleurs suffisamment parlant. Chateaubriand écrit que Bonaparte "en voulait à quiconque était plus favorisé que lui de la fortune : dans l'âme de l'homme pour qui les trésors des nations allaient s'épuiser, on surprenait des mouvements de haine que les communistes et les prolétaires manifestent à cette heure contre les riches." (vol. 2, p. 320). La relative, dernière partie de la phrase, est évidemment une correction ou un ajout du dernier état du manuscrit, le seul qu'on possède pour ce passage, paraphé par l'auteur en décembre 1846 (cf. vol. 1, p. LXXX), "à cette heure" où Chateaubriand pouvait constater sans peine l'existence de ces communistes et prolétaires qui lui permettent une belle chute littéraire ; elle ne date assurément pas de 1836 alors que les prolétaires ne se disaient pas encore communistes.

Landolphe, Napoléon Lebon, Armand Marrast, Philippe Rozières, Jean-Jacques Vignerte, Joseph Villain durent poursuivre sur Londres<sup>551</sup> où ils retrouvèrent des exilés de la Restauration comme Nicolas Thiéry ou de la monarchie de Juillet comme Etienne Cabet.<sup>552</sup> Ils y fondèrent, peu après leur arrivée sans doute, une association, club ou comité, connu à partir de l'automne 1839 sous le nom de Société démocratique française,<sup>553</sup> qui se réunissait, dès l'origine et jusqu'en 1845, dans une taverne du quartier populaire de West End, au Red Lion, et qui s'accrut au cours des années jusqu'en février 1848 de l'arrivée successive d'évadés, d'exilés volontaires, de voyageurs et de mouchards, ainsi que d'étrangers. En 1840 par exemple Girod de l'Ain déclare de l'association qu'il s'agit d'une "société composée en grande partie d'individus condamnés ou impliqués dans les procès d'avril 1834 et mai 1839",<sup>554</sup> ce qui est pour une large partie vérifié : évadés de 1835, évadés de 1836 (comme Léonard-Jacques-Clément Thomas, le futur rédacteur du *National*), fugitifs de mai et d'octobre 1839 (affaire de la "machine infernale" de la rue Montpensier), évadés de 1840, etc. Il faut y ajouter des amnistiés de 1837 soumis à la haute surveillance de la police qui préférèrent quitter momentanément la France,<sup>555</sup> des artisans, des ouvriers ; parmi les voyageurs qui prirent contact avec la Société,

551 Sur ces divers républicains en exil et leurs déplacements cf. SAINT-FERRÉOL ; DES-SAL ; WOUTERS. Ce dernier rassemble nombre de documents de surveillance des Français par la police belge. Les archives des principales villes portuaires françaises (Le Havre, Boulogne, Calais, etc.) donnent des renseignements intéressants sur les diverses évasions, mais les fugitifs eux-mêmes évitèrent en général la voie maritime française particulièrement surveillée.

552 Sur Nicolas Thiéry cf. MAITRON, *Dictionnaire*. Cabet pour sa part s'était d'abord réfugié en mars 1834 à Bruxelles où l'hébergea l'avocat républicain, ancien membre du Gouvernement provisoire belge en 1830, Alexandre-J.-C. Gendebien (1789-1869) ; il fut expulsé de Belgique par arrêté royal du 14 avril 1834 et se rendit à Londres où il arriva début mai (cf. expédition et copie de l'arrêté d'expulsion : HSG Amsterdam, Archief Cabet ; PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur*, p. 98 ; JOHNSON, *Utopian Communism*, p. 41-42).

553 L'existence de la Société démocratique française de Londres est attestée très tôt et de diverses sources. GARNIER (1852), p. 6, écrit : "Cavaignac organisirte bald nach seiner Ankunft in London einen Diskutirkclub, welcher einnal die Woche in einem Publikhaus in der Nähe der Regent-Strasse [sic] zusammenkam, wo zufälligerweise auch die oben erwähnte 'deutsche Gesellschaft' [von Garnier selbst und Kombis] sich in der Woche einnal versammelte." Le renseignement de Joseph Heinrich Garnier, qui n'est pas toujours une source très sûre, est ici cependant crédible en raison du lieu de réunion commun aux deux sociétés ; il est confirmé en outre par JÄGER (vol. 1, p. 105-110 ; vol. 2, p. 37-40), qui atteste l'existence d'une telle société française au cours de l'hiver 1836-1837, ainsi que par le commissaire de police d'Anvers chargé de la surveillance des républicains, qui parle dans son rapport du 20 octobre 1836 de l'activité du "comité républicain" animé par Godefroy Cavaignac comme d'un fait déjà connu (WOUTERS, vol. 1, p. 173). Sur le fonctionnement et l'activité de la SDF, cf. l'introduction au document 14B.

554 GIROD, p. 73.

555 Cf. JÄGER, vol. 2, p. 37.

on peut relever Flora Tristan en 1839, Guinard en 1846, rentré en France et devenu rédacteur à *La Réforme*.<sup>556</sup> En ce qui concerne les mouchards, Delahodde fut certainement en contact avec la Société démocratique française, et Michelot en fut membre puis président à partir de 1845.<sup>557</sup> Les principaux contacts entre démocrates français et étrangers à Londres eurent lieu d'abord avec les Allemands de la Deutsche Demokratische Gesellschaft (appelée par la suite Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein), fondée par Schapper en février 1840 avec l'aide de dirigeants de la Société démocratique française ; le phénomène d'osmose fut tel que Carl Schapper présida la Société démocratique française toute l'année 1844 et qu'il fut officiellement question de fusion des deux sociétés en 1847.<sup>558</sup> Les autres contacts eurent lieu surtout avec les chartistes et aboutirent à la fondation des Fraternal Democrats en septembre 1845.

Sans doute à la suite de l'échec du soulèvement de mai 1839 et de l'apport de nouveaux venus de France, la Société démocratique française nomma à l'automne une commission<sup>559</sup> chargée de préparer un *Rapport sur les mesures à prendre et les moyens à employer pour mettre la France dans une voie révolutionnaire, le lendemain d'une insurrection victorieuse effectuée dans son sein* ; le titre est assez parlant. Dans la séance du 18 novembre 1839 la commission présenta son rapport, dont les idées et les opinions, comme le déclaraient les auteurs, "sont toutes marquées au coin du système communautaire".<sup>560</sup> Le rapport définitif en un préambule et dix-huit questions/réponses fut adopté au bout de dix mois de débats hebdomadaires le 14 septembre 1840 et aussitôt imprimé pour être diffusé<sup>561</sup> parmi les

556 Cf. TRISTAN, *Promenades*, p. 27. Pour ce qui est de la visite de Guinard, cf. GRANDJONC, "Les émigrés", p. 210.

557 A propos de Delahodde, cf. l'introduction au document 14B.

558 Sur la Deutsche Demokratische Gesellschaft, cf. GRANDJONC/KÖNIG/ROY-JACQUEMART. En ce qui concerne le rapprochement entre les deux sociétés, NETTLAU, "Marxanalekten", p. 392, donne par erreur la fusion pour un fait accompli en avril-mai 1847. Or la correspondance entre Berrier-Fontaine et Cabet d'avril 1847 à février 1848 (BHVP : Ms 1052, Papiers Cabet) prouve que la SDF continua d'exister séparément jusqu'au retour en France de ses principaux membres en février-mars 1848 (cf. GRANDJONC, "Neu-Germanien", note 43).

559 La commission fut nommée le 4 novembre 1839, cf. *Rapport sur les mesures à prendre*, p. 3. On ignore de façon assurée qui en faisait partie.

560 *Rapport sur les mesures à prendre*, p. 4 ; document 14B. Cet emploi de *communautaire* en 1839 est antérieur aux datations données ordinairement : LITTRÉ (*Supplément* 1877) le cite d'après le *Journal officiel* de 1872 ; WARTBURG ne l'a pas relevé avant son apparition dans LAROUSSE (1869) ; DAUZAT/DUBOIS/MITTERAND le datent de 1842, la référence étant donnée dans DUBOIS (1962), p. 263, à savoir : CABET, *Propagande communiste*, p. 8 ; enfin BESTOR, "The Evolution", p. 280-281, le date de 1840, selon lui dans le journal *Le Communautaire*, qui ne parut en réalité qu'en juillet 1841.

561 La SDF siégeait en formation politique tous les lundis soir ; dans les années quarante d'autres soirées de la semaine étaient réservées, sur le modèle du CABV, à l'instruction ouvrière. Sur la diffusion du *Rapport sur les mesures à prendre*, on se

républicains français et étrangers à Londres, à Bruxelles, à Paris – où la police en saisissait des exemplaires dès février 1841. Etant donné le retour en France de Cabet depuis la fin mars 1839 d'une part,<sup>562</sup> d'autre part l'opposition de Cavaignac à toute idée de communauté, au babouvisme puis au communisme,<sup>563</sup> c'est au groupe de Lebon, Vignerte, Berrier-Fontaine,<sup>564</sup> Chillmann et peut-être Villain et Imbert, consultés depuis Bruxelles ou venus assister à Londres à certaines séances de travail, qu'il faut attribuer la rédaction du *Rapport*, ceci pour des raisons autant théoriques que pratiques. En ce qui concerne ce dernier point, les moyens de locomotion entre Londres et Bruxelles sont dès cette époque rapides et faciles et les relations entre exilés français, polonais, italiens et allemands très courantes d'une ville à l'autre par Ostende ou Anvers.<sup>565</sup> Or l'importance que Jacques Imbert attribue encore en 1847 et 1849 à ce document<sup>566</sup> montre assez qu'il participa d'une façon ou d'une autre à son élaboration. Un passage de sa lettre du 24 novembre 1849 à Ledru-Rollin reprend d'ailleurs l'idée néo-babouviste et blanquiste de la nécessaire dictature provisoire dans l'état d'ignorance politique de la société :

Le vote universel nous a chassés, le vote universel nous ramènera. Combien nous regrettons maintenant que le gouvernement provisoire ait voulu consulter le peuple avant que celui-ci n'ait été éclairé sur l'usage qu'il devait faire de son vote !<sup>567</sup>

Il faut d'ailleurs ajouter au nombre, sinon des rédacteurs, du moins des participants aux discussions quelques Allemands, dont Carl Schapper, qui entretint des relations avec la Société démocratique française dès son arrivée à Londres fin novembre 1839 et qui était acquis aux théories de la communauté des biens au plus tard en 1838.<sup>568</sup>

reportera à l'introduction du document 14B.

562 L'exil légal de Cabet venait à expiration le 28 mars 1839 (cf. JOHNSON, *Utopian Communism*, p. 62) : il rentra courant avril à Paris et ses ennemis politiques royalistes essayèrent de le faire impliquer dans le soulèvement des 12 et 13 mai (cf. sa réplique du 18 mai in *Le Journal du peuple*, n° 20 du 19 mai 1839, p. 3/II).

563 Cf. par exemple les articles de Cavaignac (signés G.C.) publiés dans *Le National* de mai à juillet 1839 sur le mouvement chartiste qu'il considère comme le prolongement pur et simple du mouvement démocratique bourgeois. Plus clairement encore Cavaignac prend parti contre le communisme dans un article du *Journal du peuple* du 5 septembre 1841, n° 104, p. 3/III-4/III, dans lequel il accuse Louis de Carné, de la RDM, de calomnies pour avoir intentionnellement confondu "le parti démocratique" de Cavaignac, Dupoty, Ledru-Rollin, etc. "et l'école communiste" (p. 4/I).

564 Sur l'activité de Lebon cf. l'introduction au document 11. Berrier-Fontaine devait diriger la SDF de 1840 à 1844 environ et mener à ce titre les discussions entre Cabet et les Londoniens sur le communisme et les plans d'émigration de Cabet (cf. LEHNING, "Discussions à Londres", et GRANDJONC, "Nou-Germanien") ; jusque'en 1848 il reste l'orateur le plus écouté de la SDF et le partenaire privilégié de Cabet.

565 Cf. GLOSSY, vol. 1, p. 159, où un confident du bureau de renseignement de Metternich note en 1839 : "Belgien ist jetzt in Beziehung auf Flüchtlinge das, was die Schweiz im Jahre 1836 war." Sur l'importance de la Belgique comme plaque tournante européenne dès cette époque cf. ANDRÉAS, *Verhaftung*.

566 Cf. l'introduction au document 14B.

567 Lettre citée in DUPONT, p. 310.

Pour ce qui est des théories sociales et politiques contenues dans le *Rapport*, la filiation est évidente d'une part avec les *Aphorismes* de Lebon en ce qui concerne l'idéologie communautaire,<sup>569</sup> d'autre part avec la théorie néo-babouviste et blanquiste de la prise du pouvoir, déjà attestée dans un document de Quignot antérieur de plusieurs années. Parmi les pièces saisies chez ce dernier et conservées avec les documents de Stévenot se trouve de la main de Quignot un fragment de questions/réponses, daté du 9 août 1834, particulièrement intéressant pour l'histoire des sociétés néo-babouvistes sous la monarchie de Juillet :<sup>570</sup>

*Question.* Après le succès de nos armes, quelles seront les mesures révolutionnaires à prendre ? Organiserons-nous la révolution au moyen d'une dictature provisoire ? Le dictateur tiendra-t-il ses fonctions de la nécessité ou de la nation régulièrement consultée ? Dans ce dernier cas, quelles seraient la nature et l'étendue des pouvoirs du dictateur ?

*Réponse.* Il est incontestable qu'après une révolution opérée au profit de nos idées, il devra être créé un pouvoir dictatorial avec mission de diriger le mouvement révolutionnaire. Il puisera nécessairement son droit et sa force dans l'assentiment de la population armée qui, agissant dans un but d'intérêt général, de progrès humanitaire, représentera bien évidemment la volonté éclairée de la grande majorité de la nation. [...]

On ne peut même plus parler de parenté entre ce questionnaire de 1834 et le *Rapport sur les mesures à prendre* de 1839-1840 car il s'agit en fait de la même chose, sous forme fragmentaire dans le premier cas, complète et subdivisée en dix-huit séries de questions/réponses précises dans le second.<sup>571</sup> Outre la prise du pouvoir et son organisation révolutionnaire, le *Rapport* prévoit également les moyens de formation et de culture populaires : clubs, théâtres, journaux, fêtes, etc. Les rapporteurs notent par exemple que s'ils n'ont "pas créé pour les *Clubs* une question spéciale", c'est que "la formation des clubs nous a paru tellement dans la nature des choses que nous n'avons pas pu imaginer qu'elle ne pourrait pas s'effectuer", et ils reviennent sur ce point au chapitre des "moyens à employer pour diriger l'opinion publique".<sup>572</sup> De même écrivent-ils que

568 Sur Schapper et la Société démocratique française, cf. le paragraphe "Les Allemands de Genève, de Londres et de Paris" au chapitre VI.

569 Il suffit de comparer l'extrait du *Rapport sur les mesures à prendre* donné au document 14B et LEBON, *Aphorismes*, reproduits en 11A et 11B, pour se convaincre de la parenté de la théorie communautaire – "la participation de tous à tout" – entre l'un et l'autre document.

570 Parmi les documents actuellement conservés dans la liasse "Sociétés communistes" (AN : CC 772) se trouvent non seulement des pièces saisies chez Stévenot (cf. note 505) mais aussi chez Quignot (cf. document 13), le parquet ayant essayé en 1835 d'amalgamer les deux affaires, sans succès d'ailleurs, les deux groupes ayant sans doute fonctionné selon le principe du cloisonnement strict de la Charbonnerie.

571 Le document Quignot a été publié, sans date ni référence, par FRANCK-CARRÉ, *Réquisitoire* (1840), 2<sup>e</sup> série, p. 20-22, et utilisé comme pièce à charge contre les accusés de mai 1839. On y notera au passage l'emploi de l'adjectif *humanitaire*. Sur la parenté d'un questionnaire allemand établi à Paris en 1838 cf. note 627.

[...] *les Théâtres*, dont il faudra changer entièrement la nature actuelle, pour la remplacer par une destination toute du moment, seront un des moyens les plus puissants pour lui faire embrasser [au peuple] avec ardeur la cause révolutionnaire, parce que dans leur sein, il y a non-seulement la parole, mais encore l'action qui agissent sur lui.<sup>573</sup>

On peut constater à ces quelques traits que le *Rapport sur les mesures à prendre des exilés néo-babouvistes* à Londres représente non seulement la charte du parti communiste révolutionnaire<sup>574</sup> dans les années quarante, le "Manifeste des Communistes" comme le nomme en 1841 un des collaborateurs de *La Phalange*<sup>575</sup>, mais qu'il contient aussi une vision saisissante et réaliste des événements de février à juin 1848.

C'est, en revanche, dans l'ouvrage de référence du parti communiste légaliste,<sup>574</sup> le *Voyage en Icarie* de Cabet, qu'on trouve la création et le premier emploi de l'adjectif "communitaire" qui ne se maintiendra pas en raison de la concurrence de "communiste" et de "communautaire". Le terme apparaît deux fois seulement dans tout l'ouvrage,<sup>576</sup> dans les titres de deux chapitres, dont le dernier, qui constitue à lui seul la troisième partie (surajoutée) du roman utopique de Cabet. Il n'est pas même reporté à la table des matières où est employée à sa place la formule "principes de la Communauté"<sup>577</sup> – signe parmi d'autres de sa création tardive par Cabet. Sans doute ce dernier a-t-il forgé le terme comme adjectif correspondant au substantif "communiste" qu'il emploie une seule fois à cette date, et dans la même partie de l'ouvrage.<sup>578</sup> Le terme est habituellement daté de la deuxième édition du *Voyage en Icarie*, en mars 1842, où Cabet l'utilise désormais quatre fois ;<sup>579</sup> "communitaire" restera dans les éditions suivantes du *Voyage* bien que Cabet, ayant commencé courant 1840 à employer "communiste" comme adjectif, ainsi que "communautaire", n'use plus de "communitaire" dans des textes nouveaux. Entre-temps d'ailleurs on rencontre un emploi de "communitaire" substantif en 1841 :

572 *Rapport sur les mesures à prendre*, p. 4 et 7.

573 *Rapport sur les mesures à prendre*, p. 7.

574 Le terme *parti* est à comprendre ici encore au sens où il avait cours jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au moins : mouvement non organisé de personnes partageant les mêmes opinions ou des opinions proches. En 1848 encore le *Manifest der kommunistischen Partei* dépassait largement par son titre les limites de l'organisation qui le publiait, à savoir la Ligue des communistes.

575 Cf. [COLIN], "Manifeste des communistes", in *La Phalange* des 19, 26 mai et 11 juin 1841, qui commente le *Rapport sur les mesures à prendre* publié par Girod début mai. Colin varie la formule du titre en "Manifeste communiste" (col. 283, 285). Sur cette question on se reportera à l'introduction du document 14B.

576 [CABET], *Voyage* (1840), vol. 1, p. 102, et vol. 2, p. 485 ; cf. document 16A et l'introduction à ce document en ce qui concerne la date de rédaction du dernier chapitre de l'ouvrage.

577 [CABET], *Voyage* (1840), vol. 2, p. 510.

578 [CABET], *Voyage* (1840), vol. 2, p. 504 ; document 16A.

579 CABET, *Voyage* (1842), p. v, vi, 299 et 547. Pour la datation de *communitaire* à 1842, cf. BESTOR, "The Evolution", p. 281 (note 119) et DUBOIS, p. 270.

lors de la création du journal communiste *L'Humanitaire*,<sup>580</sup> un groupe dissident fonde en juillet 1841 un autre organe de presse intitulé *Le Communautaire*<sup>581</sup> qui est aussi appelé dans des correspondances particulières comme dans la littérature *Le Communitaire*,<sup>582</sup> signe qu'à cette date le terme "communautaire" n'était pas encore définitivement fixé.

### Révolution bourgeoise

De la seconde moitié de 1839 date également le premier emploi de la formule "révolution bourgeoise" pour désigner un certain nombre de processus et le résultat général de la Révolution française ouverte en 1789. C'est à Cabet qu'on doit la création de la formule qui complète celle de "révolution démocratique" utilisée dès la fin de 1794 par Babeuf qui créait en même temps les appellations antithétiques de "république bourgeoise" et de "république populaire" ou "république démocratique". Parlant de Thiers et de son *Histoire de la Révolution*, Cabet écrit en soulignant les termes :

[...] c'est la *révolution bourgeoise* que l'auteur y défend ; il la défend contre les innovations de la *Démocratie* autant que contre les usurpations de l'*Aristocratie*.<sup>583</sup>

Cette notion de "révolution bourgeoise" allait connaître du fait de sa redéfinition en termes non seulement politiques mais économiques, sociologiques et historiques par Marx et Engels et de son utilisation par eux sous la forme "bürgerliche Revolution" – à laquelle s'opposent "demokratische Revolution" et "proletarische Revolution" – un développement considérable dans le mouvement ouvrier international et dans l'historiographie. Ainsi trouve-t-on le couple antagoniste *bürgerliche Revo-*

580 Cf. l'introduction au document 26.

581 Le numéro-prospectus, seul paru, n'est pas conservé. On en connaît l'existence par *La Fraternité*, août 1841, n° 4, p. 3/1 ; CABET, *Réfutation de l'Humanitaire*, p. 12 ; CABET, *Ma ligne droite*, p. 46, 50-51 (qui en donne quelques extraits) ; et diverses correspondances : du ministre de l'Intérieur à celui de la Justice, 17 août 1841 (AN : BB<sup>18</sup> 1398 A2845) ; de G. Charavay à J.-J. May, fin août 1841 (AN : CC 791).

582 L'appellation *Le Communautaire* est utilisée concurremment à *Le Communautaire* pour désigner le même organe de presse dans la lettre de G. Charavay à May (cf. note précédente) ; le journal est appelé uniquement *Le Communitaire* dans une lettre d'accompagnement du prospectus adressée par Jules Gay au *New Moral World*, qui la publie en traduction le 11 septembre 1841, n° 11, p. 87/1 ; de même dans un article de REYBAUD, "Des idées et des sectes communistes" (1842), p. 28. On trouve encore l'appellation de *communitaire* en 1847 chez LOUANDRE, p. 284, qui répète et amplifie seulement Reybaud, y ajoutant quelques inexactitudes de son cru (ainsi Proudhon défenseur du babouvisme !).

583 En ce qui concerne les créations de Babeuf cf. note 212. La formule *révolution bourgeoise* apparaît dans la préface de CABET, *Histoire populaire de la Révolution française*, vol. 1, p. vi, publié à l'automne 1839 (après que l'ouvrage ait commencé à paraître par livraisons en juin de la même année, cf. *Bibliographie de la France*, 29 juin 1839, n° 26, p. 304).

lution/social-republikanische Revolution chez Marx fin 1848 dans une comparaison des situations anglaise de 1648, française de 1789 et allemande de 1848 :

Die Geschichte des preussischen Bürgerthums, wie überhaupt des deutschen Bürgerthums von März bis Dezember beweist, daß in Deutschland eine rein bürgerliche Revolution und die Gründung der Bourgeois Herrschaft unter der Form der konstitutionellen Monarchie unmöglich, daß nur die feudale absolutistische Contrerevolution möglich ist oder die social-republikanische Revolution.<sup>584</sup>

<sup>584</sup> [MARX], ["Die Bourgeoisie und die Contre-Revolution"], in *Neue Rheinische Zeitung*, 31 décembre 1848, n° 183, p. 2/II-III ; MEW 6, p. 124. Trois ans plus tard, lors de la rédaction de son étude sur le coup d'Etat de décembre 1851 en France, il utilise le couple *bürgerliche Revolution/proletarische Revolution* (cf. MARX, *Der achtzehnte Brumaire*, in MEGA<sup>2</sup> I/11, p. 101).

## Chapitre V

### Amorces internationales 1832-1839

Comme on l'a vu, l'évolution sémantique du terme anglais "congress" et son extension en français et en allemand commencée en 1831 n'aboutit au sens moderne en 1847 que grâce à l'existence d'organisations internationalistes fondées à partir de 1840. Mais ces organisations ont été précédées de contacts internationaux individuels relativement nombreux et de courants d'influence réciproque entre Français et Anglais, d'influence à sens unique des Français et des Anglais sur les Allemands pendant les années trente, période décisive pour la propagation internationale des théories et des vocables démocratiques et communautaires. Certains de ces contacts ou courants d'influence, avec leurs conséquences socio-linguistiques en allemand, en français et en anglais, peuvent être assez aisément déterminés grâce aux documents écrits qu'on en possède : les textes d'émigrés et d'artisans allemands organisés à Paris, ceux des owenistes parisiens, la traduction anglaise de la *Conspiration* et d'autres textes de Buonarroti par Bronterre O'Brien qui suscita un écho dans la presse radicale et socialiste britannique avant d'exercer son influence sur la création des organisations chartistes. Pour être bref, et sans pour autant négliger les relations antérieures plus diffuses, on peut dire que c'est de la période 1832-1839, avec un léger décalage jusqu'en 1841 pour l'allemand, que date la transposition du vocabulaire français égalitaire et communautaire babouviste ainsi que du vocabulaire saint-simonien en anglais et en allemand, et réciproquement du vocabulaire oweniste de l'anglais en français et en allemand.

#### Mouvements, contacts et influences dans l'Europe des années trente

L'important phénomène migratoire intra-européen amorcé dès la fin des guerres napoléoniennes et accéléré à la fois par la crise agricole consécutive au protectionnisme des pays occidentaux (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas)<sup>585</sup> et par la mise en place sur le continent de nouvelles techniques industrielles souvent importées

d'Angleterre,<sup>586</sup> est suffisamment sensible dès la période de la Restauration pour qu'en 1823 par exemple une circulaire ministérielle française fasse obligation aux préfetures d'établir chaque mois "le relevé des étrangers de passage" dans chaque département.<sup>587</sup> Le phénomène connaît toute son ampleur à partir de 1830/1831, époque à laquelle plusieurs dizaines de milliers d'étrangers séjournent déjà tant en France qu'en Angleterre ; et leur nombre ne fera que croître jusqu'à la révolution de Février.<sup>588</sup> Les révolutions de 1830, réussies ou avortées, renforcent le mouvement, que ce soit par l'attraction qu'exercent alors Paris ou Bruxelles, ces villes où la révolution a partiellement abouti, ou par l'émigration forcée, après l'écrasement des soulèvements nationaux dans leurs pays respectifs, de milliers de Polonais, d'Italiens et, en moins grand nombre, d'Allemands en direction de la France, de la Suisse et de la Grande-Bretagne. Cette émigration politique, liée à la forte émigration économique, est à l'origine de la création de la Jeune-Italie par Mazzini en 1831 à Marseille, suivie de la Jeune-Europe à Berne en 1834, de la Société démocratique française à Londres en 1835, comme de la multitude des organisations locales ou internationales plus ou moins durables des Allemands à travers l'Europe, dont l'implantation d'un pays à l'autre est le fait tantôt de l'envoi d'émissaires, tantôt d'expulsions policières.<sup>589</sup>

### Le bouillonnement parisien et bruxellois

De ces mouvements multiformes qui servent de substrat concret aux échanges intellectuels et linguistiques entre diverses nationalités européennes au cours des années

585 Déclenchée par les "corn laws" britanniques de 1815 qui furent suivies des lois prohibitives sur les grains aux Pays-Bas (1817) et en France (1819), la crise agricole touche durement les pays de l'est et du centre de l'Europe, traditionnels exportateurs de céréales : en 1825 par exemple, le cours du blé à Danzig n'était plus que du quart ou du cinquième de ce qu'il était en 1806. Jointe à l'essor démographique d'une part, de l'autre à la diffusion sur le marché continental des produits manufacturés anglais, cette crise entraîne un vaste mouvement d'émigration, en particulier d'Europe centrale, vers les pays industrialisés ou en voie de l'être (Grande-Bretagne, France, Suisse, Belgique) et vers l'Amérique.

586 Il arrive fréquemment que pour introduire des techniques industrielles nouvelles on fasse appel, en France (région parisienne, Nord, Somme, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure) comme en Allemagne, à des ouvriers anglais qui bénéficient parfois de conditions de travail et de salaire privilégiées, source de heurts avec les autochtones ; cf. le cas des forges de Charenton, in GRANDJONC, "Éléments statistiques", p. 223.

587 Circulaire du ministre de l'Intérieur du 24 septembre 1823 ; *ibidem*, p. 220.

588 On se reportera pour cette question à l'essai de démographie historique déjà cité (note 586), en particulier à la synthèse des données rassemblées p. 291-292, où il apparaît que de 1830 à 1847 la colonie belge en France passe de 67 000 à 289 000 personnes environ, l'allemande de 30 000 à 170 000, l'anglaise de 10 000 à 60 000, etc. En ce qui concerne les colonies allemandes en Europe cf. GRANDJONC, "Deutsche Binnenwanderung", p. 206-207, et STRÄHL, *Briefe*, p. 14-25.

trente, je ne citerai que quelques exemples qui vont de l'été 1829 à l'automne 1839 dans le temps et qui dans l'espace s'étendent sur toute l'Europe centrale et occidentale. Ainsi le typographe allemand Johann Georg Wesselhöft, qui devait adhérer en 1834 à la Jeune-Europe avant d'émigrer en Amérique,<sup>590</sup> est-il vraisemblablement en juillet 1829 un émissaire de Buonarroti et de Charles Teste entre Londres, Bruxelles et Paris.<sup>591</sup> Parmi les étrangers présents à Paris en 1830 il y a un certain nombre d'Allemands et de Belges qui combattirent sur les barricades lors des "Trois Glorieuses" et dont certains furent "décorés de Juillet", en particulier des membres responsables du futur Deutscher Volksverein.<sup>592</sup> La révolution de Juillet elle-même ayant attiré à Paris d'anciens exilés comme le Toscan et citoyen français Philippe Buonarroti, ou des étrangers, comme l'Anglo-Américain Arthur-James Beaumont,<sup>593</sup> il s'y produisit une agitation internationale d'aide à d'autres mouvements révolutionnaires : par exemple la constitution d'une légion belge par le menuisier et poète rémois Pierre-Félix Becker, à la préparation de laquelle Buonarroti ne fut pas étranger à Paris et dans laquelle combattit Beaumont à Bruxelles sous les ordres de François Mellinet, général de la Révolution et de l'Empire en exil. Il s'en suivit l'indépendance belge.<sup>594</sup> Le même Beaumont, de retour à Paris et jusqu'à son arrestation en 1834, est membre de la Société des droits de l'homme puis de son comité directeur, tandis que des Belges appartiennent eux aussi à l'association. Il faut rappeler ici la présence après 1830 de Buonarroti chez Voyer d'Argenson, ainsi que celle d'Andreas Riedel depuis 1823 chez Labrousse, chez qui fréquentait également Marc-Antoine Jullien ;<sup>595</sup> notons aussi les relations de ce dernier avec Ludwig Börne, intellectuel écouté des membres de la Ligue des bannis, et avec d'autres exilés d'Europe centrale.<sup>596</sup> Certains des membres dirigeants de l'Association patriotique allemande à Paris (1832-1834), Joseph Heinrich Garnier, Hermann Wolfrum, étaient en rapports relativement étroits avec Lafayette en sa double qualité d'ancien carbonaro et de franc-maçon ; Wolfrum était même

589 Cf. le schéma des organisations démocratiques et ouvrières, nationales et internationales en fin de volume.

590 Cf. JÄGER, vol. 1, p. 196. Sur Wesselhöft cf. la notice biographique de CAZDEN.

591 Cf. ROBIQUET, p. 167-170 ; KUYPERS, p. 5.

592 Il s'agit, pour les Allemands, de Johannes Kargl, Georg Leipheimer, Hermann Wolfrum (cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 69 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 34-36). En ce qui concerne les Belges on se reportera à LÉCONTE, p. 37-39.

593 Sur Buonarroti cf. l'introduction au document 9. En ce qui concerne Beaumont cf. l'introduction au document 12.

594 Sur cette question de la révolution belge et de ses protagonistes républicains, néo-babouvistes, militaires en demi-solde, aventuriers, etc. on se reportera au livre souvent embarrassé de LÉCONTE, conservateur du musée royal de l'armée. Sur Anne-François Mellinet cf. l'article biographique de SARTORIUS. Sur P.-F. Becker cf. THOMAS, *Voix d'en bas*, p. 87-88.

595 Sur les liens de Jullien et Voyer d'Argenson cf. note 228. En ce qui concerne Riedel et les Labrousse cf. l'introduction au document 4.

596 Cf. note 234.

membre de la loge de la Trinité indivisible en compagnie de républicains français et polonais.<sup>597</sup>

### Conscience internationaliste

L'intérêt que portait le groupe rassemblé autour de Buonarroti aux questions internationales et aux mouvements sociaux à travers toute l'Europe se mesure à la part relativement importante et neuve accordée par les démocrates français à l'examen de la situation politique de la Confédération germanique et de la Suisse, par exemple dans l'*Instruction* de septembre 1833 signée de Napoléon Lebon ;<sup>598</sup> il se mesure plus encore à la fondation par Buonarroti fin 1833 de la Charbonnerie démocratique universelle, dont l'activité s'étendit en particulier à la Belgique, aux émigrés italiens<sup>599</sup> et aux Allemands de la Ligue des bannis et de la Jeune-Allomagne. En effet, d'une part les statuts de la Ligue des bannis sont inspirés de ceux de la Charbonnerie dans la structure qu'ils donnent à l'association – centralisme autoritaire et hiérarchique – comme dans la terminologie employée ;<sup>600</sup> d'autre part les contacts exploratoires et les préparatifs destinés à mettre sur pied cette organisation secrète, attestés par divers textes dont un *Aufruf eines Geächteten an die deutschen Volksfreunde*, coïncident avec la date de fondation de la Charbonnerie démocratique universelle telle que l'a déterminée Saitta.<sup>601</sup> L'"Appel d'un banni" fait lui aussi état de la nécessité, affirmée par Lebon et Buonarroti, d'une "bonne société secrète" avant même l'interdiction par le gouvernement français en mars 1834 de toutes les associations politiques, interdiction qui précipita la constitution de la Ligue des bannis en mai. Enfin les relations de Theodor Schuster, l'un des principaux dirigeants de la

597 Sur les rapports de Garnier et Wolfrum avec Lafayette, cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 16, 24 ; sur ceux du Deutscher Volksverein dans son ensemble avec Lafayette, cf. GRANDJONC/WERNER, p. 6-7, 47 ; sur Wolfrum et la loge de la Trinité indivisible cf. GRANDJONC, "Mémoires d'un artisan", p. 254-255.

598 Cf. LEBON, *Instruction*, p. 1-3. Il est dit en particulier de l'Allemagne que "les sociétés secrètes forment de rudes ennemis des despotes et des chiens de cour." (p. 2). Cet intérêt pour l'Allemagne comme ce genre d'information indiquent assez que Lebon (ou Buonarroti) avait alors des contacts avec certains membres de l'Association patriotique allemande, future Ligue des bannis.

599 Sur la date de la fondation de la Charbonnerie démocratique universelle (qui fonctionnait déjà sous l'intitulé Charbonnerie réformée depuis juin 1832) cf. SAITTA, *F. Buonarroti*, vol. 1, p. 110. Le formulaire abrégé de la Haute Vente ou Monde (p. 112-113) prévoit, comme le texte de Lebon (cf. note précédente), la nécessité d'une "bonne société secrète" pour "une réforme sociale" étendue à toute l'Europe. En ce qui concerne l'extension de la Charbonnerie démocratique universelle à la Belgique, cf. KUYPERS ; sur ses liens avec les émigrés italiens, cf. SAITTA.

600 Cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 23-26.

601 Sur la date de publication du *Aufruf eines Geächteten*, février 1834, cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 146, 337 ; GRANDJONC/WERNER, p. 7-8. Le texte est reproduit in RUCK-HÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 109-123 (le caractère secret de la société y est précisé p. 121-122).

Ligue, avec Buonarroti sont attestées tant par des rapports de mouchards allemands que par Nicolas François Baudement, un des fidèles du patriarche, qui note à son propos : "Schuster (Buonarroti dans ses rapports avec la Suisse)", indiquant ainsi de façon lapidaire mais assurée le lien de la Ligue des bannis, et de façon hypothétique celui de la Jeune-Allemagne, avec la Charbonnerie démocratique universelle.<sup>602</sup> Cependant on ignore tout d'éventuels liens organisationnels entre ces associations politiques, liens qui, quoi qu'il en soit, n'auraient pas subsisté au-delà des années 1836-1837 qui voient la dissolution des Bannis à Paris, l'expulsion des Jeunes-allemands de Suisse et la mort de Buonarroti. On peut se demander en outre dans quelle mesure mettre au crédit de la Charbonnerie démocratique universelle, ou de néo-babouvistes moins impliqués dans l'organisation, la publication du journal *Le Monde* en 1836-1837, au titre significatif puisque c'est ainsi que Buonarroti désignait le comité directeur de cette organisation ; le programme du journal, qui devait être rédigé selon ses auteurs dans un "esprit démocratique et social", était de "substituer un *cosmopolitisme éclairé* au *nationalisme exclusif*" ; les directeurs en furent l'émigré allemand Daniel Pistor et Lamennais, les collaborateurs : Lermnier, Thoré, Cormenin et Friedrich Schüller.<sup>603</sup>

D'autres rapports, personnels et de simples militants, sont également attestés au cours de ces mêmes années. Ainsi en octobre 1833, pendant les grèves et l'agitation ouvrières à Paris, des contacts eurent lieu, encore assez fragiles semble-t-il, entre ouvriers français, allemands et belges ;<sup>604</sup> s'ils n'aboutirent peut-être pas au plan organisationnel, ceux-là ou d'autres à même date eurent pour conséquence de marquer de façon décisive les discussions théoriques au sein de l'Association patriotique allemande qui adopta comme charte politique une traduction de la *Déclaration des droits de l'homme* contenue dans le *Projet de Constitution* du néo-babouviste Charles-Antoine Teste, traduction qui servit pendant des années de texte de référence à la Ligue des bannis puis à la Ligue des justes.<sup>605</sup> Autres exemples : en avril

602 Sur ces deux questions cf. GRANDJONC/WERNER, note 30. En ce qui concerne les liens de la Ligue des bannis et de la Jeune-Allemagne, cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 42-44 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 47-51.

603 Cf. GRANDJONC, "La presse", p. 112. Les liens de ces hommes avec le néo-babouvisme dans les années trente ne sont pas encore très bien éclaircis (à l'exception de Lamennais qui fut démocrate mais non babouviste et de Lermnier qui était relativement conservateur). On notera toutefois que Pistor, comme Schüller, était en relation avec Schuster et Venedey, que Lermnier s'était spécialisé en philosophie allemande et s'intéressait aux problèmes sociaux de l'Allemagne et que Cormenin fut le premier éditeur des œuvres posthumes de Börne ; sur Thoré, fort proche des néo-babouvistes, on se reportera aux introductions des documents 15 et 23.

604 Cf. la lettre ouverte de l'ouvrier cordonnier et militant socialiste Zael Efrahem in *La Tribune*, Paris, 31 octobre 1833, n° 304, p. 2/II : "Nous avons remarqué avec peine, à la réunion du 27 [octobre] que les Belges et les Allemands étaient en très petit nombre, nous les invitons à se joindre à nous pour lundi prochain [4 novembre]."

605 Il s'agit du texte de base de la propagande des associations allemandes à l'étranger, intitulé *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* et publié en janvier 1834 à

1834, deux Allemands travaillant à Lyon prirent part au soulèvement républicain de cette ville ;<sup>606</sup> le Suisse alémanique Wolfgang Strähl, facteur de pianos et membre de la Ligue des bannis à Paris, fréquentait vers 1835 un club d'artisans et d'artistes français où étaient débattues des questions touchant aux arts, à la civilisation, à la littérature, à la religion, etc.<sup>607</sup> Et il faut rappeler ici que l'évasion d'un bon nombre d'accusés d'Avril en cette même année 1835 est à l'origine de la Société démocratique française de Londres<sup>608</sup> dont les contacts avec le milieu ouvrier britannique furent sans doute plus suivis dès l'origine que ne le laisserait supposer l'absence de documents sur ce point, car on trouve dès la fin de 1836 dans l'adresse en anglais de la London Working Men's Association l'emploi du terme français "exploiteur" qui ne peut guère leur venir que des néo-babouvistes français.<sup>609</sup>

### Les associations politiques allemandes

Courant 1836 arrivaient à Paris quelques uns des membres dirigeants de la Jeune-Allemagne (1834-1836) expulsés de Suisse, dont Carl Schapper : ils allaient provoquer la scission et la disparition de la Ligue des bannis, remplacée par une nouvelle formation politique à caractère à la fois clandestin et démocratique, la Ligue des justes.<sup>610</sup> C'est au sein de cette dernière organisation dirigée par Schapper

Paris. Reproduit in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 316-319 ; RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 125-128 ; et STRÄHL, *Briefe*, p. 492-495. Sur le processus d'assimilation, par les Allemands organisés à Paris, des théories néo-jacobines et néo-babouvistes des ouvriers français, à l'automne 1833 et dans l'hiver suivant, cf. STRÄHL, *Briefe*, p. 40-44.

<sup>606</sup> Il s'agit de deux imprimeurs sur tissus, Andreas Breilbach, Prussien, et Onke Jacob De Weerth, Hanovrien, qui furent condamnés par contumace respectivement à quinze et vingt ans de détention et à la surveillance policière à vie pour leur participation au soulèvement lyonnais (cf. [CAUSSIDIÈRE], *Tableau synoptique* ; le nom de De Weerth, déformé dans les pièces françaises, est corrigé ici d'après son livret conservé aux Archives nationales : Musée AE V99). En relation avec le soulèvement parisien n'apparaît à cette date que le nom d'un seul Allemand, Friedrich Christoph Becker, arrêté parce qu'il portait une cocarde tricolore (cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 19, d'après AN : CC 600, dossier 68).

<sup>607</sup> Cf. GRANDJONC/WERNER, p. 57, et STRÄHL, *Briefe*, p. 244. D'après ce qu'en dit Strähl, il s'agit vraisemblablement d'un groupe marqué par le saint-simonisme ou en relation directe avec les frères Leroux, Thoré, etc.

<sup>608</sup> Cf. l'introduction au document 14B.

<sup>609</sup> Sur cette *Address to the Working Classes of Belgium* et sa traduction en allemand cf. note 668 ci-dessous. À cette date les Allemands ne trouvent pas de terme spécifique pour *exploiteur* qui est rendu par *Volksbedrucker*.

<sup>610</sup> Tandis que la Ligue des bannis avait une structure strictement hiérarchique empruntée à la Charbonnerie, fonctionnant de haut en bas avec un système de cloisonnement et de secret, les statuts de la Ligue des justes adoptés au début de 1838 sur proposition et selon la rédaction du découpeur en tissus Meyer de Francfort (cf. GRANDJONC, "Nou-Germanien", note 17) introduisaient dans le même schéma organisationnel l'élection des responsables à tous les niveaux, renouvelables à inter-

(à Paris puis à Londres), par Weitling (à Paris puis en Suisse), par Ewerbeck (à Paris), et à laquelle Marx à Bruxelles et Engels à Paris adhèrent en janvier 1847, qu'une grande partie de la théorie – et partant du vocabulaire – communautaire puis communiste de langue allemande allait se développer entre 1836 et juin 1847, date de la transformation de la Ligue des justes en Ligue des communistes.<sup>611</sup> Or en cette même année 1836 un écrivain légitimiste français, faisant référence à la révolution bourgeoise de juillet 1830 dont il prévoyait les effets néfastes à son avis sur l'Allemagne comme sur le reste de l'Europe parce qu'avant-courrière de la révolution sociale, notait en conclusion de son *Histoire de la philosophie allemande*, au demeurant fort médiocre :

Après le déplacement de pouvoir qui se trouve au bout de ces sortes de révolutions, une autre question se présentera sans doute ; question qui, pour ainsi dire, dépasse les autres de toute la tête : je veux parler de la terrible question qui s'est déjà posée deux fois à Lyon sur le champ de bataille [en 1831 et en 1834], à la face du soleil, au milieu des ruines et du sang. Probablement donc un jour arrivera où, en Allemagne comme en France, le prolétariat viendra demander droit de bourgeoisie dans la cité sociale. Du moins grand nombre de voix éloqu岸tes s'élèvent déjà pour nous enseigner que ce sera là la grande question de ce siècle, la question européenne.<sup>612</sup>

Le processus, attendu, redouté et reconnu comme international de par sa nature, était engagé à portée de main, à Paris même, par une poignée d'intellectuels et de prolétaires allemands, sans parler des contacts qui avaient alors lieu avec les socialistes anglais. Car c'est de 1836 aussi que date l'adresse déjà évoquée de la London Working Men's Association aux classes ouvrières de Belgique, étendue par Schapper et les siens aux classes ouvrières de Hollande et d'Allemagne,<sup>613</sup> ainsi que

valles réguliers. C'est d'ailleurs la clause hiérarchique de l'obéissance absolue à une direction inconnue des membres qui avait été fatale à la Ligue des bannis ; on ne peut s'empêcher de comparer la rébellion interne des Bannis contre leur direction en 1836-1837 à celle des membres de la Société des droits de l'homme en 1833 contre leur comité directeur secret (cf. l'introduction au document 11) ; les statuts des Bannis et des Justes sont reproduit in BdK 1, p. 92-98 et 975-985 ; in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 139-150 et 228-233 ; sur la scission de la Ligue des bannis et la fondation de la Ligue des justes cf. KOWALSKI, *Vorgeschichte* ; SCHIEDER, *Anfänge* ; et RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*.

<sup>611</sup> Sur ce dernier point cf. ANDRÉAS, *Gründungsdokumente* ; en version française : *Documents constitutifs*. Les débats théoriques au sein de la Ligue des justes sont esquissés in GRANDJONC, "Ideologische Auseinandersetzungen" ; SEIDEL-HÖPPNER/HÖPPNER ; SCHMIDT (éd.), *Der Auftakt* ; HUNDT (éd.), *Bund der Kommunisten*.

<sup>612</sup> BARCHOU DE PENHOËN, vol. 2, p. 255. Le livre, inspiré dans ses jugements politiques de Mallet Du Pan et de Franz von Baader, se voulait une réplique à l'ouvrage de HEINE, *Zur Geschichte*, paru d'abord en français dans la *Revue des deux mondes* sous le titre "De l'Allemagne depuis Luther" ; Barchou de Penhoën y déclare en effet : "À quelle condition M. Heine est-il venu se faire parmi nous l'enfant de la révolution de juillet ? à la condition de rompre avec l'Allemagne et de la répudier ; à la condition de jeter à pleines mains le fiel et l'ironie sur la vieille et noble Allemagne de Klopstock, de Schiller et de Kant." (vol. 2, p. 259).

<sup>613</sup> Cf. note 668.



la publication anglaise par Bronterre O'Brien de la traduction du livre de Buonarroti, *History of Babeuf's Conspiracy for Equality*<sup>614</sup> qui, si elle n'est pas à proprement parler créatrice de langage neuf, réactualise cependant pour le mouvement radical et ouvrier anglais tout le vocabulaire et les luttes de la Révolution française ; on ne trouve guère en effet comme termes nouveaux que "Babouvist", "Pantheonist" et l'adjectif substantivé "the Equals"<sup>615</sup> par contre le livre (publié d'abord en livraisons et pour la parution duquel O'Brien se rendit en 1835 et 1836 à Paris, où il rencontra Buonarroti lors de son second voyage)<sup>616</sup> transmet au mouvement ouvrier britannique un certain nombre de revendications internationalistes, républicaines, jacobines et égalitaires.

### Néo-babouvisme à Londres et à Paris

On trouve trace de revendications néo-babouvistes en Grande-Bretagne dès novembre 1836 dans l'adresse aux ouvriers belges de la London Working Men's Association, fondée au cours de l'été. Puis, après que le journal oweniste *The New Moral World* ait publié de larges extraits de la traduction de Buonarroti par Bronterre O'Brien<sup>617</sup> entre décembre 1836 et mars 1837, la tendance néo-babouviste anglaise se fait franchement jour avec la création de la London Democratic Association qui se place "under the banners of the Republic, the 10th of August, 1792"<sup>618</sup>, jour qu'elle choisit quelques années plus tard pour commémorer sa propre fondation.<sup>619</sup> On célèbre aussi à partir de cette date à Londres dans les milieux ouvriers le 22 septembre 1792, jour officiel de la fondation de la première République française. Et en 1838 les six points retenus par la commission présidée par William Lovett pour

614 L'ouvrage, *Buonarroti's History*, en près de 500 pages, contenait non seulement les deux volumes de Buonarroti mais aussi diverses préfaces et postfaces enthousiastes de Bronterre O'Brien qui déclarait, p. 429 : "I have now concluded a work which, were I to die to-morrow [...], would console me for the misspent part of my life" ; il contenait aussi (p. 429-432) l'original et la traduction d'une lettre de Buonarroti au traducteur, du 3 mai 1836, donnant la clef des pseudonymes employés par Buonarroti dans son ouvrage.

615 *Buonarroti's History* : "Babouvist" (p. 325), "Pantheonist" (p. X, 63, etc.), "Equals" (p. 55, 63, etc.). Bronterre publiait naturellement aussi (p. 314-315) *The Manifesto of the Equals* (cf. document 5A).

616 Cf. PLUMMER, p. 66, 68, et la lettre du 3 mai 1836 de Buonarroti à O'Brien in *Buonarroti's History*, p. 429-430.

617 *The New Moral World*, n° 112 du 17 décembre 1836, p. 62/r-II ; n° 114 du 31 décembre, p. 78/r-II ; n° 117 du 21 janvier 1837, p. 101/r-102/II ; n° 119 du 4 février, p. 118/r-119/II ; n° 121 du 18 février, p. 134/r-135/I et n° 124 du 11 mars, p. 158/r-159/II.

618 *Buonarroti's History*, p. 7, en traduction de BUONARROTI, vol. 1, p. 25.

619 Cf. *The Northern Star*, 16 août 1845, n° 405, p. 8/r-III : "Democratic Supper", où l'un des participants rend compte du banquet démocratique sous la présidence de George Julian Harney, un des fondateurs de la London Democratic Association.

constituer la Charte du peuple<sup>620</sup> (dont Engels disait que l'application pourrait faire voler la Constitution anglaise en éclats),<sup>621</sup> ne sont pas sans rappeler les principes sur lesquels reposait la Constitution de 1793, reproduite comme première pièce justificative par Buonarroti dans son livre et désormais accessible au public anglais. De 1837 datent d'autres contacts idéologiques poursuivis dans les années suivantes tant à Londres qu'à Paris : ainsi des libéraux et républicains de diverses nationalités, Italiens, Polonais, Français, Allemands, réfugiés à Londres essayèrent divers rapprochements, mais sans effet durable avant 1840.<sup>622</sup> C'est de 1837 aussi que date le premier voyage de propagande en France de Robert Owen, organisé à l'initiative de Désirée et Jules Gay qui s'y employaient depuis plusieurs années déjà, avec l'aide de Joseph Rey et de Marc-Antoine Jullien ;<sup>623</sup> les contacts ainsi établis allaient permettre la diffusion internationale quasi instantanée de la nouvelle terminologie communiste à partir de 1840, que ce soit par Goodwyn Barmby dans le *New Moral World*, par Désirée Gay dans *Le Populaire* ou à travers d'autres canaux.<sup>624</sup>

L'année 1838 est également marquée de certains contacts ou transferts qui méritent l'attention : ainsi à Lyon le Badois Michael Mayer participe à l'organisation d'une grève d'ouvriers cordonniers qui dura trois mois et inquiéta un moment les autorités locales craignant un affrontement comme la ville en avait déjà connu.<sup>625</sup> A Paris même au cours du printemps et selon une méthode désormais courante depuis la traduction de la *Déclaration des droits* de Charles Teste, les membres de la Ligue des justes qui venaient de se doter de statuts et étaient à la recherche d'un programme politique et social communautaire plus précis et plus détaillé que la *Déclaration des droits* de 1833/1834 essayent d'abord d'adapter en allemand des textes néo-babouvistes imprimés ou des schémas politiques diffusés oralement par les Français : c'est ainsi que dans l'une des "communes" de la Ligue un publiciste, Michel Birmann, traduit pour discussion le *Catéchisme démocratique* de Laponneraye paru en avril-mai,<sup>626</sup> tandis que dans une autre "commune" Carl

620 Les six points de la Charte du peuple (d'où l'appellation de Chartisme) étaient les suivants : 1) droit de vote universel, 2) renouvellement annuel du Parlement, 3) paiement d'indemnités aux élus, 4) ballottage, 5) égalité des circonscriptions électorales, 6) abolition du cens pour l'éligibilité.

621 ENGELS, *Die Lage*, in MEGA<sup>1</sup> I/4, p. 217 ; MEW 2, p. 445.

622 Cf. JÄGER, vol. 1, p. 110-111, 187-188 (où sont indiquées les diverses associations nationales), p. 190 (réunions communes d'émigrés) ; vol. 2, p. 48-51 (réunions de Polonais, de Français, d'Anglais, d'Italiens et d'Allemands en mai 1837).

623 Sur cette question cf. GANS, "Robert Owen à Paris" ; DESROCHE/LON/ROCHER, p. 41-58 ; cf. également l'introduction au document 21.

624 Cf. note 454 sur Désirée Gay et l'introduction au document 21 en ce qui concerne Goodwyn Barmby.

625 Cf. MAITRON, *Dictionnaire*, vol. 3, p. 73.

626 Cette question de la traduction non publiée du *Catéchisme* de Laponneraye, révélée par le menuisier hambourgeois Carl Friedrich Hoffmann lors d'un interrogatoire qu'il subit en 1840 (cf. BdK 1, p. 110-111), a été analysée par SEIDEL-HÖPPNER, "Der erste Versuch" ; cf. également GRANDJONC/PELGER, "Gütergemeinschaft".

Schapper, qui disposait aussi du texte traduit par Birmann, rédige un questionnaire dont certains points, entre autres celui de la prise du pouvoir, s'inspirent directement des idées développées par des blanquistes néo-babouvistes comme Quignot.<sup>627</sup> On sait que le programme finalement choisi à l'automne 1838 par une commission *ad hoc* de la Ligue fut le texte de Weitling, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte*, texte fortement marqué à la fois par Fourier et les néo-babouvistes, à la préparation et à la rédaction duquel avaient participé Heinrich Arends, German Mäurer et d'autres sans doute.<sup>628</sup> A côté de ce courant d'influence et apparemment sans rapport avec lui, on constate qu'un Allemand comme August Wilhelm Eiser-mann, qui sera en 1846 partisan de Karl Grün et de P.-J. Proudhon, était en relation avec Auguste Blanqui avant le soulèvement manqué des Saisons en mai 1839.<sup>629</sup> Et le seul étranger ayant assurément participé à ce mouvement républicain est encore un Allemand, Rudolf August Florenz Austen de Danzig qui fut condamné à quinze ans de forteresse,<sup>630</sup> tandis que Carl Schapper, arrêté lors de l'insurrection et mis hors de cause par la chambre d'accusation, était expulsé en novembre 1839 pour l'Angleterre.<sup>631</sup>

### *Ligue des justes et Société des saisons en mai 1839, ou une légende tenace*

Avant de passer à l'examen de l'importance des Allemands à Paris au cours des années trente dans le phénomène de la diffusion internationale de la terminologie révolutionnaire et communautaire et d'indiquer rapidement leur importance à

En ce qui concerne Birmann (né en 1810 dans la région de Trèves), il était alors membre de l'Autorité centrale de la Ligue avec Weitling, Hoffmann, Gummen et le découpeur Meyer (l'auteur des statuts de la Ligue). Etabli à Paris comme maître de langue dans les années 1830, il participa ensuite à la rédaction du dictionnaire franco-allemand de Th. Schuster. Cf. STRÄHL, *Briefe*, Anhang 6.

<sup>627</sup> Le questionnaire de Schapper intitulé "Gütergemeinschaft" est conservé aux AN : CC 739, dossier 182 ; il a d'abord été publié par SCHIEDER, *Anfänge*, p. 319-327 ; reproduit in BdK 1, p. 98-107 (dans l'un et l'autre cas avec une erreur de lecture à la question 16 où l'original porte "Laster" et non "Lasten"). Le questionnaire des Justes, plus élaboré que le document Quignot (cf. l'introduction au document 13) mais pas autant que le *Rapport sur les mesures à prendre* (document 14B), comporte 21 questions et des éléments de réponses rédigées aux 5 premières questions. Si celle de la prise de pouvoir (n° 7 : "Sollen wir, wenn im Anfange das Glück unseren Waffen günstig ist, dieselbe [die Gütergemeinschaft] überall mit Gewalt einführen ?") est posée en des termes proches de ceux des documents français, le reste du questionnaire est de caractère beaucoup plus social (voire syndical) que politique, au contraire des documents français, ce qui souligne à la fois l'origine commune néo-babouviste de la réflexion des Allemands et des Français et les différences de problématique et d'organisation. Cf. GRANDJONC/PELGER, "Gütergemeinschaft".

<sup>628</sup> Sur cette question cf. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 245-252.

<sup>629</sup> Cf. AN : CC 728, pièce 64, Papiers Blanqui, "Liste des adresses trouvées chez Blanqui".

Londres dans les années quarante, il me paraît nécessaire de faire le point sur la question de la participation de la Ligue des justes en tant que telle au soulèvement organisé les 12 et 13 mai 1839 à Paris par la Société des saisons. Il s'agit là d'une erreur communément répandue depuis la publication en 1885 de *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten* par Engels, victime d'une légende héroïque, sans doute forgée par Schapper lui-même ou certains de ses proches, et où Engels parle de la Ligue des justes comme d'une section des Saisons ainsi que de l'expulsion vers l'Angleterre de ses principaux responsables, Bauer et Schapper.<sup>632</sup> Les formulations relativement prudentes, encore que déjà erronées, d'Engels qui fit la connaissance de Schapper et de Bauer à Londres en 1843 seulement et ne parle de la Ligue des justes avant cette date que par oui-dire, ont été amplifiées par des historiens français, puis d'autres, qui citent d'abord comme membres de la Ligue ayant participé à l'émeute des 12 et 13 mai, condamnés ou en fuite : Fritz Austen, Daniel Mayer, Carl Schapper, Heinrich Bauer, Joseph Moll, Hermann Wolfrum ; qui font état ensuite de membres de la Ligue inscrits sous de faux noms et morts de leurs blessures à l'Hôtel-Dieu ; qui montrent enfin Weitling rassemblant les débris de la Ligue des justes écrasée sur le champ de bataille et se repliant avec elle en Suisse !<sup>633</sup>

<sup>630</sup> Cf. AN : CC 726 et 750. Rudolf August Florenz (dit Fritz) Austen, né en 1816, arrivé à Paris depuis le 12 avril 1836 après avoir parcouru l'Europe comme compagnon, travaillait alors chez un maître bottier allemand du nom de Müller. Incarcéré au Mont Saint-Michel le 17 juillet 1839, il en était transféré dès le 18 septembre 1840 pour l'asile d'aliénés de Pontorson (cf. ZÉVAËS, *Une révolution manquée*, p. 233) ; il y était encore lors de l'amnistie partielle du 4 octobre 1844 (cf. *La Démocratie pacifique*, 14 octobre 1844, n° 106, p. 3/t). Il faut préciser que la qualité de "Polonais" autant que son prénom de "Fritz" sont des sobriquets que lui avaient donnés ses compagnons de travail parisiens : Austen était de nationalité prussienne et de langue allemande comme il ressort des documents officiels et de ses écrits conservés, lettres et poèmes (AN : CC 726), qui témoignent d'ailleurs d'une grande fragilité psychologique. Les récits qui font de lui un combattant de la révolution polonaise (cf. MARTIN-BERNARD, p. 59 ; DOMMANGET, *Auguste Blanqui*, p. 206) ne reposent que sur des contes, d'Austen lui-même sans doute.

<sup>631</sup> Cf. GRANDJONC, "Les émigrés", p. 143-145.

<sup>632</sup> Cf. ENGELS, *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, in MEW 21, p. 207 : "Da [...] Paris das entscheidende Schlachtfeld blieb, war der Bund damals tatsächlich nicht viel mehr als der deutsche Zweig der französischen geheimen Gesellschaften, namentlich der von Blanqui und Barbès geleiteten Société des Saisons, mit der enger Zusammenhang bestand. Die Franzosen schlugen los am 12. Mai 1839; die Sektionen des Bundes marschierten mit und wurden so in die gemeinsame Niederlage verwickelt. Von den Deutschen waren namentlich *Karl Schapper* und *Heinrich Bauer* ergriffen worden; die Regierung Louis-Philippe begünstigte sich damit, sie nach längerer Haft auszuweisen."

<sup>633</sup> Cf. ANDLER, *Le Manifeste*, p. 31-32. Les affirmations de la brochure d'Andler sur cette question sont dénuées de tout fondement et reposent pour une part sur des confusions propres à l'auteur, pour une autre sur des amalgames contenus dans un rapport de la préfecture de police du 5 juin 1845 destiné à montrer l'activité inlassable de la police parisienne - dans un domaine dont elle ignorait tout jusqu'en

Examinons ce qu'il en est au vu des documents, et pour commencer oublions l'image épique de Weitling traversant la France rurale et bourgeoise à la tête d'une légion communiste allemande, même vaincue – ainsi que le malheureux Hermann Wolfrum, mort tuberculeux dans une maison de santé parisienne dès avril 1834<sup>634</sup> Weitling, pour son compte, avait quitté Paris pour un voyage de propagande de la Ligue des justes en Rhénanie et peut-être en Suisse dès le 21 avril 1839 : il ne participa donc pas au soulèvement dont il ignorait sans doute la préparation<sup>635</sup> et il ne s'établit en Suisse qu'en juin 1841, venant de Paris où il avait séjourné toute l'année 1840, participant cette fois aux grandes grèves du printemps et de l'été et au soutien matériel des grévistes.<sup>636</sup> Joseph Moll, qui parlait le français, avait séjourné en France ou en Belgique à une date inconnue avant de se rendre à Londres, mais il n'était pas à Paris en 1839, il n'y fut pas emprisonné et n'en fut pas expulsé.<sup>637</sup>

1842 (cf. l'aveu de cette ignorance in GRANDJONC, "Les émigrés", p. 156). Ces affirmations ont été reproduites et amplifiées par CAILLÉ dans un ouvrage dépourvu de toute valeur historique, et par Jean Bossu, sous le pseudonyme de Johann HOECKERIG, dans une plaquette publiée en 1942 mais datée de 1937 en raison de l'occupation nazie et de l'activité de l'auteur dans la Résistance : cet essai, qui reprend les erreurs d'Andler, aggrave si possible la confusion en faisant non seulement de Moses Heß un affilié de la Ligue des bannis à Paris de 1834 à 1836, d'Austen un Polonais, de Bakounine un affilié de la Ligue des justes entre 1844 et 1847 – ce que chacun peut rectifier – mais encore du Temple des amis de l'honneur français une loge d'initiation au communisme, noyauté aux neuf dixièmes par des tailleurs communistes allemands (p. 38-41). Un bon nombre de ces erreurs a malheureusement été reproduit dans des études de valeur comme celles de BILLINGTON (p. 185, etc.) ou de DOMMANGET, *Auguste Blanqui*, p. 181-182, 206-207 (cf. la recension que j'en ai donnée in *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 12, p. 718-722). Dommangot se réfère d'ailleurs expressément à Andler et à des "communications de Jean Bossu" (note 127, p. 182), qui m'a également donné pour certains les résultats de son essai qui relève pour une large part de la supercherie littéraire. La source en est, sur cette question de la loge du Temple, une brochure anonyme (que m'a obligeamment signalée J. Bossu) intitulée *Notice historique sur la R. . L. . le Temple des amis de l'honneur français* qui contient (p. 104-125) une liste des maçons de cette loge depuis sa fondation jusqu'à 1881. On y rencontre sans doute un assez grand nombre d'Allemands et de Hollandais (peu de tailleurs à vrai dire) dont aucun n'est mêlé de près ou de loin aux associations communistes allemandes. Comme l'écrivit à Weitling le 31 janvier 1843 le communiste allemand Hermann Ewerbeck, membre de la direction de la Ligue des justes à partir de la fin 1841 et membre également d'une loge parisienne : "Die Freimaurerei ist nicht zu gebrauchen ; ich bin selbst darin" (BdK 1, p. 157) ; sur cette question de la filiation et des ruptures entre franc-maçonnerie et mouvement ouvrier cf. les éléments de réponse avancés in *Die frühsozialistischen Bünde*, p. 73-74.

634 Cf. GRANDJONC, "Mémoires d'un artisan", p. 256.

635 GRANDJONC, "Les émigrés", p. 142 (rapport du préfet de police au procureur général, du 16 mai 1839).

636 Cf. "Aufruf an die edlen Mitbürger", in BdK 1, p. 123-125.

637 Joseph Moll manque tant dans les listes de membres de la Ligue saisies au domicile de Schapper en mai 1839 que dans les documents de la police et de la justice

Heinrich Bauer, qui était alors à Paris depuis la seconde moitié de 1836 environ et membre de la Ligue, ne fut arrêté comme communiste allemand, sur dénonciation en provenance de Genève, qu'en décembre 1841 et expulsé le 16 mars 1842 pour l'Angleterre.<sup>638</sup> Parmi les quatre-vingt-cinq tués (tous identifiés) de ces deux journées révolutionnaires figurent, il est vrai, un grand nombre de patronymes à consonance germanique, mais ce sont, à l'exception d'un jeune compagnon prussien tué de balle perdue, exclusivement des soldats alsaciens du régiment de ligne engagé par le gouvernement contre les barricades.<sup>639</sup> Parmi les blessés figurent deux Allemands : Bernhard Schlesinger, passementier de Mayence, blessé à la main droite par balle perdue semble-t-il, qui avait travaillé chez son patron le dimanche 12 mai de 6 h du matin à 3 h 30 de l'après-midi "comme tous les dimanches" ; et Austen, le seul Allemand pris les armes à la main sur une barricade.<sup>640</sup> Parmi les suspects, c'est-à-dire plusieurs centaines de personnes arrêtées lors des rafles des 12 et 13 mai ou sur dénonciations ultérieures de concierges ou de voisins, les seuls Allemands sont Schapper, Kokelmans, Isaak-Abraham et le ferblantier Daniel Mayer qui seront tous élargis faute de preuve, en novembre et décembre 1839.<sup>641</sup> Le seul membre de la Ligue des justes, comme il apparaît des instructions postérieures menées en Allemagne contre la Ligue, est Schapper, arrêté en redingote hors des lieux de combats. Etant donné l'usage de la poudre noire à cette époque et la violence des affrontements, la participation armée des blessés et des suspects arrêtés les 12 et 13 mai en dehors des lieux de combat était immédiatement décelable à l'état du corps et des vêtements des intéressés, minutieusement décrit dans les rapports d'arrestation. On peut donc être à peu près assuré que ceux qui bénéficièrent d'un non-lieu n'avaient pas été mêlés de près ou de loin au soulèvement.

De cet ensemble de faits concordants il apparaît que la Ligue des justes ne peut être considérée comme une section de la Société des saisons – si ce n'est par son idéologie puisée à la même source – et qu'elle n'a pas participé en tant que telle ni même par aucun de ses membres en particulier à "la prise d'armes" des 12 et 13 mai 1839.<sup>642</sup> Le principal auteur de la légende du combat fraternel semble bien être Schapper ou ses compagnons londoniens, de qui Engels devait en tenir le récit oral,<sup>643</sup> car dans une défense postérieure imprimée Schapper lui-même ne parle que

française à cette date et plus tard. Il n'apparaît dans les pièces de surveillance des étrangers et des suspects politiques qu'au début de l'année 1847 lors de son voyage d'émissaire de la Ligue des justes de Londres à Bruxelles et à Paris.

638 Sur Bauer cf. l'introduction au document 33A.

639 Cf. AN : CC 723, "Informations générales. Dossiers relatifs aux tués et aux blessés". Le jeune corroyeur prussien – il avait 19 ans – du nom d'Albert Engels, tué par balle perdue, venait d'arriver à Paris, son livret de travail lui ayant été remis le 2 avril 1839, ce qui exclut qu'il ait eu le temps d'être recruté par la Ligue des justes.

640 Cf. AN : CC 743 pour Schlesinger ; cf. note 630 ci-dessus pour Austen.

641 Cf. AN : CC 728, 739 et 740.

642 De même l'Association patriotique allemande n'avait pas participé en avril 1834 au soulèvement parisien, cf. GRANDJONC, "Mémoires d'un artisan", p. 256, note 54.

d'une promenade de curieux qui l'avait amené à proximité des quartiers insurgés.<sup>644</sup> Weitling, qui eut connaissance des événements par les témoins dès 1839/1840, note seulement qu'à la suite de ce soulèvement les poursuites ordinaires en pareil cas s'étendirent aussi à un réfugié allemand, Schapper, qui fut expulsé vers l'Angleterre, ce qui correspond à la réalité telle qu'on peut la reconstruire à partir des documents authentiques.<sup>645</sup> La part de filiation française et plus particulièrement néo-babouviste, puis "humanitaire", du socialisme et du communisme allemands puis du marxisme est suffisamment prouvée par les contacts personnels et idéologiques dans les années trente, puis organisationnels et idéologiques dans les années quarante pour qu'il soit inutile à mon avis de la chercher là où elle n'est pas.

### Les Allemands à Paris

Étant donné l'absence de courant démocratique structuré et de mouvement ouvrier en Allemagne même, après comme avant 1830, les emprunts linguistiques de l'allemand au français – et dans une mesure moindre alors à l'anglais – représentent un phénomène très particulier et significatif : ils sont dus à la présence en Europe occidentale, et particulièrement à Paris avant 1840, d'une colonie allemande croissante, et en son sein à une minorité agissante d'artisans et d'intellectuels.<sup>646</sup> Ainsi Heinrich Heine, qui était alors loin d'avoir des opinions républicaines, assistait cependant le 2 février 1832 à Paris, parmi d'autres Allemands sans doute,<sup>647</sup> à la

<sup>643</sup> La connaissance précise des événements sur les barricades ne posait aucun problème à Schapper pas plus qu'à tous ceux qui des mois durant avaient partagé la prison, en chambrées communes, avec les combattants des barricades. En outre, Schapper à Londres n'avait pas besoin de dire expressément qu'il avait combattu sur les barricades, le simple fait de son expulsion pouvant induire ses interlocuteurs à conclure à sa participation active au soulèvement parisien.

<sup>644</sup> Cf. l'extrait de sa défense devant les assises de Wiesbaden, "Verteidigungsrede", in BdK 1, p. 115. Cette version des faits est confirmée par l'interrogatoire de Schapper et les dépositions des soldats qui arrêtèrent le 12 mai 1839 au soir "un grand individu en redingote [...], c'était un Allemand, il était grand et jeune" (Schapper mesurait 1 m 80), qui portait un stylet à tracer de typographe, qualifié de poignard dans les pièces du procès (AN : CC 739, dossier 182).

<sup>645</sup> "Infolge dieses Aufstandes wurden die üblichen Verfolgungen auch auf einen deutschen Flüchtling namens Schapper ausgedehnt und derselbe nach London transportiert." (WEITLING, *Garantien*, préface de 1849, éd. KAUFHOLD, p. 294).

<sup>646</sup> Sur l'importance numérique et la composition sociale des colonies allemandes avant 1848 en Europe occidentale en général et à Paris en particulier (composées de 85 % à 97 % d'artisans et d'ouvriers selon les temps et les lieux, le reste étant constitué de journalistes, d'artistes, de voyageurs, d'exilés politiques, etc.), cf. GRANDJONC, "Les étrangers à Paris"; "Deutsche Binnenwanderung"; "Éléments statistiques"; et STRÄHL, *Briefe*, p. 17-25.

<sup>647</sup> Les séances des sociétés républicaines, saint-simoniennes ou libérales françaises furent tout particulièrement suivies par les Allemands en janvier-février 1832,

séance publique de la Société des amis du peuple, et il résumait dans un de ses articles pour l'*Allgemeine Zeitung* l'intervention du "Citoyen Blanqui" contre "la boutique incarnée" – c'est-à-dire Louis-Philippe –, caractérisant d'un trait la tonalité générale de l'assemblée : elle sentait, dit-il, le *Moniteur* de 1793 ; et quelques mois plus tard, dans la préface à la publication de ses articles en volume, reprenant l'image à l'adresse des princes allemands, il souligne le pouvoir toujours subversif du vocabulaire de la Révolution française.<sup>648</sup> Il écrit ailleurs à propos de deux républicains allemands, Gottlob Frankh et Friedrich Seybold qui séjournaient alors à Paris, qu'ils étaient venus "dans le but de préparer une traduction allemande de la Révolution française",<sup>649</sup> aussi bien, en 1832, quand le vocabulaire de la Révolution commence à passer en allemand, n'est-ce encore guère plus que de la "traduction" pour information.<sup>650</sup> mais dès 1833, dans le milieu désormais républicain puis néo-babouviste de l'Association patriotique allemande (1832-1834), de la Ligue des bannis (1834-1836) et de la Ligue des justes (à partir de 1836),<sup>651</sup> on effectue l'assimilation en allemand du langage de Robespierre, de Maréchal et de Babeuf par l'intermédiaire le plus souvent de Buonarroti, de Teste, de Voyer d'Ar-gençon, etc. S'il n'existe pas alors de traduction même partielle de Buonarroti en allemand, on constate cependant une imprégnation républicaine et néo-babouviste

période de préparation active du Deutscher Vaterlandsverein parisien : à preuve le compte rendu de la séance des Amis du peuple du 2 février 1832 intitulé "Die Freunde des Volks in Paris", in *Deutsche Tribune*, 21 mars 1832, n° 71, p. 571/572/n. Cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 12-16 ; GRANDJONC, "Die deutschen Emigranten", p. 168-170. A preuve aussi le compte rendu de Heine.

<sup>648</sup> HEINE, *Französische Zustände*, p. 53 ; *Säkularausgabe*, vol. 7, p. 98 : "Die Versammlung roch ganz wie ein zerlesenes, klebrichtes Exemplar des *Moniteur* von 1793"; les formules "Citoyen Blanqui" et "boutique incarnée" sont en français dans le texte. Le passage de la préface concernant *Le Moniteur*, dans l'original, p. XXIII ; *Säkularausgabe*, p. 78-79.

<sup>649</sup> HEINE, *Ludwig Börne*, éd. ELSTER, vol. 6, p. 72 ; *Säkularausgabe*, vol. 9, p. 332 : "jener andre Buchhändler [Seybold], der ebenfalls nach Paris gekommen, um eine deutsche Übersetzung der französischen Revolution zu besorgen". Sur Frankh, que Börne lui-même qualifie de "wütender Jacobiner", et Seybold, cf. RIPPMMANN, *Börne-Index*, p. 187-190 et 697-698.

<sup>650</sup> Cf. par exemple *Deutsche Tribune*, 21 mars 1832, n° 71, p. 571-572, où le vocabulaire de la période révolutionnaire transmis par les républicains et néo-babouvistes français est encore purement informatif, même si le pas peut être rapidement franchi de l'information à la conviction. On trouve dans ce compte rendu, outre "Freund des Volkes" ou "Volksfreund", les formules "freie Bürger", "wahre Patrioten", "Bürgertugend", "Wohl des Volkes", "Völkerrecht, Freiheit und Gleichheit, das Gemeinwohl Aller", "Republik", et ce résumé des propositions des Amis du peuple : "Der Zustand der menschlichen Gesellschaft [...] kann nur dann verbessert werden, wenn mit einer politischen Reform auch eine gesellschaftliche Revolution eintritt." (p. 572/h).

<sup>651</sup> Sur ces sociétés allemandes de l'émigration, Deutscher Volksverein, Bund der Geächteten, Bund der Gerechten cf. KOWALSKI, *Vorgeschichte* ; SCHIEDER, *Anfänge* ; RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur* ; STRÄHL, *Briefe*.

croissante des textes rédigés, pour la plupart de façon collective,<sup>652</sup> de 1832 à 1839 par et pour les associations allemandes à Paris, et que j'ai pris comme base du sondage lexicographique qui suit. Cela ne signifie pas pour autant que toute autre référence culturelle en soit absente : le langage religieux par exemple y joue au contraire un rôle relativement important, encore que très ambigu. Ce langage religieux traditionnel est en effet, à l'origine, le seul véhicule théorique de ces ouvriers immigrés, mi-paysans mi-artisans sortis d'une Allemagne encore très imprégnée de culture biblique. Il n'est pas étonnant qu'à l'exemple des paysans révoltés de 1525 ce soit en termes religieux qu'ils fondent et formulent d'abord leurs revendications de *liberté* (politique) et d'*égalité* (sociale) ;<sup>653</sup> mais peu à peu le déracinement et l'analyse de leur situation concrète, joints à l'influence des républicains et des socialistes français (ou anglais), les amènent à utiliser concurremment à la langue religieuse un vocabulaire nouveau, à se référer à une théorie de la société où le langage religieux n'apparaît plus, en certains cas, que comme moyen de propagande pur et simple à l'usage des nouveaux venus ou de leurs "frères" restés en Allemagne.<sup>654</sup>

### Les textes

Étant donné le caractère particulier de cette littérature prolétaire de l'exil dont la conservation est encore plus hasardeuse que celle dont il a été traité jusqu'ici, il est nécessaire de préciser quelles sources ont pu être utilisées, constituant une série aussi continue que possible.

Pour l'année 1832, qui marque l'origine des associations allemandes à l'étranger : les appels et comptes rendus de séances de l'Association patriotique (Deut-

652 La preuve de la rédaction collective des tracts du Deutscher Volksverein a été apportée par RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 34-37 ; par les éditeurs de STRÄHL, *Briefe*, p. 59-61, 461-481, pour les lettres de Strahl ; mode de composition qui vaut également pour SCHAPPER, "Gütergemeinschaft", comme pour [WEITLING], *Die Menschheit*.

653 Ainsi le *Glaubensbekenntnis eines Geächteten* commence par ces mots : "Es stehet geschrieben : der Herr schuf alle Menschen nach seinem Ebenbilde. Er schuf sie alle gleich." (RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 130).

654 SCHIEDER, *Anfänge*, arrête son analyse des origines du mouvement ouvrier allemand vers 1840, à une date où les socialistes allemands, sous la triple influence de leur propre anticléricalisme, du néo-babouvisme et de l'école feuerbachienne, vont abandonner pour une très large part la référence religieuse de leurs revendications sociales et politiques. Il a donc naturellement été amené à surestimer ce moment religieux, qui culmine en effet vers 1834-1835 avec les traductions allemandes de LAMENNAIS, *Paroles d'un croyant*. Pour la critique de son interprétation cf. SEIDEL-HÖPPNER, "Frühproletarisches Denken", et RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 10-11. Cependant même certains des plus convaincus de ces socialistes imprégnés de christianisme, comme Wolfgang Strahl, vont chercher dès les années trente un appui à leur réflexion chez des agnostiques ou des athées tels Byron, Benjamin Constant ou Buonarroti (cf. STRÄHL, *Briefe*, p. 243-244, 288), appui si paradoxal qu'il ruine ce qu'il était chargé d'étayer.

scher Vaterlands- puis Volksverein) ainsi que la traduction strasbourgeoise de la *Défense du citoyen Louis Auguste Blanqui* lors du procès des Quinze.<sup>655</sup>

Pour 1833 et janvier 1834, les tracts du Deutscher Volksverein.<sup>656</sup>

Pour l'année 1834, les textes qui serviront pendant près de dix ans de documents de base dans la propagande des diverses associations allemandes à Paris : *Aufruf eines Geächteten*<sup>657</sup> et *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte*,<sup>658</sup> qui est une adaptation allemande d'une partie du *Projet de Constitution* de Charles-Antoine Teste (1833), brochure signée du seul Teste mais qui était le résultat d'un travail collectif autour de Buonarroti, dont on connaît certaines corrections manuscrites.<sup>659</sup> puis le *Glaubensbekenntnis eines Geächteten*<sup>660</sup> et les statuts de la Ligue des bannis ;<sup>661</sup> en outre, et pour clore cette année 1834, l'acte de fondation en quatre langues (italien, allemand, polonais et français) de la Jeune-Europe, dit *Acte de fraternité/Verbrüderungsacte* [...], signé le 15 avril 1834 au domicile de Mazzini à Berne.<sup>662</sup>

Pour 1835, la publication anonyme de Theodor Schuster, *Gedanken eines Republikaners*, d'abord éditée sous forme d'une série d'articles dans *Der Geächtete*, puis séparément,<sup>663</sup> la brochure d'Edouard Rauch, *Die spanische Constitution*,<sup>664</sup> et celle d'un certain Schäfer, *Ideen-Betrachtungen*,<sup>665</sup> ainsi que les anonymes *Betrachtungen eines deutschen Arbeiters*.<sup>666</sup>

Pour la période de juillet 1834 à février 1836 il faut ajouter *Der Geächtete*, revue de la Ligue des bannis publiée par Jacob Venedey puis par Theodor Schuster,

655 Les tracts de l'Association patriotique, dispersés dans les fonds d'archives au travers de l'Europe, sont désormais reproduits in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur* ; en ce qui concerne l'année 1832, p. 69-80. [BLANQUI], *Prozeß*, parut en avril 1832 chez Silbermann à Strasbourg.

656 Cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 81-108.

657 Reproduit in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 109-124.

658 Reproduite in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 316-319 ; in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 125-129 ; in STRÄHL, *Briefe*, p. 492-495.

659 Cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 56, note 8. La source française de cette *Erklärung* a été mise en évidence par SCHIEDER, *Anfänge*, p. 181-187. Il existe d'ailleurs d'autres traductions, moins répandues, soit de la Constitution de 1793, soit du *Projet de Constitution* de Robespierre, cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 57, notes 21 et 28, qui fait état d'une traduction parue en 1832 à Zweibrücken et d'une de 1834 à Strasbourg ; cf. également "Menschen- und Fürstenrecht", *Der Geächtete*, vol. 2, p. 125-131.

660 Reproduit in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 183-190 ; in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 130-138.

661 In BdK 1, p. 975-985 ; RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 139-151.

662 In MAZZINI, *Scritti*, vol. 4, hors-texte.

663 In RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 152-203 ; KOWALSKI, *Zeitschriften*, p. 48-84.

664 In RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 205-211. Ce texte, non daté, l'est ici d'après Strahl : cf. GRANDJONC/WERNER, p. 37 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 436.

et d'avril 1835 à avril-mai 1836 les *Briefe eines Schweizers aus Paris* de Wolfgang Strähl.<sup>667</sup>

Pour la fin 1836, un tract allemand recomposé d'après un original en anglais, *Adresse des Londoner Arbeitervereins an die arbeitenden Klassen Belgiens, Hollands und Deutschlands*.<sup>668</sup>

Malgré toutes les recherches entreprises, l'année 1837 n'est représentée par aucun document nouveau, du fait peut-être de la restructuration des anciens Bannis et Jeunes-allemands en Ligue des Justes.

Pour 1838 et 1839 enfin on dispose des tracts et des statuts de la Ligue des justes,<sup>669</sup> du questionnaire et des réponses partiellement rédigées de Schapper sous le titre "Gütergemeinschaft"<sup>670</sup> et du manifeste anonyme de la Ligue composé par Weitling, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte*.<sup>671</sup>

<sup>665</sup> In RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 212-215.

<sup>666</sup> In KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 193-195 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 498-500. Bien qu'il s'agisse à l'évidence d'un texte parisien, il n'a pas été reproduit par Ruckhäberle, cf. à ce propos la recension de son ouvrage in IWK, 1978, p. 563-564.

<sup>667</sup> Une édition partielle de ces documents découverts à Neuchâtel a été donnée in GRANDJONC/WERNER (1978). Les lettres de Strähl *in extenso*, ainsi que divers autres documents à la rédaction desquels il a participé, sont désormais accessibles in STRÄHL, *Briefe* (1988).

<sup>668</sup> Le tract d'une feuille in-4° est conservé à Amsterdam, IISG : D 1084/5A K ; Genève, Bert Andréas ; Neuchâtel, Archives de l'Etat : Jeune-Allemagne, Portefeuille n° 4 ; Paris, AN : CC 739 ; Vienne, Österreichisches Staatsarchiv : Beilage zum Bericht vom 14. Januar 1837 des Konfidenten Schäfer. Il est reproduit, d'après une copie de la police, in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 207-210 ; d'après l'original, in RUCKHÄBERLE, *Bildung und Organisation*, p. 187-190.

A l'origine de ce texte, une adresse d'ouvriers britanniques, *Address of the Working Men's Association of London to the Working Classes of Belgium*, publiée à Londres en novembre 1836 (reproduite in LEHNING, "The International Association", p. 239-242), qui fut considérablement remaniée, jusque dans le titre, et qui parut en allemand, sans doute en décembre 1836, à Paris. SCHIEDER, *Anfänge*, p. 162-163, qui note le travail rédactionnel du texte allemand, pense qu'il a été publié à Londres ; or il n'existe pas, à cette date et jusqu'en 1845, d'imprimerie londonienne possédant des caractères gothiques ; en conséquence, le texte allemand, qui a en outre certaines caractéristiques néo-babouvistes, doit être porté à l'actif de groupes parisiens indistinctement Jeune-Allemagne, Ligue des bannis, Ligue des justes, ce qui explique qu'on en trouve des exemplaires tant dans les papiers de Schapper à Paris en 1839 que dans ceux de Strähl à Neuchâtel en 1841 (cf. GRANDJONC/WERNER, p. 13-14 ; RUCKHÄBERLE, *Bildung und Organisation*, p. 190-191 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 48).

<sup>669</sup> In RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 225-236 ; les statuts sont également reproduits in BdK 1, p. 92-98.

<sup>670</sup> Texte reproduit in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 319-327 ; in BdK 1, p. 98-107 ; in GRANDJONC/PELGER, "Gütergemeinschaft".

<sup>671</sup> L'édition originale de [WEITLING], *Die Menschheit*, n'est connue que par un exemplaire conservé au Zentrales Staatsarchiv de Merseburg ; le texte en est reproduit in

Ces documents du mouvement ouvrier allemand naissant ont été complétés pour 1830-1831 par des extraits de correspondances de presse sur la situation française après la révolution de Juillet ;<sup>672</sup> pour 1832 par les reportages déjà cités de Heine pour l'*Allgemeine Zeitung*, et rassemblés sous le titre *Französische Zustände* ; pour les années 1833 à 1839 par les rapports de mouchards que publia jadis Karl Glossy<sup>673</sup> et pour toute la période de 1830 à 1839 par la presse à publication sporadique de l'émigration allemande, dépouillée lors d'une étude antérieure.<sup>674</sup> Si on excepte Heine d'ailleurs et *Der Geächtete*, il faut constater l'indigence foncière de cette dernière catégorie de production littéraire en ce qui concerne le vocabulaire qui nous intéresse ici.

Enfin, un article en français et en allemand de février-mars 1840, traitant de la situation ouvrière en Angleterre, permet de faire la liaison avec la période suivante.<sup>675</sup>

### Une culture nouvelle

Analysant la portée politique de ces documents des origines du mouvement ouvrier allemand, qu'il reproduit en grande partie, Hans-Joachim Ruckhäberle note très justement quant à leur contenu et à leur forme : "ce qui est en cause, ce n'est pas seulement une modification des représentations, c'est également une langue nouvelle et un savoir nouveau".<sup>676</sup> Langue nouvelle et savoir nouveau certes, mais qui ne sont pas nécessairement synonymes d'invention verbale ou de premier emploi chez ces Allemands de l'étranger : les seuls termes ou formules réellement neufs à ma connaissance se limitent pour la période envisagée à "Klasse (der Reichen/der Armen)", "arbeitende Klasse/Arbeitsklasse/Arbeiterklasse",<sup>677</sup> "Proletair", "Proletariat", et au terme rare alors mais préexistant de "Vergesellschaftung" utilisé concurremment à "Association".<sup>678</sup> Parmi ces emprunts au français les trois

KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 210-241 ; in WEITLING, *Das Evangelium*, éd. SCHÄFER, p. 142-177.

<sup>672</sup> BOOSS, *Ansichten der Revolution*.

<sup>673</sup> Cf. GLOSSY, vol. 1, p. 1-168.

<sup>674</sup> GRANDJONC, "La presse", p. 109-116, 129-131, 137-138.

<sup>675</sup> Documents 17A, 17B et 17C.

<sup>676</sup> RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 32 : "es geht nicht nur um die Veränderung der Vorstellungen, es geht auch um eine neue Sprache und neue Erkenntnis".

<sup>677</sup> On trouve cependant dès le début du siècle dans le milieu industriel naissant de la vallée de la Wupper la formule "arbeitende Claße" appliquée aux artisans-ouvriers de la firme Engels. Elle est employée dans une lettre du 24 juillet 1807 adressée par Gerhard Bernhard van Haar à Johann Caspar Engels jr. (les deux grands-pères de Friedrich Engels) ; cf. KNIERIEM, *Die Herkunft*, sous cette date. Usage unique apparemment, du pédagogue van Haar, induit par ses relations intimes avec la famille d'industriels Engels et que nous ne connaissons que par la conservation aléatoire de lettres familiales et commerciales récemment découvertes par Michael Knieriem.

derniers sont d'ailleurs dûs à la plume d'intellectuels : un saint-simonien anonyme, un traducteur strasbourgeois de Blanqui et l'émigré Theodor Schuster ; neuve par contre est d'abord l'appropriation par ces hommes d'un vocabulaire existant auquel ils donnent un contenu ou une coloration radicalement différents. Cette nouveauté se mesure par exemple à l'emploi ou au non-emploi de termes comme "liberal" et "Liberalismus" qui, dans le journalisme courant ou dans les rapports de mouchards des années trente, servent à désigner le comble du radicalisme politique, la porte ouverte à la révolution sanglante ; or, dans l'ensemble des textes de référence du mouvement ouvrier naissant, "Liberalismus" apparaît deux fois seulement chez Schuster qui le récuse comme la théorie avancée du parti de l'ordre politique et social établi : c'est d'emblée au-delà du libéralisme (conservateur) que se situent ces hommes.<sup>679</sup>

Le lieu de leur culture nouvelle, c'est tout d'abord le langage politique jacobin : Liberté, Égalité, Fraternité, appliqué à leur situation d'Allemands ; on trouve donc tout naturellement et à chaque page ou presque des tracts et brochures de référence les termes "Freiheit", "Gleichheit", "Brüderlichkeit" (ce dernier terme parfois remplacé par "Humanität"<sup>680</sup>), tandis que chacun de ces Allemands prend conscience de sa triple qualité d'homme, de frère, de citoyen ("Mensch", "Bruder", "Bürger") parmi ses semblables, ses égaux au sein de la commune patrie allemande, politiquement inexistante si ce n'est dans la répression ; d'où l'importance de l'emploi de termes très anciens ou plus récents, mais révolutionnaires pour l'Allemagne d'alors, que peuvent être "deutsch", "Vaterland" et "Patriot" qui, dès 1832, s'implantent dans le langage des associations allemandes à l'étranger. Le sentiment nouveau de leur propre dignité se traduit chez ces hommes par l'emploi très fréquent, encore que nuancé, de ces diverses appellations : "Mensch" et "Bürger" apparaissent surtout dans des textes à caractère théorique où est revendiqué la qualité universelle d'homme ou le droit à l'exercice politique du citoyen, textes directement

678 *Vergesellschaftung*, répertorié dans GRIMM, XII/1 (1956), au XVIII<sup>e</sup> siècle chez Leibniz au sens d'association, est utilisé entre 1826 et 1835 par des saint-simoniens allemands et jusqu'à SCHUSTER, *Gedanken eines Republikaners*, concurremment à *Verein* et *Association*. Il prend le sens de socialisation au cours des années quarante.

679 Sur *Liberalismus* cf. note 373. *Liberal* et *Liberalismus* sont encore dans les années trente le cauchemar de Metternich et de ses agents, cf. GLOSSY, vol. 1, p. 17, 43, 52, 96, etc. Quant à Schuster, il oppose son programme social radical à celui des libéraux, "welche eine politische Reform für den allein erlaubten Zweck einer Umwälzung halten", définissant le libéralisme de la façon suivante : "Der Liberalismus Jener will den Mißbrauch beschränken, unser Radikalismus will ihn vernichten." (SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 185 ; et p. 200).

680 Ainsi la Jeune-Allemagne/Junges Deutschland, section de la Jeune-Europe, l'organisation cosmopolite mazzinienne fondée à Berne, avait-elle pour devise "Freiheit ! Gleichheit ! Humanität !" / "Liberté ! Égalité ! Humanité !", etc. Mais dans l'Acte de fraternité / Verbrüderungsacte, la formule française "mission humanitaire" est rendue par la circonlocution "Aufgabe der gesamten Menschheit".

inspirés de la philosophie des Lumières et de la Révolution française naturellement.<sup>681</sup> "Bruder" sert le plus souvent à s'adresser aux autres membres de l'association ou à ceux d'associations similaires ; puis, dans les années quarante, le terme cédera la place dans les organisations politiques allemandes et internationales à "Citoyen/Citizen/Bürger".<sup>682</sup> J'ai noté ailleurs la prise de conscience nationale de ces Allemands de l'étranger au début des années trente,<sup>683</sup> qui se manifeste par la fréquence d'usage des termes "deutsch", "Deutschland", "Patriot", "Vaterlandsfreund", "patriotisch" – alors synonymes de "révolutionnaire" – et à un degré moindre des termes "Vaterland" et "vaterländisch" ; cela ne durera pas très longtemps à vrai dire, car il leur faudra bientôt se distancer des "patriotes teutomanes".<sup>684</sup>

Ce double sentiment de dignité personnelle et d'appartenance nationale s'accompagne naturellement d'une volonté de transformation politique et sociale, qualifiée selon le cas de "Reform" ou de "Revolution", qui doivent conduire à la constitution d'une Allemagne unie. Après une certaine hésitation sur le mode de réalisation de l'unité allemande – monarchie ou république –, l'idée républicaine l'emporte dans les organisations à partir de la seconde moitié de 1833 environ sous l'influence des luttes républicaines et ouvrières françaises contre la monarchie bourgeoise : c'est de cette période que date en allemand l'exigence de "demokratische Republik" et l'espoir d'une "deutsche Republik".<sup>685</sup> Ces Allemands, qui se disent eux-mêmes "Jakobiner" ou plus souvent "Republikaner",<sup>686</sup> retournent l'accusation que leur adressent les pouvoirs constitués de la Confédération germanique et

681 Cf. par exemple *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* ou encore SCHÄFER, *Ideen-Betrachtungen über die Anwendung des Titels Mensch* (in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 125-128 et 212-215). C'est autour de ces notions de qualité et de droits de l'homme que tourne une large partie de la production d'un autre Allemand, Georg Büchner, qui connut l'émigration à Strasbourg et à Zurich.

682 Cf. BARTHOLMES, p. 81-125.

683 Cf. GRANDJONC, "Ideologische Auseinandersetzungen", p. 82-83 ; également in STRÄHL, *Briefe*, le paragraphe "Von der sozialpolitischen Erfahrung zur Mentalitätswandlung", p. 54-56.

684 Les appellations "Deutscher Vaterlandsverein", ou "Vaterländischer Verein", ou encore "Patriotischer Verein" (cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 63-67, 69, 71, 79) ne durent que de mars à juillet 1832, pour faire place à "Deutscher Volksverein". La notion de *Vaterland*, qu'on trouve encore à l'honneur dans le texte de Schäfer publié à Francfort en 1837 (in RUCKHÄBERLE, p. 212-215), n'a pas toujours bonne presse dans les écrits des artisans et des intellectuels émigrés (cf. par exemple l'article de 1834 intitulé "32" [i.e. 32 Vaterländer], in *Der Geächtete*, vol. 1, p. 116-121, ou le tract de 1835, *Betrachtungen eines deutschen Arbeiters*). Au cours des années quarante le ton dans le rejet de la "fausse patrie" est donné par HEINE, *Die armen Weber* : "Ein Fluch dem falschen Vaterlande / Wo nur gedeihen Lüg' und Schande". (1844).

685 Cf. in STRÄHL, *Briefe*, les chapitres "Geschichtsdanken" et "Politische Auffassung", p. 68-106.

686 L'appellation *Jakobiner* est du langage cultivé ; cf. par exemple ce rapport de mouchard en 1834 sur le prince Pückler-Muskau, qualifié d'"Erzjakobiner" (GLOSSY,

déclarent l'ordre établi "Anarchie".<sup>687</sup> Eux que les journalistes, l'administration, les mouchards qualifient encore de populace (Pöbel)<sup>688</sup>, ils se disent individuellement ouvriers ("Arbeiter") et collectivement peuple ("Volk")<sup>689</sup> et, faisant référence aux exigences d'égalité et de justice ("Gerechtigkeit"), au désir de bonheur terrestre ("Glück") ou de bien-être minimum ("Wohl/Wohlstand")<sup>690</sup> qu'ils empruntent indistinctement à la Bible et à la Constitution de 1793, ils amorcent une réflexion sur l'ensemble de la société ou de "l'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être", selon la formule de Weitling.

### Klasse – Arbeiterklasse

Cette réflexion, commencée au sein du Deutscher Volksverein à partir de la seconde moitié de 1833 approximativement,<sup>691</sup> amène les artisans et les ouvriers de cette organisation et de celles qui lui succèdent à s'approprier désormais le langage de l'analyse sociale, y compris celui de l'économie politique, qui leur était jusque-là

vol. 1, p. 12). *Republikaner* est le qualificatif utilisé par les intéressés eux-mêmes : cf. les *Gedanken eines Republikaners* de Schuster.

687 L'accusation d'Anarchie portée contre toute tendance réformatrice ou novatrice est beaucoup trop répandue pour qu'on en puisse faire le compte ; qu'il suffise de citer un rapport des services de Metternich en provenance de Francfort, du 15 novembre 1835 : "Ist es aber einmal erst so weit gekommen, dann bedarf es nur einer geschickten Anregung und die Anarchie fängt an zu glimmen, um vielleicht bald in hellen Flammen aufzuschlagen." (GLOSSY, vol. 1, p. 34). Ce à quoi un homme comme Schuster répond : "Freilich sind unsere Philosophen, Geschichtsschreiber und Tagespolitiker übereingekommen, jedes Streben nach einer tatsächlichen, auf die Reform der Vermögensverhältnisse gegründeten, und mithin sozialen Freiheit, als das Beginnen einer wahnwitzigen Neuerungssucht oder einer anarchischen Raublust zu bezeichnen : [...] Wie, Anarchie und Raub ? – Und diesen Vorwurf macht Ihr uns, die Ihr durch Eure Gesetze den Reichen zum Bedränger des Armen macht, und dadurch den Armen wider Jenen entflammt zum natürlichen und unversöhnlichen Haß." (SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 181 et 186).

688 Sur l'emploi de *Pöbel* on consultera GRIMM, VII (1889) ; l'étude de CONZE, "Vom 'Pöbel' zum 'Proletariat'", p. 336-340 ; et sa critique par BOOSS, p. 214. L'usage que font de *Pöbel* des publicistes comme Bernhard von Fürth et Johann Heinrich Schnitzler (rassemblés par BOOSS) ou un artisan comme Strahl prouve que le terme, essentiellement péjoratif, a une extension plus morale que sociale, même si (étant donné la composition de la classe qui écrit alors en Allemagne) on le rencontre le plus souvent comme qualificatif des gens du peuple.

689 Le terme *Volk*, seul ou en composition, est parmi les plus répandus de cette littérature populaire. Dans le seul recueil de RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, on trouve par exemple "Volksaufklärung" (p. 234), "Volksbildung" (p. 184), "Volksfreund" (p. 85, 120, 121, 123, etc.), "Volksmann/Volksmänner" (p. 81), "Volksheute" et "Volksouveränität" (p. 183), "Volksrechte/Völkerrechte" (p. 3, 73), etc. Strahl parle de "Volksfeinde", "Volksunterdrücker", "Volksregierung" (STRÄHL, *Briefe*, p. 164) ; Weitling, de "Volkslehrer" (WEITLING, *Die Menschheit*, p. 29 ; in KOWALSKI, p. 222) et de "Volkschule" au sens de gouvernement populaire (p. 63 ; p. 234).

totale étranger. C'est de cette période que date leur prise de conscience progressive de l'existence de deux classes antagonistes au sein de la société et que pour le dire ils ont recours au vocabulaire babouviste, néo-babouviste ou saint-simonien. Le terme "Classe/Klasse", à peu près absent du journalisme et des rapports de police,<sup>692</sup> est des plus courants dans les textes des intéressés dès 1832/1833. Il est présent soit sous la forme plurielle plus ancienne "die arbeitenden Klassen"<sup>693</sup> (attestée depuis 1772 et correspondant aux formules "les classes laborieuses", "the working classes" du français et de l'anglais) ou encore "die ärmeren Klassen",<sup>694</sup> "die ackerbauenden und gewerbetreibenden Klassen",<sup>695</sup> etc. ; soit sous la forme singulière qui n'apparaît à ma connaissance dans le vocabulaire social allemand, sous l'influence de la Société des amis du peuple, qu'à partir de mars 1832 dans un tract du Deutscher Volksverein où il est question de la classe bourgeoise triomphante en France après la révolution de Juillet,<sup>696</sup> deux ans plus tard, en janvier 1834, la formule "die arbeitende Klasse" est employée à l'occasion de la discussion d'un tract par les membres du Deutscher Volksverein.<sup>697</sup> En 1835 Strahl emploie pour classe ouvrière la formule "Arbeitsklasse" qui deviendra "Arbeiter-Klasse"

690 Le terme *Wohl*, seul ou en composition, est aussi un des plus répandus de cette littérature populaire, très souvent en relation avec *Volk* (on trouve "Volks-Wohl" dans la *Deutsche Tribune* du 23 mars 1832). On se reportera aux textes rassemblés par RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 94, 101, 102, 135, 136, 140, 152, 154, 155, 168, 195, etc. où sont représentés "Wohlstand", "Wohlfahrt", "Wohlseyn", "Gemeinwohl", "Nationalwohlstand", etc. Cf. également SCHAPPER, "Gütergemeinschaft", in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 321 ; WEITLING, *Die Menschheit*, p. 4, 7, 12, 14, 43, 46, etc. (in KOWALSKI, p. 211, 212, 215, 216, 227, 228, etc.).

691 A la suite du départ volontaire ou de l'expulsion de France, ou encore de l'arrestation en Allemagne des intellectuels et employés de commerce qui dirigeaient jusqu'alors le Deutscher Volksverein, ce sont les artisans, déjà en majorité dans l'association, qui en prennent la direction à partir de juillet-août 1833 et qui donnent à la réflexion du groupe un caractère social accusé et non plus seulement politique, cf. RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 16-17 et 94-95 (tract d'août 1833).

692 On ne trouve guère dans les rapports recueillis par Glossy que des formules où le terme *Klasse* a encore son sens ancien de classification, ainsi "die Handwerksklassen" (GLOSSY, vol. 1, p. 52), "die sozial (sittenauflösend) revolutionäre Schriftstellerklasse" (vol. 1, p. 115).

693 Ainsi SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 175, 185, 194, 201 ; *Adresse des Londoner Arbeitervereins*, in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 208 ; SCHAPPER, "Gütergemeinschaft", in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 320, 322.

694 SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 195.

695 SCHAPPER, "Gütergemeinschaft", in SCHIEDER, p. 324.

696 "Ich rede nicht [...] von jener sich überschätzenden Partei, welche außer Frankreich und selbst außer Paris nur Barbaren und Lappländer vermüthet. [...] Nicht von dieser Klasse also sey gehandelt, Egoismus ist ihr Schild", in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 77-78. Cf. également les formules "bevorzugte Klasse", p. 132, "Klasse von Bevorrechteten", p. 134 et 196, note 28.

697 "Herr Goldschmidt las [...] einen Aufsatz-Aufruf an die arbeitende Klasse", in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 107. En ce qui concerne un emploi isolé de la formule en 1807, cf. note 677 ci-dessus.



chez Weitling en 1838.<sup>698</sup> Dès 1835/1836 des Allemands séjournant à Paris, tel le francfortois Anton Schäfer, membre de la Ligue des bannis, empruntent à Babeuf, à Buonarroti ou aux saint-simoniens certaines de leurs formulations, comme celle de la classe ouvrière qui constitue la partie la plus utile de la nation ; ou encore à Leroux et à Sauriac, comme celle de la constitution de la société en deux classes antagonistes.<sup>699</sup> On voit alors apparaître dans leurs écrits l'opposition entre ceux qui ne sont plus seulement des riches ("Reiche") au regard de l'éternité, mais historiquement des capitalistes ("Capitalisten") détenteurs du pouvoir et de la richesse, non plus seulement appelée "Reichthum", "Eigenthum", etc. mais aussi "Kapital", "Fabriken", "Maschinen",<sup>700</sup> etc. ; et ceux qui, ouvriers ("Arbeiter"), producteurs de la richesse,<sup>701</sup> sont qualifiés non plus éternellement de pauvres ("Arme"), mais historiquement de proscrits ou de bannis sociaux ("Geächtete"),<sup>702</sup> avant que ne s'imposent à partir de 1840 environ les appellations déjà existantes mais d'emploi rare encore dans les années trente de "Proletarier" et de "Proletariat". Et début 1840, la traduction allemande en Allemagne même d'un article de Philardte Chastes consacré à la situation ouvrière en Angleterre fournit parmi d'autres les formules "arbeitende Volksklassen", "Lage der Arbeiter", "Arbeitslohn".<sup>703</sup>

#### Proletair/Proletarier, Proletariat et proletarisch

Le substantif allemand "Proletair/Proletarier" est donné par le dictionnaire de Grimm, sans référence, comme un terme formé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle,<sup>704</sup> ce

- <sup>698</sup> STRÄHL, *Briefe*, p. 290. WEITLING, *Die Menschheit*, p. 19 (in KOWALSKI, p. 218).
- <sup>699</sup> SCHÄFER, *Ideen-Betrachtungen*, in RUCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 215. Il s'agit là d'un texte rédigé en 1835/1836 au plus tard et publié après la mort d'Anton Schäfer par son frère Carl Ludwig à Francfort en 1837.
- <sup>700</sup> On trouve ainsi dès les textes de 1833/1834 la mention de "Capitalisten" opposée à "Arbeiter", la réflexion sur la constitution et l'usage du "Kapital" commençant seulement avec SCHUSTER, *Gedanken* (1835), in RUCKHÄBERLE, p. 166, 191, etc. ; WEITLING, *Die Menschheit*, p. 18 (in KOWALSKI, p. 217). Chez Schuster et Strähl apparaît également en 1835 l'écho des débats alors courants en Angleterre et en France sur le problème des machines et du système de la fabrique : cf. en particulier SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 194-196 (notes 17 à 25) ; STRÄHL, *Briefe*, p. 370-393 ; WEITLING, p. 10 (p. 214).
- <sup>701</sup> En ce qui concerne le terme *Arbeiter* cf. le Lexique. La formule "Brüder, Hervorbringer des Reichthums !" (*Adresse des Londoner Arbeitervereins*, in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 207) est traduite de l'anglais "Fellow Producers of Wealth" (in LEHNING, "The International Association", p. 236).
- <sup>702</sup> Le terme ancien *geächtet* (banni, proscrit) connaît un regain d'emploi du fait qu'il sert à désigner de 1834 à 1836 l'association d'artisans et d'intellectuels émigrés qui se disent expressément des *proscrits* de la société, et qu'il figure comme titre de la revue de l'organisation, *Der Geächtete*. Theodor Schuster, qui est sans doute à l'origine du choix du terme, le définit dans ses *Gedanken eines Republikaners* (in RUCKHÄBERLE, p. 175) non comme *émigré* mais comme *prolétaire* : celui, dit-il, qui est sous le coup du bannissement de et par la richesse ("Vermögensacht").
- <sup>703</sup> Cf. documents 17B et 17C.

qui serait plausible comme transcription du latin au sens ancien de membre de la dernière classe des citoyens romains, mais manifestement inexact au sens moderne de personne qui ne possède pour vivre que le produit de son travail.<sup>705</sup> De fait, le terme allemand ne semble pas attesté avant son emploi en 1822 par le baron vom Stein dans une lettre à un de ses correspondants, sous la forme "Proletarier".<sup>706</sup> Et en son sens moderne il apparaît publiquement, pour autant que je l'aie relevé, seulement en avril 1832 dans la traduction sirasbourgeoise de la *Défense* de Blanqui,<sup>707</sup> puis en 1833 dans l'ouvrage de Heinrich Laube *Das neue Jahrhundert*,<sup>708</sup> dix ans plus tard, Theodor Mundt, ignorant l'emploi du terme au sens moderne en français depuis 1789, attribue le changement de sens à l'école saint-simonienne d'après 1830, définissant ainsi l'emploi allemand en Allemagne plutôt que l'emploi français ou allemand hors des frontières de la Confédération.<sup>709</sup> A la suite de Laube on

<sup>704</sup> Cf. GRIMM, VII (1889).

<sup>705</sup> CONZE, "Proletariat", p. 29, ne relève au XVIII<sup>e</sup> siècle que l'emploi de la forme latine *proletarii*, ainsi chez ZEDLER, vol. 29 (1741), p. 789-790, appliquée à la société romaine.

<sup>706</sup> Cf. CONZE, "Proletariat", p. 39, qui signale deux emplois du baron vom Stein dans sa correspondance en 1822 et 1830. Le premier dans une lettre à Schuckmann du 2 février 1822 (v. STEIN, vol. 6, p. 461), où il est question de "Vervielfältigung der Proletarier" (et non "Proletarier" comme l'écrit Conze), le second dans une lettre à Gagern du 1<sup>er</sup> octobre 1830 : "Zu dem Gärungsstoff, so besonders in den Proletarier, der Übervölkerung [...]" (vol. 7, p. 907). L'usage de *Proletarier* par Radowitz en 1826, avancé par CONZE, "Vom 'Pöbel' zum 'Proletariat'", p. 342, comme un premier emploi et encore donné in CONZE, "Proletariat", p. 39, comme l'un des exemples antérieurs à 1830, ne peut être tenu pour authentique, étant donné le travail de rédaction effectué par l'auteur sur ses notes pour leur publication en 1853 seulement, de vingt ans postérieure à l'apparition publique du terme (RADOWITZ, vol. 4, p. 5 ; partiellement cité in CONZE, p. 342).

<sup>707</sup> Cf. [BLANQUI], *Prozeß*, où le terme apparaît douze fois en douze pages sous les formes *Proletaire/Proletair* au singulier, pluriel *Proletaires*. Le traducteur précise en note p. 1 : "Dieses Wort läßt sich[,] seines eigenhümlichen Sinnes wegen, nicht ins Deutsche übersetzen. Wir haben kein gleichbedeutendes Wort. *Proletarius* (lat.) eigentlich Fortpflanzer des Geschlechts, führt im Französischen noch den Nebenbegriff der Mittellosigkeit oder Armuth." En 1835, la 3<sup>e</sup> édition du *Neues Rheinisches Conversations-Lexicon* donne encore la définition suivante : "*Proletarius* hieß in Rom Einer aus der ärmsten Volksklasse [...]. Die Franzosen haben dieses Wort übertragen und verstehen unter *Proletaire* einen Bürger, welcher kein Eigenthum besitzt und daher in den öffentlichen Versammlungen keine active Stimme hat" — ce qui se rapporte à la situation des citoyens passifs aux termes des Constitutions de 1791, de 1795 et des suivantes.

<sup>708</sup> LAUBE, vol. 2, p. 235. Le texte où apparaît le terme est daté de la fin juillet 1832. CONZE, "Proletariat", p. 39, ne connaît ni l'un ni l'autre de ces deux emplois, pas plus que celui de Th. SCHUSTER (cf. note 715). Les premiers usages publics qu'il relève de *Proletarier* sont ceux de BÜLAU (1834), BAADER (1835) et MOHL (1835).

<sup>709</sup> Cf. LADENDORF, p. 254, qui adopte le point de vue de MUNDT (1844) ; et à sa suite KLUGE/MITZKA. Laube lui-même était sous l'influence du saint-simonisme dans les années trente.

trouve le terme chez Friedrich Bülow, *Der Staat und die Industrie*, en 1834 ; en 1835 chez Theodor Schuster dans ses *Gedanken eines Republikaners* publiées à Paris<sup>710</sup> et chez Franz Baader dans sa brochure *Ueber das dermalige Missverhältniß der Vermögenlosen oder Proletaires zu den Vermögen besitzenden Klassen der Societät in Betreff ihres Auskommens*, publiée à Munich au retour d'un voyage en France et en Grande-Bretagne, dans laquelle il propose d'un point de vue conservateur conséquent qui veut éviter une révolution sociale : "die Einbürgerung der Proletaires in [die Societät]".<sup>711</sup> Ces emplois simultanés de Schuster et de Baader sont de toute évidence indépendants l'un de l'autre, étant donné l'absence de contacts entre les deux hommes et la distance de leurs opinions politiques, comme ils sont également indépendants sans doute de l'emploi par Bülow et Laube. Le terme est peu employé jusque vers 1844/1845, les intéressés et les écrivains socialistes ou communistes lui préférant "Arbeiter" : on ne le trouve dans aucun des ouvrages de Weitling rédigés à Paris et en Suisse de 1838 à 1844, il est absent des articles de l'*Allgemeine Zeitung* de 1840 et 1841 utilisés pour cette étude, ainsi que des revues *Der Hülfesruf der deutschen Jugend* et *Die junge Generation* (1841-1843) ; à ma connaissance Engels ne l'emploie pas avant la fin novembre 1842, dans ses articles écrits de Londres, et rarement ensuite jusqu'en 1845 ; il en va de même de Marx qui l'emploie pour la première fois dans un article rédigé fin 1843 et publié en février 1844 à Paris.<sup>712</sup> En 1846 par contre le terme commence à être suffisamment connu pour figurer dans le titre d'un ouvrage éditant, *Schicksale eines Proletaires*.<sup>713</sup> Cependant s'il est devenu courant dans le milieu des journalistes émigrés et des ouvriers communistes allemands de Londres, de Paris ou de Bruxelles (les Justes à Londres projetaient au début de 1847 un journal intitulé *Der Proletarier*) et si le congrès constitutif de la Ligue des communistes adopte en juin pour mot d'ordre "Proletarier aller Länder, vereinigt euch !", il a encore besoin d'être expliqué au public ouvrier dans la *Kommunistische Zeitschrift* de septembre de la même année.<sup>714</sup> En 1848 le terme est devenu d'usage commun dans tous les milieux.

L'abstrait collectif "Proletariat" est également utilisé par Theodor Schuster dans ses *Gedanken eines Republikaners* de 1835, emploi qui doit être considéré comme le premier en allemand ;<sup>715</sup> mais le terme ne se répand guère avant 1842 semble-t-il : en effet à cette date Lorenz Stein croit encore devoir consacrer plus de

710 BÜLOW, *Der Staat und die Industrie*, p. 120, 244 ; SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 176.

711 BAADER, *Ueber das dermalige Missverhältniß*, p. 13. Le terme *Proletair* est employé une vingtaine de fois dans la brochure.

712 Cf. au Lexique sous *Proletarier*.

713 Cf. EICHHOLZ. Le seul intérêt de ce spécimen de littérature éditant à l'usage des "basses classes" réside dans son titre où *Proletarier* remplace *Handwerker, Handwerksbursche*, etc. qui auraient été utilisés quelques années plus tôt.

714 Cf. ANDRÉAS, *Gründungsdocumente*, p. 23, 47, 65 ; également [SCHAPPER], "Proletarier !", in *Kommunistische Zeitschrift*, Londres, septembre 1847, p. 2-6 (in BdK 1, p. 503-508).

trente pages à la définition du terme et de la chose dans le premier chapitre de *Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs*,<sup>716</sup> et je ne l'ai pas relevé avant 1843 dans les textes des artisans et ouvriers allemands de l'étranger. Mais à partir de son emploi répété par Stein, "Proletariat" se répand plus rapidement même que "Proletarier" pour désigner l'ensemble des ouvriers : ainsi Weitling l'utilise-t-il dans sa revue dès janvier 1843 alors qu'on n'y trouve pas "Proletarier" ;<sup>717</sup> et à la dernière page de l'article critique précédemment cité de Marx sur la philosophie du droit de Hegel, paru en février 1844, "Proletariat" apparaît dix fois pour un seul emploi de "Proletarier".<sup>718</sup>

Le premier emploi que j'ai pu relever de l'adjectif "proletarisch" est de Lorenz Stein dans son livre sur le socialisme et le communisme en France, paru en septembre 1842 à Leipzig, où il fait mention de "proletarischer Communismus" et de "proletarisches Attentat".<sup>719</sup> Le terme se répand lentement – venant de l'étranger – à partir du printemps 1843 : ainsi le trouve-t-on d'abord dans *Die Bewegung der Production*,<sup>720</sup> le principal ouvrage de Wilhelm Schulz, démocrate émigré à Zurich,

715 SCHUSTER, *Gedanken*, in RUCKHÄBERLE, p. 174. Il me faut signaler ici une datation totalement anachronique de *Proletariat* répandue dans la lexicographie et l'histoire sociale allemandes par CONZE, "Vom 'Pöbel' zum 'Proletariat'" (1954), p. 341. Parlant du terme *Proletarier*, l'auteur écrit : "In Deutschland ist das Wort schon im 17. Jh. belegt. So spricht etwa KASPAR STIELER 1691 davon, daß 'schlechte, pfuscherhafte Gewerbetreibende [...] nicht selten die größte Plage der Gemeinde und Quelle des schlimmsten Proletariats' seien. Doch blieb das Wort im 18. Jh. selten, da man seiner kaum bedurfte." Affirmations diverses dont aucune ne résiste à l'examen. En premier lieu, la citation allemande attribuée sans autre référence à "Kaspar Stieler 1691" ne peut viser que le dictionnaire de la langue allemande de Caspar v. STIELER, *Der deutschen Sprache Stammbaum und Fortwachs*, mais qui est rédigé en latin. Il ne peut donc s'agir chez Conze que d'une erreur de lecture dans un ouvrage de référence non cité. Vérification faite, c'est effectivement le cas : la citation allemande en question se trouve dans le dictionnaire de GRIMM, VII (1889), à l'article "pfuscherhaft" (auquel renvoie l'article "Proletarier" du même dictionnaire) et elle date de 1851. D'autre part l'exemple fourni n'atteste pas *Proletarier* mais *Proletariat*, ce qui est différent. Or si dans son article du dictionnaire *Geschichtliche Grundbegriffe*, CONZE, "Proletariat" (1984), ne donne plus la date de 1691 (ni ne la rectifie non plus), son approche méthodologique n'a pas varié. Ayant précisé un certain nombre d'occurrences de *Proletarier* (p. 39-40), il poursuit avec *Proletariat* (p. 40-48) comme si les deux termes étaient identiques et que l'emploi de l'un soit coextensif à l'emploi de l'autre.

716 STEIN, *Der Sozialismus* (1842), p. 1-31. De son côté LADENDORF, p. 254, n'a pas répertorié *Proletariat* avant son emploi par MUNDT (1844).

717 Cf. au Lexique sous *Proletariat* (1843).

718 *Deutsch-Französische Jahrbücher*, p. 84 ; MEGA<sup>2</sup> I/2, p. 182-183.

719 STEIN, *Der Sozialismus*, p. 410 et 417 ; "proletarisches Attentat" se rapporte à l'attentat de Darmès contre Louis-Philippe.

720 SCHULZ, *Die Bewegung*, p. 3 : "zwischen der proletarischen Masse und den höheren Ständen öffnet sich eine stets bedrohlicher werdende Kluft". Sur Schulz et l'intérêt de ce livre on se reportera à GRAB.

puis chez Julius Fröbel. Ce dernier, journaliste allemand exilé à Zurich et passagèrement socialiste, l'utilise à la mi-juin 1843, après l'arrestation du communiste Weitling en cette ville et lors de ses propres démêlés avec le gouvernement conservateur local, dans le programme de son journal, le *Schweizerischer Republikaner*, pour demander que cesse "das proletarische Darben".<sup>721</sup> Il faut attendre ensuite la parution du livre d'Engels, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, en mai 1845, pour voir le terme s'imposer et se répandre.<sup>722</sup>

De la même famille on trouve encore, beaucoup plus tard, un substantif dérivé, "Proletarianismus", qui ne s'est pas maintenu.<sup>723</sup>

### Les termes anglais *proletarian*, *proletariate*, et le français *prolétarien*

Le substantif "proletarian" en son sens moderne apparaît pour la première fois sans doute en anglais dans la série d'articles rédigée en juin-juillet 1840 par Goodwyn Barmby sur le communisme et le socialisme français, en traduction de "prolétaire" utilisé par Jean Czyski dans un compte rendu des *Promenades dans Londres* de Flora Tristan.<sup>724</sup> Cependant il faut attendre la fin des années quarante pour que le terme s'impose et, fait nouveau, par l'intermédiaire de l'allemand. C'est en effet grâce à la présence de communistes allemands à Londres et à l'existence de sociétés internationalistes dont ils sont un élément essentiel que se produit pour la première fois en ce domaine du vocabulaire social et révolutionnaire un enrichissement de l'anglais par le biais de l'allemand. En février 1847 les membres du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein, qui célébraient par un banquet et une séance publique le septième anniversaire de leur association, décidaient de créer un journal intitulé *Der Proletarier*, et le compte rendu qui parut de cette séance dans le journal chartiste *The Northern Star* transcrit en anglais sous la forme *The Proletarian*

721 [FRÖBEL], "Programm des Republikaners", in *Schweizerischer Republikaner*, 13 juin 1843, n° 47, p. 222/II. Ce programme devait être aussi son chant du cygne, Fröbel, qui avait acheté le journal et le dirigeait depuis décembre 1842, se retirant dès juillet 1843.

722 Le terme *proletarisch*, qui manque encore dans les deux discours d'Engels sur le communisme et prolétariat tenus en février 1845 à Elberfeld, apparaît ici dans la conclusion du livre (ENGELS, *Die Lage*, "proletarischer Chartismus", MEGA<sup>1</sup> I/4, p. 281 ; MEW 2, p. 506) et dans la préface datée de Barmen, le 15 mars 1845 ("proletarische Zustände", MEGA<sup>1</sup> I/4, p. 7 et 8 ; MEW 2, p. 232 et 233), signe qu'il ne l'emploie qu'au moment où il met la dernière main à son étude sur le mouvement ouvrier anglais. La date de parution de l'ouvrage (mai 1845) est donnée ici d'après MÖNKE, *Das literarische Echo*, note 102.

723 Lettre de Marx à Engels, 17 décembre 1869, in MEW 32, p. 422.

724 BARMBY, in *The New Moral World*, Londres, 1<sup>er</sup> août 1840, vol. 1, n° 7, p. 108/II. Le substantif *proletarian* au sens moderne n'avait été relevé jusqu'ici par MURRAY et alii qu'à la date de 1879. TRISTAN, *Promenades*, est de mai 1840 et le compte rendu de Czyski du 21 mai au 11 juillet dans la revue fouriériste *Le Nouveau Monde*.

le titre projeté. Le journaliste anglais, sans doute Julian Harney, ne s'explique pas autrement sur le terme nouveau que par une phrase qui résume le programme du périodique,

[...] a monthly paper called the *Proletarian* ; a paper which shall defend all those who are deprived of their due share of nature's bounties, against the usurers and money mongers who oppress and rob them ; a paper which shall advocate the principles of truth, justice, and fraternity all over the world.<sup>725</sup>

Le terme se répand dans la presse ouvrière britannique au cours des années qui suivent<sup>726</sup> et il est employé comme adjectif au plus tard en novembre 1850 dans la traduction du *Manifest der kommunistischen Partei* effectuée par Helen MacFarlane pour la revue de Julian Harney, *The Red Republican*.<sup>727</sup>

Le substantif "proletariate" enfin : des articles de juin 1850 signés Howard Morton, qui pourrait bien être Helen MacFarlane elle-même, et de la traduction du *Manifest* de novembre de la même année date le premier emploi de "proletariat(e)" en anglais.<sup>728</sup>

Une autre influence de l'allemand, sur le français cette fois, pourrait être par le biais de "proletar-isch", le redoublement avec une nuance militante marquée de l'adjectif "prolétaire" en "prolétar-ien" qu'on trouve pour la première fois en janvier 1872 dans la série d'articles que Benoît Malon consacre à "L'Internationale, son histoire et ses principes".<sup>729</sup> Malon, alors un des rares socialistes et internationalistes français à lire l'allemand, traduit en effet au cours de la décennie suivant la Commune, pour la *Revue socialiste* qu'il dirigeait, un certain nombre de textes allemands, en particulier des extraits de Wilhelm Weitling, de Sebastian Seiler et d'autres destinés à informer le public socialiste français sur les origines du mouvement ouvrier international.

725 [HARNEY], "Annual Banquet of the German Democratic Society for the Education of the Working Classes", *The Northern Star*, 13 février 1847, p. 6/v. *Der Proletarier*, retardé, ne parut pas et fut remplacé par la *Kommunistische Zeitschrift* dont un unique numéro fut publié début septembre 1847 à Londres.

726 Cf. [ENGELS], "Letter from Germany", in *The Democratic Review*, Londres, février 1850 ; MEGA<sup>2</sup> I/10, p. 33 : "the political dominion and social progress of the proletarians".

727 "Manifesto of the German Communist Party", in *The Red Republican*, Londres, 16 novembre 1850, n° 22, p. 170-171 : "the Proletarian class" ; MEGA<sup>2</sup> I/10, p. 612, 613. Cet emploi comme adjectif est daté par MURRAY et alii de 1851.

728 Cf. *The Red Republican*, Londres, 9 novembre 1850, n° 21, p. 162 et suivantes, étant donné que le terme *proletariate* apparaît presque à chaque page du *Manifesto*. Sur l'emploi du terme dès le mois de juin 1850 en parallèle au travail de traduction, cf. ANDRÉAS, *Le Manifeste*, rubriques n° 18 et 21, p. 24 et 26-27. Le *Manifesto* est reproduit in MEGA<sup>2</sup> I/10, p. 605-628, avec l'appareil critique, p. 1119-1121, d'après Andréas. Le terme *proletariate* était daté jusqu'ici de 1853, cf. MURRAY et alii.

729 Cf. DUBOIS, p. 390.

## Chapitre VI

### Communisme : Extension internationale et diversification 1840-1842

#### Crise sociale et crise internationale de 1840

Sans vouloir revenir sur le détail d'événements dont certains ont déjà été évoqués aux chapitres précédents, comme l'agitation oweniste et chartiste en Grande-Bretagne, les soulèvements républicains et néo-babouvistes en France au cours des années trente, il est nécessaire de noter que le mouvement communiste naissant n'est pas le résultat fortuit des réflexions de quelques tailleurs ou savetiers mécontents ou de plumitifs en quête d'originalité, mais qu'il est comme on se plaisait à le dire dès cette époque, le fruit nécessaire d'une société qui avait enfanté le prolétariat.

#### *En Grande-Bretagne*

L'émergence du chartisme en mai 1838, personnifiant en quelque sorte la prise de conscience politique du prolétariat britannique, avait d'abord redonné vigueur à la propagande socialiste oweniste comme en témoignent par exemple les brochures de Samuel Bower, *The Peopling of Utopia ; or, the Sufficiency of Socialism for Human Happiness* et *A Sequel to the Peopling of Utopia*, parues toutes deux en 1838 et dont la seconde use à chaque page du terme "socialism" qui venait de faire son apparition chez les socialistes anglais l'année précédente.<sup>730</sup> Puis, la tenue à Manchester à partir du début janvier 1839 du grand parlement chartiste,<sup>731</sup> qui fit

<sup>730</sup> Les deux brochures de Bower parurent à Bradford, dans la région minière et industrielle du Nord-Est où, à partir de 1839, les titres de pamphlets pour ou contre le socialisme se comptent par dizaines : on se reportera par exemple au *Catalogue of the Goldsmith's Library*, au *Catalogue of [...] the O'hara Institute*, et à HARRISON, *Owen and the Owenites*.

<sup>731</sup> "The National Convention" ou "The People's Parliament" fut ouvert le 7 janvier 1839 à Manchester, haut lieu de l'industrie et du prolétariat britanniques, cf. *The Northern Star*, 12 janvier 1839, n° 61, p. 4, et les numéros suivants.

si peur à toute l'Europe bourgeoise, ainsi que l'agitation et la répression concomitante<sup>732</sup> amenèrent le Parlement britannique à débattre de la question du socialisme : la Chambre des lords en était saisie en janvier 1840<sup>733</sup> tandis que la jeune reine Victoria recevait Robert Owen, le patriarche du socialisme anglais, fondateur de l'Universal Community Society of Rational Religionists, au grand scandale de l'aristocratie et de la hiérarchie anglicane. Owen en profita pour publier un *Manifesto of Robert Owen, the Discoverer and Founder of the Rational System of Society, and the Rational Religion*,<sup>734</sup> daté du 2 février 1840, dans lequel il proposait une fois de plus son système social communautaire fondé sur la philosophie agnostique et scientifique qu'il développait depuis une trentaine d'années déjà. Dans le même mouvement, ses partisans reprenaient et développaient son argumentation dans un certain nombre de brochures à diffusion populaire : ainsi tandis qu'un anonyme, qui signe Ethnicus, essaye de convertir les chrétiens à la religion rationnelle,<sup>735</sup> Charles Southwell dans son *Socialism made Easy* entreprend de démontrer à grand renfort de citations empruntées à une brochure d'Owen, *An Outline of the Rational System*, et d'exemples pris à toutes les sciences physiques et humaines que "SOCIALISM is a new science of society".<sup>736</sup>

C'est dans ce contexte britannique qu'il faut situer pour en comprendre la portée exacte la "mission sociale" de John Goodwyn Barmby, vraisemblablement délégué par le congrès oweniste de mai 1840 pour se rendre dès le mois suivant en France où la crise sociale est alors en plein développement et d'où il va rapporter un certain nombre de vocables communistes nouveaux qu'il transcrit directement des termes français en train de se former et de se répandre.<sup>737</sup>

### En France

La diffusion de ces vocables en France est en effet simultanée et pour ainsi dire coextensive à la grande vague de grèves artisanales et ouvrières qui menaça plus gravement le régime au cours du printemps et de l'été 1840 que ne l'avait fait le

<sup>732</sup> Cf. document 17.

<sup>733</sup> Cf. "Proceedings in the House of Lords respecting Socialism", in *The New Moral World. Supplement*, 8 février 1840, n° 68 ainsi que le supplément au n° 69 du 15 février 1840 intitulé *Reprints of the Debate in the Lords on Socialism* ; le débat avait commencé le 24 janvier.

<sup>734</sup> Ce *Manifesto*, qui fut publié en brochure et traduit en français, parut d'abord in *The New Moral World*, 15 février 1840, n° 69, p. 1097/t-1100/tt.

<sup>735</sup> ETHNICUS, *Why am I a Socialist ?*, Glasgow 1840, est une réponse parmi d'autres à divers pamphlets antisocialistes, tel celui de HUDSON, *Christian Socialism*, publié l'année précédente à Londres et où apparaît sans doute pour la première fois l'adjectif *christian* accolé au substantif *socialism* (on trouve, quelques années plus tard, en 1850, une revue d'anciens membres de la London Working Men's Association intitulée *The Christian Socialist*).

<sup>736</sup> SOUTHWELL, *Socialism made Easy*, Londres 1840, p. 2.

<sup>737</sup> Document 21.

putsch blanquiste manqué de mai 1839. Le mouvement avait commencé à Paris au début du printemps parmi les ouvriers tailleurs d'habits (grèves d'avril à août) et s'était rapidement étendu à toutes les branches de l'industrie : ouvriers en papiers peints (juin-juillet), cordonniers (juillet-août), tailleurs de pierre, bonnetiers (août), menuisiers, charpentiers, maçons, cloutiers, serruriers, mécaniciens, charrons (août-septembre), relieurs, tanneurs, fileurs, boulangers, ébénistes (septembre) ; la répression, qui durait encore dix mois après la fin des dernières grèves, portait sur plus de trois cents faits de coalition, près de quatre-vingts faits de rassemblement, résistance et injures à la force publique, une attaque de poste de police, la mort de trois sergents de ville, des distributions de secours et deux cas de provocation à la révolte à main armée.<sup>738</sup> C'est dans ce climat social orageux que le gouvernement français – comme le gouvernement britannique d'ailleurs – conjure la crise sociale au moyen de la crise internationale.

### La crise internationale

Il ne s'agit pas ici de nier la crise internationale de 1840 dite du Rhin ou du Moyen-Orient, mais de constater qu'il est illusoire – et partant mensonger – de vouloir l'expliquer d'abord par le "sentiment national", qu'il soit britannique, français ou allemand, porté par les manœuvres tahitiennes du révérend Pritchard, les rodomontades de Thiers premier ministre ou les accents guerriers de Nikolaus Becker prétendu poète. Le sentiment national explique si peu les choses que les socialistes britanniques s'intéressent précisément au printemps 1840 à une alliance avec les socialistes français, et réciproquement,<sup>739</sup> que les Allemands de la Ligue des justes organisent en juillet depuis Paris jusqu'au fond de l'Allemagne une collecte de soutien en faveur des grévistes parisiens, toutes nationalités confondues, etc.<sup>740</sup>

La crise internationale a des raisons économiques nationales et internationales évidentes, dont témoigne par exemple le contenu de la note diplomatique remise en août 1840 au gouvernement belge par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'occasion des entretiens franco-belges qui avaient pour but la création d'une union douanière entre les deux pays, dirigée à la fois contre la mainmise de l'industrie lourde britannique sur la construction des chemins de fer européens et contre le Zollverein :

Les autres puissances [c'est-à-dire la Prusse et la Hollande] sont déjà prêtes à la guerre plutôt que de laisser faire, et l'Angleterre s'opposera par les armes à tout traité commercial qu'elle interprétera comme un acte politique.<sup>741</sup>

<sup>738</sup> Sur ce grand mouvement de grèves cf. l'étude minutieuse et très informée de J.-P. AGUET, p. 194-228. Un cas de répression parmi une foule d'autres est celui de Pillot et de ses coïnculpés, cf. note 793.

<sup>739</sup> Cf. document 21.

<sup>740</sup> Cf. note 752.

<sup>741</sup> Pièce citée in LÉVY-LEBOYER, p. 386-387 en note.

Le problème de la conquête des marchés et du maintien des monopoles acquis, nécessaires à l'équilibre économique interne du pays, est ainsi parfaitement posé d'un point de vue britannique. En France, où l'on dut s'incliner, la crise internationale fut l'occasion pour Thiers de faire voter par le Parlement, inquiet du développement de la crise sociale, la loi de construction des fortifications autour de Paris. Dès 1840 des socialistes et des communistes tels Cabet, Dezamy, Pecqueur, Lahautière dénonçaient ces "bastilles" (dont les principaux angles de tir étaient dirigés vers la capitale et non vers un ennemi extérieur supposé) comme un danger pour les forces populaires et démocratiques.<sup>742</sup> L'avenir devait leur donner raison – ainsi qu'au promoteur des forteresses – car celles-ci, construites sous Guizot, furent utilisées une fois seulement dans l'histoire : en 1871 par les Versaillais du gouvernement Thiers pour bombarder la Commune de Paris.

#### *Les Allemands de Genève, de Londres et de Paris*

L'Allemagne de 1840, essentiellement rurale et féodale encore, n'est pas directement concernée quant à elle par la crise sociale qui remue l'Angleterre, la Belgique<sup>743</sup> et la France, même si l'écho lui en parvient parfois de façon très rapide par la presse.<sup>744</sup> La bourgeoisie urbaine, de Rhénanie principalement et de Prusse orientale, qui a obtenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1834 la constitution d'une union douanière intérieure, le Zollverein, en est alors à supputer les chances de libéralisation du régime bureaucratique prussien à l'occasion de l'avènement de Frédéric-Guillaume IV. Par contre les artisans et les ouvriers allemands de l'étranger sont au cœur de l'agitation sociale industrielle, participant au mouvement à Londres et à Paris, s'y intéressant activement depuis Genève ; on assiste alors à la fondation quasi simultanée des deux plus anciennes associations d'instruction ouvrière allemandes et internationales : le Verein der jungen Deutschen des Gewerbestandes à Genève en novembre 1839 et la Deutsche Demokratische Gesellschaft – par la suite Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein – à Londres en février 1840.

L'association ouvrière allemande de Genève fut fondée le 10 novembre 1839 par August Becker et Ludwig Weitzel, tous deux originaires de Hesse. Tandis que Weitzel, chantre de l'église luthérienne, voulait ainsi créer une sorte d'école du soir, Becker et avec lui les artisans politisés, puis Hermann Döleke, Wilhelm Weitling,

<sup>742</sup> Cf. par exemple CABET/DEZAMY, *Patriotes, lisez et rougissez de honte !*, novembre 1840 ; LAHAUTIÈRE, *Boulets rouges*, décembre 1840.

<sup>743</sup> En ce qui concerne la crise sociale en Belgique provoquée par une industrialisation sauvage qui en l'espace de deux décennies mit le royaume au premier rang des puissances industrielles européennes en charbon et en acier, au prix de la ruine des Flandres, cf. JACQUEMYS ; on se reportera à la documentation de WOUTERS sur le mouvement ouvrier belge.

<sup>744</sup> Cf. documents 19B, 30 à 32 pour la rapidité de l'information diffusée en Allemagne par l'*Allgemeine Zeitung*, information qui ne touchait il est vrai qu'une minorité de la population étant donné le style et le coût du journal.

etc. poussèrent à sa transformation en association politique et en université ouvrière.<sup>745</sup> L'association, qui existait encore à la veille de la Seconde Guerre mondiale, changea de nom à plusieurs reprises ; à la suite de la première appellation de Verein der jungen Deutschen des Gewerbestandes in Genf, on trouve par exemple grâce aux cachets apposés sur les livres de la bibliothèque<sup>746</sup> les noms suivants : Demokratischer Verein in Genf, Arbeiter-Bildungs-Verein in Genf, Allgemeiner Arbeiter-Verein (in) Genf, etc. C'est à partir de Genève, puis d'autres villes de Suisse, Lausanne, Berne, Zurich, etc. que Weitling, arrivé à Genève en mai 1841, commença la publication de sa revue *Der Hülfesruf der deutschen Jugend*, destinée entre autres à être diffusée parmi les Allemands de Paris et de Londres.<sup>747</sup>

En ce qui concerne cette dernière ville, Schapper, expulsé de France le 20 novembre 1839,<sup>748</sup> fréquentait dès son arrivée le Red Lion où se réunissaient la Société démocratique française et la Deutsche Gesellschaft, fondée en 1835 sous le nom de Deutscher Leseverein.<sup>749</sup> La Deutsche Gesellschaft était composée de libéraux, d'anciens Burschenschaftler du type de Joseph Heinrich Garnier, Gustav Kombst, et d'anciens membres de la Jeune-Allemagne expulsés de Suisse. La tendance politique de cette société ne le satisfaisant pas, Schapper fonda le 7 février 1840 en compagnie de six autres Allemands la Deutsche Demokratische Gesellschaft qui devait devenir quelques années plus tard l'important Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein.<sup>750</sup> Cette fondation est d'autant plus riche de sens qu'elle inaugure pratiquement au début des années quarante l'activité internationaliste entre organisations démocratiques et ouvrières, que le Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein fut une pépinière de l'Internationale, et le moment venu, sous les lois d'exception du Reich contre les socialistes, le centre des activités du parti social-démocrate de 1878 à 1891. Il fut dissous en août 1914, sa riche bibliothèque est désormais en large partie à l'Institut voor Sociale Geschiedenis d'Amsterdam.<sup>751</sup>

Quelques mois après ces deux créations décisives pour le mouvement ouvrier allemand et international, les ouvriers allemands de Paris participaient aux grandes grèves du printemps et de l'été 1840. Et les membres de la Ligue des justes organisaient pour leur part le soutien aux grévistes.<sup>752</sup> C'est l'activité et les théories

<sup>745</sup> Cf. FAVRE/LARDY, "Generaibericht", p. 234 ; BLUNTSCHLI, p. 20 ; SCHIEDER, *Anfänge*, p. 69-72.

<sup>746</sup> Cf. GRANDJONC, *Une vie d'exilé*, p. 40, 96. La bibliothèque de l'association est désormais en majeure partie au Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

<sup>747</sup> Cf. VUILLEUMIER, "Weitling [...] en Suisse" ; GRANDJONC/WERNER, p. 17 ; RUCKHÄBERLE, *Bildung und Organisation*, p. 9-14 et 192-202 ; STRÄHL, *Briefe*, p. 47-51.

<sup>748</sup> Cf. GRANDJONC, "Les émigrés", p. 144-145.

<sup>749</sup> Cf. "Deutscher Club (früher Leseverein)", in *Deutsche Londoner Zeitung*, 30 mai 1845, n° 9, p. 72/II.

<sup>750</sup> Cf. GRANDJONC/KÖNIG/ROY-JACQUEMART ; BdK 1, p. 457.

<sup>751</sup> Cf. HUNINK, *De papieren van de revolutie*, p. 83-85.

<sup>752</sup> Cf. in BdK 1, p. 123-126, "Aufruf an die edlen Mitbürger", documents de juillet 1840 attestant l'activité de soutien des Justes aux grévistes par une collecte faite

de ces diverses sections de la Ligue des justes – acquise à la communauté des biens depuis 1838 et désormais présente dans les principaux pays européens – que reflètent à partir de septembre 1841 les revues publiées par Weitling en Suisse, qui lui valent tant la persécution des polices helvétiques que les campagnes de calomnie de la presse allemande.<sup>753</sup> Or, lorsque trois ans plus tard Weitling, ayant séjourné entre-temps près de quinze mois dans les prisons de Zurich, de Bade et de Prusse, arrivera à Londres, il y sera reçu comme chef de parti, “the leader of German Communists”, au cours d’un meeting organisé par les socialistes owenistes londoniens avec la participation des membres de la Société démocratique française et du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein, meeting tenu le 22 septembre 1844 en commémoration de la proclamation de la première République française.<sup>754</sup> Ainsi que le note alors l’un des orateurs, Malthus Questell Ryall, par-delà les divergences pratiques et théoriques existant entre ces “extreme social and political reformers”, la conscience de leur appartenance à une seule et même classe explique et justifie leur “cosmopolitan intercourse”.<sup>755</sup>

## Réflexion et théorie de 1840

C'est dans le climat social orageux précédemment esquissé que paraissent à Paris les grands classiques du socialisme de cette décennie : en janvier 1840, de façon anonyme le *Voyage en Icarie* de Cabet,<sup>756</sup> en avril la réédition du *Code de la nature*

jusqu'en Allemagne, et WEITLING, *Gerechtigkeit*, p. 165 : “In Paris hatten wir bei Gelegenheit einer Streitsache mit den Meistern für 500 dadurch arbeitslos Gewordene eine Küche errichtet. Wir erhielten daseibst für 11 Sou[s] des Tages zweimal Brot, Fleisch und Kartoffelgemüse.” EWERBECK, *L'Allemagne et les Allemands*, p. 592, rapporte également le fait : “[Weitling] rendit un véritable service à quelques milliers [?] d'ouvriers tailleurs allemands et français, en organisant pour eux une cuisine commune, par conséquent de bonne qualité et à bon marché, pendant une époque où il n'y avait pas de travail.”

753 Sur les revues de Weitling, *Der Hülfesruf der deutschen Jugend* et *Die junge Generation*, et sur ses démêlés avec la police et la justice, cf. documents 29 et 30 ainsi que les introductions à ces documents.

754 Weitling, arrêté à Zurich début juin 1843, était enfin libre fin août 1844 lorsqu'il mit le pied en Angleterre. Le compte rendu du meeting du 22 septembre 1844 parut in *The New Moral World* du 28 septembre 1844, n° 14, p. 109-111, sous le titre “Meeting of English and Foreign Communists” (citation ci-dessus, p. 109/1). Il fut également reproduit dans la brochure de [WEITLING], *Young Germany*, et traduit en allemand dans le *Vorwärts !* parisien, n° 91 et 92 des 13 et 16 novembre 1844 (cf. GRANDJONC, *Vorwärts !*, p. 77-84 ; éd. allemande, p. 83-86). De brefs extraits en sont donnés in EdK 1, p. 180-181.

755 *The New Moral World*, 28 septembre 1844, n° 14, p. 110/III-111/1.

756 En ce qui concerne CABET, *Voyage en Icarie* cf. l'introduction au document 16A. La production de Cabet en ces premières années de la décennie est très importante, même si beaucoup de ses brochures livrées à la semaine sont purement répétitives ;

de Morelly par François Villegardelle,<sup>757</sup> début juillet Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*,<sup>758</sup> à la mi-octobre Louis Blanc, *Organisation du travail*,<sup>759</sup> et une semaine plus tard les deux volumes *De l'humanité* par Pierre Leroux.<sup>760</sup> Il faut ajouter à cela une foule de journaux plus ou moins éphémères, de brochures ainsi que d'ouvrages souvent publiés en livraisons. Ainsi peut-on citer parmi les périodiques à tendance socialisante ou communautaire et paraissant dès 1839 : *L'Intelligence* de Laponneraye, Choron et Lahautière (ce dernier publiant également un *Petit Catéchisme de la réforme sociale*<sup>761</sup>), *La Tribune du peuple* de Pillot,<sup>762</sup> la *Revue du progrès* de Louis Blanc,<sup>763</sup> *Le Nouveau Monde* de l'école fouriériste regroupée autour de Victor Considérant, *La Ruche populaire* de l'ouvrier-poète Louis Vinçard ; sans parler de projets avortés du fait de poursuites policières,

cf. à la bibliographie les titres cités, les introductions aux documents 22 et 25 et PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur*, p. XVII-XXII.

757 MORELLY, *Code de la nature. Ouvrage attribué à Diderot, avec une notice sur Morelly*, par F. VILLEGARDELLE ; cf. *Bibliographie de la France*, 25 avril 1840, n° 17, p. 195. Le Bordelais Villegardelle, qui fut tour à tour fouriériste, partisan de la communauté, cabétiste, etc., publia à la fin 1840 un autre classique du communisme utopique : CAMPANELLA, *La Cité du soleil, ou Idée d'une république philosophique* ; cf. *Bibliographie de la France*, 10 avril 1841, n° 15, p. 179. Le succès en fut tel que trois ans plus tard Louise Collet (la future amie de Gustave Flaubert) publiait à son tour des *Œuvres choisies* de Campanella.

758 Selon l'auteur lui-même, l'ouvrage de PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété ?* [...] *Premier Mémoire*, parut le 1<sup>er</sup> juillet 1840 (PROUDHON, *Carnets*, vol. 1, p. 6) ; il est annoncé in *Bibliographie de la France*, 11 juillet 1840, n° 28, p. 384. En avril 1841 paraissait son “Deuxième Mémoire”, la *Lettre à M. Blanqui* (cf. *Bibliographie de la France*, 1<sup>er</sup> mai 1841, n° 18, p. 214) et en août de la même année la seconde édition de *Qu'est-ce que la propriété ?* (*Bibliographie de la France*, 14 août 1841, n° 33, p. 402). Devait encore suivre un troisième mémoire, *Avertissement aux propriétaires, ou Lettre à M. Considérant*, qui parut début janvier 1842 à Besançon et valut à l'auteur un procès devant la cour d'assises du Doubs en février.

759 BLANC, *Organisation du travail*, parut d'abord dans la *Revue du progrès* du 1<sup>er</sup> août 1840, vol. 2, 2<sup>e</sup> série, p. 1-30 ; puis le volume (format in-32) est annoncé in *Bibliographie de la France*, 17 octobre 1840, n° 42, p. 566. Cette seconde édition de l'ouvrage, considérablement augmentée (le contenu ayant plus que quadruplé), d'abord saisie sur les presses de l'imprimeur en octobre 1840, parut l'année suivante (cf. *Bibliographie de la France*, 13 novembre 1841, n° 46, p. 558) ; le livre compta neuf éditions de 1840 à 1850.

760 LEROUX, *De l'humanité*, est noté au “Registre du dépôt légal” sous la date du 24 octobre 1840 et annoncé in *Bibliographie de la France*, 31 octobre, n° 44, p. 591.

761 Sur *L'Intelligence*, qui parut de 1837 à 1839, et sur ses rédacteurs cf. l'introduction au document 16B ; LAHAUTIÈRE, *Petit Catéchisme*, parut dans la seconde quinzaine de juillet 1839 (cf. *Bibliographie de la France*, 27 juillet 1839, n° 30, p. 351).

762 Sur J.-J. Pillot et *La Tribune du peuple* dont il parut 7 livraisons à partir de la fin décembre 1838, cf. l'introduction au document 18.

763 La *Revue du progrès* parut de janvier 1839 à 1842 et eut pour collaborateurs, outre Louis Blanc et son frère Charles, la plupart des journalistes démocrates de l'époque : François Arago, Félix Pyat, Michel (de Bourges), Armand Marrast, Lamennais, Jules Bastide, Thoré, etc.

comme *L'Égalité* de Choron et Lahautière, ou faute de fonds, comme *La Démocratie* de Thoré, Celliez, Schoelcher, etc.<sup>764</sup> C'est en 1839 aussi que paraissent les premières livraisons de *l'Histoire des révolutions de l'Europe* par Laponneraye, de *l'Histoire populaire de la Révolution française* par Cabet, de la seconde édition de *l'Encyclopédie nouvelle* des socialistes saint-simoniens Pierre Leroux et Jean Reynaud, du *Dictionnaire politique* de Duclerc et Pagnerre, ainsi que le premier volume de *La Vie de Jésus* de David Friedrich Strauß, traduit par Emile Littré.<sup>765</sup> L'année 1840 voit paraître, outre les grands ouvrages rapportés plus haut : de Lahautière, *Réponse philosophique à Thoré et Boulets rouges*, ainsi qu'une *Biographie populaire de l'armée* en collaboration avec Cabet<sup>766</sup> qui termine alors son *Histoire populaire de la Révolution française*, rédige six *Lettres sur la crise actuelle* (internationale), sa profession de foi *Comment je suis communiste* et, en collaboration avec Dezamy, une autre brochure sur la tension internationale, *Patriotes, lisez et rougissez de honte !*<sup>767</sup> Flora Tristan publie ses *Promenades dans Londres*,<sup>768</sup> Pillot sa brochure *Ni châteaux ni chaumières* et une *Histoire des Egaux* ; Dezamy, Pillot

764 Sur *La Ruche populaire* cf. l'introduction à la réédition de TRISTAN, *Union ouvrière*, p. 12-27 et 298-299. En ce qui concerne Louis-Edmé-Jean-Baptiste Vinçard (1796-1879), ouvrier en mesures linéaires qui signait Vinçard aîné, il est curieusement prénommé Jules dans les bibliographies et les études depuis MAITRON, *Dictionnaire*, alors qu'il écrit lui-même que Jules était le prénom d'un frère cadet mort en bas âge.

En ce qui concerne les projets de Lahautière et de Thoré on se reportera aux introductions des documents 15 et 16B.

765 Sur Laponneraye cf. "Après le soulèvement lyonnais" au chapitre IV ci-dessus et STRÄHL, *Briefe*, Anhang 4. La parution de la première livraison de son *Histoire* est datée d'après *Bibliographie de la France*, 30 mars 1839, n° 13, p. 149.

Sur Cabet cf. l'introduction au document 22.

Pour Pierre Leroux et Jean Reynaud cf. l'introduction aux documents 10B et 10C ; le début de la parution de la seconde édition de *l'Encyclopédie nouvelle* est daté d'après *Bibliographie de la France*, 6 juillet 1839, n° 27, p. 316.

En ce qui concerne DUCLERC/PAGNERRE, *Dictionnaire politique* cf. l'introduction au document 15.

Le premier volume de la traduction de STRAUSS, *La Vie de Jésus*, est annoncé in *Bibliographie de la France*, 11 mai 1839, n° 19, p. 225. Le second parut courant 1840.

766 Sur Lahautière cf. l'introduction au document 16B. CABET/LAHAUTIÈRE, *Biographie populaire de l'armée*, parut début décembre 1840 (cf. *Bibliographie de la France*, 5 décembre, n° 49, p. 654) et LAHAUTIÈRE, *Boulets rouges*, à la fin du même mois (cf. *Bibliographie de la France*, 26 décembre, n° 52, p. 702).

767 Consacrées, dans un esprit nationaliste jacobin, à la crise internationale en Europe et au Moyen-Orient, CABET, *Lettres sur la crise actuelle* parurent en octobre (cf. *Bibliographie de la France*, du 10 au 31 octobre 1840, n° 41, p. 557 ; n° 42, p. 569 et n° 44, p. 595) ; *Comment je suis communiste* est de début novembre (cf. l'introduction au document 25) et la brochure *Patriotes, lisez et rougissez de honte !*, préparée par Dezamy, signée de Cabet et Dezamy, fut publiée fin novembre-début décembre (*Bibliographie de la France*, 21 novembre 1840, n° 47, p. 631, en annonce la première livraison).

et autres, le compte rendu du *Premier Banquet communiste*,<sup>769</sup> en même temps que paraissent les *Études sur les réformateurs contemporains ou socialistes modernes*, Saint-Simon, Charles Fourier et Robert Owen de Louis Reybaud.<sup>770</sup> La question des salaires qui remue le prolétariat, et par là toute l'industrie française depuis le printemps, est l'objet de diverses publications, entre autres de Jules Leroux, *Le Prolétaire et le Bourgeois*.<sup>771</sup> Parallèlement à ce bouillonnement intellectuel et social, le pouvoir décrète d'arrestation, à la suite du communiste Pillot et du républicain Dourille, toute une série de publicistes et d'écrivains démocrates : Thoré pour sa *Vérité sur le parti démocratique*, Lamennais pour *Le Pays et le gouvernement*, Esquiros pour *L'Évangile du peuple*, etc.<sup>772</sup> Leurs brochures sont redoublées par la publication des comptes rendus d'audiences au cours desquelles on relit parfois en totalité les textes incriminés, qui paraissent dès lors avec la caution du procureur...<sup>773</sup> L'année 1840 voit aussi, avec *L'Atelier*, la naissance en des circonstances difficiles du premier périodique ouvrier français,<sup>774</sup> après que Théodore Dezamy ait renoncé en juin à poursuivre la publication de *L'Égalitaire* sans doute faute de fonds,<sup>775</sup> et avant que la *Revue démocratique* ne succombe en novembre, avec son second numéro, à l'emprisonnement de son rédacteur.<sup>776</sup>

### Une ère nouvelle

*Une ère nouvelle vient de commencer pour le monde. [...] Un fait qui dans les fastes de l'histoire dominera tous les progrès qui s'y sont inscrits jusqu'à ce jour, vient de se passer à Belleville.*<sup>777</sup>

768 TRISTAN, *Promenades*, paraît en mai (cf. *Bibliographie de la France*, 16 mai 1840, n° 20, p. 272) et connaît dès 1842 une seconde édition (cf. l'introduction de Bédarida à la réédition de l'ouvrage, Paris 1978). En 1843, Flora Tristan fera paraître *l'Union ouvrière* qui eut trois éditions en l'espace de quelques mois (1843-1844) ; cf. réédition annotée par Armogathe/Grandjonc.

769 PILLOT, *Ni châteaux ni chaumières*, paraît en mai (cf. *Bibliographie de la France*, 23 mai 1840, n° 21, p. 289) et *l'Histoire des Egaux* en août (non répertoriée dans *Bibliographie de la France*, la brochure est datée d'après les pièces du procès Darmès, cf. GIROD, p. 56) ; en ce qui concerne le *Premier Banquet communiste* paru courant juillet (*Bibliographie de la France*, 25 juillet 1840, n° 30, p. 420) cf. l'introduction au document 18.

770 Le volume de Reybaud qui rassemble et complète ses études parues antérieurement dans la RDM (cf. note 317) est annoncé in *Bibliographie de la France*, 25 juillet 1840, n° 30, p. 416.

771 La brochure de Jules Leroux parut début décembre 1840 (cf. *Bibliographie de la France*, 5 décembre, n° 49, p. 660).

772 Jean-Jacques Pillot et Henri Dourille avaient été inculpés et aussitôt incarcérés courant septembre 1840, Thoré et Lamennais le furent le 20 octobre, Esquiros le 19 novembre et A.-L. Constant à la mi-février 1841.

773 Cf. en particulier les brochures : *Procès de T. Thoré* ; *Procès de l'Évangile du peuple* (contre Esquiros) ; *Procès de M. F. Lamennais* ; *Procès de la Bible de la liberté* (contre A.-L. Constant), qui reproduisent en tout ou partie les textes incriminés.

774 Le premier numéro de *L'Atelier. Organe des intérêts moraux et matériels des ouv-*



C'est ainsi que s'expriment les rédacteurs du compte rendu du premier – et provisoirement dernier – banquet communiste tenu le 1<sup>er</sup> juillet 1840 dans ce qui était alors la proche banlieue parisienne. Peut-être le lecteur moderne sera-t-il enclin à sourire à la lecture de ces phrases claironnantes qui lui paraîtront enflure verbale ou pure rhétorique de collège, ou bien, ennuyé, attendra-t-il la suite comme le cocher Duclos qui, lui-même participant au banquet, déclarait quelques mois plus tard devant la Cour des pairs à propos d'un des discours qui y avait été prononcé que "ça avait l'air d'un sermon".<sup>776</sup> Il ne faut cependant pas s'y tromper : c'est de ce moment et de cet événement banal en apparence, considérable de fait, que date l'essor populaire et la diffusion généralisée des doctrines et du vocabulaire communistes. Événement important en effet si on considère que sous un régime interdisant toute association politique, sous un régime où les banquets eux-mêmes, libéraux, démocratiques ou communistes, allaient être interdits quelques semaines plus tard, cette réunion rassemblait dans l'ordre et le calme<sup>779</sup> une foule considérable composée en majorité de prolétaires, de parias de la société pourchassés par le pouvoir, repoussés par les démocrates eux-mêmes qui prétendaient parler en leur nom ; si on considère aussi que ces hommes vaincus sur les barricades en novembre 1831, en avril 1834 ou en mai 1839, sortant soudain de la clandestinité, manifestent au

riers parut fin septembre 1840 (cf. *Bibliographie de la France*, 3 octobre, n° 40, p. 548) et son article central s'intitulait "Des coalitions d'ouvriers" (p. 3-4).

<sup>775</sup> Le premier numéro de *L'Égalitaire. Journal de l'organisation sociale* est annoncé in *Bibliographie de la France*, 23 mai 1840, n° 21, p. 294 ; le second numéro parut un mois plus tard environ pendant la tenue des banquets démocratiques.

<sup>776</sup> La *Revue démocratique* publiait dans son premier numéro, du 5 octobre 1840, un long article consacré au "Mouvement des travailleurs. Coalition générale des ouvriers" (p. 28-40) ainsi qu'une analyse intitulée "Économie Politique" (p. 49-80) dont le sommaire est assez parlant : "La constitution actuelle de la propriété est la cause ou l'occasion de presque tous les maux qui désolent les sociétés." L'article, à propos duquel Proudhon se plaignait d'avoir été pillé par cette revue "communiste", se poursuivait dans le numéro 2 (p. 181-209) et semble avoir provoqué l'arrestation du rédacteur-gérant et sa condamnation à trois ans de prison le 30 novembre 1840 (cf. HAUBTMANN, P.-J. *Proudhon*, p. 259-260).

<sup>777</sup> *Premier Banquet communiste*, p. 1 (document 18). Pour les circonstances de cette réunion et les comptes rendus qui en furent faits on se reportera aux introductions des documents 18 à 20.

<sup>778</sup> *Procès de Darmès*, p. 63.

<sup>779</sup> Le fait est souligné par toute la presse qui en rendit compte, ainsi le *Journal du peuple* : "Douze cents citoyens réunis à Belleville ont réfuté de la manière la plus éclatante les fausses prévisions que l'annonce de ce banquet avait fait naître. L'attitude calme et noble de cette nombreuse assemblée en faisait le spectacle le plus imposant." (in *Banquets démocratiques*, p. 13 ; cf. également le compte rendu du *Courrier français*, document 19). Pour la mentalité dominante de l'époque, réunion populaire ne pouvait être que synonyme d'anarchie, débauche et barbarie : cf. par exemple BAILLEUL, *Dictionnaire*, aux articles "Coalition d'ouvriers" (p. 195) et "Meetings", où ces "assemblées [...] qui discutent sur les affaires de l'État" sont qualifiées de "reste des temps les plus barbares" (p. 487).

grand jour leurs opinions communautaires dans une réunion qui les fait apparaître aux yeux d'un observateur extérieur comme constituant "le parti communiste".<sup>780</sup> Ainsi que l'écrit un adversaire du communisme, collaborateur anonyme d'une encyclopédie allemande parue quelques années plus tard à Hambourg : "Der Communismus trat nun von Frankreich aus seinen Weltgang an."<sup>781</sup>

### Diffusion de communiste

Lorsque le terme "communiste" était apparu pour la première fois publiquement sous forme écrite en janvier 1840, c'était encore de façon fort timide, perdu qu'il était d'une part dans les dernières des neuf cents pages du roman utopique assez indigeste de Cabet, d'autre part dans la conclusion de la brochure à deux sous de Lahautière :<sup>782</sup> il y était d'ailleurs si bien caché que nul à ce jour parmi les historiens et les lexicographes n'était allé le chercher ni en l'un ni en l'autre de ces deux endroits. Après ce premier emploi public, on le trouve une fois comme substantif et une autre comme adjectif dans la "Réfutation de l'article BABOUVISME" publiée par Dezamy dans le numéro de juin de sa revue *L'Égalitaire*.<sup>783</sup> Absent des comptes rendus des banquets réformistes de juin où apparemment les orateurs communistes qui prirent la parole par surprise ne parlent encore que d'"Égalité absolue", d'"Égalité sociale", de "Communauté sociale" ou de "Démocratie égalitaire",<sup>784</sup> il est présent une seule fois dans la conclusion de l'ouvrage de Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* paru début juillet,<sup>785</sup> une fois aussi dans les *Études sur les réformateurs contemporains* de Reybaud parues au cours du même mois.<sup>786</sup>

Or, utilisé une dizaine de fois dans le compte rendu du banquet du 1<sup>er</sup> juillet 1840, "communiste" avait sans doute été un des mots clefs de cette réunion,<sup>787</sup> dont l'écho alla s'amplifiant au cours des semaines qui suivirent, aussi bien dans les conversations populaires<sup>788</sup> que dans la presse qui rapporte l'événement : même si la plupart des journaux se taisent d'abord, même si certains comme le *Journal du peuple* réussissent le tour de force de remplir deux colonnes sur le banquet

<sup>780</sup> Léon Faucher dans *Le Courrier français*, document 19A.

<sup>781</sup> *Allgemeines deutsches Volks-Conversations-Lexikon* (1846), vol. 2, p. 268.

<sup>782</sup> Cf. note 535 et les documents 16A et 16B.

<sup>783</sup> Cf. *L'Égalitaire*, du 20 juin 1840 environ, n° 2, p. 53 en note et p. 55. L'article n'est pas signé, mais Dezamy signale ailleurs qu'il rédigea seul cet éphémère périodique (in DEZAMY, *Calomnies et politique*, p. 9).

<sup>784</sup> Cf. *L'Égalitaire*, n° 2, p. 62-63, qui rapporte le contenu des toasts portés par Dezamy et Pillot ainsi que ceux qui leur furent refusés par les organisateurs.

<sup>785</sup> PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété ?*, p. 300, déclare avoir entre les mains la brochure d'un "zélé communiste". Il s'agit sans aucun doute de LAHAUTIÈRE, *Réponse philosophique*, de janvier 1840, étant donné que Proudhon termina la rédaction de son livre dans les premiers mois de l'année.

<sup>786</sup> REYBAUD, *Études*, p. 281. Sur la date de parution de l'ouvrage cf. note 317. Il s'agit d'un passage très librement adapté de R. Owen.

<sup>787</sup> Cf. note 161 au document 18A.

sans utiliser le terme "communiste"<sup>789</sup> et si *Le National* l'assortit pendant un mois encore des qualificatifs de "soi-disant" ou "prétendu",<sup>790</sup> d'autres comme *Le Capitole*, *Le Temps*, *Le Courrier français* l'emploient sans réticence.<sup>791</sup>

Après la publication du compte rendu officiel du premier banquet communiste, le terme se répand rapidement, en particulier grâce à la brochure de Thoré, *La Vérité sur le parti démocratique*,<sup>792</sup> et à celle de Pillot, *Histoire des Egaux*,<sup>793</sup> parues toutes deux au mois d'août. On trouve trace de cette diffusion tant par exemple dans la lettre de Savary à Cabet que dans une lettre lithographiée des *Communistes de Rouen à leurs frères de Paris*, datée du 17 août.<sup>794</sup> À partir de ce mois d'août 1840, "communiste" fait définitivement partie de la langue politique française, présent non seulement dans les écrits historiques et politiques de Pillot, Cabet, Thoré, Savary,<sup>795</sup> mais encore dans des revues littéraires et artistiques comme celle alors publiée par Honoré de Balzac qui, mettant au goût du jour un vieux dicton populaire, écrit : "Vous serez reçu comme un roi dans une section de communistes" !<sup>796</sup> On notera cependant que Cabet, qui en novembre 1840 dans sa mince brochure

788 Cf. la déclaration d'un directeur d'école de Montmartre à propos des conversations de Darnès : "À l'époque d'un banquet qui eut lieu à Belleville, il parlait souvent des communistes." (in GIROD, p. 7).

789 Cf. par exemple l'article "Quatrième banquet démocratique" in *Journal du peuple*, 5 juillet 1840, p. 2/III-IV.

790 Cf. *Le National*, 25 juillet 1840, p. 1/II, lettre de DURANTHON, où il est question d'un individu "soi-disant communiste" et criant "La communauté ! la communauté !" ; et 27 juillet 1840, p. 2A, réplique de BASTIDE au *Courrier français* : "les prétendus communistes, auteurs du scandale de St-Mandé".

791 Cf. document 19 et l'introduction à ce document.

792 Sur THORÉ, *La Vérité*, cf. l'introduction au document 23. L'auteur y utilise vingt-deux fois le terme *communiste*, adj. et subst. ; *communisme* y apparaît trois fois.

793 Sur la date de parution de PILLOT, *Histoire des Egaux*, cf. note 769 ; le terme *communiste* est employé sept fois dans le premier chapitre qui sert d'introduction, alors qu'il est absent de la brochure du même auteur, *Ni châteaux ni chaumières*, parue au mois de mai. Ces deux publications vaudront d'ailleurs à Pillot d'être inculpé en septembre 1840 en compagnie de Rozier, Blaise, Dourille, Audry, Samesun et Lambrun ; ces inculpés fort divers ne furent jugés que dix mois plus tard (séance du tribunal correctionnel de Paris des 8, 9 et 10 juin 1841) et les peines ayant été jugées trop faibles par le procureur du roi, ils durent attendre le mois d'août pour être libérés ou subir leur peine définitive. Pillot publia dès octobre 1841 une nouvelle brochure, *La communauté n'est plus une utopie ! Conséquences du procès des communistes*.

794 Sur la lettre de Savary cf. l'introduction au document 24. La pièce intitulée *Les Communistes de Rouen à leurs frères de Paris* est conservée aux AN : CC 777.

795 En ce qui concerne l'emploi de *communiste* par Cabet, Thoré et Savary en août 1840 cf. documents 22 à 24.

796 [BALZAC], "Lettres", in *Revue parisienne*, 25 août 1840, n° 2, p. 237, correspondance du 20 août. Le dicton paysan original, "être reçu comme un chien dans un jeu de quilles", c'est-à-dire à grand renfort de cris et de coups de sabots, inévitablement présent à l'esprit du lecteur de l'époque, donne tout son sel à la formule.

*Comment je suis communiste* emploie le terme aussi souvent que Thoré dans un écrit trois fois plus important,<sup>797</sup> ne l'utilise encore qu'une seule fois dans toute son *Histoire populaire de la Révolution française* en quatre volumes, mais dans une livraison parue précisément en août 1840.<sup>798</sup>

### Communisme (juillet 1840)

Entre-temps et dès la mi-juillet, l'abstrait "communisme" avait commencé sa carrière. Apparemment le terme est créé (si on ne tient pas compte de l'usage rétrovien de 1797) par quelque communiste anonyme du banquet de Belleville : il se répand sur-le-champ ou aussitôt après et, en relation avec cette manifestation, à preuve l'emploi qu'en fait le correspondant parisien du *Courrier du Bas-Rhin* dans son article sur l'interdiction des banquets démocratiques qui paraît à Strasbourg le 16 juillet 1840. À cette date d'ailleurs, craignant sans doute de n'être pas entièrement compris de son public provincial, le journaliste donne d'abord un équivalent, "communauté sociale" qu'il redouble de "communisme social" – usage unique sous cette formulation.<sup>799</sup> Et dès la semaine suivante un rédacteur du *National* utilise le terme comme allant de soi à propos du discours tenu au cimetière de Saint-Mandé par le jeune communiste Numa Dufraisse.<sup>800</sup> "Communisme" est aussitôt repris, courant août, par tout un chacun, partisan, sympathisant ou adversaire de la nouvelle doctrine, tels Etienne Cabet qui tente d'annexer le mot et la chose à son profit,<sup>801</sup> Théophile Thoré qui rend compte de la naissance du nouveau mouvement,<sup>802</sup> ou encore Sainte-Beuve qui raille le 3 août : "Madame Sand passe au communisme, à la prédication des ouvriers."<sup>803</sup> Voilà de quoi couper définitivement court aux spéculations qui attribuent le terme à Cabet, à Lamennais, à Heinrich Heine ou à Reybaud aux dates variables de 1841, 1842 ou 1843.<sup>804</sup>

### Transcriptions anglaises et allemandes

Dès le début juillet le substantif "communiste" et l'appellation "parti communiste" étaient rendus en allemand par "Communist" et "Communistenpartei" dans l'*Allge-*

797 CABET, *Comment je suis communiste* (cf. l'introduction au document 25), emploie en effet vingt-deux fois le terme *communiste*, adjectif et substantif, en 14 pages de texte à peine, autant que THORÉ, *La Vérité*, en plus de 45 pages.

798 CABET, *Histoire populaire*, vol. 4, p. 330. Dans le même texte *communisme* est également employé une seule fois, p. 331 ; document 22.

799 *Courrier du Bas-Rhin/Niederrheinischer Kurier*, Strasbourg, 16 juillet 1840 ; document 20A1.

800 *Le National*, Paris, 25 juillet 1840 ; document 20B.

801 Cf. document 22.

802 Cf. document 23.

803 SAINTE-BEUVE, *Correspondance générale*, vol. 3, p. 332. Occurrence déjà fournie par QUEMADA et JOURNET/PETIT/ROBERT.

*meine Zeitung* en traduction d'un article du *Courrier français*,<sup>805</sup> puis "kommunistisch" faisait son apparition dans le *Courrier du Bas-Rhin* à la fin du mois en transcription de "communiste" adjectif.<sup>806</sup> Dans le même temps un jeune journaliste anglais, John Goodwyn Barmby, transcrivait pour le *New Moral World* sous les formes "communitarian", "communist" et "communism" les trois principaux termes apparus en français de l'automne 1839 au début de l'été 1840.<sup>807</sup> Bien qu'on soit en droit de supposer que les Allemands, à tout le moins ceux des organisations communistes à l'étranger, aient utilisé dès cette époque le terme "Kommunismus", on n'en trouve pas trace écrite avant début novembre 1841, date à laquelle il apparaît, naturellement accompagné de "Kommunist" et de "kommunistisch", dans la polémique entre Niederer et Weitling à Genève.<sup>808</sup>

Comparée à la création différée et à la diffusion relativement lente de "socialiste" et "socialisme" à travers l'Europe au cours des années 1820 et 1830, la

804 Sans vouloir reprendre à propos de *communisme* la démonstration faite pour *communiste* substantif et adjectif au chapitre IV, je noterai seulement ici quelques dates et étapes dans la jungle des dictionnaires.

WARTBURG, 2/II (1946), date *communisme* de 1843 et ajoute que Heine emploie l'allemand *Kommunismus* dès 1841, soit deux ans avant l'apparition supposée de la forme française (p. 962, 964), ce qui conduit certains à faire dériver le terme français de l'allemand (cf. par exemple [MAITRON, Note rédactionnelle], p. 32).

DAUZAT à la suite donne, jusqu'à sa dixième édition incluse (1954), la date de 1843 ; date corrigée en 1841 (avec attribution à Lamennais, d'après GASON) dans l'annexe à cette dernière édition (p. 793).

BLOCH/WARTBURG (2<sup>e</sup> 1950) datent le terme de 1842 ; corrigé (4<sup>e</sup> 1964) en 1841, d'après GASON.

ROBERT (1951) donne la date de 1842, d'après DAUZAT selon lui, plus probablement d'après BLOCH/WARTBURG puisque Dauzat fournit une autre date.

DAUZAT/DUBOIS/MITTERAND (1964) s'en tiennent toujours à Lamennais, 1841, d'après GASON.

En ce qui concerne GASON lui-même (1954), il affirme dans *Le Monde* avoir trouvé dans la brochure de LAMENNAIS, *Du passé et de l'avenir du peuple* (1841), le premier emploi connu de *communiste* et de *communisme*, ajoutant qu'il est "permis de voir dans Lamennais sinon le créateur du terme au moins son parrain et l'un de ceux qui ont assuré sa fortune". (p. 7/V). Autant d'affirmations gratuites dont DESROCHE fit justice dès 1954 dans *Le Monde et l'Actualité de l'histoire*.

La date de 1840 enfin est avancée, sans prétention à aucune antériorité, par QUEMADA (1959), avec citation de Sainte-Beuve, cf. note précédente.

805 *Allgemeine Zeitung*, Augsburg, 11 juillet 1840, n° 193, p. 1538-1539 ; document 19B.

806 *Courrier du Bas-Rhin / Niederrheinischer Kurier*, Strasbourg, 28 juillet 1840, n° 180, p. 1-2 ; document 20C.

807 *The New Moral World*, Londres, 11 juillet-22 août 1840 ; document 21. *Communitarian* et *communist*, employés dans le rapport de la semaine du 29 juin au 5 juillet, paraissent dans le numéro du 1<sup>er</sup> août, p. 75 et 77. *Communism*, dans le rapport du 13 au 26 juillet, paraît dans le numéro du 22 août, p. 123.

808 Cf. [NIEDERER], *Freimüthiges Bedenken*, p. 6, et [WEITLING], "Kritik über Kritik", p. 58 ; documents 29B et 29C.

soudaineté d'extension de "communautaire", "communiste", "communisme" et de leurs équivalents anglais et allemands en ce début d'été 1840 est particulièrement frappante. Il s'agit là d'ailleurs d'une accélération qui ne se limite pas aux termes de base du vocabulaire communautaire ou à la discussion sur communauté ou propriété individuelle des moyens de production, ni à la seule année 1840. Elle est caractéristique de toute la période de l'avant-1848 et de celle des révolutions européennes elles-mêmes, mais tout particulièrement des deux années qui vont de l'été 1840 à l'automne 1842.

### Alliances et confusions

On comprend que sous l'avalanche de publications à caractère réformiste, socialiste ou communiste – dont l'énumération donnée précédemment pour 1840 ne fournit qu'une faible esquisse –, les contemporains, qu'il s'agisse des protagonistes eux-mêmes, du pouvoir ou à plus forte raison du public, aient eu quelque peine à se retrouver sur cet échiquier politique nouveau. La confusion provient d'abord des auteurs et promoteurs du mouvement : ainsi le néo-babouviste idéaliste Lahautière collabore-t-il avec le propagandiste pragmatique, communiste utopique, pacifiste mais nationaliste Cabet, qui lui-même associe à ses travaux le matérialiste néo-babouviste et internationaliste Dezamy, qui à son tour collabore à l'occasion du premier banquet communiste avec Pillot, partisan de la communauté à la façon du siècle des Lumières... Les banquets de 1840 et leurs comptes rendus ne sont pas faits non plus pour éclaircir la situation : ici, apparition de toasts communistes portés à l'improviste au cours des premiers banquets réformistes et démocratiques ; là, à l'inverse et après que les communistes aient été écartés de ces manifestations, tenue du grand banquet réformiste du 31 août chez le couple communiste Gay.<sup>809</sup> Du côté du pouvoir les grandes manœuvres politiques vont aussi de pair avec diverses inconséquences : Thoré, Lamennais, Esquiros, A.-L. Constant, Pillot sont emprisonnés pour incitation à la haine sociale et sur des accusations de communisme diversement formulées,<sup>810</sup> tandis que pour des raisons fort diverses d'ailleurs ni Cabet, ni Proudhon, ni Celliez ne sont poursuivis ;<sup>811</sup> un an plus tard encore

809 Cf. les introductions aux documents 18 et 21.

810 À propos de cette "vague accusation de *communisme*", désormais courante bien que "les doctrines des *communistes* ne [soient] pas encore très arrêtées", cf. la plaidoirie de Henry Celliez in *Procès de T. Thoré* (janvier 1841), p. 47.

811 En ce qui concerne l'absence de poursuites contre Cabet cf. les introductions aux documents 16A et 25. Il faut ajouter dans son cas, comme dans celui de Celliez (dont le ministère de l'Intérieur demandait la poursuite au garde des Sceaux pour sa brochure *Devoir des révolutionnaires* par lettre du 13 octobre 1840, AN : BB<sup>18</sup> A998), que le ministère de la Justice semble avoir évité d'inculper des avocats pour délit d'opinion politique, craignant sans doute que ne joue au détriment du but poursuivi la solidarité entre magistrats et avocats. L'absence de poursuites contre

Michel-Auguste Dupoty, rédacteur en chef du *Journal du peuple* qui faisait seulement campagne pour la réforme du système électoral, est condamné à cinq ans de prison pour le crime imaginaire de complicité morale dans l'attentat Quéniisset, qualifié de crime communiste, tandis que Quéniisset lui-même est simplement banni du territoire français.<sup>812</sup> Les années qui suivent seront encore riches de ces confusions : Dezamy, qui était acquis depuis 1838 à une théorie matérialiste de tendance scientifique, dérivée de celles de Babeuf, Owen, Fourier et Saint-Simon, se présente encore à l'automne 1841 comme "le lieutenant de Cabot" face aux Humanitaires dont il partage cependant toutes les opinions, comme le montrent le *Code de la communauté* et l'*Almanach de la communauté* qu'il publie peu de temps après ;<sup>813</sup> Proudhon, qui s'affirme dès l'origine non-communiste, voire anticommuniste, se fait encore passer en 1844 et 1845 pour le successeur désigné de Cabet ;<sup>814</sup> à même date, ce dernier essaye de faire croire, dans un but de propagande, qu'il a acquis au communisme icarien des personnalités aussi diverses d'opinions que Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Leroux, George Sand, Eugène Sue, François Villegardelle.<sup>815</sup> Si on considère, par contraste, un écrivain socialiste solitaire comme

Proudhon en 1840-1841 a aussi une raison politique, encore que différente de la précédente : bénéficiaire d'une bourse d'études de l'Académie française (pension Suard), Proudhon fut couvert par Adolphe Blanqui et ses collègues de l'Académie des sciences morales et politiques (dont Vivien, le garde des Sceaux) afin d'éviter que le scandale ne rejaillisse sur cette institution (cf. Pelger in MARX, *Das Elend*, p. xxvi-xxvii).

- 812 Libéré par anticipation au bout de trois ans en octobre 1844, Dupoty sortit de prison moralement et physiquement ruiné (cf. *La Démocratie pacifique*, 8 octobre 1844, n° 100, p. 2/II). Quéniisset pour sa part s'embarqua pour les États-Unis où on perd sa trace à la Nouvelle-Orléans (cf. MATRON, *Dictionnaire*).
- 813 Les positions matérialistes de Dezamy, principalement empruntées à Owen, sont déjà esquissées dans son mémoire en réponse à la *Question proposée par l'Académie des sciences morales et politiques* qu'il rédigea en 1838. Il s'agit pour Owen et plus encore pour Dezamy (ou pour SOUTHWELL, *Socialism made Easy*) de fonder le socialisme sur une étude de "l'organisation humaine" ou de "l'organisme humain", c'est-à-dire sur les sciences de la nature et de l'homme qui situent ce dernier dans la société : fonder le socialisme comme science de la société. La théorie en est explicitée par DEZAMY, *Code de la communauté*, qui paraît en livraisons de la mi-mars à novembre 1842 et en volume courant décembre 1842 sous la date de 1843 (cf. note 840), en même temps que l'*Almanach de la communauté [pour] 1843* par Dezamy, J.-J. Navel et J. Gay (cf. *Bibliographie de la France*, 10 décembre 1842, n° 50, p. 673).
- 814 Cf. [PROUDHON], *Correspondance*, vol. 6, p. 305-306, lettre à J.-A. Micaud du 18 juillet 1841, qui contient en germe tous les quiproquos ultérieurs avec Cabet, ou l'article de ce dernier "Monstrueuse attaque contre le communisme", in *Le Populaire*, 27 novembre 1846, n° 3, p. 3-4.
- 815 Cf. *Le Populaire*, 22 août 1844, n° 1, p. 3, "Voyage à Lyon"; 28 septembre, n° 2, p. 4, "Nouveaux abonnés" (à propos de Proudhon); et en quatrième page des numéros 3, 4, 5 et 6 d'octobre 1844 à janvier 1845 sous le titre "Union des écrivains" ou "Visite aux écrivains actionnaires" (à propos de Leroux, Proudhon, Sand, Villegardelle, Sue).

Constantin Pecqueur qui, un des premiers en France avec les saint-simoniens, fit le lien entre les études d'économie politique et le socialisme, on constate mêmes incertitudes et mêmes sources de confusion. Après avoir publié de 1839 à 1842 divers ouvrages d'économie sociale théorique ou appliquée (poursuivis en 1849-1850 par la revue *Le Salut du peuple*)<sup>816</sup> et un pamphlet politique à propos de la réforme électorale,<sup>817</sup> il fait paraître en 1844 un livre au titre imité de saint Augustin, *De la république de Dieu*.<sup>818</sup>

On comprend mieux dans ces conditions les étranges constellations qui se présentent dans la presse et la littérature politique de l'époque, surtout lorsqu'elles sont le fait d'étrangers qui, se fondant sur la presse française ou leurs conversations avec les intéressés, essayent de donner à leurs lecteurs une vue panoramique des mouvements démocratique, socialiste et communiste français : que ce soit en 1840 le socialiste anglais Goodwyn Barmby,<sup>819</sup> en 1842 le juriste prétendument hégélien et agent prussien Lorenz Stein<sup>820</sup> ou, l'année suivante, le communiste allemand Sebastian Seiler qui, depuis la Suisse, fait de Cabet, A.-L. Constant, Weitling et Proudhon rassemblés pour la circonstance "les quatre évangélistes du communisme moderne".<sup>821</sup> On comprend mieux Friedrich Engels, alors à Manchester, classant sous l'étiquette de communistes français Pierre Leroux, George Sand, Lamennais et Proudhon ;<sup>822</sup> ou encore Ruge et Marx estimant possible de faire collaborer à leur projet de *Deutsch-Französische Jahrbücher* tout à la fois Cabet, Leroux, Lamennais, Lamartine, George Sand, Flora Tristan, Louis Blanc, Considerant, etc.<sup>823</sup> On

816 Pecqueur publia successivement une *Economie sociale*, Paris 1839 ; *Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté*, Paris 1840 ; *De la législation et du mode d'exécution des chemins de fer*, Paris 1840, et une *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, Paris 1842, sans compter, la même année, deux ouvrages sur les rapports de l'armée à l'économie et sur le problème de la paix.

817 PECQUEUR, *Réforme électorale ; appel au peuple à propos du rejet de la pétition des 240 mille*, Paris 1840.

818 PECQUEUR, *De la république de Dieu ; union religieuse pour la pratique immédiate de l'égalité et de la fraternité universelle*, Paris 1844.

819 Cf. document 21.

820 Durant son séjour à Paris à partir de la mi-novembre 1841 Lorenz Stein fit fonction d'informateur de la police prussienne sur l'opinion publique française ainsi que sur les ouvriers et les émigrés allemands ; à son propos cf. UHL.

821 La formule journalistique utilisée en allemand par SEILER, *Das Eigenthum in Gefahr* (1843), p. 29, ne servait guère qu'à justifier très superficiellement son choix de textes empruntés aux quatre auteurs en question. Reprise en allemand dans le rapport de BLUNTSCHLI, elle devait être diffusée en anglais par le *Times*, en français traduit du *Times* par *Le Siècle*, *La Presse*, *Le Populaire* (cf. "Progrès du communisme", 28 septembre 1844, n° 2, p. 2) et faire ainsi le tour de l'Europe !

822 Cf. ENGELS, "Progress of Social Reform on the Continent", in *The New Moral World*, 4 novembre 1843, n° 19, p. 145-146 ; reproduit in *The Northern Star*, 11 novembre, n° 313, p. 3/V-VI ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 495-510. Le passage en question constitue la conclusion de l'article daté de Manchester le 23 octobre 1843.

823 Cf. "Eine Korrespondenz von 1843", in DFJ, p. 17-40.

comprend aussi la douleur des ruptures et parfois les invectives entre ces hommes confondus un moment en 1840-1841 et qui s'aperçoivent de la divergence radicale de leurs opinions.

### Des Icaris aux Humanitaires

Cependant dès 1841/1842 les diverses tendances du socialisme et du communisme s'organisent, en particulier autour de la presse. Les démocrates ou républicains à tendance sociale comme Godefroy Cavaignac, Félix Pyat, Lamonnais ou réellement socialistes comme Louis Blanc et Thoré disposaient alors depuis 1834 du *Journal du peuple* qui allait disparaître en 1842 après la condamnation de Dupoty ; ils disposaient de la *Revue du progrès* qui disparaît également en 1842, du *Dictionnaire politique*, de divers almanachs et plus généralement de toute la production sortant des presses de la Librairie Pagnerre. C'est approximativement le même groupe qui, après quelques essais infructueux, réussira à lancer à partir de la fin juillet 1843 *La Réforme* qui allait rapidement devenir sous la direction de Ferdinand Flocon le grand journal de l'opposition dans les dernières années de la monarchie de Juillet. Les fouriéristes, dont certains n'ont alors plus guère de socialiste que le nom, puisque dans leurs projets de réforme sociale ils s'accrochent au système politique et économique de la monarchie bourgeoise, continuent à disposer de deux organes mensuels, *La Phalange* et *Le Nouveau Monde*.<sup>824</sup> Quant à la Librairie phalanstérienne, elle est une des plus riches en titres, de contenu insignifiant pour la plupart à l'exception des écrits de Considerant lui-même et surtout de la réédition des œuvres de Fourier ;<sup>825</sup> grâce cependant à *La Démocratie pacifique* publiée à partir du mois d'août 1843 par Considerant, l'école fouriériste est amenée à prendre position sur les questions politiques et sociales d'actualité.

La nouveauté importante, qui instaure un véritable débat d'opinion par la presse, vient en 1841 du lancement de plusieurs journaux ou revues communistes, en premier lieu de la reprise par Cabet de son ancien titre, *Le Populaire*<sup>826</sup> qui, mensuel d'abord puis hebdomadaire, allait dix ans durant servir de lieu de ralliement

<sup>824</sup> *La Phalange* existait depuis 1836, *Le Nouveau Monde* depuis juin 1839. On notera l'usage par certains socialistes d'obédience oweniste en Angleterre, fouriériste en France, messianique chez les Allemands, de la même formule en trois langues : "The New Moral World", "Le Nouveau Monde", "Die Neue Welt" (projet de revue de Georg Kuhlmann et August Becker en 1845 à Lausanne ; cf. GRANDJONC, "Deutsche Emigrationspresse", p. 276).

<sup>825</sup> Cf. les titres de Fourier et de Considerant à la bibliographie.

<sup>826</sup> Cabet avait fondé en juillet 1833 un journal républicain, *Le Populaire*, qui lui valut en mars 1834 un procès et deux ans de prison, peine qui pouvait être transformée en cinq ans d'exil que Cabet passa à Londres. A son retour d'exil il attendit deux ans avant de relancer son journal, désormais mensuel et communiste, dont le premier numéro parut le 14 mars 1841 sous le titre *Le Populaire de 1841*. Il ne devint hebdomadaire qu'en avril 1847.

et de drapeau au communisme dit "icarien", du nom du héros-dictateur du *Voyage*, le bon Icar(e). Cette tendance communiste, caractérisée par son souci de la légalité, par son refus des sociétés secrètes et de l'action révolutionnaire, est entièrement portée par Etienne Cabet qui ne souffre aucune personnalité de premier plan à ses côtés et qui polémique inlassablement contre toutes les autres tendances du communisme et du socialisme de son temps ;<sup>827</sup> à partir de 1847 il prêche en outre l'organisation de communautés expérimentales icariennes aux Etats-Unis.<sup>828</sup> En mai 1841 c'est au tour de Lahautière de fonder avec d'autres communistes, néo-babouvistes et idéalistes, la revue *La Fraternité*, d'abord prévue pour être publiée par Lahautière et Jules Leroux sous le titre *Le Communiste*.<sup>829</sup> Lahautière se retirera d'ailleurs à partir d'octobre pour laisser la place à d'autres collaborateurs, Pinault, Voisin, Guihard, sans doute Savary, plus proches que Lahautière lui-même des sociétés secrètes dont certains font d'ailleurs partie.<sup>830</sup> *La Fraternité*, qui disparaît en mars 1843, sera reconstituée par un groupe de communistes révolutionnaires autour de Savary en février 1845 et durera cette fois jusqu'à la révolution de février 1848.<sup>831</sup>

Parallèlement à *La Fraternité* de 1841 les communistes lyonnais de même tendance fondent leur propre organe, *Le Travail*, dont un prospectus parut en mai et trois numéros de juin à septembre ; mais il succomba à la condamnation et aux amendes qui frappèrent aussitôt ses rédacteurs.<sup>832</sup> Les communistes matérialistes

<sup>827</sup> Cabet ne supporta la collaboration de Dezamy, de Désirée Gay et de Lahautière que l'espace de quelques mois en 1841, en attendant de trouver en son gendre Favard et surtout en Louis Krolkowski des collaborateurs entièrement dévoués et non critiques. Pour ce qui est des nombreuses brochures polémiques de Cabet, réfutations, attaques, mises au point, etc., on se reportera à la bibliographie.

<sup>828</sup> Cf. [CABET], "Allons en Icarie !", in *Le Populaire*, 9 mai 1847, n° 6, p. 4/1-II. A propos de l'expérience américaine des cabétistes cf. PRUDHOMMEAUX, *Icarie et son fondateur* (1907) et la bibliographie de STEINMETZ, p. 31-37.

<sup>829</sup> La brochure de LAHAUTIERE, *Les Déjeuners de Pierre* (première livraison répertoriée in *Bibliographie de la France*, 24 avril 1841, n° 17, p. 202), annonce au dos (p. 12) la parution prévue de "*Le Communiste. Journal social et politique* dirigé par MM. Richard Lahautière et Jules Leroux". Deux semaines plus tard c'est la parution effective de *La Fraternité* qui est annoncée dans *Bibliographie de la France* du 8 mai, n° 19, p. 233.

<sup>830</sup> Cf. *La Fraternité* d'octobre 1841, n° 6, p. 1, annonçant le retrait de Lahautière. Les différents gérants, comme le transfert des bureaux du journal à la Librairie Rouanet, 6, rue Verdelet, sont indiqués au fur et à mesure de la parution.

<sup>831</sup> Parmi les fondateurs de *La Fraternité de 1845* on connaît, outre A.-M. Savary, les cinq signataires d'une réplique à un pamphlet de Cabet (*A Monsieur Cabet, ex-député, ex-procureur général. Quelques lignes en réponse à son pamphlet en ce qui concerne une partie des anciens fondateurs de la Fraternité de 1845*, signé par Allard, Castagné, Denis, Leroux et Pouvre), ainsi que les divers gérants, dont certains sont identiques à ceux de la première *Fraternité*.

<sup>832</sup> L'un des fondateurs, Louis Blache, inculpé dès l'été 1841, devait attendre en prison jusqu'en juin 1842 avant d'être condamné à trois mois de détention et 100 francs

(et certains révolutionnaires dits "immédiats", parce que partisans de l'action immédiate), qui avaient encore fait un essai de journal clandestin lithographié intitulé *Les Amis du peuple* en 1840 sans doute,<sup>833</sup> fondent à leur tour en juillet 1841 *L'Humanitaire* sous la direction de Gabriel Charavay et de J.-J. May, ainsi que *Le Communautaire*, organe rival du précédent, rédigé par Meyer dit Fresnoy. Tandis que ce dernier ne dépassa pas le stade d'un numéro prospectus en juillet, les "Humanitaires" en étaient à leur troisième numéro, sous presse, lorsqu'ils furent arrêtés en septembre et condamnés dans les mois qui suivirent.<sup>834</sup> Un tout autre projet enfin voyait le jour en novembre 1841 : *La Revue indépendante* fondée par Pierre Leroux, George Sand et Louis Viardot. Paraissant d'abord mensuellement puis deux fois par mois, ce nouveau périodique socialiste se voulait un organe de théorie et de culture, publiant certains romans sociaux de George Sand et élaborant une réflexion philosophique, économique et politique sur la société.<sup>835</sup> Il faut encore évoquer deux tentatives communistes sans lendemain, l'une de Laponneraye qui essaya de fonder un "journal de discussion politique et philosophique", *Le Club*, en octobre 1841, l'autre de Dezamy qui voulut faire paraître un périodique communautaire, *La Liberté*, à partir d'août 1842.<sup>836</sup> À l'exclusion des publications icariennes, tous ces périodiques socialistes et communistes, de même que les nombreuses brochures les accompagnant, sortent des presses de la Librairie Rouanet ou sont diffusés par elle.<sup>837</sup>

D'autres créations attestent également l'intérêt du public, comme des groupes de pression constitués, pour un débat sur les questions économiques et sociales. Je citerai par exemple *Le Travail* qui parut de janvier à septembre 1842 à Paris et

d'amener pour un article intitulé "Pourquoi nous sommes communistes" (*Le Travail*, n° 2, [25] juillet 1841, p. 9-10); cf. *L'Atelier*, juin 1842, n° 10, p. 79.

833 Cf. CABET, *Ma ligne droite*, qui parle à mots couverts de ce "ténébreux journal" (p. 60) néo-babouviste, lithographié et clandestin (p. 51, 59), dont il est le seul à donner le nom.

834 Cf. document 26 et les introductions aux documents 26 et 27.

835 Cf. document 28 et l'introduction à ce document. Lors de l'arrivée de "Técolle hégélienne" à Paris (Ruge, Heß, Marx, Bernays) dans le but de promouvoir une alliance intellectuelle ("geistige Vereinigung", "geistige Allianz", in RUGE, "Zur Verständigung", p. XI, XV) entre socialistes français et allemands, seule *La Revue indépendante* par son rédacteur DUPRAT répondit de façon positive - encore qu'avec des réserves - à leur proposition (cf. GRANDJONC, *Vorwärts!*, p. 30-32 et 107-115; éd. allemande, p. 26-28 et 121-128).

836 Le prospectus du *Club*, signé de Laponneraye, est signalé in *Bibliographie de la France*, 30 octobre 1841, n° 44, p. 537. DEZAMY, *Calomnies et politique de M. Cabet*, p. 48, annonçait *La Liberté* pour le mois d'août 1842 : ce "journal de la démocratie sociale et politique" devait développer "les principes exposés dans le *Code de la Communauté*".

837 *La Fraternité*, *L'Humanitaire* et d'autres avaient officiellement leurs bureaux à la Librairie Rouanet (ou Rouanet), qui était dépositaire des ouvrages de Dezamy et généralement des brochures ouvrières non patronnées par les fouriéristes ou par Cabet. Un rôle analogue, encore que moins marqué, jouait la Librairie Prévot.

qui, sous le titre du journal communiste lyonnais interdit quelques mois plus tôt, diffuse des thèses anti-ouvrières, racistes et xénophobes,<sup>838</sup> mais surtout le *Journal des économistes* dont le premier numéro date de décembre 1841 : fondé par le groupe des économistes français de l'école de Jean-Baptiste Say (Michel Chevalier, Adolphe Blanqui, Eugène Daire, Joseph Garnier, etc.) il était publié par la maison d'édition Guillaumin qui, de 1839/1840 au début du XX<sup>e</sup> siècle, publia la quasi-totalité de la littérature économique libérale et antisocialiste française.<sup>839</sup>

### L'accélération de la réflexion

Lorsqu'à la fin de cette brève période qui va de l'été 1840 à l'automne 1842, Théodore Dezamy donne avec son *Code de la communauté* l'œuvre théorique la plus avancée du communisme français de l'époque<sup>840</sup> et que Karl Marx, jeune rédacteur démocrate à la *Rheinische Zeitung* à Cologne, s'intéresse apparemment pour la première fois au communisme,<sup>841</sup> les principaux thèmes et débats, les principales tendances du communisme et du socialisme modernes qui vont être au cœur de la réflexion de Marx et d'Engels, de leurs partisans et de leurs adversaires, sont déjà exprimés, amorcés ou préfigurés. En particulier sont exprimés dès 1840 les thèmes

838 Il parut une douzaine de numéros du *Travail. Journal des classes ouvrières, politique, moral et industriel*, de la fin janvier à la mi-septembre 1842, sans doute lancé par quelque industriel protectionniste. Le dernier numéro part en guerre contre "l'invasion des étrangers", Polonais, Prussiens, Saxons, Italiens, Suisses, juifs hollandais et allemands "qui confisquent [...] à leur profit les travaux industriels de nos villes" (p. 92/II).

839 La Librairie Guillaumin publia pendant près de soixante-dix ans une moyenne de cent volumes d'économie politique par an (brochures populaires, revues scientifiques, annales, dictionnaires, monographies, etc.), contribuant dans une large mesure à la diffusion de la pensée économique libérale dans toutes les couches de la population française. La librairie et maison d'édition, fondée au début des années 1830 par Gilbert-Urbain Guillaumin (cf. SAY/CHAILLEY), fut successivement dirigée par lui-même et ses filles, Félicité puis Pauline ; elle fut rachetée en 1906 par Félix Alcan dont la librairie devait fusionner dans les années 1920 avec d'autres maisons d'édition pour devenir les Presses universitaires de France.

840 DEZAMY, *Code de la communauté*, parut en dix-huit livraisons, de la seconde quinzaine de mars à fin octobre-début novembre 1842 : cf. *Bibliographie de la France*, 26 mars 1842, n° 13, p. 174, annonçant la parution de la première livraison d'une feuille, soit 16 p. ; 17 septembre 1842, n° 38, p. 523, annonçant par erreur que "l'ouvrage paraît être terminé" avec la douzième livraison ; enfin 12 novembre 1842, n° 46, p. 627, enregistrant la parution du *Dialogue sur la réforme électorale*, "extrait du Code de la communauté" et qui, sous une forme légèrement modifiée, fera la conclusion du *Code* publié en volume fin 1842 et daté de 1843.

841 Cf. [MARX], "Der Kommunismus und die Augsburger 'Allgemeine Zeitung'", *Rheinische Zeitung*, Cologne, 16 et 23 octobre 1842, n° 289, p. 1/1-2/1 ; n° 296, p. 4/III ; MEGA<sup>2</sup> I/1, p. 237-242, et l'appareil critique, p. 1032-1037.

de la constitution des prolétaires en classe, des communistes en parti, de l'attitude de ces derniers face aux luttes démocratiques ; le débat entre idéalisme et matérialisme comme fondement d'une analyse de la société est ouvert au plus tard par les Humanitaires en 1841 ; l'opposition encore informelle et plus ou moins bien perçue à cette date est déjà marquée entre communisme centraliste et communisme fédéraliste (anarchisme) ; de même l'alternative : transformation de la société par la propagande pacifique et les colonies expérimentales ou prise du pouvoir par l'action révolutionnaire ; le problème de la dictature : d'un seul, d'une minorité agissante ou de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le problème de la dictature ou de la démocratie, est déjà posé implicitement ou explicitement par tous, réformateurs sociaux, communistes ou socialistes ; de même le rapport des communistes aux nationalités, autrement dit la question de l'internationalisme ; de même également les rapports des communistes au mariage, à la famille, aux beaux-arts, etc. ; sans compter, chez les adversaires, l'inévitable spectre du communisme. Ce brusque changement de rythme ne peut s'expliquer en profondeur que par la maturation de la réflexion antérieure sur réforme sociale, socialisme et communauté dans le climat de crise sociale que traverse l'Europe occidentale en 1839/1840 ainsi que par les contacts internationaux qui en résultent.

## Chapitre VII

### L'amorce des grands débats du socialisme et du communisme

#### Internationalisme

J'ai noté dans un précédent chapitre les contacts internationaux entre socialistes européens au cours des années vingt et trente – contacts encore très sporadiques et souvent individuels – ainsi que la tendance qui se fait jour au cours de la décennie suivante à transformer ces amorces en organisations structurées. Qu'il suffise d'indiquer ici les grandes lignes de cet "internationalisme démocratique" étudié en détail ailleurs.<sup>842</sup> Après la création de la Deutsche Demokratische Gesellschaft (par la suite Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein) à Londres en 1840, et jalonnant sa collaboration avec les républicains de la Société démocratique française et les chartistes britanniques, on voit apparaître un certain nombre de véritables associations à buts internationalistes. Ainsi John Goodwyn Barmby, qui dit avoir rencontré à Paris un certain Harvé ou Hervé (vraisemblablement le fouriériste Charles Harel), pour lui soumettre un projet intitulé en anglais "International Association for the promotion of mutual intercourse among all nations",<sup>843</sup> fondait-il en 1841 en compagnie de Catherine Watkins et de George Bird la London (puis Central) Communist Propaganda Society<sup>844</sup> qui se proposait, grâce à un réseau de correspondants qui restait à établir en Europe et en Amérique,<sup>845</sup> d'organiser "the propa-

<sup>842</sup> Il s'agit de la documentation rassemblée par ANDRÉAS/GRANDJONC/PELGER, *Anfänge des demokratischen Internationalismus* (en préparation). La formule "internationalisme démocratique" doit s'entendre en ce sens que cet internationalisme s'oppose à celui de la diplomatie et que tous les courants démocratiques de l'avant-1848 y sont représentés : démocrates et républicains belges et français, chartistes et socialistes britanniques, communistes de toutes nationalités.

<sup>843</sup> Cf. *The New Moral World*, 1<sup>er</sup> août 1840, n° 5, p. 74/III. Cf. l'introduction au document 21 et note 196 à ce document.

<sup>844</sup> Cf. BARMBY/BIRD, in *The New Moral World*, 14 août 1841, n° 7, p. 54/II-III.

<sup>845</sup> Cf. BARMBY/WATKINS/BIRD, in *The New Moral World*, 25 septembre 1841, n° 13, p. 102/II-III.

gation and perfection of the theory of communism", ainsi que "to give scientific development and propagation to the vague ideas of community".<sup>846</sup> L'entreprise semble tourner court, mais l'idée était lancée. Les Allemands du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein et les Français de la Société démocratique française, ayant pris contact en juin-juillet 1844 avec les émigrés polonais et certains dirigeants chartistes, fondent à l'automne de cette même année une première association internationaliste, les Democratic Friends of all Nations,<sup>847</sup> qui, après que Friedrich Engels ait mis Schapper et Berrier-Fontaine en relation avec les dirigeants de l'aile gauche des chartistes, George Julian Harney et Ernest Jones,<sup>848</sup> sera relayée par l'association des Fraternal Democrats fondée le 22 septembre 1845,<sup>849</sup> la plus active et la plus importante société internationale de la période avec la Ligue des justes puis des communistes. Peu de temps après, Marx, Engels et le Belge Philippe Gigot fondent un Comité de correspondance communiste à Bruxelles<sup>850</sup> dont le but était identique à celui de la London Communist Propaganda Society et qui par fusion avec la Ligue des justes donna naissance à la Ligue des communistes.<sup>851</sup> L'exemple et l'activité des Fraternal Democrats, qui avaient créé en mars 1846 une branche spéciale pour la Pologne, le Democratic Committee for Poland's Regeneration,<sup>852</sup> sont tels qu'au printemps 1847 les représentants de la bourgeoisie libérale-échangeur britannique fondent une organisation rivale, la Peoples' International League,<sup>853</sup> et qu'à l'automne naît à Bruxelles, parmi les républicains, socialistes et communistes belges, français et allemands, l'Association démocratique ayant pour

846 Cf. *The New Moral World*, 14 août 1841, n° 7, p. 54/II ; 21 août, n° 8, p. 62/II.

847 Cf. "The Democratic Friends of all Nations", in *The New Moral World*, 2 novembre 1844, n° 19, p. 151/A-II ; BdK 1, p. 199-200.

848 Cf. "Democratic Movement", in *The Northern Star*, 23 août 1845, n° 406, p. 8/VI ; BdK 1, p. 242.

849 Cf. *The Northern Star*, 27 septembre 1845, n° 411, p. 5/I-IV, "Commemoration of the French Republic" ; cf. également ENGELS, "Das Fest der Nationen in London".

850 Sur la date approximative de fondation du Comité de correspondance communiste de Bruxelles – plutôt décembre 1845 que début 1846 – cf. ANDRÉAS/GRANDJONC/PELGER, *Anfänge*, document du 17 février 1846. La documentation concernant l'activité du Comité est désormais rassemblée in BdK 1.

851 Sur la fondation de la Ligue des communistes cf. ANDRÉAS, *Gründungsdokumente* (en français, ANDRÉAS, *Documents constitutifs*) et BdK 1, p. 466-487.

852 Cf. *The Northern Star*, 28 mars 1846, n° 437, p. 1/II-VI, "Great public meeting of the Friends of Poland", et les numéros suivants jusqu'en février 1848. Le comité en question, émanation des chartistes et des Fraternal Democrats, fut créé à l'occasion du soulèvement de Cracovie pour essayer de provoquer une intervention diplomatique britannique et française en direction de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Les deux puissances occidentales n'ayant rien fait, Cracovie fut annexée par l'Autriche à la fin 1846.

853 La Peoples' International League est créée le 28 avril 1847 par des membres de l'Anti-Corn-Law League désormais sans emploi après l'abolition des corn laws, à leur tête le Dr Bowring et W.H. Ashurst, soutenus par des dissidents socialistes ou chartistes comme Goodwyn Barmby ou Thomas Cooper.

but la fraternité de tous les peuples, qui, durant sa brève existence, entretint des liens étroits avec les Fraternal Democrats.<sup>854</sup>

### Cosmopolitisme et internationalisme

La référence théorique initiale de ces associations tient toute entière en cette devise héritée de l'humanisme cosmopolite du XVIII<sup>e</sup> siècle et adoptée en 1845 par les Fraternal Democrats ainsi que par les Allemands du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein et les Français de la Société démocratique française : "All men are brethren / Alle Menschen sind Brüder / Tous les hommes sont frères" ;<sup>855</sup> l'aboutissement internationaliste proprement dit en est la devise adoptée en juin 1847 par la Ligue des communistes : "Proletarier aller Länder vereinigt euch ! Proletarians of all countries unite ! Prolétaires de tous les pays unissez-vous !" <sup>856</sup> Le formulaire de réception des Travailleurs égaux en 1839 contenait d'ailleurs en une seule phrase cette double revendication de dignité humaine et de fraternité prolétaire internationale, lorsqu'on y expliquait au récipiendaire : "Nous ne connaissons ni barrières, ni frontières, ni patrie ; tous les communistes sont nos frères, tous les aristocrates nos ennemis."<sup>857</sup>

Que l'internationalisme ait son origine dans le cosmopolitisme est un fait attesté tant par l'histoire que par le langage lui-même, comme sont attestées aussi les ruptures entre l'un et l'autre dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi peut-on suivre d'une part la formule typiquement cosmopolite "les hommes de tous les pays sont frères" – reprise laïcisée d'un principe de morale chrétienne – depuis la *Déclaration des droits*<sup>858</sup> par Robespierre en 1793 jusqu'aux statuts des Fraternal Democrats ou du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein en passant par des auteurs ou des institutions extrêmement divers : Marc-Antoine Jullien, Buonarroti, Charles Teste,<sup>859</sup> l'Association patriotique allemande ou la Ligue des bannis,<sup>860</sup> la Jeune-

854 Sur l'Association démocratique cf. SARTORIUS (1976). Une documentation consacrée à l'Association démocratique est en préparation.

855 Cf. le fac-similé d'une carte de membre des Fraternal Democrats in BdK 1, hors texte, entre p. 336 et 337, ou le fac-similé des statuts du CABV (1845) in GRANDJONC/KÖNIG/ROY-JACQUEMART.

856 La formule apparaît pour la première fois sous cette forme en allemand dans le compte rendu et les documents du premier Congrès de la Ligue des communistes tenu à Londres du 2 au 8 juin 1847. Étant donné le caractère international de l'organisation, elle se répandit rapidement dans les autres langues. Cf. ANDRÉAS, *Gründungsdokumente*.

857 Document 14A.

858 Il s'agit de l'article 35 de la *Déclaration des droits* rédigée par Robespierre et non acceptée par la Convention, in BUONARROTI, vol. 1, p. 45.

859 Cf. note 232 ci-dessus en ce qui concerne la Société de l'union des nations ; cf. la *Déclaration des principes fondamentaux* rédigée par Ch. Teste avec les corrections de Buonarroti in TESTE, *Projet* (1833), p. 44, art. 52 : "Les hommes de tous les



Europe,<sup>861</sup> l'organisation oweniste intitulée Association of all Classes of all Nations,<sup>862</sup> Moses Heß,<sup>863</sup> voire même Weitling,<sup>864</sup> Flora Tristan<sup>865</sup> ou Dezamy,<sup>866</sup> bien que chez ces derniers le vocabulaire du cosmopolitisme ancien qu'ils utilisent encore soit insuffisant à exprimer la pensée internationaliste nouvelle et en conséquence vienne parfois la trahir. D'autre part, dès 1792, les jacobins qui fondent le *Journal des hommes libres de tous les pays* marquent d'une limite fort nette la différence entre l'affirmation de principe, au demeurant peu contraignante, de fraternité universelle et celle d'une fraternité de combat, celle revendiquée peu de temps après par Babeuf et les Egaux, pour la réalisation d'une réelle liberté et d'une réelle

pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider pour le recouvrement et la défense de leur liberté commune."

<sup>860</sup> Les Allemands de l'Association patriotique ayant repris en 1834 la *Déclaration de Teste*, la formule "Die Menschen aller Länder sind Brüder" apparaît naturellement à l'article 52 de leur *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte*, in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 319 ; in RÜCKHÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 128.

<sup>861</sup> Cf. *Acte de fraternité / Verbrüderungsacte* [...], le document constitutif de la Jeune-Europe déjà cité, qui proclame "la fraternité des hommes" et "la fraternité des Peuples" en Dieu et en l'humanité.

<sup>862</sup> Cf. *The New Moral World*, 7 mars 1835, n° 19, p. 145/II-II, "Association of all nations ; or more fully : The Association of all Classes of all Nations, to form a New Moral World".

<sup>863</sup> Cf. [HESS], *Die heilige Geschichte der Menschheit* (1837), où il est longuement question de "Prinzip der Nationalität" et de "Prinzip der Humanität" (HESS, *Philosophische und sozialistische Schriften*, p. 58-59) et où l'auteur propose un "Völkerbund", une alliance des nations (p. 69). Quatre ans plus tard, dans *Die europäische Triarchie* (1841), Heß résume le conflit entre les grandes tendances de la diplomatie européenne depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle dans la formule antagoniste "Kosmopolitik und Nationalität" (p. 97).

<sup>864</sup> Cf. [WEITLING], *Die Menschheit* (1838), qui propose parmi dix autres principes destinés à réaliser le bonheur de l'humanité : "Allgemeine Vereinigung der ganzen Menschheit in einem großen Familienbunde und Wegräumung aller engherzigen Begriffe von Nationalität und Sektenwesen." (p. 27 ; in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 221). Quelques années plus tard Weitling emploie le terme de "Weilbürgerthum" (*Die junge Generation*, 1842, p. 204 ; 1843, p. 6), mais en précisant bien que les seuls vrais partisans en sont les prolétaires.

<sup>865</sup> Cf. TRISTAN, *Union ouvrière* (1843), p. 87 : "Appel aux Femmes de tous les rangs, de tous les âges, de toutes les opinions, de tous les pays" ; ou encore, p. 99, "solidarité des nations et des individus". Cependant chez Flora Tristan l'appel à l'Union ouvrière universelle, à "constituer la classe ouvrière" (p. 5, 14, 28, 117, etc.), est de caractère nettement prolétaire et internationaliste.

<sup>866</sup> On peut faire à propos de DEZAMY, *Code de la communauté* (1842), les mêmes remarques qu'à propos de Flora Tristan. Ses propositions de Communauté universelle, de "Congrès humanitaire", c'est-à-dire de l'humanité rassemblée dans une seule communauté (p. 12, 162, 236, 256, 269), sont certes marquées au coin du cosmopolitisme utopique ; mais la société présente étant dirigée par les "inégalitaires" et "anti-unitaires" (p. 33, 43, 200, 239, 243, 246 ; cf. également DEZAMY, *Calomnies et politique*, p. 17, 33, 35), il ne peut fonder son projet que sur l'action des "communistes-unitaires" de tous les pays (p. 282 sq.).

égalité. Fraternité de classe et de combat qu'on retrouve dans tout le courant néo-babouviste et dans les associations ouvrières. Je n'en citerai que quelques exemples caractéristiques. En décembre 1833 l'avocat marseillais André écrit dans ses *Considérations sur les associations ouvrières* : "Prolétaires, ouvriers, vous tous qui êtes pauvres et souffrants sur la terre, unissez-vous donc pour éviter le sort affreux qui vous menace."<sup>867</sup> Courant 1835 Wolfgang Strahl à Paris parle de réunions d'artisans, d'ouvriers et d'émigrés allemands, "wo sie sich mit Ehrenmännern aller Nationen Hand in Hand über ihre Unterdrückung und über die Befreiung ihrer Mitbrüder besprechen".<sup>868</sup> Les ouvriers britanniques de la London Working Men's Association qui s'adressent à leurs homologues de Belgique, de Hollande et de Rhénanie à la fin 1836 pour les inciter à l'union déclarent parler au nom et dans l'intérêt des "working men in all countries of the world".<sup>869</sup> Ou encore voit-on paraître en 1841 une brochure de *Quelques prolétaires de France à leurs frères de tous les pays*,<sup>870</sup> à laquelle fait écho de façon pathétique ce cri qu'Achille Leroux, dans un fragment de roman publié en janvier 1842, met dans la bouche du Christ-Spartacus : "A moi ! prolétaires de toutes les nations !" <sup>871</sup> En octobre 1844 le communiste britannique Ryall évoque "the gathering together of extreme reformers of all nations in our metropolis" et en septembre 1846 les Allemands du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein posent à leur tour cette question radicale : "Seit wann hat der Proletarier ein Vaterland ?"<sup>872</sup>

Si l'internationalisme naissant, cette tendance du "mouvement social" européen à "se débarrasser des limites de la nationalité" comme l'écrivit en mai 1846 Marx à Proudhon,<sup>873</sup> est désormais indéniable, il reste encore minoritaire dans les diverses organisations ouvrières et démocratiques nationales et chez les penseurs socialistes.<sup>874</sup> Il n'a pas non plus acquis à cette date de langage propre. A preuve, les exemples rassemblés jusqu'ici ne font encore apparaître que la seule notion

<sup>867</sup> ANDRÉ, p. 2.

<sup>868</sup> STRÄHL, *Briefe*, p. 230.

<sup>869</sup> La formule apparaît deux fois dans le texte, in LEHNING, "The International Association", p. 239, 240. Les formulations des ouvriers belges dans leur réponse (p. 243-245) restent purement cosmopolites, jurant avec l'internationalisme des Britanniques, ainsi p. 243 : "Il n'y a d'autre patrie que le monde, et le bien commun est celui de tous les peuples de tous les pays."

<sup>870</sup> La brochure vaut avant tout par son titre.

<sup>871</sup> Achille LEROUX, "Une fin d'année", fragment "extrait d'un roman inédit : *Le Prolétaire*", in *La Revue indépendante*, janvier 1842, p. 182-192 ; in LACASSAGNE, p. 327-337. La formule apparaît deux fois dans le texte, p. 331 et 333.

<sup>872</sup> *Adresse des Bildungsvereins in London an die deutschen Proletarier*, Londres, 13 septembre 1846, à propos de la question du Schleswig-Holstein ; in BdK 1, p. 407. Pour la formule anglaise de Ryall, cf. note 332 ci-dessus.

<sup>873</sup> Marx à Proudhon, Bruxelles le 5 mai 1846 (MEGA<sup>2</sup> III/2, p. 7 ; BdK 1, p. 318). Engels faisait déjà en 1843 une remarque semblable à propos des socialistes qui "auf die Auflösung der Nationalunterschiede hinarbeiten." (ENGELS, "Die Lage Englands", in DFJ, p. 180 ; MEW 1, p. 549).

d'union fraternelle pour désigner la solidarité internationale de classe. Et tout au long des années quarante les comptes rendus des diverses manifestations qui ont lieu, à Londres principalement puis à Bruxelles, entre prolétaires de divers pays ne parlent que de "Fraternal Banquet", de "Fraternity of Nations",<sup>875</sup> de "Fraternité des Peuples",<sup>876</sup> de "Fest der Nationen", "Fraternisierung der Nationen",<sup>877</sup> etc. En 1845 un adversaire du communisme, lors des réunions organisées à Elberfeld par Engels et Heß, s'en prend aux "communistischen und den damit eng verbundenen kosmopolitischen Grundsätzen"<sup>878</sup> défendus par les orateurs. A la fin de la même année Engels, voulant distinguer entre internationalisme et cosmopolitisme, ne peut le faire au point de vue du langage qu'en opposant la fraternité prolétarienne des nations et le cosmopolitisme mercantile,<sup>879</sup> et en 1847/1848 Marx, parlant du caractère international de l'Association démocratique de Bruxelles, qualifie cette dernière de "kosmopolitisch" ou de "kosmopolitisch-demokratisch",<sup>880</sup> adjectif pour le moins encombrant ! La terminologie socialiste de "solidaire", "solidarité" commence cependant à faire son apparition en un sens international<sup>881</sup> ainsi que le terme "international" lui-même.

### International et ses composés

L'adjectif "international" est attesté en anglais au sens juridique à partir de 1780 chez Bentham, dans l'ouvrage duquel la notion ancienne de "law of nations" est désor-

<sup>874</sup> Ainsi, malgré son appellation "Association of all Classes of all Nations", l'organisation oweniste se montre encore très anglo-centriste ; de même, la direction chartiste reste pendant deux années au moins très réservée quant à la fondation des Fraternal Democrats et à la participation de Jones et Harney à cet organisme internationaliste. Du côté français, des hommes comme Cabet, Louis Blanc, Proudhon, qui représentent des tendances fort diverses du socialisme et du communisme, sont nationalistes voire chauvins.

<sup>875</sup> C'est sous ces titres que sont régulièrement amonocés dans le *Northern Star* ou le *New Moral World* les réunions, meetings et autres manifestations internationales londoniennes.

<sup>876</sup> La formule est utilisée dans *La Réforme* pour rendre compte des manifestations londoniennes ; elle apparaît régulièrement dans les banquets démocratiques de l'automne 1847 (cf. GOUACHE, *Banquets*) ; elle fait partie du titre complet de l'Association démocratique bruxelloise "ayant pour but la fraternité de tous les peuples" ; on trouve également souvent cité le titre du poème de BÉRANGER, *La Sainte-Alliance des peuples* (1819), traduit en allemand et en anglais en 1844/1845.

<sup>877</sup> Cf. ENGELS, "Das Fest der Nationen in London" (1846) ; dans le corps du texte il utilise plutôt la formule internationale courante de "Fraternisierung der Nationen".

<sup>878</sup> BENEDIX, "Berichtigung", in *Morgenblatt für gebildete Leser*, Stuttgart/Tübingen, 2 juillet 1845, n° 157, p. 628/l. Cf. également comment HILDEBRAND conçoit les rapports du cosmopolitisme et du communisme, in BdK 1, p. 312.

<sup>879</sup> ENGELS, "Das Fest der Nationen", p. 1 : "Die Fraternisierung der Nationen, wie sie jetzt überall durch die extreme, proletarische Partei gegenüber dem alten naturwüch-

mais rendue par "international jurisprudence".<sup>882</sup> La formule est transcrite en français par "droit international" en 1802 dans la traduction de Bentham par le genevois Etienne Dumont.<sup>883</sup> En allemand le terme apparaît pour la première fois à ma connaissance dans l'entourage de Goethe en 1829, en un sens déjà plus diffus que le sens juridique originel, sous la forme "communauté internationale/internationale Gemeinsamkeit". En effet, au cours d'une conversation tenue en français sans aucun doute – Goethe se trouvant à table entre ses deux invités d'honneur David d'Angers et Adam Mickiewicz –, conversation rapportée le jour même en allemand à l'un de ses amis par l'écrivain polonais Odyniec, Goethe déclarait :

Daraus gehe nun für die Höhergebildeten und Besseren die Pflicht hervor, ebenso mildernd und versöhnend auf die Beziehungen der Völker einzuwirken, wie die Schifffahrt zu erleichtern oder Wege über Gebirge zu bahnen. Der Freihandel der Begriffe und Gefühle steigere ebenso wie der Verkehr in Produkten und Bodenerzeugnissen den Reichtum und das allgemeine Wohlbefinden der Menschheit. Daß das bisher nicht geschehen sei, liege an nichts anderem, als daran, daß die internationale Gemeinsamkeit keine festen moralischen Gesetze und Grundlagen habe, welche doch im Privatverkehre die unzähligen individuellen Verschiedenheiten zu mildern und in ein mehr oder minder harmonisches Ganzes zu verschmelzen vermögen. [...] Goethe saß mitten zwischen Adam und David, und schon das stimmte zu Erwägungen, wie das Genie die Nationalitäten einige und einander annäherte.<sup>884</sup>

sigen Nationalegoismus und dem heuchlerischen, privategoistischen Kosmopolitismus der Handelsfreiheit vollzogen wird, ist mehr werth als sämtliche deutsche Theorien über den wahren Sozialismus." (MEW 2, p. 611 ; BdK 1, p. 245).

<sup>880</sup> Marx à Georg Herwegh, Bruxelles, 26 octobre 1847 (MEW 27, p. 470) : "eine kleinere kosmopolitisch-demokratische Gesellschaft, woran Belgier, Franzosen, Polen, Schweizer und Deutsche teilnehmen". [MARX], "Der 'Débat social'", in DBZ, 13 février 1848, n° 13, p. 2/1 : "Wir begreifen, daß der *Débat* einen Augenblick den kosmopolitischen Charakter der *association démocratique* vergißt." (MEW 4, p. 511).

<sup>881</sup> Cf. note 319 sur *solidarité* et note 865 pour l'emploi de "*solidarité des nations*" par Flora Tristan en 1843. La même année RUGE, "Zur Verständigung", p. XXIII, utilise l'adjectif/adverbe *solidarisch* pour qualifier l'attitude des Français et des Allemands prêts à établir une "geistige Allianz" ou une "Fraternisierung zwischen Deutschen und Franzosen" (p. XVII).

<sup>882</sup> BENTHAM, *An Introduction to the Principles of Moral and Legislation*, printed in the year 1780, and now first published, London 1789, chap. XVII, paragraphe XXV, p. CCCXXIV. Après avoir utilisé "international" en marge du paragraphe et dans le texte, Bentham écrit en note : "The word *international*, it must be acknowledged, is a new one ; though, it is hoped, sufficiently analogous and intelligible."

<sup>883</sup> BENTHAM, *Traité de législation civile et pénale. Précédés des Principes généraux de législation* [...], Paris 1802, vol. 1, *Principes de législation*, chap. XXIII, p. 328 : "Plan du Code international. Le Code international serait le recueil des devoirs et des droits du Souverain envers chaque autre Souverain."

<sup>884</sup> Anton Eduard Odyniec à J. Korsak, 25 août 1829, in *Goethes Gespräche*, vol. 3/II, p. 471. Notons que parmi les familiers de Goethe à Weimar séjournait à cette époque le neveu de Dumont, Frédéric Soret, avec qui Goethe s'entretint à plusieurs reprises de l'activité de secrétaire de son oncle auprès de Bentham puis de Mirabeau.

Le terme reste d'un emploi spécialisé au moins jusque dans les années quarante et il est encore rarement utilisé par les socialistes. On le trouve par exemple en son sens purement juridique en 1843 chez le fouriériste Victor Hennequin<sup>885</sup> ou dans *Der Schweizerische Republikaner* de Julius Fröbel<sup>886</sup> et, la même année, en un sens déjà plus général chez Flora Tristan.<sup>887</sup> Cependant une série complète des dérivés d'"international" et un emploi du terme comme substantif sont attestés en français dès le début des années quarante : il existe en effet en 1842 un journal intitulé *L'International*, puis un autre du même nom quelques années plus tard,<sup>888</sup> et en 1845 le néologue Jean-Baptiste Richard propose lors de la réédition de son *Dictionnaire de mots nouveaux* d'introduire dans la langue les quatre termes "internationalité", "internationaliser", "internationalisation" et "internationalisme".<sup>889</sup>

Il est caractéristique en revanche pour le mouvement ouvrier qu'en juin 1847, dans sa lettre de protestation en allemand à la *Deutsche Londoner Zeitung* contre la publicité faite par ce journal à la Peoples' International League, Carl Schapper ne

Deux mois plus tôt *Le Globe*, auquel Goethe était abonné, avait publié un article de LEROUX, "Philosophie de l'histoire. De la politique extérieure et du perfectionnement du droit international", cf. GOBLOT, p. 9.

885 HENNEQUIN, in *La Démocratie pacifique*, 31 août 1843, n° 31, p. 3/II : "droit international".

886 Cf. "Aus Preußen, 12. April", in *Der Schweizerische Republikaner*, 18 avril 1843, n° 31, p. 140/I : "Bestimmungen in internationalen Verhältnissen", "das Internationale [...] befaßt sich auf 8 Verträge". Un certain R.v.G., "Eine neue Ligue in England", in *Magazin für die Literatur des Auslandes*, 12 août 1847, n° 96, p. 382-383, à propos de la création de la Peoples' International League utilise les formules "internationale Fragen" et "internationale Verhältnisse".

887 Cf. TRISTAN, *Union ouvrière*, p. 131, où l'auteur annonce pour son journal projeté une rubrique "des intérêts internationaux européens et du monde entier [...] démontrant clairement l'étroite solidarité qui existe entre les intérêts généraux et les intérêts particuliers des nations, des gouvernements, des classes et des individus".

888 *L'International. Journal officiel de la Société internationale des naufrages*, Paris, 8<sup>e</sup> année, n° 1 du 20 janvier 1842, est le titre pris à cette date par le *Moniteur officiel de la Société générale des naufrages* fondé, ainsi que la dite société, en 1835. Peu importe ici que cette entreprise, où se rencontrèrent les grands noms du commerce maritime et de l'aristocratie européenne friande de courses, ait été la dupe de 1835 à 1842 d'un certain Auguste Godde, né dans le village de Liancourt et qui se faisait passer pour Auguste comte Godde de Liancourt ; la transformation en janvier 1842 du titre du journal et du nom de la société par cet aventurier est simplement caractéristique du fait que le mot *international* devient un terme à la mode. Plus sérieux dans le monde politique et démocratique est *L'International de Bayonne. Journal de la Péninsule, des Pyrénées et des Landes* qui parut de 1847 à 1851.

889 RICHARD (21845), donne *internationalité* (état, qualité de ce qui est international, de nation à nation), *internationaliser* (rendre, devenir international), *internationalisation* (action d'internationaliser) et *internationalisme* (système d'internationalisation). Les termes en relation avec l'AIT s'implantèrent naturellement plus tard (cf. note 893) ; *internationalisation* seulement vers 1930-1935 en relation avec la Société des Nations.

reprenne pas à son compte le terme "international", qu'il utilise seulement lorsqu'il cite le nom de l'association,<sup>890</sup> de même, six mois plus tard, Engels dans un article en français de *La Réforme* n'utilise le terme que pour transcrire en français le titre de "la ligue internationale de Londres, société fondée par les free-traders afin d'exploiter les démocrates étrangers".<sup>891</sup> De fait, "international" ne pénétrera dans le langage du mouvement ouvrier qu'à partir de la fondation à Londres de l'International Association en 1855 et plus encore de la Working Men's International Association / Association internationale des travailleurs / Internationale Arbeiter-Association en 1864.<sup>892</sup> Quant aux substantifs "international(e)", "internationalisme" et "internationaliste", ils n'apparaissent vraiment dans la langue politique, en anglais, en français et en allemand, que quelques années après la fondation de la Première Internationale.<sup>893</sup>

## Le socialisme comme science. Socialisme scientifique

### "L'empire de la science commence"

En mai 1840 le communiste Jean-Jacques Pillot, résumant le vœu des partisans de la "science sociale", de la "science humanitaire", de la "science communautaire",

890 Lettre non datée de Carl Schapper à la rédaction de la *Deutsche Londoner Zeitung* en réponse à un article paru dans le numéro du 12 juin 1847 (BPU Genève : Manuscrits Brunswick, vol. 38, fol. 370-371).

891 [ENGELS], "Londres le 30 novembre", in *La Réforme*, 5 décembre 1847, p. 1/II-III (MEGA<sup>1</sup> I/6, p. 363-364).

892 Ainsi en 1859, année où est dissoute l'International Association, un journal ouvrier allemand à Londres, parlant du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein de 1840, le nomme pour la première fois sans doute "der ursprüngliche internationale Verein" ("Der Arbeiter-Bildungsverein im Ostende", in *Das Volk*, Londres, 25 juin 1859, n° 8, p. 2/v). A partir de 1864, Albert Lacroix et Louis Verboeckhoven donent à la maison d'édition qu'ils ont fondée quelques années auparavant le nom de "Librairie internationale" (cf. *Bibliographie de la France. Feuilleton*, 2 janvier 1864, n° 1, p. 9).

893 Après la fondation de l'AIT le 28 septembre 1864, l'adjectif *international* est bientôt utilisé comme substantif pour désigner l'association. Les trois formes *the International*, *l'Internationale*, *die Internationale* apparaissent au plus tard lors du congrès de Bruxelles en septembre 1868 : cf. *La Première Internationale*, vol. 1, p. 389, "les délégués de l'Internationale" ; également la lettre de Bakounine à Marx du 22 décembre 1868 : "Ma patrie maintenant, c'est l'Internationale" (*Die Neue Zeit*, 19<sup>e</sup> année, vol. 1, p. 7) ; à partir de 1869 paraît à Bruxelles un hebdomadaire ouvrier intitulé *L'Internationale. Organe des sections belges de l'Association internationale des travailleurs*. Le terme est attesté en outre à de nombreuses reprises en anglais, en français et en allemand dans [MARX], *Adresse du Conseil général de l'Internationale à propos de la guerre franco-allemande*.

L'article "Internationale des travailleurs (Association)" dans *La Grande Encyclopédie*, vol. 20 (1895 environ), attribue le terme *internationalité* à TRISTAN, *Union*

de la "science égalitaire",<sup>894</sup> déclare : "L'empire de la sottise est à son terme ; [...] celui de la science commence."<sup>895</sup> A quoi Moses Heß fait écho deux ans plus tard en rapportant dans la *Rheinische Zeitung*, à propos des écrits de Weilling, que le principe du communisme sera "die Herrschaft der Wissenschaft".<sup>896</sup> Quelques années encore et le docteur Ange Guépin esquisse à sa manière ce qu'Engels devait appeler beaucoup plus tard "l'évolution du socialisme de l'utopie à la science".<sup>897</sup> Dans une lettre lithographiée, adressée en 1850 à un certain nombre de socialistes européens pour les engager à acheter son dernier livre, Guépin écrit :<sup>898</sup>

Pendant qu'outre Rhin notre ami le Dr Hermann Ewerbeck résumait l'Allemagne des F[e]uerbach, des Hegel, des Henry Heine, dans un livre intitulé *Qu'est-ce que la Religion*, je m'efforçais de mon côté de résumer la France, non point celle des métaphysiciens, mais la France des savants et des socialistes afin d'arriver à greffer le socialisme sur la base positive de connaissances scientifiquement démontrées.<sup>899</sup>

Un socialisme quelconque ne peut résulter que de l'introduction dans les esprits d'une croyance, d'une conviction destinée à transformer le socialisme ancien. Un

*ouvrière* (1843), ce qui est inexact, même si l'idée d'internationalisme est présente dans l'ouvrage. Parfaitement exact par contre ce jugement : "l'internationalisme, en tant que doctrine, date certainement du manifeste du parti communiste, qui contient en germe tout le programme de l'Internationale. Il y eut plusieurs tentatives antérieures" (p. 896).

Dans la mouvance de l'Internationale apparaissent chez Benoît Malon : *internationalité* (1871) et *internationaliste* (1871 substantif, 1872 adjectif), cf. DUBOIS, p. 326 ; puis *internationalisme* (1876) et en anglais *internationalism* (1877). J'ignore quand les termes allemands correspondants : *Internationalität*, *Internationalist*, *internationalistisch* et *Internationalismus* font leur apparition, le dictionnaire de GRIMM, contrairement à ceux de WARTBURG et de MURRAY et alii, ne répertoriant pas pareils vocables jusqu'à une date récente. *Internationalität* au sens d'*Internationalismus* (sans doute non encore utilisé) est attesté en 1876 dans le compte rendu du 36<sup>e</sup> anniversaire du CABV par Carl SCHARR in *Der Volksstaat*, Leipzig, 27 février 1876, n° 24, p. 3/III.

<sup>894</sup> Cf. [DEZAMY], in *L'Égalitaire*, p. 43, 49 ; PILLOT, *Histoire des Égoux*, p. 29, 58, etc.

<sup>895</sup> PILLOT, *Ni châteaux ni chaumières*, p. 33.

<sup>896</sup> [HESS], "Die Regierungsform des kommunistischen Prinzips" (29 septembre 1842), in HESS, *Philosophische und sozialistische Schriften*, p. 194 : "[...] wird auseinandergesetzt, wie nicht Volksherrschaft, sondern die Herrschaft der Wissenschaft die Regierungsform des kommunistischen Prinzips sei."

<sup>897</sup> C'est le titre allemand de la brochure d'ENGELS, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft* (1882), connu en français sous le titre dichotomique *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880).

<sup>898</sup> GUÉPIN, "Mon cher concitoyen" (HSG Amsterdam : Archief Cabot), annonce la parution de GUÉPIN, *Philosophie du socialisme*, Paris 1850. Sur Guépin cf. MANTRON, *Dictionnaire*.

<sup>899</sup> L'ouvrage d'EWERBECK, *Qu'est-ce que la religion d'après la nouvelle philosophie allemande*, parut également à Paris en 1850. Intéressant est le lien attesté ici entre Ewerbeck et Guépin, médecins et socialistes tous deux.

Progrès ne s'effectue dans l'Etat social qu'après avoir été tout d'abord le Rêve puis la Croyance métaphysique puis la Conviction Scientifique des esprits les plus généreux.

On notera non seulement la triade du rêve, de la croyance religieuse et de la conviction scientifique, mais surtout la précision du but poursuivi, greffer le socialisme sur les connaissances scientifiquement démontrées. J'ignore si Engels reçut ou lut jamais cette curieuse page en style fleuri où Guépin oublie d'ailleurs l'action politique (dans laquelle il était justement plongé depuis vingt ans) pour ponctuer les étapes du passage du rêve social au socialisme scientifique.

Sans doute n'y a-t-il guère dans l'histoire du socialisme depuis plus d'un siècle que la notion de "dictature du prolétariat" qui ait soulevé et soulève encore des débats plus passionnés que celle de "socialisme scientifique" ou de "communisme scientifique". Là comme ailleurs, pour qu'une discussion aille au fond des choses, il lui faut des bases claires. Or cette discussion a été si obscurcie de débats idéologiques douteux, fondés sur une absence de connaissances historiques et théoriques, que je noterai d'emblée un certain nombre de constatations ou de conclusions assurées, quitte à y revenir pour préciser certains points.

Premièrement, si la notion de "socialisme scientifique" au sens où nous l'entendons désormais, synonyme de marxisme, a bien été développée par Marx et Engels, si elle est une expression adéquate de tout leur effort critique, scientifique et révolutionnaire, il faut souligner que les deux hommes n'emploient guère la formule avant 1875, c'est-à-dire tardivement. Deuxièmement, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'adjectif "scientifique" dans cette notion n'est pas à entendre comme la référence du socialisme à une science figée, hypostasiée, à un dogme ou une loi établis de toute éternité et, après que l'esprit humain l'eut mis à jour, la recette infaillible de mise en œuvre de ce socialisme ; il est à entendre comme la référence à une méthode rationnelle et dialectique d'appréhension du réel par hypothèses successives soumises à critique incessante en vue de transformer ce réel.<sup>900</sup> Troisièmement, la formule française "socialisme scientifique" est attestée chez Proudhon dès 1840, sa traduction en allemand, "wissenschaftlicher Sozialismus", quatre ans plus tard ; et l'une et l'autre sont ensuite variées de diverses façons durant toute la décennie. Quatrièmement, ces formulations ne sont que la transcription, parmi d'autres, de formules exprimant selon les auteurs : l'exigence, la nécessité, la découverte ou la révélation de la "science sociale". Cinquièmement, si la science sociale ou le socialisme comme science sont à l'ordre du jour dès les premières

<sup>900</sup> La conception fixiste de la science concevant et déterminant "les lois simples, éternelles et parfaites" (HERDER, *Ideen*, p. 85) de la nature ou de la société est courante non seulement dans le public, mais même chez les milieux scientifiques, car elle va de pair avec le principe d'autorité et flatte la paresse intellectuelle. Là contre va tout l'effort critique d'une recherche véritable, dont "les résultats servent à nouveau de prémisses au développement ultérieur" de la connaissance (ENGELS, "Die Lage Englands", in DFI, p. 168).

décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, il faut bien constater que chacun de ses partisans l'entend à sa façon et que l'emploi de ces formules n'exclut pas chez leurs auteurs les fantaisies les plus échevelées données pour science, en même temps qu'ils qualifient d'"utopie" les productions de leurs concurrents, qui sont naturellement des "utopistes". Sixièmement enfin, on trouve à partir de 1845 chez Marx, Engels et certains de leurs proches les formules "wissenschaftliche Kommunisten" et "wissenschaftlicher Kommunismus", ainsi que chez Marx, et en français, la notion de "science révolutionnaire" pour qualifier son effort d'analyse de la société en vue de sa transformation.

### De la "science sociale" au "socialisme scientifique"...

Ces appellations diverses sont dans la logique de l'histoire et du langage : depuis qu'au début du siècle "la science sociale" avait été proclamée par Fourier puis par Owen, Saint-Simon et leurs disciples comme une nécessité pour qui veut entreprendre de changer la société, depuis que cette "science sociale" était devenue au cours des années trente le "socialisme" tout court, le terme, en raison même de sa large diffusion et des débats politiques auxquels il avait donné lieu, avait perdu sa connotation scientifique. Aussi est-il compréhensible qu'on ait redoublé, comme le fit Proudhon un peu au hasard en 1840, "socialisme" en "socialisme scientifique". Le socialiste bisontin écrit en effet :

Et de même que le droit de la force et le droit de la ruse se restreignent devant la détermination de plus en plus large de la justice, et doivent finir par s'éteindre dans l'égalité ; de même la souveraineté de la volonté cède devant la souveraineté de la raison, et finira par s'anéantir dans un socialisme scientifique.<sup>901</sup>

Et à la fin de la décennie, en 1849, le baron Colins utilise pour sa part cette autre surdétermination tautologique, mais qui ne nous apparaît plus comme telle aujourd'hui : "socialisme rationnel".<sup>902</sup> Entre ces deux dates le "socialisme scientifique" s'était implanté en allemand et en français. En 1842 Lorenz Stein souligne le caractère scientifique du socialisme ;<sup>903</sup> en 1844 "wissenschaftlicher Sozialismus"

901 PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), p. 233-234. On comparera avec la formulation de Fourier en 1803 : "Il n'y a donc dans la science sociale qu'un problème à résoudre, celui de la métamorphose graduée [...], l'art d'élever chacune des classes de la civilisation au sort de la classe supérieure." (FOURIER, *Lettre au Grand Juge*, p. 19). Sur cette question cf. Pelger, "Was verstehen Marx/Engels" (1980), GRANDJONC, "L'utopie en quête de science" (1980), et GRANDJONC/PELGER, "Die Diskussion über utopischen und wissenschaftlichen Sozialismus um 1840".

902 Cf. COLINS, *Socialisme rationnel* et COLINS, *Le Socialisme, ou Organisation sociale rationnelle*, brochures parues toutes deux à Paris en 1849.

903 STEIN, *Der Socialismus und Communismus* (1842), p. 129 : "Der allgemeine wissenschaftliche Charakter des Socialismus". L'auteur, fidèle à ses modèles français, définit le socialisme comme la science de la société : "Auf diese Weise wird die tiefer gehende Lehre von der Industrie die Gesetze finden müssen, die die ganze Gesellschaft umfassen, und das Wissen derselben ist damit nicht allein die Wissen-

apparaît en allemand avec la traduction de *Qu'est-ce que la propriété ?* de Proudhon.<sup>904</sup> L'année suivante, dans un pot-pourri journalistique, Karl Grün reprend l'expression dans un passage où il prétend définir la démarche de Saint-Simon,<sup>905</sup> ce qui lui vaut la critique de Marx et Engels et accessoirement l'usage de la formule dans *Die deutsche Ideologie*.<sup>906</sup> En 1848 Victor Considerant revendique à son tour la notion nouvelle pour son école et déclare Charles Fourier "le Père du Socialisme scientifique".<sup>907</sup>

Si on considère que "socialisme scientifique" apparaît chez Proudhon en juillet 1840, au moment même où se diffusent "communisme" et "communisme", on ne s'étonnera pas du fait que l'attribut "scientifique" passe rapidement du socialisme au communisme, pas plus du fait d'ailleurs que Proudhon acquière pour quelques années la réputation de communiste. Ainsi Moses Heß, dans un parallèle entre la science sociale française et la philosophie allemande, parle-t-il tout naturellement en 1843 de "wissenschaftlicher Communismus",<sup>908</sup> ainsi Marx et Engels qualifient-ils l'année suivante l'œuvre de Proudhon de manifeste scientifique du prolétariat français et Th. Dezamy, J. Gay, etc. de communistes plus scientifiques que Cabet.<sup>909</sup> En décembre 1846 par contre, Marx qui vient de lire le *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère* de Proudhon, paru deux

schaft der Arbeit, sondern die der Gesellschaft, der Socialismus." (p. 130). Document 33C.

904 PROUDHON, *Was ist das Eigenthum*, trad. MEYER (1844), p. 311 : "[...] so weicht auch die Souverainetät des Willens vor der Souverainetät der Vernunft zurück und vergeht am Ende in einem wissenschaftlichen Sozialismus".

905 GRÜN, *Die soziale Bewegung* (1845) : "Der St. Simonismus [...] enthält [...] endlich den wissenschaftlichen Sozialismus, indem St. Simon sein ganzes Leben lang nach der neuen Wissenschaft suchte." (p. 82). Le passage relève de la pure rhétorique ; en deux pages en effet on trouve rassemblées les variations suivantes, non définies : "demokratischer Sozialismus", "sensualistischer Sozialismus", "sensualistischer Kommunismus", "religiöser Sozialismus", "wissenschaftlicher Sozialismus", "mathematischer Sozialist" (!), "himmlischer Kommunismus" (!), etc. (p. 82-83).

906 Marx et Engels, après avoir épinglé un certain nombre de plagiais et d'erreurs manifestes de Grün ayant mal lu et mal compris Stein et Reybaud, citent la phrase reproduite à la note précédente et commentent : "Der Art, wie Herr Grün St. Simon die Bahn zur politischen Oekonomie brechen läßt, entspricht die Art, wie er ihn die Bahn zum wissenschaftlichen Sozialismus brechen läßt." Cette partie de *L'Ideologie allemande*, la seule publiée alors, fut rédigée au cours de la première moitié de 1846 (cf. ANDRÉAS/MÖNKE, p. 32-36) et parut l'année suivante dans *Das Westphälische Dampfboot*, Paderborn, août-septembre 1847 ; le passage en question, p. 457 ; MARX/ENGELS, *Die deutsche Ideologie*, MEW 3, p. 491.

907 CONSIDERANT, *Le Socialisme devant le vieux monde* (1848), p. 214.

908 [HESS], "Socialismus und Communismus", in *Einundzwanzig Bogen aus der Schweiz* (1843), p. 78 ; in HESS, *Philosophische und sozialistische Schriften*, p. 200 : "[...] die französische Socialphilosophie, die in gleicher Weise erst jetzt, nach St. Simon und Fourier, sich von der Schule befreit und als wissenschaftlicher Communismus ins Volk einzudringen anfängt."

mois plus tôt, voit désormais en ce dernier, dans une lettre en français, "l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française" et il le classe, eu égard à l'évolution des théories sociales, parmi les représentants du "socialisme utopiste".<sup>910</sup> Et en janvier 1847 Carl-Ludwig Bernays définit, sous l'influence d'Engels dans un article publié à Berlin (I), le communisme scientifique à la fois comme outil de propagande révolutionnaire et comme analyse scientifique des réalités sociales :

Der Communismus hat nämlich neben seiner [...] revolutionären, acuten, propagandistischen Bedeutung auch noch eine wissenschaftliche und, mir scheint, nicht eben so leicht zu erstirrende Position inne. Dieser wissenschaftliche, ernsthafte Communismus ist, soviel ich ihn kenne, von aller Exaltation frei – er affichirt weder die Menschwerdung des Menschen, noch das Himmelreich auf Erden, noch betet er Goethe "vom menschlichen Standpunkt aus" an, noch löst er wie ein literarischer Lohnlakai Herrn Proudhons Schuhriemen, noch glaubt er an irgend eine der Handwerksburschenutopien, oder an die Voyage en Icarie, oder an die sentimentalen Schwärmerieen von Lamartine oder La Mennais, noch ist Weitling sein Apostel und Moses (Heß) sein Prophet; aber er behauptet, vorurtheilsfrei den Grund unserer heutigen Productions- und Consumtions-Verhältnisse, wie die des gesammten Alltags-Lebenswandels der Menschen zu durchforschen, und dabei auf Quellen zu stoßen, welche eines Tages andere Gewässer als die unserer Nationalökonomie und Polizeiprofessoren zu Tage fördern müssen.<sup>911</sup>

Et Marx utilise dans le courant de la même année 1847 la formule française de "science révolutionnaire"<sup>912</sup> ainsi que la formule allemande de "kritischer Kommunismus" qu'il oppose aux "utopistischen kommunistischen Systemen".<sup>913</sup>

### ... et au "socialisme utopiste"

En effet, même chez ceux qui proclament le socialisme ou le communisme comme science de la société, on est loin de s'entendre sur ce qu'est la science. Les

909 ENGELS/MARX, *Die heilige Familie* (1845), MEW 2, p. 43, à propos de Proudhon : "Sein Werk ist ein wissenschaftliches Manifest des französischen Proletariats." Et plus loin, p. 139 : "Nach England verbannt, wird der Franzose Cabet von den dortigen kommunistischen Ideen angeregt und kehrt nach Frankreich zurück, um hier der populärste, wenn auch flachste Repräsentant des Kommunismus zu werden. Die wissenschaftlicheren französischen Kommunisten, *Dezamy, Gay, etc.* entwickeln, wie Owen, die Lehre des *Materialismus* als Lehre des *realen Humanismus* und als die *logische Basis des Kommunismus*."

910 Marx à Annenkov, Bruxelles, 28 décembre 1846, in MARX, *Das Elend*, éd. PELGER, p. 10 : "Le seul point sur lequel je suis parfaitement d'accord avec M. Proudhon est son dégoût pour la sensiblerie socialiste. Avant lui, j'ai provoqué beaucoup d'inimitiés par le persiflage du socialisme moutonnier, sentimental, utopiste." Et à la page suivante : "M. Proudhon a le mérite d'être l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française, ce qui est un mérite réel, parce que la petite bourgeoisie sera partie intégrante de toutes les révolutions sociales qui se préparent."

911 [BERNAYS], in *Berliner Zeitungs-Halle*, 30 janvier 1847, n° 25.

912 MARX, *Misère de la philosophie* (1847), p. 119.

grands noms de la "science sociale" ne sont d'ailleurs pas étrangers à la situation de confusion qui règne vers 1840. Fourier considérait comme scientifiques non seulement ses analyses du fonctionnement de la société de son temps, agriculture, industrie, commerce national et international, système autarcique, etc., mais aussi et surtout ses spéculations sérielles et harmoniques et sa cosmogonie, admirables sans doute de poésie mais pas de sciences exactes. Saint-Simon, dont les considérations historiques et théoriques débouchent sur quelques-unes des hypothèses les plus importantes du socialisme moderne (constitution et lutte des classes, exploitation de l'homme par l'homme, etc.), tendait à la mise en place d'une caste dirigeante munie de la science encyclopédique qui donne la clef du problème social et par là le pouvoir, tandis que le peuple devrait se contenter d'un "nouveau christianisme", d'une "religion saint-simonienne" comme essayèrent de l'établir certains de ses disciples.<sup>914</sup> Robert Owen de son côté développait un matérialisme social pratique, dont le postulat de base était la non-responsabilité de l'homme individuel et la responsabilité de l'homme collectif, matérialisme un peu fruste qu'il déclarait religion sociale ou religion rationnelle.<sup>915</sup> On s'explique mieux ainsi par exemple que Pierre Leroux, "un homme dont le nom fait autorité dans la science" comme l'écrit *La Fraternité*,<sup>916</sup> considère comme également socialistes et scientifiques ses articles d'économie politique, ses brochures de philosophie schellingienne ou krausienne (lui qui ne lisait pas l'allemand) et ses ouvrages de mystique humaniste ; il en irait de même, dans une mesure moindre, de Constantin Pecqueur et de bien d'autres. Proudhon par exemple, qui lui aussi va prônant le règne de la science,<sup>917</sup> entend par science à la fois l'analyse économique et la métaphysique sérielle héritée de Fourier :<sup>918</sup> ainsi des considérations sur la providence et sur la responsabilité de

913 Cf. MARX, "Die moralisierende Kritik und die kritisierende Moral", in DBZ, 25 novembre 1847, n° 94, p. 4/1 : "[...] Engels' Unterscheidungen zwischen 'wahrem Sozialismus' und 'Kommunismus', zwischen den utopistischen kommunistischen Systemen und dem kritischen Kommunismus".

914 *Nouveau Christianisme* est le titre du dernier ouvrage de Saint-Simon, de 1825 ; l'église saint-simonienne, fondée par "le Père" Enfantin, exista de 1830 à 1832.

915 Avec Owen et sa "rational religion", qui est dite "science", on est très proche de la religion sociale prônée par Restif ; cf. document 7.

916 *La Fraternité*, octobre 1841, n° 6, p. 1-2 : "De la société présente". Leroux écrivait lui-même dès 1832 : "Le problème de la politique est devenu celui de la science sociale." Document 10B.

917 Cf. les formulations de Proudhon dans une lettre à Victor Gauthier du 13 mars 1844 : "La démoralisation attend tous ceux qui ne se soutiennent pas par des idées scientifiquement démontrées" ; et dans son article inédit "Les Economistes de l'Institut apôtres de l'Egalité" (du 15 avril 1844) : "O Proletaires [...] fiez-vous à une Science dont les formules sont aussi sûres que l'algèbre."

918 La métaphysique sérielle est la base de PROUDHON, *De la création de l'ordre dans l'humanité* (1843). Quant à sa méthode en ce domaine, elle tient tout entière dans cette phrase de sa lettre du 13 mars 1844 à Victor Gauthier : "Personne, pas même [Adolphe] Blanqui, ni Chevalier, ni Rossi ne traite l'économie politique par la métaphysique." Personne, si ce n'est Proudhon...

l'homme prennent-elles place chez lui entre la présentation de théories économiques sur l'assiette de l'impôt et la balance du commerce.<sup>919</sup> Et quand Cabet répète à satiété "science de la communauté" ou "religion politique", il faut entendre par là description minutieuse de la législation et du mode de vie imaginaires présentés dans son roman *Voyage en Icarie*. Quand Charles Southwell veut démontrer scientifiquement que "Socialism is a new science of society", il se contente de commenter des citations d'Owen ;<sup>920</sup> quand Barnby parle de donner "scientific development and propagation to the vague ideas of community", il faut bien constater qu'il présente seulement quelques effusions sentimentales et un vague projet de communauté expérimentale.<sup>921</sup> Quand Fresnoy parle du socialisme comme de "la science encyclopédique de la vie", il faut comprendre organisation de la société selon les seuls principes de la phrénologie, la science de la forme des crânes, présentée comme un savoir total ordonné, etc.<sup>922</sup> Même des hommes comme Dezamy et May, qui ont poussé le matérialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle français et celui d'Owen au maximum de leurs possibilités en proposant de fonder la science de la société sur l'étude de ce qu'ils appellent "l'organisme humain" ou "l'organisation humaine", c'est-à-dire sur les sciences de l'homme et de la nature (dont ils ne maîtrisent aucune malheureusement), pour en déterminer ensuite les rapports, même Dezamy et May traitent de la science comme d'une religion, nous dirions d'une morale utilitaire.<sup>923</sup> Ainsi en est-il encore de l'anonyme Ethnicus pour qui la révélation nouvelle procède de la science démontrée de Robert Owen...<sup>924</sup> Si, à l'inverse, on prend Ludwig Feuerbach qui déclare nécessaire une alliance scientifique des Allemands et des Français en vue du socialisme,<sup>925</sup> il faut comprendre *alliance philosophique* en vue

919 C'est le plan que suivent trois chapitres de PROUDHON, *Système des contradictions économiques* (1846) : "Chapitre VII. La police ou l'impôt" – "Chapitre VIII. De la responsabilité de l'homme et de Dieu, sous la loi de la contradiction, ou solution du problème de la Providence" – "Chapitre IX. La balance du commerce".

920 Cf. SOUTHWELL, *Socialism made Easy*.

921 Le projet de Communist Propaganda Society ayant tourné court après une proposition de "Communist Manifesto to the nominal Christians", faute sans doute d'un minimum d'organisation, l'auteur se lança dans la fondation d'un "Communitorium" tout aussi vague. En 1847 il se retrouvait à la Peoples' International League, plus tard encore pasteur dissident.

922 Cf. FRESNOY, *Système unitaire* (1840). Meyer (dit Fresnoy) n'est pas le seul à s'être passionné pour la phrénologie de Franz Joseph Gall : l'éventail va de Robert Owen à Théophile Thoré, et vers 1845 une commune parisienne de la Ligue des justes se déclarait entièrement phrénologiste.

923 Cf. par exemple DEZAMY, *Code*, p. 261 : "La communauté universelle est la seule religion rationnelle, la seule situation normale de l'humanité. Cette religion, résultat nécessaire de la science démontrée, est le type, le germe, la source de tout bien, de tout beau, de toute perfectibilité."

924 Cf. note 735.

925 FEUERBACH, "Vorläufige Thesen", in *Anekdoten*, vol. 2, p. 76-77 ; formulation reprise par Marx dans sa lettre à Feuerbach du 3 octobre 1843 : "Sie sind einer der ersten Schriftsteller gewesen, welche die Nothwendigkeit einer französisch-deutschen wissenschaftlichen Alliance aussprachen." (MEGA<sup>2</sup> III/1, p. 58).

de promouvoir l'anthropologie religieuse ou l'athéisme ; de même quand son disciple Moses Heß parle du communisme comme de l'empire de la science.<sup>926</sup>

C'est à ce point précis entre critique sociale et constructions fantasmagoriques que Marx effectue fin 1846 le renversement du "socialisme scientifique" de 1840 en "socialisme utopiste".<sup>927</sup> S'il crée la notion avec la formule française, il est redevable là comme en mainte autre occasion à la tradition langagière des réformateurs sociaux et des socialistes qui l'ont précédé. Remontant à l'anglais "Utopia" de Thomas More et à certains de ses dérivés comme "utopian", substantif et adjectif, attesté dès le XVI<sup>e</sup> siècle,<sup>928</sup> "Utopie" avait fait son entrée en France au plus tard avec Voltaire (1739), suivie de "utopien" substantif (1789) et adjectif (1794),<sup>929</sup> en ce qui concerne l'allemand, le substantif "das Utopien" et l'adjectif "utopisch", attestés dès 1793 chez Wieland,<sup>930</sup> semblent n'entrer dans l'usage qu'une génération plus tard : ainsi Goethe les introduit-il seulement dans la seconde édition des *Années de voyage de Wilhelm Meister*.<sup>931</sup> Cependant c'est à Fourier et à son école qu'on doit "utopiste" : sous forme d'adjectif le terme apparaît chez Fourier en 1822<sup>932</sup> et le substantif, qu'il employait déjà dans un manuscrit de 1818, est du

926 Cf. note 896. Quand Heß parle de science, il entend par là à peu près exclusivement la philosophie hégélienne mâtinée d'anthropologie feuerbachienne : cf. par exemple "Philosophie der That" (1843) et "Kommunistisches Glaubensbekenntniß" (1844-1845). Dès 1841, dans *Die europäische Triarchie* (p. 148), il rapprochait Hegel et Saint-Simon, mais pour ne garder de ce dernier que l'aspect philosophique.

927 Cf. ci-dessus notes 910 et 913.

928 L'original latin de MORE, *Utopia*, est de 1516, la version anglaise de 1551 ; à cette date *Utopian* sert uniquement à qualifier les habitants de l'île d'Utopie.

929 En ce qui concerne les termes anglais et français, cf. GRANDJONC, "L'utopie en quête de science", p. 99-101.

930 [WIELAND], "Für und Wider. Ein Göttergespräch", in *Der Neue Teutsche Merkur*, n° 2, février 1793, p. 192 : "[...] aber nur in einen kaklogallinischen Kopf konnte der wilde Einfall kommen, eine große Monarchie zu Staub zu zermalmen, um aus einer recht einfachen Masse ein neues Utopien zu bilden". Et quelques mois plus tard, dans le n° 9, septembre 1793, [WIELAND], "Fortsetzung der Auszüge", p. 55, apparaît la formule "eine utopische Republik" appliquée à la très réelle République française.

931 Il existe par exemple en 1819 à Amsterdam un journal en langue allemande intitulé *Utopische Zeitung* (cf. *Der Schmetterling*, Bruxelles, 23 décembre 1819, n° 23, p. 3h). GOETHE, *Wilhelm Meisters Wanderjahre* : les termes, absents de l'édition de 1821, font leur apparition en 1829, in *Goethes Werke*, vol. 21, p. 122 : "Er übernahm die Familiengüter, wußte sie freisinnig zu behandeln [...] und so sich innerhalb der cultivirten Welt [...] ein mäßiges Gebiet zu erwerben und zu bilden, das für die beschränkten Zustände immer noch utopisch genug ist." Et quelques chapitres plus loin, à propos de la "Province pédagogique", p. 215 : "Als ich ihn vor Jahren das letztmal sah, erzählte er mir gar manches von einer pädagogischen Verbindung, die ich nur für eine Art von Utopien halten konnte."

932 FOURIER, *Traité de l'unité universelle* (1822), vol. 3, p. 143, où il est question de "casse-cou utopiste".

domaine public au plus tard en 1832 sous la plume de Jules Lechevalier, puis de Fourier lui-même.<sup>933</sup> A partir de cette date le terme se répand aussi bien parmi les socialistes et écrivains sociaux, les Considerant, Pecqueur, Proudhon, Villegardelle, Buret, Toussnel, etc. que parmi leurs adversaires. En 1834 cependant un anonyme crée l'adjectif "utopique" dans la *Revue républicaine*.<sup>934</sup> Le nouveau terme, employé concurremment à "utopiste" adjectif à partir de la fin des années trente par Pecqueur, Considerant, Proudhon, Marx (*Misère de la philosophie*), l'emportera sans doute après 1850 : à cette date on trouve même la formule de "socialisme utopique" chez Proudhon.<sup>935</sup>

Entre-temps le substantif "Utopist" et l'adjectif "utopistisch" – qui redouble "utopisch" comme dans le couple français "utopiste/utopique" – sont passés en allemand par le biais de traductions : "Utopist" en 1840 dans un article de Philarète Chasles publié par *Der Pilot*,<sup>936</sup> "utopistisch" en 1841 dans la traduction de l'*Histoire de l'économie politique* d'Adolphe Blanqui par Buß,<sup>937</sup> Marx clôt provisoirement la série allemande avec les "utopistische kommunistische Systeme" auxquels il oppose en novembre 1847 le "kritischer Kommunismus",<sup>938</sup> puis avec la formule "kritisch-utopistischer Sozialismus und Kommunismus" du *Manifeste communiste*.<sup>939</sup> Il complète le tout à la même date (février 1848) du terme "Utopismus"<sup>940</sup> que J.-B. Richard proposait sous sa forme française, "utopisme", dès

933 Cf. FOURIER, *Lettre au Grand Juge*, où l'éditeur cite, p. 83, un manuscrit de Fourier de 1818 publié en 1857 seulement : "[...] tandis que des utopistes philosophes chantent le progrès des lumières". En 1822, dans le *Traité de l'unité universelle*, il les nomme encore "faiseurs d'utopie" (vol. 3, p. 157, 561) ; il parle aussi à cette date d'"utopie sociétaire" (vol. 3, p. 2, 33, 43) au sens d'utopie sociale. A la fin mars 1832, lorsque l'ancien saint-simonien Jules Lechevalier devenu propagandiste fouriériste utilise *utopiste*, il se réfère déjà à "un homme de lettres qui nommait dernièrement M. Fourier l'Arioste des utopistes". (LECHEVALIER, *Leçons sur l'art d'associer*, p. 342). Vient ensuite Fourier dans *La Réforme industrielle* des 5, 12 et 19 juillet 1832 avec une série d'articles intitulée "Revue des Utopies du XIX<sup>e</sup> siècle, et des sociétés d'utopistes parisiens".

Il me faut signaler ici une fausse datation à 1792 du substantif *utopiste*, désormais courante dans les dictionnaires français et due à RANFT, "Wortgeschichtliches", p. 147. Il confond là en effet *Le Moniteur* original de la période révolutionnaire avec la *Réimpression de l'Ancien Moniteur* [...]. Mai 1789-Novembre 1799, vol. 14, Paris 1858, ornée p. 610 d'une planche hors texte de 1843 par Henri Baron (1816-1885) et malencontreusement intitulée "Les Utopistes (1792)". Cf. GRANDJONC, "L'utopie en quête de science", p. 110.

934 *Revue républicaine*, 10 juillet 1834, p. 110.

935 PROUDHON, *Carnets*, vol. 3, p. 319 : "Après le 10 mars [1850], j'avais en deux articles commencé l'élimination du socialisme utopique."

936 Document 17C.

937 BLANQUI, *Geschichte der politischen Oekonomie*, vol. 2, p. 256.

938 Cf. note 913.

939 [MARX/ENGELS], *Manifest der kommunistischen Partei*, Londres 1848, édition en 23 pages, p. 21 (MEW 4, p. 489). Sous la formule sont visées les théories de Fourier, Saint-Simon, Owen et de leurs disciples.

1842 dans son *Dictionnaire de mots nouveaux*. En anglais, "utopian", réactivé vers 1840 en son sens nouveau par les discussions françaises, est suivi de "utopist" en 1845 au plus tard.<sup>941</sup> "Utopian socialism" ne verra le jour qu'en 1892 avec la traduction de la brochure d'Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, intitulée en anglais *Socialism utopian and scientific*.

### "Socialisme scientifique" et "socialisme populaire"

Dès le moment où apparaissent les formules de "socialisme scientifique" et de "communisme scientifique" – et bien auparavant si on considère la tendance de Saint-Simon et de certains de ses disciples à réserver la science aux élites et à fournir un "nouveau christianisme" au peuple – le problème est posé plus ou moins explicitement de savoir s'il s'agit d'un socialisme/communisme à visée scientifique ou d'un socialisme/communisme de savants et de lettrés. En outre le problème se pose de façon radicalement différente pour la France et l'Angleterre d'une part – où tous les courants socialistes et communistes ouvriers ont leur propre perspective scientifique et philosophique héritée tantôt des Lumières, tantôt du fouriérisme, du saint-simonisme, de l'owenisme ou d'une synthèse de ces théories – et d'autre part pour l'Allemagne où l'existence passagère d'un courant communiste purement philosophique introduit une dichotomie absente dans les deux autres pays. C'est en effet par rapport à la seule situation allemande que l'on trouve, en allemand et en anglais entre 1843 et 1845 la distinction entre "philosophical communism" ou "Kommunismus der deutschen gebildeten Bourgeoisie" et "Arbeiterkommunismus", entre "learned communists" et "working-men communists", le principal auteur de ces formules étant Friedrich Engels dans ses articles en anglais consacrés à la situation allemande ou dans la préface à son grand ouvrage en allemand sur la classe ouvrière britannique.

A l'automne 1843, présentant dans le *New Moral World* "the progress of social reform on the continent", Engels établit à propos du mouvement social allemand une distinction boiteuse, mais révélatrice de la distorsion allemande réelle, entre le communisme des ouvriers allemands de l'étranger, qu'il nomme "German communism" simplement pour le distinguer du communisme français ou anglais, et celui des intellectuels néo-hégéliens en Allemagne même, qu'il qualifie de "philosophical communism", sans équivalent dans les deux autres pays. A propos de la situation particulière de l'Allemagne, Engels écrit :

940 [MARX], "Der 'Débat social'", in DBZ, 13 février 1848, n° 13, p. 2h : "Daß der deutsche Kommunismus der entschiedenste Gegner alles Utopismus ist [...]" (MEW 4, p. 512).

941 BARMBY, "Journal of a Social Mission to France", in *The New Moral World*, 15 août 1840, n° 7, p. 108h : "The *Débats* [...] regards this scheme as utopian under existing circumstances." Pour *utopist* cf. MURRAY et alii : "[...] the Utopists of modern days" (1845).



Germany having comparatively little manufacturing industry, the mass of the working classes is made up by handicraftsmen, who previous to their establishing themselves as little masters, travel for some years over Germany, Switzerland, and very often over France also. A great number of German workmen is thus continually going to and from Paris, and must of course there become acquainted with the political and social movements of the French working classes. One of these men, William Weitling, a native of Magdeburg in Prussia, and a simple journeyman-tailor, resolved to establish communities in his own country.

This man, who is to be considered as the founder of German Communism, after a few years' stay in Paris, went to Switzerland, and, whilst he was working in some tailor's shop in Geneva, preached his new gospel to his fellow-workmen. He formed Communist Associations in all the towns and cities on the Swiss side of the lake of Geneva, most of the Germans who worked there becoming favourable to his views. Having thus prepared a public mind, he issued a periodical, the *Young Generation*, for a more extensive agitation of the country. This paper, although written for working men only, and by a working man, has from its beginning been superior to most of the French Communist publications, even to Father Cabet's *Populaire*.<sup>942</sup>

Puis, après avoir rapporté l'arrestation de Weitling en juin 1843 et le résultat de son procès, il poursuit :

Communism was almost unknown in Germany, but became by this an object of general attention.

Besides this party there exists another in Germany, which advocates Communism. The former, being thoroughly a popular party, will no doubt very soon unite all the working classes of Germany; that party which I now refer to is a philosophical one, unconnected in its origin with either French or English Communists, and arising from that philosophy which, since the last fifty years, Germany has been so proud of.<sup>943</sup>

Et à propos de cette dernière forme de communisme, Engels dresse le tableau suivant :

Communism, however, was such a necessary consequence of New Hegelian philosophy, that no opposition could keep it down, and, in the course of this present year, the originators of it had the satisfaction of seeing one republican after the other join their ranks. Besides Dr. Hess, one of the editors of the now suppressed *Rhenish Gazette*, and who was, in fact, the first Communist of the party, there are now a great many others; as Dr. Ruge, editor of the *German Annals*, the scientific periodical of the Young Hegelians, which has been suppressed by resolution of the German Diet; Dr. Marx, another of the editors of the *Rhenish Gazette*; George Herwegh, the poet whose letter to the King of Prussia was translated, last winter, by most of the English papers, and others: and we hope that the remainder of the republican party will, by-and-by, come over too.

<sup>942</sup> [ENGELS], "Progress of Social Reform on the Continent, N° II. Germany and Switzerland", in *The New Moral World*, 18 novembre 1843, n° 21, p. 161/II; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 505-506.

<sup>943</sup> *Ibidem*, p. 161/III; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 507.

Thus, philosophical Communism may be considered for ever established in Germany, notwithstanding the efforts of the governments to keep it down. [...] There is a greater chance in Germany for the establishment of a Communist party among the educated classes of society, than anywhere else. The Germans are a very disinterested nation; if in Germany principle comes into collision with interest, principle will almost always silence the claims of interest. The same love of abstract principle, the same disregard of reality and self-interest, which have brought the Germans to a state of political nonentity, these very same qualities guarantee the success of philosophical Communism in that country.<sup>944</sup>

Peu importe ici que ce communisme philosophique, auquel Engels s'est sans doute rallié dès la fin 1841 à Berlin,<sup>945</sup> devienne quelques années plus tard sous le nom de "wahrer Sozialismus" l'objet de ses plus vives critiques, après qu'il se soit engagé dans la voie d'un communisme ouvrier et matérialiste qui devient rapidement le seul communisme existant. La dichotomie demeure et elle est encore précisée un mois plus tard à l'occasion de la saisie à Berlin en décembre 1843 de publications de Ludwig Buhl et d'Edgar Bauer, poursuivis pour diffusion de principes communistes. En effet un article anonyme du *New Moral World*, probablement de la plume d'Engels, reprend la distinction spécifiquement allemande :

All these seizures show that the German governments keep a watchful eye upon the "learned communists", as they are called, in contrast to the Weitlingian "working-class communists".<sup>946</sup>

A la mi-mars 1845, dans la préface à *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, Engels revient sur cette question, mais d'un point de vue matérialiste désormais :

Die Lage der arbeitenden Klasse ist der tatsächliche Boden und Ausgangspunkt aller sozialen Bewegungen der Gegenwart, weil sie die höchste, unverhüllteste Spitze unsrer bestehenden sozialen Misere ist. Der französische und deutsche Arbeiterkommunismus sind direkt, der Fourierismus und der englische Sozialismus, sowie der Kommunismus der deutschen gebildeten Bourgeoisie sind indirekt durch sie

<sup>944</sup> *Ibidem*, p. 162/I-II; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 509-510. La différence avec la situation française apparaît nettement, par contraste, avec cette formulation du premier article de la série, consacré à la France : "P. Leroux publishes a periodical, the '*Independent Review*', in which the tenets of Communism are philosophically advocated." (*The New Moral World*, Londres, 4 novembre 1843, n° 19, p. 146/III). Marx, moins proche qu'Engels de ce communisme philosophique berlinois, le déclarait dès septembre 1843 "imaginaire et virtuel", l'opposant au communisme "réel" de Cabet, Dezamy, Weitling : "So ist namentlich der *Communismus* eine dogmatische Abstraktion, wobei ich aber nicht irgend einen eingebildeten und möglichen, sondern den wirklich existierenden Kommunismus, wie ihn Cabet, Dezamy, Weitling etc., lehren, im Sinn habe." (Marx à Ruge, in DFJ, p. 37-38; MEGA<sup>2</sup> I/2, p. 487).

<sup>945</sup> Cf. [ENGELS], *Schelling und die Offenbarung* (1841), en parallèle avec le passage cité ci-dessus : "Laßt uns keine Liebe, keinen Gewinn, keinen Reichthum für zu hoch halten, als daß wir ihm nicht der Idee freudig opfern sollten." (MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 314).

<sup>946</sup> *New Moral World*, 20 janvier 1844, n° 30, p. 232/I. Le bref article, intitulé "Berlin, December, 1843", est attribué à Engels par SCHMIDTGALL, *Engels' Manchester Aufenthalt*, p. 115-116; attribution tout à fait vraisemblable.

erzeugt. Einerseits, um den sozialistischen Theorien, andererseits, um den Urteilen über ihre Berechtigung einen festen Boden zu geben, um allen Schwärmerseien und Phantastereien pro et contra ein Ende zu machen, ist die Erkenntnis der proletarischen Zustände deshalb eine unumgängliche Notwendigkeit. Die proletarischen Zustände existieren aber in ihrer klassischen Form, in ihrer Vollendung nur im britischen Reich, namentlich im eigentlichen England.<sup>947</sup>

Le débat se poursuit d'ailleurs en variations diverses sur le même thème jusqu'en 1848 : ainsi voit-on en 1846 dans le milieu communiste allemand de Bruxelles la majorité s'opposer aussi bien au "Handwerkerkommunismus" qu'au "philosophischer Kommunismus"<sup>948</sup> et, dans le milieu communiste allemand de Paris, la majorité exclure les "Gebildeten", c'est-à-dire non pas des savants ou des lettrés, mais par glissement de sens, des artisans, ouvriers ou intellectuels parisiens du publiciste Karl Grün et de son socialisme vrai.<sup>949</sup> La même année encore, c'est Proudhon, "infecté d'hégélianisme" par Grün, qui invente comme dit Marx le "supra-socialisme".<sup>950</sup> une forme sans lendemain de socialisme philosophico-métaphysique, qui conduit Marx dans *Misère de la philosophie* à expliquer au lecteur qu'il lui "a fallu souvent abandonner la critique de M. Proudhon, pour faire celle de la philosophie allemande".<sup>951</sup> Un dernier écho avant la révolution de février nous vient d'Allemagne à nouveau, Ferdinand Wolff stigmatisant dans *Das Westphälische Dampfboot* de janvier 1848 le "Suprasozialismus" de Proudhon qui procède du "philosophischer Sozialismus" de Grün.<sup>952</sup>

<sup>947</sup> ENGELS, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England* (1845), in MEGA<sup>1</sup> I/4, p. 7.

<sup>948</sup> Weitling à Moses Heß, Bruxelles, 31 mars 1846 : "Der 'Handwerkerkommunismus', 'der philosophische Kommunismus' müssen bekämpft werden"; avec cette remarque de Weitling en marge : "Diese Unterscheidung hat Marx zuerst gebraucht, oder wer sonst immer, ich nicht." (BdK 1, p. 307). Cf. à ce propos les craintes des Londoniens SCHAPPER/MOLL/BAUER, in BdK 1, p. 347 et 380, devant une "Gelehrten-Aristokratie" ou une "Gelehrten-Arroganz".

<sup>949</sup> Engels à Marx, Paris, vers le 18 octobre 1846 : "Die hiesigen Straubinger bellten furchterlich gegen mich. Namentlich 3-4 'gebildete' Arbeiter die E[werbeck] und Grün in die Geheimnisse des wahren Menschenthums eingeweiht. [...] Der Grün hat sich vom Kommunismus losgesagt, und diese 'Gebildeten' hatten große Lust mitzugehen." (MEGA<sup>2</sup> III/2, p. 51 ; BdK 1, p. 425).

<sup>950</sup> PROUDHON, *Système des contradictions économiques*, vol. 1, p. III : "Cette faculté mystérieuse, toute intuitive, est pour ainsi dire supra-sociale, peu ou point sensible dans les personnes, mais qui plane sur l'humanité."

<sup>951</sup> MARX, *Misère de la philosophie* (1847), p. V.

<sup>952</sup> WOLFF, "Marx gegen Proudhon", p. 8 : "Auf diese Weise erklärt sich's, wie aus dem philosophischen Sozialismus des Hrn. Grün der 'Suprasozialismus' des Hrn. Proudhon entstehen konnte." GRÜN, *Die soziale Bewegung* (1845), p. 401-405, faisait de Proudhon "le Feuerbach français" : "Nichts ist richtiger als dieser Vergleich. Proudhon ist der französische Feuerbach, der praktische Feuerbach, der nicht nach dem Wesen des Christenthums, sondern nach dem Wesen des Eigenthums fragt." On comprend que cette tendance du socialisme allemand, représentée en particulier par Heß, Grün, etc., raillée par Marx et Engels sous le nom de "wahrer Sozialismus" en raison de son usage abusif de l'adjectif *wahr*, se soit nourrie de l'œuvre de Proudhon

Curieusement, c'est vingt à vingt-cinq ans plus tard dans les luttes de tentatives au sein de l'Internationale et sous l'influence de Bakounine que ce débat allemand trouve finalement son expression en langue française. En septembre 1869 en effet Désirée Brismée, César De Paepe et Eugène Hins, représentants de la section de Bruxelles au Congrès de l'Internationale à Bâle, déclarent dans leur rapport :

On sait que la doctrine saint-simonienne, quoique bien incomplète, fut la première forme de ce socialisme scientifique mais peu populaire, recrutant ses adeptes parmi les savants et non parmi les masses [...]. Ce que le saint-simonisme poursuit, ce n'est pas l'égalité des conditions ; au contraire, essentiellement hiérarchique, classant les hommes suivant leurs facultés, il consacre l'inégalité sociale [...]. Mais à côté de ce socialisme antiégalitaire, se propage aussi l'autre courant de la grande Révolution. Celui-ci se recrute dans le sein même du prolétariat ; représenté en France par les morellistes, les babouvistes, les icariens, en Angleterre par les spencéens et les owennistes, il réclame, lui, [...] l'abolition de tous les privilèges quels qu'il soient ; ce qu'il poursuit, c'est l'égalité réelle, l'égalité de fait comme disait Babeuf. [...] Or, aujourd'hui, dans le sein de l'Internationale, le socialisme scientifique et le communisme populaire, sous les formes rajeunies et sous les dénominations nouvelles de *mutuellisme* et de *collectivisme*, se dépouillent de ce qu'ils avaient d'exclusif et d'absolu, tendent à s'embrasser, à se pénétrer dans une conception nouvelle de la société [...] qui recherche à la fois des garanties pour l'individu et des garanties pour la collectivité.<sup>953</sup>

Je n'entrerai pas ici dans le débat sous-jacent et d'ailleurs mal posé par les Bruxellois qui n'ont apparemment pas saisi les différences théoriques entre marxistes, proudhoniens et bakounistes. Les inexactitudes de ce passage sont tout à fait caractéristiques de l'abîme qui existe déjà entre cette seconde génération de socialistes internationalistes et celle des hommes d'avant 1848 ; si on excepte l'oubli – considérable – de Fourier parmi les initiateurs de la "science sociale", la principale inexactitude du passage vient de ce que le "socialisme scientifique" est présenté comme "individualiste, procédant des encyclopédistes" et s'opposant au "socialisme populaire" ou au "communisme populaire".<sup>954</sup>

Si cela peut être encore vrai de l'école saint-simonienne au sens strict, celle d'avant 1830, la situation se transforme du tout au tout avec la révolution de Juillet : les *Cours publics* de Laponneraye et les *Aphorismes* de Lebon à l'usage

qui opposait dès 1840 "la vraie possession" à la "propriété" réelle, qualifiée de vol. Proudhon en retour trouvait en 1845-1846 chez Heß, Grün, Ewerbeck, etc. ses propres théories authentifiées du sceau de la "science allemande", c'est-à-dire de la métaphysique. Sur ce phénomène cf. Pelger dans l'introduction à MARX, *Das Elend*, p. XVIII-LXXXIV.

<sup>953</sup> *Compte rendu du IV<sup>e</sup> Congrès, in La Première Internationale*, vol. 2, p. 103-104.

<sup>954</sup> *Ibidem*, p. 103, 104. Beaucoup plus proche de la visée "scientifique" des théoriciens comme de la réalité historique est ce passage d'une lettre du journaliste belge Victor Dave, membre de la section de l'Internationale de Verviers, à Wilhelm Liebknecht, du 8 janvier 1872, où il évoque "les doctrines [...] du socialisme scientifique (Proudhon, Karl Marx, Cotins)", IISG Amsterdam : fonds Marx/Engels, L 114.

des ouvriers républicains et néo-babouvistes parisiens de 1831 à 1834, les *Gedanken eines Republikaners* de Theodor Schuster en 1835 à l'usage des artisans et des ouvriers allemands à Paris également influencés par le néo-babouvisme, tant d'autres tracts et brochures précédemment évoqués, toutes ces sources de la "propagation orale" qui, selon Thoré, conduisit au communisme, relèvent d'un socialisme populaire désireux, voire assoiffé de science. Je n'en donnerai que quelques exemples concrets pris dans les années trente et quarante. Il existe une pièce de la main du typographe Stévenot, reproduisant ou résumant son intervention à une réunion clandestine de la Société des droits de l'homme tenue le 24 juillet 1834, dans laquelle on peut lire que la séance de ce jour-là, consacrée à des problèmes tactiques de prise du pouvoir par l'insurrection, avait lieu "pour émettre notre opinion sur les principes en vertu desquels nous pensons qu'une révolution devra s'opérer, plutôt que pour faire de la politique scientifique".<sup>955</sup> Et l'orateur de s'expliquer sur la formule : il a, dit-il, participé à toutes les discussions des sociétés politiques qui ont pris pour programme "l'égalité réelle", "l'égalité des conditions sociales", "les principes d'abolition de la propriété individuelle", "l'intervention égale de chaque citoyen dans les affaires du pays", etc. Voilà ce qu'il entend par "politique scientifique" : la mise au point d'un programme qui précède le débat sur la prise du pouvoir. Peu importe ici le niveau d'approfondissement théorique de ces discussions : la volonté et la conscience de fonder l'action en théorie – scientifiquement – sont affirmées de façon suffisamment claire et forte par un homme du peuple et non par un intellectuel. On en trouve bien d'autres exemples dans les années qui suivent : ainsi les Travailleurs égalitaires déclarant que dans le système communiste "tout reposera sur le sens universel classé avec ordre"<sup>956</sup> les ouvriers communistes français qui fondent en juillet 1841 *L'Humanitaire*, qualifié d'*Organe de la science sociale*,<sup>957</sup> ou encore le Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein de Londres prenant en octobre 1844 le titre de *Deutscher wissenschaftlicher Verein*.<sup>958</sup> Voilà qui prouve suffisamment que l'exigence scientifique, popularisée par les fouriéristes et les saint-simoniens en France, par les owenistes en Angleterre, était devenue au plus tard dès le milieu des années trente partie intégrante du socialisme et du communisme populaires.

### "Science révolutionnaire"

Voilà qui prouve suffisamment aussi la filiation du socialisme et du communisme à la fois populaires et scientifiques des années quarante par rapport au proto-

<sup>955</sup> "Extrait du procès-verbal de la séance du jeudi 24 juillet 1834 (AN : CC 772).

<sup>956</sup> Cf. document 14A.

<sup>957</sup> Cf. l'introduction au document 26.

<sup>958</sup> Cf. SCHAPPER *et alii*, "Die deutschen Arbeiter sammeln für die schlesischen Weber", in *Telegraph für Deutschland*, Hambourg, octobre 1844, n° 165, p. 660 ; in *Vorwärts* I, Paris, 30 octobre 1844, n° 87, p. 4A.

socialisme du début du siècle, filiation ignorée tant des socialistes vrais, Karl Grün par exemple, que des Bruxellois de l'Internationale, niée parfois encore par certains historiens pour qui elle n'est qu'une construction *a posteriori* de Marx, d'Engels et de leurs successeurs. On ne saurait mieux rendre compte à mon avis de ce processus des révolutionnaires allant à la science ou de la science devenant révolutionnaire, ainsi que de la conscience que certains contemporains pouvaient en avoir, qu'en reprenant ici l'esquisse qu'en donne dès octobre 1840 l'avocat républicain socialiste Henry Celliez dans sa brochure *Devoir des révolutionnaires* :

Il semble que sous l'Empire et la Restauration il y eut comme un temps d'arrêt, une sorte de repos général dans la succession du travail philosophique. Seulement quelques savants isolés ouvraient dans l'ombre des voies nouvelles à l'économie sociale. Les plus éminents ont été Fourier et Saint-Simon. Le tort principal des purs socialistes était de se séparer du mouvement révolutionnaire. En formulant des théories d'organisation, ils semblaient ne pas tenir compte du milieu social dans lequel elles devaient être appliquées.

Ils voulaient reconstruire la société à nouveau comme sur une table rase. Mais la table n'est jamais rase ; la société n'est jamais absente d'elle-même. C'est sur la société avec tous ses éléments et toute sa puissance qu'il faut agir. Il faut se servir de la société pour réformer la société [...]. Cette insurrection purement spéculative ne pouvait pas plus réussir qu'une insurrection purement matérielle.

Aussi lorsqu'après 1830 ces doctrines se produisirent au grand jour, elles purent bien attirer quelques esprits ; la jeunesse, ardente à l'innovation, y courut avidement. Mais le bon sens populaire eut bientôt découvert les vices de ces combinaisons conçues en dehors de la vie du Peuple. On commença à comprendre que la seule alliance des idées nouvelles avec les traditions révolutionnaires donnerait aux unes comme aux autres, pouvoir de vivre et de se répandre dans la société pour la transformer. Socialistes et révolutionnaires ont compris que la Révolution sociale ne peut se faire sans la Révolution politique, ni la Révolution politique sans la Révolution sociale ; ou mieux encore, qu'il n'y a qu'une Révolution à la fois politique et sociale. [...]

Mais il faut soigneusement distinguer entre les promulgations de constitutions sociales a priori et cet échange successif des idées, par lequel le Peuple grandit et se fortifie.

Il ne s'agit pas de proclamer tout d'une pièce une organisation sociale tout entière, qui posera dès aujourd'hui la règle invariable de toutes les relations sociales et politiques ; il ne s'agit pas de formuler une loi inflexible, à laquelle devra se soumettre la société, sous le bon plaisir et la garantie de tel ou tel dictateur. Ainsi se formerait tout au plus quelque secte éphémère, quelque petite société dans la grande société, une excroissance parasite sur l'arbre social.

Il s'agit de consulter la conscience universelle et d'interroger le Peuple sur son sentiment, puis d'exprimer en idées et en principes le sentiment populaire, qui est toujours juste. Le Peuple, en recevant ces formules, ces manifestations de la conscience et de la pensée individuelle, se les assimile [...]; et il les transmet, ainsi sanctionnées, à de nouveaux penseurs qui en déduiront toutes les conséquences.

Ainsi la science se fait.<sup>959</sup>

<sup>959</sup> CELLIEZ, *Devoir*, p. 16-18, 21-22.

Sous l'enveloppe encore idéaliste on voit là se profiler la conception d'une science révolutionnaire ou du socialisme scientifique comme théorie et pratique telle que Marx et Engels vont la préciser et la délimiter à partir de 1844/1845, telle surtout qu'ils vont la pratiquer en se mettant à l'étude de la situation économique et sociale du prolétariat, c'est-à-dire de la société tout entière qui le secrète et le refuse à la fois. Déjà en 1842 Lorenz Stein avait compris que l'analyse du travail moderne débouchait sur une science générale de la société, qu'il nommait tout naturellement socialisme à la suite de ses modèles français.<sup>960</sup> C'est sans doute chez Engels, dans "Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie" (1844) et *Die Lage der arbeitenden Klasse in England* (1845), qu'on trouve les premières bases de cette science critique.<sup>961</sup> Et deux ans plus tard Marx complète et théorise dans *Misère de la philosophie* les réflexions fondamentales d'Engels :

De même que les *économistes* sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les *socialistes* et les *communistes* sont les théoriciens de la classe prolétaire. Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe, que par conséquent la lutte même du prolétariat avec la bourgeoisie n'a pas encore un caractère politique, et que les forces productives ne se sont pas encore assez développées dans le sein de la bourgeoisie elle-même, pour laisser entrevoir les conditions matérielles nécessaires à l'affranchissement du prolétariat et à la formation d'une société nouvelle, ces théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice. Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus nettement, ils n'ont plus besoin de chercher la science dans leur esprit, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux et s'en faire l'organe. [...] Dès ce moment, la science produite par

<sup>960</sup> Cf. note 903.

<sup>961</sup> Cf. ci-dessus p. 243-244 l'extrait d'ENGELS, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*. Dans les deux articles qu'il avait fourni pour les *Deutsch-Französische Jahrbücher* à la fin 1843, Engels montrait comment il entendait le rôle, à la fois relatif et décisif, de la science se faisant dans une situation empirique donnée. Il écrivait de l'économie politique au XVIII<sup>e</sup> siècle : "Aber war denn das Smith'sche System kein Fortschritt? – Freilich war es das, und ein notwendiger Fortschritt dazu. [...] es war notwendig, dass die Theorie des Privateigentums den rein empirischen, bloß objektiv untersuchenden Pfad verliess und einen wissenschaftlicheren Charakter annahm, der sie auch für die Konsequenzen verantwortlich machte, und dadurch die Sache auf ein allgemein menschliches Gebiet herüberführte." ("Umriss", in DFJ, p. 88 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 471). Dans "Die Lage Englands", parlant des insurrections ouvrières de l'été 1842, il constate que les ouvriers anglais ne savaient pas alors contre qui ni contre quoi exactement ils combattaient, et il note : "Soziale Uebel wollen studirt und erkannt sein, und das hat die Masse der Arbeiter bis jetzt noch nicht gethan." (DFJ, p. 159 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 517). Et il insiste sur le fait que la science n'est rien si elle n'est pas "Lernprozess" (Vester) : "es sind nicht die nackten Resultate, die wir so sehr bedürfen, als vielmehr das Studium ; die Resultate sind nichts ohne die Entwicklung, die zu ihnen geführt hat, das wissen wir schon seit Hegel, und die Resultate sind schlimmer als nutzlos, wenn sie für sich fixirt, wenn sie nicht wieder zu Prämissen für die fernere Entwicklung gemacht werden." (DFJ, p. 168 ; MEGA<sup>2</sup> I/3, p. 525).

le mouvement historique, et s'y associant en pleine connaissance de cause, a cessé d'être doctrinaire, elle est devenue révolutionnaire.<sup>962</sup>

Voilà défini sans ambiguïté, dès 1847, le socialisme comme science, démarche à la fois scientifique critique et révolutionnaire pratique, et à ce titre jamais achevée, à cent lieues assurément de certaines formes de prétendu marxisme qui réduisent ce dernier à n'être qu'un corpus de formules doctrinaires et incantatoires ; voilà défini le rapport dialectique du "socialisme scientifique" à l'utopie, qui en est une première forme et ne disparaît pas pour autant car, à la transformation des forces productives correspondent de nouvelles formes d'exploitation et, partant, de nouvelles formes d'affranchissement, par conséquent de nouveaux recours à des "systèmes" avant qu'une analyse appropriée ne rende compte de la situation nouvelle pour la transformer.

### *De la science à l'action politique*

Dans la mesure où cette volonté de savoir, qui vise à comprendre et à maîtriser les forces naturelles et sociales mises en œuvre dans le travail humain, se concrétise dans l'étude historique des hommes et des sociétés, elle aboutit nécessairement à la conclusion qu'il n'existe pas de nature humaine interchangeable – mis à part les besoins physiologiques de base –, conclusion qui seule peut justifier d'ailleurs le postulat de base de tout réformateur social (ou religieux) dont le but est, par un changement de la structure sociale et par l'éducation, de parvenir à changer les hommes. Comme je l'ai esquissé pour la notion de "socialisme scientifique", il serait à nouveau possible de suivre ici dans le courant socialiste, communautaire puis communiste du XIX<sup>e</sup> siècle la naissance de la sociologie moderne et des théories qui accompagnent ou précèdent la transformation des mentalités sur la famille, l'argent, la propriété, la religion, la patrie, etc.

Je me contenterai d'indiquer la convergence de la réflexion en ce domaine de Pierre Leroux, des Humanitaires de 1841 et de Marx, pour prendre des hommes de formation intellectuelle, de milieux sociaux et de tempéraments aussi divers que possible. En 1826 Leroux écrivait dans *Le Globe* : "Notre intelligence n'est pas à nous ; elle dépend de nos organes et du monde qui nous entoure."<sup>963</sup> Et cinq ans plus tard dans son étude "Aux philosophes" :

<sup>962</sup> MARX, *Misère* (1847), p. 118-119 ; Edition Costes (1950), p. 148-149 ; Editions sociales (1972), p. 133-134. Dès 1844, reprenant les réflexions d'Engels (cf. note précédente), MARX, "Kritische Randglossen", notait : "Der entschiedenste Ausdruck der englischen Einsicht in den Pauperismus – wir sprechen immer von der Einsicht der englischen Bourgeoisie und Regierung – ist die *englische National-Ökonomie*, d. h. die wissenschaftliche Widerspiegelung der englischen national-ökonomischen Zustände." (*Vorwärts* I, Paris, 7 août 1844, n° 63, p. 2/11 ; in GRANDJONC, *Vorwärts* I, p. 146 ; éd. allemande, p. 161 ; MEW 1, p. 395-396).

Où, j'en conviens avec vous, sophistes, l'homme est une force libre ; mais vous savez que cette force a ses limites étroites, et que cette liberté cesse dans la folie ou l'excessive passion. Or qu'est-ce que la folie ou l'excessive passion, sinon le penchant inné en nous devenu aveugle et furieux faute d'être dirigé, ou satisfait, ou combattu par un développement normal de la vie qui rende heureux celui qui le recèle ? Donc l'homme n'est une force libre qu'à la condition d'être associée et harmonisée avec les autres forces libres qui existent sur la terre. Or cette harmonie existe-t-elle avec la lutte du droit contre le fait : du droit qui est l'égalité des hommes, du fait qui est l'inégalité des conditions ?<sup>964</sup>

Quand, en juillet 1841, les Humanitaires tirent les conclusions logiques de pareilles prémisses matérialistes (encore enveloppées chez Leroux d'une large part d'idéalisme), lorsqu'ils déclarent dans leur journal et dans leur propagande orale que le matérialisme doit être proclamé, que la famille, le mariage, les beaux-arts et le luxe, la patrie, la religion tels qu'ils existent dans la société de leur temps, doivent être abolis, *L'Atelier*, d'un point de vue moraliste traditionnel, a raison d'écrire :

Du reste, les autres communistes le reconnaîtront tôt ou tard, *l'Humanitaire* est l'organe le plus conséquent et le plus avancé de la doctrine ; il n'a rien dit qui ne soit contenu en principe dans les écrits des autres théoriciens ; et, si ces derniers n'ont point encore sapé tous les préjugés, c'est, et nous les en félicitons, que le sentiment moral a dominé en eux la rigueur logique.<sup>965</sup>

Marx, en qui le sentiment moral consistait précisément à exercer toute la rigueur de sa logique, définit à son tour dans sa lettre en français du 28 décembre 1846 à Pavel Annenkov les bases matérielles qu'il est indispensable de connaître afin de faire porter à bon escient l'action politique qu'il se propose, à savoir transformer la société par l'émancipation des prolétaires :

Les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout. Posez un certain état de développement des facultés productives des hommes, et vous aurez une telle forme de commerce et de consommation. Posez certains degrés de développement de la production, du commerce, de la consommation, et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de la famille, des ordres ou des classes, en un mot telle société civile. Posez telle société civile, et vous aurez tel état politique, qui n'est que l'expression officielle de la société civile. [...] Il n'est pas nécessaire d'ajouter que les hommes ne sont pas libres arbitres de leurs forces productives – qui sont la base de toute leur histoire – car toute force productive est une force acquise, le produit d'une activité antérieure.<sup>966</sup>

C'est seulement à partir de cette base théorique, où Marx condense et précise tout un faisceau de constatations antérieures – comme celle de Celliez en 1840 selon

963 [LEROUX], "Histoire", in *Le Globe*, 7 novembre 1826, n° 37, p. 194/1-196/1. Article identifié d'après GOBLOT, p. 10.

964 Cité d'après EVANS, p. 220. L'article "Aux philosophes", publié d'abord dans *La Revue encyclopédique* en 1831, fut également reproduit dans la *Revue indépendante* de novembre 1841, p. 1-59.

965 "Les journaux communistes", in *L'Atelier*, Paris, juillet 1841, n° 11, p. 83/1. Cf. document 26.

966 Marx à Annenkov, Bruxelles, 28 décembre 1846, in MARX, *Das Elend*, p. 2.

laquelle "la société n'est jamais absente d'elle-même" <sup>967</sup> qu'il peut définir l'action politique révolutionnaire possible, qu'il peut écrire en conclusion du *Manifeste* la devise toute récente de la Ligue des communistes : "Proletarier aller Länder vereinigt euch !"

### "Socialisme scientifique" dans l'usage de Marx et d'Engels

Que ni Marx ni Engels n'emploient la formule de "socialisme scientifique" ou celle de "wissenschaftlicher Sozialismus" dans les années quarante et plus tard encore n'est pas pour surprendre étant donné que le terrain pouvait paraître entièrement occupé, depuis les platitudes sentimentales de Cabet jusqu'aux spéculations de la nouvelle philosophie allemande, contre lesquelles ils voulaient promouvoir une science révolutionnaire. C'est sans doute dans ce contexte que s'explique l'article anonyme de Carl-Ludwig Bernays rédigé en janvier 1847 à Paris sous l'influence directe de la correspondance et des relations personnelles qu'il entretenait avec Marx à Bruxelles et avec Engels à Paris, et dans lequel il qualifie leur entreprise de "wissenschaftlicher Kommunismus".<sup>968</sup> A ce témoignage sur le vif correspond tout à fait le compte rendu ultérieur que Marx donne en 1860 dans *Herr Vogt* sur leur activité théorique et pratique d'avant 1848 :

Wir veröffentlichten [...] eine Reihe theils gedruckter, theils lithographirter Pamphlets, worin das Gemisch von französisch-englischem Socialismus oder Communismus und von deutscher Philosophie, das damals die Geheimlehre des "Bundes" [der Gerechten] bildete, einer unbarmherzigen Kritik unterworfen, statt dessen die wissenschaftliche Einsicht in die öconomische Structur der bürgerlichen Gesellschaft als einzig haltbare theoretische Grundlage aufgestellt und endlich in populärer Form auseinandergesetzt ward, wie es sich nicht um Durchführung irgend eines utopistischen Systems handle, sondern um selbstbewußte Theilnahme an dem unter unserm Augen vor sich gehenden geschichtlichen Umwälzungsprozeß der Gesellschaft.<sup>969</sup>

Et lorsque, une génération plus tard, les deux hommes emploieront la formule "wissenschaftlicher Sozialismus/socialisme scientifique", ce sera d'abord en référence explicite à cet avant-1848. Dans une ébauche de réplique commune à Bakounine qui leur reprochait d'avoir utilisé la notion de "gelehrter Sozialismus", Marx note en 1875 :

Das Wort "gelehrter Socialismus" (nie gebraucht worden), "wissenschaftlicher Socialismus" (gebraucht worden nur im Gegensatz zum utopischen Socialismus, der neue Hirngespinnste dem Volk aufheften will, statt seine Wissenschaft auf der

967 CELLIEZ, *Devoir*, p. 17.

968 Cf. ci-dessus p. 236.

969 MARX, *Herr Vogt*, in MEGA<sup>2</sup> I/18, p. 107 ; MEW 14, p. 439. Cf. également MARX, *Zur Kritik der Politischen Oekonomie*, Vorwort, in MEW 13, p. 10.

Erkenntnis der vom Volk selbst gemachten socialen Bewegung zu beschränken; sieh meine Schrift gegen Proudhon) [...].<sup>970</sup>

Les formulations de ce brouillon de Marx sont reprises purement et simplement de celles de 1845-1847 (certains même rappellent Henry Celliez); et si on devait avoir un doute, la référence de Marx à son livre contre Proudhon suffirait tout à fait à le lever. Quelques années plus tard paraissait la première version de l'*Anti-Dühring* (1876-1878) de Friedrich Engels, dont trois chapitres remaniés par l'auteur lui-même et traduits par Lafargue devaient constituer la brochure *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, parue d'abord en français en 1880 avec une préface rédigée par Marx et signée de Lafargue, puis en allemand en 1882 sous le titre *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft*.<sup>971</sup> Entre-temps leur effort s'était porté à la fois vers la constitution d'une union ouvrière internationale, telle que la rêvait Flora Tristan en 1843, et qu'ils contribuent à fonder vingt ans plus tard environ, et vers la critique de l'économie politique, du "capitalisme", ainsi nommé par Jean-Baptiste Richard pour la première fois en 1842 – terme dont Marx n'utilise pas une seule fois à ma connaissance l'équivalent allemand –<sup>972</sup>, dans le but de maîtriser théoriquement et pratiquement l'économie.

<sup>970</sup> MARX, "Konspekt", in MEGA<sup>2</sup> Proband, p. 378; in MEW 18, p. 635-636.

<sup>971</sup> Si la constatation de Maximilien Rubel est tout à fait justifiée selon laquelle pour Engels la notion de "socialisme scientifique" "s'identifiait à celle de 'socialisme critique'" (RUBEL, "La légende de Marx", p. 2197), on ne saurait accepter, parce que démentie par les faits, sa thèse principale, dont l'origine intellectuelle remonte au projet d'ouvrage de Charles Andler au début du siècle sur la décomposition du marxisme (cf. TONNELAT, *Andler*, p. 92-93), selon laquelle Engels, qui serait le "fondateur" du marxisme, "a inventé la notion de 'socialisme scientifique'" (RUBEL, p. 2197), "mythe du XX<sup>e</sup> siècle" (p. 2191). Thèse au nom de laquelle Rubel édite depuis 1965 sous le nom de Marx seul des œuvres conçues ou écrites pour la plupart par les deux hommes en commun (cf. MARX, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade). Thèse développée entre autre par MANALE, "Aux origines du concept de 'marxisme'" (1974), ou par DÉHAN, "Engels fondateur?" (1978), qui accuse (p. 226-228) Engels d'avoir donné dans sa brochure une version remaniée de certains chapitres de l'*Anti-Dühring* (ce qui est exact), sans l'aval de Marx – ce qui est manifestement faux : en 1880, lors de la publication en brochure des trois chapitres en question traduits par Paul Lafargue, c'est Marx lui-même qui écrit la préface à ce qu'il nomme en français "une *Introduction au socialisme scientifique*" (cf. le fac-similé in MEW 19, p. 183).

<sup>972</sup> Le terme *capitalisme* proposé par RICHARD (1842) est qualifié de néologisme dans le LAROUSSE en 1867 qui lui consacre quelques lignes seulement, dont une citation de Proudhon (1846) où le terme n'a encore le sens que d'accumulation ou de puissance des capitaux. La datation à 1753 (*Encyclopédie*) par DAUZAT ne peut être retenue étant donné l'absence de source précise et les erreurs déjà relevées dans cet ouvrage. La forme anglaise *capitalism* est attestée depuis 1854 (cf. MURRAY *et alii*). Ignore quand *Kapitalismus* fait son apparition en allemand. Marx, qui utilise naturellement le terme *Kapital* dans son ouvrage du même nom, emploie très fréquemment l'adjectif/adverbe *kapitalistisch* (par exemple in MEW 23, p. 12, 19, 21, 28, etc. "kapitalistische Produktion" ou "kapitalistische

Faisant allusion au travail de Marx (et de lui-même) sur la théorie de la valeur, Engels écrit justement dans l'*Anti-Dühring* en 1878 :

Die Lösung dieser Frage ist das epochemachendste Verdienst des Marxsehen Werks. Sie verbreitet helles Tageslicht über ökonomische Gebiete, wo früher Sozialisten nicht minder als bürgerliche Ökonomen in tiefster Finsternis herumtappten. Von ihr datiert, um sie gruppiert sich der wissenschaftliche Sozialismus.<sup>973</sup>

### Démocratie ou dictature ?

Le problème des rapports du socialisme et du communisme à la démocratie et à la dictature tient apparemment tout entier dans cette double proposition contradictoire : la réalisation de la communauté des biens, du communisme ou du socialisme est présentée comme l'avènement du pur "démocratisme",<sup>974</sup> comme "the destruction of class rule"<sup>975</sup> puisqu'elle doit assurer égalité et liberté à la partie la plus importante de la population ; or le moyen de sa réalisation après la révolution est souvent présenté comme la nécessaire dictature d'un seul, d'un comité ou d'une classe. A l'examen le problème se complique rapidement car on trouve des partisans de la dictature sans révolution comme Cabet ; des adversaires, en principe, de l'une et de l'autre ainsi que du communisme comme Proudhon, mais qui s'accommoderaient volontiers de la dictature à leur profit ; et que dire de la dictature si elle est présentée comme le fait de la majorité ? N'est-ce pas là la définition de la démocratie ? La question renvoie immédiatement à une théorie du pouvoir. Or il est évidemment impossible de traiter en quelques pages des conceptions du pouvoir de Grotius à Marx en passant par Vico, Montesquieu, Rousseau, Robespierre, Babeuf et l'anarchisme ; il faudrait y consacrer une analyse historique et comparative des théories et des vocables se rapportant à "l'exercice de la souveraineté" pour parler avec Rousseau,<sup>976</sup> analyse qui serait complémentaire de la présente étude, consacrée en priorité à l'aspect social des théories et des vocables communautaires. J'envisagerai donc la question exclusivement par le biais concret du débat engagé à l'automne 1839 par Théophile Thoré avec les néo-babouvistes, poursuivi par lui avec les communistes de 1840 à 1842 et repris des années plus tard par Marx et Engels.

Produktionsweise"). L'influence s'en fait sentir en français : *capitalistique*, qui ne s'est pas imposé, redouble en 1872 (cf. DUBOIS, p. 239) *capitaliste* adjectif attesté depuis 1832 (cf. IMBS); ainsi qu'en anglais où *capitalistic* apparaît en 1873 (cf. BURCHFIELD).

<sup>973</sup> ENGELS, *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft*, in MEW 20, p. 189.

<sup>974</sup> Babeuf, in *Le Tribun*, 17 vendémiaire an III, vol. 1, n° 25, p. 3.

<sup>975</sup> *The Movement*, Londres, 1<sup>er</sup> janvier 1845, n° 55, p. 1/I-II, "To our Readers", contient cette profession de foi : "The destruction of RELIGION and CLASS RULE and PRIVATE PROPERTY. The substitution of MORALITY and REPUBLICANISM and COMMUNISM."

<sup>976</sup> ROUSSEAU, *Du contrat*, p. 367.

Lorsque Thoré entreprend dans le *Dictionnaire politique* et dans le *Journal du peuple* de définir ce qu'il nomme alors "babouvisme", c'est-à-dire le courant qui va se révéler être le communisme populaire des années quarante, sa discussion de la conception communautaire du pouvoir porte sur trois points principaux : l'annonce que la révolution sociale communiste doit être la dernière, la volonté affichée de sa réalisation immédiate et le moyen de la dictature provisoire pour sa réalisation.<sup>977</sup> En ce qui concerne "la réalisation immédiate", il ne peut s'agir que d'une simplification outrancière de Thoré, que dément la mise en place souhaitée, de Babeuf à Buonarroti, à Blanqui, à Cabot, etc.,<sup>978</sup> d'une dictature provisoire et/ou d'une période de transition pour passer de la situation actuelle à l'état de communauté, simplification que Thoré tire sans doute de sa fréquentation des putschistes blanquistes et de certains néo-babouvistes qui en 1839/1840 vont prendre ou à qui on donne le nom de "communistes immédiats",<sup>979</sup> plutôt que du livre de Buonarroti, sa source principale écrite. En ce qui concerne "la révolution dernière", il est évident que les plébéiens ou sans-culottes de l'an IV comme les prolétaires de 1840 ne pouvaient imaginer de révolution sociale allant au-delà de celle qui devait supprimer leur exploitation par la bourgeoisie après que cette dernière se soit libérée violemment de 1789 à 1793 du joug de la féodalité, puisqu'ils espéraient par cette révolution nouvelle parvenir à la société sans classe – ce qui est aussi le vœu de Thoré. Ce dernier écrit en effet en 1839 :

La nation française est [...] divisée en deux classes, et la classe la plus nombreuse subit l'exploitation de la minorité. [...] La société démocratique est celle où il n'y a plus diverses classes dans l'Etat, mais un Peuple véritable, une association d'hommes tendant tous au même but, chacun selon ses facultés.<sup>980</sup>

Profession de foi qu'il confirme lors de son procès à l'audience du 8 janvier 1841 : "Je suis convaincu que la société tend à l'abolition du prolétariat, et que la doctrine démocratique, seule, en a les moyens."<sup>981</sup> Ainsi, à le lire, Thoré n'envisage pas plus que les communistes de son temps de révolution pouvant aller au-delà de "la société démocratique" à laquelle il aspire comme eux. Cela aurait en effet impliqué, pour les uns comme pour les autres, que la société sans classe pourrait engendrer une nouvelle forme d'exploitation où eux-mêmes seraient en position d'exploiteurs. Hypothèse qui ne pouvait pas même les effleurer.

977 Cf. document 15.

978 Même les Travailleurs égaillaires n'envisagent pas la réalisation immédiate du communisme, cf. document 14A ; non plus que les membres de la Société démocratique française à Londres, cf. document 14B ; non plus encore que les Humanitaires, cf. document 26.

979 Cf. par exemple GIROD, *Rapport (Attentat du 15 octobre 1840)*, p. 33 : "Borel dit qu'il y a deux branches de communistes, l'une 'qu'il ne croit pas être pour les moyens violents, l'autre, les communistes immédiats, qui veulent renverser le Gouvernement actuel, n'importe par quels moyens'."

980 Cf. *La Démocratie*, prospectus, Paris, [août] 1839, p. 1/1.

981 *Procès de Thoré*, p. 36.

Reste le point central de l'exercice de la souveraineté, à savoir de la prise du pouvoir et du maintien au pouvoir par le moyen de la "dictature provisoire" babouviste, néo-babouviste, blanquiste, dont Marx et Engels feront la "Klassen-diktatur des Proletariats". Formulation dont on ne connaît malheureusement que trop la falsification politique et la sanglante dérision au XX<sup>e</sup> siècle sous sa forme stalinienne qui ne laisse subsister que la dictature d'un despote appuyé sur un appareil bureaucratique, ou bien la dictature de cet appareil se perpétuant lui-même et dirigée contre la population tout entière – y compris le prolétariat – écartée du pouvoir de décision politique et économique. Si donc, comme l'écrit Engels à l'automne 1847 : "Le communisme est la théorie des conditions de la libération du prolétariat",<sup>982</sup> il y a un abîme entre ces deux approches du communisme, et il est nécessaire de situer historiquement les premières formulations de la "dictature du prolétariat" pour comprendre cette notion.<sup>983</sup> Nécessaire d'abord de prendre la mesure des termes "dictature" et "dictateur" à l'époque.

De la Révolution française à celle d'Octobre, lorsqu'il est question du pouvoir absolu et illimité (réel ou supposé) d'un seul ou d'un groupe, les termes employés sont ceux de "tyran", "tyrannie" "tyrannique" qui ont peu à peu remplacé le plus ancien "despote" et ses composés.<sup>984</sup> On les rencontre appliqués tant aux monarques absolus de l'Antiquité que du XVIII<sup>e</sup> siècle, tant à Robespierre qu'à Napoléon ; dans le cas du gouvernement de salut public on trouve naturellement aussi et plus souvent encore ceux de "terreur", "terrocrisme" et "terroriste". En ce qui concerne "dictature" et "dictateur" cependant, et avec toutes les réserves d'usage sur les risques qui lui sont inhérents, c'est encore le sens romain qui prévaut. A savoir que la dictature est une magistrature extraordinaire codifiée par la loi (*de dictatore creando*), librement déléguée par le Sénat du peuple romain, pour une durée ne pouvant excéder six mois, dans une situation de crise interne grave, de calamité publique, de danger extérieur ; si celui qui accepte cette charge, le dictateur, n'est pas responsable de ses actes devant le Sénat, il est cependant soumis à des contraintes légales : ainsi, les tribuns du peuple, contrairement aux autres magistrats, ne lui sont pas subordonnés ; il ne peut engager les finances publiques sans

982 ENGELS, *Grundsätze* (1847), in MEW 4, p. 363 : "Der Kommunismus ist die Lehre von den Bedingungen der Befreiung des Proletariats."

983 Pour comprendre aussi pourquoi, parmi les premières victimes du stalinisme, on compte les principaux spécialistes du marxisme que rassemblait l'Institut du marxisme de Moscou, alors dirigé par Rjazanov.

Une telle mise en situation historique manque à toutes les études existantes sur ce sujet ; cf. par exemple RADJAVI, *La Dictature du prolétariat [...] de Marx à Lénine* (1975), et son importante bibliographie ; BALIBAR, *Sur la dictature du prolétariat* (1976), ne remonte pas au-delà des thèses de Lénine en 1917 ; BAUERMANN, "Zu Entstehung und Inhalt des Begriffes Diktatur des Proletariats bei Marx" (1977), se contente, malgré son titre, de justifier la théorie léniniste à l'aide de citations de Marx et d'Engels, assorties de formules empruntées à Marat, Babeuf ou Buonarroti.

984 Sur ce dernier terme et son emploi au XVIII<sup>e</sup> siècle cf. STAMMLER, p. 219-222.

l'assentiment du Sénat ; il n'a pas le droit de quitter l'Italie ni de monter à cheval – c'est-à-dire d'exercer des fonctions militaires – dans Rome. Si certains ont tenté de prolonger leur temps de dictature ou ont transformé cette charge en pouvoir absolu césarien, il existe des exemples où le dictateur s'est démis de sa charge, une fois sa mission accomplie, au bout d'une semaine ou deux.<sup>985</sup> C'est dans cette logique que l'Assemblée législative déclarait le 11 juillet 1792 "la Patrie en danger" pour retirer légalement le droit de veto à Louis XVI qui complotait avec l'étranger, ou que l'année suivante l'application de la Constitution de l'an I, qui venait d'être votée, fut reportée au rétablissement de la paix intérieure et extérieure.

A partir des années trente du XIX<sup>e</sup> siècle le terme "dictature" a même tendance à ne plus signifier que "souveraineté" ou "pouvoir", "exercice du pouvoir" en français, "Herrschaft" en allemand, etc. En voici trois exemples, empruntés à des périodes, à des niveaux politiques et à des situations sociales radicalement différents les uns des autres. Après la révolution de Juillet en France et au moment où s'annonce celle de septembre en Belgique, le roi de Prusse avait nommé son frère cadet, le prince Guillaume, gouverneur général de la Province rhénane pour parer à toute éventualité. Le baron vom Stein écrit à ce propos le 1<sup>er</sup> octobre 1830 :

Die vom König ergriffenen Maßregeln zur Erhaltung der inneren Ruhe der westlichen Provinzen, die Übertragung einer Diktatur an den vortrefflichen Prinzen Wilhelm von Preußen finde ich sehr zweckmäßig.<sup>986</sup>

Il s'agit là sans plus de l'exercice de la charge de gouverneur par un militaire de haut rang – ce qui n'est pas pour surprendre en Prusse – dans une situation que Berlin estimait délicate. Autre exemple, pris cette fois chez des prolétaires parisiens : lors de la fondation du journal communiste *L'Humanitaire*, les six membres de la commission chargée de préparer la sortie du premier numéro n'arrivant pas à s'entendre, la majorité, sur l'initiative de Gabriel Charavay, décide de "prendre la dictature", c'est-à-dire de faire le travail à quatre (au lieu de six), quitte à en rendre compte une semaine plus tard devant le comité de rédaction, qui les approuva. Il s'agit cette fois de l'apprentissage de la démocratie dans le cas particulier d'une situation de blocage

<sup>985</sup> Cf. l'article "Dictator" du *Staats- und Gesellschafts-Lexikon*, vol. 6, Berlin 1861 ; ou l'article "Dictature" de LAROUSSE, vol. 6, Paris 1870, où la question est posée : "En principe, chez une nation libre, la dictature peut-elle devenir, à un moment donné, d'une absolue nécessité ? Montesquieu et Rousseau le prétendent, et bien téméraire qui oserait affirmer le contraire à tout événement. Tout ce qu'on peut conclure des enseignements de l'histoire, c'est que le régime tout exceptionnel de la dictature est d'autant moins nécessaire que les institutions sont plus parfaites. Mais qu'on nous dise si les institutions humaines atteindront jamais à la perfection absolue !" (p. 753/4).

<sup>986</sup> Lettre à Gagern, 1<sup>er</sup> octobre 1830, in Freiherr vom STEIN, *Briefe*, vol. 7, p. 907. Le prince Friedrich Wilhelm Karl (1783-1851), frère cadet du roi de Prusse, l'un des généraux vainqueurs de Waterloo, fut gouverneur militaire de Mayence (1824-1829) et gouverneur général de la Province rhénane (1830-1831), mais jamais dictateur au sens où nous l'entendons désormais.

par une minorité, mais que le groupe vit comme une violation de sa propre règle de démocratie directe à l'unanimité. Quant au recours à la décision majoritaire, la "dictature", il le mettent en relation expresse avec l'entreprise de Babeuf en l'an IV pour le bien commun.<sup>987</sup> En 1852 enfin, Edgar Bauer, dans un rapport sur les événements révolutionnaires récents, qualifie Amand Goegg de dictateur du pays de Bade : "Bei dem Zusammenbruch der Badischen Bewegung ließ er sich noch auf einige Tage Dictator nennen" ; et il poursuit à propos de l'activité politique de Goegg dans l'émigration londonienne début 1852 : "eine Allianz zwischen ihm, Goegg, dem Dictator Badens, und Kossuth, dem Gouverneur Ungarns, sei daher das Natürlichste von der Welt".<sup>988</sup> Or Goegg avait été élu le 12 mai 1849 président du congrès des associations populaires badoises en vue de constituer un gouvernement révolutionnaire provisoire, dans lequel le pouvoir fut exercé de fait par Lorenz Brentano et ne dura pas au-delà de la fin mai. Et que dire d'une dictature dans la déroute ("Zusammenbruch") ? Plus généralement, les rapports d'Edgar Bauer, rédigés de 1852 à 1861 et dans lesquels les termes de "Dictator", "Dictatur" et "dictatorisch" apparaissent des dizaines de fois à temps et à contretemps, témoignent de l'inflation de la notion de dictature vers le milieu du siècle dernier.

Revenons à 1840. "Qui dit Classe dit oppression", écrit alors le républicain Eugène Duclerc dans un article du *Dictionnaire politique*,<sup>989</sup> opinion partagée comme on l'a vu plus haut par le socialiste Thoré, opinion qui leur vient à l'un comme à l'autre des analyses antérieures des saint-simoniens et des néo-babouvistes. Ce que revendiquaient les sans-culottes, ce que revendiquent les communistes, c'est "la souveraineté du peuple" et non celle d'une fraction.<sup>990</sup> Or les analyses commencées avec Babeuf, poursuivies par Saint-Simon et tous les socialistes des années trente sur la constitution des classes et sur l'exploitation, face à la réalité politique de la bourgeoisie louis-philipparde se refusant obstinément à remettre ne fût-ce qu'une parcelle de pouvoir à la partie exploitée du peuple,<sup>991</sup> amènent

<sup>987</sup> Cf. l'introduction au document 26 où la pièce [CHARAVAY], "Projet de rapport [...]. Charavay prend la dictature" (AN : CC 791) est largement citée. Un autre exemple dans le même milieu prolétaire parisien est fourni par le document Quignot cité ci-dessus, p. 167.

<sup>988</sup> BAUER, *Konfidentenberichte*, rapport du 7 novembre 1852, p. 48.

<sup>989</sup> DUCLERC, "Classe", in DUCLERC/PAGNERRE, p. 227/II.

<sup>990</sup> Cf. documents 3A, 5A et 5B en ce qui concerne Babeuf et les Egaux. La théorie de la "souveraineté du peuple" est présente à chaque page de BUONARROTI, *Conspiration*, comme dans tous les documents de la Société des droits de l'homme. Cf. par exemple TESTE, *Projet*, p. 40-41 : "Art. 22. La puissance législative réside exclusivement dans le souverain. Art. 23. Le souverain est le peuple. Art. 24. Le peuple est l'universalité des citoyens. Art. 25. La souveraineté est inaliénable et imprescriptible. Art. 26. Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier", etc. Document traduit en allemand in *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* : "Art. 22. Die gesetzgebende Gewalt ruht allein im Herrscher (Souverain). Art. 23. Der Herrscher ist das Volk", etc. (in SCHIEDER, *Anfänge*, p. 317 ; RUCK-HÄBERLE, *Frühproletarische Literatur*, p. 126-127).



républicains et communistes à abandonner progressivement le terme indifférencié de "peuple" (quand ce n'est pas celui d'"humanité") au profit de "prolétariat". La revendication exprimée dès 1831 par Blanqui ou Laponneraye n'est donc plus, face à la souveraineté organisée de la bourgeoisie, la souveraineté du peuple mais celle du prolétariat.<sup>992</sup> Heinrich Heine, observateur de la société française, constate simplement ce fait en 1842 lorsqu'il oppose à la situation présente de "Bourgeoisie-Regiment" la volonté de "Proletariats Herrschaft" exprimée par les communistes.<sup>993</sup>

### Dictature de classe de la bourgeoisie

C'est à partir de 1850 seulement, après l'écrasement des révolutions démocratiques européennes de 1848 par diverses formes de coalition entre la féodalité subsistante et la grande bourgeoisie, que Marx et Engels emploient pour la première fois les formules de "(Klassen)diktatur der Bourgeoisie" et son corollaire "Diktatur des Proletariats", là où ils écrivaient jusqu'à cette date "Klassenherrschaft", que ce soit à propos de la bourgeoisie ou du prolétariat.<sup>994</sup> On peut même avancer l'hypothèse que ce sont les semaines de réaction triomphante et sanglante à Vienne, à Berlin, à Paris et ailleurs qui les ont amenés à l'emploi du terme de "dictature" pour qualifier ces sommets en quelque sorte du pouvoir bourgeois.

Analysant le soulèvement populaire français du 13 juin 1849 à Paris – où il se trouvait – et en province, Marx note en janvier 1850 que l'écrasement des

<sup>991</sup> Sur ce point cf. l'introduction au document 10C.

<sup>992</sup> Il est intéressant de remarquer que cette opposition *bourgeoisie/prolétariat*, constatée au niveau économique dès le début de la monarchie de Juillet par certains républicains et socialistes, est longtemps occultée dans la pensée politique de ces mêmes hommes, à de rares exceptions près, par la notion de *peuple* héritée de la Révolution. Ainsi en 1842 encore Dezamy utilise-t-il un terme pour l'autre, parlant indifféremment de "révolution du peuple" ou de "victoire du prolétariat", cf. DEZAMY, *Code*, p. 251.

En 1847, chez les Allemands de la Ligue des communistes, on peut mesurer à la rédaction du premier article dans le projet de statuts de la Ligue en juin et dans les statuts définitifs en décembre, le chemin parcouru entre la prise de conscience de l'exploitation économique et sa transcription en langage politique. Projet de statuts de juin : "Art. 1. Der Bund bezweckt die Entsklavung der Menschen durch die Verbreitung der Theorie der Gütergemeinschaft und die baldmöglichste praktische Einführung derselben"; statuts adoptés en décembre : "Art. 1. Der Zweck des Bundes ist der Sturz der Bourgeoisie, die Herrschaft des Proletariats, die Aufhebung der alten, auf Klassengegensätzen beruhenden bürgerlichen Gesellschaft und die Gründung einer neuen Gesellschaft ohne Klassen und ohne Privateigentum." (BdK 1, p. 466 et 626).

<sup>993</sup> Cf. document 33B.

<sup>994</sup> [MARX/ENGELS], *Manifest* : "Die Bourgeoisie, wo sie zur Herrschaft gekommen, hat alle feudalen [...] Verhältnisse zerstört." (édition originale en 23 pages, p. 5 ; MEW 4, p. 464) ; cf. également la citation de la même brochure reproduite ci-après dans la réponse de Marx à Lünig (p. 16 ; p. 482).

républicains met en place une dictature royaliste-bourgeoise : "Der 13. Juni bricht seinen Widerstand [des Kleinbürgerthums] und macht die *legislative Dictatur* der vereinigten Royalisten zu einem fait accompli"; ce qu'il nomme quelques pages plus loin une "*Bourgeoisdictatur*".<sup>995</sup> Or le seul moyen de s'opposer victorieusement à cette dictature et de l'abattre est le recours au communisme ou socialisme révolutionnaire ; et, tandis que les leaders socialistes français d'alors, doctrinaires ou bourgeois, s'entre-déchirent,

[...] gruppirt sich das *Proletariat* immer mehr um den *revolutionären Socialismus*, um den *Communismus*, für den die Bourgeoisie selbst den Namen *Blanqui* erfunden hat. Dieser *Socialismus* ist die *Permanenz-Erklärung der Revolution*, die *Klassendictatur* des *Proletariats* als nothwendiger Durchgangspunkt zur *Abschaffung der Klassenunterschiede überhaupt*, zur *Abschaffung sämtlicher Productions-Verhältnisse*, worauf sie beruhen, zur *Abschaffung sämtlicher gesellschaftlicher Beziehungen*, die diesen *Productions-Verhältnissen* entsprechen, zur *Umwälzung sämtlicher Ideen*, die aus diesen *gesellschaftlichen Beziehungen* hervorgehen.<sup>996</sup>

Et à Otto Lünig qui lui reprochait quelques mois plus tard le recours à la notion de "Klassenherrschaft" comme immoral et déraisonnable, Marx répliquait en juillet :

Im Feuilleton Ihrer Zeitung vom 22. Juni d. J. warfen Sie mir vor, die *Herrschaft und die Diktatur der Arbeiterklassen* zu vertreten, während Sie mir gegenüber die *Abschaffung der Klassenunterschiede überhaupt* geltend machten. Ich begreife diese Berichtigung nicht.

Sie wußten sehr wohl, daß es im "Manifest der kommunistischen Partei" [...] heißt : "Wenn das *Proletariat* im Kampfe gegen die Bourgeoisie sich nothwendig zur Klasse vereint, durch eine Revolution sich zur herrschenden Klasse macht und als herrschende Klasse gewaltsam die alten *Produktionsverhältnisse* aufhebt, so hebt es mit diesen *Produktionsverhältnissen* die Existenzbedingungen des *Klassen-gegensatzes*, der *Klassen* überhaupt und damit seiner eigenen *Herrschaft als Klasse* auf !"<sup>997</sup>

Or, dans la situation historique où ils se trouvaient en 1850 – et au-delà –, de même que dans la situation où se trouvaient les sans-culottes de l'an IV, cette domination ou dictature du prolétariat n'est rien que le corollaire, appliqué à la "classe la plus nombreuse" du principe de la "démocratie" ou de la "souveraineté du peuple" proclamée dès 1789 par la bourgeoisie et dont elle avait jusque-là écarté la majeure partie du "peuple". Le suffrage universel demandé par certains, comme Restif, dès 1789, n'avait jamais été accordé si ce n'est, pour la moitié mâle de la population seulement, par la Constitution de 1793 dont l'application fut empêchée par la guerre puis par la réaction thermidorienne ; et en 1848 sous la seconde République, où la classe politique qui avait soutenu la monarchie jusqu'en ses derniers instants se perpétua au pouvoir par le moyen du suffrage universel, faute

<sup>995</sup> MARX, *Die Klassenkämpfe in Frankreich* (1850), in MEGA<sup>2</sup> I/10, p. 173 et 190.

<sup>996</sup> *Ibidem*, p. 192.

<sup>997</sup> MARX, "Erklärung an den Redacteur der Neuen Deutschen Zeitung", in MEGA<sup>2</sup> I/10, p. 354. La critique de Lünig est reproduite dans le même volume, p. 952.

d'éducation civique de la majorité du "peuple". Encore moins n'avait été accordée "la participation de tous à tout" que revendiquaient les néo-babouvistes des années trente.<sup>998</sup> Mallet Du Pan se récriait en 1796 sur "les horreurs du républicanisme démocratique",<sup>999</sup> dont il expliquait ainsi le vice fondamental :

[...] ce n'est pas tout que la nation ait des représentants, si les intérêts dont la société se compose, ne sont pas défendus dans une juste proportion, contre les sophismes et les invasions de la volonté générale. TOUT FUT RENVERSÉ, LORSQU'ON TRANSPORTA LE DROIT DE VOTE, DE LA PROPRIÉTÉ À LA POPULATION.<sup>1000</sup>

A ces récriminations surprenantes, Babeuf ou Marx auraient pu répondre en 1796 comme en 1850 à propos des luttes des classes en France que la bourgeoisie victorieuse de la féodalité dès 1792 avait justement su défendre ses intérêts par ses représentants, que jamais la volonté générale n'avait été consultée et que jamais le droit de vote n'avait quitté la propriété des instruments de travail pour la population. C'est ce phénomène et son résultat global que Cabet nommait en 1839 "révolution bourgeoise" et Marx en 1852 "die uneingeschränkte Despotie einer Klasse über andre Klassen".<sup>1001</sup>

### Dictature de classe du prolétariat

A cette dictature de la minorité bourgeoise, la tradition babouviste et communiste du XIX<sup>e</sup> siècle oppose donc le projet d'une autre dictature pour la réalisation de la démocratie. Encore faut-il préciser brièvement quel type de dictature est envisagé. Chez Babeuf et les Egaux, il s'agit de la dictature transitoire d'un directoire collectif, destinée à briser la faction aristocratique et bourgeoise et à introduire l'égalité économique et sociale, la communauté. Chez Buonarroti et les néo-babouvistes, il s'agit de la dictature d'un "Gouvernement provisoire" en vue de "préparer la Constitution populaire qui doit compléter et clore la révolution";<sup>1002</sup> ce gouvernement provisoire est ainsi défini :

Le concert des hommes à qui nous voudrions confier le soin de former ainsi l'autorité révolutionnaire s'établirait par une société secrète établie de longue main d'après les principes du Monde [i.e. de la Charbonnerie démocratique]. Elle emploierait l'activité des Sociétés secondaires et des Fédérations pour diriger le choix populaire sur les candidats désignés.<sup>1003</sup>

Le but final reste l'établissement de la communauté et le bonheur commun. Les textes néo-babouvistes des années trente n'en sont que des variantes en ce qui

concerne ce point précis,<sup>1004</sup> et le principe est encore celui sur lequel Lénine fondera l'action, nécessairement clandestine, des révolutionnaires russes sous l'autocratie tsariste. Etienne Cabet ne conçoit pas autrement non plus le passage de la société féodale-bourgeoise à la communauté généralisée que par le moyen de la dictature transitoire et révolutionnaire qu'il met entre les mains d'un seul homme, Icar, suffisamment sage et bon pour y renoncer le moment venu – mais la réalité n'est pas aussi facile à maîtriser que le roman utopique.

En ce qui concerne l'usage que Marx et Engels font de la notion de "dictature du prolétariat", il faut d'abord préciser qu'en toute occasion depuis le début de leur activité publique – intellectuelle, journalistique et organisationnelle –, depuis la fusion de la Ligue des justes avec le Comité de correspondance communiste en Ligue des communistes jusqu'à la fondation de l'Internationale et à l'activité du parti social-démocrate allemand, ils ont toujours opté contre les méthodes conspiratives et, dans la mesure du possible, pour une action légale avant de passer à l'action révolutionnaire, et qu'ils n'ont jamais essayé de légiférer dans l'avenir ni dans l'abstrait. Ainsi ont-ils participé dans les années quarante à un processus historique en cours, la constitution de véritables partis politiques ou d'organisations ouvrières internationales démocratiques auxquels tendaient alors les démocrates, les socialistes et les communistes européens; tendance représentée non seulement par les deux grands mouvements britanniques de l'owenisme et du chartisme, mais aussi par celui des meetings de Jacob Kats et Jean-Louis Labiaux en Belgique; par la propagande cabétiste pour un parti communiste icarien, même s'il ne s'agissait là en fait que d'un parti au sens ancien, c'est-à-dire d'une vague communauté d'idées (toute association politique restant interdite en France); tendance représentée aussi par Flora Tristan qui, constatant que "depuis 89 la classe bourgeoise EST CONSTITUÉE", politiquement s'entend, appelle "maintenant à CONSTITUER LA CLASSE OUVRIÈRE".<sup>1005</sup> Leur action en ce domaine, outre son caractère théorique, a un aspect pratique important dans la mesure où, par la proposition qu'ils firent de tenir un congrès régulier de l'organisation qu'ils rejoignaient en 1847, ils furent parmi les promoteurs d'une démocratisation décisive de la Ligue des justes, de celle des communistes et des organisations qui suivirent. Le parti ainsi constitué ou en voie de constitution n'est pas pour eux la secte qui doit ensuite exercer la dictature – Engels s'insurge encore en 1874 violemment contre pareille interprétation à propos des blanquistes réfugiés à Londres –<sup>1006</sup>; le parti est un outil de forma-

1004 Cf. documents 12 à 14 et leurs introductions. Henry Celliez situait ainsi en 1840 la tradition des sociétés républicaines et néo-babouvistes nécessairement clandestines depuis le Directoire: "D'autres conservèrent jusqu'à nous, dans le sanctuaire d'une conspiration permanente, les pures traditions insurrectionnelles." (CELLIEZ, *Devoir*, p. 16).

1005 TRISTAN, *Union ouvrière*, p. 27 et 28.

1006 ENGELS, "Flüchtlingliteratur", in *Der Volksstaat*, Leipzig, 26 juin 1874, n° 73, p. 1/II; MEW 18, p. 529: "Daraus, daß Blanqui jede Revolution als den Handreich einer kleinen revolutionären Minderzahl auffaßt, folgt von selbst die Noth-

998 Cf. documents 11A, 11B, 14B.

999 MALLET DU PAN, *Correspondance politique*, p. 11.

1000 *Ibidem*, p. LXVIII.

1001 MARX, *Der achtzehnte Brumaire* (1852), in MEW 8, p. 122. En ce qui concerne Cabet, cf. note 583 ci-dessus.

1002 Manuscrit de Buonarroti, des années trente, in SAIITA, F. *Buonarroti*, vol. 2, p. 139.

1003 *Ibidem*, p. 138.

tion et d'information de la classe ouvrière, avant, pendant et après l'événement révolutionnaire.

### La Commune de Paris

Pour Marx et Engels la perspective de la dictature de classe du prolétariat est une vision globale de la transformation des rapports de production pour l'établissement d'une société qui ne soit plus fondée sur l'exploitation de la majorité par une minorité. Le seul exemple concret auquel il leur fut donné de se rapporter dans leur existence est celui de la Commune de Paris, où en mars 1871 la population entière fut appelée à voter, et dont Marx, écrivant au nom du Conseil général de l'Internationale la même année, déclare :

Son vrai secret le voici. La Commune était essentiellement le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte entre la classe qui produit et celle qui exploite, la forme politique enfin découverte grâce à laquelle on arrivera à l'émancipation du travail. [...] La Commune, disent-ils [ses adversaires], veut abolir la propriété, base de toute civilisation ! Oui, messieurs, la Commune prétendait abolir cette propriété spéciale à une classe qui fait du travail de tous la fortune de quelques-uns.<sup>1007</sup>

Et Engels précise en 1891, dans l'introduction qu'il rédige à une réédition allemande de ce même texte, ce qu'il entend par "dictature du prolétariat" :

Diktatur des Proletariats. Nun gut, ihr Herren, wollt ihr wissen, wie diese Diktatur aussieht ? Seht euch die Pariser Kommune an. Das war die Diktatur des Proletariats.<sup>1008</sup>

wendigkeit der Diktatur nach dem Gelingen : der Diktatur wohlverstanden, nicht der ganzen revolutionären Klasse, des Proletariats, sondern der kleinen Zahl Derer, die den Handstreich gemacht haben und die selbst schon im Voraus wieder unter der Diktatur Eines oder einiger Wenigen organisirt sind. Man sieht, Blanqui ist ein Revolutionär der vorigen Generation."

<sup>1007</sup> MARX, *La Guerre civile en France* (traduction de l'anglais par Marx lui-même), in MEGA<sup>2</sup> I/22, p. 501 ; version originale anglaise, *ibidem*, p. 142-143 ; version allemande, p. 205. Marx, reprenant et justifiant de son point de vue la théorie courante alors de l'abolition des classes, exposait dès 1847 dans *Misère de la philosophie* : "Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique ? Non. La condition d'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition d'affranchissement du tiers état, de l'ordre bourgeois fut l'abolition de tous les états et de tous les ordres. La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile." (éd. originale, p. 177 ; Ed. Costes, p. 210 ; Ed. sociales, p. 178-179).

<sup>1008</sup> ENGELS, "Einleitung" (à MARX, *Bürgerkrieg in Frankreich*), in MEW 22, p. 199 ; à la page précédente il nomme le pouvoir de la Commune "eine neue, in Wahrheit demokratische [Staatsmacht]".

Reste cependant que, si la notion ainsi explicitée est coextensive à l'exercice de la "démocratie", la formulation héritée du néo-babouvisme et du blanquisme était dangereuse, comme le prouve suffisamment l'emploi léniniste qui en a été fait depuis.

### Utopie et dictature

Ne pouvant en général, c'est-à-dire dans leur tête, préjuger des modes concrets des luttes politiques à venir, Marx et Engels ne se hasardent pas à en tracer le plan. Ce ne sont pas eux qui rédigent jusqu'en ses moindres détails la "Constitution future de l'humanité", mais Weitling par exemple, à la suite de Fourier, de Restif et de tant d'autres, dans ses deux grands textes utopiques, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte* (1838) et *Garantien der Harmonie und Freiheit* (1842). C'est Weitling qui prévoit expressément dans le système communautaire l'institution de compagnies disciplinaires de travail avec ou sans déportation dans des mines et des colonies pénitentiaires<sup>1009</sup> et qui au chapitre des *Garantien* intitulé "Thérapeutique philosophique" légifère ainsi : tout malade, considéré comme mineur (et par conséquent irresponsable) durant tout le temps de sa maladie, est placé sous la tutelle exclusive des médecins (art. 2) ; quiconque, s'opposant à la réglementation prévue pour le bien commun, trouble l'harmonie sociale, doit être traité en malade (art. 10) ; les individus dont l'état de santé physique ou mental est de nature à troubler l'ordre public sont à isoler de la population par relégation sur des îles ou en tous autres lieux éloignés (art. 5, 6 et 8).<sup>1010</sup> Il ne s'agit pas de déclarer ici Weitling responsable des goulags concentrationnaires ou psychiatriques du XX<sup>e</sup> siècle, mais de constater simplement que le rêve utopique pour la réalisation du bonheur peut être aussi porteur d'aberrations monstrueuses.

Ce n'est pas non plus Marx ni Engels, mais le moraliste libertaire et anarchiste Proudhon qui écrit sous la date du 31 octobre 1845 à propos de l'Association progressive ouvrière qu'il envisage de lancer :

Éviter dans mon projet les airs menaçants : chercher plutôt la conciliation des intérêts [...]. – La Bourgeoisie, tutrice et institutrice du prolétariat : – avantage pour elle, dans la période de transition et après. Ce sera doubler mes forces que d'avoir pour moi la loi, le droit, l'équité, la force, la raison, la modération, et même la charité chrétienne [...]. Mes opinions une fois connues, je les défendrai envers et contre tous, même contre le prolétariat. Car comme je l'ai dit : dussé-je sacrifier le genre humain, je le sacrifierais à ce qui me semble la vérité, et j'aurais l'orgueil de penser en faisant ce sacrifice que je représente à moi seul l'humanité, et qu'en perdant un million de millions d'hommes, rien n'est perdu.<sup>1011</sup>

<sup>1009</sup> WEITLING, *Die Menschheit*, p. 61 ; in KOWALSKI, *Vorgeschichte*, p. 234.

<sup>1010</sup> WEITLING, *Garantien*, chap. 15, "Philosophische Heilkunde", éd. KAUFHOLD, p. 216-217.

<sup>1011</sup> PROUDHON, *Carnets*, vol. 1, p. 185.

Et, revenant sur ce thème un an plus tard, en août 1846 :

Éliminer les hommes de toute opinion, qui par des manifestations d'opinions ont prononcé eux-mêmes leur déchéance. [...] Point de haines. – Éliminer par principe. [...] Ma place une fois prise, personne ne peut songer à me la disputer.<sup>1012</sup>

Paranoïa mégalomane, inoffensive dira-t-on puisque confiée au secret de carnets intimes. A voir. Jamais ni Babeuf ni Marx, ni les insurgés lyonnais de 1831, ni Napoléon Lebon, ni Blanqui, ni les Travailleurs égalitaires ou les exilés de la Société démocratique française et du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein de Londres, même au cœur des luttes les plus violentes, n'ont rien écrit de semblable, et si les Egaux ont pu proclamer en pleine Révolution, "L'Égalité réelle ou la mort !", c'était leur propre mort qu'ils envisageaient, non l'élimination des autres.

## Conclusion toute provisoire

Il y a un quart de siècle déjà, un historien anglais et un français, Alfred Cobban et Jacques Godechot, soulignaient la nécessité et "l'urgence d'un vocabulaire politique, social et économique de la Révolution"<sup>1013</sup> permettant une analyse plus serrée du phénomène révolutionnaire de 1789 à 1799 par l'impact et la signification exacte du vocabulaire neuf ou rénové des hommes de cette époque ; dix ans plus tôt encore un linguiste et lexicographe allemand, Waldemar Wunderlich, qui travaillait alors à l'élaboration collective d'un dictionnaire de la langue de Marx et Engels, notait que pour la compréhension du communisme contemporain il était indispensable d'élucider les fondements, la préhistoire en quelque sorte, de la terminologie marxiste.<sup>1014</sup> De son côté, Jacques Cellard déplorait naguère encore l'absence d'un dictionnaire "de la lutte des classes dans la France industrielle, de 1870 (environ) à nos jours"<sup>1015</sup>

Un dictionnaire qui nous dirait comment sont nés et ont évolué les mots-clés des relations entre ouvriers et patrons tout au long du dix-neuvième siècle ; mais nous entendons bien un dictionnaire qualitatif, riche d'attestations, de sens et d'emplois (même disparus), d'appréciations portées sur tel mot par les contemporains eux-mêmes.

Je ne prétends pas avoir rempli ici ces tâches diverses qui requerraient d'autres moyens ; mais le présent travail, dont l'objet a été de suivre les hommes et le langage communautaires de la période pré-révolutionnaire à celle où le socialisme et le communisme commencent à s'imposer dans la théorie sociale et la pratique politique, me semble se situer à l'intersection de ce que les premiers appelaient de leurs

<sup>1013</sup> Cf. GODECHOT, "Pour un vocabulaire" (1964), p. 374, où il se réfère à COBBAN, *The Social Interpretation of the French Revolution* (1964).

<sup>1014</sup> WUNDERLICH (1954), p. 560 : "Eine wichtige Aufgabe des Marx-Engels-Wörterbuchs ist die Aufhellung der Vorgeschichte der marxistischen Terminologie." Cf. également les diverses contributions rassemblées in SCHILDT, *Zum Einfluß*.

<sup>1015</sup> CELLARD, "Un dictionnaire à faire", in *Le Monde*, Paris, 14-15 mai 1978, p. 15h ; légèrement modifié in CELLARD, *Histoire de mots*, vol. 2, p. 19.

<sup>1012</sup> *Ibidem*, p. 283.

vœux et en amont de ce que pouvait souhaiter le dernier. Il permet de constater que le langage et les théories des socialistes et des communistes des années mille huit cent quarante et de leurs successeurs s'inscrivent dans une histoire des doctrines communautaires commencée par d'autres – ce que n'ont jamais nié d'ailleurs ceux qui possédaient quelque sens historique, tels Leroux, Pecqueur, Dezamy, Villegardelle, Harney, Marx, Engels et d'autres – et que même les concepts dont on serait tenté de leur attribuer la paternité exclusive (que ce soit pour les en louer ou les en blâmer) ne sont pas toujours de leur invention et ont souvent une genèse qui remonte au moins aux premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, si ce n'est aux dernières du XVIII<sup>e</sup> ; concepts cependant qu'ils ont faits leurs et ont en conséquence profondément marqués du sceau de leur génie et de leur méthode. Inversement, une approche du socialisme et du communisme contemporains par leurs origines un peu lointaines semble indispensable à une connaissance réelle du phénomène ainsi qu'à la clarté comme à la précision des débats les concernant. "Ici comme ailleurs, c'est en regardant les choses évoluer depuis leur origine qu'on en obtient la meilleure intelligence."<sup>1016</sup>

<sup>1016</sup> ARISTOTE, *Politique*, Livre II, 1252a.

Principales organisations démocratiques et ouvrières,  
nationales et internationales 1821 - 1847

1813 - 1821	1821	1824
"Harmony" New Lanarck, 1813-1821 Robert Owen	Co-operative and Economical Society Londres, janvier 1821 George Mudie	London Co-operative Society Londres, 1824 William Lovett, William Thompson, Benjamin Warden
	Charbonnerie Genève, 1821 Philippe Buonarroti	Charbonnerie Bruxelles, 1824* Philippe Buonarroti
	Charbonnerie française Paris, été 1821 Saint-Amand Bazard, Pierre Dugied	

\* Date approximative

1825

"New Harmony"  
Etats-Unis, 1825

Robert Owen

1826

Co-operative Association  
Londres 1826  
(extension Grande-Bretagne)

1827

Aide-toi, le ciel t'aidera  
Paris, juillet 1827  
Etienne Cabet, Lafayette,  
M.-A. Jullien, etc.

1830

Co-operative Meetings  
Londres 1830  
Robert Owen, etc.

Société des amis du peuple  
Paris, 30 juillet 1830  
(extension nationale)

Société des droits de l'homme  
et du citoyen  
Paris, août 1830  
(extension nationale)

Deutscher Gesangverein  
Paris, 1830

1831

Co-operative Congresses  
Londres, à partir de 1831  
Robert Owen, etc.

Giovine Italia  
Marseille, mars-avril 1831  
Giuseppe Mazzini

1832

Charbonnerie réformée  
Paris, juin 1832  
Philippe Buonarroti

Deutscher Vaterlandsverein  
Paris, février-juillet\* 1832

Deutscher Volksverein  
Paris, juillet\* 1832-avril 1834  
Joseph Heinrich Garnier,  
Wolfgang Strähli,  
Hermann Wolfrum, etc.

---

\* Date approximative

1833

Charbonnerie démocratique  
Universelle  
Paris, fin 1833  
Philippe Buonarroti

Handwerkerverein  
Bienne, 1833  
Ernst Schüller

1834

Société des familles  
Paris, juillet 1834-août 1836  
L.-A. Blanqui

Deutscher Leseverein  
Londres, 1834  
J. H. Garnier

Jeune Europe (Giovine Italia, Maladala  
Polska, Junges Deutschland, Jeune Suisse,  
Jeune France)  
Berne, 15 avril 1834  
Giuseppe Mazzini

Junges Deutschland (I)  
Suisse, avril 1834-juin 1836

Handwerkervereine  
Genève, Zurich, 1834  
Ernst Dieffenbach

Bund der Geächteten  
Paris, mai 1834-1840\*

\* Date approximative

1835

Association of all Classes of all Nations  
to form a New Moral World  
(préparée depuis février 1835)  
Congrès constitutif 1er mai 1835  
à Londres  
Robert Owen

Société démocratique française  
Londres, 2<sup>e</sup> semestre 1835-1848

Deutsche Gesellschaft  
Londres, 1835  
J.H. Garnier, Gustav Kombst

Bund der Geächteten/Junges Deutschland  
Mulhouse, 1835

\* Date approximative

1836

London Working Men's Association  
Londres, été 1836

Club Junges Deutschland  
Paris, été 1836  
Carl Schapper

Bund der Geächteten  
Francfort/M., Mayence  
\*juillet 1836-octobre 1840  
Wilhelm Enke, Karl v. Bruhn

Bund der Geächteten  
La Chaux-de-Fonds  
\*juillet 1836-\*1840  
Wolfgang Strähl

Bund der Gerechten  
Paris, été 1836 - juin 1847  
Direction de la Ligue à Paris  
jusqu'à l'été 1846  
Carl Schapper, Wilhelm Weitling

1837

London Democratic Association  
fondée à Londres entre décembre  
1836 et mars 1837

Société des saisons  
Paris, juin 1837-mai 1839  
L.-A. Blanqui, Armand Barbès

1838

Chartist Movement  
Grande-Bretagne, mai 1838

1839

Société des travailleurs  
égalitaires  
Paris, Lyon, 1839

Junges Deutschland (II)  
Suisse, fin 1839-1845

Verein der jungen Deutschen des  
Gewerbstandes  
Genève, 10 novembre 1839  
August Becker

Bund der Gerechten  
Hambourg, 1839  
Carl Friedrich Hoffmann

1840

\*\*International Association for the  
Promotion of mutual Intercourse  
among all Nations  
Paris, juillet-août 1840  
John Goodwyn Barmby

Deutsche demokratische Gesellschaft, puis  
Communistic Arbeiter-Bildungs-Verein  
Londres, 7 février 1840  
(Filiale du Bund der Gerechten)  
Carl Schapper

\*\* Appellation non assurée

1841

London (puis) Central Communist  
Propaganda Society  
Londres, août 1841

Bund der Gerechten  
Lyon et Marseille,  
vers 1841



1842

1843

1844

1845

1846

1847

Democratic Friends of all Nations  
Londres, automne 1844  
Carl Schapper

Fraternal Democrats  
Londres, 22 septembre 1845  
Carl Schapper, Thomas Cooper,  
George Julian Harney,  
L.-C. Berrier-Fontaine

Democratic Committee for  
Poland's Regeneration  
Londres, mars 1846  
(Chartistes, SDF, CABV)

Association démocratique  
ayant pour but la fraternité  
de tous les peuples  
Bruxelles, automne 1847

Lucien Jortrand,  
Jacques Imbert,  
Karl Marx

Kommunistisches  
Korrespondenz-Komitee  
Bruxelles, \*décembre 1845

K. Marx, F. Engels,  
Philippe Gigot

Bund der Gerechten  
Extension à la Suisse  
1841-1842  
Wilhelm Weitling,  
August Becker,  
Simon Schmidt

Bund der Gerechten  
extension en Allemagne:  
(Kiel, Leipzig, Brême, Magdebourg,  
Thorn, Mannheim, etc.)  
1843-1844

Bund der Gerechten  
New York, 1845  
Christian Weißenbach

Bund der Gerechten  
Berlin, 1845  
Friedrich Mentel

Bund der Gerechten  
Direction transférée à Londres,  
septembre 1846

Carl Schapper, Joseph Moll,  
Heinrich Bauer

Bund der Gerechten  
Extension à la Scandinavie  
1846

Bund der Kommunisten  
Londres, Congrès constitutif  
juin 1847

Bund der Kommunisten  
2<sup>e</sup> congrès, Londres,  
décembre 1847

\* Date approximative

Avant-propos . . . . .	9
Abréviations . . . . .	11
<b>Introduction</b> . . . . .	13
Restif, un réformateur quasi méconnu . . . . .	13
Les hommes de la liberté . . . . .	16
La triarchie européenne . . . . .	22
Présentation . . . . .	24
Lexique (24) Pièces justificatives (24) Historique (25)	
 Chapitre I	
<b>Des communautés et des coutumes rurales archaïques</b>	
<b>à l'utopie communautaire de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle</b> . . . . .	27
Un peu de préhistoire sociale et religieuse . . . . .	29
Les communes médiévales (29) Les frères moraves (31)	
Vaudois et cathares (34) Kommunist ? (37)	
Les Indiens Guaranis (41) Communisme ou communautarisme (43)	
La main-morte doit disparaître (Voltaire) . . . . .	45
La propriété particulière source du mal absolu (Morelly) . . . . .	49
Les utopies communautaires . . . . .	53
Communiste chez d'Hupay et Restif . . . . .	55
 Chapitre II	
<b>De l'utopie communautaire à la révolution sans-culotte</b> . . . . .	57
L'événement révolutionnaire . . . . .	57
Les biens communaux . . . . .	59
Loi sur le maximum. Communautiste. Kommunismus . . . . .	61
Théorie révolutionnaire de la communauté . . . . .	63
Athéisme (66) Education et politique (67) Egalité réelle (68)	
Lutte des classes (69) La communauté (73) Révolutionner (73)	
Les derniers livres de Mr-Nicolas, Marc-Antoine Jullien . . . . .	75
Réaction thermidorienne et nouveau recours à l'utopie . . . . .	82
Mr-Nicolas et la conjuration babouviste à l'étranger . . . . .	83
 Chapitre III	
<b>Cheminevements souterrains, résurgences et sources nouvelles</b>	87
La querelle du droit naturel dans la seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle :	
les "socialistae" et leurs adversaires . . . . .	89

De "socialiste" à "socialisme" et de leur transcription en anglais et en allemand . . . . .	94
Sociétaire (95) Socialiste/Socialist (96) Socialisme/Socialism (99) Science sociale/Social science (105) Sozial, Sozialist, Sozialismus, sozialistisch (108)	
Vrai et faux libéralisme, mutualisme, collectivisme et co-opération 1815-1828 . . . . .	113
Libéralisme (114) Collectivisme (116) Mutualisme (118) Mutuellisme (120) Ecole mutuelle et mouvement ouvrier (121) Co-opérative/coopératif (122)	
Histoire des Egaux et exploitation de l'homme par l'homme . . . . .	124
Buonarroti (124) Exploitation de l'homme par l'homme (125) Révolution industrielle (128)	
 Chapitre IV	
<b>Les mouvements républicain et socialiste des années trente</b>	133
Le mouvement en Grande-Bretagne : Congress . . . . .	134
Congrès/Kongreß (137)	
Le mouvement républicain et néo-babouviste en France . . . . .	140
Après le soulèvement lyonnais : classe bourgeoise, prolétariat, prolétarisme et socialisme . . . . .	143
Humanitaire et progressiste (144)	
D'avril 1834 à mai 1839 : une société nouvelle de Communautaires ou Communistes . . . . .	148
Les <i>Aphorismes</i> de Lebon et la querelle Cabet-Dezamy (150) Egalitaire (153) Travailleurs égalitaires ou Communistes (158) Communiste et lexicographie (160) Communautaire et communautaire (163) Révolution bourgeoise (169)	
 Chapitre V	
<b>Amorces internationales 1832-1839</b> . . . . .	171
Mouvements, contacts et influences dans l'Europe des années trente . . . . .	171
Le bouillonnement parisien et bruxellois (172) Conscience internationaliste (174) Les associations politiques allemandes (176) Néo-babouisme à Londres et à Paris (178) Ligue des justes et Société des saisons en mai 1839, ou une légende tenace (180)	
Les Allemands à Paris . . . . .	184
Les textes (186) Une culture nouvelle (189)	

Klasse – Arbeiterklasse (192) Proletair/Proletarier, Proletariat  
et proletarisch (194) Les termes anglais proletarian, proletariat, et  
le français prolétarien (198)

 Chapitre VI	
<b>Communisme :</b>	
<b>Extension internationale et diversification 1840-1842</b> . . . . .	201
Crise sociale et crise internationale de 1840 . . . . .	201
En Grande-Bretagne (201) En France (202) La crise internationale (203) Les Allemands de Genève, de Londres et de Paris (204)	
Réflexion et théorie de 1840 . . . . .	206
Une ère nouvelle (209) Diffusion de communiste (211) Communisme (juillet 1840) (213) Transcriptions anglaises et allemandes (213)	
Alliances et confusions . . . . .	215
Des Icariens aux Humanitaires (218)	
L'accélération de la réflexion . . . . .	221
 Chapitre VII	
<b>L'amorce des grands débats du socialisme et du communisme</b>	223
Internationalisme . . . . .	223
Cosmopolitisme et internationalisme (225) International et ses composés (228)	
Le socialisme comme science. Socialisme scientifique . . . . .	231
"L'empire de la science commence" (231) De la "science sociale" au "socialisme scientifique"... (234) ... et au "socialisme utopiste" (236) "Socialisme scientifique" et "socialisme populaire" (241) "Science révolutionnaire" (246) De la science à l'action politique (249) "Socialisme scientifique" dans l'usage de Marx et d'Engels (251)	
Démocratie ou dictature ? . . . . .	253
Dictature de classe de la bourgeoisie (258) Dictature de classe du prolétariat (260) La Commune de Paris (262) Utopie et dictature (263)	
 <b>Conclusion toute provisoire</b> . . . . .	 265
 <b>Principales organisations démocratiques et ouvrières, nationales et internationales 1821-1847</b> . . . . .	 267